

Photo-Album

AHMED RAMI احمد رامي

Ahmed Rami, Foundateur
de *Radio Islam*, Tel: (Suède)
+ 46-708121240,
EMAIL HOME

Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux! - Levons-nous !

La tragédie marocaine

Une vie pour laliberté

Qui gouverne le Maroc?

Par **Ahmed Rami**



Ahmed Rami

Une vie pour la liberté
Autobiographie

Révélations

(LIVRE)

Table des matières:

Préface de l'auteur

Quand les grands voleurs gouvernent un pays !

Il y a un ensemble, saisissant, des difficultés extrêmes où se debattent tous les pays du Tiers-Monde et que le Maroc, en particulier, a trop tardé à regarder en face.

A l'époque où, officier dans les rangs des "Forces Armées Royales", j'étais conduit à fréquenter les coulisses du pouvoir au Maroc, j'ai moi-même été le témoin direct, chaque jour, des faits et des problèmes que vit encore aujourd´hui notre peuple au Maroc.

Et je n'ai pas été le seul témoin. Des hommes de troupe aux officiers supérieurs et aux généraux marocains, tous ceux qui conservaient une certaine intégrité morale et un certain honneur avaient été conduits à la révolte, contre le pouvoir personnel corrompu et stupide de Hassan II, en découvrant de près la corruption et l'état de putréfaction de son régime.

Les révoltes militaires (de Skhirat en 1971 et du 16 aout 1972), auxquelles j'ai pris part, ont exprimé notre

indignation, notre colère et notre révolte face au pillage des richesses nationales exercé par le roi, par ses prostitués politiques locaux et par une clique de profiteurs juifs qui gravite autour de sa personne.

Les priviligiés étaient légion , et cela jusque dans les rangs dc l' Ecole d'Etat-Major de Kenitra où , pour ne prendre que cet exemple, figurait en 1970 une promotion spéciale de quarante officiers qui, dans toute l'armée était appelée "la promotion Ali Baba" !

A la différence des paysoccidentaux, le Maroc ne connaît que peu de hold-up de banques.

C'est que les voleurs d'envergure savent qu'aujourd'hui, dans notre pays, la source d'enrichissement la plus sûre, la plus rapide, la seule à vrai dire, est le pouvoir.

Le systeme féodal (makhzen) que Hassan II pérpétué anachroniquement en plein XXe siècle fait de la corruption généralisée un systhème de gouvernement.

Le régime de Hassan II constitut, pour notre pays, pour notre peuple et pour notre avenir un danger mortel.

Face à ce danger réel, et à ce défi, il n y a, en réalité, devant nous, qu´une seule alternative: une révolution islamique radicale, éclairée, intelligeante et tolérante!

Il s´impose donc urgeance et nécessité vitale de créer un *Front Islamique uni de Liberation du Maroc.*

Il est essentiel de ne pa faire le jeu rusé de Hassan II qui veut - inspiré par ses conseillers juifs - continuer à diviser pour régner !

Ahmed Rami

Ma patrie

Sur une photo satellite américaine, la chaîne de montagnes de l'Anti-Atlas où je suis né, au sud-ouest du Maroc, ressemble à la surface de la lune. Rien que du désert inhospitalier ! Mais l'image se modifie quand on longe les chemins qui s'élèvent en sinuant à travers de profondes vallées entre les hautes montagnes dont les sommets

peuvent atteindre trois mille mètres d'altitude. Sans doute les zones supérieures des montagnes et des hautes collines sont-elles pauvres et stériles; la violence des vents et des averses a laissé une trace qui s'étend jusque dans les vallées du bas, mais des deux côtés des chemins, le visiteur discerne qu'il traverse une très ancienne région rurale où apparaissent des bosquets d'amandiers et d'oliviers, et de petits champs de blé.

Ils témoignent que ces guérets ont une histoire, qu'il a existé en ces lieux une antique civilisation et que l'homme n'a pas encore complètement abandonné cette terre. En janvier, quand la blanche splendeur des amandiers en fleur se découpe, éblouissante, sur la terre ocre et quand, après la fonte des neiges, les torrents dévalent en sifflant les parois des ravins et se répandent à grands flots à travers les vertes oasis herbeuses, les profondes vallées de l'Anti-Atlas sont d'une beauté enchanteresse. Un visiteur de passage (?) peut alors supposer que la région est fertile. Mais hélas l'image satellite n'est pas trompeuse. Toute la région souffre gravement du manque d'eau et toutes les conditions propres à assurer véritablement le succès d'une agriculture font défaut.

En outre, le climat n'a cessé de se dégrader au cours des trente dernières années : les intervalles séparant les chutes de pluie n'ont cessé d'augmenter et les périodes de sécheresse sont toujours plus longues, entraînant la pauvreté et la misère. Les résultats de ce changement de climat se font sentir dans de vastes régions d'Afrique du Nord qui, lentement mais sûrement, se tranforment en désert. L'Anti-Atlas constitue, au sud-ouest du Maroc, la frontière avec le Sahara, et, comme partout dans les régions frontalières, ce sont les hommes qui y vivent qui sont touchés les tout premiers quand surviennent des temps calamiteux.

Certes, la croissance du désert n'est pas due exclusivement à des facteurs climatiques inéluctables. Au cours des siècles, alors que les vallées de l'Anti-Atlas étaient habitées, l'homme a lui-même contribué activement à la diminution de ses possibilités de survie. Les troupeaux, en paissant, ont dépouillé le sol de sa protection naturelle et les versants des vallées ont été privés de leur humus dispensateur de vie.

Dans ces zones défavorisées, les hommes n'ont jamais pu vivre de ce que la terre avait à leur offrir. De mémoire d'homme, ils ont toujours essayé de trouver des moyens de survie extérieurs à leur milieu social héréditaire. Pendant les longues périodes de sécheresse et dans les années de catastrophe, la majeure partie de la population devait fuir vers le nord, vers les plaines littorales de l'Atlantique où les chances de survie étaient meilleures.

Cependant, même lorsque les récoltes étaient relativement bonnes, bien des gens - des hommes exclusivement - cherchaient leur bonheur dans le nord, laissant leurs familles derrière eux. Ceux qui maîtrisaient suffisamment l'arabe essayaient souvent de se faire un chemin comme «tulba» ou maîtres de religion, en apprenant aux enfants du nord à lire et écrire l'arabe et à comprendre le Coran. D'autres se mirent à gagner les mines d'Algérie occidentale après la mise en exploitation par les Français des gisements minéraux de leur colonie. Mais la

plupart de ceux qui émigraient vers le nord s'installaient dans les villes du Maroc septentrionnal et y faisaient leur vie comme petits commerçants.

Au début du XXe siècle, l'émigration des hommes des régions montagneuses du sud avait pris de telles poportions qu'elle était carrément devenur la règle. Ceux qui s'obstinaient à demeurer dans leurs villages constituqient l'exception. Les émigrants acquirent bientôt une réputation de haute moralité, d'ardeur au travail et de valeur économique.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, le niveau de vie dans les villes du nord était à peu près comparable à celui du paysan et de l'éleveur du sud, mais dix ans plus tard, le commerce du nord avait nettement relégué au second rang l'agriculture du sud. La prospérité relative que l'on rencontre aujourd'hui dans les villages est presque exclusivement importée.

On appelle «Soussi» (pluriel «Souassa») les gens des régions que j'ai décrites. Ce nom vient de la rivière Souss qui traverse les chaînes de montagnes du Haut Atlas et de l'Anti-Atlas et se jette dans la mer juste au sud d'Agadir. Toutefois, quand les Marocains emploient le terme général de «Souassa», ils ne désignent pas les habitants des plaines fertiles qui environnent la rivière, mais la communauté originaire des régions supérieures des montagnes de l'Anti-Atlas.

Les milliers de Souassa qui ont si bien réussi comme marchands dans les grandes villes viennent de la région de Tafraoute et sont issus des tribus dont les villages se situent sur les versants de la grandiose et rustique montagne du djebel Lkist qui culmine à deux mille huit cents mètres et domine cette partie de l'Anti-Atlas.

Au pied de cette montagne, une vallée s'étend du nord au sud. Elle n'est longue et large que de quelques kilomètres, mais, quoique jusqu'à un certain point seulement, il y règne les conditions naturelles nécessaires à l'agriculture et au peuplement. Les villages se sont érigés à proximité des cours d'eau qui dévalent les pentes de la montagne, et les habitants ont aménagé aux alentours de l'eau des surfaces cultivables en forme de terrasses pour le blé, les amandiers et les oliveraies. Mais, maintenant que l'agriculture a été abandonnée en grande partie, les villages sont en ruines et seules quelques maisons se dressent, solitaires et abandonnées, sur des champs que l'homme a rendus à la nature.

Les sept tribus de cette contrée comptent en tout quelque quatre-vingts mille âmes. Deux tribus voisines sont particulièrement réputées pour leur habileté et leur succès, notamment dans le commerce. L'une d'elles est la tribu Tahala à laquelle j'appartiens.

Chacune de ces sept tribus repose sur un groupe apparenté. Leur contexte social et culturel est très semblable.

Elles constituent ensemble une unité géographique restreinte qui possède, face à l'extérieur, une identité propre. On donne à l'ensemble de ces tribus le nom de «ammeln».

L'«ammeln» se subdivise donc en unités qui se fondent sur une proche parenté et sur la consanguinité. Ces unités, nommées tribus, mais qu'il serait peut-être plus approprié de désigner sous le nom de clans, s'appellent «afus» en langue berbère, ce qui signifie «main».

C'est un tel «afu» que constitue la tribu Tahala. Actuellement, il est établi au sud-ouest du djebel Lkist. Son centre administratif est la petite ville de Tafraoute. A l'époque où mon arrière-grand-père Rami dirigeait la tribu Tahala, celle-ci s'appelait Ait Rami. Rami signifie «tireur» en arabe, mais «homme» en langue berbère. Le mot «ait» dérive de l'arabe «âila» qui signifie «famille». Quand mon grand-père Moussa Ouhmou devint chef de la tribu, celle-ci prit le nom de Ait Moussa.

Mon grand-père fut choisi comme chef parce qu'il était courageux et bon tireur. Il fut assassiné par un tueur à gages noir. Le meurtre eut lieu sur la place du marché Tahala à cinq kilomètres de notre village. Ce fut un sacrilège inouï, car la tradition interdisait de tuer un homme au marché.

Ce crime était l'oeuvre d'une tribu ennemie qui n'avait rien trouvé d'autre, pour éliminer mon grand-père, que d'embaucher un tueur à gages qui l'abattit lâchement par derrière. Il avait été averti, mais n'avait pas voulu rester planté là comme une poule mouillée, et s'était donc rendu au «souk» (marché). Le mercredi suivant, au grand marché de Tafraoute - il s'agit du souk Larbâa, situé à dix kilomètres de mon village natal - quelques personnes reconnurent l'assassin et l'abattirent. C'est ainsi que mon grand-père fut vengé.

La vendetta était monnaie courante parmi les Souassa au XIXe et au début du XXe siècle. L'une des raisons du grand nombre d'expéditions punitives résidait dans les tensions qui prenaient naissance au sein d'une catégorie de la population qui croissait sans cesse en nombre sur un sol toujours plus pauvre. Cependant, la vendetta résultait aussi de l'ordre juridique primitif mais efficace qui existe dans les communautés isolées. Quiconque y tue un homme doit le payer de sa vie. En l'absence de tout pouvoir régulateur, les différents clans et familles exerçaient leur propre justice. Ce faisant, ils s'appuyaient sur des usages et des règles qui se transmettaient de génération en génération.

En cas d'assassinat, l'assassin, s'il était connu, devait quitter le pays, et la famille de la victime ne pouvait pas se venger sur celle du coupable. Mais on pouvait désigner par écrit cinq vengeurs proches de la victime, qui avaient alors le droit de rechercher le coupable et de le tuer. Le succès de leur entreprise n'entraînait pas le bannissement. Quand un meurtre avait été commis sans préméditation, le coupable pouvait payer à la famille de la victime le prix du sang. Il arrivait même que la tribu graciât un meurtrier qui avait prémédité son acte.

Bien entendu, il y avait aussi des meurtres dont l'auteur restait inconnu. Si quelqu'un était soupçonné du crime, sa proche famille pouvait jurer de son innocence. Il en allait de même pour d'autres délits non élucidés. Dans certains cas, cinq membres d'un afu se portaient garants sous serment de l'innocence du suspect; dans d'autres cas, ils pouvaient être douze, voire vingt-cinq. En cas de meurtre, le suspect ne s'en tirait pas à moins de cinquante cautions, qui toutes devaient venir de son propre afu. Le serment était habituellement prêté sur la tombe d'un saint, en présence d'un chef religieux muni du Coran.

Le groupement social qui était le mieux à même de régler les querelles intestines était l'afu, qui pouvait englober jusqu'à cinquante familles. Le même village pouvait abriter beaucoup d'afus. Chaque afu et, au-delà, chaque village choisissait un chef, un homme d'un certain âge en général, qui était le plus souvent nommé à vie.

En cas de conflit, ce dernier officiait comme médiateur. Que quelqu'un fît paître ses chèvres dans les champs de son voisin, qu'un vol fût commis ou qu'un litige éclatât à propos de droits d'eau, l'«anfgour» s'efforçait d'apaiser la querelle. On appelle anfgour le représentant élu de l'afu à la «Djamâa» (conseil municipal) du village.

De son côté, l'ensemble de la tribu élisait un chef («anflous») dont les tâches étaient les mêmes, mais à un échelon supérieur. Chaque tribu possédait ses règles («luh», qui signifie en fait «morceau de bois»). Celles-ci prévoyaient des sanctions précises pour tous les délits et fixaient même la façon de tenir les marchés. C'est à l'anflous que revenait la tâche de veiller au respect des luh. Tout avait son prix, même les injures. Si quelqu'un était blessé, on mesurait sa blessure au moyen des doigts d'un homme de taille moyenne et pour chaque longueur de doigt de la blessure, les luh prévoyaient le paiement d'une amende proportionnelle à l'étendue du dommage.

Les us et coutumes de ce genre marquaient de leur empreinte la vie des villages des Souassa. Ils avaient pris naissance au cours d'une existence isolée dans les montagnes, au fil des générations. Personne ne sait quand les premiers Berbères ont atteint les régions de l'Anti-Atlas. On ne sait même pas encore quand ce peuple a commencé à peupler l'Afrique du Nord. Son histoire est enveloppée de mythes et de légendes et on n'a aucune certitude quant à sa provenance.

Ce sont les Grecs puis les Romains qui ont donné à ce peuple le surnom de «Berbères». Les Grecs considéraient comme tels tous ceux qui ne parlaient pas le grec et restaient ainsi en dehors de la civilisation hellénistique qui dominait alors. Les Berbères se nomment eux-mêmes «Chleuch» et «Amazigh» (pluriel «Imazighn»), ce qui peut se traduire par «hommes libres». Quand les Arabes arrivèrent au Maroc vers la fin du VIIe siècle, le pays était peuplé de Berbères.

C'est dans les plaines et dans les zones partiellement urbanisées que les Arabes établirent leurs premières bases islamiques solides. L'arabe fut adopté dans ces régions, d'abord comme langue de religion, puis comme langue ordinaire.

C'est dans les montagnes que l'Etat naissant se heurta à la résistance la plus violente. De même que dans le désert, la conversion à l'islam y fut acceptée plus facilement que l'adoption de la langue arabe et de la vie urbaine. Si étonnant que cela puisse paraître, les authentiques nomades du Sahara et les tribus semi-nomades des montagnes ont donné à la lutte contre la corruption dans les villes et en faveur d'un islam révolutionnaire renouvelé quelques-uns des combattants islamiques les plus importants.

Berbères de langue hamitique et Arabes de langue sémitique; population urbaine arabisée et Berbères non sédentaires des montagnes, qui passent selon les saisons de leurs champs aux pâturages pour revenir aux champs : telle est la population du Maroc qui peut se comparer à une péninsule. De deux côtés, il est bordé de mers, l'Atlantique et la Méditerranée, du troisième de déserts et de montagnes.

Ce pays s'est arraché jadis à son isolement et a porté sa civilisation mauresque vers le nord, jusqu'en Espagne. Mais il a dû s'en retirer quelques siècles plus tard pour replonger dans l'isolement. Le Maroc constitue l'avant-poste occidental du monde islamique. Il est parcouru en tous sens par des tribus oasiennes du Sahara, nomades animés d'une foi fanatique, qui ont fondé dynatie sur dynastie. Le Maroc a réussi à se soustraire à la civilisation européenne plus longtemps que tout autre pays d'Afrique du Nord.

Pourtant, un jour de l'an 1907, des unités de la marine française ont abordé près d'un pauvre village de de pêcheurs du nom de Anfa. L'endroit s'appelle aujourd'hui Casablanca et compte quatre millions d'habitants.

Le Maroc est un pays qui se compose principalement de montagnes et de déserts. Le temps paraît y avoir coulé plus lentement qu'ailleurs. Si l'on veut fixer à quel moment précis le cours de l'histoire s'y est accéléré, le choix se porte inévitablement sur l'année 1912. C'est alors que les Français et les Espagnols entreprirent de conquérir le Maroc qui devint «protectorat», ce qui signifiait que les puissances européennes s'octroyaient le droit de le dépouiller à coeur joie.

Il fut facile aux forces françaises de prendre possession des villes corrompues et des plaines, mais il leur fallut vingt ans pour «pacifier» et soumettre les peuples montagnards de l'Anti-Atlas. La chose s'explique d'une part par le fait que cette terre était dépourvue de chemins d'accès, d'autre part par la résistance intrépide des montagnards. L'islam est venu de l'est pour libérer les hommes; le colonialisme est venu d'Europe pour les opprimer et les exploiter économiquement, culturellement et politiquement.

C'est au milieu des années quarante, que l'armée française a construit la première route reliant Tafraoute à Tiznit. Les hommes de Souss se sont mis alors à émigrer nombreux à Casablanca qui, par la suite, s'est agrandie démesurément.

Table des matières:

Les années d'enfance

Au moment ou je vis le jour, mes parents étaient paysans, mais l'agriculture ne suffisait pas à assurer à la nouvelle génération une existence décente, de sorte que mon père, M'barek ben Moussa, avait lui aussi gagné Casablanca. Je ne saurais dire en quelle année et ne sais même pas s'il était chez nous lors de ma naissance.

Je sui né au village de Douar Ait-Mar, dans la région habitée par la tribu des Tahalas, non loin de Tafraoute dans l'Anti-Atlas. Mon année de naissance pourrait être 1946, mais ce n'est pas certain. Si j'interrogeais aujourd'hui ma mère Fatima sur cette date, elle serait bien en peine de me répondre. Elle est analphabète et n'a de sa vie possédé un calendrier. La seule chose qui compte est la saison : hiver ou été, c'est cela qui importe. Les saisons reviennent, il n'est pas besoin de les dater. Pour ma mère, le temps est un cycle, non une progression. Quand elle veut préciser une date, elle se réfère à un événement important qui s'est imprimé dans la mémoire des gens, une épidémie, par exemple, ou une catastrophe naturelle.

Que ma mère ne sache ni lire ni écrire n' a rien d'extrordinaire au Maroc. Elle n'est de sa vie sortie de chez elle; pour elle, le monde finit à l'horizon de la montagne la plus proche. Son monde c'est le village, le village voisin et la tribu.

Aussitôt que je fus assez vigoureux pour cela, je dus aider ma mère aux travaux des champs. J'avais un frère aîné qui avait pu accompagner mon père à Casablanca. Si les hommes de mon village étaient si prolifiques, c'est surtout qu'ils leur fallait une main-d'oeuvre aussi nombreuse que possible pour les travaux agricole. Les

enfants étaient leur assurance-vieillesse.

Ma mère a mis au monde huit enfants. Il y eut d'abord Mohamed, puis une fille du nom de Khlija qui mourut d'une maladie quelconque. Il n'y avait au village ni hôpital, ni médecin, ni infirmière. Il n'y en avait pas davantage à Tafraoute, pas plus que n'importe où alentour.

Je fus le troisième enfant à venir au monde. Suivirent Abdallah, Lahcen, Ali, puis deux enfants encore, Brahim et Mustafa qui moururent tous deux de maladie. Abdallah, Lahcen et Ali vivent aujourd'hui à Casablanca. Mohamed est mort vers 1977.

Quand j'eus atteint l'âge de quatre ans à peu près, ma mère m'envoya dans une école coranique où je devais apprendre à parler et à écrire l'arabe, langue de l'écriture sainte. Il y avait dans chaque village une mosquée et un «fqih», maître de religion qui en savait assez pour enseigner les rudiments de la lecture et de l'écriture. Il était aussi responsable de la mosquée, laquelle n'est pas seulement lieu de prière, mais sert aussi d'école pour les enfants, qui y apprennent le Coran par coeur tout en s'initiant à la lecture et à l'écriture.

Notre fqih, Sidi Souleiman, n'était pas originaire du village mais d'une tout autre région, car il n'y avait chez nous personne qui fût assez cultivé pour maîtriser quelque peu l'arabe oral et écrit. Il écrivait les lettres que les habitants de notre village voulaient envoyer - par exemple celles que ma mère envoyait à mon père en séjour à Casablanca -, et leur lisait aussi celles qu'ils recevaient de leur côté.

C'était lui, également, qui enseignait et expliquait le Coran et la religion islamique. L'islam ne connaît pas la prêtrise. Le mot fqih désigne simplement le «savant» qui joue le rôle de maître et d'imam de la mosquée. Par imam, on désigne le directeur de la prière. N'importe quel musulman peut exercer cet office. Tout musulman qui a reçu une instruction est un fqih.

Le village comptait quelque quarante familles. Le savant homme mangeait chaque jour chez l'une d'entre elles; elles pourvoyaient tour à tour à ses repas. Il n'entrait dans une maison que lorsque l'homme était chez lui; dans le cas contraire, la femme lui préparait une assiette de nourriture qu'on lui remettait ensuite.

Un beau jour, ma mère m'envoya donc à lui, comme je l'ai déjà dit. Je n'avais aucune idée du comportement à adopter. Je m'approchai simplement du maître et lui dis que j'étais un nouvel élève. Il me regarda méchamment. «Va-t'en», dit-il, «tu es un rustre. Tu n'es pas fait pour apprendre à lire et à écrire et pour étudier le saint Coran.»

J'appris plus tard que sa fureur venait de ce que je ne lui avais pas apporté de cadeau. Je fus moi-même saisi à la fois de colère et de tristesse et concoctai, ainsi que ma mère me l'a raconté plus tard, un plan de vengeance.

Lorsque revint le jour où ma famille devait pourvoir à son repas, ma mère m'envoya à la mosquée avec un paquet. On avait coutume de frapper à la porte de la mosquée, sur quoi le fqih tendait la main pour recevoir l'assiette sans jeter un coup d'oeil au-dehors, car le repas lui était en général apporté par des femmes. Sur le chemin de la mosquée, j'avais jeté le contenu de l'assiette et je l'avais remplacé par de la crotte. Le maître devint littéralement fou de rage et me jeta l'assiette à la tête pendant que je me hâtais de prendre le large. Il en résulta dans le village un énorme scandale.

Si on m'avait admis à l'école coranique, j'aurais pu me lier d'amitié avec les autres enfants, au lieu de quoi je dus travailler aux champs.

De toute mon enfance, je n'ai pour ainsi dire jamais joué, car je devais me lever de bon matin pour préparer le repas et nourrir les animaux. Nous possédions alors un vache et un mouton. Je n'ai jamais possédé l'ombre d'un jouet. Pardon, j'en ai eu un une fois. Alors que mon père creusait un jour un puits à proximité de notre maison, je vis comment il procédait. Il utilisait un frappe-devant et un tourniquet pour creuser des trous. Puis il y introduisait de la poudre à canon et une mèche. Un jour que j'étais seul à la maison, j'imitai mon père , mais je plaçai la poudre à canon et la mèche sous une grosse pierre. L'explosion s'entendit dans tout le village. Autant que je me souvienne, je n'ai jamais plus joué depuis.

Le village était très pauvre mais autarcique. Les gens y plantaient ce dont ils avaient besoin pour vivre et la faim y était inconnue. Tout le monde travaillait dur. Le climat de cette région est hostile et l'eau y était rare à cette époque déjà.

Mais si durement qu'ils dussent trimer pour assurer leur pain quotidien, les gens étaient libres et possédaient la dignité et la fierté que donne l'indépendance. Il n'y avait ni mendiants ni voleurs, et la criminalité était quasiment inexistante. Tout le monde appartenait à la même tribu; aucun étranger ne résidait dans le village. On épousait un homme ou une femme issu du même village ou, le cas échéant, du village voisin, mais jamais un étranger.

La vie des villageois était extrêmement marquée par la religion. L'islam était tout ce dont disposait l'individu pour répondre aux grandes questions de la vie. Si quelqu'un négligeait de prier régulièrement, tout le village en était aussitôt informé. Un tel manquement y est aujourd'hui encore considéré comme une infamie.

Depuis l'arrivée des Français, la puissance «séculière» siégeait à Tafraoute, car c'est là que résidait le chef qui représentait la puissance coloniale. Dix-sept kilomètres séparaient mon village de Tafraoute; un sentier y conduisait à travers la vallée, mais il n'existait pas encore de route. Il n'y avait pas plus de cinq kilomètres à vol d'oiseau. Le mercredi était jour de souk, c'est-à-dire de marché, à Tafraoute. Mais nous nous y rendions

rarement, car il y avait à Tahala, qui ne se trouvait qu'à mi-chemin, un marché dominical.

Ces marchés jouaient aussi un rôle social important. On ne se rencontrait pas seulement pour conclure des affaires. Ces jours-là, on portait ses meilleurs habits, car on rencontrait des gens d'autres régions. On parlait «politique», on communiquait des nouvelles et propageait des rumeurs. C'est au cours d'un marché que mon père fur élu «shejk» (chef de tribu) en 1956. Chez nous Berbères, la dignité de chef n'était nullement héréditaire. On élisait le nouveau cheik. Mon père s'était battu contre les Français et, à Casablanca, il s'était intéressé à la politique et avait adhéré en 1953 à l'Istiqlal, parti de l'indépendance. C'est pourquoi les gens du village le révéraient. Lors de l'élection du marché, presque toutes les voix se portèrent sur lui et il devint chef de tribu («Amghar» en berbère). Les villageois me nommèrent alors «Ben Shejk», fils du cheik. C'est par cette voie que mon père devint représentant du pouvoir central de la tribu après l'accession du Maroc à l'indépendance.

Comme tous les villages berbères, le nôtre avait été de tout temps dirigé par une «djamâa». On désigne par là un groupe de douze hommes élus par les villageois et qui formaient une sorte de conseil. Ils se réunissaient aussi souvent que possible et discutaient des affaires du village. Il n'y avait pas de séances formelles; ils se retrouvaient simplement et s'installaient quelque part. En principe, n'importe quel homme pouvait assister à ces rencontres et la plupart de ceux qui le faisaient étaient des hommes d'âge respectable.

L'âge jouait un rôle important, car «les vieux sont plus sages que les jeunes» et ont leur prêtait une attendion plus grande. En raison de l'isolement du village, on discutait le plus souvent de questions pratiques, telles que, par exemple, la possibilité de construire un pont en commun ou la date du début de la récolte. Le terrain qui appartenait à un paysan ne constituait pas nécessairement un tout cohérent; on pouvait posséder une parcelle de terrain ici et là et il convenait de fixer à temps le moment propice aux semailles et à la récolte.

Mon père avait participé à la longue guerre contre les Français, qui voulaient soumettre les régions rurales du Maroc. Cette guerre s'étala sur plus de vingt-cinq ans. Ce n'est qu'au bout de ce laps de temps que les Français parvinrent à assujettir les campagnes. Mon père prit part en 1934 à la dernière bataille près d'Ait Abdallah. C'est alors que les Français triomphèrent; après quoi ils établirent une base militaire à Tafraoute.

La déception de nos combattants fut naturellement immense. Toute notre lutte reposait sur des principes islamiques. C'était une sorte de «jihad», devoir islamique de lutter contre l'injustice. «Jihad» signifie combat. On se méprend en général sur ce concept en Occident. On croit qu'il signifie «guerre sainte», mais cette explication est trop simple. Le mot dérive du verbe «jahada» («se donner du mal»). la jihad est un devoir islamique. C'est la lutte contre le mal et l'injustice; ce n'est pas,comme on se le figure en Occident, une «guerre sainte», mais une guerre au service de la justice, qu'un musulman a le devoir de protéger.

Le principe de justice est la pierre angulaire de l'islam. Il exige de chacun qu'il consente des efforts. On distingue la «grande» et la «petite» jihad. La grande jihad est la lutte contre le mal qui est en nous-mêmes. La petite jihad est la lutte contre le mal en dehors de nous mêmes, le mal dans la société ou dans le monde.

Quand les Français colonisèrent notre pays, la petite jihad fut proclamée contre eux, mais le mal, l'injustice eurent raison de nous. Ce fut pour tous les nôtres une déception indicible, un catastrophe de la pire espèce. Pourtant, le peuple n'abdiqua pas, mais poursuivit la résistance. L'islam lui procura force et énergie, de même que plus tard aux combattants afghans de la liberté contre les Soviétiques ou aujourd'hui encore aux Palestiniens.

La résistance à la colonisation était pour nous chose essentielle. Le colonialisme auquel nous nous heurtions n'était qu'une partie du système colonialiste, qui frappait quasiment l'ensemble du monde islamique et survit aujourd'hui encore sous des formes diverses : indirectement, par exemple, au Maroc, directement en Palestine et au Liban.

En 1936, un fqih, un guide religieux donc, attaqua une garnison française de l'Atlas avec mille hommes. Dieu sera à nos côtés, disait-il, nous n'avons pas besoin d'armes. Bien entendu, les Français abattirent les attaquants ou les firent prisonniers. Le peuple comprit alors qu'on n'affronte pas les conquérants et les colonialistes à mains nues.

On ne possédait alors que des armes anciennes : couteaux, épées, une poignée d'antiques fusils. L'ennemi disposait d'un arsenal ultra-moderne. La technologie occidentale avait vaincu notre mentalité arriérée, pas notre foi ou nos idéaux. Cette supériorité technologique fonde toute la supériorité d'Israël et du monde occidental sur le monde islamique et le tiers-monde en général.

Avant l'ère française, toute la jurispridence du village relevait des douze hommes qui composaient la djamâa. L'islam offrait pour toute situation des précédents et des règles. Quand les hommes avaient pris une décision, cette dernière se répandait de bouche en bouche à travers le village. On ne mettait rien par écrit. On pouvait parler là d'une sorte de démocratie directe d'hommes libres, système caractéristique des sociétés berbères.

Tout alla bien aussi longtemps que les villages furent isolés et qu'il n'exista pas de puvoir central. Après l'installation des Français, le conseil du village ou djamâa n'eut plus à s'occuper que de questions quotidiennes purement pratiques, le pouvoir effectif étant aux mains des Français, qui décidaient aussi de toutes les questions juridiques importantes. Cet état de fait engendra le mécontentement des Berbères, qui jugeaient cette intrusion contraire aux lois islamiques. Les colonialistes tranchaient désormais des problèmes de droit civil et familial, qui étaient pour les villageois de toute première importance, et dont les Français ne connaissaient pas le contexte.

Les gens du village s'élevaient aussi contre le fait que les Français cherchaient à jouer les Berbères et les Arabes les uns contre les autres. Il existe bien au Maroc une opposition entre campagnards et citadins, mais nullement entre Berbères et Arabes. Pour le Marocain moyen, «arabe» et «musulman» sont synonymes. Il ne peuvent pas comprendre qu'on puisse être arabe sans être musulman. Il n'est pas permis de traduire le Coran, ni de prier en langue berbère. L'arabe est la langue du Coran, langue sacrée par conséquent. Quand ma mère voit sur le sol un papier écrit en arabe, elle en est toute retournée, car une langue sacrée ne doit pas traîner dans la boue. Pour elle, donc, il n'y a aucune différence entre «arabe» et «musulman».

Il n'y avait rien dans notre région, avant l'ère coloniale, qui ressemblât à la corruption institutionnalisée. Il existait naturellement des injustices, mais nous les éliminions nous-mêmes, et celui qui causait du tort à autrui risquait, dans le pire des cas, la mort. C'est de là que le principe de la vendetta tire son origine : si tu as tué un homme, il est normal que tu le paies de ta propre vie.

Les autorités d'occupation instituèrent la collaboration avec des traîtres, qui pouvaient agir à leur guise, selon leur fantaisie, sans avoir à rendre compte de leurs actes. L'injustice et la corruption furent couvertes par des lois nouvelles, par l'Etat et par la police. L'ordre qui régnait avant la colonisation fut remplacé par une sorte d'anarchie organisée. Certains pouvaient assassiner, s'adonner à la corruption, abuser sans vergogne de leur pouvoir et se comporter selon leur bon plaisir sans risquer aucune punition. Ils avaient pour eux la «loi» et le pouvoir politique.

Auparavant, nous étions tous plus ou moins égaux dans la pauvreté, mais dès lors qu'un petit nombre put accéder à la richesse grâce à la corruption ou en trafiquant dans les villes, le fossé social entre pauvres et riches alla grandissant. Citons l'exemple d'un nouveau riche nommé Bouhdar qui vivait à Tahala au début des années cinquante. Il accumula, grâce à la spéculation, d'énormes sommes d'argent, fut mêlé à toutes les affaires de corruption possibles et offrit au commandant militaire une auto luxueuse. En échange, il obtint du pouvoir militaire français la permission d'agir à son gré. Il était devenu collaborateur.

A l'heure où j'écris ce livre, cet homme est toujours en vie. Il n'a pas changé et s'est simplement mis au service des autorités néo-colonialistes du «nouveau» Maroc formellement indépendant. Avant de se retirer, les Français ont abandonné le pouvoir à la clique de traîtres qui gouverne le pays de nos jours. Nous haïssions les traîtres comme ce Boudhar.

Après que les Français eurent gagné la guerre, nous ne vîmes pas trop souvent leurs agents. Il ne vivait dans notre région qu'un seul officier français, commandant militaire de l'armée d'occupation de Tafraoute, qui cumulait les fonctions de gouverneur et de chef d'un bataillon de mercenaires marocains. Mais cette guerre perdue de vingt-cinq ans avait lassé le peuple. Le pessimisme, le découragement et le désespoir allèrent

croissant et les traîtres se servirent de cet état d'esprit. Le peuple considérait le Sultan protégé par les colonialistes comme un traître.

Les Français savaient naturellement fort bien que nos régions de montagnes avaient été isolées et autonomes, et qu'elle n'avaient pas grand-chose à voir avec le reste corrompu du pays. Ils entreprirent alors d'utiliser cette situation à leurs propres fins, en associant les Berbères à l'invasion culturelle française. Les Français décidèrent d'instituer d'«authentiques» écoles françaises et proclamèrent la scolarité obligatoire pour tous les enfants.

Leur intention était d'inculquer le français aux enfants berbères. De la sorte, on créerait une fissure entre les Berbères francophones de la campagne et les Arabes arabophones dela ville, mais aussi un fossé entre les Berbères et leurs enfants élevés dans la langue française. A l'époque de ma jeunesse, personne ne savait l'arabe dans notre village, à l'exception du fqih.

Lorsque les Français bâtirent une école à Tafraoute vers1951 ou 1952, l'événement suscita une frayeur terrible. Le bruit se répandit comme l'éclair que les Français voulaient voler les enfants. On voulait dire par là, naturellement, qu'ils voulaient les éloigner de leurs parents sur le plan culturel, mais beaucoup prétendirent qu'ils voulaient littéralement enlever les enfants à leurs parents.

C'est pourquoi, une nuit, ma mère prit secrètement la route avec moi. Je me souviens qu'elle me portait sur ses épaules et que les cheveux de sa nuque me démangeaient l'intérieur des cuisses - les femmes avaient l'habitude de ses raser la nuque.

A l'abri de l'obscurité, ma mère me conduisit dans un village situé à huit kilomètres de notre lieu d'origine. De là, un bus gagnait Casablanca. Elle confia à un ami de mon père le soin de m'emmener : les cours de l'école française devaient commencer le lendemain.

Je ne fus nullement le seul enfant à quitter ainsi clandestinement son village. Il en alla de même dans beaucoup de villages voisins, où les gens se refusaient aussi à envoyer leurs enfants à l'école française.

C'est ainsi qu'on m'expédia pour la première fois à Casablanca. Au lieu de fréquenter l'école, j'allais devoir, petit enfant, travailler dans le commerce de mon père. C'était en 1952. J'avais alors cinq ou six ans.

Quand les premiers soldats français furent envoyés au Maroc pour y fonder un «protectorat», ils accostèrent près d'Anfa, hameau de pêcheurs situé sur la côte atlantique marocaine. Soixante ans plus tard, le hameau de pêcheurs était la quatrième ville du continent africain. En 1968, un Marocain sur dix vivait à Casablanca, métropole en plein développement qui, comme tant d'autres grandes villes du tiers-monde, absorbe littéralement la population rurale.

Casablanca est donc une ville jeune qui ne ressemble à aucune autre ville du Maroc mais présente au contraire un caractère tout à fait particulier. Le centre où se trouvent les grands hôtels et magasins pourrait appartenir à n'importe quelle autre ville du bassin méditerranéen : on n'y trouve presque rien d'authentiquement marocain. La physionomie de la ville est caractérisée par des édifices de dix à quinze étages construits à l'époque de l'essor économique qui a suivi la deuxième guerre mondiale.

De nos jours, ces bâtiments bordent la large Rue des Forces Armées Royales qui va jusqu'à la Place Mohammed V - son nom était naguère Place de France. De l'autre côté du grand marché s'étend l'ancienne Medina (ce qui signifie «ville» en arabe). A l'arrivée des Français elle comptait environ vingt mille âmes. Aujourd'hui, soixante-dix ans plus tard, pas loin de trois millions d'habitants s'entassent sur la même surface.

Au début, la ville s'étendit dans toutes les directions à partir de la Place de France. Les Européens habitaient le centre. A l'époque coloniale, un district, celui de Maârif, était occupé principalement par des Espagnols. Vers 1930, les Marocains obtinrent la permission de s'établir dans une nouvelle zone «européenne», la Nouvelle Medina, dont la population alla croissant jusqu'en 1960, pour atteindre le chiffre de cent quatre-vingt cinq mille habitants.

La plupart des habitants de ces nouveaux quartiers se recrutaient dans la classe moyenne marocaine, qui englobe presque tous les Marocains qui gagnent leur vie : ouvriers, fonctionnaires, employés de bureau, enseignants et propriétaires de magasins. C'est dans ces quartiers que les mouvements nartionalistes des villes sortirent de terre et recrutèrent leurs premiers partisans.

Peut-être les Français pensaient-ils que l'érection de la Nouvelle Medina leur permettrait d'isoler les indigènes des Européens établis dans le centre, mais ce fut un mauvais calcul. Quand ces quartiers se transformèrent en citadelles de la guérilla urbaine, les autorités françaises eurent toutes les peines du monde à pénétrer dans les bases des résistants.

De même, la croissance rapide, illégale et incontrôlable des bidonvilles des banlieues constituait pour les Français un casse-tête de plus en plus douloureux. Ces quartiers misérables commencèrent à sortir de terre au cours des années vingt, et, dans les années trente, ils se mirent à foisonner comme des métastases. Le mot français de «bidonville» vient de «bidon» au sens de «boîte en fer-blanc». L'essentiel du matériel de construction provenait en effet de boîtes de conserves qu'on aplatissait et utilisait ensuite à la construction des murs et des toits. Les deux bidonvilles les plus grands de Casablanca sont les Carrières Centrales (cinquante-neuf mille habitants en 1959) et Ben M'sik (quatre-vingt dix-sept mille habitants en 1959).

D'autres bidonvilles poussèrent comme des champignons partout où un propriétaire foncier était disposé à louer

du terrain, ou sur tout terrain vague rencontré par les nouveaux habitants de la ville. Les autorités communales n'ont jamais reconnu d'existence juridique à ces quartiers et pas un seul propriétaire de cabane en fer-blanc ne se risque donc à tranformer celle-ci en habitation permanente ordinaire - par crainte que les autorités n'envoient un jour les bulldozers raser tout le bidonville. Pas loin de 30% des habitants de Casablanca gîtent dans ces bidonvilles. Ces ghettos dévoreront peut-être un jour la ville entière. Il y existe une subculture dans laquelle les gens vivent depuis des décennies, très isolés de la ville et de ses habitants.

Les habitants de ces bidonvilles sont hostiles aux autorités, sans pour autant envisager de se défendre, du fait qu'ils sont si incroyablement vulnérables et qu'ils ont tant à perdre. A leur idée, la ville vaut toujours mieux que le village, avec ou sans travail. Ils ne veulent à aucun prix retourner dans les régions appauvries dont ils sont issus.

On peut dire que leur vie entière est soumise au contrôle des autorités : autorisation de séjour dans le ghetto, permis de travail, carte d'identité, permission d'envoyer leurs enfants à l'école, et j'en passe. Ils doivent se montrer extrêmement prudents pour ne pas mettre en péril le peu que leur offre la ville.

La lutte pour la survie est à ce point meurtrière dans ces quartiers misérables qu'aucun «extrémisme politique» ne peut s'y implanter. Les ventres creux ne se risquent que rarement à exprimer de la sympathie pour les solutions radicales, surtout quand celles-ci se fondent sur des idées importées de l'étranger. Ils ne peuvent pas se permettre d'être révolutionnaires. D'un autre côté, des explosions de haine et de terreur peuvent se produire dans ces bidonvilles le jour où les ventres creux n'auront plus rien à perdre. C'est ce qui s'est produit à Casablanca en 1965.

«L'homme ne vit pas seulement de pain », dit bibliquement l'un des protagonistes d'un roman - en français - de l'écrivain marocain Driss Charibis.

Il pouvait s'autoriser l'expression. Bien sûr, ce n'était qu'une image, mais il pouvait se la permettre. Les socialistes pouvaient s'offrir le luxe de réclamer plus que du pain. Dans les bidonvilles, il n'y avait pas de pain. Pas même quelques miettes.

Il n'y avait rien d'autre que des opprimés, des déracinés, qui pouvaient survivre avec un peu de chance, mais rien d'autre. Et les enfants, ces ribambelles d'enfants déjà debout avant le lever du soleil, nus, le ventre boursouflé par la faim et les yeux immenses, qui fouillaient les immondices en quête d'un peu de nourriture. La découverte de quelques miettes était un don de Dieu. En lieu et place, ils trouvaient des tracts politiques.

Ils ramenaient chez eux des trachomes et des staphylocoques, et manifestaient cette soumission à la volonté de

Dieu que leur avait inculquée l'idéologie des adultes. Dans ces quartiers, les enfants et ceux qui attendent le retour des enfants n'ont qu'un seul but : pouvoir dire un jour qu'ils ont eu assez de pain pour vivre.

Quand on ne trouvait pas de pain, on pouvait trouver des déchets dont la société n'avait pas eu l'usage : des boîtes de conserve rouillées et de vieux cartons pourris. Les cartons servaient à fabriquer des murs et les boîtes écrasées des toits. Mais tous ces morts vivants attendaient une idéologie révolutionnaire qui les métatmorphoserait en guerriers. Assis devant leurs misérables cahutes, ils voyaient le soleil se lever à l'est et se coucher à l'ouest, entendaient les criailleries de la radio qui les inondait de mysticisme et de statistiques, de normes de production, d'hymnes et de publicités diverses pour des marchandises qui leur étaient aussi inaccessibles que le soleil.

A la campagne, la résistance contre le colonialisme était menée sur tous les fronts : politique, culturel et aussi armé. Les nationalistes des villes répandaient leurs idées, fondaient des partis, des journaux, des syndicats, et se livraient à la propagande idéologique. La résistance y revêtait des formes civiles «modernes» et subissait l'influence de la mentalité occidentale. En 1934, les Souassa de l'Atlas déposèrent les armes pour poursuivre la résistance sous d'autres formes et nombre d'entre eux participèrent à la première grande grève industrielle de 1936. Casablanca, ville presque entièrement édifiée par des migrants, parmi lesquels les Berbères du Haut-Atlas et de l'Anti-Atlas étaient fortement représentés, devint alors la base d'opérations principale des Souassa. Et comme Casablanca était le centre commercial et industriel du pays, son évolution politique donnait le ton à celle du Maroc tout entier.

Ma mère me fit donc prendre le bus pour Casablanca où mon père travaillait. Quelque temps plus tard, mon père rentra à Tafraoute, mais je restai en arrière et travaillai dans différents magasins d'alimentation, pour toutes sortes de gens que mon père ne connaissait pas.

J'avais cinq ou six ans et on me traitait comme un esclave. On m'arrachait au sommeil à quatre heures du matin. Je devais mettre en ordre le magasin, puis livrer journaux ou lait à des gens qui habitaient les quartiers les plus huppés de la ville. Je devait soulever des objets plus lourds que moi. Pendant un certain temps, je fus employé dans un magasin qui vendait des produits chimiques destinés à la teinture des textiles. A force de respirer des produits chimiques, je fus atteint dans mes voies respiratoires et mes poumons. Je fus alors licencié. Je ne gagnais pour ainsi dire rien et ne travaillais que pour manger.

Je fus un enfant cruellement traité. Les marchands berbères les tout premiers, et parfois même les membres de ma propre tribu, m'exploitaient de la pire façon et je devais trimer jour et nuit comme un esclave. Je travaillais et habitais au magasin. Je dormais sous le comptoir.

En 1956 survint alors l'«indépendance». Mes parents séjournaient à Tafraoute, alors que j'habitais Casablanca chez mon frère Mohamed qui, déjà adolescent, avait ouvert un petit commerce. Mais, quelques mois plus tard, il regagna lui aussi Tafraoute et je dus travailler chez d'autres gens.

J'occupai mon dernier emploi d'enfant dans une famille juive qui possédait un magasin d'alimentation à Casablanca et s'apprêtait à émigrer en Israël ou au Canada. Il envoyèrent une fille en Israël et un fils au Canada pour tâter le terrain. C'est chez eux que je découvris combien les juifs sont haineux et racistes envers les musulmans et les chrétiens. Je n'avais pas le droit de manger à leur table. Ils ne considéraient pas les non-juifs comme des êtres humains.

C'est à cette époque que je me mis en tête d'aller à l'école pour m'instruire, et je demandai à un cousin de me ramener au village. Mon père en conçut une violente colère. Il voulait absolument que je fisse une carrière d'«homme d'affaires» comme tous ceux de notre région. La voie vers une telle carrière consistait à travailler, enfant déjà, dans un commerce. «Tu me parais un drôle d'oiseau», fulmina-t-il. Mais je voulais aller à l'école à tout prix, bien qu'il eût décidé que, au village ou en ville, je devais travailler et ne jamais mettre les pieds dans une salle de classe.

Sans demander à mon père sa permission, je parcourus alors quelque quinze kilomètres à pied pour gagner Tafraoute et rendre visite au gouverneur, au Caïd, chef de l'administration du district de Tafraoute. Son nom était Hadj Ahmed Ougdourt. Il était unique en son genre au Maroc. Plus de quatre vingts mille personnes dépendaient de Hadj Ahmed Ougdourt; en tant que cheik, mon père était lui aussi son subordonné. Je me rendis donc chez cet homme et lui dit que je voulais aller à l'école mais que mon père s'y opposait.

Hadj Ahmed Ougdourt était quasiment analphabète. Cependant, les bruits les plus extravagants couraient sur sa vie, des bruits fabuleux. Il s'était montré si récalcitrant durant l'époque coloniale qu'on l'avait mis sous les verrous à Tafraoute. En réalité, il était issu de la tribu des Issy qui vivait à trois lieues de Tafraoute, et avait possédé précédemment un petit commerce à Rabat. En prison, il s'était conduit fièrement et hautainement à l'égard du chef français, le «Qbtann», comme on l'appelait - c'était le gouverneur militaire de Tafraoute. On racontait que, prisonnier, Hadj Ahmed Ougdourt avait dit à ce chef : «Quand mon pays sera libre, c'est moi qui serai chef à ta place ici !»

Très rares étaient alors ceux qui osaient espérer que le Maroc accéderait un jour ou l'autre à l'indépendance. Le peuple était à ce point découragé et la force militaire des Français si grande que seuls quelques-uns croyaient au fond d'eux-mêmes à une victoire sur l'oppresseur, mais Hadj Ahmed Ougdourt en faisait partie. Son unique idéologie, son unique force était la foi au Coran. Celui qui ne reconnaît pas de force supérieure vit souvent selon la loi de la jungle. Mais pour un musulman pieux, la force doit s'appuyer sur la justice et la justice doit

être forte, afin qu'on puisse créer un monde plus humain.

Lorsque l'indépendance devint effective, on libéra cet homme et le nouveau gouverneur marocain le nomma caïd de Tafraoute. Ce n'était pas un conformiste, c'était par nature un original, un adversaire de toute injustice et un ennemi acharné de toute corruption.

Il mobilisa aussitôt la population pour construire une école dans chaque village et des routes entre les villages, et fit planter des milliers d'oliviers. C'est même à son initiative que fut créée la première coopérative de la région. Il veilla à la réalisation de tout cela sans avoir reçu d'ordres de l'autorité supérieure. Tous ces bienfaits naquirent de son initiative.

Il s'avéra qu'en leur accordant l'«indépendance» les Français avaient trompé les Marocains. Ils avaient transmis le pouvoir au sultan, mais continuaient à tirer les ficelles en coulisse, et lui fournissaient des officiers formés en France et qui avaient aussi servi dans l'armée française - des hommes comme Oufkir et Dlimi, par exemple - , avec toute une armée issue directement de l'armée française. La police se recrutait principalement parmi les traîtres et les collaborateurs qui avaient été les suppôts des colonialistes français et s'installaient désormais aux postes de commande.

Le caïd de Tafraoute, résistant déclaré à la puissance coloniale, était peut-être la seule exception du Maroc. On disait de lui qu'il dansait sur une autre musique que celle du sultan. Il nous montrait comment les choses se seraient passées si nous avions acquis une indépendance authentique. Il avait le don de mobiliser spontanément le peuple et savait persuader les gens de se porter volontaires pour construire des écoles ou des routes sans qu'il fût besoin d'une administration ou d'un budget. La construction terminée, il envoyait une lettre au ministère de l'éducation de Rabat et lui faisait savoir qu'il y avait désormais à tel et tel endroit une école et même des maîtres.

Les procédés autoritaires du caïd choquaient et inquiétaient aussi bien les autorités provinciales d'Agadir que les autorités centrales de Rabat. Il commettait l'erreur de prendre au pied de la lettre le mot «indépendance». Il construisit aussi un grand foyer pour orphelins et enfants pauvres, et fit même aménager une école pour les enfants qui ne pouvaient pas fréquenter les écoles officielles. Il s'y présenta trois cents élèves.

Je fus un des enfants qui, grâce à ce foyer et à l'école construite par Hadj Ahmed, purent suivre des cours. Enfant, je voyais en lui un modèle et un héros. Il possédait un sentiment profond de la justice et un sens de la démocratie et des droits de l'homme qui se manifestait non seulement dans ses paroles, mais aussi dans ses actes.

Hadj Ahmed fonda en outre à Tafraoute une coopérative, une fabrique de tapis où des douzaines de femmes trouvèrent du travail. On n'avait encore jamais vu pareille chose dans notre région. Nous n'avions jamais eu non plus de bibliothèque, mais il veilla à nous en fournir une. Il fit même construire les premières toilettes publiques, au centre de Tafraoute, sur la place du marché du Souk Larbâa. Les gens de l'endroit n'avaient jamais vu quelque chose qui ressemblât à des toilettes modernes. Ils assouvissaient leurs besoins quelque part à l'air libre, mais ils se rendirent alors en foule aux toilettes flambant neuves.

C'était un mercredi et jour de marché. Lors de l'inauguration de l'édicule, le caïd fit un discours. Peu après, on remarqua que les gens se soulageaient partout sur le sol mais pas dans les trous pratiqués à cet effet. Aussi, le jour de marché suivant, le caïd fit-il à nouveau assembler la foule et prononça-t-il derechef une allocution. Homme profondément religieux, il commença comme d'habitude ses exhortations en glorifiant Dieu. Puis il continua : «Pourquoi ne placez-vous pas vos trous sur les trous des toilettes ?» Il poursuivit furieux : «Dieu puisse-t-il vous montrer la voie !» et s'en fut.

Le caïd plaça à la tête de la nouvelle bibliothèque du centre de Tafraoute un fqih d'une cinquantaine d'années. Celui-ci n'avait de sa vie lu d'autre livre que le Coran. Il s'appelait Sidi Mahfoud. La lecture des nouveaux livres de la bibliothèque ébranla fortement sa foi jusqu'alors solide. Il était incapable de répondre aux nombreuses questions épineuses des lecteurs de la bibliothèque. Les journaux à disposition faisaient état des satellites russes envoyés vers la lune et du voyage de Gagarine dans l'espace. Tout cela finit par dépasser les facultés intellectuelles de Sidi Mahfoud. Au bout de quelques mois, il perdit la tête.

Un jour de marché, il rassembla plusieurs centaines de personnes à l'extérieur de la bibliothèque, pour prononcer un discours «important». Il fit savoir à ses auditeurs étonnés que, la nuit précédente, «avec l'aide de Dieu», il s'était envolé dans l'univers et vers la lune, et qu'il y avait rencontré notamment le démon («djinn») Jamharosh.

Le caïd Hadj Ahmed n'aimait pas les charlatans, eussent-ils perdu la tête. Il fit arrêter et enfermer Sidi Mahfoud pendant deux jours en le sommant de faire venir Jamharosh du cosmos pour libérer son astronaute. Puis le vaillant cosmonaute fut confié aux soins d'une clinique psychiatrique d'Agadir. La bibliothèque fut fermée deux mois. Après sa réouverture - avec un nouveau directeur - nombreux furent ceux qui ne s'y risquaient plus, par crainte du démon que Sidi Mahfoud avait rencontré.

Hadj Ahmed était un homme absolument original et le bien qu'il a fait aux gens de la région est proprement incommensurable. Il réalisa une véritable révolution culturelle. Il traitait dédaigneusement les anciens collaborateurs de la puissance coloniale de «traîtres à la cause du peuple» et de «néo-colonialistes». Ils ne reçurent de lui aucun privilège, contrairement à ce qui se passait ailleurs, mais durent faire la queue comme

n'importe qui quand ils lui demandaient audience. Pareil traitement ne fut nullement du goût de ces messieurs, car il était unique dans le pays. Les riches étaient habitués à pouvoir tout acheter, y compris les fonctionnaires.

Partout ailleurs au Maroc, l'«indépendance» tourna à la farce, avorta en quelque sorte. Le roi Mohamed V était le cheval de Troie des Français. Les traîtres et les néo-colonialistes remplacèrent les maîtres français. On aurait dit que les Français avaient simplement dépouillé leurs vêtements européens pour revêtir en lieu et place la «djebella», costume national marocain. Les fonctionnaires de la police, par exemple, restaient ceux-là même qui, par le passé, avaient complaisamment servi les Français.

Toutes les organisations de résistance nées de la lutte contre les Français furent progressivement dissoutes et beaucoup de leurs membres se retrouvèrent derrière les barreaux. Le Coran dit avec raison : «Quand les rois prennent le pouvoir dans un pays, ils le corrompent et le détruisent et transforment ses hommes libres en esclaves. C'est ce qu'ils font en vérité.» L'actuelle monarchie marocaine a été mise en place par le colonialisme, non par le peuple marocain. De toute façon, l'islam interdit le régime monarchique.

Le caïd de Tafraoute, Hadj Ahmed, put exercer son activité quatre ans, de 1956 à 1960, avant d'être mis à pied par le gouverneur d'Agadir, sur ordre du roi. Un an plus tard, il fut assassiné par des agents du monarque, parce qu'il avait refusé de s'intégrer dans le système corrompu. Le caïd était membre de l'orchestre, mais il troublait la symphonie en jouant à son rythme personnel. C'est pourquoi il fut relevé de ses fonctions et remplacé par le pantin Abdelaziz qui avait été secrétaire du gouverneur militaire français de l'époque coloniale. C'était donc le type même du traître et un pur produit du colonialisme ancien et nouveau.

C'est au caïd Hadj Ahmed, qui croyait à la démocratie islamique («shora»), que mon père dut son élection à la fonction de cheik de la tribu des Tahalas. Dans le reste du pays, les cheiks n'étaient pas élus mais désignés par les gouverneurs de provinces. Un dimanche de janvier 1956, jour de marché, le caïd rassembla les membres de la tribu des Tahalas au marché du souk Lhad pour qu'ils élisent leur cheik. C'est mon père qui fut choisi parmi de nombreux candidats. Lorsque, début 1958, il refusa de me laisser aller à l'école, je me rendis donc, comme je l'ai dit plus haut, chez le caïd.

Je n'étais qu'un petit enfant, mais il me reçut. L'un des boutons de ma chemise était différent des autres. Le caïd était tâtillon et perfectionniste. Il blâmait tout ce qui ne trouvait pas grâce à ses yeux et qu'il voulait réformer. «Qui donc a cousu ce bouton ?», me demanda-t-il. «C'est moi, je n'ai pas trouvé de bouton assorti», répondis-je. «Alors il te faut en chercher un. Il faut tout faire convenablement, ainsi que l'a ordonné le prophète. Tout ce qui mérite d'être fait doit être fait correctement et avec soin.» Il me donna un opuscule contenant un choix de paroles du prophète («hadith») et poursuivit : «Il ne suffit pas de lire et de réfléchir, il faut aussi agir comme le prophète Mahomet.» Le caïd me parlait comme à un adulte. «Il va de soi que je vais

t'envoyer à l'école», dit-il. «Tu pourras loger gratuitement à l'orphelinat.» Il m'inscrivit à l'école. Mon père n'en fut pas peu fâché, mais il ne pouvait rien faire contre une décision venue de son supérieur.

Je devais avoir onze ou douze ans, soit plusieurs années de plus que les autres élèves. Je n'avais pas de véritable sac d'école, mais un simple sac tressé semblable à ceux que les femmes utilisent pour faire leur marché. Je travaillais jour et nuit. Je m'étais acheté des bougies stéariques afin de pouvoir continuer à m'instruire après l'extinction des feux, qui avait lieu à dix heures du soir. A l'aide de deux cartons et de ma couverture, je construisais autour de mon lit une sorte de tente dans lquelle je pouvais étudier à loisir.

Nous devions sortir du lit à quatre heures du matin. Un ancien sous-officier de l'armée française était responsable de la discipline de l'internat et réglait l'ordonnance de nos journées avec une précision militaire. Au lever, nous devions nous laver à l'eau glacée avant le petit-déjeuner, puis venait la prière du matin. Certains élèves n'aimaient pas se laver en hiver, à cause du froid, et se contentaient de faire semblant. Un jour, le caïd pénétra inopinément dans la mosquée à quatre heures et demie du matin et s'aperçut que quelques-uns des enfants portaient leur chaussures, ce qui est interdit dans une mosquée. Il fut très irrité contre nous. Mais c'était une homme fantastique à qui j'étais infiniment attaché.

Au bout de quelques semaines en première seulement, je fus autorisé, en raison de mon zèle infatigable, de mes connaissances préliminaires et de mon âge, à passer directement en troisième. Trois mois plus tard déjà, je me retrouvais en quatrième et dernière année.

A cette époque, soit fin 1958, le ministre de l'éducation s'appelait Mohammed el-Fassi. Il appartenait au parti Istqlal et c'était un homme très convenable. El-Fassi était favorable à une arabisation rapide de l'enseignement et avait décidé que les enfants devaient suivre les cours d'histoire et de géographie marocaine en arabe et non plus en français comme par le passé.

Le seul ennnui, c'était qu'il n'y avait pas de maîtres arabophones pour enseigner ces branches. Les maîtres de religion des mosquées n'avaient jamais étudié l'histoire ou la géographie ni reçu de formation pédagogique dans ces disciplines. Comment auraient-ils pu les enseigner copnvenablement ? Ils n'avaient pas la moindre notion d'histoire et de géographie. Leur pédagogie consistait à faire répéter indéfiniment aux élèves ce qu'ils avaient dit précédemment du haut de leur pupitre.

Mon premier maître de géographie s'appelait Hadj Mohamed. Il venait d'un village situé à cinq kilomètres de Tafraoute. En dépit de sa mauvaise vue, il se refusait absolument à porter des lunettes, car il rejetait tout ce qui n'était pas création de Dieu. Il désapprouvait absolument, par exemple, l'usage du bus, et préférait se rendre à l'école perché sur une créature de Dieu, en l'occurrence un âne. Il parcourait chaque jour à dos d'âne les cinq

kilomètres qui le séparaient de l'école. Il suspendait au tableau une carte du Maroc et disait simplement : «Voici le Maroc, répétez tous, voici le Maroc. Voici Casablanca, répétez après moi, voici Casablanca. C'est ainsi que Dieu a créé le Maroc, répétez-le tous trois fois.» Et ainsi de suite. Nous répétions comme des perroquets tout ce que nous soufflait le maître. Pendant les récréations, nous taquinions son âne. Mais un beau jour, il vint à l'école sans son âne et nous apprîmes qu'il s'était marié et que sa femme lui avait fixé un ultimatum : l'âne ou moi ! Elle était plus jeune que lui et c'était une femme émancipée. Un mois plus tard à peu près, il revint à l'école sur sa monture. Il avait opté pour l'âne et divorcé.

Je ne fréquentai cette école que deux ans au lieu des quatre ans habituels. On me remit une attestation qui prouvait que j'avais terminé l'école primaire marocaine et que je pouvais poursuivre ma formation. Il n'y avait pas de lycée à Tafraoute. Le lycée le plus proche se trouvait à Tiznit, à quatre-vingts kilomètres plus au nord, et si le séjour en internat y était payant, les cours eux-mêmes étaient gratuits.

Je pus donc fréquenter le lycée. Celui-ci durait six ans et se subdivisait en deux degrés. Le premier degré de trois ans, ou école secondaire, était couronné d'un brevet; le second, ou cours complémentaire, qui durait également trois ans, conduisait au baccalauréat. Il n'y avait à Tiznit que le premier degré. Pour suivre le second, il fallait se rendre à Agadir, à cent cinquante kilomètres au nord de Tafraoute, ou à Casablanca, à sept cents kilomètres plus au nord.

Mon père continuait à s'opposer unguibus et rostro à ce que je fréquente l'école, mais je m'adressai à nouveau au caïd qui se déclara prêt à payer les quatre cents dirhams trimestriels que coûtait l'internat de Tiznit. C'était pour l'époque une somme énorme et il la payait de sa propre poche. Il m'envoyait tous les mois une lettre dans laquelle il m'exhortait à étudier avec beaucoup d'assiduité.

A la fin de ma première année scolaire à Tiznit, le caïd fut révoqué. Comment allais-je dès lors poursuivre ma formation ? Le recteur, un Français malfaisant et brutal du nom de Pruvost, me dit que la seule possibilité d'obtenir une bourse consistait à signer un contrat par lequel je m'engageais à devenir instituteur après achèvement des trois premières années de lycée. Mais cela impliquait que je ne pourrais pas suivre les trois années supérieures du lycée et que je devrais donc renoncer au baccalauréat. Je repoussai cette proposition, mais il se fâcha et me contraignit à l'accepter.

Mon idée n'était nullement d'instruire des bambins. Je voulais suivre les traces de Nasser et, comme lui, me battre pour la liberté et lutter contre les injustices sociales en abattant la monarchie. Je signai donc le contrat comme on l'exigeait de moi, bien résolu toutefois, dans le secret de mon coeur, à tourner le dos à l'école de Tiznit le moment venu.

Toute l'injustice que j'avais vécue enfant m'avait précocement mûri. Ma conscience politique s'était éveillée inhabituellement et je pris dès l'époque de ma scolarité à Tiznit une position politique tout à fait claire. Ce n'est pas dans les livres que j'avais découvert les injustices sociales, je les avais subies dans ma chair.

J'ai déjà mentionné que Hadj Ahmed fut relevé de sa fonction à la fin de ma première année au lycée de Tiznit. Il mourut quelques années plus tard dans des circonstances obscures, dans son villag d'Issy, à quarante kilomètres au sud de Tafraoute. La rumeur publique attribua ce meurtre aux agents du roi. Sur le plan local, Hadj Ahmed m'avait apporté la preuve qu'il est possible de s'engager activement en faveur de la justice sociale et de la démocratie.

Mais en ce qui concerne la politique nationale et internationale, mon modèle était Nasser. Il avait prouvé par ses actes qu'il est possible de triompher du colonialisme et du néo-colonialisme et de briser la monarchie, fer de lance d'un système pourri et tyrannique. Les partis politiques du Maroc font partie de ce système. Il ont à leur tête une élite corrompue, colonisée et pervertie jusque sur le plan culturel et intellectuel. Lorsque j'écoutais à Tafraoute les discours politiques radiodiffusés de Nasser dans l'émission du Caire «Voix des Arabes», je sentais que cet homme exprimait mes idées, que son rêve était aussi le mien et qu'il était le chef né des Arabes et des musulmans. A cette époque déjà, je sentais que, quoique encore enfant, je devais lutter avec Nasser pour une société plus juste et pour un avenir meilleur, donc pour un monde nouveau.

Mais comment ? Je devais, pensais-je, commencer par acquérir une instruction solide, comme Nasser, mon idole et mon guide. Mais la fréquentation du lycée de Tiznit me permettant tout juste de devenir instituteur, mes chances de réaliser mon rêve et de m'engager à fond en faveur de ma patrie s'en trouvaient sensiblement amoindries.

Je me sens citoyen du monde. Je suis contre le nationalisme borné, particulièrement quand il est agressif et raciste. Le nationalisme est une arme nécessaire à la lutte pour la libération de son pays ou de son peuple, mais on devrait ensuite le passer par-dessus bord. Le nationalisme agressif et raciste qui a constitué en Europe la base du chauvinisme, de l'expansionnisme et de la haine raciale est une injure à la nature et une ignominie.

Mon admiration pour le combat que menait Nasser en Egypte me conduisit à triompher de bonne heure d'un nationalisme étroitement marocain. Cette attitude m'a permis de ne pas me sentir étranger lorsque je suis venu en Suède par la suite. Je suis au tout premier chef un homme, et c'est à la lutte en faveur de l'homme qu'est vouée toute mon existence.

Comme je ne pouvais pas discuter raisonnablement avec le recteur despotique qui voulait limiter à trois ans ma fréquentation du lycée, je décidai dans le plus grand secret de tenter un petit coup. Ce recteur français était un

personnage parfaitement antipathique, qui battait les enfants sans pitié. J'allais jouer un tour à cet individu. Mais il me fallait préalablement le brevet prouvant que j'avais suivi les trois ans du degré inférieur du lycée.

Un beau jour d'octobre 1960, je dis au professeur que je comptais nettoyer la classe. J'obtins les clés du bâtiment scolaire et me allai droit à une armoire qui contenait les dossiers et nos brevets. J'en sortis mes papiers et, le lendemain, je me levai de très bonne heure pour quitter l'école sans espoir de retour. Je n'avais pas un sou en poche, mais un chauffeur de bus qui connaissait mon père m'emmena à Casablanca.

Table des matières:

Le néo-colonialisme

Avant que les Français n'eussent brisé le mouvement de résistance des campagnes, l'idée d'un Maroc indépendant était déjà très populaire parmi les intellectuels des villes. Au début des années cinquante, les autorités françaises d'occupation n'étaient plus en mesure d'étouffer efficacement ce rêve de liberté, malgré un recours assidu aux moyens de répression éprouvés que sont la prison, l'exil et la censure de la presse. Le bannissement du Sultan Mohamed V, accusé de jouir du soutien des nationalistes, constitua une ultime tentative désespérée de reprendre le contrôle du pays. Cette mesure engendra des protestations massives et entraîna une série d'attentats terroristes aussi bien dans les villes que dans les campagnes - il existait deux petits mouvements clandestins. Le parti de l'indépendance Istiqlal, contrôlé par des forces «bourgeoises», tentait de canaliser la vague nationale. Il réclamait l'indépendance, mais «assortie du maintien de relations étroites avec la métropole», Paris. Le parti exigeait de surcroît l'introduction de la démocratie si, en même temps, le sultan remontait sur le trône.
Après deux ans de protestations croissantes, les Français inaugurèrent inopinément une nouvelle tactique, et le

Maroc devint formellement indépendant sous la direction du palais. La France était alors soumise à une très forte pression en raison d'une série de guerres d'indépendance qui avaient éclaté dans diverses parties de son empire. La guerre d'Indochine avait démoralisé l'armée française. 1954 avait vu la chute de Dien Bien Phu, alors que les mouvements nationaux du Maroc, de Tunisie et surtout d'Algérie intensifiaient leurs activités.

Il n'était pas possible de mener la guerre sur tous ces fronts à la fois. La reconnaissance par la France de l'indépendance marocaine en 1955, suivie l'année suivante de l'indépendance officielle, entraîna pour le colonialisme deux autres défaites : l'indépendance de la Tunisie et les accords de Genève sur l'Indochine.

Pour Paris, l'essentiel était de protéger les énormes capitaux français investis au Maroc en concentrant simultanément toutes ses forces sur la répression du mouvement de résistance d'Algérie, qui prenait de la vigueur. Avant l'époque coloniale, le Maroc était dirigé par des sultans, qui étaient élus par un groupe de «Ulama» (théologiens; au singulier : «Alim»). Le Maréchal Lyautey, ancien commandant militaire du Maroc et monarchiste convaincu fit du sultanat une monarchie à l'européenne et du sultan un roi à la française.

La monarchie est prohibée par l'enseignement islamique. Le premier pas vers la colonisation du Maroc consista à établir ce régime, à quoi vint s'ajouter la signature d'un accord de protectorat entre le Maroc et la France. Les paysans se soulevèrent et investirent la ville de Fès où le sultan résidait à l'époque. L'armée française pénétra alors au Maroc pour sauver la monarchie en danger. L'analogie avec l'entrée des Soviétiques en Afghanistan en décembre 1979 est absolument manifeste.

L'époque coloniale marocaine dura quarante-cinq ans. Lorsque le colonialisme français se vit sérieusement menacé, il s'appuya sur la monarchie pour établir un ordre néo-colonialistes aux formes économiques, culturelles et politiques nouvelles. C'est ainsi que le «protectorat» perdura en quelque sorte, mais dans le cadre d'un «nouvel ordre mondial» qui permettait aux grandes puissances de s'épargner des interventions militaires directes aussi longtemps que des garçons de course comme Hassan II, Najibullah ou Pinochet se chargeaient de leurs affaires.

Après l'indépendance, le Roi Mohammed V, ancien sultan, concentra tous les pouvoirs entre ses mains. Il maîtrisa solidement les politiciens bourgeois en faisant miroiter des élections générales aussitôt que le pays serait «mûr». Il les appâtait aussi parfois en leur offrant une place dans son gouvernement. En fait et en vérité, l'ancien ordre colonial subit bien peu de changements. Il fut simplement pourvu d'une façade nationale. En 1958, trois ans après l'indépendance, les tribunaux étaient toujours présidés par des juges français.

Des officiers français et juifs occupaient des positions clés dans l'armée; les grands propriétaires français restaient tranquillement sur leurs terres; les patrons français de l'économie dirigeaient quasiment la totalité du

secteur industriel moderne : transports, mines, industrie de transformation, presse quotidienne, banques, industrie alimentaire, et j'en passe.

Le commerce était toujours tributaire de la France. Les oranges et les phosphates constituaient comme par le passé nos biens d'exportation principaux. Les précieuses devises nécessaires au développement d'une infrastructure industrielle étaient gaspillées dans l'importation de produits agricoles, blé et sucre, qu'on aurait dû tout simplement cultiver sur place. L'agriculture était au contraire axée exclusivement sur l'exportation. Les devises étaient en outre bradées en grande partie dans l'achat d'articles de luxe destinés à une classe privilégiée de plus en plus nombreuse, formée exclusivement de riches étrangers.

Le parti Istiqlal collaborait quasiment avec le Palais et les intérêts financiers étrangers au maintien de l'ordre établi. De nombreux groupes indépendants nés de la lutte pour l'indépendance se retrouvaient sous le contrôle de l'Etat. Les politiciens bourgeois s'avéraient totalement incapables de ravir le pouvoir à la monarchie.

A la suite de la crise économique engendrée, après l'indépendance, par la fuite croissante des capitaux, les grèves augmentaient en nombre et en violence. Les ouvriers des villes qui avaient constitué l'épine dorsale du mouvement de libération étaient prêts à monter aux barricades pour que l'indépendance ne dégénérât pas en une façade nationale. La réponse des partis bourgeois consistait à placer les antigrévistes sous la protection de la police. Aussi les chefs syndicalistes se détournaient-ils toujours davantage de l'Istiqlal. Tout cela finit par aboutir à la scission du parti, et l'aile gauche prit alors le nom d'UNFP (Union Nationale des Forces populaires). Mais ces luttes partisanes internes n'étaient en vérité nullement de nature idéologique. Il s'agissait tout simplement d'une course au pouvoir que le roi en personne et son fils, le prince héritier Hassan, l'actuel roi Hassan II, avaient orchestrée pour diviser un parti qui aurait pu remettre en question la prétention de la monarchie à exercer le pouvoir.

L'aile «gauche» du parti dont était issue l'UNFP était, elle aussi, formée d'opportunistes et d'amateurs de charges qui collaboraient joyeusement avec la monarchie quand ils récoltaient quelques miettes de la table royale.

Le palais parvint longtemps à se concilier les nouveaux chefs «militants» de la gauche en leur offrant quelques postes importants dans un nouveau gouvernement royal formé en décembre 1958. Abdallah Ibrahim de l'UNFP devint premier ministre. Mais les positions clés comme le ministère de l'intérieur, le ministère de la police et celui de la défense restèrent sous contrôle royal. C'est précisément à l'époque de ce gouvernement UNFP qu'Hassan, alors prince héritier, à qui l'armée était subordonnée, réprima le soulèvement populaire de la région du Rif et que des milliers d'innocents furent massacrés dans d'innombrables villages de ce territoire.

Quelques mois plus tard, l'UNFP était abattue à son tour. Ses journaux furent interdits, beaucoup de ses fonctionnaires furent mis sous les verrous, et Ben Barka, qui se trouvait alors à l'étranger, fut empêché de rentrer au Maroc, accusé qu'il était d'avoir participé à une conjuration contre le prince héritier Hassan. Ben Barka avait été le professeur de mathématiques d'Hassan. Il avait considérablement contribué à donner à la monarchie un semblant de légitimité en proposant, alors qu'il était porte-parole de la première «Assemblée consultative» du pays - sorte de pseudo-parlement sans compétences effectives -, que Mohamed V désignât le prince Hassan comme prince héritier, alors que le Maroc n'avait jamais été une monarchie héréditaire ! En 1960, le roi procédait à la dissolution du gouvernement et s'attribuait le poste de chef du gouvernement.

Le palais s'opposait au développement de l'industrie et à l'extension des villes, car tous deux auraient pu conduire à un élargissement de la base sociale des anti-monarchistes. De plus, l'aile nationale aurait pu s'en trouver renforcée au sein de la bourgeoisie marocaine.

Tout cela aurait pu entraîner une aspiration à un pluralisme et à un parlementarisme véritables, qui aurait mis en danger le pouvoir de la cour. C'est pourquoi le roi avait opté pour une politique visant à réaliser, à la campagne, des projets importants et coûteux qui renforçaient l'influence des grands propriétaires féodaux aux dépens des petits paysans.

La réalisation d'énormes barrages et systèmes d'irrigation procurait pour un temps du travail au prolétariat rural, mais une fois la construction terminée, les principaux bénéficiaires en étaient les grands propriétaires, qui pouvaient dès lors cultiver des produits d'exportation dans des champs plus grands et plus fertiles.

Le grand capital européen était hautement satisfait de ce programme. Il avait au Maroc trois intérêts principaux : un flot de main-d'oeuvre à bon marché pour les pays industrialisés d'Europe, un proche débouché pour ses produits industriels et la protection des investissements déjà opérés. Le tourisme était en outre systématiquement favorisé et avait pris la deuxième place dans l'ordre des investissements. Il stimulait la construction d'hôtels, la production d'appareils de conditionnement d'air, la construction d'aéroports, la fabrication d'autobus, entre autres.

Le programme économique royal bénéficiait également du soutien plein et entier d'autres puissances importantes : des gouvernements français et américain, des milieux industriels français, sans parler des organisations financières internationales comme le FMI et la banque mondiale.

Février 1961 vit la mort du roi Mohamed V. Le pouvoir passa alors à Hassan II, roi autoproclamé. Au cours de la première moitié de 1962, la victoire de la révolution algérienne se trouva à portée de la main, tandis que l'idée de former un Etat libre et uni du Maghreb, qui aurait englobé le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Lybie,

devenait de plus en plus populaire au Maroc. Ben Barka rentra en mai 1962, et se fit le porte-parole des efforts tendant à regagner l'influence perdue de l'UNFP, surtout à la campagne.

Le Palais répondit par toutes sortes de manoeuvres qui devaient lui assurer l'initiative politique. Il fit un projet de nouvelle constitution qui devait être soumis au peuple. La votation fut fixée à décembre 1962. Elle fut manipulée d'un bout à l'autre. Le parti de Ben Barka cria au boycottage, mais sans le moindre succès : la constitution fut acceptée «à une écrasante majorité» par une population qui espérait en des jours meilleurs, qui vivait dans la pauvreté, qui ne savait rien des artifices de la politique électorale, des votations manipulées et des fraudes électorales.

L'été 1962 fut la période la plus agitée depuis l'indépendance. Dans diverses régions rurales, les paysans s'emparèrent des terres. Dans les villes, les campagnes politiques et les manifestations se succédaient. Les bruits les plus fous se répandaient sur une libération imminente du Maroc avec l'appui algérien.

Le Palais réagit par la répression ouverte. Des centaines de fonctionnaires UNFP furent arrêtés; beaucoup furent torturés et condamnés à des peines sévères. Ben Barka qui se trouvait à l'étranger fut derechef interdit de retour. Seuls les étudiants continuaient à protester. Ils ne cessaient de provoquer le régime à coups de grèves, de manifestations et de protestations. En mars 1965, les étudiants réussirent à s'allier les ouvriers et on en vint à des tumultes qui ébranlaient à journée faite les grandes villes du pays, Casablanca en tête. Mais la faiblesse de l'opposition facilita la brutale répression de l'insurrection par les forces royales de sécurité.

Un mois plus tard ou peu s'en faut, Ben Barka était assassiné en France. Il fut généralement admis que l'attentat était à porter au compte de la cour marocaine, en collaboration avec le Mossad et la police d'Etat française. Ce fut alors au Maroc le début d'un long hiver politique. Seules les manifestations estudiantines et les ripostes du régime créaient régulièrement de l'agitation. Il fallut attendre 1970 pour qu'un dégel s'amorçât.

Table des matières:

La première révolte

Ce jour-là - c'était jour férié -, je me trouvais dans ma chambre d'officier, au stationnement de Moulay-Ismail à Rabat. J'étais plongé dans un livre intitulé «La technique d'un coup d'Etat»; j'ai oublié le nom de l'auteur. L'officier du jour, le Capitaine Mazouz, entra chez moi en coup de vent et m'annonça que l'état d'alerte venait d'être proclamé.

Je sautai dans ma tenue de combat, rassemblai mes hommes et leur ordonnai de sauter dans leurs chars. Il était à peu près trois heures de l'après-midi. Il se trouva que le soldat détenteur des clés était justement absent. Je fis enfoncer la porte du dépôt de munitions pour faire équiper les dix-sept chars qui composaient mon unité de munition à balle.

A cet instant, je vis le lieutenant-colonel Saad, chef d'état-major de la brigade des chars, franchir la grand porte de la caserne à bord d' une automobile noire. Il était suivi du colonel Abaroudi, commandant de la marine royale. Ils étaient tous deux en civil. Bouleversé et pris de panique, Saad me cria : «Nous venons du palais de Shkirat. Le palais royal a été attaqué par des civils armés. Il y a beaucoup de morts. Filez au palais. Suivez la route principale et abattez tous les gens armés qui vous barreront la route.»

Je savais que les «officiers Libres» avaient donné mission au lieutenant-colonel Mohamed Ababou de faire tomber le roi avec l'aide du général Madbouh. Mais seuls les participants directs à l'opération étaient au courant du moment, du lieu et des conditions exactes du putsch. Aussi ne savais-je pas exactement ce qui s'était passé.

Je quittai le stationnement de Moulay-Ismail à la tête de ma colonne, debout dans la tourelle ouverte de mon char. Je me sentais heureux à la pensée que la citadelle du tyran avait été attaquée, quand bien même je ne voyais pas très bien qui exactement pouvait avoir monté le coup. En même temps, j'avais honte d'être resté les bras croisés pendant que se décidait le sort de ma patrie. Que n'avais-je pu participer à l'assaut du palais ! Avoir part à la chute du régime du tyran aurait été un honneur pour tout combattant de la liberté.

Bien décidé à ignorer tous les ordres et à me ranger avec mes propres chars du côté des rebelles, je décidai de rallier le palais par la route de la côte qui est un peu plus courte. Il se peut qu'en prenant cette décision malheureuse et fatale j'aie sauvé le roi.

J'ai appris plus tard que les camions transportant les soldats rebelles rentraient à Rabat par la route principale pendant que ma colonne de chars empruntait la route de la côte reliant Rabat à Skhirat. Si j'avais choisi le même chemin qu'eux, mes dix-sept chars auraient opéré leur jonction avec eux et, grâce à ce renfort, le putsch de Skhirat aurait probablement réussi. L'histoire du Maroc aurait alors pris un autre cours !

Skhirat est le nom de la résidence d'été du roi. Elle se trouve sur la côte atlantique à quelques kilomètres au sud de Rabat, sur la route de Casablanca. En cet après-midi d'été, les abords de la route de la côte étaient bondés de baigneurs et de touristes. Des foules de badauds surgissaient devant mes chars. Savaient-ils déjà qu'une tragédie se jouait au palais royal ?

Sur le chemin du palais, j'appris que les soldats rebelles étaient des cadets de mon ancienne école militaire d'Ahermoumou où l'on instruit les sous-officiers. J'y avais été commandant de compagnie, instructeur et chef de mes anciens camarades de classe de l'Académie militaire. Elle était dirigée par l'un de mes anciens chefs, le lieutenant-colonel Ababou. Une vague de désespoir s'empara de moi. C'est à ses côtés que j'aurais dû me trouver au moment de l'assaut du palais. Et je n'allais être qu'un témoin de la dernière phase d'une catastrophe.

On m'apprit que l'un des meneurs du putsch, le général Madbouh, était mort. C'était lui qui m'avait permis naguère d'accéder à la carrière militaire. Le destin m'avait rapproché de deux hommes, Ababou et Madbouh, qui nourrissaient dans le secret de leur coeur la même chimère que moi : abattre la monarchie, qui incarnait pour moi tout ce que le Maroc avait de pire.

Comment le général Madbouh avait-il trouvé la mort ? Et pourquoi le colonel Ababou avait-il commis l'erreur de rallier Rabat si précipitamment, abandonnant le roi au palais presque sans surveillance ? Ces deux questions se sont posées aussitôt après l'échec du putsch. Peut-être n'obtiendront-elles jamais de réponse. Je n'étais pas sur les lieux au moment de la mort de Madbouh, je l'ai déjà dit. Mais, grâce aux déclarations des témoins, on peut se faire une image assez exacte de ce qui s'est passé à l'intérieur du palais.

Les membres du corps diplomatique avaient été invités à l'anniversaire du monarque. Avaient été invités également des hommes d'affaires étrangers influents en séjour au Maroc, ainsi que, naturellement, le gouvernement royal et les différents ministres. La fête témoignait du luxe incroyable dans lequel nagent le roi et son entourage.

Alors que les invités conversaient gaiement par petits groupes tout en se passant de petites assiettes de saumon fumé, des coups de feu retentirent au-delà des murs du palais. Des soldats firent irruption dans le palais en tirant furieusement. L'ambassadeur de Belgique s'effondra frappé à mort. Les gardes du palais, les invités, le roi, tous les assistants semblaient foudroyés.

On a soulevé plus tard une autre question quasiment insoluble : comment le colonel Ababou avait-il réussi à déplacer d'Ahermoumou à Skhirat via Fès, Meknès, Kenitra et Rabat une troupe qui ne comptait pas moins de mille quatre cents hommes, sans que le roi eût vent le moins du monde ?

Quel officier supérieur, ou plutôt quels officiers supérieurs avaient-ils négligé d'annoncer au chef militaire le plus haut placé du pays, le roi, le vaste mouvement de troupes qui avait eu lieu au travers du pays une nuit entière ? L'état-major de l'armée savait simplement que l'école de sous-officiers d'Ababou serait en manoeuvres d'été à Ben Slimane, à quelques kilomètres au sud de Skhirat.

Avant l'attaque du palais, Ababou avait subdivisé ses cadets en deux groupes. Le premier se concentra sur le côté sud du bâtiment, à droite du terrain de golf qui sépare le palais de la route, le second avança vers le nord du palais, depuis la gauche. La garde royale ouvrit le feu. Les hommes d'Ababou qui opéraient au nord reçurent l'ordre de tirer en l'air pour semer la panique dans ses rangs. Le groupe du sud, croyant que la garde l' avait pris pour cible, se mit à tirer de son côté. Alors qu'ils assaillaient le palais, les cadets, dans leur désarroi et leur panique, se tirèrent les uns sur les autres, car gardes et cadets portaient le même uniforme. Ce furent les premiers morts. Les invités se dispersèrent précipitamment. Quelques-uns d'entre eux portaient des armes à feu et en firent usage. Les cadets ripostèrent.

Ababou était un homme dur, court sur pattes, râblé, foncé de peau, qui passait pour absolument inflexible. Il s'agissait pour lui d'abattre le roi, d'exiler sa famille et de coller au mur quelques ministres. Bref, il voulait une révolution sanglante, sans quartiers. L'autre chef du putsch, le général Madbouh, nourrissait des projets tout à fait différents. Il voulait investir le palais, désarmer les gardes, se saisir du roi et exiger de lui qu'il abdiquât en faveur d'une junte de jeunes officiers.

De fait, un putsch sans effusion de sang eût été possible. Mais un malentendu catastrophique entre Ababou et Madbouh lors de l'attaque du palais engendra un chaos et des fusillades qui firent prendre à la révolte un tour sanglant. Aussi n'est-il pas étonnant que le putsch se soit soldé par un fiasco.

Le général Madbouh voit les gardes et les invités fauchés par le tir des mitrailleuses et il comprend que l'opération tourne mal. Soucieux d'avoir en main un atout, répugnant peut-être aussi à tuer, il tient absolument à ce que le roi survive. Il se met à sa recherche dans la foule prise de panique, le trouve et le pousse à se cacher

en compagnie d'une dizaine d'invités dans des toilettes situées derrière la salle du trône.

Dehors, devant le palais, les coups de feu claquent. Madbouh s'entretient brièvement avec le monarque. Il l'exhorte à abdiquer.«Vous pouvez vous réfugier en France via Rabat ou Casablanca», lui dit-il. Le roi donne son accord. Hassan II signe un acte d'abdication qu'on trouvera plus tard, paraît-il, sur le cadavre de Madbouh La déclaration officielle du palais ne mentionne pas ce document et pour cause, pas plus qu'elle ne souffle mot de l'abdication réclamée au roi.

On raconte que le roi a assorti son accord d'une condition : la garantie que sa famille serait protégée. Madbouh accepta cette condition et envoya le docteur Ben Aich, médecin du roi, dans les appartements royaux avec mission de s'occuper des quatre enfants du monarque. Oufkir, qui s'était trouvé aux toilettes avec le roi, me raconta plus tard qu'Hassan avait accepté d'abandonner le trône sans discuter. Il était paralysé par la peur et ne songeait plus qu'à sauver sa vie et celle des siens.

C'est à ce moment que surgit le colonel Ababou en quête du roi. Madbouh lui apprit tranquillement que ce dernier était prêt à abdiquer et que lui, Madbouh, l'avait déjà envoyé à Rabat sous escorte. Ababou entra dans une colère noire. Il se tourna vers son garde du corps, Akka, géant au crâne tondu et aux bras de gorille et lui dit : «Madbouh est un traître, tue-le !». Akka tira et Madbouh s'affaissa sur le sol. Le docteur Ben Aich, revenu entre-temps, fut touché lui aussi et s'effondra.

Personne ne savait plus alors au Palais où se trouvait le roi. Ababou, fermement convaincu que le monarque avait pu s'échapper, rassembla, écumant de rage, ses derniers soldats et prit en toute hâte le chemin de Rabat pour intercepter le fuyard, occuper la station de radio et mener à bien son projet. Il laissait toutefois derrière lui à Skhirat une petite troupe de vingt cadets munis d'instructions : ils avaient jusqu'à 19h. pour mener les invités au stationnement militaire du palais. Les hôtes étrangers devaient y être séparés des autres. D'ici là, tout serait gagné ou perdu.

Il ne se passait plus grand-chose au palais à ce moment-là. Tout le monde était encore sous le choc. Un soldat obligé de se rendre aux toilettes finit par découvrir le roi tout à fait fortuitement, sans le reconnaître. Il embarqua l'homme vêtu d'une chemise beige-rose et le conduisit auprès de quelques autres prisonniers à un mur où il s'assit docilement. Au bout d'un moment, le soldat commença à y voir clair et identifia le prisonnier. Mais les soldats n'étaient pas instruits du but de l'opération. Ils se contentaient d'obéir aux ordres.

Le roi comprit qu'il n'était pas sous la menace d'une exécution, du moins de la part du cadet qui se trouvait devant lui. La situation tournait progressivement en sa faveur. Personne ne sait exactement ce qui se passa. Selon Oufkir, quelques gardes oubliés dans les autres toilettes libérèrent le monarque et tuèrent les vingt cadets.

La version officielle pourrait bien être falsifiée pour des raisons de propagande et ne repose sur aucune preuve. Le colonel Dlimi qui se tenait lui aussi dans les cabinets avec Hassan me confirma que ce qui restait de la garde royale avait surgi tout à fait inopinément et abattu les cadets. L'espace de quelques heures, l'histoire du Maroc s'est jouée dans les toilettes du palais de Skhirat.

J'atteignis Skhirat par un petit pont où cinq gendarmes refoulaient des véhicules non autorisés. Arrivés à proximité du palais, nous nous avançâmes vers le bâtiment en coupant directement par le terrain de golf où gisaient de nombreux morts et blessés. Des ambulances faisaient la navette. Le chaos était quasiment total.

A mon arrivée, le roi avait déjà repris le contrôle du palais. Mais il paraissait désorienté et anxieux. Je fis arrêter ma colonne de chars, sautai à terre et me hâtai vers la porte principale où se tenait un groupe bouleversé. Le roi s'y trouvait en compagnie du ministre de l'intérieur Oufkir, du chef de l'armée Bachir Bukali et d'un autre ministre, le général Driss Ben Omar.

De toute évidence, l'arrivée des dix-sept chars était un événement tout à fait inattendu. «D'où venez-vous, Lieutenant ?» me demanda le roi sur un ton courtois et nerveux. «Du stationnement de Moulay-Ismaïl. Où est le général Gharbaoui ?», interrogeai-je à mon tour, car je tenais absolument à savoir ce qui était arrivé à mon chef suprême, commandant des forces blindées et très proche collaborateur d'Hassan. «Il est blessé», répondit Oufkir.«Que se passe-t-il à Rabat ?» Je dis que je n'en savais rien et m'informai de ce qui était arrivé au palais.

Le roi était absolument atterré et ne cessait de regarder Oufkir et Bachir. Ofkir me demanda s'il pouvait rentrer à Rabat avec moi et le général Bachir réclama un char pour rallier l'état-major de l'armée à Rabat. Je donnai naturellement mon accord et priai Oufkir de monter avec moi dans mon propre char qui prit le chemin de Rabat. C'est ainsi que je me trouvai assis dans la tourelle du char à côté de celui qu'on disait être l'éminence grise du despote, de l'homme que je haïssais le plus après Hassan lui-même. A notre arrivée au stationnement de Moulay-Ismaïl, Oufkir me félicita de ma pondération et me demanda de lui téléphoner à l'occasion : il aurait plaisir à me revoir.

La vengeance qui s'exerça sur les soldats rebelles d'Ababou fut d'une incroyable cruauté. Des cadets blessés furent jetés vivants dans une fosse commune. Hassan fit amener des instruments de torture et prit part en personne à l'interrogatoire et à la torture des détenus de la caserne de Moulay-Ismaïl. Treize des seize généraux que comptait l'armée figuraient au nombre des prisonniers.

A plusieurs reprises, le roi frappa le colonel Chelouati au visage, alors que ce dernier était attaché sur une chaise, les yeux bandés. «Qui est le lâche qui frappe un homme ligoté ?», demanda Chelouati. «Otez-lui son bandeau», ordonna le tyran. Quand il le vit, Chelouati lui cracha au visage. «Demain, je cracherai sur ton

cadavre», promit le roi.

Le 13 juillet 1971, le champ de tir de Temara situé à 6 kilomètres au sud de Rabat fut le théâtre d'une exécution massive. Liés à des poteaux, treize officiers furent fusillés de treize balles chacun par treize soldats. Le roi assistait à l'exécution en compagnie du roi Hussein de Jordanie qui lui avait rendu une visite-éclair. Le premier ministre Laraki fut le premier à cracher sur les cadavres. Le commandant Salmi, soucieux de se mettre en valeur auprès du roi, trancha la main de l'un des fusillés à l'aide de son couteau et s'empara de ses menottes comme d'un trophée. Un bulldozer broya les cadavres et les enfouit dans une fosse commune.

Ce fut la terreur au Maroc. Rares étaient les officiers ou sous-officiers qui n'étaient pas apparentés à l'une des victimes, voire à plusieurs. Au stationnement, c'est tout juste si nous osions nous parler. Chacun se méfiait de chacun.

Table des matières:

Jeune combattant de la liberté

Lors de mon premier séjour à Casablanca, j'avais dû trimer comme un esclave : sans salaire, sans logis décent, sans amis, sans le moindre droit de l'homme. Il en allait de même pour des millions d'enfants dans tout le pays. Maintenant que je revoyais la ville, je voulais aller à l'école. J'étais arrivé de nuit et ne pouvais loger nulle part. Je dormis donc dans la rue, mon sac en guise d'oreiller. Je devais avoir alors quatorze ou quinze ans.

Le lendemain matin, je me rendis chez un homme connu et fortuné qui avait trouvé le pactole au marché noir pendant la deuxième guerre mondiale. Il était originaire de Souss et ne savait ni lire ni écrire. J'avais entendu

dire qu'il y avait à Casablanca un internat pour enfants sans foyer et que le Crésus en question siégeait au comité de l'association à laquelle appartenait l'internat. Il s'appelait Hadj Abd et était un représentant typique de la catégorie parasitaire des nouveaux riches.

Tout le monde savait à Souss où se trouvait sa maison de Casablanca. Je m'y rendis donc et frappai à la porte. Je lui dis que j'étais un enfant sans foyer et que je souhaitais continuer à fréquenter l'école, mais que je ne possédais pas un sou vaillant. Hadj Abd n'en fit pas une affaire. Nous commençâmes par prononcer ensemble une prière, puis il me fit savoir qu'à sa connaissance l'internat était complet. Il me remit toutefois un chiffon de papier à l'intention du directeur.

Contre toute attente, je fus admis, mais dus dormir à même le sol. J'étais néanmoins comblé. La nourriture était misérable, les conditions d'hygiène lamentables. Je partageais la chambre de deux autres élèves. L'un d'eux s'appelait Adel. Ils m'avaient donné une couverture dans laquelle je m'enveloppais pour dormir sur le plancher. Au bout d'une semaine, on m'attribua un lit. Il y avait donc désormais un endroit où je pouvais manger et dormir. Je me mis alors en quête d'un lycée disposé à m'admettre.

Je me présentai dans un grand lycée qui s'appelait «Lycée Moulay Hassan», du nom de l'ancien prince héritier. Comme je détenais les titres nécessaires, on m'autorisa à suivre les cours de deuxième année. Les professeurs étaient en dessous de tout, et j'eus tôt fait de remarquer que je perdais mon temps dans les cours. Aussi étudiais-je jour et nuit en autodidacte. Les autres enfants avaient fréquenté huit ans l'école ordinaire et n'étaient pas, par conséquent, aussi pressés que moi. Contrairement aux enfants des familles riches, je n'allais pas à l'école par obligation, mais par choix. Je ne concevais pour moi ni sécurité ni avenir sans baccalauréat. Obtenir le baccalauréat était carrément pour moi une question de vie ou de mort.

C'était l'année scolaire 1960/61. Je voulais passer mon baccalauréat le plus tôt possible. Aussi m'y préparais-je tout seul. De fait, j'aurais dû fréquenter l'école cinq ans encore, mais au bout d'une année scolaire déjà, je me sentis mûr pour l'examen. Je demandai donc au ministère de l'éducation de m'admettre à l'épreuve du baccalauréat comme étudiant particulier. Ma requête fut acceptée. Aussitôt l'année scolaire terminée, je pus me présenter et, à ma grande surprise, je réussis mon baccalauréat du premier coup.

Mes camarades de classe avaient alors devant eux quatre ans d'école encore. En 1963, après deux ans de séminaire pédagogique, je devenais professeur de lycée ! En vérité, je ne pouvais pas me plaindre d'une scolarité trop longue, car j'avais franchi en trois ans seulement le degré élémentaire, le degré moyen et le degré secondaire. Deux ans plus tard, j'avais également derrière moi une formation universitaire, le séminaire pédagogique.

Mes études au lycée et au séminaire pédagogique étaient certes très astreignantes, mais je me livrais simultanément à de nombreuses lectures politiques. Plusieurs des livres que j'ai dévorés à cette époque m'ont fortement marqué et ont approfondi ma conscience des choses. J'ai lu alors le Coran et quelques livres de Nasser (Philosophie de la révolution), Chakib Arsalan («Pourquoi les musulmans sont-ils aujourd'hui sous-développés ?» et Khalid Mohamed Khalid («Citoyens, non pas esclaves»).

Je dégustais en outre de nombreuses oeuvres sur Nasser, Ben Bella, Abdelkrim al-Khatabi, Abdelkader al-Jazairi et bien d'autres. Je me mettais souvent aussi à l'écoute de la radio pour entendre la «Voix des Arabes» diffusée par Le Caire; la radio marocaine était à mes yeux un pur instrument de diffusion d'une propagande mensongère et hypocrite.

Le grand roman de Victor Hugo, «Les Misérables», m'a laissé également une impression durable, car je me considérais moi-même comme une sorte de laissé-pour-compte du destin. Mais le livre de Hugo se contente d'émouvoir jusqu'aux larmes, sans proposer de solutions ou indiquer comment supprimer les injustices sociales qui engendrent les laissés-pour-compte du destin dans mon genre. Ce sont le Coran, le petit livre de «Hadith» que le caïd m'avait offert autrefois, et la révolution de Nasser contre la tyrannie, le capitalisme et le communisme qui ont constitué ma plus grande source d'inspiration.

Mais toute l'élite politique marocaine, mise en place et formée par le colonialisme, portait l'empreinte idéologique et politique de l'Occident. Aussi tous les partis fondés par cette élite après l'indépendance étaient-ils de type occidental. Ils étaient libéraux, capitalistes ou marxistes. Par suite de cette tendance, il n'y avait ni mouvement islamique indépendant, ni parti islamiste. Nous nous voyions confrontés au fait que le colonialisme français avait réussi, provisoirement du moins, à nous imposer sa tutelle culturelle, linguistique et idéologique.

Tous les partis marocains «modérés» autorisés sont en quelque sorte importés de France. Quarante-cinq ans de domination française ont fait naître plusieurs générations francophones qui ont perpétué la mentalité du colonialisme. Il faut donc au Maroc devenu indépendant une nouvelle période de quarante-cinq ans pour secouer le joug intellectuel du néo-colonialisme et créer une société libérée, véritablement indépendante et islamique, qui incarne nos propres valeurs et traditions du point de vue culturel, idéologique et politique.

Voilà tout ce que je ressentais lorsque j'entrepris de lutter pour la liberté, la démocratie et la justice sociale en me fondant sur l'islam. Tous les partis et organisations légaux étaient dirigés par de riches privilégiés acquis au néo-colonialisme, et par leurs enfants qui se réclamaient du marxisme ou du libéralisme.

En 1960, je rejoignis les rangs de l'UNEM (Union nationale des étudiants du Maroc), organisation politique estudiantine. En 1961, je devins membre de l'UNFP, quoique sachant parfaitement que la direction du parti

était composée d'opportunistes. Il n'y avait tout simplement pas d'alternative. L'année suivante, en 1962 donc, je prononçai mon premier discours politique et cela à l'occasion d'un grand rassemblement à la foire de Casablanca. Ainsi que je l'ai dit plus haut, le roi avait proposé au peuple une nouvelle constitution qu'il allait devoir adopter ou rejeter. Toute l'affaire était farce pure et je m'exprimai en faveur d'un boycottage. Nous voulions une assemblée choisie par le peuple et non par le monarque. Il n'y avait pas de garantie contre la fraude électorale.

Ma première arrestation comme militant de base de l'UNFP eut lieu à un moment où certains dirigeants du parti se trouvaient au palais, occupés à jouer au poker - et ce n'est pas une métaphore - avec le roi. Le lendemain de mon discours, je représentais le parti à Maârif, quartier de Casablanca, pour surveiller le vote. J'avais beaucoup appris sur les questions de technique électorale et connaissais les règles.Toute propagande était interdite le jour même de la votation, mais cette règle n'était pas appliquée à l'école dans laquelle était installé le local de vote de notre district - pas plus que dans les autres locaux de vote du pays, d'ailleurs. Dans le préau s'étirait une longue file de gens venus pour voter, visiblement effrayés à l'idée d'être punis s'ils refusaient leur voix au roi. Ils étaient pour la plupart analphabètes. Quelque soixante-dix pour cent de la population marocaine ne sait ni lire ni écrire. Aussi le oui et le non étaient-ils indiqués par des couleurs.

La couleur blanche signifiait oui. En arabe, nous utilisons le même mot pour «blanc» que pour «oeuf», à savoir «beda». Je vis un policier en civil déambuler dans le préau et distribuer des oeufs aux gens faisaient la queue. C'était sa manière de les inciter à voter «blanc». Je lui fis observer qu'il n'était pas permis d'influencer ainsi les votants le jour du scrutin. «Si tu continues», m'écriai-je, «je vais chercher du pain et je le coupe pour le peuple» - en arabe, le verbe couper» s'utilise aussi pour «boycotter».

Un peu plus tard survinrent deux autres policiers, également en civil, qui m'appréhendèrent. Au poste, les policiers se gaussèrent du sérieux avec lequel je prenais les scrutins. Ma détention à la police dura trois jours. On me maltraita, notamment en m'entourant les doigts de câbles électriques à travers lesquels on faisait passer des décharges de courant. Les sévices infligés aux suspects sont monnaie courante dans la police marocaine.

La section de l'UNFP à laquelle j'appartenais avait son siège dans le quartier de Derb Ghalef à Casablanca. A la vérité, je n'adhérais pas à la ligne idéologique du parti. J'étais avant tout islamiste, ce qui veut dire que je voulais m'engager au service d'un Etat qui défendrait le panislamisme et la panarabisme, les valeurs islamiques et une démocratie aussi bien politique qu'économique - nous utilisons pour cette dernière le terme de «shoran».

Ces points ne figuraient pas au programme de l'UNFP. Le parti n'était ni ouvertement socialiste, ni ouvertement panarabe, ni ouvertement islamique. Il avait à sa tête une élite marxiste camouflée. Le parti était né d'un compromis entre différentes personnes issues de différents groupes d'intérêts. Il lui manquait une ligne

idéologique claire, mais il jouissait d'un certain soutien populaire, le peuple n'ayant simplement rien de mieux à s'offrir.

Cette orientation idéologique imprécise était par ailleurs aussi une force. L'UNFP était au fond plus un front qu'un parti. L'idéologie des élites marocaines est imprégnée d'hypocrisie et d'opportunisme.

En 1963, toute la partie non marxiste de la direction du parti fut mise derrière les barreaux sur ordre du roi, à la suite de quoi les communistes prirent les rênes, et l'UNFP se transforma en un authentique parti communiste, exactement comme l'avait voulu le roi. J'étais contre le communisme et les communistes, qui ne cherchaient qu'à copier le système soviétique, étaient par conséquent anti-islamiques, détruisaient notre culture et voulaient remplacer la dictature en place par une dictature pire encore. La tragédie qui s'est déroulée plus tard en Afghanistan illustre parfaitement les buts et méthodes des communistes.

Enfant déjà, j'étais entré en contact avec la pensée de Nasser grâce aux émissions «Voix des Arabes» de Radio Le Caire. J'avais entendu parler de cet officier égyptien qui, avec l'appui du peuple, avait renversé le roi Farouk, aboli la monarchie et tenu tête aux Anglais. Avant Nasser, les Anglais et les Français se partageaient le monde arabe et voilà que nous entendions pour la première fois une voix arabe, la voix d'un homme qui n'était ni pour l'Ouest ni pour l'Est, mais qui se battait pour une véritable indépendance. «La capitale de l'Egypte n'est ni Londres, ni Paris, ni Washington, mais Le Caire», disait Nasser.

La révolution égyptienne eut lieu en juillet 1952, année de mon premier séjour à Casablanca. Cette même année éclatait en Tunisie une grève à la suite de laquelle les Français assassinèrent le leader tunisien Farhat Hachad. Ces événements eurent au Maroc un retentissement considérable, car ils prouvaient qu'il y avait encore des gens qui osaient se dresser contre les seigneurs coloniaux. La révolution égyptienne allait mettre le feu aux poudres !

J'admirais Nasser surtout parce qu'il avait, en 1956, nationalisé le Canal de Suez, puis résisté à l'agression anglo-franco-israélienne. Mais mon admiration était due aussi au fait qu'il avait mis fin à la monarchie pourrie de son pays. Cet exemple me paraissait tout à fait applicable au Maroc.

Pour nous les jeunes, les émissions de «Voix des Arabes», qui s'adressaient à l'ensemble du monde arabe, constituaient la principale source d'informations sur la pensée de Nasser. Les gens écoutaient ces émissions dans tous les pays arabes et la voix de Nasser paraissait me crier à moi aussi que je devais m'élever contre l'injustice. Les révolutions de Nasser en Egypte et de Ben Bella en Algérie, la résistance victorieuse du peuple afghan à l'impérialisme soviétique, la révolution islamique d'Iran et l'Intifada palestinienne sont les plus grandes révolutions de l'époque moderne et elles resteront à jamais sources d'inspiration pour les générations islamiques

futures.

En dépit des fautes commises, elles se fondaient toutes sur une conviction sincère, et elles ont montré de quoi les musulmans sont capables, à condition de parvenir à s'unir en une Jihad islamique visant à établir la liberté, la démocratie (shora) et la justice sociale. Seul celui qui ne fait rien est à l'abri des erreurs. La critique est aisée. La meilleure critique consiste à agir, à montrer le bon exemple.

Lorsque j'ai entrepris mon combat politique, il n'y avait pas de parti islamique au Maroc. Pour tout dire, aucun des partis existants ne faisait mon affaire. C'est encore l'UNFP, malgré tous ses défauts, qui m'était la plus proche. Depuis la sécession de l'UNFP, l'Istiqlal était devenue un parti réactionnaire et ne se battait plus guère que pour les privilèges de la classe dirigeante. Ce parti était en outre dominé par des gens de Fes ou «Fassi» qui avaient réussi à s'arroger un pouvoir et des prérogatives bien trop importants, et à acquérir une influence bien trop grande dans la société et l'appareil de l'Etat. - Il va de soi que j'entends par «Fassi» un groupe politique et économique privilégié et non un groupe ethnique.

Je demeurai donc deux ans à l'internat. Ma vie n'était pas une partie de plaisir : je n'allais jamais au cinéma, mais me consacrais entièrement à ma formation. Il s'agissait en fin de compte de rattraper le temps que j'avais perdu enfant pour avoir dû travailler.

Je n'ai jamais fumé, jamais bu ni vin ni eau-de-vie, jamais consommé de haschisch. Je mangeais très simplement, absorbais tout ce qu'on me servait quel qu'en fût le goût, pour survivre. Je menais donc une vie toute simple, bien que Casablance, comme toutes les grandes villes, fût un repaire de la corruption.

Pendant ma dernière année d'études au séminaire pédagogique, je vécus chez un cousin, à Derb Galef, quartier pauvre de Casablanca qui ressemble fort à un bidonville. Mon cousin, Moh-Ohles possédait un petit commerce et je partageais une minuscule chambre, comparable à une tombe, avec l'un de ses fils. Mon seul bien était une bicyclette. J'étais très solitaire, n'avais guère d'amis et entretenais peu de contacts avec autrui. Je n'ai jamais été un individu très sociable.

Lorsque, en octobre 1963, je devins professeur au lycée même où j'avais étudié précédemment, j'eus à donner des cours à mes anciens camarades de classe qui étaient alors en dernière année. J'ai été professeur trois ans, soit d'octobre 1963 à octobre 1966, et cela dans quatre écoles différentes en tout : au Lycée Mohamed V, au Lycée Fatima Zahra, au Collège Chaouki et à l'Ecole Normale de Casablanca.

Parallèlement, je m'adonnais à des activités politiques et m'efforçais de mettre sur pied, parmi les lycéens de Casablanca, une organisation clandestine islamiste et nassériste. C'est au Lycée Mohamed V - ex-Lycée

Moulay Hassan - où j'enseignais que l' agitation estudiantine de 1964 et 1965 prit naissance. C'est moi qui en tirais les ficelles. L'agitation commença en 1964 et atteignit son point culminant en mars 1965. Je fus arrêté le 23 mars 1964, puis une nouvelle fois un an plus tard exactement.

Notre action était dirigée contre les injustices sociales, la dictature, un gouvernement tyrannique, c'est-à-dire contre des phénomènes caractéristiques du prétendu tiers-monde. Mais nous n'avons jamais réussi, au Maroc, à semer la révolte dans la classe moyenne, qui est pourtant concernée au premier chef.

Le parallèle avec avec les Etats de l'Est sautait aux yeux. Les dictatures sont partout les mêmes. On y serine au citoyen moyen qu'il ne possède pas de droits et que le chômage, l'injustice, la corruption et une élite privilégiée relèvent d'une fatalité naturelle, inéluctable. A la vérité, il n'y avait pas de loi au Maroc. La corruption y avait été érigée en système. Les fonctionnaires intègres y constituaient l'exception.

L'atmosphère politique s'était considérablement tendue et la révolte fut déclenchée par un nouvelle ordonnance qui restreignait pour certains élèves les possibilités de poursuivre leurs études. L'Etat ne pouvait pas ouvrir les études au premier venu. Il fut facile de mobiliser les élèves contre cette nouvelle ordonnance et c'est ainsi qu'on en vint à de violents désordres.

Le cortège des manifestants partit de notre école. Au bout de quelques centaines de mètres déjà, nous nous mîmes à protester contre le «plan quinquennal» de l'Etat pour l'enseignement. Nous nous dirigeâmes vers la section régionale du Département de l'éducation. En tant que maître connu des élèves, j'étais en mesure de contrôler la manifestation. Beaucoup souhaitaient que je prononce un discours et que j'explique de quoi il retournait. Des épaules me servirent de tribune. Je prononçai le discours réclamé et en profitai pour partir en guerre contre la dictature, l'Etat policier, le gouvernement et le roi.

Pendant que je parlais, on m'apprit que la police était en route. Je répondis que nous ne devions pas craindre la police et nous enfuir comme des lâches, mais nous préparer à un affrontement. Aussitôt arrivés, les policiers tombèrent à bras raccourcis sur les étudiants. Nous nous repliâmes en direction des quartiers pauvres. Beaucoup de chômeurs se joignirent à nous et la manifestation prit un caractère nettement politique. Tout se passa très vite. La prison centrale et de nombreux autres édifices publics furent bientôt pris d'assaut. Au bout de quelques heures déjà, Casablanca échappait au contrôle de l'Etat.

C'est ainsi que tout commença. Mon rôle dans la révolte consistait à orgnaniser la distribution par mes élèves de tracts destinés à en mobiliser d'autres. Nous avions formé un groupe qui devait conduire les différents cortèges de manifestants vers différents objectifs. On a raconté plus tard toutes sortes d'histoires à dormir debout et mon rôle dans la révolte a été fortement exagéré; les bruits les plus extravagants ont couru sur mon

compte.

Un élève rapporta une rumeur selon laquelle je m'étais emparé d'un bus et l'avais lancé contre la porte de la prison centrale pour la défoncer. C'était complètement faux. Mais, après mon arrestation, je fus interrogé sur ces bruits que la police considérait comme des faits. Je pus prouver que j'étais loin de la prison au moment de l'événement.

Cinq cents personnes au moins perdirent la vie dans l'émeute; il y eut d'innombrables blessés. Les arrestations se comptèrent par milliers.

Ces événements me renforcèrent dans ma conviction qu'on ne peut pas, dans un Etat dictatorial, résister sans armes à l'armée, à la gendarmerie et aux chars. Nasser avait déjà tenté de combattre le système par des moyens civils, mais il avait échoué. J'avais caressé l'idée qu'on pouvait parvenir à un résultat en mobilisant l'opinion publique et en manifestant, mais les conditions démocratiques nécessaires faisaient défaut.

Lorsque, après l'examen final, j'avais entamé ma carrière de professeur, il avait fallu six mois pour que mes collègues et moi-même touchions notre traitement. Avec quelques collègues, je décidai alors de manifester contre cet état de fait. Nous nous rendîmes à Rabat et nous assîmes sur le sol devant le ministère de l'éducation. Les participants à cette grève sur le tas étaient au nombre de trente. Au bout de quelques minutes, une unité de la police s'avança pour nous encercler. Un commissaire arrogant s'approcha de nous et nous demanda ironiquement : «Messieurs, vous croyez-vous donc en Suède ?»

C'était la première fois que le nom de Suède frappait mon attention. Je compris à cette occasion combien il était absurde en effet de s'attaquer à une dictature par des moyens démocratiques.

Mais, pensai-je, si nous ne pouvons pas arrêter les tanks, c'est donc qu'il nous faut les conduire. On avait besoin de nous, jeunes hommes, pour prendre les commandes des tanks. C'est pourquoi je conçus le projet de me faire admettre à l'Académie militaire. J'allais devenir officier.

En réponse à la grève sur le tas, je fus arrêté à mon domicile et incarcéré provisoirement. En une précédente occasion, en mars 1964, la police était venue m'arrêter à mon école après une manifestation. J'avais alors eu de la chance, car mes élèves, voyant qu'on m'emmenait, s'étaient mis en grève, à la suite de quoi j'avais été libéré après avoir subi les inévitables sévices de routine. La fille du commissaire de police s'appelait Husseini et faisait partie de mes élèves.

Mais en mars 1965, la police me rendit visite à mon domicile sans que mes élèves fussent au courant des événements. Ma profession me fut d'un grand secours, car une absence prolongée de ma part eût été

remarquée immédiatement. Le écoliers et les étudiants du Maroc sont en général beaucoup plus fortement politisés que le reste de la société. Si j'avais été un travailleur ordinaire, j'aurais peut-être disparu à jamais, comme des centaines de Marocains. Le délit le plus grave dont on puisse se rendre coupable au Maroc consiste à «se mêler de politique».

Quand on est arrêté de ce chef, l'interrogatoire comporte les questions d'usage. Mais le suspect est sans cesse maltraité, même lorsqu'il ne s'agit que de questions toutes simples portant, par exemple, sur l'appartenance à une organisation ou sur des actes. On me reprochait d'avoir incité mes élèves à la grève et organisé des manifestations. J'avais en outre tenu des propos incendiaires contre le roi et vilipendé la monarchie; j'avais trop parlé de la Révolution française et fait mention de Louis XVI en termes injurieux; j'avais prétendu, de plus, que l'islam rejette la monarchie et dépeint les rois comme les corrupteurs de la société.

Je garde encore un souvenir très vif des circonstances de mon interrogatoire. Les conditions de détention étaient barbares. Dix hommes étaient parqués dans une cellule ne dépassant pas quatre mètres carrés. Toutes les demi-heures, un des coins était aspergé d'eau. Tous les quarts d'heure, le gardien ouvrait la lucarne percée dans la porte métallique et éclairait la cellule de sa lampe. Nous nous sentions pareils à des rats. Il n'y avait pas d'électricité, et le seul bruit qui nous parvenait était celui de l'eau qui coulait de temps à autre à travers l'orifice des toilettes creusé dans le sol.

Je fus libéré au bout d'une semaine, car on voulait se prémunir contre de nouvelles protestations d'écoliers. En fin de compte, les troubles étaient partis des écoles et les autorités voulaient éviter que les désordres et le grèves ne se reproduisent.

Chaque fois que je quittais le poste de police après une arrestation, je sentais un peu plus la faiblesse et l'impuissance du civil désarmé que j'étais. Avec quelle facilité les policiers auraient pu me tuer pendant mon séjour en cellule ! C'est ce qui était arrivé à des centaines d'autres prisonniers.

Le moment était donc venu pour moi d'opter pour la carrière d'officier. La seul voie normale qui y conduit passe par l'Académie militaire royale de Meknès. C'est là que je me fis inscrire en automne 1965.

Quelques jours plus tard, Ben Barka était enlevé en pleine rue à Paris. Ben Barka était, sous l'habit marocain, le type du socialiste français cultivé. Il était en quelque sorte un mélange de François Mitterand, machiavéliste de gauche, et d'Edgar Faure, machiavéliste de droite.

Opportuniste, il avait contribué activement à l'accession de Hassan II au pouvoir, et voilà qu'il devenait victime du despote. «Non», pensai-je, «la voie de Ben Barka ne conduit qu'au Palais marocain et à Paris. Je dois me

rallier à l'armée afin que s'offre à moi la chance de résoudre radicalement les problèmes du Maroc !»

A l'Académie militaire, on m'expliqua qu'il me faudrait l'autorisation du ministre de l'éducation pour entreprendre une carrière militaire. Après tout, j'étais professeur. Ma requête fut rejetée. A contrecoeur, je pris mon parti de ce refus et continuai à enseigner à Casablanca.

A la fin de l'année scolaire 1965/1966, je réitérai ma demande d'admission à l'Académie militaire. Je me rendis au minstère de la défense et y rencontrai le ministre Ahrdan, un francophile qui avait été officier dans l'armée française à l'époque coloniale. Après l'indépendance, il était devenu une sorte de clown politique et de charlatan idéologique. Ahrdan me renvoya au secrétaire de cabinet et secrétaire général du ministère de la défense qui était en contact direct avec le roi.

Il s'appelait Ben Haroche, avait rang de major et était juif sioniste. C'était lui qui, après le roi, était le véritable maître du ministère de la défense. Le Major Ben Haroche me reçu pour me communiquer que je n'avais pas la moindre chance d'être admis à l'Académie militaire, mais que j'étais libre d'entrer en contact avec son directeur.

Je suivis ce conseil, mais sans succès. Je me rendis alors directement au Palais royal où je demandai audience au chef de l'état-major militaire du roi. C'était le Général Madbouh. La voie du succès au Maroc passe par les contacts personnels et la corruption. Je réussis à convaincre Madbouh de ma vocation de militaire de carrière.

Je fus pendant deux ans un aspirant officier parfait, ce qui eut notamment pour conséquence ma nomination au poste de rédacteur en chef du journal de l'Académie, «Le Flambeau». Je devins officier en 1968. Je n'avais été réprimandé qu'une seule fois durant mon séjour à Meknès, et cela pour avoir refusé, avec quelques camarades, de participer à une marche de nuit. Ce refus d'ordre, qui entraîna pour vingt-sept aspirants une mutation disciplinaire à Ahermoumou, avait été organisé par les «officiers indépendants.

Il faut dire que, pendant mon séjour à l'Académie militaire, j'étais entré en contact avec avec d'autres opposants à la monarchie marocaine corrompue. De toute évidence, seul un coup d'Etat pouvait amener un changement, et c'est dans ce but qu'on avait constitué dans l'armée une organisation secrète nommée «les officiers indépendants». Je m'étais affilié à cette organisation.

Ahermoumou abritait l'école de sous-officiers qui était stationnée sur un plateau de la montagne à quatre-vingts kilomètres de la ville. C'est le lieutenant-colonel Ababou qui était alors commandant d'école. Une fois de plus, mon destin mettait sur mon chemin un homme qui allait s'illustrer dans la lutte contre la monarchie. Ababou était né au nord du Maroc, dans la région du Rif, alors que j'étais originaire du sud, de Tafraoute.

Il importait, en cas de coup d'Etat, de prendre le contrôle de la capitale, Rabat, de l'état-major de l'armée, du ministère de l'intérieur, ainsi que des stations de radio et de télévision. Toute cette opération était certes très risquée, mais, convenablement organisée, elle avait de réelles chances de succès. Je fus personnellement impliqué dans les deux véritables tentatives de putsch, quoique moins directement dans la première.

Le premier putsch eut lieu le 10 juillet 1971. Pour des raisons de sécurité et dans le souci de protéger les putschistes qui appartiennent à l'armée marocaine aujourd'hui encore, je dois m'abstenir de révéler tous les détails de nos plans et le rôle qui fut le mien, mais il est désormais possible de dévoiler pas mal de choses.

Table des matières:

Le général Oufkir

Une semaine après la sanglante répression de la tentative de putsch, mon commandant de brigade m'informa

que le général Oufkir m'attendait dans sa résidence de Souissi. C'est avec des sentiments fort mitigés que j'accueillis la nouvelle. Mais j'appris par le colonel Mimoun Oubeja, commandant en second de la brigade blindée, qu'Oufkir se trouvait au quartier général de l'état-major de l'armée. Je m'y rendis directement à bord de mon automobile. Je portais ma tenue de combat comme le jour où j'avais raccompagné Oufkir dans mon char. Oufkir venait d'être nommé commandant en chef de l'armée et ministre de la défense.

Arrivé à destination, j'aperçus une dizaine d'officiers - des majors, des colonels, des généraux - attendant, assis dans l'antichambre, l'arrivée d'Oufkir. J'allai m'annoncer au secrétariat du général. Je fus reçu par son secrétaire, le major Aroub. Ce dernier ne put dissimuler son ébahissement face à ce petit lieutenant qui venait voir le ministre de la défense et commandant en chef de l'armée, sans lettre d'invitation officielle et en tenue de combat. Je l'informai que le ministre m'avait fait appeler. Aroub m'apprit qu'Oufkir avait parlé de moi en termes élogieux le matin même, à l'occasion d'un grand rassemblement d'officiers venus de tous les coins du pays. Puis Aroub gagna le bureau d'Oufkir. Celui-ci en sortit aussitôt, m'étreignit et m'invita à le suivre. Il fit comprendre à son secrétaire qu'il n'avait pas le temps de recevoir les officiers qui attendaient dans l'antichambre.

Nous prîmes la route de compagnie dans la voiture de service d'Oufkir, une grade DS française noire. Le chauffeur était adjudant. Durant le trajet, le commandant en chef de l'armée me dit en français : «J'ai beaucoup entendu parler de toi ces derniers temps. Tu as été un professeur de valeur, un excellent cadet et un officier courageux.» Puis il ajouta, un large sourire aux lèvres : «Les Français ne m'ont pas appris l'arabe. Serais-tu disposé à m'arabiser comme tu as tenté de le faire pour le général Gharbaoui ?» Que deux Marocains s'entretiennent en français me faisait un drôle d'effet. Il faut dire qu'Oufkir avait passé par le système scolaire français et parlait l'arabe misérablement.

Je répondis, souriant moi aussi : «Il n'est pas facile de se libérer du colonialisme français qui continue à nous dominer par la langue, la culture et la politique.»

Oufkir, qui était en civil et portait comme toujours ses lunettes noires, m'invita à entrer dans sa villa. Il fit l'éloge «du calme et de la présence d'esprit» dont j'avais fait montre selon lui le 10 juillet, et m'interrogea sur mon enfance et ma carrière militaire. Il me présenta ses enfants et son lionceau qui - curieux hasard - s'appelait Skhirat. Sa femme était absente. Il me posa aussi toutes sortes de questions sur l'état d'esprit de l'armée et de mes camarades officiers, ce qui me mit quelque peu sur mes gardes. Afin de me donner le temps de la réflexion, je proposai de rédiger dans les trois jours un rapport circonstancié sur le sujet. J'ajoutai : «Ce que je peux dire d'ores et déjà, c'est que l'armée est totalement corrompue.»

Oufkir jouait de son charme indéniable pour me séduire, moi jeune officier. J'étais extrêmement curieux de

savoir ce qu'il avait réellement en tête et lui demandai sans détours : «Que pensez-vous donc de la corruption institutionnalisée qui règne partout dans le pays ?» «Le Maroc traverse une crise profonde», répondit-il. «Si le roi ne procède pas à des réformes sociales radicales, je crains que l'armée ne se livre à d'autres tentatives de putsch», ajouta-t-il d'un air rusé.

Bien que la réputation de mon hôte ne fût pas des meilleures, ma méfiance fondait peu à peu. «Beaucoup de généraux et de ministres sont totalement corrompus», dit-il. Il cita l'exemple particulièrement fâcheux d'un colonel dont on savait qu'il avait détourné une énorme somme d'argent appartenant à l'Etat. «Cet homme est une crapule qu'on devrait raccourcir. Mais ce n'est que l'un des milliers de vampires qui dévalisent notre pays», souligna Oufkir.

Je pris congé du général et quittai sa luxueuse villa, bien décidé à m'allier avec lui au besoin, pour renverser le despote aux mains sanglantes.

La révolte de Skhirat avait transformé Oufkir, mais je ne le savais pas encore à ce moment-là. L'image que je me faisais moi-même d'Oufkir commençait à subir un changement fondamental.

A l'époque où, très jeune encore, j'avais senti s'éveiller en moi une conscience politique, Oufkir était déjà sous les feux de la rampe. Il était chef de la police et la police incarnait l'oppression. Mais, du fait que tous les «dignitaires» du Maroc aiment à se présenter eux-mêmes comme esclaves ou instruments du roi, afin de faire carrière, je le considérais simplement comme un esclave et un instrument aux mains du monarque, bien que je n'eusse pas approfondi la question. Le roi du Maroc était, comme autrefois Louis XIV en France, l'Etat personnifié, et tous les autres étaient ses valets. Hassan prend plaisir à ce que ses ministres prononcent le traditionnel «Majesté, je suis votre esclave».

Il n'y a pas au Maroc un seul ministre digne de ce nom. Il n'y a que des esclaves. Je hais le grotesque culte de la personnalité dont le roi fait l'objet, et l'idée qu'on doive obéir aveuglément à un homme me répugne. On doit être fidèle à un idéal et à son pays. Mais les monarchies et dictatures tyranniques ne peuvent pas s'attacher les services d'hommes libres. Aussi l'esclavage - sous des formes diverses - fait-il partie de la monarchie marocaine. D'ailleurs, la garde royale, formée de Noirs, se compose d'esclaves stricto sensu, que les parents d'Hassan ont achetés en Afrique noire pour une bouchée de pain.

Hassan ne peut en aucun cas se fier aux Marocains. Mais le pire, avec les esclaves du roi, c'est que leur servilité à son égard n'a d'égale que leur cruauté et leur arrogance à l'égard du peuple ! Les policiers et les soldats ne sont rien d'autre pour Hassan que des chiens d'attache privés.

La police marocaine fait régner un véritable régime de terreur. Comme Oufkir était à la tête de la police, le peuple le rendait naturellement responsable de tout.

Mais le principal responsable était naturellement le roi. Un homme lui était proche parmi les proches, un homme qui avait été longtemps ministre de l'intérieur et s'appelait Gdira («petit pot» en arabe). Hassan est bien entendu le «grand pot» («gedra»), disait-on, alors que Gdira était ministre de l'intérieur.

Eh bien ! Je crois que mes opinions sur Oufkir étaient partagées par la plupart des officiers. Mais il faut se rappeler qu'en fait Oufkir n'avait jamais servi dans l'armée marocaine. Après l'indépendance, il avait passé directement de l'armée française au palais comme aide de camp particulier du roi, pour devenir ensuite chef de la police, puis ministre de l'intérieur.

Ce n'est qu'après la révolte de Skhirat et sa nomination à la fonction de commandant en chef de l'armée - après son retour à la carrière militaire donc - que l'image que nous nous faisions de lui se modifia. Nous commençâmes à pressentir que ses sentiments à l'égard du roi n'étaient guère cordiaux. Nous constatâmes aussi qu'il n'était nullement aussi puissant que nous ne l'avions imaginé.

Je compris qu'il se passait dans l'armée des choses importantes dont Oufkir n'était nullement au courant. C'est ainsi, par exemple, qu'il avait appris d'abord par la radio sa nomination au poste de ministre de la défense, immédiatement après le putsch de Skhirat. Il se trouvait à ce moment-là à la caserne de Moulay-Ismaïl où je l'avais conduit en quittant Skhirat. En même temps, Hassan avait nommé, notamment, un nouveau chef des forces blindées (le colonel Hatimi) et un nouveau chef de l'aviation (le colonel Lyoussi) sans en informer préalablement Oufkir. Ils avaient tous reçu leur brevet de promotion et leurs ordres directement du roi. Je compris alors que le despote organisait la police de la même manière. Je vis aussi clairement qu'Oufkir lui servait uniquement de façade. Le petit peuple ne sait rien de tout cela.

Il n'est sans doute pas besoin d'expliquer que, au début, j'étais profondément sceptique à l'égard d'Oufkir. Il doit être vraiment naïf, pensais-je, s'il s'imagine pouvoir me rallier à ses projets. Mais, lors de notre première rencontre, il se montra très modeste et sympathique. Il n'était pas du tout la brute que je m'étais représentée.

Sa conduite en privé était diamétralement opposée à sa fonction. Il émanait de lui un puissant rayonnement. Je crois que son sens de la justice était très marqué. Il éprouvait une haine instinctive à l'égard des politiciens marocains et de la classe dominante uniquement préoccupés de leurs privilèges et de happer les miettes de la table d'Hassan. Il était aux premières loges pour observer leur hypocrisie et les regarder lécher les bottes du roi afin d'obtenir ses faveurs. Il va de soi qu'il n'ignorait rien de sa mauvaise réputation. «Le peuple croit», reconnut-il un jour sincèrement, «que c'est moi qui tiens la vache pendant que les voleurs la traient».

Mais Oufkir était militaire de carrière; ses idées politiques étaient rudimentaires et instinctives. Il était totalement dépourvu d'une philosophie politique consciente. A son retour dans l'armée, il se sentit attiré par les officiers radicaux. En fin de compte, c'était un soldat de la vieille école française, avec tout ce que cela implique de bon et de mauvais. Quoi qu'il en soit, il y avait eu en France une révolution et, depuis lors, aucun officier français ne pouvait supporter longtemps d'être traité en esclave.

Quatre jours après ma première visite, je revins à sa villa de Souissi. Je lui apportais un rapport de trente pages plein de chiffres et de faits. Ce rapport était explosif au plus haut point. J'y dévoilais la corruption qui régnait parmi les officiers et y montrais comment ils avaient fait carrière grâce au népotisme et au trafic d'influence. Oufkir lut le rapport avec attention puis l'enferma dans un coffre-fort encastré dans le mur du salon.

Il me demanda avec un peu de nervosité si quelqu'un d'autre avait lu ce rapport, à quoi je répondis par la négative. «Que cette affaire reste entre nous», m'intima-t-il. Il garda un moment le silence et poursuivit : «Voici six mois, j'ai rédigé à l'intention du roi un rapport semblable sur la corruption qu sévit au ministère de l'intérieur. Il m'a répondu : Tu n'as pas à contester le système.»

Oufkir m'emmena dans son jardin - car il craignait que des microphones ne fussent dissimulés à l'intérieur - et me dit : «J'étais ministre de l'intérieur sur le papier, mais en fait et en vérité, c'était le roi en personne qui dirigeait les gouverneurs, la police et - par l'intermédiaire de Bel-Alem, secrétaire du cabinet et secrétaire général du ministère de l'intérieur - tout le département. Il est certain qu'il procédera exactement de la même manière dans l'armée et au ministère de la défense. Je n'y peux pas grand-chose, mais cette fois je prouverai aux officiers par mes actes que j'en ai soupé de la corruption.»

Après le déjeuner, Oufkir raconta sur la cour une série d'anecdotes qui mettaient en lumière la flagornerie des ministres à l'égard du tyran. Il fumait cigarette sur cigarette tout en s'attaquant au régime avec une violence croissante. C'est ainsi qu'il me rapporta que le ministre noir Snoussi avait dit lors d'une conférence ministérielle : «Je suis votre esclave, Majesté», sur quoi Hassan l'avait apostrophé d'un : «Il ne suffit pas que tu le dises. Il te faut l'être réellement.» Oufkir ajouta en guise de commentaire : «C'est toujours ainsi que cette dynastie a considéré ses subalternes.»

Au dessert, «le deuxième homme du royaume» me pressa de devenir officiellement son plus proche collaborateur, son adjudant. Nous devions collaborer pour sauver le Maroc. J'acceptai son offre à la condition que je pourrais conserver ma troupe de blindés. Oufkir donna son accord. A dater de ce jour, je fus son confident et devins un familier de sa maison.

J'étais reçu à sa table en compagnie de ministres et de généraux qui courtisaient cet homme puissant. Tous

avaient coutume de l'appeler «Général». Le redouté Dlimi, nommé entre-temps chef du contre-espionnage, n'était jamais invité. Je croyais pourtant les deux hommes amis. Mais je découvris plus tard qu'ils étaient rivaux et que le roi jouait de cette rivalité sans égards ni pour l'un ni pour l'autre. Oufkir m'ouvrait souvent son coeur lors de nos déplacements en auto. Nous nous servions alors de la langue française que le garde du corps qui nous accompagnait ne maîtrisait pas. il nous arrivait aussi de rouler sans chauffeur et sans garde du corps.

Une nuit de septembre, à trois heures du matin, pour être précis - car Oufkir était un couche-tard -, le général en vint à parler du complot de Skhirat :«Mille aspirants sous-officiers auraient pu orienter l'histoire du Maroc vers des temps meilleurs. Notre développement aurait alors fait un bond en avant de cent ans. Nous devons nous débarrasser de la monarchie à n'importe quel prix. Hassan est le porte-drapeau d'une dynastie qui a vendu notre patrie aux Français et l'a conduite à la catastrophe au début du XXe siècle.

Au lieu de s'occuper des affaires de l'Etat, à l'heure qu'il est, le roi s'envoie ses putes à Fès. Il a un harem de cent cinquante femmes, dont quelques-unes ont été enlevées en pleine rue par ses sbires. En plus, il se drogue. Son palais est devenu le paradis du haschisch. Son fils de sept ans participe à des réunions où on doit lui baiser la main. C'est bien pire qu'à l'époque de Louis XIV.»

Hassan règne sur le Maroc comme sur une propriété privée. «Une anecdote remontant à sa jeunesse jette une lumière significative sur sa personnalité», remarqua Oufkir. «Alors qu'il était prince héritier, son professeur de géographie lui demanda de montrer quelques pays sur la carte. Lorsqu'il désigna le Maroc, le futur Hassan II dit : "Ça, c'est la cour de mon père."» Au Maroc, il n'y a pas de séparation entre la caisse de l'Etat et la cassette du palais. Hassan possède tout. Il gouverne son pays sur le modèle du moyen âge et considère tous ses ministres comme des esclaves. Il détient le pouvoir absolu.

C'est en outre un buveur doublé d'un drogué irrécupérable. C'est surtout au haschisch qu'il s'adonne chaque jour que Dieu fait. Mais le LSD figure aussi sur la liste de ses drogues préférées. De plus, il mène une vie sexuelle scandaleusement dissolue. Son plus grand plaisir est de violenter de jeunes vierges et il lui arrive de faire enlever à Rabat des jeunes filles qui, plus tard, font surface dans son palais. Il ne voyage qu'en compagnie de cinaquante à soixante femmes et les gardes du palais n'ont même pas le droit de les regarder. Ils doivent se détourner quand les voitures transportant ces femmes franchissent le portail.

Il est à ce point obsédé par le sexe que les épouses de ses ministres doivent passer dans son lit. C'est une sorte de tradition. Chaque fois qu'il donne une fête, il convie les ministres avec leurs femmes. En guise de préambule, il jette sur le sol une poignée de pierres précieuses que se disputent les invités. Ensuite, il invite l'un ou l'autre femme dans sa chambre. Pendant que les ministres tout heureux attendent à l'extérieur, il couche avec leurs épouses. Les ministres sont fiers comme des paons quand ils peuvent évoquer la bonne entente qui

règne entre le roi et leurs femmes.

Et ce n'est pas tout : il entretient encore une «section spéciale» chargée de lui procurer des jeunes filles européennes. Cette section spéciale se compose de deux proxénètes dont l'un se nomme le «Docteur Robert», alors que l'autre, un Grec, est connu sous le nom de «Mehdi». Ils ont rang d'«ambassadeurs itinérants», sont munis de passeports diplomatiques et disposent de deux avions privés pour amener les jeunes filles d'Europe. On chuchote que l'un est spécialiste des blondes et l'autre des brunes.

Mais les courtisans d'Hassan ne valent pas beaucoup mieux que lui. Son défunt frère, Moulay Abdallah, qui était homosexuel, choisissait de péréférence ses «amis» parmi les fils des ministres. «Un jour, il a emmené mon propre fils, Raouf, dans son château. Quand j'ai appris la chose, je suis entré dans une colère noire et j'ai fait un foin de tous les diables», se souvint Oufkir.

Il me révéla en outre que le roi contrôlait la presque totalité du marché de la drogue au Maroc. C'est un secret de polichinelle. Tout le monde sait, à la tête de l'armée et dans l'administration, que le palais royal est depuis de longues années une plaque tournante pour les narcotiques et que toutes les plantations de pavot et de haschisch sont propriété personnelle du monarque. Les élèves de l'Académie militaire royale de Kenitra sont tous fils des officiers de la garde personnelle d'Hassan. On les surnomme «fils du haschisch». Lorsque j'étais instructeur chez Ababou, à l'école de sous-officiers d'Ahermoumou, il en était venu toute une cohorte qui avaient ocasionné les pires ennuis par la quantité de haschish qu'ils détenaient et qu'ils distribuaient sans le moindre scrupule.

A l'occasion des fêtes privées du roi, tout le monde se bourre de drogues, et un ministre qui refuse poliment passe immédiatement pour un drôle d'oiseau à qui on ne peut pas se fier. Quand la corruption et la décadence font partie intégrante du système, on doit hurler avec les loups si on veut faire carrière.

Hassan rencontre souvent de gros trafiquants. Je garde encore le souvenir très vif de la visite qu'Oufkir reçut un jour d'un individu qui s'appelait le «Docteur Bihi». Oufkir me le présenta comme «ambassadeur itinérant de sa Majesté». Il ne m'échappa pas que son apparition donnait la colique au ministre de la défense. Après son départ, Oufkir m'apprit que le titre de notre visiteur pouvait se traduire par «ambassadeur de la drogue». Le «Docteur Bihi» était le manipulateur de divers réseaux de distribution internationaux. Il habitait le palais et avait une occupation régulière. Le Maroc est un paradis pour les truands de tout poil. Les gibiers de potence et les requins s'y sentent chez eux.

En une autre occasion, Oufkir m'entretint de l'affaire Ben Barka. Ce qu'il me rapporta me fut confirmé bien des années plus tard par Dimli. Selon Oufkir, le meurtre de Ben Barka avait été ordonné par le roi en personne.

Il s'était servi d'une police spéciale secrète qu'il avait mise sur pied, alors qu'il était encore prince héritier, pour intriguer contre son père adoptif Mohamed V. Elle portait le nom de «Special security service», SSS en abrégé. Grâce au SSS, le monarque contrôle le service de renseignements et même l'armée.

C'est le général Moulay Hafid Alaoui, membre de la famille royale et l'un des plus proches conseillers d'Hassan, qui est à la tête de cette unité spéciale. L'entraînement du SSS a été parrainé par des experts de la CIA et du Mossad. Personne, à part Hassan et ses plus proches collaborateurs , n'est informé des particularités de cette organisation; beaucoup en ignorent même l'existence.

C'est au SSS quon doit l'assassinat du Cheik Al-Arab, important chef nationaliste, en 1964, l'enlèvement d'un opposant au régime en exil, Hussein Al-Manuzi à l'aéroport de Tunis en 1973 et le guet-apens qui coûta la vie à Omar Ben Jeeloun, rédacteur en chef du journal marxiste «Al Moharir». C'est aussi le SSS qui est responsable de l'assassinat de Ben Barka.

Quelques jours avant le meutre, Hassan convoqua Oufkir et Dlimi et les chargea de prendre l'avion pour Paris afin d'y négocier avec Ben Barka son retour au Maroc. Cette rencontre devait être un piège aussi bien pour Ben Barka que pour Oufkir et Dlimi.

A leur arrivée à Paris, les deux ministres découvrirent que Ben Barka avait déjà été enlevé et assassiné. Les assassins étaient des tueurs professionnels français qu'Hassan avait recrutés par l'intermédiaire du SSS. De toute évidence, l'intention du roi était de ruiner la réputation d'Oufkir et de Dlimi en les faisant apparaître comme complices du meurtre. De la sorte, ils seraient plus dépendants de lui encore. Ils rentrèrent au Maroc furieux, et furent obligés de tolérer que le gouvernement français les impliquât dans le meurtre. Bien entendu, le général De Gaulle savait exactement à quoi s'en tenir, et déclara franchement que le véritable responsable était Hassan II lui-même.

Oufkir m'apprit que, sur ordre du roi, le cadavre de Ben Barka avait été décomposé à l'aide de produits chimiques et sa tête envoyée à Rabat dans une valise diplomatique par des agents SSS de l'ambassade marocaine de Paris. La tête fut enterrée à l'intérieur des murs du palais, tout près de la Faculté de droit. C'est une fort ancienne tradition de cette famille royale, issue d'une vieille lignée de pirates et de bandits, que de couper la tête d'un ennemi et de l'enfouir dans les murs de sa propre maison.

Ben Barka avait été, ainsi que je l'ai déjà dit, professeur de mathématiques d'Hassan. C'est lui qui l'avait proposé comme prince héritier. On supportait mal, dans la famille d'Hassan, d'avoir une dette de reconnaissance envers un simple mortel.

C'est ainsi que le grand-père du roi avait tué un soldat qui l'avait sauvé de la noyade, alors qu'il était tombé de cheval en traversant la rivière Souss. Hassan lui-même se débarrassa des soldats qui l'avaient préservé de la mort à Skhirat. Il fit dégrader le major Assari qui, à la suite du putsch manqué de Skhirat, avait conduit l'attaque contre Ababou à Rabat et par là même sauvé la monarchie. Finalement, il fit exécuter aussi tous les agents étrangers et marocains mêlés à l'assassinat de Ben Barka, et qui s'étaient ensuite réfugiés au Maroc.

D'aucuns auront peut-être l'impression que je peins en rose le rôle d'Oufkir et de Dlimi dans le meurtre de Ben Barka. Mais il faut considérer qu'ils m'ont rapporté tout cela en confidence et n'ont jamais pensé que les faits tomberaient un jour dans le domaine public. Oufkir avait en outre établi sur l'affaire Ben Barka un dossier qui devait être publié en temps utile. Au reste, il était de notoriété publique qu'Oufkir aussi bien que Dlimi n'avaient fait longuement carrière que comme suppôts de la dictature et de sa lutte contre l'opposition.

Nous autres les «officiers libres» savions bien que ni l'un ni l'autre ne jouerait jamais un rôle important dans un futur Maroc libéré, mais ils nous étaient nécessaires. Notre «mariage» avec Oufkir et Dlimi fut d'entrée de cause un «mariage de raison». Tous deux étaient, à l'origine, des militaires de carrière formés en France, à la solde de la puissance coloniale. Il en allait de même pour l'ensemble de l'armée marocaine. En régime démocratique, ils auraient été eux aussi démocrates, mais Hassan les exploitait exactement comme l'avaient fait les Français avant lui.

Au fond, seuls les politiciens comme Ben Barka, par exemple, étaient responsables de la mauvaise gestion du régime; les soldats se contentaient d'exécuter les ordres. Mais les politiciens songeaient exclusivement à leur avantage personnel, et recherchaient par conséquent la faveur du roi.

Quand Dlimi et Oufkir découvrirent peu à peu qu'ils n'avaient à jouer aux yeux du souverain que le rôle de chiens d'attache, et que l'armée n'était pas grand-chose de plus qu'une garde du corps d'Hassan, ils s'amorça en eux un changement. Le roi les utilisait comme marteaux, mais un marteau prend exactement autant de coups que le clou sur lequel il tape, et n'en sort pas non plus indemne en fin de compte. Lorsqu'ils eurent pris pleinement conscience de la déchéance du roi et de son régime, ils se décidèrent à assumer leur responsabilité de citoyens et d'êtres humains en tentant d'abattre la clique au pouvoir.

J'étais moi-même farouchement déterminé à ne jamais me prostituer politiquement, et je ne voulais en aucun cas me laisser atteler à la charrette de la caste néo-colonialiste au pouvoir. Je n'avais jamais été tellement convaincu de l'innocence de Dlimi et Oufkir dans l'affaire Ben Barka. Mais Ben Barka et Oufkir n'étaient pour ma génération que les deux faces de la même médaille; ils s'étaient commis bien trop profondément avec le régime, malgré leur changement ultérieur. Si mon pays devait jamais abattre la monarchie et passer à la démocratie, il serait bien temps alors de se distancier d'Oufkir, et de le combattre au besoin.

Ce qu'Oufkir m'avait rapporté de l'état de la cour m'avait profondément secoué. Le jour vint où je ne fus plus capable de dissimuler mes sentiments et je lui dis : «Vous m'avez fait grand honneur en vous confiant à moi. Je suis prêt à me lancer dans une attaque suicide pour exécuter le roi.» «Non», refusa-t-il, «c'est mon affaire. Je ne suis pas disposé à abandonner à un autre l'honneur d'avoir abattu le tyran.» La haine du potentat terroriste et de l'oppression est très profondément enracinée au Maroc, et Hassan porte la responsabilité de tout ce qui est pourri dans notre pays.

A dater de ce jour, nous fûmes alliés, Oufkir et moi. Je dormais dans une chambre de la villa d'Oufkir à Souissi et, de là, je gagnais tous les matins le stationnement de Moulay-Ismail où je continuais à commander mon unité blindée.

Mon puissant allié était tantôt très loquace, tantôt extrêmement taciturne. Il me parlait souvent de Nasser et de son manifeste idéologique ou «charte nationale» qu'il avait étudié à fond.

Il était d'avis que les base américaines du Maroc devaient disparaître. «La plus grande de toutes ces bases est le palais royal», disait-il. «Très juste», approuvais-je. «Les bases essentielles du néo-colonialisme ne sont plus de caractère militaire comme dans le cas du colonialisme traditionnel, mais de nature économique, culturelle et politique.»

Table des matières:

Nouveaux projets de révolte

Les préparatifs de notre première tentative de putsch commencèrent trois mois après l'insurrection manquée de Skhirat. Tant Oufkir que moi-même avion élaboré toutes sortes de plans. C'est à l'occasion d'une promenade en voiture que le général me mit au courant de l'un de ses projets qui me parut simple et prometteur. «Hassan, qui est aussi commandant en chef des forces armées, vient presque tous les jeudis à l'état-major présider la réunion des commandants de corps. Il y a dans la salle de conférences un coffre-forts scellé dans le mur. J'y enferme un pistolet mitrailleur. Lorsque Hassan entre, il me suffit de saisir l'arme pour pouvoir m'emparer de lui. Je lui ordonne de lever les mains, puis je prononce un discours improvisé dans lequel j'exige son abdication immédiate.»

Il confectionna un croquis qui montrait la disposition de la salle, et sur lequel on pouvait voir où se trouvait le coffre-fort et où prenaient place les commandants de corps et le chef de l'état-major. «Dès qu'Hassan a signé l'acte d'abdication, je dis aux officiers que j'ai agi au nom du peuple. Je suis muni d'un magnétophone sur lequel est enregistré un communiqué que tu rédigeras.

Là-dessus, j'appelle le général Driss Ben Omar, ministre des postes et télécommunications, et lui demande de se mettre à ma disposition. Il y consent certainement avec empressement. Le prince Moulay Abdallah, frère d'Hassan, reçoit lui aussi un appel téléphonique de ma part. Je le fais venir sous un prétexte quelconque et je l'arrête. Pour finir, je convoque les comandants de toutes les unités militaires qui se trouvent dans la région de la capitale.

Pendant ce temps, tu m'attends dans le bureau qui jouxte la salle de conférences. A mon signal, tu fonces avec ta troupe de blindés vers la station de radio et de télévision. Tu t'en empares et, là-dessus, tu diffuses le premier communiqué révolutionnaire dont tu détiens l'enregistrement.»

A l'aide d'un magnétophone simple, acheté dans un magasin de Rabat, j'enregistrai une déclaration en langue arabe que j'avais précédemment soumise au général. Il l'approuva sous réserve de quelques modifications insignifiantes. A sa demande, je donnai un relief particulier aux mots «révolution» et «au service du peuple». Voici les passages les plus importants de cette déclaration :

République islamique du Maroc !

Liberté, démocratie politique et économique, unité islamique !

Au nom de Dieu et du peuple, de la justice et des droits de l'homme, au nom de tous les martyrs, pour le droit à l'autodétermination du peuple et en raison de sa volonté de choisir lui-même la forme de son gouvernement et de décider lui-même de son destin, nous proclamons une république islamique et l'abolition de la monarchie interdite par le Coran !

Nous faisons savoir que le tyran, le dictateur, le fou Hassan a été condamné à mort par un tribunal révolutionnaire provisoire pour les crimes et les assassinats qu'il a perpétrés contre notre peuple, et qu'il a été passé par les armes. Jusqu'à nouvel ordre, un Conseil de la révolution provisoire gouvernera le pays, en attendant qu'un Conseil de la révolution ait été désigné au moyen d'élections générales directes. L'armée a désarmé le roi pour armer la volonté du peuple.

Les hommes qui sont aujourd'hui à la tête de la révolution ne peuvent pas concrétiser les aspirations du peuple par magie. Nous avons fait tomber le roi, c'est tout. C'est au peuple qu'il appartient maintenant d'en finir avec l'oppression et l'exploitation dont se rendent

coupables partout dans le pays des milliers de roitelets. Nous tournerons désormais nos baïonnettes contre les tyrans et non contre le peuple.

Tout était prêt pour le grand jour. C'était un jeudi de novembre. La veille, Oufkir avait déposé le pistolet mitrailleur et le magnétophone dans le coffre-fort. Nous prîmes place dans une auto pilotée par un sous-officier. Nous en descendîmes aux abords de la caserne de l'état-major et fûmes salués par la garde d'honneur. J'étais prêt à tout et rempli d'un enthousiasme farouche. Le calme d'Oufkir m'impressionnait.

Il me serra la main et pénétra dans la salle de conférences. Dans le bureau attenant, j'attendis une demi-heure, peut-être même une heure entière, je ne sais pas exactement, car le temps me paraissait interminable. La porte s'ouvrit enfin. Le général s'avança vers moi et me dit d'un air troublé : «Notre plan tombe à l'eau. Le roi vient de téléphoner pour se décommander.»

Suivirent sept jours d'une attente épuisante pour les nerfs. Mais le jeudi suivant, le monarque ne parut pas non plus à la rencontre fatidique. Ainsi que me l'apprit Oufkir, le roi avait décidé que les réunions auraient lieu désormais au palais royal. «Alors, réglons-lui son compte là-bas», proposai-je. «Beaucoup trop risqué», objecta-t-il. «Nous devons concevoir un nouveau projet.»

Peu avant la fin de l'année, Oufkir invita Hassan à visiter la caserne dans laquelle était stationnée la Brigade légère de sécurité (BLS). A l'évidence, Hassan avait flairé le piège, et il ne parut pas. Une autre fois, nous l'attendîmes en vain à la caserne Moulay-Ismail où était cantonnée ma propre compagnie de blindés. C'était la fête du mouton, «Aid el Kebir». Encore une occasion manquée !

Peu après, à Agadir, Oufkir échappa de justesse à un accident d'hélicoptère. «C'est Hassan qui a fait saboter l'hélicoptère», m'assura-t-il. On dit au Maroc que les hélicoptères servent à faire mordre la poussière aux généraux.

Nous crûmes puvoir remplir notre mission en mars 1972. Hassan devait participer à une conférence au mess des officiers. La salle de conférences comportait aussi un local de projection. Oufkir y cacha son arme. Mais le roi devenu méfiant ne vint pas à la réunion.

La tentative suivante eut lieu début juin 1972. Ce jour-là, le prince Moulay Abdallah donnait dans sa résidence d'été située à dix kilomètres au nord du palais de Skhirat une réception privée, à l'occasion de sa promotion au rang de «représentant personnel du roi». Selon Oufkir, Hassan devait assister à la réception. Un soir de juin,

Oufkir me téléphona pour me demander de me rendre à sa villa de Souissi.

A mon arrivée, il m'apprit que le monarque était attendu au palais d'été d'Abdallah vers vingt-deux heures. avec une escorte de gardes du corps réduite. Il fut décidé que nous déclencherions une attaque surprise en plein milieu de la fête. Notre groupe ne devait comporter que quatre personnes : le général, deux de ses gardes du corps et moi-même.

Je plaçai dans le coffre de la BMW du général quatre fusils mitrailleurs tirés de son arsenal, dont un équipé d'un silencieux, quatre pistolets mitrailleurs, quelques caisses de munitions, deux tenues de camouflage et deux casquettes portant des insignes de grades - nous étions tous quatre en civil. Les invités ne savaient pas que le roi allait les honorer de sa visite.

J'ai déjé indiqué qu'un tribunal militaire secret avait condamné Hassan II à mort pour crimes contre l'humanité, l'islam et le peuple maraocain; le roi devait être exécuté tout au début du coup de main; quant aux autres invités, nous voulions les arrêter. Puis nous irions à Rabat où je devais achever l'opération avec mes troupes blindées.

Au moment où nous nous apprêtions à quitter la chambre à coucher d'Oufkir où nous avions réglé les derniers détails - il était alors vingt-deux heures environ -, le général baisa le Saint Coran et déclara : «C'est pour mon pays que je fais cela.» Après quoi je m'emparai du Coran, y posai la main et jurai d'aller jusqu'au sacrifice de ma vie pour le service de Dieu et du peuple en lutte contre la tyrannie, l'injustice et l'esclavage.

Arrivés à la résidence du prince à Fallouka, sur la route qui conduit de Skhirat à Rabat, nous fûmes épouvantés d'apercevoir devant le bâtiment une bonne douzaine de voitures de police. Quand le roi se déplaçait incognito, il n'était pas, d'habitude, accompagné d'une pareille escorte. L'essentiel des divertissements royaux de ce genre consiste, pour les invités, à se remplir la panse de vin et d'eau-de-vie.

De l'autre côté du palais était garé un camion de soldats appartenant à la garde personnelle du roi. Oufkir, qui n'avait pas été invité, entra seul dans le bâtiment pour reconnaître les lieux. Pendant ce temps, j'attendais dehors. Il revint deux heures plus tard. «C'est techniquement impossible», m'annonça-t-il avec accablement.

Une autre tentative échoua deux semaines plus tard. Elle se rapprochait de la première qui aurait dû avoir pour théâtre la caserne de l'état-major de l'armée. Oufkir avait demandé à Hassan de donner aux officiers une conférence sur la «stratégie moderne» - il faut dire qu' Hassan est fermement convaincu qu'il s'y connaît en stratégie, alors que les seuls ouvrages qu'il a étudiés sérieusement sur le sujet sont «Le Prince» de Machiavel et «Les Protocoles des Sages de Sion», notre roi étant un fervent admirateur de Machiavel et des juifs.

La conférence devait être présentée à la cantine de l'état-major de l'armée. Il était prévu, cette fois encore, qu'Oufkir surprendrait le monarque pendant la réunion; la suite devait se dérouler conformément à notre premier projet. Le roi ne vint pas, on ne sait pourquoi.

Pour que le monde comprenne immédiatement le sens de notre révolution, nous avions projeté d'inviter le jour même du coup d'Etat le journaliste égyptien Mohamed Heykal, qui est un partisan notoire de Nasser. Il était alors rédacteur en chef du journal cairote Al-Ahram. Le mouvement de réveil islamique n'était pas encore à ce moment-là la force révolutionnaire que l'on connaît aujourd'hui. La communauté islamique d'alors était plus proche des monarchies d'Arabie séoudite et du Maroc que des révolutionnaires.

L'absence d'Hassan aux différents rendez-vous s'expliquait principalement par le fait qu'il était trop absorbé par sa vie privée. Ses intérêts principaux sont le haschisch, les femmes et le golf, ce qui signifie qu'il est très occupé et n'a malheureusement plus guère de temps à consacrer aux fastidieuses obligations de la vie publique.

Voici à peu près son programme quotidien habituel : il se lève aux alentours de onze heures, se rend au terrain de golf où il joue jusque vers douze heures trente. Pendant qu'il s'adonne au golf, les ministres et les officiers supérieurs le suivent pour lui faire signer toutes sortes de documents. A seize heures, il reçoit des invités dans le bourdonnement des caméras de télévision - apparaître à la télévision chaque jour est pour lui de toute première importance. Quand vient le soir, il est grand temps de songer aux poules et au hasch. Ces plaisirs l'occupent jusque très avant dans la nuit.

Avant la rencontre au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, qui se tint à Rabat en 1972, le roi fit mettre toutes les unités de l'armée en état d'alerte. Même les officiers furent consignés. Je proposai à Oufkir de tenter un nouveau coup d'Etat le 10 juillet, jour de l'anniversaire d'Hassan, soit un an jour pour jour après la révolte de Skhirat. Une cérémonie devait réunir en grande pompe au palais de Skhirat les invités habituels. Le général rejeta mon projet, mais je me rendis au palais de mon propre chef pour assister à cet honteux anniversaire.

Pour la seconde fois, je me retrouvai au palais en présence de l'exploiteur et considérai son visage sur lequel mille vices avaient laissé leurs traces. Déguisé en cow-boy, il badinait avec ses invités rampants. En guise de mise en train, il leur demanda en français d'observer quelques minutes de silence à la mémoire des victimes de la trahison commise au même endroit l'année précédente.

Le lendemain soir, le roi invita Oufkir à une réception baptisée «Nuit des femmes». A son retour, le général raconta avec le plus profond dégoût qu'Hassan s'était enivré à mort. Il avait baisé la main de toutes les femmes présentes et leur avait ensuite jeté une poignée de joyaux. Ces grandes dames, femmes ou maîtresses de

ministres et de hauts fonctionnaires, s'étaient jetées dessus, se disputant les précieux cailloux. Hassan était à ce point gorgé d'alcool et de drogue qu'il avait peine à tenir sur ses jambes. Il était constamment soutenu par deux gardes du corps qui psalmodiaient inlassablement : «Longue vie à Amir al Mouminen» («au saint commandeur des croyants»).

C'est au cours d'un déjeuner chez Oufkir que furent réglés les derniers détails du projet qui devait entraîner la chute du roi Hassan II. Le monarque devait être contraint à l'abdication le lendemain ou, en cas de refus, être condamné à mort par un tribuanl révolutionnaire secret et exécuté. C'est donc au déjeuner que fut prise la décision définitive : le jour suivant, 16 août 1972, devait être le dernier jour du règne sur le Maroc d'un homme que nous considérions tous deux comme un despote et un tyran, et que nous détestions du fond du coeur.

Cela faisait un an que nous réfléchissions en secret et que nous peaufinions notre projet. L'heure de la chute du dictateur était venue. Les deux hommes attablés étaient d'accord sur tous les détails de l'imminent coup d'Etat; la clandestinité de l'année écoulée nous avait soudés. Notre confiance réciproque était celle de deux hommes plongés dans une situation comportant pour tous deux le danger d'un échec dû à l'erreur ou à la trahison, et d'une longue agonie sous la torture.

Notre but était le même, tout au moins à court terme : abattre le roi. Cependant, même si je saisissais les avantages d'une collaboration, je ne perdais jamais de vue que nous étions en réalité deux être fondamentalement différents : on ne voit guère comment notre collaboration aurait pu survivre, ne serait-ce qu'aux premières heures du triomphe consécutif à une révolution réussie.

La luxueuse villa où nous déjeunions était située dans le quartier chic de Souissi, dans la banlieue de la capitale, Rabat. L'amphitryon était le général Mohamed Oufkir, ministre de la défense et commandant en chef de l'armée, l'homme le plus puissant du Maroc après le roi. Le général Oufkir avait cinquante-deux ans, c'était un Berbère né dans le village d'Ain Chair près de Ksar-Souk dans le Haut-Atlas, où son père avait été chef de tribu.

Moi, son invité, j'étais un jeune lieutenant des troupes blindées âgé d'environ vingt-cinq ans. Je ne connais pas mon âge exact, du fait que le petit village berbère du Maroc du sud où j'ai vu le jour ne tenait pas de registre des naissances. Un an plus tôt, j'étais devenu le plus proche collaborateur du général et son aide de camp, de sorte que mon influence était bien plus grande que ne le laissait soupçonner mon rang d'officier subalterne.

En ce jour fatidique, nous étions tous deux obligés de nous fier l'un à l'autre, car nous avions décidé de collaborer dans une opération qui pouvait nous coûter la vie à tous deux, si elle était éventée. Et pourtant : à peine plus d'un an auparavant, le général Oufkir avait été l'homme que je détestais le plus au monde à part le

roi.

Oufkir représentait alors tout ce que j'abhorrais le plus : l'arbitraire, le despotisme, l'oppression et tout particulièrement l'immoralité. Le général couvrait un système qui était en contradiction avec toutes les valeurs fondamentales de la foi islamique, qui ne parlent ni de rois ni de princes, mais d'hommes égaux en condition.

Le général était à la tête d'une armée qu'on n'engageait pas où, à mon point de vue, il aurait fallu l'engager, à savoir dans la lutte pour l'unité des musulmans et des Arabes, pour les droits des Palestiniens et contre l'occupant, l'Etat d'Israël.

Non, les forces armées étaint retenues au Maroc pour protéger l'injustice et la stagnation, et aussi pour étouffer la moindre ébauche de protestation populaire contre des maux sociaux qu'on pouvait littéralement toucher du doigt si l'on prenait seulement la peine de s'éloigner de quelques centaines de mètres du palais royal pour pénétrer dans l'effroyable bidonville de Chella, situé dans une vallée, juste au pied des murs du palais; ou si l'on mettait les pieds dans le quartier misérable de Jaacob el Mansour, en bas, près de la plage, où trente-cinq mille personnes tentent de survivre à quelques kilomètres seulement du quartier chic.

Oui, les injustices étaient manifestes pour quiconque voulait les voir. Les gens vivaient dans l'avilissement le plus profond et tout espoir leur était interdit. Ils avaient peur du lendemain : leur existence pouvait prendre fin brusquement sans laisser la moindre trace, et rien n'indiquerait alors qu'un être avait vécu et respiré là, qu'il avait osé espérer en un monde plus juste, libéré des soucis. L'existence de ces gens s'apparentait à une lumière vacillante qui pouvait s'éteindre d'un instant à l'autre, car les sbires du roi pouvaient les découvrir et leur demander compte de leur aspiration à une vie meilleure.

Depuis que, étudiant, j'avais acquis au milieu des années soixante une conscience politique, j'avais détesté, combattu et redouté Oufkir. Il avait été dans un premier temps chef de la police. En 1965, il avait conduit les troupes chargées de réprimer une révolte spontanée en faveur des droits de l'homme, de davantage de pain et peut-être aussi d'un peu plus de liberté. J'avais moi-même été arrêté à l'époque et torturé pour avoir été l'un des meneurs.

Et voici que le 15 août 1972 j'étais attablé en face du même Oufkir et discutais les derniers détails d'un projet destiné à mettre fin à la tyrannie, d'un projet que le général lui-même avait élaboré. C'est Oufkir qui avait changé, pas moi.

Nous étions maintenant associés dans une aventure qui pouvait se terminer pour nous par le supplice et la mort. Dans vingt-quatre heures, nous pouvions être morts tous les deux. Mais si notre audacieuse entreprise

était couronnée de succès, nous nous retrouverions inévitablement adversaires. Notre position, notre expérience, nos convictions idéologiques étaient par trop différentes. Oufkir était un homme du passé. J'incarnais l'avenir. J'étais prêt à m'allier avec le diable lui-même si cela pouvait conduire à la chute du régime de tyrannie du Maroc, ai-je pensé plus tard.

Nos propos de table nous avaient permis de régler un point obscur de notre projet. Le roi avait fait savoir qu'il rentrerait le lendemain par avion d'un voyage en France. Oufkir avait appris la nouvelle dans le courant de la matinée.

Le plan de rechange consistant à attaquer le bateau du monarque pouvait donc être classé. La responsabilité de l'action incombait dès lors à l'aviation militaire. Au moment où le Boeing 727 du roi Hassan approcherait de la côte marocaine, trois avions de combat devaient le rejoindre comme pour lui servir d'escorte. Mais l'ordre des pilotes était de contraindre l'avion du roi à se poser sur l'aérodrome militaire de Kenitra. Là, les troupes rebelles devaient décider du sort du souverain.

Pour clore le déjeuner, nous récitâmes, selon le rite ancien, la sourate Al Fatiha.

A six heures du matin le 16 août 1972, les premiers rayons du soleil tombèrent sur les treize chasseurs stationnés sur l'aérodrome de Kenitra, à douze kilomètres au nord de Rabat. C'était un temps idéal pour voler.

Les appareils étaient des avions américains de type Northrop F. 5. C'étaient presque tous des chasseurs mis à la disposition de l'armée de l'air marocaine. Ils étaient armés de canons fixes qui constituaient une arme de premier ordre pour les attaques sur des objectifs terrestres, mais étaient nettement moins adaptés aux combats aériens.

De tout le personnel de la base aérienne, y compris les quatre cent cinquante militaires du secteur américain chargés, notamment, de la formation des pilotes marocains, un seul homme était au courant du coup d'Etat tout proche. Cet homme était le major Kouera, commandant du secteur marocain de la base.

La veille au soir, Kouera et l'un de ses supérieurs, le commandant en second de l'armée de l'air Mohamed Amkrane, avaient rencontré le général Oufkir dans un bar de Casablanca pour recevoir les dernières instructions que j'avais préparées avec Oufkir. Kouera et Amkrane étaient nés l'un et l'autre dans le Rif, région montagneuse déshéritée du nord du Maroc.

Tous deux étaient berbères, et ils n'avaient pas oublié la brutalité avec laquelle l'ancien prince héritier et commandant en chef de l'armée aujourd'hui roi avait réprimé, en 1958, une tentative de soulèvement de la population locale. Ce fut la dernière des nombreuses révoltes parties du Rif contre le pouvoir central

néocolonialiste. Il n'avait pas fallu beaucoup de force de persuasion pour les enrôler dans le mouvement de résistance des «officiers libres».

Amkrane avait eu connaissance du plan de l'«Opération survol» en avril déjà. Il avait alors annoncé à Oufkir qu'il ne pourrait pas piloter de F 5 en raison de l'aggravation de sa néphrite. Il avait proposé de se faire remplacer par le commandant de la base aérienne de Kenitra, le major Kouera.

Le 15 août, la veille du putsch donc, ils s'étaient réunis tous trois chez Madame Lazrak, épouse d'un ancien ministre des finances. Oufkir avait révélé les derniers détails du projet, ajoutant que le succès était assuré à cent cinquante pour cent. Toutefois, en cas de complication, Oufkir se trouverait à l'aérodrome de Rabat-Salé et prendrait lui-même en main le commandement des troupes du champ d'aviation.

Restaient deux autres militaires stationnés à la base aérienne, le capitaine Lhjad Larabi et le lieutenant Hassan Midawi, qui ignoraient encore en ce matin fatidique du 16 août qu'ils avaient été choisis pour piloter les deux autres avions de l'escorte.

Pour des raisons de sécurité et de strict maintien du secret, Oufkir et moi avions décidé de ne mettre au courant du projet que les participants directs à l'opération. A part Oufkir et moi, seuls Amkrane et Kouera connaissaient l'«Opération survol».

Durant la nuit du 15 au 16 août, le général Oufkir n'avait pas fermé l'oeil. Il était resté debout jusqu'à l'aube, puis était parti sans un mot pour Temara, tout près de Rabat, au sud. Il avait regagné sa villa de Souissi vers onze heures.

En compagnie du commandant en second del'armée de l'air Amkrane, il avait rencontré le colonel Lyoussi, commandant en chef des forces aériennes. Le colonel Lyoussi s'était laissé persuader d'envoyer trois appareils F 5 escorter le roi à son retour au Maroc.

Au château du roi Hassan, près de la ville de Beauvais, à vingt-quatre kilomètres au nord de Paris, on préparait ce matin-là le retour au Maroc. Le monarque avait passé trois semaines au château dans le cadre d'une visite privée.

Il était accompagné, notamment, du colonel Ahmed Dlimi, commandant des aides de camp royaux et ancien chef suprême de la police. En comptant les courtisans, les concubines, les membres du gouvernement et les gardes du corps - ces derniers commandés par un mercenaire français, le commissaire Sassia - c'étaient bien cent personnes qui, les vacances d'été terminées, allaient rentrer au Maroc avec le roi.

Ce jour-là, je me levai comme d'habitude à six heures et pris mon petit déjeuner. Je ne vis pas le général de la matinée. Après le petit déjeuner, je gagnai le stationnement au volant de ma Fiat. Sur le siège arrière se trouvait ma tenue de campagne verte que j'allais endosser au stationnement. Je pensais à ce que le général avait dit en me réveillant à trois heures et demie. Il venait de rentrer de Casablanca où il avait eu une ultime conversation avec Amkrane et Kouera dans un bar de l'Avenue Hassan II.

«A la grâce de Dieu», avait dit le général. «Tout est prêt et la situation se présente bien.» Il avait voulu entendre une dernière fois l'enregistrement du communiqué que j'avais rédigé et dont nous comptions donner lecture à la radio après la réussite du coup d'ETat.

Curieusement, je n'éprouvais ni nervosité ni crainte. Au contraire, je me sentais heureux. Toute ma vie, j'avais attendu ce jour qui me verrait participer à la chute du régime tyrannique qui opprimait le Maroc. Aussi étais-je rempli d'enthousiasme, quoique extérieurement tout à fait calme et froid.

Je n'envisageais aucunement la possibilité d'un échec. Il paraissait aller de soi que tout se déroulerait conformément au plan. La perspective de participer en personne au changement du cours de l'histoire de mon propre pays m'emplissait d'un sentiment fantastique et j'étais reconnaissant à la destinée du rôle qu'elle m'attribuait. C'est avec joie que j'acceptais tous les risques pour libérer mon pays de la domination des fripouilles qui le tenaient asservi.

Je passai les heures de la matinée à vérifier la quantité de munitions dont disposait mon unité composée de dix-sept véhicules blindés du type EBR. J'ordonnai ensuite à mon ordonnance d'inspecter les hommes, le matériel et les armes. Ce faisant, je m'efforçais de donner l'impression qu'il s'agissait d'une simple affaire de routine. Il ne se passa plus rien de particulier jusqu'au déjeuner avec Oufkir.

A deux heures, ayant mangé, nous convînmes que je devais retourner à la caserne comme prévu, pour m'y tenir prêt avec mes véhicules. Le général devait gagner l'aérodrome de Salé à une quinzaine de kilomètres au nord de Rabat. Il devait se rendre directement à la tour de contrôle et y attendre que le contact radio avec le Boeing du roi soit établi.

Ausitôt annoncé le succès de la première phase de l'opération, il devait venir me rejoindre à la caserne Moulay Ismail qui dépendait également de l'état-major des troupes blindées de l'armée. C'est là que le putsch devait être déclenché. Dès l'arrivée d'Oufkir, je devais prendre le commandement de la caserne et arrêter le commandant des forces blindées, le colonel Hatimi, s'il y apparaissait. Sa capture ne devait présenter aucune difficulté.

D'autres «officiers libres» devaient venir d'autres villes pour nous apporter leur concours et je devais leur

indiquer les arrestations à effectuer. Compte tenu de l'état d'esprit de l'armée et du peuple, nous comptions que tout le monde se joindrait à la révolte pour peu que quelqu'un la mette en branle. C'est notre base qui devait jouer ce rôle. Une fois le roi évincé, il n'y aurait plus à craindre de résistance sérieuse. Oufkir était, sur le papier tout au moins, commandant en chef des forces armées, et il était avec nous.

Ministre de la défense depuis un an, Oufkir était devenu très populaire parmi les jeunes officiers. Je devais arrêter les officiers dirigeants de la caserne Moulay Ismail, puis prendre le commandement des quarante tanks, des mille hommes et des vingt «officiers libres» qui devaient venir renforcer nos effectifs à partir d'autres unités. Nous avions prévu qu'Oufkir mettrait toutes les unités de l'armée, y compris celles de la capitale, en état d'alerte.

J'étais à peine rentré à la caserne, le déjeuner terminé, que les premières consignes arrivaient, et je pus donner l'ordre d'équiper les chars de munitions de combat sans que personne ne s'en étonnât. L'ordre arriva du quartier général à quatorze heures trente. Avant de quitter le QG pour gagner l'aérodrome, Oufkir téléphona au colonel Hatimi, commandant des forces blindées, pour l'envoyer à l'aérodrome où nous voulions rassembler toutes les personnalités dirigeantes et les ministres, sous couleur d'accueillir le roi, ce qui nous premettrait de les arrêter tous ensemble aussitôt le roi en notre pouvoir.

Je causais avec quelques officiers et plaisantais avec eux à porpos du putsch de Skhirat. Il fallait que tout parût normal, routinier, et pourtant j'éprouvais le sentiment déchirant que les choses allaient mal tourner. La décision d'envoyer les trois pilotes ne me plaisait guère. Qui pouvait donc exclure que le roi aurait vent de toute l'affaire par contact radio durant le vol et qu'il donnerait alors l'ordre de poser l'avion ailleurs ?

«Je vois une meilleure solution», avais-je dit à Oufkir au cours du repas. «Laissons le roi atterrir sans entrave à l'aéroport de Rabat-Salé que j'aurai déjà cerné avec mon unité blindée. Je l'arrêterai alors moi-même à l'aéroport avec tous les ministres et officiers supérieurs qui l'attendront. Nous les enfermerons dans un hangar à avions jusqu'à ce que nous ayons la situation en main. Tout le monde pourra assister à l'arrestation du roi et comprendra alors que c'en est fait de son pouvoir.»

Oufkir avait rejeté cette proposition. Si les trois pilotes ne parvenaient pas à contraindre l'appareil du roi à l'atterrissage, ils l'abattraient purement et simplement, avait-il déclaré. «Il n'y a pas l'ombre d'un danger d'échec. Notre plan est sûr à cent cinquante pour cent», avait dit Oufkir. Ce furent ses dernières paroles avant que je ne reparte pour la caserne Moulay Ismail. Dès quinze heures, installé dans mon char, j'attendais la nouvelle escomptée.

A la même heure, le commandant en second de l'armée de l'air, le lieutenant-colonel Mohamed Amkrane, se

trouvait dans la tour de contrôle de la base aérienne de Kenitra, à la tête d'un groupe d'officiers. De là, ils pouvaient entendre ce qui se passait dans l'espace aérien séparant Kenitra de la Méditerranée. Le major Keroua et deux autres jeunes officiers s'étaient déjà envolés à la rencontre du Boeing du roi.

Table des matières:

Coup d'Etat manqué

Le 16 août 1972 aux alentours de seize heures, le Boeing 727 privé du roi, un avion civil ayant appartenu à la compagnie aérienne marocaine «Royal Air Maroc» (RAM) , survole la côte marocaine près de la ville de Tetouan, en provenance de France via Barcelone, avec à son bord cent passagers - le monarque et sa cour.

Le pilote civil, Mohamed Kabbj, voit soudain approcher trois chasseurs du type Northrop 15. Les appareils forment une escorte de protection pour l'avion royal. Assis à son bureau, Hassan II joue aux cartes avec le mercenaire français Sassia, son garde du corps. Le major Keroua, qui pilote un des trois appareils, donne à Kabbaj par radio l'ordre d'atterrrir à l'aérodrome militaire de Kenitra, mais Kabbaj s'y refuse, après avoir consulté le roi.

Brusquement, les trois chasseurs attaquent le Boeing à la mitrailleuse. La partie inférieure du Boeing et l'un de ses moteurs sont endommagés, mais il réussit à poursuivre son vol. Quittant précipitamment son bureau , le roi se hâte de rejoindre le pilote dans le cockpit. Il se saisit du microphone de la radio.

Entrant en communication avec les pilotes des avions attaquants, il se fait passer pour l'opérateur radio du Boeing. «Le roi est grièvement blessé et à l'article de la mort.», dit-il en demandant la permission d'atterrir à

l'aéroport de Rabat-Salé, afin que soient évités d'autres dégâts et d'autres pertes en vies humaines.

Il devait s'avérer plus tard que les soldats chargés d'équiper les chasseurs en munitions avaient confondu les fusées explosives et les munitions d'exercice. En outre, la mitrailleuse de Kouera s'était enrayée. Dans un ultime effort désespéré pour le forcer à atterrir, Kouera tenta d'éperonner le Boeing avec son propre avion, mais sans succès. Son chasseur fut gravement endommagé, lui-même s'éjecta et descendit en parachute.

Blessé et souffrant d'une fracture, il fut immédiatement appréhendé par la police au voisinage d'Oulad Khalifa, et conduit prisonnier à Rabat

sur les chapeaux de roues. Les deux autres avions de chasse regagnèrent la base aérienne de Kenitra pour charger des munitions de guerre.

L'appareil du roi atterrit à Rabat-Salé grâce au seul moteur encore en état de fonctionner. Il était alors seize heures dix. Hassan était muet de terreur et totalement désorienté. Il débarqua, inspecta une garde d'honneur qui attendait là, puis se retira dans le bâtiment principal de l'aérodrome où il resta environ cinq minutes.

Vers seize heures quarante, quatre chasseurs firent leur apparition et se mirent à mitrailler les bâtiments de l'aéroport et les pistes d'atterrissage. Les avions attaquaient par vagues successives. Huit personnes furent tuées, et quarante-sept autres blessées, dont quatre ministres membres de la délégation venue accueillir le monarque. Hassan, son frère, le prince Moulay Abdallah et un groupe de policiers s'étaient réfugiés dans un bois proche de l'aérodrome. Puis Abdallah et les policiers prirent le chemin de l'ambassade de France, pendant que le roi lui-même cherchait asile à l'ambassade du Liban.

Pendant ce temps, huit autres avions de la base aérienne de Kenitra - placée sous les ordres du colonel Amkrane - s'attaquaient au palais royal de Rabat. A seize heures quarante-cinq, huit chasseurs surgirent dans le ciel de Rabat et se mirent à bombarder le palais royal. Les deux pilotes qui avaient accompagné Kouera et regagné Kenitra. après l'attaque manquée contre le Boeing. pour charger de la munition à balles avaient ordonné à dix autres avions de les suivre pour tenter d'intercepter tout de même le Boeing. Mais celui-ci avait atterri depuis longtemps. Ils essayaient dès lors d'attaquer le roi là où il était présumé se trouver : à l'aéroport ou au palais.

A la suite de l'attaque aérienne contre le palais royal et ayant appris l'échec de l'opération, le commandant en second de l'armée de l'air Mohamed Amkrane et le lieutenant Hassan Midawi, qui avaient été mêlés tous deux à l'attaque contre le Boeing et le palais, quittèrent l'aérodrome de Kenitra à bord d'un hélicoptère dont les trois membres d'équipage avaient reçu l'ordre de rallier Gibraltar. A l'arrivée, les trois hommes de l'équipage

expliquèrent à l'officier britannique qui les recevait qu'ils n'avaient rien à voir avec la tentative de putsch et voulaient regagner le Maroc sans délai.

Amkrane et Midawi demandèrent l'asile politique à la Grande-Bretagne. Le gouvernement marocain exigea en revanche leur extradition immédiate. Ils furent gardés en détention jusqu'à ce que le gouverneur de Gibraltar, Sir Varyl Begg, prît la décision, après consultation avec le ministère des affaires étrangères de Londres, de les extrader, au motif que la présence des deux officiers marocains à Gibraltar «n'était pas dans l'intérêt général», de l'avis du gouvernement conservateur anglais.

Les cinq Marocains furent rapatriés à bord d'un avion de la Royal Air Force, aussitôt tombée la décision de renvoi, le soir du 17 août. Quelques mois plus tard, Amkrane et Midawi allaient être collés au mur avec onze autres pilotes.

A son arrivée au Maroc, Amkrane fut conduit au palais devant le roi. «Tu es un cadavre ambulant», lui dit Hassan. «Savais-tu que tu n'avais plus que dix-huit mois à vivre ? - «Je savais bien que je devais mourir un jour comme tout le monde, mais la date de ma mort ne m'était pas connue», répliqua l'officier. Interrogé sur l'instigateur de l'attentat, Amkrane répondit qu'il avait reçu ses ordres du général Oufkir.

Le ministre de l'intérieur Mohamed Benhima raconta quelques jours après l'attentat que lui-même et les autres ministres venus accueillir le roi à l'aérodrome avaient été extrêmement surpris de voir le général Oufkir les quitter brusquement pour se rendre à la tour de contrôle. A son atterrissage, le roi avait réclamé la présence immédiate d'Oufkir, mais ce dernier était déjà sur le chemin de la caserne Moulay Ismail.

J'étais assis dans mon char dans la cour de la caserne. Il était entre seize et dix-sept heures. Je disposais d'une mitraillette et d'une masse de grenades à main, et j'étais farouchement décidé, au besoin, à résister avec ma compagnie des jours entiers. Mais qu'était-il arrivé ?

Vers quatre heures et demie, je vis tout à coup Oufkir, accompagné d'un capitaine, franchir à toute vitesse le portail de la caserne à bord une automobile noire. Je n'avais aucune idée des événements des dernières heures. Je crus que l'opération avait réussi et qu'Oufkir me rejoignait pour la suite du programme. Comme Oufkir descendait de voiture, j'entendis quelqu'un l'appeler d'un bureau voisin et lui annoncer que le roi le demandait au téléphone. Je vis Oufkir entrer dans ce bureau d'un air nerveux, sans savoir, naturellement, ce qu'il disait au roi. Deux minutes plus tard, il remontait précipitamment en voiture et quittait l'aire de la caserne sans m'avoir seulement adressé la parole.

Je ne comprenais rien à ce qui se jouait et me trouvais condamné à l'attente : je n'osais pas prendre d'initiative,

de peur de compromettre toute l'affaire. Un quart d'heure plus tard, à peu près, je vis huit avions attaquer le palais à la roquette.

Au Maroc, le palais royal de Rabat symbolise la corruption, l'exploitation et l'oppression. C'était une expérience extraordinaire que de pouvoir assister en direct au bombardement de ce symbole de la pourriture. Certes, cela n'entrait pas dans le projet initial, mais je crus qu'Oufkir en avait décidé spontanément, sans m'en informer.

Mes camarades officiers, retenus à la caserne, s'approchèrent de moi pour me demander ce que tout cela signifiait. «N'y a-t-il rien que nous puissions faire ? Faut-il que nous restions là à traînasser et à bayer aux corneilles ?» me demandèrent-ils plaintivement. Mais je gardai mon secret.

J'appris plus tard ce qui s'était passé. Alors qu'Oufkir se trouvait à la tour de contrôle de l'aéroport de Rabat-Salé, il avait appris par un message radio en provenance de l'avion royal qu'Hassan était mort. Selon notre plan, il devait alors me rejoindre. Je devais prendre le commandement de la caserne, puis m'emparer de la station de radio, après quoi je diffuserais notre déclaration et Oufkir donnerait ses instructions à toutes les unités de l'armée.

Mais, pendant qu'Oufkir parcourait les quinze kilomètres qui séparaient l'aéroport de ma caserne, le Boeing avait atterri. Alors qu'il survolait le Rif, au nord du Maroc, il avait reçu de Kouera l'ordre de se poser à Kenitra. Comme on l'a vu, le pilote avait refusé d'obéir et Kouera avait tenté d'abattre l'avion royal. Par radio, il avait dit aux deux autres pilotes : «Je sacrifie ma vie à mon pays et à mon peuple.»

Il avait compris qu'une erreur fatale avait été commise dans l'approvisionnement des chasseurs en munitions. Il avait bien donné l'ordre d'équiper les avions de munitions de combat explosives, mais, étant le commandant, il ne l'avait pas fait lui-même. On peut seulement supposer que les simples soldats chargés d'exécuter l'ordre s'étaient trompés. C'étaient des analphabètes et ils pouvaient avoir choisi la mauvaise caisses de munitions, à moins qu'ils n'eussent mal compris l'ordre et pensé qu'il s'agissait d'un exercice ordinaire.

Kouera ne contrôlait jamais l'exécution de ses instructions et ç'avait été une erreur fatale. Si son chasseur avait été équipé de fusées explosives et de munitions de guerre, une seule fusée ou une seule salve de mitrailleuse aurait suffi à abattre le Boeing.

Après qu'il eut sauté en parachute, les deux autre pilotes, ayant eux aussi manqué leur attaque contre l'avion royal faute de munitions appropriées, avaient regagné la base aérienne. La nouvelle du putsch s'y était répandue comme une traînée de poudre et les autres pilotes avaient porté un toast à la «République islamique». Dix

d'entre eux avaient pris l'air à bord de leurs avions; c'est à leur attaque contre le palais que j'avais assisté. Il s'était donc agi d'une action improvisée qui m'avait surpris et déconcerté, tout comme Oufkir, certainement.

Comme je l'ai dit, pendant qu'Oufkir se dirigeait vers ma caserne, le roi avait atterri. Lui et son frère avaient quitté l'aéroport presque aussitôt. Le monarque s'était réfugié à l'ambassade du Liban, son frère à l'ambassade de France. Entre-temps, les chasseurs avaient attaqué l'aéroport et le palais, l'idée étant qu'Hassan y avait cherché asile.

Le téléphone avait sonné à la caserne au moment précis où le général Oufkir y faisait son entrée. L'appel provenait du roi, bien vivant. Comment diable avait-il pu savoir qu'Oufkir se trouvait là ? L'avait-il simplement deviné ? Mon stationnement était le plus grand et le plus important de Rabat. L'appel du roi coïncidant avec l'arrivée d'Oufkir pouvait être l'effet du hasard.

Qu'a-t-il pu se passer alors dans la tête d'Oufkir ? Nul ne le sait et toute spéculation serait oiseuse. Mais, en tout cas, il a dû comprendre que la première phase de notre plan avait été un échec total, de sorte qu'on ne pouvait passer à la seconde sans autre forme de procès. Oufkir m'a-t-il ignoré pour éviter d'attirer l'attention sur moi ? A-t-il pensé que le roi ne savait pas que lui et moi étions les instigateurs du putsch ? Ou a-t-il voulu savoir, avant toute chose, où se trouvait Hassan, afin de commencer par le liquider ? Il se peut qu'il ait agi ainsi. Quoi qu'il en soit, Oufkir se rendit au quartier général de l'armée situé juste à côté du palais.

Il se peut qu'il ait cru que l'attaque des avions visait non seulement le palais mais aussi le quartier général. Aussi se réfugia-t-il avec d'autres officiers dans l'abri antiaérien du QG. Peut-être aussi a-t-il pensé, les attaques aériennes ayant eu lieu sans son accord, que nous autres jeunes officiers tentions à son insu un putsch parallèle.

En voyant les chasseurs attaquer le palais, j'avais été moi aussi heureux et furieux à la fois, car j'avais soupçonné un instant qu'Oufkir avait ordonné tout cela derrière mon dos. Nous nous défiions l'un de l'autre comme s'étaient déjà défiés l'un de l'autre Ababou et Madbouh treize mois plus tôt, à l'occasion du putsch de Skhirat !

Quoi qu'il en soit, le désordre était total. Je restai auprès de ma compagnie de chars pour apprendre autant que possible ce qui s'était réellement passé. L'annonce que le major Kouera était tombé aux mains de la police apporta quelque lumière dans l'obscurité. Kouera était blessé et souffrait d'une fracture de la jambe. On l'amenait de suite à Rabat.

Officiellement, Oufkir était toujours commandant en chef de l'armée; il fit mine de ne pas connaître l'auteur de l'attentat. Mais Kouera fut torturé au palais et avoua qu'Oufkir était l'instigateur de la tentative de putsch. Le roi

fit alors semblant de son côté d'ignorer l'identité du meneur. Il entra en communication téléphonique avec Oufkir, sans lui dire, naturellement, où il se trouvait, ni lui révéler que Kouera était en son pouvoir et avait «chanté». Hassan ordonna à Oufkir d'arrêter les putschistes.

Il était alors entre dix-huit et dix-neuf heures. Les choses évoluaient désormais très vite. Oufkir essaya de gagner du temps en prétextant être à la recherche des officiers coupables de l'attaque. Il avait appris qu'Amkrane et l'un des deux officiers qui avaient attaqué l'avion avec Kouera s'étaient enfuis à Gibraltar par hélicoptère, et en avait déduit que Kouera devait être mort. Il était bien persuadé - et moi aussi au début - que Kouera avait trouvé la mort dans la chute de son avion.

Aux environs de vingt heures, le commandant des troupes blindées, le colonel Hatimi, se présenta à ma caserne en provenance du palais. Il convoqua les officiers et nous annonça que des traîtres avaient attaqué l'avion royal, mais qu'une partie d'entre eux étaient déjà sous les verrous, et que la situation était sous contrôle. Selon toute vraisemblance, Hassan avait ordonné à Oufkir de se trouver au palais de Skhirat à ce moment-là. Oufkir obéit à l'injonction. Pourquoi au monde le fit-il ? Comptait-il assassiner lui-même le roi ? Ou voulait-il poursuivre son jeu ?

La nuit était tombée. Je donnai mes consignes à mes soldats. Personne ne devait s'approcher de notre unité blindée. Ils ne devaient obéir à personne d'autre qu'à moi. J'essayai d'atteindre Oufkir par téléphone, mais il n'était ni chez lui ni au quartier général.

Parallèlement, je faisais de mon mieux pour m'informer de la situation par l'intermédiaire des postes émetteurs étrangers. Au Maroc, la presse, la radio et la télévision sont à la solde du mensonge d'Etat. C'est le cas, on le sait, dans toutes les dictatures. Tous les media marocains sont aux ordres du roi. Pour obtenir des informations relativement objectives sur l'état du pays, on recourt à des postes émetteurs étrangers comme la BBC ou France Inter. Il n'est pas rare actuellement qu'on m'appelle à Stockholm de Rabat pour me demander s'il y a du nouveau au Maroc ! Cependant, la plupart du temps, les media étrangers ne font eux-mêmes état que des nouvelles «officielles» qu'on leur a livrées en priorité.

A une heure du matin, j'entendis sur un émetteur français qu'une tentative de putsch avait eu lieu au Maroc. Selon la radio, cette tentative avait été le fait d'officiers de l'armée de l'air. Le général Oufkir s'était suicidé. La nouvelle me secoua violemment. Il me fallait dés lors prendre une décision de toute urgence. Si Oufkir avait réellement attenté à ses jours sans que le roi ne sût rien du rôle que j'avais joué, je pouvais continuer à servir dans l'armée, pensai-je. La radio marocaine ne parlait pas des événements.

De grand matin, je quittai la caserne par une porte de derrière peu connue. Je traversai un hôpital voisin pour

me rendre à ma voiture qui était parquée dans un garage proche, et pris le chemin du domicile d'Oufkir.

Comme de coutume, un garde en défendait l'entrée. «Le général est-il chez lui ?», demandai-je. Horrifié, j'entendis le garde me répondre : »Quel général ?» «Oufkir», répliquai-je. «Oui, ils ont ramené son cadavre cette nuit. Vous pouvez aller le voir.»

J'entrai. La première personne que j'aperçus fut le frère d'Oufkir, Moulay Hachem, mortellement triste, comme il se doit. Je rencontrai aussi Coco, la domestique noire. Muette et en pleurs, elle m'accompagna dans la «chambre arabe» où le général Oufkir gisait mort sur un lit. Il était couché sur le dos, recouvert d'un drap blanc. Je rabattis le drap et vis abondance de sang. Un de ses yeux avait été projeté hors de son orbite par un cou de feu tiré par derrière, comme je pus le constater. Un beau suicide ! Le cadavre était criblé d'au moins cinquante balles. Aucun suicidé n'a jamais réussi un tour pareil.

Je demandai à Coco ce qu'était devenue la serviette du général. Cette dernière contenait bien sûr l'enregistrement de notre communiqué et le texte complet que j'avais écrit à la main. Cette pièce à conviction ne devait évidemment pas tomber en de mauvaises mains. Mais Coco n'avait pas vu la serviette. Je demandai aux deux gardes du corps d'Oufkir un compte rendu des événements. Ils me racontèrent qu'ils avaient accompagné le général au palais, mais qu'on leur avait ordonné d'attendre dehors. Au bout d'une heure environ, le général Sefrioui, commandant de la garde royale noire, les avait rejoints et leur avait enjoint de se retirer. Le général viendrait plus tard, leur avait-il dit.

Une heure après leur retour à la villa du général à Souissi, une ambulance était arrivée, dans laquelle se trouvait notamment Hsouni, policier spécialisé dans la torture. Il avait été l'un des assassins de Ben Barka. Il ramenait le cadavre d'Oufkir.

Table des matières:

La fuite

Je compris que je n'avais pas une minute à perdre. Ils avaient l'enregistrement et savaient tout. La bande n'était pas dans la voiture, que j'avais fouillée moi-même. Elle se trouvait, je le savais de science certaine, dans la serviette du général.

Il y avait dans ma chambre de la caserne quelques documents secrets qui pouvaient compromettre d'autres officiers, mes amis. C'est pour cette raison que je regagnai la caserne où je pénétrai par le chemin que j'avais emprunté pour la quitter. Je m'apprêtais à brûler mes documents quand le commandant des troupes blindées fit son apparition pour m'annoncer que le degré de préparation avait été abaissé. Je devais ordonner à mes hommes de déposer les armes et leur accorder quarante-huit heures de permission.

Je dis à mon officier d'ordonnance que ma compagnie ne devait accepter d'ordres que de moi-même et qu'elle devait attendre mes consignes. Puis je brûlai les documents dans le lavabo. Ensuite, je donnai à mon officier d'ordonnance l'ordre d'inspecter les soldats et de recueillir les armes. Quant à moi, lui expliquai-je, je devais passer aux toilettes avant d'assister à l'inspection. Les toilettes donnaient sur la sortie côté hôpital. Elle était pourvue d'un poste de garde. J'apostrophai la garde et lui passai un savon pour manque de vigilance. Il fallait qu'elle crût que j'étais en tournée d'inspection.

En quittant la caserne, mon premier soin fut de me rendre chez mon amie française. Je n'avais pas d'argent sur moi et il me fallait par conséquent lui emprunter une petite somme. Je lui fis mes adieux et conduisis ma voiture à un garage situé hors de la ville. J'y troquai mon uniforme contre un maillot de bain, des jeans et un pullover. J'abandonnai également mon pistolet et tous les papiers susceptibles de révéler mon identité.

Je devais apprendre beaucoup plus tard que la police avait envahi le logement de mon amie et m'y avait guetté pendant des jours, armée jusqu'aux dents. On espérait bien que je finirais par y apparaître.

Mon amie fut arrêtée et interrogée, mais on la libéra sur l'intervention de l'ambassadeur de France. Elle n'avait pas été mêlée à mes projets et les policiers durent la relâcher. Mais il lui fut provisoirement interdit de quitter le pays. Elle a cru longtemps que j'étais mort.

Après avoir quitté le garage, je pris un taxi à destination d'un bidonville nommé Yakoub-el-Mansur. Ce fut la première étape de ma fuite.

Je longeai la côte vers le sud, loin de la capitale. La plage était pleine de joyeux baigneurs qui ne se préoccupaient pas le moins du monde des événements du jour précédent, mais faisaient les fous dans le sable et se rafraîchissaient dans les vagues. Vêtu de mon seul maillot de bain, je m'éloignais toujours davantage vers le sud, mes jeans et mon pullover à la main. C'était tout ce que j'emportais dans ma fuite. J'avais abandonné tout le reste : mon travail, mon salaire, mon appartement, mon automobile et ma riche bibliothèque, mais pas mes rêves audacieux d'un avenir plus conforme à la dignité humaine et d'un monde meilleur.

Mais ces rêves ne me faisaient pas oublier les problèmes pratiques que je devais affronter. Tout au long de la journée, je longeai la côte en évitant autant que possible les grands axes. La police et l'armée avaient sans aucun doute établi des barrages routiers un peu partout.

Ma première idée avait été de chercher refuge au sud, dans le Sahara. Je pourrais peut-être y vivre parmi les Bédouins, jusqu'à ce que la situation s'améliore. Je me souvenais des Bédouins du Sahara qui passaient à proximité de mon village natal. Mon père leur offrait de reprendre gratuitement les maisons et les champs abandonnés par les villageois partis pour la ville. Les Bédouins remerciaient et déclinaient : ils avaient pour seul bien leur liberté et ne voulaient pas se laisser enchaîner à une portion de terre et de béton.

Je n'avais donc pas de but vraiment défini. Je ne m'étais de ma vie trouvé dans pareille situation et il ne m'était jamais venu à l'esprit que la chose pût se produire. Les événements s'étaient déroulés à une vitesse inouïe, et je n'avais pas songé un seul instant que le putsch pût échouer et moi m'en sortir vivant. La victoire ou la mort, telle avait été l'alternative.

Je savais que je devais essayer de quitter le pays, mais cette perspective me semblait aussi illusoire qu'un voyage vers la lune. Je pensais aux nombreux officiers qui avaient tenté de se réfugier à l'étranger après la révolte de Skhirat. Tous avaient été arrêtés et exécutés.

C'était le 17 août. Je poursuivais une marche qui me paraissait ne devoir jamais finir. Entre Rabat et Skhirat, une des routes les plus importantes du pays conduit à un pont qui franchit une rivière juste au nord de Skhirat. Je flairai que la police procédait à des contrôles auprès du pont, et décidai en conséquence de traverser la

rivière à la nage entre le pont et l'embouchure. J'y parvins, bien que je sois piètre nageur. Après tout, c'était une question de vie ou de mort. Près de Skhirat, je fus contraint d'abandonner la côte pour longer les grandes routes conduisant vers l'intérieur du pays.

Alors que je m'apprêtais à traverser la grande route qui relie Rabat à Casablanca, mon regard tomba sur un homme qui vendait du raisin au bord de la chaussée. J'étais affamé et fis halte pour acheter quelques grappes. «Où conduit donc cette route?», demandai-je en pointant le doigt vers l'intérieur du pays. «Aucune idée; je ne suis pas d'ici», répondit le marchand. Juste à ce moment, un cyclomotoriste fit son apparition et le marchand me conseilla de l'interroger.

«Que veux-tu savoir ?», me demanda le cyclomotoriste.

- Je ne connais pas la région. Hier, je suis venu de Marrakesch à Rabat pour rendre visite à un ami. Mais il n'était pas là et j'ai donc pensé que je ferais mieux de rentrer à Marrakesch. Malheureusement je n'ai presque pas d'argent. Je voyage en stop, ou à pied s'il n'y a pas moyen de faire autrement.

- As-tu une pièce d'identité ? interrogea-t-il d'un ton arrogant.

- Non, je n'en ai malheureusement pas emporté. Je ne pouvais pas savoir que j'en aurais besoin.

L'homme était policier. Je fus saisi d'une peur du diable. Je suis perdu, pensai-je, tout en m'efforçant de dissimuler mon angoisse autant que faire se pouvait.

«Où comptes-tu dormir cette nuit ?», insista-t-il.

- Je ne sais pas trop. Peut-être qu'une âme accueillante m'ouvrira sa porte.

- Tu peux dormir en taule, proposa-t-il aimablement en me lançant un regard aigu.

- Je peux bien passer la nuit n'importe où, répliquai-je.

- J'ai perdu assez de temps avec toi, drôle, dit-il de manière tout à fait inattendue. Tu peux t'estimer heureux que j'aie mieux à faire que de m'occuper de vagabonds comme toi. Si tu continues sur cette route, tu atterriras de toute façon en prison. Aux barrages routiers, on s'intéresse sûrement de plus près aux oiseaux de ton espèce.

Au Maroc, comme dans tous les Etats policiers, la profession de défenseur de l'ordre confère à celui qui l'exerce une grande autorité. La police inspire aux gens une peur bleue. Le moindre policier se donne des airs de despote et ravale les simples mortels au rang d'animaux. Le marchand de raisin fut pris de terreur et offrit à

notre policier la moitié de ses fruits.

Je me hâtai de décamper et suivis la route que j'avais précédemment désignée. Mais au bout de quatre kilomètres, je fus à nouveau envahi par la fatigue. Je me dis que la police avait certainement barré les accès aux villes et aux grandes zones d'habitation. Le mieux était de faire de l'auto-stop et de débarquer avant la prochaine ville importante, Bouznika.

Je regagnai la grand-route et arrêtai une voiture qui s'avéra être un «taxi particulier» clandestin. Le chauffeur fixa le prix de la course. «D'accord», lui dis-je, « mais à condition que tu me déposes à un kilomètre de Bouznika». «Pourquoi donc ?» s'enquit-il. Parce que je n'ai pas de papiers d'identité», expliquai-je. A un kilomètre de la ville environ, je le priai de s'arrêter, mais il ne voulut rien entendre. Je réitérai ma demande, mais il fit la sourde oreille. Il roula jusqu'au barrage de police. Il y avait peut-être dix voitures dans la file qui nous précédait. Mon chauffeur, au lieu de prendre la queue, se dirigea droit vers les policiers dont le chef, furieux, l'apostropha :«Déguerpis, imbécile, la prochaine fois, tu attendras comme les autres.» Le chauffeur ne se le fit pas dire deux fois. Je n'ai pas encore compris à ce jour pourquoi ils ne m'ont pas contrôlé.

Sans autre commentaire, je me fis conduire et déposer au centre de Bouznika d'où je pris immédiatement la direction d'un bois. Mes sandales étaient en lambeaux et je pousuivis mon chemin pieds nus. J'avais mal aux pieds, mais je ne m'accordai aucun repos. L'obscurité se faisait si opaque que c'est tout juste si je me voyais encore les mains, mais j'entendais le mugissement de l'Atlantique, car je m'étais rapproché de la côte.

Je me laissais aller à toutes sortes de rêveries. Que n'étais-je un oiseau ! De l'autre côté de l'Atlantique, la liberté m'appelait ! Comment faire pour partir ? Un désert liquide infini me séparait de la liberté. Aujourd'hui encore, alors que tant d'années ont passé, ce rêve me revient parfois, et je fuis devant la police marocaine qui me talonne. Cette expérience a eu pour conséquence de me faire détester toutes les frontières qui séparent les pays et les peuples, et je n'attends que le moment où ces frontières appartiendront au passé.

C'est encore une utopie, bien entendu. Mais beaucoup de droits de l'homme qui ont pris corps aujourd'hui furent autrefois des utopies. Lorsque, longtemps aprés les événements relatés ici, j'ai quitté la ville suédoise de Dalarna pour me rendre en Norvège par la route sans rencontrer l'ombre d'un garde-frontière, j'ai éprouvé un véritable bonheur. Je rêve du jour où les frontières qui séparent les Etats islamiques disparaîtront. L'Europe a déjà considérablement progressé dans cette voie. Toutes les civilisations, toutes les cultures et toutes les religions devraient aspirer à davantage de liberté et à moins d'interdictions. Je me suis toujours considéré comme un citoyen du monde et j'appelle de mes voeux un front contre les puissants qui asservissent leurs peuples. Après tout, les dictateurs s'entendent eux aussi, par-delà les frontières, pour mettre en échec les aspirations des peuples à la liberté.

Après l'échec du putsch de Skhirat, la police algérienne a livré au Maroc deux officiers qui avaient réussi à franchir la frontière algérienne. Et même l' Angleterre, modèle de démocratie, a renvoyé au Maroc deux officiers qui s'étaient réfugiés à Gibraltar à bord d'un hélicoptère. Ces deux officiers ont été fusillés par la suite pour avoir commis le crime de se battre en faveur de la liberté.

Les chiens aboyaient dans la nuit noire. J'étais mort de fatigue et m'étendis sur la plage pour me reposer. Il faisait très froid et le sable était un peu humide. En dépit des continuels aboiements des chiens et du grondement de l'Atlantique, je dormis profondément durant quelques heures. Il faisait encore sombre à mon réveil. Je recommençai à me creuser la cervelle au sujet de ma situation. Dieu seul peut me sortir d'affaire, pensai-je. Je me levai, malgré l'obscurité, fis ma prière du matin et implorai l'aide de Dieu.

En fin de compte, me dis-je, je me suis contenté d'accomplir mon devoir de musulman en me ralliant au «Jihad», qui est le devoir suprême imposé aux croyants par le Coran. L'histoire de l'islam commence par une fuite, celle du prophète Mahomet de Mekka à Medine, où il chercha refuge contre ses adversaires.

Les envoyés de Dieu Jésus et Mahomet ont toujours été mes modèles. Ils ont mené leur combat contre le mal dans un monde hostile où les forces des ténèbres prévalaient et où les masses vivaient dans l'indifférence et la passivité. La situation dans les actuels Etats «islamiques» s'apparente sur bien des points à celle de la «Jahilia», cette société corrompue et décadente dans laquelle les gens adoraient des idoles et que Mahomet a combattue. Le mot «Jahilia» signifie «ignorance» ou «obscurantisme».

Enfant déjà, puis étudiant, professeur et finalement officier, j'avais mené un combat permanent, dont le but n'était pas de faire carrière et d'accéder aux sphères supérieures de la société au détriment des pauvres, mais de changer le système en luttant contre la tyrannie et la dictature, pour la liberté et la justice. J'avais découvert que le mot «justice» n'avait pas de sens au Maroc. Aucun être conscient ne pouvait se sentir heureux dans une société gouvernée par des voyous, des fous et des gibiers de potence. Les chiens que j'entendais aboyer dans le noir me rappelaient les hyènes qui pillaient mon pays et qui étaient maintenant à mes trousses.

Au petit jour, je repris ma fuite vers le sud. Vers dix heures, j'arrivai à Mohamedia, petite ville côtière assez proche de Casablanca. J'avais l'air d'un vagabond. Mes vêtements étaient humides et sales. Je gagnai le centre de la ville pour m'acheter une djebella - c'est ainsi qu'on appelle le vêtement national marocain - et manger un morceau dans un restaurant à poisson crasseux que je découvris dans un quartier misérable. Les gens attablés étaient étroitement serrés les uns contre les autres et j'entendis alors parler du «putsch». La terreur policière a pour effet que les gens sont obligés de déguiser leur pensée, car ils se craignent mutuellement, se méfient les uns des autres et n'osent pas parler «politique».

Vêtu de ma djebella qui me donnait l'aspect d'un jeune paysan sur le chemin du marché, je poursuivis mon voyage vers Casablanca. J'y arrivai vers le soir. Je repensai à ce jour de mon enfance où j'y étais venu pour la première fois : sans logis, sans droits, avec pour tout avenir l'inconnu.

Je me rendis à la plage dans l'intention de louer une tente qui abriterait ma première nuit. Il était hors de question de louer une chambre d'hôtel, car même les caboulots les plus misérables étaient sous surveillance policière et, d'ailleurs, je n'avais pas assez d'argent. Il m'était également interdit de m'adresser à des parents ou à des amis, c'était bien trop risqué : la police avait certainement déjà repéré mes parents et mes connaissances, et on pouvait parier qu'elle les surveillait avec un soin tout particulier. Au Maroc, tout le monde s'efforce d'être en bons termes avec la police et les puissants, mais on fuit les opposants comme la peste.

Il était déjà très tard quand j'arrivai à la plage. L'endroit s'appelle Ain Diab. Je m'étendis simplement à même le sable, près de la mer. Je pouvais être arrêté à tout instant. J'avais eu de la chance jusque-là, mais je savais que ma vie ne tenait qu'à un fil terriblement ténu.

Il m' était très difficile d'élaborer un plan à long terme, du fait, surtout, que j'étais presque sans ressources. Je n'avais pas non plus de papiers d'identité. Je devais littéralement improviser d'heure en heure.

Le lendemain, je fis l'acquistion d'une perruque qui engloutit les quatre cinquièmes de mes disponibilités. Je n'avais plus dès lors en poche qu'une somme insignifiante. Coiffé de ma perruque, je longeai la côte en direction d'un lieu où s'alignaient plusieurs rochers. L'endroit se trouve au sud de Casablanca et se nomme, comme je l'ai déja dit, Ain Diab. En journée, on peut atteindre ces rochers à pied sec, mais la nuit, l'eau monte au point d'en faire un îlot. Je me dis que j'y passerais la nuit en sécurité. Au milieu des rochers se trouvait la tombe d'un saint «marabout». Il y avait aussi des tentes à louer. J'essayais de me rassurer en me persuadant que c'était certainement un lieu où les policiers et autres importuns vous laissaient en paix.

La location de la tente me coûta une somme très modeste, quarante fois inférieure à celle que j'avais payée pour la perruque. Je m'endormis immédiatement, mais fus brusquement tiré de mon sommeil - manifestement, des gens passaient d'une tente à l'autre. Je les entendis réclamer des papiers d'identité. Ils avaient une lampe de poche. Que faire ? Si je quittais ma tente, ils me découvriraient sur-le-champ. Il ne me restait pas d'autre solution que de les attendre. Je résolus de ne pas me rendre sans résistance. Je tenterais d'arracher son arme à l'un des gendarmes. Si je tombais entre leurs mains, mes jours étaient comptés et je ne mourrais pas sans avoir été cruellement torturé. Je me jurai qu'ils ne prendraient pas vivant.

Je les entendis s'approcher de ma tente. A leur entrée, je fis semblant de dormir. Ils me braquèrent la lampe de poche sur le visage. Je portais ma perruque. Miracle ! la lampe de poche s'éteignit, l'entrée de la tente se

referma et les hommes se dirigèrent vers la tente d'à côté où, derechef, ils réclamèrent impérieusement des papiers d'identité. Je n'ai pas encore compris, à l'heure qu'il est, pourquoi ils ne m'ont pas demandé mes papiers. Je me me suis dit que c'était la volonté de Dieu.

Le lendemain, je retournai au centre de Casablanca. Avant toute chose, il me fallait un peu d'argent. Mon intention était de m'adresser à un camarade nommé Mesfioui, membre de l'UNFP. Nous avions appartenu, avec un autre militant, Omar Ben Jelloun, à la même section du parti, celle du quartier de Derb Ghalef. Miesfiou avait été un résistant notoire, à l'époque coloniale déjà. Devenu officier, je l'avais perdu de vue. Depuis lors, nous ne nous étions rencontrés qu'une seule fois à une manifestation du parti, et encore par pur hasard. Comme il n'était pour moi qu'un camarade militant au sein d'une petite section du parti, je pouvais supposer que les autorités ignoraient tout de nos relations. Je me rappelais qu'il habitait le quartier de Maarif à Casablanca, où j'avais travaillé enfant.

Je me rendis chez lui coiffé de ma perrruque. Je sonnai. Un enfant ouvrit la porte. Je lui fis part de mon désir de voir Mesfioui. «Qui êtes-vous ?», me demanda l'enfant. «Mohamed Alaoui», lui répondis-je. C'était le nom d'un fameux journaliste du journal «d'opposition» Al-Moharir. Je ne le connaissais pas personnellement, mais je savais que Mesfioui était en relations avec lui et que son nom pouvait me servir.

Mesfioui ne me reconnut pas. Il me regarda d'un air surpris. J'entrai sans en être prié, ôtai ma perruque et lui dis que j'étais Ahmed. Puis je lui racontai toute l'histoire. Il fut saisi d'émotion et de frayeur, et s'écria exaspéré :«Tu veux ma perte. Tu veux ma mort. Pourquoi moi ?» «J'ai besoin de ton aide, d'un peu d'argent et d'un bon conseil. Peux-tu me dire comment je dois m'y prendre pour me sortir d'affaire ?», lui dis-je. Il réfléchit un moment et répondit un peu plus calmement, mais toujours d'un ton irrité : «OK, peux-tu revenir dans une heure ?»

Je ne suis jamais retourné chez lui.

J'appris quelques mois plus tard que le roi avait fait de lui son représentant personnel à un quelconque congrès de Beyrouth. Sans doute n'avait-il rien eu de plus pressé, après mon départ, que de courir me dénoncer à la police. Mon intuition ne m'avait pas trompé.

Je m'adressai alors à une autre connaissance que je n'avais pas rencontrée trop souvent. C'était un avocat, profondément religieux et foncièrement honnête. Il n'était pas engagé dans la politique. Il me reçut très amicalement, mais ne disposait que d'une petite sonmme - quatre cents dirhams. Il me dit que si je revenais le lendemain il pourrait me donner davantage. Je pris les quatre cents dirhams, mais refusai de revenir.

Je redescendis à la plage, à un autre endroit toutefois. Là aussi, il y avait des tentes à louer. Mais le gardien m'expliqua qu'on ne pouvait les louer qu'en journée et non la nuit. Je lui fis valoir que j'étais un étudiant de Marrakesch totalement démuni, et que je n'avais pas assez d'argent pour me payer l'hôtel. Il me proposa alors de passer la nuit dans sa propre tente, qui était plantée près de sa maison. J'acceptai immédiatement. Il m'invita même à dîner.

Pendant que nous étions à table, son frère fit son apparition. Je lui fus présenté comme un étudiant de Marrakesch en visite. Les deux frères se mirent à parler de la «tentative de putsch» qui était alors sur toutes les lèvres. Il s'avéra que le frère appartenait à la police secrète. Il nous raconta que les gendarmes étaient à la poursuite d'un officier qui avait été mêlé au putsch et avait ensuite «déserté». «Il n'y a pas dans tout le Maroc un seul flic qui ne soit à la recherche de ce coquin», dit-il en riant.

Au lieu de me joindre à la conversation, je leur laissai entendre que la politique ne m'intéressait pas. Alors que je me levais de table pour gagner ma tente, mon hôte s'offrit à m'abriter quelques jours si je le souhaitais. Il y avait assez de place. J'acceptai l'invitation sans hésiter. Je ne pouvais rêver meilleur refuge que la maison d'un policier. Là au moins, il ne viendrait à l'idée de personne que je pouvais être, en fin de compte, l'officier fugitif. Mon hôte était célibataire et travaillait à la police de sûreté en qualité d'inspecteur.

Je séjournai chez lui deux jours. Il me fallait simplement veiller à n'être pas reconnu en ville pendant la journée. Je ne me séparais jamais de ma perruque et me faisais pousser la barbe.

Après avoir pris congé du policier, je rejoignis un groupe de jeunes que j'avais pris en stop quelques mois plus tôt à destination de Rabat. Je savais où ils habitaient et personne n'était au courant de notre rencontre.

Il s'agissait de deux jeunes gens et de trois jeunes filles qui vivaient ensemble durant les vacances d'été. Ils recevaient beaucoup le soir. Ils vivaient dans une villa; leurs parents étaient à l'étranger. Ils se disaient tous «maoïstes». C'était alors la grande mode, tout comme les jeans et les cheveux longs. Les murs étaient ornés de photos de Mao Tsê-Tung et de Che Guevara. Drôles de maoïstes que ces jeunes gens ! Ils s'adonnaient à la drogue. La plupart d'entre eux avaient été élevés dans du coton, et leur parents nageaient dans le pactole.

Je refusai poliment le haschisch qu'ils me proposaient. Me voyant faire mes prières, ils se moquèrent de moi. Ils me traitèrent de «réactionnaire». «La religion est l'opium du peuple», déclarèrent ces blancs-becs. Le soir, ils organisaient des séances de spiritisme et tentaient de soulever des verres par la seule force de la pensée. Ils n'avaient en tête que les tours de passe-passe, le hasch, l'eau-de-vie et le vin. Ils me demandèrent si je connaissais Mao. «Oui», leur répondis-je. «Mais si le Chinois Mao s'était adonné au haschisch, il n'aurait pas réussi sa révolution.»

L'état d'esprit de la jeunesse marocaine me donna longuement matière à réflexion. A l'époque où Mao et Lin Piao s'affrontaient en Chine, les marxistes de l'université de Rabat se scindaient, la nuit tombée, en deux groupes : les maoïstes et les linpiaoïstes. Mais on n'a jamais entendu dire que la rupture, au Maroc, entre Ben Barka et Ben Sedik ait causé en Chine une brouille entre Benbarkistes et Bensedikistes. L'exemple illustre bien à quel point les pays du tiers-monde sont dépendants des idéologies importées, et combien l'ancrage dans notre réalité propre y fait défaut à la gauche.

Nos adolescents gauchistes étaient fiers des révolutions de Mao et de Castro, mais eux-mêmes se contentaient de palabrer en fumant du haschisch. Ils étaient des cibles idéales pour l'invasion idéologique de l'Occident. Si nos universités produisent des jeunes gens de cette sorte, il vaut bien mieux fermer les universités et les écoles, et déclencher une révolution culturelle et idéologique radicale.

Je ne suis bien entendu nullement hostile à la culture et à la civilisation occidentales. Mais avant de pouvoir coexister en paix avec elles, nous devons, nous autres musulmans, nous souvenir de nos propres racines. Ce que nous empruntons à l'Occident, ce ne sont pas ses aspects positifs, mais ses aspects négatifs, les scories et la décadence. Au lieu de produire, nous nous contentons de consommer. Nous ne sommes pas les acteurs de l'histoire, nous en sommes les objets. Nous n'avons pas d'existence culturelle et politique propre.

En dépit de tous les portraits de Mao et de Che Guevara accrochés aux murs, de tous les doctes ouvrages de référence, les activités de nos gauchistes n'avaient rien à voir avec la réalité. Assis devant leurs portraits de Mao et de Che Guevara, ils se figuraient avoir une activité politique. Une fois dépassée cette heureuse phase de romantisme, il allaient devenir fonctionnaires du roi et «guides du peuple» dans les partis reconnus par le régime.

Je restai chez eux trois jours. Ils m'apprirent comment donner à des jeans neufs un aspect vieux et usagé à l'aide de produits décolorants, de brosses métalliques et d'eau. Ils étaient riches comme Crésus mais prenaient plaisir à se donner des airs de pauvres diables. Ils appartenaient à cette jeunesse privilégiée - un pour cent peut-être de la jeunesse du pays - à qui étaient ouvertes toutes les possibilités de formation, et ils se préparaient à leur tâche de chefs révolutionnaires, de futurs guides des misérables réactionnaires que nous étions. C'est ainsi qu'après la «révolution» le pouvoir reste aux mains des mêmes familles et des mêmes couches sociales.

Je les quittai pour ne pas attirer sur moi l'attention des voisins. Mais mon bref séjour auprès d'eux m'avait donné un aperçu de la façon dont les forces conservatrices exploitent le marxisme pour conserver le pouvoir en renouvelant les mots d'ordres et les étiquettes.

Je ne peux ni ne veux dévoiler la suite des événements. Je trouvai à m'abriter un peu partout dans le pays,

dans des conditions très difficiles il est vrai. Il importe aujourd'hui encore de protéger ceux qui m'ont alors porté secours, de sorte que je ne puis livrer le moindre détail. Je relaterai les incidents de cette époque dès que les circonstances le permettront.

Jusqu'en mars 1973, je participai aux prépartifs de diverses actions de guérilla dans les montagnes de l'Atlas. Des extrémistes de l'UNFP avaient formé de petits groupes de partisans qui s'attaquaient aux bases des forces de sécurité extra-urbaines. La première de ces actions eut lieu le 3 mars 1973 quand les résistants assaillirent un poste de police du Moyen Atlas. L'entreprise échoua et vingt partisans y laissèrent la vie. Mon rôle à moi était celui de conseiller idéologique et d'instructeur en matière de tactique de la guérilla. Je me méfiais des chefs de l'UNPE, parce qu'ils étaient marxistes et qu'il était facile à la police de les infiltrer. Je jugeais absolument inacceptable toute forme de régime marxiste-léniniste au Maroc.

C'est l'islam qui est l'idéologie, la culture et la religion de notre peuple. C'est lui qui nous garantit l'indépendance culturelle et politique. Le marxisme fait partie de la pensée et de la civilisation judéo-chrétiennes européennes. Chez nous, il n'engendre que tragédies, les exemples dramatiques de l'Afghanistan et du Yémen du Sud sont là pour le prouver. Dans ces pays, les régimes marxistes ne se maintiennent au pouvoir que grâce à l'aide militaire étrangère.

L'échec de l'action de guérilla que j'ai mentionnée s'expliquait par le fait que les groupes de résistants armés étaient infiltrés par des «marxistes» qui n'étaient autres que des indicateurs de la police.

Je me cachai quelque temps dans les montagnes. Ma situation devenait de plus en plus périlleuse, du fait que plusieurs autres partisans s'étaient retrouvés en prison. De plus, l'antagonismes politique qui m'opposait à mes camarades de combat allait s'aggravant. Le marxisme n'avait pas pénétré dans le monde arabe à l'époque de Lénine, mais beaucoup plus tard seulement, au moment où l'URSS s'était lancée dans une politique d'expansion impérialiste. Il revêtait donc bel et bien un caractère colonial. Ses apôtres étaient comparables aux missionnaires armés de leur bible.

Les marxistes ne se donnent pas la peine d'analyser scientifiquement les problèmes rééels dans le but d'y porter remède. Ils arrivent avec des solutions toutes faites, puis se mettent avec beaucoup de zèle en quête des problèmes qui s'y adaptent. Ils détectent au Yémen du Sud, à Oman et dans le Sahara marocain une «lutte des classes», alors que n'y vivent que de pauvres Bédouins.

Nos marxistes sont des perroquets à la tête vide. Il se peut que le marxisme soit en Europe un élément organique de la culture et de la philosophie judéo-chrétiennes, mais, dans le monde arabe et dans le monde islamique en général, les marxistes constituent simplement un contingent de l'armée d'invasion coloniale; ce

sont, pour prendre une image, des soldats et des missionnaires. Bien qu'ils n'en aient pas conscience, ils sont les instruments d'un impérialisme culturel, intellectuel et philosophique.

Je rêvais de me réfugier en Suède. Je n'avais jamais oublié les paroles du chef de la police qui m'avait emmené, avec d'autres maîtres, le jour où nous réclamions le paiement de nos salaires. «Messieurs, vous croyez-vous donc en Suède ?», avait -il demandé d'un air moqueur. Depuis lors, la Suède avait occupé une partie de mes pensées; je m'étais un peu documenté sur le pays; je voulais désormais m'y réfugier et y demander l'asile politique en attendant des temps meilleurs. Si je me faisais prendre, j'entraînerais dans l'abîme mes camarades qui servaient toujours dans l'armée : je les trahirais sous la torture.

Je réussis à gagner la Suède via Paris par des voies qu'il m'est interdit de révéler ici.

Table des matières:

Le destin du général Dlimi

Après avoir fui le Maroc, j'ai communiqué à la presse des versions diverses des circonstances dans lesquelles j'avais quitté le pays. Mon but était de donner le change à la police, afin de protéger ceux qui m'avaient aidé, parmi lesquels figuraient même quelques officiers de haut rang, le général Dlimi, par exemple.

Certes, je n'avais pas été en contact direct avec ce dernier, mais il appartenait au mouvement de mes vieux amis les «officiers indépendants» qui lui avaient parlé de ma situation. Beaucoup d'officiers avaient de bonnes raisons de redouter mon arrestation, et leur intérêt personnel ne fut pas pour rien dans les efforts qu'il déployèrent pour me venir en aide.

En décembre 1982, le général marocain Ahmed Dlimi fit un séjour à Stockholm sous une fausse identité. Nous

évoquâmes les courants politiques qui agitaient l'armée à la veille du putsch programmé pour juillet 1983. Nous avions l'intention de nous revoir à Londres en février de l'année suivante : Dlimi devait y accompgner le monarque en visite officielle.

Le 25 janvier 1983, la radio et la télévision marocaines diffusèrent le communiqué officiel suivant : «Accident de la circulation à Marrakesch. Sur le chemin de son domicile, le général Dlimi a trouvé la mort en percutant un camion.» Hassan exprima la tristesse que lui causait le décès de Dlimi. En réalité, il l'avait fait assassiner.

Le général Ahmed Dlimi travaillait en collaboration avec les «officiers indépendants», mouvement pour qui la révolution devait commencer par l'abolition de la monarchie. Les responsables du mouvement sont de jeunes officiers capables d'une réflexion politique et qui peuvent le plus souvent se prévaloir d'avoir milité au sein d'un parti. Lycéens, nous avions fait nos premières expériences avec l'armée à l'occasion des tumultes et des révoltes des années soixante. Plus tard, dans les années soixante-dix, nous avions infiltré cette armée. C'est là que se déroulaient les luttes politiques les plus importantes.

Dlimi était chef du service de sécurité de l'armée à l'étranger et, de surcroît, commandant en chef de la zone militaire sud où l'armée marocaine se battait contre le Polisario. Il appartenait également au «conseil militaire» du roi. Selon la propagande officielle, il n'était inférieur au monarque que de quelques degrés, et c'était le soldat le plus célèbre du régime.

Comme beaucoup d'officiers supérieurs, Dlimi s'était lancé dans un double jeu : il était fidèle au roi, alors que son hostilité au despote allait grandissant. Sa situation lui interdisait d'entretenir des rapports personnels directs avec les officiers de l'opposition. C'est pourquoi j'assumais la fonction d'agent de liaison.

Selon toute vraisemblance, Dlimi avait été surveillé. A Stockholm, il n'avait rencontré que moi. Lors d'un précédent séjour dans la capitale suédoise où il était venu sous son propre nom, muni de son propre passeport, il était notamment descendu au Grand Hotel. Il se pouvait que, malgré toutes les précautions, nous ayons été pistés.

A mi-janvier, une série d'officiers supérieurs avaient été appréhendés. Il avait eu l'intuition que son double jeu pouvait avoir été précocement découvert. Un dossier le concernant avait été remis au roi. On peut supposer que ce dossier contenait aussi des photographies attestant notre rencontre de Stockholm.. Le 25 janvier, à l'occasion d'une visite au palais, Dlimi fut confronté au dossier. Il mourut au palais royal après avoir été interrogé et torturé. L'accident d'auto nne fut organisé que plus tard dans la soirée.

J'ai reçu ces informations directement du Maroc. Le proche entourage d'Hassan, qui compte aussi des agents

secrets étrangers, connaît très bien les circonstances de la mort de Dlimi. La fable de l'accident d'auto a été servie pour camoufler le fait que l'armée et même certains des plus proches collaborateurs d'Hassan sont en ébullition.

Le correspondant du «Monde» à Rabat émit des doutes quant à l'authenticité de l'histoire de l'accident d'auto, ce qui lui valut d'être expulsé sur-le-champ. Selon la version officielle, l'auto de Dlimi était pilotée par le directeur d'une agence de voyage. Par la suite, ce directeur, membre de la police secrète, fut envoyé par le roi en pèlerinage à la Mecque et finit par disparaître sans laisser de traces.

Le camion et son conducteur s'évanouirent de même. Le cercueil de Dlimi fut conduit directement du palais royal à un cimetière particulier. Il court même au Maroc des rumeurs selon lesquelles Dlimi serait toujours en vie, emprisonné dans l'un des cachots privés d'Hassan.

J'ai dévoilé la vérité sur l'«accident» de Dlimi et le putsch projeté pour juillet 1983 sur les ondes des radios arabophones, à la télévision française et dans le «Monde» du 24 février 1983.

Après sa visite secrète à Stockholm, Dlimi aurait voulu avancer la date du putsch, car il nourrissait le soupçon que le roi s'apprêtait à opérer de vastes mutations au sein de l'armée. Hassan II n'est pas un roi d'opérette. C'est un membre actif de l'état-major général et il s'entoure de nombreux services de sécurité : police, gendarmerie, armée et enfin service secret de la cour. Chacun travaille en étroite collaboration avec les autres. Le Maroc est une dictature personnelle et le monarque est anxieux de s'assurer une sécurité optimale.

A la suite de la mort violente de Dlimi, une quinzaine d'officiers furent arrêtés et trois d'entre eux exécutés. La censure empêche le peuple de mesurer l'ampleur de la terreur. J'espère seulement que mes révélations finiront par atteindre mon pays, en dépit des obstacles, qui tomberont tôt ou tard. La vérité est l'arme de l'opposition.

Table des matières:

Le roi est nu!

Jusqu'aux tentatives de putsch de 1971 et 1972, le roi avait été bien plus qu'un simple mortel. Le roi du Maroc, Mohamed V d'abord, puis Hassan II était une institution indissociable de l'histoire, de la religion et des traditions. La monarchie était, aux yeux du citoyen ordinaire, sublime et inaccessible, d'autant plus fascinante qu'elle s'entourait de luxe et d'opulence.

Mais en quelques heures, l'après-midi du 10 juillet 1971, l'illusion était partie en fumée. Tout le Maroc officiel avait pu voir le demi-dieu quitter les toilettes où il avait tenté de se cacher, les mains en l'air, sous la menace d'une mitraillette pointée sur lui par un simple soldat. On avait vu aussi le même roi s'asseoir sur le sol près d'un mur, se faisant tout petit au milieu d'une foule bouleversée, au point que ceux qui le cherchaient dans l'intention de le tuer et de filmer son exécution ne l'avaient pas reconnu ! Humiliation indicible !

Le récit de ces événements mémorables s'était répandu comme une traînée de poudre dans tout le Maroc, impressionnant fortement les masses. Il était donc possible de forcer l'entrée du palais, d'humilier le roi et de l'effrayer mortellement pendant des heures ! Hassan pouvait bien avoir survécu, il n'en était pas moins nu comme un ver, si l'on peut dire, sur le devant de la scène.

Sa gloire allait continuer à se ternir. Les premiers signes du phénomène s'étaient manifestés juste après le putsch manqué : partout, à tous les échelons de la société, l'événement avait fait l'objet de commentaires francs et acerbes. Tout ce qu'on savait, mais dont on n'osait pas parler - les scandales, la corruption, les gâchis politiques - s'était alors discuté ouvertement. On avait évoqué avec un luxe de détails tout particulier la vie privée du roi, tantôt sur le mode compatissant, tantôt sur le mode haineux, mais jamais sur le mode respectueux. Adieu la vénération parfois quasi religieuse qui avait entouré sa personne.

Les événements d'une seule journée avaient provoqué la remise en cause radicale de tout le système. Comment ce dernier allait-il pouvoir se maintenir ? Il reposait sur le pincipe d'un roi infaillible qui décidait lui-même de tout et exerçait un pouvoir personnel, les institutions comme le prétendu parlement n'étant là que pour la façade.

Ce «parlement» ne représentait aucune force politique originale et n'avait au fond pas plus d'utilité qu'une verrue. C'était Hassan qui choisissait, mutait et déposait les ministres, et il en usait exactement de même avec les hauts fonctionnaires de l'Etat. Les pouvoirs exécutif et législatif fonctionnaient en principe par deux voies : la voie administrative normale, qui était d'ailleurs constamment bloquée, et une voie parallèle qui conduisait directement du roi à ses exécutants, lesquels agissaient sans en référer aux responsables officiels.

Il en allait largement de même pour l'armée. Cette dernière avait son état-major, sa hiérarchie et ses grades. Mais, parallèlement à l'organisation classique, le roi avait établi son propre système de liaisons directes avec les différentes régions militaires. Le chef de l'état-major n'était qu'une sorte de marionnette. Les compétences réelles étaient aux mains du général Madbouh qui allait se révéler le «meurtrier de César» à l'occasion du putsch.

Pour les affaires courantes telles que l'achat de pommes de terre ou d'essence, l'état-major était compétent. Mais s'il s'agissait d'approvisionnement à grande échelle, de grandes manoeuvres ou de vente d'armes, on se tournait directement vers Hassan par l'intermédiaire de Madbouh. Les officiers coupables de manquements graves étaient punis par le roi en personne.

Ce mode de fonctionnement du système s'appliquait également à tous les autres secteurs. Et le système dépendait du rayonnement, de l'aura de l'homme qui occupait le trône et du fait qu'il était à la fois «commandeur des croyants» et souverain moderne, éclairé.

Cette double qualité engendrait sans cesse des situations effarantes. C'est ainsi qu'un jour, Hassan, lors d'une assemblée à laquelle il n'avait pas daigné assister lui-même, fit lire un discours inaugural. A cette occasion, il avait ressuscité un usage datant du XVIe siècle. Le ministre délégué devait baiser deux fois texte du discours, qui symbolisait la présence du roi. Parallèlement, deux équipes de domestiques envoyées tout exprès du palais s'inclinaient bien bas en s'écriant : «Allah protège le roi.» La télévision diffusa ce spectacle exaltant, pour l'édification des masses. Mais on peut supposer que le peuple fut quelque peu surpris de voir le ministre couvrir de baisers trois pages de statistiques.

Passons sur d'autres anecdotes mémorables. Je voudrais plutôt tenter brièvement de montrer comment

fonctionnait le système. Il était fondé sur un retour à des valeurs traditionnelles décadentes, sans rapport avec l'islam.

Comme on l'a déjà dit, l'Etat monarchique est incompatible avec l'islam. On avait incorporé au système de gouvernement ces valeurs décadentes non islamiques, en revenant tout simplement au système féodal marocain «Makhzen» - qui datait de bien avant l'époque coloniale et convenait à une société tribale et féodale - et en lui donnant extérieurement une forme moderne. Le système «Makhzen» reposait sur le principe que les serviteurs du sultan - caïds, chefs des tribus berbères, gouverneurs des provinces - recevaient leur salaire «directement du peuple». Transposé dans une société moderne, ce système ne pouvait qu'engendrer une corruption colossale.

Après la révolte de Skhirat, les digues s'étaient rompues. Une succession d'affreux scandales avaient éclaté. Si encore il ne s'était agi que de scandales, même énormes, on aurait pu calmer le jeu. On aurait orchestré contre les responsables quelques procès à grand spectacle et on en serait resté là. Le drame était que la corruption proliférait comme un cancer et infectait tout le système. C'était une hydre. Le maître universellement reconnu en la matière était le roi en personne. Comment le pays pouvait-il donc se développer ?

Le paysan le plus démuni savait parfaitement qu'il devait faire don d'une poule s'il voulait emprunter une parcelle du domaine public. Tous les travailleurs savaient que la «taxe» à payer pour un passeport se montait à cinq cents dirhams qu'on remettait discrètement au fonctionnaire compétent du ministère de l'intérieur. Tous les Marocains savaient que le roi lui-même était le plus gros producteur d'agrumes du pays. Quiconque détenait une part de responsabilité comprenait nécessairement qu'un budget qui servait principalement à remplir des poches ne pouvait maintenir un service public digne de ce nom..

La corruption avait pour conséquence que tout, absolument tout, était falsifié. On ne pouvait se fier à aucun chiffre officiel. Personne ne savait dans quels sombres canaux s'engloutissaient les deniers publics - ou plutôt on ne le savait que trop bien. Alors que quatorze millions de paysans et d'ouvriers bénéficiaient de quarante-cinq pour cent du revenu national, huit cent mille privilégiés se partageaient les cinquante-cinq pour cent restants. Et le fossé entre pauvres et riches ne cessait de s'agrandir.

«Les événements de Skhirat n'ont pas été pour nous une bombe, mais un réveil», déclarèrent certains Marocains. «Nous savions qu'il était urgent d'opérer des changements. Le seul problème était que nous ne savions ni quand, ni comment.» Mais la nouvelle des deux tentatives de putsch de 1971 et 1972 plongea d'autres habitants du Maroc dans un étonnement incrédule.

Table des matières:

Pourquoi l'armée?

Il est certain que la monarchie marocaine ne paraissait guère plus solide que celles des autres pays arabes, mais l'étonnant était que les tentatives de révolutions étaient venues d'un côté vraiment imprévu. Tout le monde savait que Mohammed V, puis Hassan II, étaient extrêmement soucieux de contrôler personnellement les forces armées. Aussi veillaient-ils à ce que les soldats n'eussent pas de raisons de se plaindre. Naturellement, la nécessité de s'assurer la loyauté des fonctionnaires de l'Etat faisait aussi l'objet de quelques soins. Si l'on devait s'attendre à de mauvaises suprises pour le trône de ce côté-là, ce n'était pas de la part des instances dirigeantes, mais bien plutôt de la part de subalternes.

Les révolutions d'Egypte, d'Irak et de Libye avaient été menées par des capitaines, et non par des généraux. Ces jeunes officiers issus de la plèbe et parfaitement au fait, en raison de leur modeste solde, des conditions de vie du peuple s'inspiraient d'une idéologie islamique plus ou moins maqrquée. Quelle idéologie faisait-elle donc courir les généraux et colonels qui avaient tenté d'abattre la tyrannie le 10 juillet 1971 et le 16 août 1972 ? En fin de compte, le système en vigueur procurait à ces officiers de haut rang un luxe considérable !

Qu'est-ce qui poussait à l'action ces hommes qui non seulement possédaient tout ce qui est nécessaire à une vie confortable et même bien davantage, mais qui pouvaient espérer chaque jour une abondance de luxe beaucoup plus grande encore ? Ils étaient littéralement comblés d'honneurs, mais, pour y atteindre, ils avaient dû ramper devant leurs supérieurs hiérarchiques et s'humilier. Ce constant abaissement de soi avait-il fini par les lasser ? Voulaient-ils davantage que la seule richesse et des décorations sans cesse renouvelées, à l'instar de tant d'autres officiers des autres pays arabes ? La réponse à ces questions se trouve peut-être dans les procès-verbaux d'interrogatoires des hommes arrêtés, puis exécutés. Il peut encore couler beaucoup d'eau sous les ponts avant que nous soyons en mesure d'accéder à ces procès-verbaux.

Encore une fois : quels étaient les motifs des chefs des putschs et de leurs auxiliaires ? Je compte au nombre des auxiliaires ceux qui, certes, ne participèrent pas activement aux putschs, mais ne firent rien non plus pour les déjouer, et se contentèrent de rester l'arme au pied, se mettant ainsi objectivement du côté des putschistes. Ce n'est que grâce à ces auxiliaires silencieux qu'une colonne de mille quatre cents soldats put parcourir le long trajet qui conduit d'Ahermoumou à Skhirat via Fès, Meknés et Rabat, sans que le roi en fût informé le moins du monde.

En ce qui concerne les soldats mêlés au putsch de Skhirat, Hassan proposa deux explications contradictoires. D'une part, il allégua l'influence de la drogue, d'autre part, il déclara que leurs chefs avaient fait croire aux soldats que le roi était menacé d'une rébellion, et que leur devoir était de le libérer et de le protéger.

Il est hautement improbable que les soldats aient été soumis à l'influence de la drogue. Le drogué peut ne pas reconnaître la menace d'un danger, mais il est difficile de l'amener à agir à l'encontre de ses convictions les plus profondes. Il se peut que les témoins qui ont défendu la thèse de la drogue l'aient fait de bonne foi. Mais leurs déclarations ne se fondent que sur l'impression que les soldats rebelles avaient laissée derrière eux : ils avaient paru anormalement excités.

Mais il faut penser que de fortes émotions - violence contenue, haine ou douleur - peuvent aisément conduire à un comportement comparable à celui qu'engendrent les narcotiques. Quiconque a assisté aux explosions hystériques du public lors des funérailles de Nasser pourrait facilement se figurer que ces gens étaient eux aussi sous l'influence de la drogue.

La seconde théorie paraît encore plus invraisemblable. A l'en croire, les jeunes soldats se figuraient que les personnes présentes au palais royal conspiraient contre le monarque. Mais les invités étaient tous de hauts fonctionnaires de l'Etat, armés de coupes de champagne et d'assiettes de saumon fumé.

Il se peut que quelques-uns des soldats mêlés à la révolte aient été astucieusement dupés, mais ce n'était très certainement pas le cas de ceux qui se rendirent à la radio pour y proclamer la République. Il serait intéressant d'apprendre ce qui poussait ces hommes à l'action. Lorsqu'il se produit un putsch de ce genre, on commence naturellement par chercher les meneurs au sein de l'opposition politique. Il en alla tout autrement dans ce cas et Hassan admit sans détours que l'opposition n'avait strictement rien à voir avec les préparatifs du putsch, quand bien même il fit allusion au lien indirect qui unissait la critique de son régime à la tentative de putsch.

Il est notoire que le parti Istiqlal continue à soutenir le système monarchiste. Il est plus difficile de définir la position de l'UNFP marxiste. Bien entendu, cette dernière est officiellement favorable à la monarchie - sinon elle ne pourrait pas avoir d'existence légale -, mais la conviction qui prévaut parmi les membres du parti est que

la monarchie est la protection la plus sûre des potentats féodaux que, justement, on veut dépouiller de leur puissance, et qu'elle est en outre la plus grande pierre d'achoppement sur la voie du système «socialiste» auquel on aspire. De l'avis du parti, ce dernier est l'unique solution aux problèmes économiques et sociaux du pays. Les autres partis «légaux» ne sont que des marionnettes dont le roi tire les fils : partis d'opposition par la grâce d'Hassan, ils jouent le rôle de fous du roi.

Cette opposition mal organisée, faible, en grande partie dépourvue de toute crédibilité ne constitue qu'une fraction des véritables opposants au régime. Quiconque entretient des contacts avec les écoliers et les étudiants sait de science certaine ce que la jeune génération, dans sa grande majorité, pense non seulement du système gouvernemental, mais aussi du roi lui-même. Mais par quoi les jeunes veulent-ils remplacer l'ancien système ? Bien entendu, il n'y a pas d'unanimité à ce sujet. Certains voient la solution dans l'islam, d'autres placent leur espoir dans un «socialisme arabe». Mais ils sont tous inquiets de l'avenir et ils sentent tous le douloureux contraste qui existe entre le luxe provocant des quelques privilégiés et l'amère pauvreté des grandes masses.

Les cadets qui soutinrent la tentative de putsch de juillet 1971 et les rebelles d'août 1972 ne semblent pas avoir disposé d'une base idéologique clairement identifiable. Ceux qui parlaient en leur nom n'avaient pas esquissé de programme défini. Quand bien même ils se servaient du concept de «socialisme», il s'agissait là dans une large mesure d'un mot vide de sens - le parti gouvernemental du premier «parlement» monarchiste du pays ne s'était-il pas qualifié lui aussi de «parti démocrate-socialiste ? Pourtant, on ne met pas sa vie en jeu comme l'avaient fait ces jeunes rebelles sans de fortes convictions.

L'idéologie populaire que partagent la quasi-totalité des Marocains, à savoir l'islam, est révolutionnaire par nature et a pour conséquence que l'idée de révolution éveille un sentiment positif au Maroc. L'islam exhorte les croyants à s'opposer à l'injustice par tous les moyens.

Le compte rendu de l'un des témoins oculaires des événements dramatiques du 10 juillet 1971 fait aparaître un détail frappant : les soldats qui rendaient aux invité du roi une visite inattendue et malvenue n'empochaient pas d'argent, mais s'emparaient des objets de luxe, tels que bijoux et briquets en or, qui leur tombaient sous la main, les jetaient sur le sol et les piétinaient avec fureur.

Il convient de considérer cet épisode, mineur mais révélateur, à la lumière d'un autre phénomène symptomatique, de dimensions incomparablement plus grandes, dont l'importance fait jaser partout dans le monde, à Alger, Tunis, Paris, et même à Washington.

Il est impossible de passer un seul jour au Maroc sans se heurter à ce phénomène en toute occasion, car indigènes et étrangers le mettent aussitôt sur le tapis : il s'agit de la corruption. La puissance du bakchich s'étend

partout dans la société et le sous-développement du pays lui offre naturellement un terreau idéal. Dans un pays pauvre, le pouvoir constitue toujours pour beaucoup le plus sûr moyen d'accéder à la richesse.

Désormais, le Maroc paraît battre vraiment tous les records dans ce domaine. Il se peut qu'il ne détienne pas le record mondial, mais on saurait en aucun cas lui contester le record d'Afrique du Nord et même du monde arabe. Dans les six premiers mois de 1971, les scandales colossaux s'étaient succédé. Même les USA qui soutiennent généralement les dictatures conservatrices semblent en avoir été gênés, car le gouvernement américain fit reporter une visite officielle de Nixon au Maroc. La cause immédiate en fut un scandale de la corruption dans lequel étaient impliqués des Marocains haut placés. L'influence et le nombre de ces derniers étaient tels que l'affaire fut étouffée. Toutes les pistes conduisaient au roi, à sa famille et à son entourage.

Hassan II a déclaré que Madbouh était «un privilégié parmi les privilégiés». Mais qui donc lui avait procuré cette position, ainsi, d'ailleurs qu'à tous les autres meneurs des tentatives de soulèvment de 1971 et 1972 ? Aucun de ceux qui connaissent la situation de mon pays n'ignore que tout le trafic des privilèges et du népotisme repose sur le consentement du monarque. On a l'impression - malgré certaines mesures spectaculaires à l'encontre de quelques individus particulièrement corrompus - qu'il s'agit là d'une stratégie gouvernementale destinée à enchaîner au régime la caste dirigeante et à neutraliser les personnages clés - les jeunes principalement - qui, sans cela, seraient portés à rejoindre l'opposition.

Bien des étudiants marocains d'intelligence brillante, qui avaient été pendant leurs années d'études à Paris ou à Stockholm des maoïstes ou des trotzkystes enflammés, acceptaient sans la moindre répulsion, à leur retour, un poste bien rémunéré de haut fonctionnaire, avec villa à Souissi - le quartier chic de Rabat - et compte bancaire en Suisse. C'est un fait auquel on ne peut rien changer. Et comment des fonctionnaires syndicaux haut placés, des «guides de la classe ouvrière» auraient-ils pu déclencher une révolution, alors qu'eux-mêmes roulaient dans des voitures offertes par la cour ? A cela non plus, on ne peut rien changer.

Passons sur quelques autres particularités du système. D'éminents experts du Maroc qui, avant les rébellions de 1971 et 1972, avaient appris de moi que je ne croyais pas aux chances de succès du système à long terme répliquèrent que cette politique avait finalement fonctionné pendant des siècles; les Marocains continueraient à l'avenir à mettre sur pied d'égalité le pouvoir et la richesse, et ceux qui exprimaient leur indignation devant la corruption n'hésiteraient pas une seconde à faire leur pelote à la première occasion. Cette conviction sous-tend également toute la stratégie politique d'Hassan.

Du point de vue historique, cette argumentation pèche par de sérieux défauts. Tout d'abord, on néglige les traditions islamiques profondément enracinées, qui enseignent le mépris du luxe terrestre; l'histoire islamique regorge de réformateurs qui se sont élevés contre les riches et les puissants - les uns se confondant avec les

autres. Ils sont souvent parvenus à entraîner les masses nécessiteuses dans des croisades révolutionnaires.

L'histoire musulmane ne manque pas de fanatiques de la trempe de Savonarole. Ces réformateurs et prédicateurs de la pénitence n'ont cessé de croître en nombre, du fait qu'ils devaient toujours repartir à zéro : les nouveaux maîtres succombaient aux mêmes tentations que leurs prédécesseurs. Au Maroc, ces réformateurs - les Almoravides et les Almohades, ainsi qu'au XXe siècle El-Hilba et d'autres - sont venus le plus souvent des territoires sahariens arides et pauvres du sud du pays. De nos jours, on trouve ces hommes du sud - Arabes et Berbères, la race ne joue à cet égard aucun rôle - aux portes des villes où ils ont planté leurs tentes. Ils forment un tiers de la population des quartiers insalubres qui bordent les grandes villes.

La méconnaissance des impulsions révolutionnaires inhérentes à l'islam constitue donc la première faute commise par les "spécialistes du Maroc" et par le roi Hassan. La deuxième consiste à négliger les changements radicaux qui se produisent au Maroc de nos jours.

Il n'y a plus de "muraille de Chine" pour protéger les vieilles dictatures. Le conte merveilleux du pauvre diable qui devenait sultan était autrefois, dans l'imagination collective, le seul moyen de triompher de la pauvreté. Mais aujourd'hui, chacun sait, jusque dans le taudis le plus misérable des bidonvilles qu'il y a d'autres possibilités et que d'autres peuples nous ont montré la voie.

Il était admis autrefois qu'un riche devait sa richesse à Dieu. Aujourd'hui, on tient sur les gens cousus d'or un tout autre langage, on ne mâche plus ses mots et on les traite de voleurs. Comment donc de pauvres étudiants pourraient-ils éprouver autre chose que de la haine à l'égard de ceux qui nagent dans une opulence acquise par des moyens illicites, quand eux-mêmes n'ont aucune chance raisonnable d'obtenir un poste dans la fonction publique - soixante-dix pour cent des fonctionnaires d'Etat ont moins de quarante ans ! -, ni grand espoir de trouver un emploi dans le secteur privé - même dans les années de prospérité économique, on n'a créé que cent à cent dix mille emplois par année, alors qu'il en aurait fallu au moins le double, ne serait-ce que pour suivre la rapide croissance de la population.

En mars 1965, les habitants des bidonvilles de Casablanca se rebellèrent contre l'oppression. Selon un témoin oculaire, le soulèvement fut réprimé avec une telle brutalité que, de l'avis de ce témoin, la population "ne se révoltera plus de très, très longtemps". Mais le chômage qui sévit parmi les jeunes universitaires et la rébellion des gens cultivés constituent pour le régime un autre danger, moins évident, mais de plus en plus explosif. C'est la raison pour laquelle la plupart des révolutions du tiers-monde prennent naissance dans les casernes et non dans les faubourgs, comme ce fut le cas en Europe au siècle passé.

Un autre aspect frappant des événements étrangement incohérents de ce dramatique 10 juillet fut cette

violence à l'égard des étrangers, totalement atypique du Maroc, car le Marocain, quoi qu'on puisse lui reprocher par ailleurs, est des plus accueillants.

Quand on en était venu, des années plus tôt - par exemple en 1907, en 1912 et en 1953-1955 -, à des explosions de violence contre des étrangers, c'était dans le cadre de la lutte pour l'indépendance. Que des hôtes étrangers - ambassadeurs, médecins, hommes d'affaires - aient été attaqués à Skhirat et, comme c'est arrivé dans quelques cas, fauchés au pistolet mitrailleur, est naturellement inexcusable, mais s'explique par l'intensité des sentiments des putschistes.

Pour comprendre ces choses, il faut considérer le contexte d'un plus près. L'indépendance politique n'a nullement pour conséquence automatique l'indépendance économique, surtout pas quand le secteur industriel moderne qui constitue la clé du développement d'un pays reste aux mains de l'ancienne puissance coloniale qui a créé cette industrie.

Dans les "pays socialistes", le problème a été "résolu" par l'étatisation. Au Maroc, qui s'est décidé en faveur de la voie "libérale", une politique visant à une autonomie économique authentique aurait exigé impérieusement que la bourgeoisie du pays prît possession des biens des capitalistes étrangers. Mais le fait est que notre bourgeoisie ne le voulait ou ne le pouvait pas. Les négociants en gros de Fès - nommés "Fassi" -, point trop nombreux, n'ont nullement évolué vers des entreprises capitalistes modernes comme l'avaient fait en général avec succès leurs prédécessseurs du XIXe siècle. Aux investissements à long terme du secteur industriel, ils ont préféré des projets et des spéculations à court terme. Ou alors ils ont opté pour des investissements "sûrs" dans l'achat de terrains, d'immeubles, d'or ou de bijoux.

Aussi le capital étranger a-t-il pu prendre en main lui-même l'industrialisation, avec tous les risques et profits qu'elle comporte. Si bien que c'est l'Etat "libéral" qui a dû bon gré mal gré financer de ses propres deniers de nouveaux projets industriels qui sans cela auraient été assumés exclusivement par des capitalistes étrangers. Lors de la crétion de la BNDI (Banque nationale de développement industriel) qui, comme son nom l'indique est chargée de promouvoir le développement industriel, le capital nécessaire a été mis à disposition par l'Etat et par des financiers étrangers. Selon le projet, dix our cent des actions devaient être proposées à des capitalistes du pays. Mais ces derniers ont manifesté si peu d'intérêt que les financiers étrangers ont dû prendre en charge ces dix pour cent eux-mêmes.

La "marocanisation" du secteur des services - ou secteur tertiaire - correspond pleinement aux désirs de la bourgeoisie du pays. Pendant que l'Etat et les représentants des intérêts étrangers s'occupent de l'industrialisation, le secteur des services se développe à l'abri de l'industrie et engrange de juteux profits - on s'enrichit plus facilement et plus rapidement dans la publicité que, par exemple, dans l'industrie de la fonte.

Les employés participent eux aussi activement à la danse autour du veau d'or. Beaucoup d'entre eux sont issus de familles bourgeoises, ou y sont entrés par mariage. D'autres ont compris qu'un diplôme universitaire pouvait ouvrir les portes de la trésorerie de l'Etat. Dans la France du roi bourgeois Louis-Philippe, les bourgeois étaient par nature très économes et évitaient soigneusement de faire étalage de leurs biens. Au contraire, les nouveaux riches marocains manifestent la très nette tendance à la vantardise - tout ou rien - propre aux Bédouins. Dans beaucoup de milieux de la capitale, on est gêné de recevoir des visiteurs quand on ne peut pas au moins se targuer d'avoir une piscine dans son jardin.

Il était bien difficile aux exclus de la "fête du roi" de réprimer des sentiments de jalousie à l'égard des invités entourés d'un luxe inouï. Ils devaient éprouver une peine énorme à ne pas ressentir de rancoeur envers tous ceux, nationaux ou étrangers, qui vivaient dans un confort totalement inaccessible non seulement aux masses, mais aussi à la petite bourgeoisie. Les gens qui disposaient d'une certaine instruction et étaient suffisamment intelligents pour détecter les causes de cette situation aboutissaient inévitablement à la conclusion que les Marocains qui s'étaient enrichis dans le secteur des services avaient amassé leur fortune en servant de laquais aux capitalistes étrangers qui administraient le secteur industriel.

Cette thèse est souvent défendue par les journaux marocains progressistes. Leurs rédacteurs solidement endoctrinés ont lu leur Marx à fond et fustigent la bourgeoisie, pilier du régime, comme valet du «capitalisme occidental». Mais, fidèle à ses habitudes, le régime achète la loyauté de ces intellectuels, et cela pour un plat de lentilles.

Les cadets d'Ahermoumou n'avaient pas lu Marx et les journaux progressistes ne faisaient pas non plus partie de leurs lectures de chevet. Mais ils savaient que la bourgeoisie et les profiteurs de la corruption avaient fait fortune à l'étranger et que leurs avoirs reposaient dans les coffres-forts des banques occidentales. Ils n'avaient pas encore d'idéologie bien définie et n'éprouvaient qu'une sourde indignation et une colère morale. Ajoutés à l'inspiration puisée dans l'islam, ces sentiments se révélèrent suffisants pour conduire le régime au bord de l'abîme et dévoiler ainsi sa vulnérabilité.

Un Français établi au Maroc a raconté qu'il se trouvait justement chez des amis autochtones lorsque la nouvelle du putsch de Skhirat se répandit. Chaque heure apportait de nouvelles informations. A la joie générale des premiers moments succéda l'embarras, lorsque chacun s'empressa de protester de son loyalisme envers le roi.

Un régime décline inévitablement quand il n'est plus capable de tenir compte des traits psycho-sociaux de son peuple. Ce n'est pas seulement le cas pour les monarchies, mais aussi pour bien des républiques. On ne peut plus gouverner un pays au XXe siècle comme on le faisait autrefois, si vivantes que soient les traditions. Un

«royaliste" marocain a déclaré à propos d'Hassan II : «Il se veut un monarque moderne, éclairé, et prétend simultanément gouverner le pays comme le faisait Moulay Ismaïl qui fut sultan de 1672 à 1727. C'est impossible.»

Le «gouvernement» marocain ne se compose pas de ministres au sens actuel du terme, mais d'esclaves d'un souverain de droit divin, dont la volonté fait loi.

Le pouvoir personnel absolu conduit tout naturellement, depuis la nuit des temps, à de grands dangers et inconvénients. Je me permets de douter qu'il soit encore viable dans le monde actuel, qui se complique toujours davantage. Celui qui règne seul est condamné à un isolement croissant, pour devenir finalement le prisonnier désemparé de sa propre solitude. «Il n'écoute plus personne. On ne peut plus lui dire la vérité.» C'est en ces termes que se plaignait l'un des plus proches conseillers d'Hassan, et l'on entend sans cesse des propos de ce genre dans les couloirs du palais royal - sotto voce, bien entendu. Mais que faire quand la corruption régit le gouvernement et l'Etat ?

Certains chefs compensent la solitude du pouvoir absolu par leur rayonnement charismatique qui les relie aux masses presque magiquement. A défaut de génie, les rois français pouvaient se prévaloir de leur sacre de monarques de droit divin. Les sultans "alawites" pouvaient se référer à la "baraka" ou bénédiction divine. Mais ces choses-là ont de moins en moins d'impact de nos jours. Y a-t-il encore, dans le Maroc actuel, un lien entre le roi et son peuple ? Il n'y en a plus guère. C'est pourquoi un nombre croissant de citoyens jugent le régime illégitime.

Ceux qui ont suivi de près les événements du 10 juillet 1971 et du 16 août 1972 n'ont pu s'empêcher d'être frappés par la passivité de la population. Aucune vague humaine n'a déferlé pour manifester pour ou contre le roi. On aurait dit que toute l'affaire se jouait dans un monde étranger, infiniment loin des simples mortels, qui n'avaient ni l'envie ni la possibilité d'y participer.

Il est vrai que le rythme précipité des événements ne laissa guère au peuple le temps de réagir. Mais le soulagement causé par l'annonce que le roi s'en était sorti sain et sauf et que le putsch avait échoué aurait dû déclencher de véritables explosions de joie dans les milieux royalistes. Il n'en fut rien. L'absence de toute réaction spontanée constitue une autre preuve de la terrible solitude dans laquelle les détenteurs du pouvoir absolu vivent en réalité. La déception engendrée par l'échec du putsch fut finalement plus discernable que la joie.

Un autre aspect encore destentatives de putsch mérite considération, bien que son interprétation présente quelque difficulté. Il s'agit du rôle disproportionné joué par les Berbères à cette occasion. Tout le monde sait

que les forces armées du roi se composent en grande partie de Berbères. On trouve des Berbères non seulement dans les positions subalternes, mais aussi parmi les dirigeants. La plupart des généraux qui furent collés au mur le 13 juillet 1971 étaient berbères. Cela peut s'expliquer : l'enthousiasme pour le métier des armes et la gloire militaire est depuis toujours particulièrement fort au sein d'une population montagnarde habituée à une existence rude, et la plupart des habitants des montagnes appartiennent à des tribus berbères. Mais il serait tout à fait erroné d'interpréter la rébellion comme un insurrection des Berbères contre les Arabes. Il est vrai, en revanche, qu'Hassan avait repris à son compte la stratégie de l'ancienne puissance coloniale : il voulait s'appuyer sur les Berbères, qu'il considérait comme plus fiables, du fait qu'ils étaient plus attachés à leur traditions et moins touchés par les «bienfaits» de la modernité. Le mythe du «bon sauvage», en l'occurrence du «bon Berbère» a la vie dure. Mais celui qui compte sur les Berbères pour défendre une forme de société rétrograde risque une vilaine désillusion. Certes, les Berbères sont fidèles, mais ils aiment aussi leur liberté et attachent une grande valeur à la justice. Pour eux, Hassan est un homme impie.

Les Berbères se sont rarement entendus au cours de leur histoire. Ils forment une mosaïque de tribus et de clans qui se sont parfois combattus. Les aides de camp du roi tombés à Skhirat étaient aussi berbères pour une bonne part. Madbouh et les chefs suprêmes de la révolte étaient berbères, originaires du Rif de surcroît, où le peuple s'était soulevé en 1958. L'insurrection avait été réprimée par les forces armées royales commandées par le prince Moulay Hassan avec une impitoyable brutalité.

Le douloureux souvenir de ce bain de sang a-t-il joué un rôle dans l'action des chefs de la rébellion ? Je n'en sais rien. Ce qu'on peut dire, en revanche, en toute certitude, c'est que les orgueilleuses tribus des montagnes n'oublieront sûrement pas les généraux qui étaient leur fierté et leur espoir. Elles n'oublieront pas leurs cadavres criblés de balles profanés par la populace. La vengeance est un plat qui se mange froid , dit un proverbe français.

Lors du soulèvement de 1958, les gens du Rif scandaient : "Nous en avons assez d'être dominés par les gens de Fès." Il convient de mentionner ici que les capitalistes de Fès sont en partie des juifs convertis à l'islam. Ces derniers sont certainement fortement surreprésentés au sein de l'élite au pouvoir et possèdent une part absolument excessive de la fortune nationale. Mais quand les rebelles scandaient des slogans hostiles aux "gens de Fès", ils utilisaient l'expression plutôt au sens figuré. Ils désignaient par là, de manière très générale, la ville corrompue, avec son accumulation de luxe tapageur et de richesse, qui excite à la fois la convoitise des pillards, la haine des pauvres et la répulsion des puritains.

Tous ces facteurs entrèrent en jeu plus tard, lors de la révolte de Skhirat. Les Berbères, qui sont plus belliqueux, plus pauvres et plus puritains que le reste de la population rurale, forment peut-être le fer de lance de l'armée des paysans marocains, qui n'a cessé, au cour du siècle, de s'insurger contre le luxe et la tyrannie

des villes, et qui voit de plus en plus clairement que sa pauvreté n'est pas un sort inéluctable, imposé par Dieu. Des statistiques objectives confirment à cet égard les pressentiments instinctifs du petit peuple, en montrant que la hausse du niveau de vie de la population urbaine, ou à tout le moins d'une partie de cette population, se fait au détriment de la population rurale.

Pour comprendre l'origine d'un mouvement politique, il est souvent utile de rechercher comment il s'est développé plus tard. Dans le cas d'un mouvement étouffé dans l'oeuf comme celui que l'on a décrit ici, cette possibilité nous est naturellement refusée. On peut toutefois se demander à bon droit où le putsch aurait mené s'il avait été couronné de succès. D'aucuns ont tiré des parallèles avec les événements de Grèce qui conduisirent en 1967 aux sept années de dictature des colonels. La comparaison avec un régime d'orientation nassérienne serait sans doute plus appropriée. Si la balle qui atteignit Madbouh l'avait touché quelques centimètres plus à gauche ou plus à droite, le Maroc serait peut-être aujourd'hui gouverné par un groupe d'officiers islamo- nassériens.

Ceux qui croient que les deux tentatives de putschs de 1971 et 1972 furent de simples révolutions de palais se trompent : elles avaient de tout autres racines. Restent les problèmes qui étranglent presque tous les pays dits du tiers-monde et à la solution desquels le Maroc ne s'attaque pas sérieusement.

Pendant des siècles, le peuple du Maroc a vécu dans la pauvreté, parfois dans le dénuement. La population n'augmentait pas notablement, en raison de la faible espérance de vie. Aujourd'hui, le nombre d'habitants du pays augmente de 3,2% par année, ce qui revient à dire qu'il double tous les vingt ans. Et tous ces gens, qui n'ont le plus souvent aucune perspective d'existence conforme à la dignité humaine, peuvent aller à l'école et écouter la radio, car il y a dans chaque tente et dans chaque baraque un transistor. L'ère de la résignation est révolue.

Le système ébranlé jusque dans ses fondements le 10 juillet 1971 et le 16 août 1972 était le vieux système féodal Makhzen qui avait survécu longtemps - à travers quarante-cinq ans de domination coloniale et trente ans de pseudo-indépendance à caractère néo-colonialiste, durant lesquels les richesses du pays avaient été exploitées au profit des potentats et de leurs suppôts.

Les principes du développement économique sont à la fois très simples et très compliqués. Pour produire davantage, il faut investir. Pour investir, il faut épargner. Pour épargner, il faut consommer moins qu'on ne produit, ce qui signifie qu'on doit accepter les privations.

Pendant des siècles, seule la grande masse était disposée à accepter les privations. De nos jours, la masse renâcle de plus en plus, d'autant qu'elle voit une minorité de coquins parasites nager sans vergogne dans la

richesse et le luxe. Peut-être est-il illusoire de croire que le fardeau des privations peut être réparti équitablement sur toutes les épaules, la justice absolue n'existant pas. Mais on peut à tout le moins exiger que les injustices ne soient point trop criantes et que les pauvres, qui supportent la plus grande partie de la charge, reçoivent une compensation à la mesure de leurs sacrifices.

Il se peut que tout cela paraisse évident, mais, pour que ces revendications naturelles soient satisfaites, il faut une révolution. Si celle-ci ne peut être menée à bien par des moyens pacifiques et dans l'ordre - de telles révolutions sont possibles, comme le montre l'exemple de la Suède -, elle se fera dans le sang et la violence, et ce sont une fois encore les petites gens qui en souffriront le plus.

Mais le peuple marocain n'a pas le choix. C'est le sort de tout un pays qui est en jeu. Ou bien la révolution est couronnée de succès et la monarchie sera abolie, ou bien les révolutionnaires mourront en musulmans libres. Le Coran dit que là où règnent des rois, la corruption se propage et transforme les hommes libres en esclaves. L'islam a été dès le début une idéologie et un mouvement révolutionnaires dirigés contre la tyrannie et la monarchie héréditaire.

Les portes de l'avenir sont ouvertes. Le 10 juillet 1971 et le 16 août 1972 ont été des signaux d'alarme pour la caste dominante. Hassan II et ses chiens d'attache n'arrêteront pas le cours de l'histoire. Le destin du shah d'Iran devrait servir d'avertissement à notre despote, et non seulement à lui, mais à tous les Marocains et étrangers qui profitent d'un régime taré.

L'intervention de l'armée dans l'évolution de la politique intérieure d'un pays n'est pas un phénomène limité au prétendu tiers-monde. A mon arrivée en Suède, je me suis intéressé quelque peu à l'histoire de ma nouvelle patrie. J'ai appris que, le 13 mars 1809, sous la direction du général Adlercreutz, un groupe d'officiers suédois avait mené à bien un coup d'Etat contre le roi Gustave Adolphe, parce que celui-ci pratiquait une mauvaise politique intérieure et extérieure. Il fut arrêté par les officiers dans son château de Stockholm, et déposé le 10 mai de la même année. Les réformes politiques qui suivirent forment la base de la constitution et de la démocratie suédoises actuelles.

Table des matières:

Le monde islamique

Le monde arabe, dont je suis issu, est avant tout une communauté culturelle enracinée dans un héritage commun, dans un monde intellectuel très profond qui se fonde sur la religion musulmane. Mais le rôle joué par l'islam n'est pas seulement de nature religieuse. L'islam est un facteur historique qui, sur le plan intellectuel et idéologique, a contribué de manière décisive à la naissance d'une nationalité "arabo-islamique".

Font partie de cette "nationalité arabo-islamique" appelée aussi "monde arabe" :

1) Ceux qui parlent une variante de la langue arabe et considèrent cette dernière comme leur langue "naturelle"; ce peut être le cas de gens qui ne savent pas du tout l'arabe, de beaucoup de Berbères, par exemple.

2) Ceux qui considèrent comme leur héritage l'histoire et les caractéristiques culturelles du peuple qui se désigne

lui même comme peuple arabe et est ainsi nommé par les autres. Ces caractéristiques culturelles comprennent au tout premier chef, depuis le VIIe siècle, la religion musulmane qui constitue dans une certaine mesure l'âme de l'arabisme.

3) Ceux qui revendiquent leur identité arabe et l'assument consciemment.

Le monde arabo-islamique se compose des peuples des pays dont la constitution fixe leur appartenance à ce monde, ou qui sont Etats membres de la Ligue Arabe et ont signé ses traités. La nation islamique - nous autres musulmans utilisons constamment cette notion au singulier même si un non-musulman aurait plutôt tendance à recourir au pluriel - se rassemble autour de la religion musulmane qui constitue simultanément la source d'inspiration décisive de son idéologie politique. Abstraction faite des frontières culturelles, tous les pays arabes forment un bloc idéologique et politique doté d'une civilisation arabo-musulmane commune. Le monde arabe considère l'islam comme une révélation divine de l'homme, du monde et de Dieu, et comme un trésor inestimable, commun à tous les Arabes. Même les Arabes chrétiens le reconnaissent comme tel, et révèrent le prophète Mahomet comme celui qui a réalisé l'unité des Arabes et les a éveillés à la spiritualité. On peut ranger l'islam au nombre des religions séculières si le mot «séculier» signifie que les masses prennent conscience de leur responsabilité face à leur histoire. Le Coran ne cesse de souligner combien il est important d'éveiller dans la communauté populaire la conscience de sa responsabilité.

La tendance générale du nationalisme arabo-musulman est révolutionnaire, du fait qu'il doit mener un combat aussi bien défensif qu'offensif contre des circonstances extérieures adverses et contre l'hégémonie coloniale, qu'elle soit de nature capitaliste ou communiste. Aussi les courants qui naissent des aspirations des masses et qui forment la base d'une idéologie politique nationale sont-ils captés et canalisés, épurés et façonnés dans le sens de l'islam. Celui-ci marque de son empreinte les paroles et les actes des castes dominantes.

Les Etats arabes actuels ne peuvent pas être qualifiés d'Etats nationaux. Il n'y a qu'une nation islamique, l'«umma». Selon l'idéologie arabe et islamique actuelle, le seul Etat national absolument légitime serait celui qui engloberait la totalité de la nation islamique. La loyauté du musulman orthodoxe s'adresse bien plutôt à l'Etat idéal, qui reste à créer, qu'à l'Etat réellement existant.

Selon le Coran, un musulman ne doit fidélité à l'Etat que si celui-ci est une organisation politique légitime, reposant sur d'authentiques principes islamiques, qui ne reconnaît pas de frontières entre musulmans. Si tel n'es pas le cas, c'est le règne de l'oppression («zulm»), qui justifie la révolte, c'est-à-dire la révolution. La force issue de la foi met davantage encore en lumière le caractère provisoire, au fond illégitime, des Etats islamiques et arabes aujourd'hui désespérément éparpillés, et affaiblit la loyauté du croyant à leur endroit.

Tous les régimes actuellement en place dans le monde arabe sont illégitimes, mais essaient de se donner par toutes sortes de voies tortueuses l'apparence de la légitimité islamique.

On peut en outre observer à présent, et c'est un phénomène du plus haut intérêt, deux choses qui, à la vérité, ont toujours existé, mais qui revêtent dans les circontances présentes une importance particulière. On remarquera tout d'abord la vitalité politique et sociale extrêmement grande de l'islam, et on notera ensuite avec quelle détermination celui-ci opère depuis peu sa rentrée dans l'histoire - comme sujet et non comme objet. Cependant, l'islam renonce à se donner à tout prix un visage moderniste et il juge tout aussi inutile de se justifier par des arguments intellectuels empruntés à des manières de penser qui lui sont étrangères. Il trouve sa justification en lui-même, dans ses propres textes sacrés.

Le Professeur Jacques Bercque souligne : «L'islam ne peut être porteur que d'une utopie, l'utopie de la restauration de l'harmonie entre l'homme et le monde... A mon avis, la puissance du monde islamique et arabe ne réside pas dans son pétrole, mais dans la force de son identité ou, si l'on veut, dans la force de son authenticité. Si on veut vraiment comprendre ce qui se passe actuellement dans le monde islamique, on doit se défaire de toutes les catégories empruntées à la sociologie, qui nous contraignent à penser en termes politiques ou matérialistes. On doit en revanche remettre à l'honneur la dimension fondamentale de l'imaginaire, et comme l'islam se trouve en pleine révolution, on ne peut en aucun cas perdre de vue qu'il s'agit au premier chef d'une révolution culturelle.»

La «modernité», qu'elle se pare des plumes orientales ou occidentales, a montré qu'elle n'était qu'une singerie, une forme caractéristique de dépendance culturelle, intellectuelle et économique indéfendable et extrêmement illusoire. Il est totalement impossible de comprendre la révolution musulmane si l'on n'a pas auparavant étudié et compris l'islam, qui en est l'âme et l'idéologie nationale.

Beaucoup d'occidentaux confondent les notions de musulman et d'arabe; c'est ainsi que l'Iran est parfois qualifié d'«Etat arabe», ce qui, bien entendu, est une absurdité. Il n'est nullement nécessaire d'être arabe pour être musulman. La nation islamique («umma»), qui a pris forme à partir du VIIe siècle, repose au premier chef sur la culture arabe, laquelle, de son côté, se fonde sur l'islam.

Les Arabes authentiques relativement peu nombreux qui participèrent à l'origine à la diffusion de l'islam eurent tôt fait de se fondre dans les nouvelles sociétés locales. Ce que l'on appelle aujourd'hui «monde arabe» est une création de l'islam et non d'un colonialisme arabe. Le monde arabe englobe les Etats islamiques qui ont l'arabe pour langue nationale. Les autres Etats islamiques, de la Turquie au Pakistan, de l'Iran à l'Indonésie, ont leurs propres langues.

Les quelque deux cent millions d'Arabes qui vivent dans les Etats s'étendant du Maroc à l'Irak ne constituent qu'une minorité au sein du monde islamique qui compte un milliard d'individus. L'arabe étant la langue du Coran - on prononce ses prières dans cette langue -, il est pour chaque musulman une langue sacrée. Le Coran, texte sacré, n'est pas traduit, contrairement à la Bible. Les traductions du Coran qui existent néanmoins n'ont pas valeur de textes sacrés, mais uniquement d'interprétations.

Tout musulman doit lire et réciter le Coran en arabe. Il s'agit du texte original, totalement inchangé, mis par écrit au VIIe siècle de la chronologie occidentale. Il n'est naturellement pas nécessaire de savoir l'arabe pour être musulman. Ma mère, par exemple, ne sait pas l'arabe. Elle s'est contentée d'apprendre par coeur quelques versets du Coran qui lui suffisent pour dire ses prières.

Table des matières:

En Suède

Le 25 août 1973, Je quittai Paris par avion à destination de Stockholm, muni d'un faux passeport. Je n'étais absolument pas préparé à ce qui m'attendait en Suède. Selon mon faux passeport, je m'appelais Idrissi. J'avais ôté moi-même la photographie du véritable détenteur et collé la mienne à la place.

A bord de l'avion, je me trouvai assis à côté d'un jeune Suédois. Il s'appelait Håkan Fredén et venait de passer des vacances en France. Je me présentai comme «Idrissi d'Algérie». Håkan travaillait en qualité d'ingénieur à

l'hôpital universitaire d'Upsala. C'était la première fois que j'entendais le nom de cette ville. Ayant appris que je ne fumais ni ne buvais, Håkan me demanda de me charger pour lui d'une ration supplémentaire de marchandises exemptes de droits de douane. Tel fut mon premier contact avec un Suédois.

A l'aéroport, je passai la douane sans encombres. Håkan m'offrit de passer la nuit chez lui à Upsala et de poursuivre ma route vers Stockholm le lendemain. Je lui avais expliqué que je voulais m'offrir une semaine de tourisme dans la capitale de son pays. Il habitait une maison bonne pour la démolition, sans eau chaude et sans cuisine. Les toilettes se trouvaient à l'extérieur, dans la cour. Il était pourtant ingénieur ! Il dépensait le moins possible pour son logement, afin d'avoir davantage d'argent pour ses voyages.

Le lendemain, je pris le train pour Stockholm. J'avais promis à Håkan de lui téléphoner avant mon départ. Devant la gare centrale, je demandai à quelques personnes si elles connaissaient un hôtel bon marché où je pourrais passer quelques nuits. J'allais me tourner vers une jeune dame quand un monsieur d'une cinquantaine d'années m'adressa la parole et me demanda si j'avais besoin d'aide. Nous prîmes le bus à destination du foyer d' étudiants de Domus. J'y obtins une chambre, mais sans literie. L'homme qui m'avait aidé dans ma recherche d'une chambre s'offrit aussi à me fournir le nécessaire, mais je lui fis comprendre que je pouvais sans autres dormir à même le matelas.

Il revint plus tard dans la soirée, mais je refusai de lui ouvrir ma porte. J'avais bien reconnu sa voix, mais j'étais extrêmement soupçonneux, car, en fin de compte, j'étais toujours en fuite. Il s'en alla donc, mais non sans avoir introduit par l'ouverture destinée au courrier des draps de lit et une taie d'oreiller. Comme je n'avais, en dehors de mon faux passeport, pas l'ombre d'un papier d'identité, je n'osais me rendre à la police pour annoncer mon arrivée. Je craignais aussi d'être arrêté pour être entré dans le pays muni d'un passeport qui ne m'appartenait pas. Comment allais-je donc m'y prendre pour pouvoir rester en Suède ?

Il me fallait absolument trouver quelqu'un qui me procurât un premier contact avec la police. Durant les premiers jours, je ne révélai mon identité à personne. Au milieu de la semaine, je fis la connaissance d'un juriste suédois du nom de Lennart Aspegren, qui travaillait pour l'aide suédoise aux réfugiés, ainsi que pour Amnesty International. C'est à lui et à un autre membre actif des de ces deux organisations, un Grec nommé Poniridis - il allait devenir plus tard ambassadeur de Grèce en Suède ! - que je dévoilai ma situation et manifestai que je voulais rester dans le pays comme réfugié politique. Ni l'un ni l'autre ne savait très bien comment la police réagirait à mon faux passeport.

Poniridis proposa que nous nous rendions néanmoins au poste de police de Kungsholmen où je déposerais une demande d'asile. Mais il y avait le risque que les policiers m'arrêtent et m'expulsent. J'avais compté avec cette possibilité et décidé d'emporter quelques manuels d'anglais. J'aurais au moins quelque chose à étudier si je

devais me retrouver sous les verrous.

Le dernier jour de ma première semaine en Suède, c'était un vendredi, je me rendis avec Poniridis au poste de police susmentionné. J'avais emporté dans ma petite valise rouge des vêtements et des livres. Nous fûmes reçus par une femme très séduisante qui s'appelait Kerstin et occupait la fonction d'inspecteur de la police criminelle. J'étais naturellement nerveux et inquiet.

Poniridis expliqua en suédois ce qu'il savait de moi, mais l'inspecteur ne tarda pas à l'interrompre pour m'interroger directement en français. Je restai seul avec elle dans son bureau. Elle se montra très amicale et affable. Lorsqu'elle apprit que j'étais venu muni d'un faux passeport, elle voulut en connaître la raison. Après que je lui eus raconté mon histoire, elle me félicita spontanément d'avoir réussi à m'échapper vivant du Maroc. Elle voulut savoir aussi si je préférais loger à l'hôtel ou dans une famille pendant que j'attendrais l'interrogatoire officiel de la police. Pour diverses raisons, je choisis la seconde possibilité.

Après consultation avec un service social, elle prit contact avec une famille qui habitait Axelberg, au sud de Stockholm. Elle prit aussi des dispositions pour que je reçoive de l'argent et me demanda de revenir le lendemain avec quelques photos toutes neuves, afin que je puisse obtenir une carte d'identité pour étranger. Le service social me donna l'adresse de la famille chez laquelle j'allais habiter momentanément, de l'argent pour des vêtements et un abonnement mensuel de métro.

La famille Hedell d'Axelberg se composait de la mère, Ann-Sofie, de la fille, Cecilia, du fils, Niklas, et de cinq chiens. On me fournit ma propre chambre et je fus autorisé à utiliser la cuisine et la salle de bains à ma guise. Ils furent tous extrêmement amicaux à mon endroit. Ann-Sofie savait le français - je savais à peine l'anglais à l'époque - et me servait d'interprète.

Je téléphonai à mes amis Lennart Aspegren et Poniridis pour leur raconter comment les choses s'étaient passées et leur dire que j'allais être bientôt interrogé officiellement par la police.

C'est par la police que les media apprirent mon évasion du Maroc et mon arrivée en Suède. La plupart des gens que j'avais connus au Maroc me croyaient bel et bien mort et la nouvelle du succès de ma fuite vers le nord de l'Europe ne fut pas une mince surprise pour beaucoup d'entre eux.

L'Agence France Presse (AFP) fut la première à annoncer la nouvelle. Le directeur de cette agance à Stockholm, Georges Herbouse, était un ancien officier français qui avait été stationné au Maroc et s'était fait journaliste après sa mise à la retraite. Il était bien renseigné sur la situation de mon pays et savait fort bien qui j'étais, bien que nous ne nous fussions jamais rencontrés aupravant.

A peine les media français, qui s'intéressent ardemment à la situtation du Maroc, eurent-ils appris, par une dépêche AFP, où je me trouvais, qu'une activité journalistique trépidante se déchaîna. La nouvelle de mon arrivée à Stockholm s'étala en grosses lettres dans les quotidiens et les hebdomadaires français. La radio, la télévision françaises et Radio Luxembourg annoncèrent elles aussi la nouvelle. Des reporters de Paris Match, de l'Express, du Nouvel Observateur, du Monde et de RTL (Radio Télévision Luxembourg) vinrent m'interviewer dans la capitale suédoise. Bref, mon évasion réussie provoqua d'énormes remous. Les journaux marocains eux-mêmes imprimèrent l'interview de l'AFP à la une.

C'est ainsi que mes parents, frères, soeurs et amis du Maroc apprirent que j'étais toujours parmi les vivants. Mon amie française prit elle aussi la nouvelle en pleine figure. C'est en feuilletant une édition de Paris-Match dans un commerce de la ville de Beauvais qu'elle tomba sur des photos de moi et lut ce qui m'était arrivé. Elle s'évanouit au milieu du magasin.

Au cours de la première période de mon séjour en Suède, je fis aussi la connaissance d'un homme qui allait devenir mon meilleur ami. C'était un réfugié politique polonais du nom de Stanislaw Romanow. Ce fut la rencontre d'un demandeur d'asile issu d'un Etat dictatorial pro-américain et capitaliste avec un demandeur d'asile issu d'une dictature pro-soviétique et communiste. Il me fut d'un grand secours au début, car il était arrivé en Suède queques années plus tôt et maîtrisait la langue du pays.

En septembre 1973, je fus aussi interviewwé par la télévisin suédoise. Le reporter était Lars-Ola Borglid. Mes premières expériences m'avaient donné une excellente impression de la Suède et des Suédois. La société, le pays, les gens, la nature - tout cela me plaisait énorméement. J'étais tout particulièrement impressionné par le système politique, avec tous ses droits de l'homme et ses libertés, qui, loin de n'être que des slogans creux, existent bel et bien dans la pratique.

Si je m'étais réfugié en Algérie ou dans l'un des Etats communistes comme la Pologne, la Russie ou Cuba, moi qui rêvais de liberté et de démocratie, j'aurais sans doute éprouvé très vite une énorme désillusion - une désillusion telle que j'aurais peut-être conçu le soupçon que les idéaux pour lesquels je m'étais tant battu au Maroc n'étaient que vaines chimères impossibles à concrétiser. La réalité m'aurait dégrisé. Mais une heureuse destinée m'avait amené en Suède où je constatais que mes rêves étaient tout à fait réalisables.

En Suède, les droits de l'homme et la liberté d'opinion, le pluralisme et la tolérance étaient des réalités, tout comme la démocratie et l'égalité politiques et économiques, ce qui était le plus important de tout. Bien des principes fondateurs de l'islam, comme la dignité humaine, le liberté et la justice sont incomparablement mieux appliqués en Suède que dans un Etat prétendument islamique comme le Maroc.

J'eus même une vision du paradis, tel qu'il est décrit dans le Coran et tel que je me l'étais peint dans mon imagination, en arrivant en Suède par un beau jour de l'arrière-été et en voyant la splendeur de la nature. En apercevant le Skärgarden pour la première fois, j'eus du paradis une image encore plus belle que par le passé.

Toutefois, malgré l'admiration sans limites que je portais à la Suède, mes pensées allaient toujours aux habitants de ce Maroc où j'avais mes racines. J'étais hanté par le rêve d'y changer le système, afin que les gens puissent espérer en un avenir digne d'être vécu. Je voulais y accomplir une révolution démocratique, afin que nous, Marocains, bénéficiions aussi de ces droits de l'homme jugés si naturels en Suède.

Mes racines se trouvant au Maroc, et mes espérances étant liées à ce pays, je considère aujourd'hui encore mon séjour en Suède comme provisoire. Je n'étais pas venu dans ce pays en immigrant, dans l'intention d'y rester à jamais, et ne m'étais nullement préparé à y demeurer longtemps. Je tablais toujours sur une révolution rapide au Maroc, qui me permettrait de rentrer chez moi.

Au bout d'une attente de plusieurs semaines, je fus convoqué par la police pour un interrogatoire approfondi. C'était mon deuxième contact avec la police suédoise. Quelle différence avec la police du Maroc ! On dit là-bas qu'un policier est comme un scorpion qui pique tout ce qui l'approche de trop près. Un policier ne fait pas de différence entre l'ami et l'ennemi : son dard menace tout le monde. Les instruments de torture, dont l'usage est constant au Maroc lors des interrogatoires des prisonniers politiques, n'existent plus en Suède que dans les musées d'histoire médiévale.

La première fois que j'avais eu affaire à la police suédoise, j'éprouvais encore la crainte qui m'avait toujours submergé au Maroc quand je me trouvais devant un policier. Mais cette peur me quitta très vite et je fis bientôt pleine confiance à la police suédoise.

Lors de mon premier interrogatoire effectif conduit par deux jeunes policiers, j'eus l'impression qu'ils ne me posaient que les questions qui figuraient sur leur formule imprimée, car ils paraissaient plutôt indifférents. Ils s'étaient assuré le concours d'une interprète, une juriste, pour qui ce travail était un emploi accessoire. Elle était très spontanée et très franche. Elle portait sur sa robe un insigne du parti conservateur et ne cessait de souligner qu'elle était conservatrice. Mais cela ne l'empêchait pas d'éprouver une vive sympathie pour ma cause. Pendant que nous attendions les policiers, elle me montra deux autres porteurs d'uniformes qui étaient là et me dit : «Celui-là est conservateur, l'autre est un sozi.» C'était la première fois que j'entendais le mot sozi, et j'appris qu'on désignait par là un social-démocrate.

Lorsqu'elle apprit que je m'étais adressé à l'avocat Hans-Göran Franck, l'interprète se fâcha tout rouge. «Pourquoi diable êtes-vous allé chez un communiste ? Ce n'était vraiment pas une bonne idée. Il défend des

déserteurs américains du Viet-Nam !», éclata-t-elle. Après l'interrogatoire, elle se déclara très satisfaite de ce que j'avais fait au Maroc. «Ce sont des gars courageux comme vous qu'il nous faut pour nous débarrasses d'Olof Palme», me dit-elle en guise de compliment.

Je lui racontai toute mon histoire. Malheureusement, ses capacités d'interprète laissaient à désirer et elle commettait des fautes grossières. A l'évocation, par exemple, du commandant Saad qui était fantassin, elle traduisit le mot par «fantastique». De mon père le cheik, elle fit un prince ! Je fis remarquer les fréquentes incorrections de sa traduction et c'est dès lors un ancien ambassadeur qui assuma le rôle d'interprète.

Deux membres importants de la police de sécurité assistaient désormais à l'interrogatoire. On cessa de me poser les questions qui figuraient sur la formule imprimée pour m'interroger sur mon cas personnel.

Je reçus un permis de séjour, valable dès le 12 décembre 1973. Comme je ne connais pas ma date de naissance, mais qu'il m'en fallait une absolument pour mon numéro matricule, je choisis le 12 décembre, date de ma renaissance. J'avais pu, par une sorte de miracle, quitter mon pays vivant, et possédais désormais une nouvelle patrie !

Je n'ai jamais songé à abandonner la partie, pas même dans les moments les plus sombres qui ont suivi le putsch manqué et marqué ma fuite. Je n'aurais jamais eu l'idée de renoncer à mon combat en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Même si le coup d'Etat avait réussi et engendré une véritable révolution, il ne me serait pas venu à l'esprit de me croiser les bras.

L'homme reste l'homme, et un changement dans le cours de la politique ne suffit pas à le débarrasser de ses défauts et de ses faiblesses. Abus de pouvoir, injustices sociales et vulgaire égoïsme auraient évidemment survécu, même dans une société révolutionnaire.

Le combat que nous menons contre la tyrannie et l'abus de pouvoir, contre l'oppression et l'injustice n'aura pas de fin. Il n'y a jamais de victoire définitive dans la lutte en faveur de la liberté. Il lui faudra se poursuivre tant qu'il y aura des hommes.

Ma volonté de continuer à me battre est d'autant plus forte que les injustices sont plus criantes. Même en Suède où les droits de l'homme sont si largement respectés, il y a des gens pour réclamer une amélioration du système.

Je suis plus que jamais convaincu que des changements profonds et une révolution démocratique au Maroc ne sont qu'une question de temps. La révolution viendra, avec ou sans moi. Je continue à considérer comme mon devoir et mon droit de poursuivre la lutte pour que ma patrie se libère du règne de la violence et qu'elle

connaisse un avenir meilleur. Je me suis juré de ne pas trahir les amis qui sont tombés dans ce combat.

Ce voeu, je l'ai fait à la mémoire de mes quinze camarades officiers qui, après la deuxième tentative de putsch, sont tombés sous les balles du peloton d'exécution, mais aussi du millier d'hommes qui croupissent encore en prison, dans des conditions inhumaines, pour avoir participé à la première tentative de putsch. Jamais je ne souillerai leur mémoire en reniant mes idéaux!

Table des matières:

"Maroc Hebdo international " , journal marocain (proche du régime) a publié l´article ci-dessous (un interview avec Ahmed Rami) dans son numéro du vendredi 22 Juillet 1994. Cet article a été partiellement republié (avec commentaire) par la revue française "*Courrier International* " du 1 septembre 1994.

MAROC-HEBDOINTERNATIONAL:

Interview

Dans l´Islam laliberté est la régle,

Le lieutenant Ahmed Rami

Après un exil de vingt deux ans, l´acteur de deux tentatives de coup d´Etat militaire parle..

.

Propos recueillis par
Mustapha Tossa

Ahmed Rami est né en 1946 à Tafraout au Maroc. Il a fait ses études secondaires à Tiznit au sud du Maroc.
De 1963 à 1966, il est professeur d´arabe à Casablanca au Lycée Mohamed V, au Lycée Fatima Zahra et à l´Ecole Normale des Institutrices.
En 1966 il rentre à l´Académie militaire marocaine de Meknès pour être muté, deux années plus tard, à l´Etat-major des blindés au camp Moulay Ismaïl de Rabat.
Il participe aux deux tentatives de coup d´Etat militaire au Maroc: celle de Skhirat en 1971 et celle de l´attaque du Boeing royal en 1972.
Après une année de disparition dans la cladestinitée, il gagne la Suède en 1973 où il obtient l´asyle politique et la nationalité suédoise.
Après avoir été militant UNFP (Union Nationale des Forces Populaires), Ahmed Rami se présente aujourd´hui comme militant islamiste, mais d´un "islamisme [dit-il] qui dépasse le débat sur le folklore et les rites".
Autodidacte, il a publié de nombreux ouvrages, en suédois, langue de son pays d´accueil, sur la question palestinienne, l´Etat d´Israël et les rapports conflictuels entre Musulmans et Juifs.
Vingt ans ont changé Ahmed Rami. Aujourd´hui, il croit au dialogue politique pacifique à condition que "toutes les libertés soient garanties au sain d´un Etat de droit".

Maroc-Hebdo

Maroc- Habdo: ***Comment avez-vous perçu le discours royal du 8 juillet 1994 et vous sentez-vous concerné ?***

- Ahmed Remi: J'ai pour habitude de ne croire qu'aux actes et non pas aux discours. Si les propositions et les initiatives ne sont pas suivies d'actes concrets, elles deviennent vides de sens.

Je me sens évidemment concerné par tout ce qui se passe dans mon pays. J'ajouterai que la société marocaine traverse, actuellement, une période décisive de son histoire.

Quant à ma situation personnelle, vous n'êtes pas sans savoir que je ne suis pas un réfugié politique comme les autres.

J´ai participé directement ou indirectement aux deux tentatives de coup d'Etat des années 70, [Attaque du palais royal de Skhirat le 10 juillet 1971 et attaque de l´avion de HassanII le 16 août 1972] après avoir été un militant de l'UNFP [Union nationale des forces populaires]. Mon cas ne peut être traité qu'au niveau de la plus haute autorité militaire.

Votre retour au Maroc, est-il donc imaginable dans ces conditions et comment ?

- A. R.: Il faut que vous sachiez que je ne fais pas de mon retour au Maroc une exigence immédiate.

Bien sûr, mon souhait le plus ardent est de pouvoir retrouver les miens, ma mère et mon frère notamment qui - et cela est à mettre à l'actif du pouvoir - n'ont jamais été inquiétés. Mon père non plus qui d'ailleurs s'est éteint tranquillement chez lui au Maroc, il y a près de deux ans. Etant donné mon exil, je n'ai pas pu le voir une dernière fois.

Etes-vous décidé à regagner le pays?

- A. R.: Si vous me garantissez ma sécurité et la liberté d'exprimer mes opinions, je prendrais le premier avion : Vous savez, tout exil est souffrance mais cette souffrance est moins dure quand l'exilé milite pour la

réalisation de son idéal et de ses convictions.

A vous entendre, votre retour au Maroc reste hypothétique ?

- A. R.: Je vous répète que je ne -suis pas un réfugié politique ordinaire, mon cas ne peut être traité que par la plus haute autorité militaire, à savoir le chef de l'Etat.

Çela dit, mon rêve est de pouvoir rentrer dans un pays où règne l'Etat de droit et la liberté. Le Maroc peut si les responsables le désirent devenir modèle de transition douce et pacifique vers la démocratie pour l'ensemble du monde arabomusulman.

Les coups d'Etat sont les pires choses qui puissent arriver à un pays. A présent, il n'y a plus de regrets à avoir, le temps a fait son œuvre. Mais les conditions d'oppression et de corruption, à l'époque, étaient telles que le coup d'Etat était la seule manière d'exprimer son mécontentement.

A l'époque d'Oufkir, j'avais à peine 25 ans, donc jeune, impatient, dynamique, fougueux. Comme la plupart des jeunes de m a génération, je voulais changer le monde. Comment ? Certains ont essayé de le faire par le discours idéologique, d'autres comme moi, par l'action. N'oubliez pas que je faisais partie de l'armée, cette grande muette. Le devoir de réserve était de rigueur.

Alors vous vous êtes exprimé par les armes, était-ce la bonne solution ?

- A. R.: C'était la pire des solutions. C'est un signe de faiblesse de notre société que d'avoir eu besoin au recours à la violence. Mais tout cela est vieux de 22 ans. Evitez-moi de remuer davantage ce passé révolu. Maintenant, l'Islam représente, pour moi, un nouvel engagement moral.

Mais ces opinions, vous pouvez toujours les exprimer au soin d'un parti politique au Maroc ?

- A. R.: Les partis politiques marocains ne sont guère représentatifs. Il y a une rupture réelle entre ces "partis" en tant qu'"organisations" et le Peuple marocain. Et puis, vous savez, au Maroc, on n'a pas encore la liberté de fonder le parti politique que l'on veut.

Ce n'est pas par caprice que je dis cela, mais c'est un constat réel.

Le problème n'est pas dans la forme du régime mais dans sa nature et ses intentions.

Les partis politiques actuels sont artificiels - pour la forme - et font partie intégrante du régime dont ils sont le produit et qui les utilise pour camoufler sa vraie nature. Ce régime - comme tous les régimes arabes actuels - manque de légitimité. C´est le problème essentiel. Donnez-nous la liberté d'expression, d'opinion et d ´organisation (même pour les islamistes), donnez-nous un pluralisme politique authentique, donnez-nous une véritable alternance - sous n´impore quelle forme - et appelez cela ce que vous voulez. En arabe, nous devons utiliser un mot arabe pour qualifier cela, au lieu d´utiliser un vocabulaire importé. Il faut définir la liberté et la démocratie en tant que méthode (régles de jeu politique définies par une constitution appliquée) et non en tant que contenu. La démocratie n´est pas une idéologie (politique, économique ou religieuse, l´Islam est notre seule religion et notre seule idéologie), mais une méthode neutre (comme les mathématiques) nécessaire au bon fonctionement de toutes les sociétés humaines, de tous les Etats, de toutes les organisations et associations politiques, sociales ou religieuses pour gerer et résoudre leurs probèmes de gestion.

.

Vous êtes réfugié politique en Suède, parlez. nous de vos activités dans ce pays ?

- A.R: En tant qu'islamiste, il faut penser globalement et agir localement. Quand je suis arrivé en Suède, j'avais constaté que notre identité musulmane était, tous les jours, bafouée. J'ai créé "Radio Islam". Je dois vous dire que dans cette radio, je n'ai jamais dénigré mon pays, car j'estime que nous devons laver notre linge sale en famille.

Les thèmes de la radio sont, entre autres la question palestinienne, la Guerre du Golfe et la situation des musulmans dans le monde...

Sur la question palestinienne, je suis entré en conflit direct avec le lobby sioniste suédois et mondial. J'ai écrit quelques livres, en suédois, sur ces questions.

Le lobby juif a réussi à me faire condamner à six mois de prison, officiellement « pour manque de respect au peuple juif ». Cette lutte, ce combat sont, en vérité, à armes inégales.

Vous êtes connu pour entretenir des relations priviligiés avec le pouvoir Iranien...

- A. R.: Justement, à l'issue de mon procès qui a eu un retentissement médiatique important, j'ai été invité par les Iraniens à me rendre à Téhéran. Mon affaire a été discutée au plus haut niveau de la République islamique d'Iran. Le parlement iranien a discuté des tenants et aboutissants de ma condamnation.

L´Iran a-t-il financé vos activités en Suède?*

- A. R.: Si j'avais touché le moindre centime des Iraniens, croyez-moi que le lobby juif suédois ne se serait pas gêné de le crier sur les toits.

Je n'ai jamais touché un centime de qui que ce soit. "Radio Islam" est financée par ses auditeurs. Mes livres ont été imprimés par des bénévoles suédois connus. J'ai choisi cette voie pour ne dépendre de personne, et conserver ainsi ma liberté d'expression, de critique et surtout ma dignité de musulman libre.

Entretenez-vous. des rapports avec des Islamistes marocains ?

- A. R.: J'ai des rapports avec certains d'entre eux, mais je ne fais partie d'aucun mouvement.

Qu'est-ce qui vous empêche d'adhérer à tel ou tell mouvement Islamiste marocain?

- A. R.: Mes contacts avec eux me permettent de rester à l'écoute de leurs préoccupations. Une révolution

islamique, éclairée et radicale, est la seule voie pour sauver l´existence même de notre nation. Les mouvements islamistes sont notre seule chance pour réaliser cette révolution. Et ils sont aujourd´hui les seuls à résister à la décadence et à la capitulation culturelle. Ceci dit, certains des mouvement islamistes n'ont pas encore réussi à apprendre à établir des priorités en vue de s´occuper, d´abord, de l´essentiel.

Si en tant qu'islamiste, je milite pour le réveil et la rennaissance de l'Islam et l'instauration d'un Etat islamique, ce n'est pas pour confier le pouvoir à des gens fanatiques et stupides - tels certains en Afghanistan et et au Koweit - motivés par des obsessions folkloriques superficielles et intolérantes qui portent tort à l´Islam. Certains de ces "islamistes" connaissent plus sur le sixième siècle que sur le 20 ème siècle.

En fait, le but essentiel de l´Islam est la liberation de l´homme. Dans l´Islam la liberté est la régle, l´interdit est l´exception. Dans l'Etat islamique idéal que je préconise, le principe fondamental est celui de la liberté qui garantit le pluralisme des idées guidées par le Coran, la Sunna, le bon sens et l' ijtihade.

Les mouvements islamistes,- et je parle ici en tant qu´islamiste - présentent encore une grande carence en cadres politiques INTELLIGENTS, éclairés et compétants, capables d'opérer une synthèse entre un souci islamique réel et la capacité à comprendre et résoudre les problèmes de notre époque. Le seul mouvement qui me paraît relativement doté d'une telle ossature est le Hizbollah au Liban. J'ai rencontré à trois reprises son leader spirituel Mohamed Hussein Fadlallah qui présente les qualités d'un grand leader éclairé. Au Liban - il est vrai - il y a un système de démocratie relative, de pluralisme et de liberté d´expression relativement favorable à un dévelopement politique sain et à l´apparition des dirigenats capables et compétants. Mais cette démocratie libanaise n´est pas tombée du ciel. Elle a été arrachée par le Jihad et par une lutte héroïque. La liberté ne se donne pas, elle s´arrache.

Il y a risque que certains des mouvements - qui se disent "islamistes" - portent (en eux-même) les mêmes maladies qu´ ils prétendent combattre. Des "leaders" charlatans et machiavelistes - produits des régimes actuels - peuvent facilement s´infiltrer et exploiter la nature de l´ action secréte - impopsée par les dictatures stupides - pour excuser et légitimer l´exercice de la dictature interne dans leurs organisations. Pour éviter cela il faut instaurer - au sein des mouvemets islamistes - la démocratie interne; c´et à dire le pluralisme, la transparance, l´altérnance des dirigeants, l´ouverture, la liberté, le débats francs et libres pour y encrer des régles de jeux politiques intelligeantes et efficaes. (Cela est déjà appliqué dans certains associations musulmanes quant - par exemple - à la gestion et l´éléction du "bureau" et du "président" de l´association). Pour cela il est d´une nécessité vitale de permettre la création des partis politiques islamistes, de leur garantir la liberté de s´organiser et de se développer ouvertement.

Il est bien connu dans l'histoire politique des peuples que l'oppression, le manque de liberté enfantent la dictature. Etre obligé d'œuvrer et de comploter dans l'ombre ne fait pas, forcément, de vous un fervent partisan de l'Etat de droit, encore moins un soldat de la liberté. Les dictatures d´aujourd´hui - par leur stupidité - sont en train de couver les dictatures stupides de demain. Les organisations et les partis politiques qui n´exercent pas les régles de jeux de la démocratie - au sein de leurs mouvements - ne seront pas capables d´instaurer la liberté et la d´mocratie dans leurs pays.

Revenons à l´ essentiel: l´ennemi principal et le danger mortel immédiat qui menacent actuellement l´existence de notre nation, sont les régimes tyraniques corrompus en place dans nos pays. Face à notre situation catastrophique actuelle, seuls les islamistes sont capables d´en relever le défi. Et c´est dans l´action et l ´expérience que les islamistes et leurs organisations vont mûrir. L´ expérience, globalement très positive, de la révolution islamique en Iran en est une preuve. Seule à être fondée sur l´Islam (et un fontionnement démocratique civilisé) la République Islamique en Iran constitue, aujourd´hui, le seul régime représentatif et le seul Etat légitime dans le monde musulman.

Avez-vous des liens politiques avec d'autres exilés marocains à l'étranger ?

- A. R.: Il m'arrive souvent d'en rencontrer. J'ai des relations d'amitié avec Abdelmoumen Diouri. Par le passé, j'ai rencontré Fkih Basri. Mais je suis en désaccord total avec lui.

Mais mes relations avec les Marocains ne se limitent pas aux exilés. J'ai, à plusieurs reprises, rencontré Abderrahmane Youssoufi pour lequel j'ai une grande estime à la fois pour son honnêteté et sa droiture.

Quelle est votre position sur l´affaire du Sahara ?

- A. R.: Ma position sur ce sujet a toujours été claire et nette. Je partage l'opinion du peuple marocain sur la marocanité indéniable et éternelle du Sahara. Et dans mon schéma de lécture, même la Mauritanie devraient s ´unir avec au Maroc.

Si j'étais resté au Maroc, j'aurai combattu aux côtés de mes camarades pour l´unité du Maroc, des pays musulmans et pour la marocanité de nos provinces sahariennes. Je me rappelle qu'après avoir quitté le Maroc,

j'ai été invité par le président Boumediene en Algérie. J'avais été reçu en grande pompe et le chef d'Etat algérien m'avait dit « Toi, tu es opérationnel » et m'a proposé de devenir "chef militaire" du Polisario. Ma réponse fut: "si je voulais me prostituer pour un Etat je n´aurai pas quitté le Maroc".

Au cours de mes nombreux déplacements à l´étranger, j'avais toujours refusé de participer aux réunions où il y avait un représentant des mercenaires du "Polisario".

L'article suivant, ici traduit en français, fut publié dans le journal russe Pravda, le 15 juillet 1997. Il est traduit en 5 langues

---

Pravda:

L'idéalisme d´Ahmed Rami Ses déboirs ont renforcé ses convictions.

Il y a plus de 25 ans de cela, le roi Hassan II donnait l'ordre de traquer et de ramener au Maroc le lieutenant Ahmed Rami. Rami avait en effet participé au moins à deux tentatives de coup d'Etat militaire, visant à abolir la monarchie et fonder une République Islamique. Les services secrets marocains ne furent pas capables d'exécuter l'ordre royal.

Aujourd'hui, cet homme sympathique, plein d'une jeune vigueur et incroyablement énergique, est à la fois l'une des personnes les plus populaires et les plus haïs de Suède. Ses prises de positions politiques sont discutées au Parlement suédois, et aussi, nous a t'on dit, dans les réunions gouvernementales.

Rami a écrit et publié quatre livres épais. Dans ces ouvrages, il démontre avec des arguments convaincants qu' en Suède, et dans tous les autres pays occidentaux, les bases de la vie nationale sont minées. Les pays de

l'Ouest sont gouvernés en réalité par des conspirations mafieuses qui n'ont rien en commun avec la vraie démocratie, mais essayent de réaliser leur but machiavélique, l'introduction d'un "Nouvel Ordre sioniste Mondial" totalitaire. Rami, aujourd'hui citoyen suédois, n'a jamais cessé de le répéter sur les ondes de Radio Islam.

Bien évidemment, de tels points de vue entraînent une irritation sensible dans l'Etablissement. Il y a quelques années, Rami (Arabe et par conséquent lui-même sémite), fut poursuivi pour antisémitisme (!) et envoyé en prison, où il dut rester durant six mois. Assez curieusement, il devint ainsi le seul prisonnier politique en Suède.

Malgré tout cela, Ahmed Rami n'est pas un homme brisé, et n'a en aucune façon renié ses idéaux. Ses déboirs et sa condamnation à la prison n'ont fait que renforcer ses convictions. La retransmission de Radio Islam continue, et le courageux marocain n'a pas l'intention d'abandonner son combat. Pour lui, le plus important est que "les peuples de tous les pays devraient avoir le droit d'être indépendants sans avoir à se soumettre aux oligarchies qui ont usurpé le pouvoir pour leur propre compte".

Quelle est alors la base de ses convictions? Qu'est-ce qui lui donne la force de dire tout haut ce que la plupart des gens n'osent même pas penser? A t'il bien compris contre qui il a levé la main, qui il a défié? Quand j'ai rencontré Ahmed Rami, je ne pouvais naturellement pas m'empêcher de lui poser ces questions. Sa réponse:

- Ahmed Rami: "Depuis mon plus jeune âge, je suis resté fidèle à mes convictions islamiques. J'ai toujours lutté pour l'égalité et la justice. C'est pour cette raison que j'ai rejoind (déjà en 1960) l´Union des Forces Populaires (l´UNFP), fondé par Ben-Barka, qui fut kidnapé et assassiné un peu plus tard par la police royale secrète. Le roi Hassan II est totalement responsable de cette mort. Hassan II gouverne le pays avec une cruauté toute médiévale depuis plusieurs décennies, et il n'est principalement qu'une marionnette aux mains de puissances étrangères, en premier lieu Israël ses Etats-Unis.

Vous entendez dire parfois que le Maroc est une "monarchie démocratique". Cela signifie en fait, comme souvent de nos jours, que ce n'est rien d'autre en réalité qu'une judéocratie. Vous avez le droit de critiquer qui cela vous chante, excepté ceux qui détiennent le pouvoir réel. Ils prennent soin de rester dans l'ombre, et ne doivent surtout pas être nommés ou critiqués. Le roi ne peut faire un pas sans le juif André Azoulay, un escroc commerçant et "conseiller" sioniste "spécial" venu d´Isrël et portant la nationalité Canadienne. Derière la façade du "Prnce héritier et d´autres "institutions" formelles, Azoulay, et d'autres individus comme lui dirigent l´Armée et prennent aujourd'hui les décisions réelles. L'éducation, les médias de masse et l'ensemble de la vie politique,

économiques et sociale sont régulés par ces hommes, et non par les marocains eux-mêmes. Ils ont le pouvoir de décider quels sont les idéaux auxquels les citoyens doivent se soumettre afin d'être guidés dans leur vie de tous les jours. Dans ce pays musulman arabe prime le vrai pouvoir juif et la vraie censure sioniste, appelée "démocratie". Le libre-arbitre des individus et la liberté d'expression n'existe simplement pas. A vrai dire, mon expérience m'a montré que la situation actuelle dans d'autres pays n'est pas bien fameuse non plus.

En Suède, le lavage de cerveau prend de l'ampleur, et des valeurs anti-suédoises sont imposées au peuple. Seul un aveugle pourrait ne pas le constater. Le terrorisme intellectuel sioniste et la désinformation ont pour effet de pousser les individus à nier l'existence du pouvoir juif. En même temps ils ont terriblement peur de ce pouvoir qui "n´existe pas"! Les suédois peuvent être fiers de leur niveau de vie élevé, il ont bien raison de l'être, mais ils refusent obstinément de comprendre ce qui leur a été volé.

Le pouvoir sur les banques, les médias de masse, et la vie commerciale et industrielle est aux mains d'un petit groupe "d'élus" juifs. Toute l'éducation dans les écoles et les universités est à sens unique, favorable à "la race supérieure". En plus de cela l'histoire d'événements qui ne sont pas si éloignés dans le temps est réinterprétée dans l'intérêt du "peuple élu ". Mais la réalité et la vérité sont différentes de ce qui est montré à la télévision et enseigné à l'école. Et quelle sorte de liberté, d'indépendance et de démocratie est-ce donc, quand le pouvoir tout entier et l´avenir des peuples est entre les mains d'une minorité? Telle est la situation en Suède. Au sein du précédent gouvernement, le poste très important de ministre de la coordination gouvernementale était occupé par Jan Nygren, un représentant de la mafia sioniste. Il ne chercha à dissimuler d'aucune façon qu'il se considérait comme le maître de la Suède. Dans le "Judisk krönika" ("La Chronique Juive",organe de la Communauté Juive), il publia un article dans lequel il utilisa très ouvertement le titre "ma Suède juive". Cet individu avait beaucoup d'influence sur ceux qui pouvaient être admis au gouvernement! A présent, Nygren est hors du gouvernement, mais on a eu en retour Leif Pagrotsky le plus proche collaborateur de l´actuel Premier Ministre et un autre membre du "peuple élu" qui occupe aujourd'hui le poste du ministre du commerce extérieur, et comme tel un important représentant de l'internationale dorée.."

Sous quel gouvernement, social-démocrate ou conservateur, cette influence d'une minorité s'est le plus mise en avant?

- Ahmed Rami: "Peu important quel gouvernement dirige le pays. La différence entre la gauche et la droite n'est rien d'autre qu'un leurre. En réalité, le pouvoir est détenu par ceux qui possèdent et contrôlent les

capitaux financiers du pays et les médias de masse. Je le dis ouvertement: En Suède, tous les partis politique sont entièrement juivés. Le combat actuel n'est pas une lutte entre la droite et la gauche comme le pense les gens, mais entre les différents clans sionistes. Ils ne luttent pas pour le bien du pays, mais pour leurs propres gains personnels. Tous les partis politiques suédois sont dominés par les juifs"

Y a t'il de nombreuses personnes en Suède qui partagent votre point de vue?

- Ahmed Rami: "Non, pas tant que ça. Vous savez, sous l'influence d'un tel terrorisme intellectuel juif qui domine, il est très difficile pour la plupart des gens de prendre leur courage à deux mains. C'est probablement leur instinct de conservation primaire qui fonctionne. Chacun est attaché à ses petites commodités, à ses bons repas bien arrosés, et souhaite être le moins possible accablé par les problèmes. Mais il y a toujours un certain nombre d'individus qui réagissent positivement aux émissions de Radio Islam. Je reçois des dizaines, pour ne pas dire des centaines de lettres, et parmi elles plusieurs provenant d'autres pays. Grâce à l´ Internet, il est devenu plus facile de communiquer et d'échanger des informations. J'espère être à même de trouver aussi des gens en Russie qui partagent mes convictions. Les nouveaux esclavagistes continuent de craindre votre pays, bien qu'ils aient réussi à le morceler."

Aimeriez-vous voyager en Russie?

- Ahmed Rami: "Je pense que cela serait vraiment dangereux. Dans votre pays, la criminalité aujourd'hui est pire encore qu'aux Etats-Unis. D'après les informations que j'ai, beaucoup d'antisionistes sont morts dans d'étranges circonstances. Morts au cours d'une visite médicale banale (bien qu'ils n'aient jamais eu aucun problème de santé), ou ils ont été écrasés et tués par un car, tandis que d'autres ont été retrouvés pendus. Dans aucun des cas les meurtriers n'ont été pris, plus exactement ils n'ont pas été poursuivis.

Les journaux suédois (et vous savez à qui ils appartiennent et qui les contrôle) parlent constamment de votre pays comme "une menace". Il est décrit comme "un paradis pour la mafia" et est "un danger pour la Suède". La Russie a toujours été, et demeurera toujours la plus grande menace pour le "peuple élu", qui la craindra

toujours, même si elle semble aujourd'hui vaincue et difficilement capable de respirer après tant d'expériences menées sur elle par ces surhommes "élus".

Je suis parvenu à cette conclusion en lisant les articles russophobes qui grouillent dans la presse suédoise. Certains d'entre eux sont écrits par un goy (un non-juif et un non-humain d'après le judaïsme), un idiot utile pour Israël en Suède, Per Ahlmark. Et ce n'est absolument pas une coïncidence si Israël a donné en son honneur son nom à une forêt nouvellement plantée sur des terres volées aux palestiniens. Ahlmark a été aussi gratifié de la qualité d'Etre Humain ("Ben Adam") par la communauté juive du Danemark!"

N'avez-vous pas peur de vivre en Suède?

- Ahmed Rami: "Un croyant n'a peur de rien. Je suis habitué aux menaces, et depuis peu une violente campagne presse juive est menée contre moi et Radio Islam. Mais à Stockholm, vous pouvez toujours dire ce que vous pensez, même si vous n'avez pas tant de sympathisants que cela. Partout dans le monde, pour les mafieux, les jeux sont fait et ils se considèrent comme victorieux. Pour eux, la question est classée une fois pour toutes, et manifestement, vous ne pouvez être en sécurité nulle part si vous défendez la vérité.

Encore aujourd'hui, j'ai reçu une lettre dont le contenu était le suivant: "Sale porc d'arabe, qu'est-ce que tu crois pouvoir accomplir? Nous rions de tes efforts minables. Nous adorons écouter tes émissions après une bouteille de vodka. Nous avons le monde entier à notre poigne. Et quand nous le voudrons, tu disparaîtras de la surface de la terre comme une mouche, et personne ne n'élèvera la voix, ni même ne remarquera ta disparition."

Mais quelle est la vraie cause pour laquelle vous luttez?

- Ahmed Rami: "Je lutte pour une cause pour laquelle chaque homme devrait à mon avis lutter, à savoir la liberté et la justice. Dans ce monde, créé par Allah, nul ne devrait avoir de monstrueux privilèges, et cela comprend la mafia sioniste, qui s'est appropriée d'incroyables richesses à l'aide des mensonges, des ruses

insidieuses, des fraudes et d´escroqueries. Agissons pour que les palestiniens, les suédois, les russes, les français, les arabes et les autres peuples puissent devenir les égaux de ceux qui se sont auto-proclamés le "peuple élu" supérieur à tout autre!

Je suis un musulman, et cela signifie que je suis opposé à tous les privilèges, spécialement ceux qui sont uniquement fondés sur le pouvoir et la loi du plus fort. J'espère m'être exprimé simplement et clairement, et j'espère que vous comprenez quelles sortes d'individus qui n'apprécient pas mes pensées et mes actes."



D'aucun pourrait peut-être qualifier Ahmed Rami de paranoïaque, ou de personne obsédée par une idée fixe. Pour ma part, je le vois comme une personne qui, grâce à sa dévotion personnelle exceptionnelle, nous aide à différencier toujours le bien du mal, la vérité du mensonge, la liberté de l'esclavage. Nous pouvons seulement trouver regrettable que des idéalistes comme Rami soient si peu nombreux dans notre monde trop pragmatique, là où il est toujours plus avantageux d'être fourbe et de s'adapter plutôt que d'être fidèle à soi-même.

Ahmed Rami ne peut pas être acheté. Pour cette raison, il est détesté et il est un danger pour tout ceux qui défendent le "Nouvel Ordre Mondial", à la fois en Suède et partout ailleurs.

Valentin Prussakov

Table des matières:

Qund "moulay" Hafid se convertit au judaïsme...

Ahmed Rami, fondateur de *Radio Islam*. Adresse postale: Box 316 - 10126 Stockholm, Suède, Tel: 0046708121240



Ahmed Rami, professeur,
avec ses éléves à l´Ecole Normale de Aïn Chok de Casablanca en 1963


Ali Yata.
Ledaren för det kommunistiska partiet i Marocko som samarbetar med den marockanska polisen och säger att han "är kommunist och monarkist"!

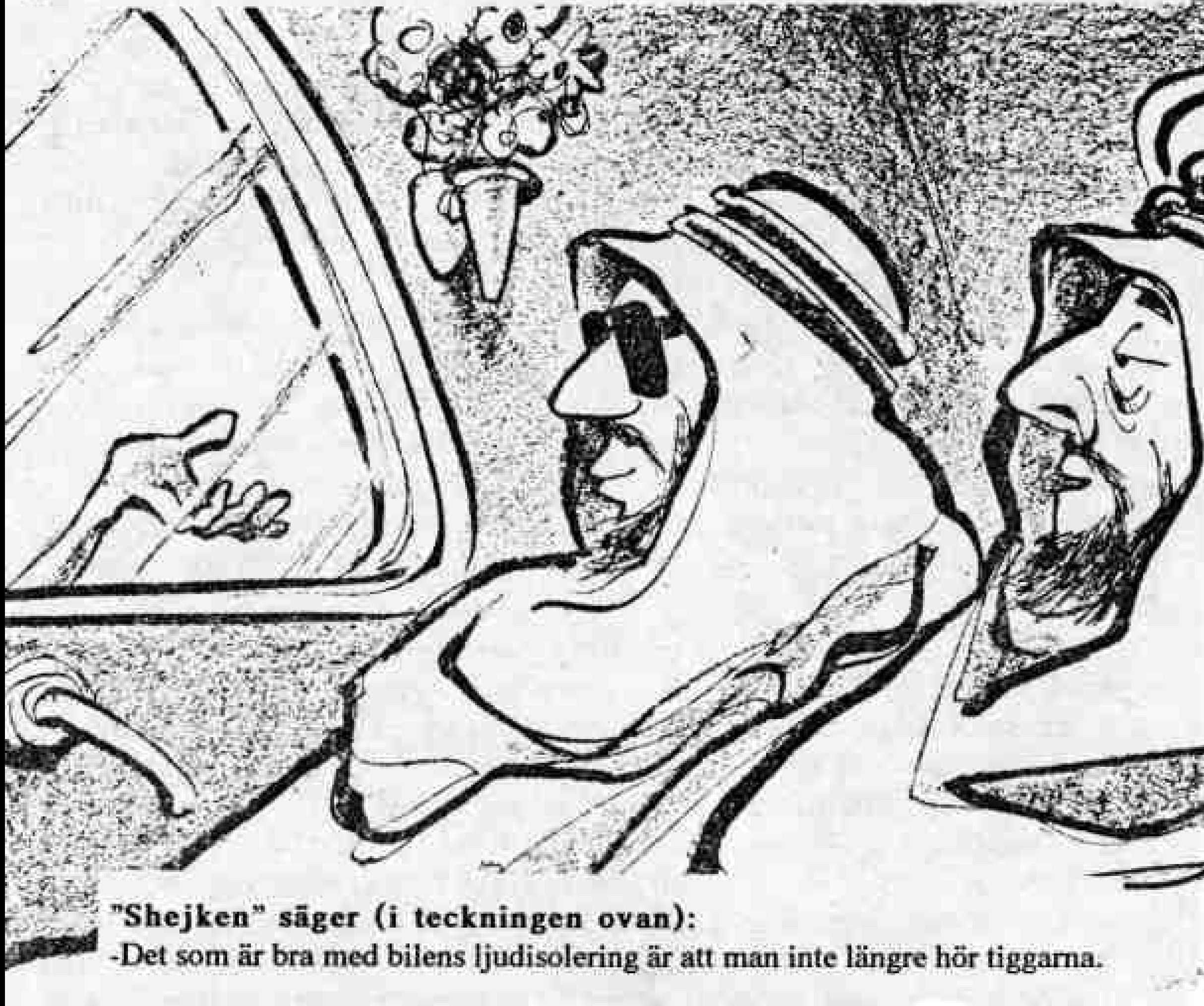
Ali Yata,

chef du parti communiste juif "marocain" (et, en même temps, agent secret du ministère de l´Interieur!). Marié à une juive avec laquelle il a eu deux enfants juifs qui dirigent aujourd´hui - avec le juif Simon Levy - le parti et la presse du parti.



Två "stora" quislingar som har samarbetat både med de franska ockupationsmyndigheterna och med den kungliga familjen: Cherif Kittani (till höger) och stamhövdingen Glaoui (till vänster) som är den biologiska fadern till kung Hassan II.

Deux grands traîtres qui se sont prostitué au colonialisme:
À droite: Kittani, à gauche: Glaoui, le vrai père politique et biologique de l´agent israëlien Hassan II.



Le néo-colonialisme a crée une nouvelle classe batarde de grands voleurs: totalement liéee aux intérêts sionistes et totalement isolée du peuple.
Dans la caricature ci-dessus: l´un dit à l´autre:
- "Ce qui est bien dans l´isolation sonique de cette voiture, c´est qu´on n´entend plus les mendiants"!







Hassan makten och "säkerhetsbältet"!



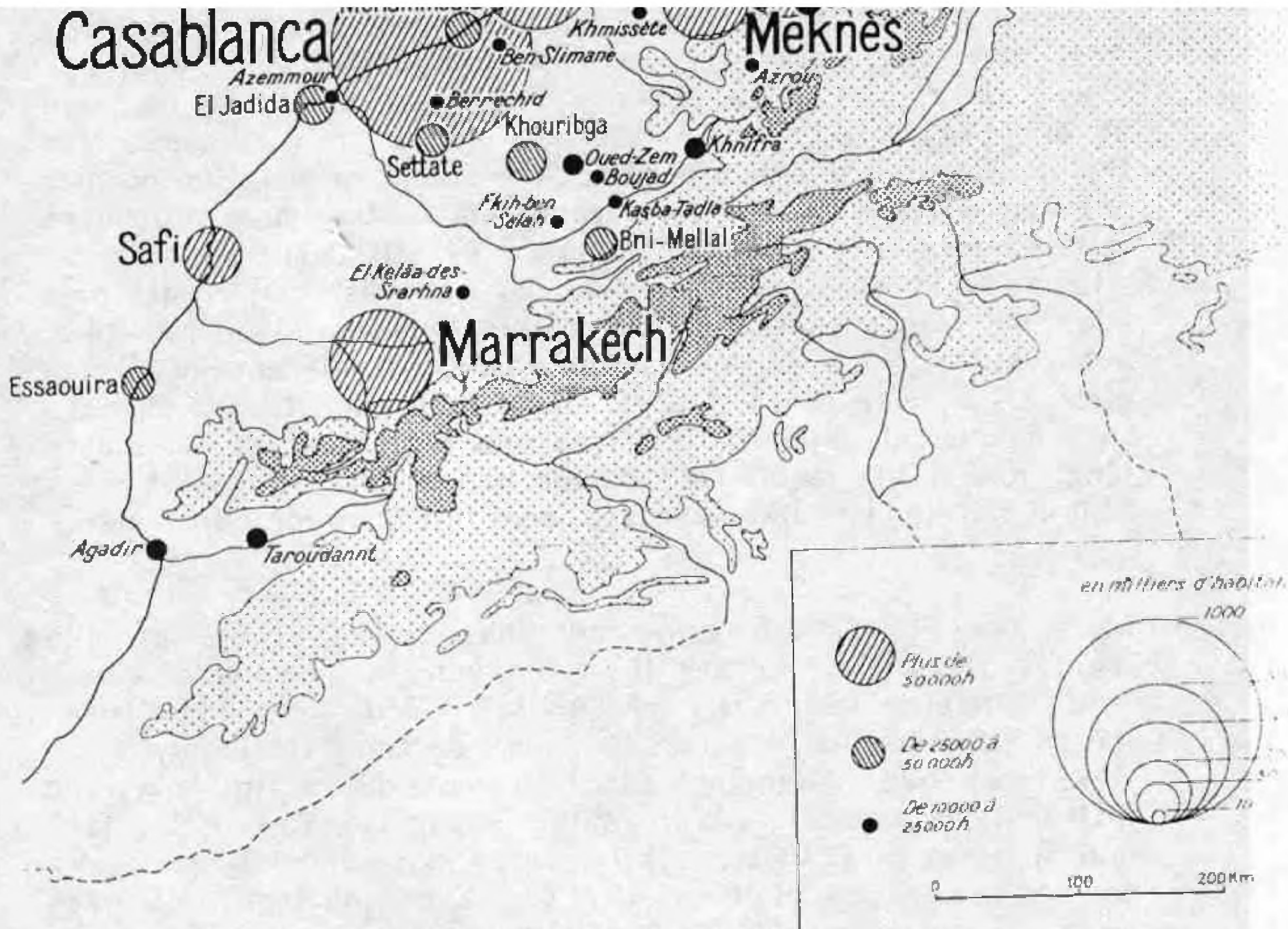
"démocratie"

Kungen och hans "legala" politiska partier

La "démocratie" au Maroc: Hassan II exerce l´alternance (le partage) du pouvoir avec les "partis" !

Les villes du Maroc : la répartition en est très irrégulière : la plupart sont concentrées dans le quart Nord-Ouest du pays.





Marockanska städernas storlek relativt till varandra.

Les villes marocaines

Autres photos et illustrations

publiées dans le livre d´Ahmed Rami

Other Photos in this bok:

- Ahmed Rami avec sa compagnie de chars T54 en 1968,
- Funérail de la paysanerie et de l´agriculture dans le monde islamique,
- Le "coup de pied" de la thechnologie occidentale!,
- Carte du Maroc

- Ahmed Rami à Casablanca à l´age de 8 ans,
- Pendant que l´Allemagne occupait la France, que faisait la France au Maroc?!
- Abdelkrim Al Khatabi, l´un des héros de la résistance que l´enfant Ahmed Rami admirait pour son courage,
- Nasser et Ben Bella: deux autres grands héros de la résistance et de la révolution qui ont tant inspiré l´enfant et le jeune Rami
- La carte du Maghreb et du Sahara

- Lieutenant Ahmed Rami, officier de la Brigade blindée
- Ahmed Rami, en tant que rédacteur en chef de la revue de l´Académie militaire marocaine de méknès, pronnonçant un discours devant les cadres et les éléves de l´Académie. À sa droite l

´éléve-officier Mamoun Senoussi de sa promotion.
- Ahmed Rami au milieu des officiers de l´Académie militaire de Méknès
- General Mohamed Oufkir

- Ahmed Rami, professeur, avec ses éléves à l´Ecole Normale de Aïn Chok de Casablanca en 1963
- Ali Yata, chef du parti communiste marocain (et, en même temps, agent secret du ministère de l ´Interieur!). Marié à une juive avec laquelle il a eu deux enfants juifs qui dirigent aujourd'hui - avec le juif Simon Levy - le parti et la presse du du parti.
- Deux grands traîtres qui se sont prostitué au colonialisme: Kittani, et Glaoui, le vrai père politique et biologique de Hassan II.
- Une nouvelle classe de grands voleurs: totalement liéee aux intérêts sionistes et totalement isolée du peuple.
- La "démocratie" au Maroc de Hassan II: exercer "l´alternance" (le partage) du pouvoir avec les "partis" !
- Carte des villes marocaines

- Ahmed Rami, en stage de parachutiste en 1969
- Ahmed Rami, en entrainement à l´Académie militaire à Meknès en 1969
- Ahmed Rami avec son char T54 en 1970
- Ahmed Rami au milieu de ses élèves-sous officiers qu´il commandait à l´école militaire d´Ahermoumou, en 1970. Ce sont ces jeunes qui ont attaqué le palai royale de Skhirat le 10 juillet 1971 et que Hassan II, plus tard, pour se venger, a massacrés dans le bagne de Tazmamart.
- Le commandant Kouira qui a dirigé l´attaque contre l´avion de Hassan II le 16 août 1972.

- Ahmed Rami ,en tenue blanche de cérimonie, au cours d´une fête à l´Académie militaire de Méknès, juin 1967
- Hassan II pendant une cérimonie "royale" d´hypocrisie. Mais Le coup de Skhirat a démasqué l´escroc!
- Hassan II avec ses maîtres juifs "americains" qui le domptaient pour ses missions d´espionage au profit d´Israël.
- Hassan II, qui se sentait plus juifs que les juifs, plus "americain" que les americains,
se sentait "protecteur" des interêts des juifs et des americains en "Afrique du nord"!

- Le général Madbouh
- Hassan II, sans masque, dans ses vraies "activités!
- 10 juillet 1971. Le Palai de Skhirat vu de la mer (Atlantique). On voit les soldats attaquant venant du Nord, du Sud et de l´Est., et les invités fuient vers l´Ouest
- Les invités de Hassan II s´enfuient pendant l´attaque de Skhirat le 10 juillet 1971
- Les officiers assassinés par Hassan II après la révolte de Skhirat: Madbouh, Bougrine, Amharch, Nmichi, Boulhimez. Le général Gharbaoui est mort pendant l´attaque.
- Les officiers (qui ont dirigé la révolte de Skhirat) devant le "tribunal militaire". Ceux qui n´ont pas été éxécuté sommairement ont subi plus tars le massacre de Tazmamart.
- 13 juillet 1971. Le général Bougrine et le colonel Chelouati transportés dans une AMX tchèque en route pour être éxécutés sans procés et sans jugement.
- En action: les pelotons d´éxécution qui ont éxécuté - sans procès et sans jugement - les mutins de Skhirat, en présence de Hassan II et de Hussein de Jordanie.
- Le 14 juillet 1971: Aprés avoir décapité l´armée en éxécutant presquel´ensemble de son commandement qui s´est ralié à la révolte, Hassan II réunit à son palai de Rabat la génération suivante des officiers.

- Hassan II s´est entouré d´une "élite" politique docile et servile - sans honeur ni dignité - qui se prostitue politiquement au pouvoir en léchant celui qui est au dessus et piétinant sur celui (le

peuple) qui est au dessous. Sur cette photo le tyran est entouré de Mohamed Al Fassi (nu, à droite), Ahmed Alaoui (au centre) et Laraki (à gauche). Ben Barka fait partie de la "gauche" de cette "élite" [qui est aujourd´hui au pouvoir] qui pérpétue le régime de Hassan II sans Hassan II !

- L´avion privé de Hassan II (attaqué par les mutins du 16 août 1972) après son atterrissage à l´aéroport Rabat-Salé.
- Kabbaj, le pilot civile de l´avion royal attaqué, après l´atterissage. Il fût immédiatement nomé commandant et chef de l´aviation militaire.
- Le commandant Kouira plaidant devant le tribunal militaire qui - plus tard - l´a condamné à mort. Il fût exécuté pendant la grande faite "Aîd El Kbir"
- Le colonel Amkran (au centre) [le commandant adjoint de l´aviation marocaine qui a organisé l´attaque - du 16 août 1972 - contre l´avion royal] et ses camarades qui ont participé à l´operation, au cours du procès devant le tribunal militaire. Amkran et 12 de ses camarades y ont été condamnés à mort et exécutés. Amkran était père de qatre enfants.

- 20 août 1972: Ahmed Rami [en perruque de camouflage] en clandestinité à Casablanca (après sa fuite de l´armée) à la suit de l´échec de la tentative du 16 août1972.

- Le général Oufkir et sa famille en 1972: sa femme Fatima, ses enfants: Malika, Raouf, Inan, Abdellatif, Soukina. Abdellatif n´avait alors que 3 ans. Ils seront tous enfermés en prison vingt ans dans des conditions "hassanienne" inhumaines.

- Khalid Al-Islambuli, le symbole: Quand les voleurs, les hypocrites et les traîtres gouvernent un pays...alors que reste-t-il à faire?

- Sadate: la chute d´un tyran. Le peuple egyptien se venge contre la tyranie et la tahison
- Le Maroc, aussi, a besoin des services d´un Islambuli...!

- Nous sommes gouvernés par des traîtres (au services de nos ennemis) qui collaborent avec les juifs pour nous imposer une capitulation humiliante camouflé en " paix"!

- Le général Dlimi

- Carte: la propagation de l´Islam dans le monde et les lieux des instituts des études islamiques.

- Les médias prosionistes sont unanimes qu´Israël est une "démocratie"! (Svenska massmedierna är eniga mot "rasism", men också eniga om att - med tystnaden - godkänna den judiska rsismen i det ockuperade Palestina!)

- La couverture du premier livre d´Ahmed Rami sur Israël. Un dessin qui résume toute la question palestinienne: Les racines des palestiniens viennent de leur terre. Les "racines" des mythes juifs viennent des têtes et des légendes juives!

- Shamir, le premier ministre israëlien en train de dompter la Suède (le cheval de Dalarna symbole national de la Suède)

- George Bush embrassant le mur de lamentation juif! Les USA sont déjà totalement domptés.
- Résultat: L´argent des contribuants americains en action dans les territoires palestiniennes occupées!

- Un soldat israëlien pratique sa "religion" en Palestine occupée

---

Ahmed Rami, meeting:

- Ayatollah Mohammed Hussein Fadlallah, spiritual leader of Hizbullah
- Sheikh Tantaoui, rector of the Islamic University Al-Azhar in Cairo
- General Remer
- Sheik Zafzaf, deputy rector of the Islamic University Al-Azhar
- Roger Garaudy, prominent Moslem philosopher in France
- Robert Faurisson, French professor and historian
- Mark Weber, historian, chief of the Institute for Historical Review in Los Angeles
- Jürgen Graf, prominent historian from Bazel.
- Adel Hussein, secretary general of the Labour Party in Egypt (editing the journal El-Shaab in Cairo)
- Dhiaedin Daoud, president of the Nasserist Party in Egypt (editing the journal Al-Arabi in Cairo), a near friend and collaborator of Nasser
- Adel Almoallim, owner and managing director of the big publishing house *Shorok* (editor of Garaudy's latest books, The Fundamental Myths of the Israeli Policy and The Process Against Liberty)
- Mustafa Bakri, managing director and chief editor of the journal Al-Osboa in Cairo
- Mona Salem, journalist and wife of the journalist Fahmi at the journal Al-Arabi (lately sentenced to six months prison for his political views!)
- Other photo
- Rami and Faurisson inspecting Dachau

- **Amis / Friends**
- **Other Personal Photos**

Ahmed Rami, is Writer, journalist and Founder of the radio station
Radio Islam, Phone: +46-708121240

English **French** **Swedish** **German**

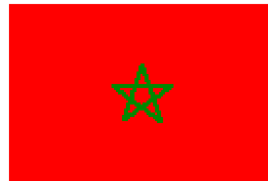
Photo-Album

HOME

Histoire, du Maroc, libérée, vue par Ahmed Rami, telle qu'elle devrait être enseignée dans les écoles d'un Maroc enfin libéré !

Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !

Le Maroc, pays arabo-musulman, devait normalement - s'il avait le droit à l'autodétermination - avoir un drapeau symbolisant ses valeurs fondateurs, tel un drapeau vert portant un croissant blanc.



La couleur rouge du drapeau Alaouite n'est pas - contrairement à ce que certains croient - une représentation du "sang versé par les Marocains", mais un symbole marquant le caractère sanguinaires des alaouite!

Il y avait eu auparavant des drapeaux représentatifs des dynasties au pouvoir. Elles ont toutes eu un drapeau blanc comme emblème sauf la dernière dynastie, des "Alaouites", à laquelle Lyautey a confectionné le "drapeau" actuel pour symboliser les valeurs juives du makhzen coloniale et monarchique .

A l'origine le drapeau actuel des alaouites était frappé d'une étoile juive à six branches. Cette photo du drapeau alaouite frappé d'une étoile juive de David est tiré d'un d'un vieux ***Larousse*** datant de 1938. Mais à partir de 1948, année de la création de l'État bandit et criminel d'Israël, et pour le distinguer du drapeau israélien, une étoile à cinq branches a remplacé l'étoile de David. L'étoile à cinq branches, le pentagramme, ou pentacle, qui est aussi l'un des symbole du judaïsme et de la Franc-maçonnerie juive, est selon la tradition juive, le sceau du Diable





Des occupants juifs en Israël qui hissent le drapeau alaouite en Israël!

Les couleurs du drapeau alaouite "marocain" actuel ont été officiellement choisies par Lyautey.

____

L'étoile de David était aussi sur les pièces de monnaies alaouites.



Monnaie alaouite de 1868



Monnaie alaouite de 1879



Monnaie alaouite de 1921



Monnaie alaouite de 1953

L'hymne "national" alaouite du Maroc fut également composé sur instigation de Lyautey. Les paroles n'en ont y été ajouté qu au début du règne de Hassan II.

Lyautey qui était monarchiste a voulu re-créer au Maroc ce que la république a aboli et ne le permettait plus en France.

Et voilà les symboles du makhzen au Maroc créé de toute pièce par les occupants.

Drapeau et hymne créé pour nous par le colonisateur occupant!

Les Alaouites - qui se disent "chérifs" - dans leur conquête du pouvoir s'étaient alliés avec le juif Ibn Machâal, "Roi" Juif de Taza. Ce dernier avaient négocie avec les Branes pour une allégeance "baiâa" aux Alaouites et la Capitale fut alors Taza.

La bannière rouge des Branes fut choisie plus tard par Lyautey pour devenir le symbole de l armée alaouite qui conquit Fès. La bannière rouge trouva ainsi un recyclage dans l'usage militaire. Lyautey le réaliste et le "rationnel" commandita une étude sur la Confédération des Branes au point qu'il avait voulu en 1912 créer un "Berbéristan" avec comme capital Taza (Voir C.A Julien *le Maroc face aux Impérialistes*, qui donne d' amples informations à ce sujet).

"Étoile de David" et "Sceau de Salomon"



Ce logo "officiel" de la navette **Columbia** dont on connaît la fin de mission "tragique" au sens apparemment fatal du terme 1er février 2003, montre une forme d'obélisque lumineux, pénétrant un cercle en forme de matrice et pointant vers une étoile **Pentagon**ale jaune. Inversement, une lumière générée par l'étoile féconde le cercle de la matrice.

A droite, on note un lever de soleil sur une mappemonde où n'apparaissent que l'Amérique, l'Europe et le continent Africain. Un seul drapeau, celui d'Israël, est accolé à ***RAMON***, le nom du passager juif de même nationalité. Si le nombre 107 indique celui de la mission, il s'agissait pourtant de la 113e de la navette dans la réalité. 107 et 113 sont respectivement les 28 et 30e nombres premiers. Les sept rayons du soleil rappellent les sept pointes de la couronne juive de la "statue de la Liberté" avec sa torche Luciférienne régnant sur les sept continents.

Ce logo nous montre donc une étoile **jaune** à atteindre, alors qu'un drapeau Israélien est accolé au nom RAMON, le passager Juif de la navette.

Ce juif Israélien était un "héros" dans en Israël parce qu'il avait détruit la centrale nucléaire "***OSIRAK***", contraction d'**Osiris** et d'Irak, un pays musulman qui ne devait pas avoir le même droit que l'état d'occupation juif !

Les plus grandes vérités sont présentées comme des fictions en pâture au public qui n'aura même pas conscience que le monde s'est transformé en un vaste théâtre où l'illusion est alimentée par les médias sachant que la télévision y tient un rôle prépondérant.

L'un des logos de la Scientologie utilise le "S" de "Scientologie" entrelacé dans les

deux triangles équilatéraux, constitutifs de l'"étoile de David" juive, superposés mais non inversés. Ce qui pourrait apparaître comme une parodie n'est en fait que le renforcement du message de subversion que constitue réellement l'"étoile de David" ou plutôt du "sceau de Salomon". Ce ne sont plus les triangles qui s'entrelacent mais le "S", lettre suffisamment explicite pour comprendre ce et qui elle désigne.

La "Scientologie" est la fameuse secte qui a Hassan II travaillé pour "protéger" Hassan II des "dangers" politiques qui le "menaçaient!!

A la pointe supérieure se trouve une autre étoile à cinq branches évoquant le logo du juif Raël.

L'un des titres du "*Messie*", nouveau Christ attendu par les juifs pour "la fin de ce siècle" et, selon la tradition juive sera reconnaissable par les 216 marques " *divines* " inscrites sur son corps physique et décryptées par les initiés alors que 216 = [**6** x **6** x **6**].



On assiste à une véritable surenchère d'exposition d'"étoiles de David" juive avec des entités qui ne sont autres que les démons décrits dans les Écritures de la bible juive.

666 est un nombre juif "sacré" qu'il faut invoquer le plus souvent possible pour accélérer la venue de ce Messie juif " *porteur de la lumière* "qui est, selon les thèses des initiateurs sioniste, le Satan !

> " [...] *Et la grande ville fut divisée en trois parties, et les villes des nations tombèrent* [sous la domination juive], *et Dieu, se souvint de Babylone la grande, pour lui donner la coupe du vin de son ardente colère.* (Bible juive,A.T., Apocalypse 16/19)

Et, selon les mythes juifs, Jérusalem, la capitale de l'"empire juif"!

L'étoile à cinq branches et plus particulièrement l'étoile de David à 6 branches est bien un signe occulte juif de malédiction. Le fait que le drapeau de l'occupation juive d'Israël et des USA sont frappés d'étoiles montrer le rôle stratégique passé, présent ou futur qu'ils représentent. A l'origine le drapeau "Marocain" était frappé de l'étoile juive de David à six branches mais - comme on l'a vu - à partir de

1948, année de création de l'Etat d'Israël, une étoile à cinq branches a remplacé l'hexagramme.



La rangée de cercueils de GIs alignés dans la soute d'un avion, rapatriés depuis l'Irak et couverts de la bannière étoilée. Il existe une justice immanente que les les sionistes ne savent pas discerner.

Un pays gouverné par le pouvoir juif ne peut que compter ses morts et les pleurer même si ses dirigeants supportent Israël.

Le "dieu" des juifs dit à "son peuple juif élu":
(Esaïe 60/16) " [...] *Tu suceras le lait des nations, Tu suceras la mamelle des rois; Et tu sauras que je suis l'Éternel, ton sauveur, Ton rédempteur, le puissant de Jacob."*

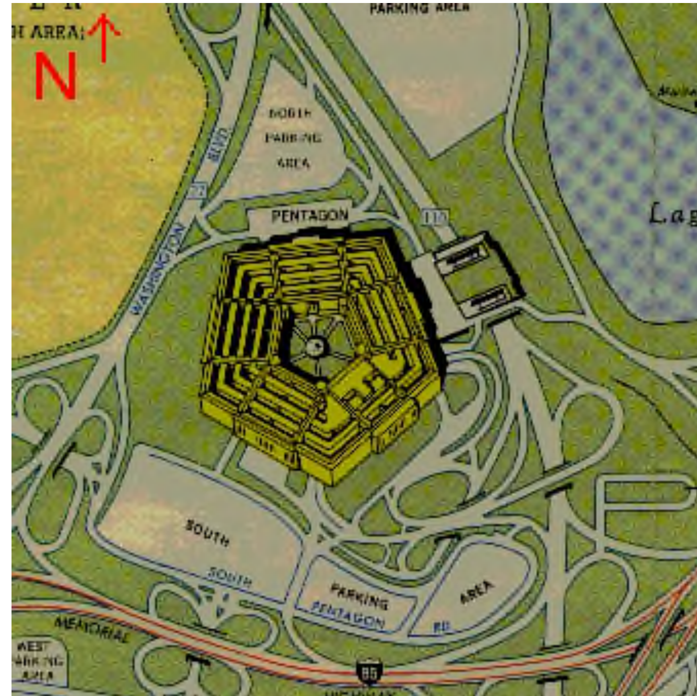
Ci-dessous, quelques autres citations de la bible juive l'"Ancien Testament" (A.T.):
" [...] ***David*** *et tout Israël dansaient devant Dieu de toute leur force, en chantant, et en jouant des* ***harpes****, des luths, des tambourins, des cymbales et des trompettes.* (La bible juive, A.T.,1 Ch 13/8)

" [...] *Et* ***David*** *dit aux chefs des Lévites de disposer leurs frères les chantres avec des instruments de musique, des luths, des* ***harpes*** *et des cymbales, qu'ils devaient faire retentir de sons éclatants en signe de réjouissance."* (La bible juive, l'A.T.,1 ch 15/16)

" [...] *Au chef des chantres. Sur la* ***harpe*** *à huit cordes. Psaume de* ***David****. Sauve, Éternel! car les hommes pieux s'en vont, Les fidèles disparaissent parmi les fils de l'homme.* (Psaumes 12/1)

(Esaïe 49/26) " [...] *Je ferai manger à tes ennemis leur propre chair; Ils s'enivreront de leur sang comme du moût; Et toute chair saura que je suis l'Éternel, ton sauveur, Ton rédempteur, le puissant de Jacob.*

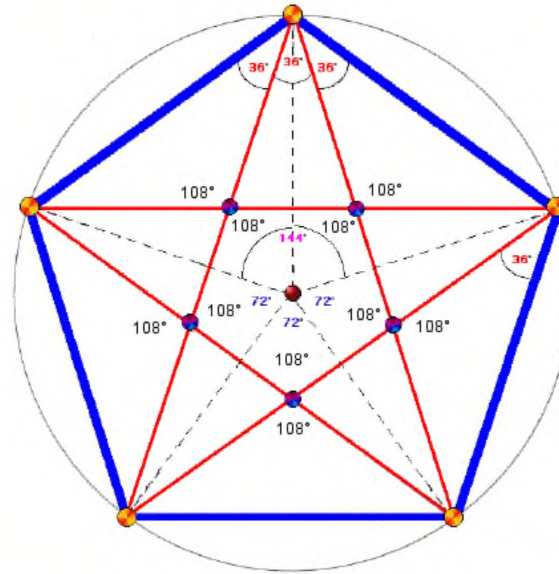
(Esaïe 62/11) " [...] *Voici ce que l'Éternel proclame aux extrémités de la terre: Dites à la fille de Sion: Voici, ton sauveur arrive; Voici, le salaire est avec lui, Et les rétributions le précèdent.*



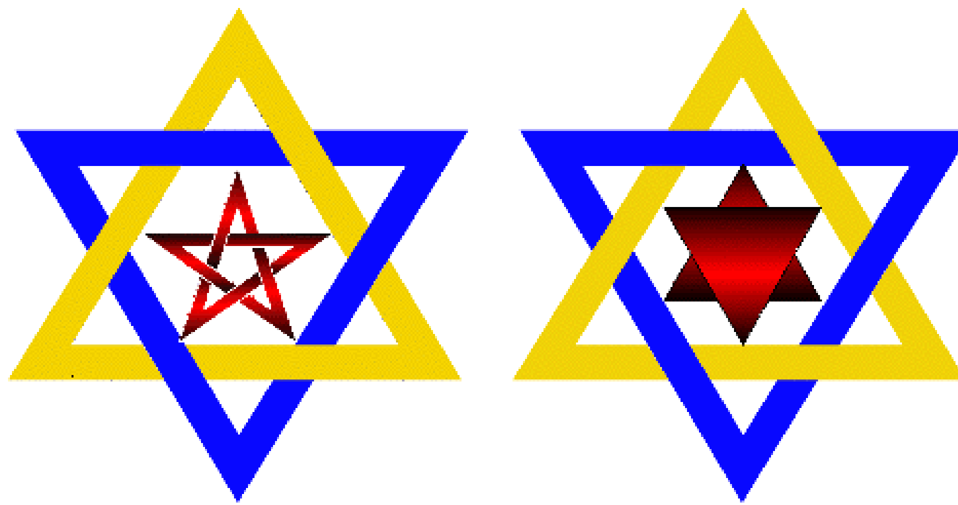


Voici l'architecture de conception Franc-maçonne juive du Pentagone ou du quartier de la Maison Blanche (White House) à Washington, totalement supervisée par un franc-maçon juif Français du nom de Pierre Charles L'Enfant, comme le prouvent ces deux clichés extraits du site

Contrairement à la légende et à ce qu'on enseigne dans les écoles, l'Amérique n'a pas le Christianisme pour fondation mais des doctrines juives occultes.



Ce schéma représente le Pentagone, et se souvenant que l'étoile pentagonale était un signe de protection pour les sorciers, on peut en déduire avec un peu de bon sens qu'il s'agit de géométrie et d'architecture d'inspiration "magique" juive. Avec le mensonge du crash d'un Boeing sur le Pentagone le **11 Septembre** 2001, le mot "inspiration" se transforme en "conspiration".



Une étoile pentagonale ou hexagonale peut s'insérer dans le cœur d'une étoile dite " de David"...



A l'occasion d'une cérémonie se déroulant le 11/12/2001, 3 mois jour pour jour après les événements du WTC, le président Bush avait été longuement filmé (quatre minutes ou le temps de son discours) devant l'"étoile de David" déployée sur un drapeau Israélien, clin d'œil Satanique devant l'étoile sioniste.

Une allusion était ainsi faite aux "Protocoles des sages de Sion", attribué à un complot Juif .

Ainsi Bush entama sa "croisade" juive contre les Musulmans, générant un conflit mondial.

Selon ces "**Protocoles des sages de Sion**":
- "Il faut semer l'anarchie dans les masses",

- "Pas de morale en politique",
- "Flatter les faiblesses et les passions",
- "Opposer les partis",
- "Droits fictifs pour les masses",
- "Le pouvoir basé sur la ruine de la religion",
- "Désunion et divisions des peuples",
- "Drainer toutes les richesses",
- "Fomenter la lutte entre Nations",
- "De l'utilité des voies souterraines",
- "Importance du mensonge et du vote",
- "La famille doit disparaître",
- "Distraire pour mieux tromper",
- "S'assurer la docilité des juges",
- "Sacrifier les individus",
- "Le roi des Juifs, pape de l'Église universelle" (Le roi d'Israël deviendra le vrai Pape de l'univers, le Patriarche de l'Église internationale),
- "La faillite, seule issue pour les non-juifs",
- "Ne pas éveiller la méfiance du peuple",
- "Monopoliser les affaires commerciales"...

Et un peu plus en détail, les "sages" juifs de ces protocoles ajoutent:

Notre religion et ses mystères:
".../...Nos philosophes exposeront tous les désavantages des religions des non juifs, mais personne ne jugera jamais notre religion de son vrai point de vue, parce que personne n'en aura jamais une connaissance complète, à part les nôtres, qui ne se hasarderont, dans aucun cas, à en dévoiler les mystères...//..".

distraire pour mieux tromper:
".../..Pour les empêcher de se découvrir une nouvelle ligne de conduite en politique, nous les distrairons également par toutes sortes de divertissements : jeux, passe-temps, passions, maisons publiques.
Nous allons bientôt lancer des annonces dans les journaux, invitant le peuple à prendre part à des concours de tout genre: artistiques, sportifs, etc. ces nouveaux divertissements distrairont définitivement l'esprit public des questions qui pourraient nous mettre en conflit avec la populace. Comme le peuple perdra graduellement le don de penser par lui-même, il hurlera avec nous, pour cette raison bien simple que nous serons les seuls membres de la société à même d'avancer des idées nouvelles; ces voies inconnues seront ouvertes à la pensée par des intermédiaires qu'on ne pourra soupçonner être des nôtres...//..".

Le constat actuel est que ce programme de subversion organisée est en voie d'être totalement établi, au-delà de ce qu'on aurait pu imaginer à l'époque de sa rédaction.



M. D. Rumsfeld en plein discours...

Lorsqu'un politicien enjuivé, de type M. D. Rumsfeld s'adresse au peuple ou plutôt la "populace", pour reprendre certains termes, près d'une bannière étoilée, tout est à craindre car il s'agit d'un double langage, comme un projet de guerre dissimulé par un faux discours de paix ne visant qu'à envenimer la situation et financer en sous main les parties en conflit. Monsieur G. W. Bush, qu'on aurait tort de prendre pour un demeuré sur ce terrain excelle dans le genre.



Le juif Cameron Kerry (à droite) portant un t-shirt "Pro-Israel, Pro-Kerry", en compagnie d'un ami juif

Yankel Wice.

Cameron Kerry (à droite) portant un t-shirt "Pro-Israel, Pro-Kerry", assiste à une parade pour Israël, en compagnie d'un ami Yankel Wice, législateur de l'Association Nationale des Législateurs Juifs. Avec G. W.

Bush et ses manipulateurs juifs ratissent du côté des "chrétiens" sionistes séduits et avec le juif Kerry, du côté de la communauté Juive.



Nombreux ont été ceux qui ne comprenaient pas l'apparition de ces figures symboles juifs en formes de compas ou d'équerres présentées vers le haut, la gauche, la droite ou le bas sur les chars Américains Abrams. Sur le plan subliminal, le cerveau reconstruit l'image de façon cohérente pour pouvoir l'enregistrer et la mémoriser sous formes de triangles, ou d'"étoiles de David" victorieuses. Il s'agit là encore de "magie" juive.

Une séquence "animée" rattachée à ce tank "américain" Abrams (Abraham) qui fait maintenant des ravage en Irak et en Afghanistan occupés - peut être visionnée sur le site http://homepage.ntlworld.com/steveseymour/subliminalsuggestion/tank7.gif .

La mythologie traditionnelle juive octroie un pouvoir occulte de "protection" à l'étoile à **six** pointes qui s'est concrétisée, selon leur croyance avec la guerre de l'occupation en Irak, en Afghanistan et auparavant au Vietnam où les lignes de démarcation et autres zones de démilitarisation "Américaine" étaient principalement constituées de tranchées en formes d'étoiles à **six** pointes permettant à un nombre réduit de **six** hommes de défendre une position en tir croisé sur un front circulaire. Le chiffre **six** est un chiffre de code symbolique juif. Accusé - par les organisations juives d´avoir critiqué l´idéologie sioniste qui légitime les massacres du peuple palestinien - Ahmed Rami, en 1989, fut condamné à **six** mois de prison ferme pour **66** chefs d´accusation à la suite d´un long procès qui a duré **six** mois !

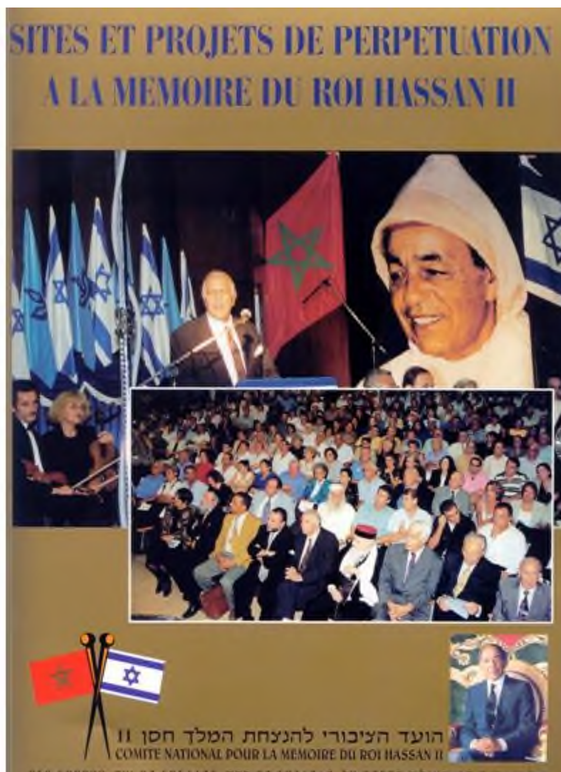
Sur le plan militaire, le terme de "bouclier de David" semble plus approprié.

A LA MÉMOIRE DE HASSAN II, CELUI QUI ÉTAIT LE ROI AU SERVICE DES JUIFS QUI OCCUPENT

LA PALESTINE ET JÉRUSALEM



En Israël (Palestine occupée), les occupants ont donné le nom de Hassan II à la "Place Hassan II". À observer le drapeau alaouite avec le drapeau d´ Israël !



Le roi alaouite - et le drapeau alaouite - sont célébrés et honorés en Israël - comme l´on observe sur cette photo prise en Israël, pour les services rendus aux juifs et á Israël !



- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la régle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- "Une monarchie coloniale au Maroc", Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
- Est-il différent de celui de son père?, Le règne de Mohamed VI:
- L'idéalisme d´Ahmed Rami

- Hassan II est le fils de Glaoui
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !

- رسالة الى محمد السادس
- في *المشعل* المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
- في *الخبر* الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
- في *الجزيرة* القطرية: عن محمد السادس
- في *الأيام* المغربية: عن الإنقلابات

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons



Hafid en France

La dynastie alaouite au Maroc

HAFID,

Habillé en tablier en peau de cochon (comme l´exige la tradition Franc-Maçonne), il se convertit officiellement au judaïsme maconnique!

DOCUMENTS sur l'appartenance maçonnique de Moulay Hafid

Une monarchie coloniale juive "MOULAY HAFID

Le "commandeur des croyants", le sultan qui a signé le traité d´occupation "Protectorat"

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la régle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?

- "Une monarchie coloniale au Maroc"
  Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami

- Est-il différent de celui de son père?
  Le règne de Mohamed VI

- L'idéalisme d´Ahmed Rami
- Hassan II est le fils de Glaoui
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !

Seule la Bible juive (l´"Ancien Testament") constitue le livre sacré des Francs-Maçons, sur lequel ils prêtent sermon de fidélité et d´obéissance absolu a leur secte. L´objectif suprême de la Francs-Maçonnerie est de former des juifs synthétiques. Selon la tradition juive: pour être juif il faut avoir une mère juive ou avoir atteint le plus haut grade de la Franc-Maçonnerie ! Par conséquent - suivant la coutume des sultans "alaouites" - Hafid éait un véritable juif synthétique !

"***La Maçonnerie est une institution juive, dont l'histoire, les degrés, les charges, les mots de passe et les explications sont jufs du commencement à la fin*** " a écrit au XIXème siècle le Grand Rabbin Isaac Wise, originaire de Pologne, dans le périodique juif états-unien "***The Israelite of America***", 3 août 1860, cité par Yann Moncomble, dans "***L'irrésistible expansion du mondialisme***", ***Faits et Documents***, 263p.1981, p.212

Détails:

Les journaux du 5 avril 1937 annoncent la mort de l'ancien Sultan Moulay Hafid.

رسالة الى محمد السادس
في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
في الجزيرة القطرية: عن محمد السادس
في الأيام المغربية: عن الإنقلابات

À LIRE:
Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
"Une monarchie coloniale au Maroc"

Le Figaro en bas de sa première page : "Moulay Hafid, ancien Sultan du Maroc est mort hier à Enghien".... *Le Temps* en haut de sa sixième page : “ Mort de Moulay Hafid ancien Sultan du Maroc ”.... De façon plus discrète, **sa fiche maçonnique** au GODF mentionne "décédé le 4 avril 1937" .

"S.M. Moulay Hafid, qui souffrait de troubles circulatoires, est mort hier, au début de l’après midi, à Enghien-les-Bains, dans la maison que, il y a vingt ans environ, le gouvernement français avait mise à sa disposition. Si Kaddour Ben Ghabrit, directeur de l’Institut Musulman de Paris et Ben Khalifat, imam de la Mosquée de Paris, étaient au chevet de l’ancien Sultan....”.

"Moulay Hafid, né à Fez en 1875, était le second fils du Sultan Moulay El Hassan (de la dynastie des Alaouites) qui régna sur la Maroc de 1873 à 1894.



Le Sultan MOULAI HAFID



En 1894, Moulay Hafid fut nommé vizir des affaires étrangères, mais à la mort de Moulay El Hassan, ce fut le fils aîné **- Moulay Abd El Aziz -** qui fut désigné pour succéder à son père, tandis que lui-même était nommé khalifat de Marrakech.

Cependant la gestion d'Abd El Aziz mécontentait les Marocains qui lui reprochaient sa xénophilie et ses dépenses.

En juillet 1907, au lendemain de l'occupation de Casablanca par les Français, Moulay Hafid, appuyé par les caïds du sud se fit proclamer Sultan à Marrakech et marcha sur Fez où il fit une entrée solennelle le 7 juin 1908.

Cependant Abd El Aziz, réfugié à Rabat, envoyait contre lui 6.000 guerriers qui furent défaits, le 19 août 1908, sur la rive gauche de la rivière Tessaout.

Abd El Aziz, abandonnant la partie, se retirait à Tanger. Moulay Hafid prenait sa place, bientôt

MOULAY HAFID
ANCIEN SULTAN DU MAROC EST MORT HIER A ENGHIEN

S. M. Moulay Hafid, ancien sultan du Maroc, qui souffrait de troubles circulatoires, est mort hier, au début de l'après-midi, à Enghien-les-Bains, dans la maison que, il y a vingt ans environ,



reconnu par les puissances occupantes signataires de l'Acte d'Algésiras qui avaient posé comme condition la reconnaissance par le nouveau sultan du dit Acte d´occupation....

Le 30 mars 1912, Moulay Hafid signa le traité de "protectorat" de Fez, qui consacrait officiellemet l'occupation du Maroc, l'istauration d'un "Protectorat" placé sous la direction du Commissaire Résident Général francais, dépositaire des pouvoirs du gouvernement français.

Le 28 avril 1912 le général Lyautey était nommé "Résident Général au Maroc"... Le 25 1912 mai il arrivait à Fez assiégée par la révolution des tribus berbères et délivrée par le colonel Gouraud.

Le 12 août 1912, Moulay Hafid signait son abdication avant de s'embarquer sur *le Chayla*. Le 13 août 1912, il était remplacé par son frère Moulay Youssef, sur décision de Lyautey.

Installé par les Français à Tanger, il joue, comme son frère Abd el Aziz, au roi en exil.

Quand la guerre éclate, il se réfugie en Espagne. Plus tard, pendant la guerre du Rif, il vient s'installer à Enghien-les-Bains, à la demande du gouvernement français.

le gouvernement français avait mise à sa disposition.

Si Kaddour Ben Ghabrit, directeur de l'Institut musulman de Paris, et Ben Khalifat, Iman de la Mosquée, étaient au chevet de l'ancien sultan.

Le corps de Moulay Hafid sera sans doute transporté cet après-midi à la Mosquée de Paris, en attendant son départ pour le Maroc. Il appartiendra au sultan, S. M. Sidi Mohamed, de décider où reposeront les restes mortels.

Il est probable que l'ancien sultan sera inhumé aux côtés de son père, Moulay El Hassane, à Rabat.

Moulay Hafid, né à Fez en 1875, était le second fils du grand sultan Moulay El Hassane, de la dynastie des Chorfa Alaouites, qui régna sur le Maroc de 1873 à 1894, et consolida l'autorité du Maghzen en ralliant de nombreuses tribus berbères.

En 1894, Moulay Hafid fut nommé vizir des affaires étrangères, mais à la mort de Moulay El Hassane, ce fut le fils aîné, Moulay Abd el-Aziz qui fut désigné pour succéder à son père.

(Suite page 3, colonne 2.)

Ventant ses "exploits" au Maroc, l´organisation Franc-Maconnique juive mondiale vient de révéler - sur son site officiel - que Moulay Hafid **était bien l´un de ses membres**, et que le sultan Moulay Abd El Aziz a également été membre d ´une de leurs loges maçonniques Espagnoles de Tanger, en précisant que: "cette inclination, des Francs-Maçons, envers un Sultan retiré dans la ville internationale [Tanger] est confirmée par ce qu'écrit de lui Laredo dans son livre *Mémoires d'un vieux Tangérois* : "tous, à Tanger, le respectent pour son élévation de vue, son goût pour traiter avec les Européens". Mais, Laredo et les répertoires maçonniques restent silencieux sur une participation éventuelle de ce personnage à la vie d'une loge maçonnique. C'est vers la fin 1920 que Moulay Hafid est initié à Madrid par la loge "*Union Hispano - Américana n°379*" du Grande Oriente Espanol. Il est fait compagnon le 10 octobre 1921 et maître le 13 mai 1925. C'est une époque sombre pour lui ; en effet, la paix venue, il n'intéresse plus les gouvernements qui jusque là le subventionnaient, pour l'utiliser le cas échéant..."

Arrivé en France il s'affilie, le 13 janvier 1927, à la loge "*Jean-Jacques Rousseau*" ***GODF*** à Montmorency. Après accord du "Gran Consejo Federal Symbolico", daté de Séville le 20 décembre 1926, avec l'appréciation "Este querido H:. (15) observo una conducta masonica intachable, y convivio fraternalmente con todos los

MOULAY HAFID EST MORT

En 1907, au lendemain de l'occupation de Casablanca par les Français, le caïd Glaoui offrit la couronne à Moulay Hafid. Celui-ci fut proclamé sultan en 1908 par tout le Maroc. Le 30 mars 1912, il se résigna à signer la convention de Fez, qui consacrait l'unité du Maroc, la souveraineté du sultan et l'institution d'un protectorat placé sous la direction du commissaire résident général, dépositaire des pouvoirs du gouvernement français.

Le 28 avril, le général Lyautey était nommé résident général au Maroc. Un mois plus tard, le 24 mai, il arrivait à Fez, attaquée par 20.000 Berbères, qui devaient être, le même jour, repoussés.

Le 12 août 1912, Moulay Hafid signait son abdication et, dès le lendemain, son frère cadet, Youssef, lui succédait.

La photocopie du manuscrit original de la demande de Moulay Hafid:

... ra à Tanger, ... rès la guerre, ... ance,, moyennant certains avantages qui lui furent accordés. C'est alors qu'il vint habiter Enghien.



S. M. Moulay Hafid
Castel St Georges
à Enghien-les-Bains (SetO) à
Monsieur A. Cintat
87 Rue d'Hauteville à Paris,

T:. C:. F:.

Ainsi que je vous en fait part lors de la dernière ten:. de votre r:. a:., j'ai l'honneur de vous demander mon af:. auprès de la lo:. "Plus Ultra" à l'O:. de Paris.

M:. régulier in:. par la resp:. l'O:. "Hispano América" à l'O:. de Madrid, en règle avec le trésor, je tiens à votre entière

Transcription et explications de la demande de Moulay Hafid :

S.M. Moulay Hafid
Castel St Georges
à Enghien-les Bains (SetO) à
Monsieur A.. Cintat
87 rue d'Hauteville, à Paris,

T:. C:. F:.[(1)]

Ainsi que je vous en fait part lors de la dernière ten:. [(2)] *de votre r:.a:.* [(3)] *, j'ai l'honneur de vous demander mon af:.* [(4)] *au- près de la lo:.* [(12)] *"Plus Ultra"* [(6)] *à l'O:.* [(5)] *de Paris.*

M:. [(7)] *régulier in:.* [(8)] *par la resp:. L'O:.* [(5)] *Hispano-América à l'O:.* [(5)] *de Madrid, en règle avec le trésor, je tiens à votre entière disposition tous mes dip:.* [(9)] *et doc:.* [(10)] *maç:.* [(11)]

Je viens d'être affecté :. à la lo:. [(12)] *J.J. Rousseau à l'O:.* [(5)] *de Montmorency qui peut vous donner sur moi tous les renseigne-ments dont vous pouvez avoir besoin.*

Dans l'attente de la décision que prendront nos F:. [(13)] *je vous prie, Mon T:.C:.F:.* [(1)] *d'agréer les plus frat:.* [(14)] *et meilleures amitiés de*
Votre

signature [en langue arabe]

Enghien-les-Bains le 8 février 1927.

disposition tous mes dip:. et doc:. maç:.

Je viens d'être affecté:. à la r:. lo:. J. J. Rousseau à l'O:. de Montmorency qui peut vous donner sur moi tous les renseignements dont vous pourrez avoir besoin.

Dans l'attente de la décision que prendront nos F:. je vous prie,

Mon T:. C:. F:.

d'agréer les plus frat:. et meilleures amitiés de

Votre

عبد الحفيظ

Enghien-les-Bains le 8 Février 1927.

Selon le témoignage de [Maurice Caillet] qui a passé une grande partie de sa vie dans la franc-maçonnerie: "Personnellement, je me permets d'affirmer qu'il est absurde, philosophiquement contradictoire, de prétendre être à la fois vrai catholique et franc-maçon. En cherchant bien il est facile de trouver la nuisance des francs-maçons. Juste un petit exemple : depuis quarante ans la franc-maçonnerie a progressivement initié tous les

Explications et Petit lexique maçon Hafid, initié, utilise dans cette lettre interne secrète le langage *maçonnique* codé. Quelques explications pour les non initiés:

(1) *T:. C:. F:.* = très cher frère.
:. = symbole franc-maçonnique
(2) *ten:.* = reunion en uniforme de Franc Maçon, Robe avec tablier en cuire de cochon
(3) r:.a:. = reunion annuelle .
(4) af:. = affiliation
(5) l'O:. = l´Orient
(6) "Plus Ultra" = le nom d´une loge
(7) M:. = membre
(8) in:. = initié
(9) dip:. = diplomes maçonniues
(10) doc:. = documents et recomandations maçonniques
(11) maç:. = maçonnique
(12) *lo:. loge*
(13) F:. = frère maçon
(14) frat:. = fraternelles maçonniques
(15) Le H:. *en espagnol = Hermanos, le frère ou les frères. Querido H = cher frère.*
(16) FF:. = frères maçons (au pluriel)
:. = (maçon), symbole maçonnique

FM. Francs-maçons
Attouchements. Signes de reconnaissance des Francs-maçons (FM) entre eux.
Augmentation de salaire. Passage au grade supérieur.
Décors. Symboles vestimentaires. Les plus utilisés sont les gants, le tablier en peau de cochon...
Grade. Niveau dans la hiérarchie ; les hauts grades sont supérieurs au 3ème degré .
Initiation. Admission ou réception en loge ou les cérémonies suivantes (passage à un grade supérieur).
Loge. Cellule de base où se regroupent les FM.
Obédience. Fédération de loges.
Passer à l'orient éternel. Mourir.
Profane. Désigne ce qui est extérieur à la FM.
Rite. Règles fixant le déroulement du travail en loge.

Au mois de mai 1927 le F:. Moulay Hafid a la double affiliation - au GODF et à la GLDF - avec l'approbation des FF:.(16) des deux obédiences.

dictateurs africains : Bongo, Sassou nguesso, Biya, Deby, Compaoré, **Hassan II**, ainsi que leurs entourages et responsables militaires et civils dans les ex-colonies françaises, les ont soutenus, corrompus et maintenus en place au détriment des populations de ces pays"

Congrès franc-maçon au Maroc 2007

Le Maroc devient une destination privilégiée des pédophiles, des homosexuelles, du "tourisme sexuel", des grands escrocs internationaux... et... maintenant ... des sionistes francs-maçons du monde entier. Selon ***Tel Quel***, "la Grande Loge du "Royaume du Maroc", présidée par le notaire Saâd Lahrichi, a accueilli, le samedi 17 juin 2007 à Rabat, une réunion importante du congrès mondial des francs-maçons venus de 60 pays. Publiée initialement par l'hebdomadaire ***Al Osboue***, l'information est confirmée par un membre influent de la loge "marocaine", requérant l'anonymat. Contrairement à des réunions similaires qui se tiennent régulièrement dans des villes européennes et qui sont assez médiatisées, celle-ci s'est déroulée dans une **discrétion** absolue..."**...**

Moulay Hafid, Franc-Maçon, était-il un "F:." assidu ?

Voici, selon le site officiel des Francs-Maçons, ce qu´en disent les archives de sa "loge":

" Le cahier de la loge "*J. J. Rousseau*" mentionne pour la première fois son nom, le 14 novembre 1926, en tant que visiteur, avant son affiliation à l'Atelier : "Le F:. Moulay Hafid demande l'entrée du temple après vérification de ses papiers. L'entrée du temple lui est donnée" par le Vénérable Jolly Léon... Son nom réapparaît dans le compte-rendu du 12 décembre 1926 : "Une lettre demande l'affiliation du F:. Moulay Hafid"... Puis le 13 mars 1927 : "La loge *Plus ultra,* Or:. de Paris, demande si l'At. ne s'oppose pas à l'affiliation du F:. Moulay Hafid "... Le 8 mai 1927 : "Une planche du GODF

accuse réception de l'affiliation du F∴ Moulay Hafid". Puis, les documents ne donnant pas la liste des membres présents, la question reste sans réponse. Il faut retenir cependant que le F∴ Moulay Hafid demeure inscrit, tout au long des années qui suivent, sur le tableau de loge en tant que membre actif, jusqu'à la date de sa mort le 4 avril 1937.

Il en est de même à la loge "*Plus Ultra*". C'est une loge dont le sceau porte "*Hispano-Americana*", en rappel de la loge de Madrid ; elle est d'ailleurs de langue espagnole. Tout cela explique, certainement, le choix du F∴ Moulay Hafid qui y est enregistré par la GLDF sous le n° 62.132 ; aux côtés de FF∴ venus de Valence, Tarragone, Barcelone, Constantinople ....

Par contre, le nom du F∴ Moulay Hafid n'est jamais mentionné dans les débats des loges au Maroc sous la IIIe République. Embarras des quelques rares FF∴ qui savent et ignorance de la grande majorité expliquent largement ce silence, cette occultation.

NB – Toutes ces loges au Maroc, avant la fin du XIX° siècle, n'ont pu échapper à la connaissance du sultan. Plus particulièrement à Rabat « Luze en Rabat n° 135 » et à Fez « Fet n° 136 » où la présence de marocains ne peut se comprendre sans l'accord de Moulay Abd el Aziz."



Hafid à Casablanca

Note chronologique

5 août 1890	Convention secrète entre la Grande-Bretagne et la France : cette dernière se voit reconnaître le droit d'occuper le Sahara occidental pour préserver un passage vers le sud, c'est à dire vers le Niger et le Tchad. Il s'agissait d'assurer la sécurité sur l'Algérie, mais cette convention ne fut jamais vraiment exploitée.

Mai 1902	"Accord des confins" : le Sultan du Maroc et le gouvernement Français se mettent d'accord pour un contrôle commun dans la région frontalière avec l'Algérie.
Octobre 1903	Le colonel Lyautey est appelé pour assurer la pacification de la frontière Algéro-Marocaine depuis la Méditerranée jusqu'à Beni Alles. Il dispose de 8000 hommes, mais outrepasse les pouvoirs que le gouvernement lui a fixés et dépasse les limites de la frontière. Il occupe Bechar (en territoire marocain au Sud est) et l'appelle Colomb. Au même moment, le Maroc est exsangue financièrement, et fait appel à la Banque de Paris et des Pays-Bas qui devient le principal créancier du royaume.
31 mars 1905	Le Kayser Guillaume II inquiet de l'avancée des troupes de Lyautey débarque au Maroc à Tanger.
du 7 janvier au 6 avril 1906 à Algésiras	Conférence internationale à la demande du Sultan sous la pression du Kayser. Treize pays y participent et la France en sort vainqueur. Les principaux ports marocains y tombent sous le contrôle de la France et de l'Espagne. La France devient majoritaire dans la Banque d'Etat du Maroc. Le traité d'Algésiras est particulièrement mal vécu par la population Marocaine. Des émeutes éclatent dans les grandes villes.
19 mars 1907	Assassinat à Marrakech du docteur Mauchamp, médecin humanitaire, mais soupçonné par la population d'être un "agent" travaillant pour la France : grande émotion en France.
5 août 1907	A la suite de violentes émeutes provoquées par la profanation d'un cimetière musulman lors de travaux dans le chantier du port , le croiseur Galilée bombarde la ville de Casablanca en représailles, et les troupes débarquent et occupent la plaine de la Chouïa autour de Casablanca.
16 août 1907	Le sultan Abd El Aziz est remplacé par son frère. Mais il est impuissant devant les Français et se soumet.
1909	En réaction à l'occupation par la France de la Chouïa, l'Espagne s'installe dans le Rif.
14 mars 1911	Soulèvement populaire contre l'autorité du Sultan à Fès qui échoue.
4 mai 1911	Le sultan Moulay Hafid signe une lettre demandant l'appui de la France : les Français occupent aussitôt Fès, Meknés et Rabat.

1er juillet 1911	Le Kayser Guillaume II, mécontent de l'attitude de la France, envoie le croiseur Panther à Agadir, officiellement, pour protéger les intérêts des Allemands dans le Souss. On est proche de la confrontation armée entre les deux pays.
4novembre 1911	Appuyée par la Grande Bretagne, la France accorde à l'Allemagne des compensations territoriales en Afrique Équatoriale , et en contrepartie celle-ci reconnaît le" protectorat" de la France sur le Maroc.
30 mars 1912	Le Sultan Moulay Hafid signe le traité du protectorat.
16 mai 1912	Rejoints par des mutins, des rebelles soulèvent Fès. Le gouvernement Français envoie les généraux Lyautey et Gouraud. Lyautey est nommé Résident général du Maroc.

Hassan II

était également un "Franc-Maçon"

Hassan II, qui était également, un initié "Franc-Maçon" - avec le concours des grands groupes français : Total, Elf, Bouygues, Bollore, Dumez, Fougerolle, entretenait les meilleures relations avec les frères maçons et les hauts dignitaires et dirigeants politiques de l'Etat Français qui sont affiliés

Quand le roi du Maroc Hassan II envisage, du temps de sa splendeur, d'être initié, à qui s'adresse-t-il ? A la GLNF, *via* Raymond Sasia, un policier au service du groupe Bouygues *, * (1. *Le Canard enchaîné* du 19 mai 1993.). Tous les groupes français implantés en Afrique (Elf, Total, Bouygues, Dumez, Fougerolle, Bollore...) utilisent cette carte de visite pour entretenir leur petit commerce. " Quand on est franc-maçon en Afrique, les portes vous sont ouvertes car il n'y a pas de loi, souligne un "frère" "africain". Toute la puissance de la maçonnerie vient de là. " Au point d'alimenter les fantasmes. Ainsi, Michel Roussin, qui passe pour l'un des plus influents personnages de la " Françafric ", n'est apparemment pas franc-maçon. Il en possède pourtant bien des symptômes, si l'on peut dire (officier de gendarmerie, préfet, n° 2 de la DGSE, ancien chargé de mission auprès du président de la Compagnie générale des Eaux, directeur de cabinet du maire de Paris,

président de SAE international, président du comité Afrique-Caraïbes-Pacifique au Medef...). Et Michel Roussin dit qu'il laisse dire. " C'est comme si ", sourit un membre de la GLNF. " A son niveau, il n'en a pas besoin ", précise un autre.

Pour des centaines de milliers de Juifs-Marocains de par le monde, Mohamed V c'est avant tout le Souverain juif bien-aime à qui ils doivent leur vie. Ils protégeait les juifs et massacrait - par exemple - les musulmans du rif en 1958!

Aujourd'hui encore, dans de très nombreuses maisons de juifs d'origine marocaine, à Paris ou à Montreal, à Melbourne ou à Tel-Aviv (Ceux qui sont maintenant au sein de l'armée israélienne "Tsahal" et tirent sur nos frére enfents palestiniens comme sur des lapins!) le portrait du roi juif synthètique Mohamed V trône au beau milieu du salon, avec les photos familiales de mariages et les les portraits de famille.

Il est vrai que Mohamed V5 a protégé les juifs marocains mais il n'a pas hésité un instant à faire massacrer 8000 âmes musulmanes rifaines dans la régions d'Alhoceima en 1958 qui demandaient un peu plus démocratie pour le Maroc naissant..

Régime de 'contrôle' politique et militaire

Comme suite au traité de l´occupation, connu sous le nom du "traité du protectorat" - signé le 30 mars 1912 par le sultan Moulay Hafid - un régime de 'contrôle' politique et militaire de l´occupation a été instauré pour mieux "adapter" et instrumentaliser le Makhzen au service des envahisseurs et des Colons et afin de donner un semblant de légitimité au colonialisme et de mieux gérer l´occupation. Au nom de ce "contrôle", le maréchal Lyautey (1854-1934) va détrôner Moulay Hafid - qui a signé ce traité - et désigner Moulay Youssef à sa place! Lyautey entend ainsi renforcer sa monarchie coloniale et la confectionner à sa guise!

Le nouveau Roi - et tous les "rois" alaouites qui l´ont suivi, jusqu´à Mohamed V - ne font alors que signer tout ce que prépare l´autorité de l´occupation. Conséquence naturelle de cette invasion étrangère, une résistance farouche va se développer.

Face à cette résistance - que les occupants (à l´instar des envahisseurs d´aujourd´hui - en Palestine, en Irak, en Somalie et en Afghanistan- qualifient de "terrorisme) les occupants entament une longue guerre de "pacification".

Seulement, "pacification" (juive à l´israélienne) et " protectorat" veut dire aussi massacre de centaines de milliers de marocains, agressions, humiliations et exploitation de milliers de foyers avec la bénédiction "de l´autorité" des sultans alaouites, exactement comme l´on se sert actuellement de Karzay et de "l´autorité palestinienne" et de son "sultan" Mahmoud Abbas (le protégé protecteur de l'occupation juive) pour dominer et massacrer le peuple palestinien.

Cette philosophie politique est encore en application dans le Maroc de Mohamed VI: la sécurité (du régime) **prime** sur celui du pays, du peuple ou de la nation. Il s'agit d'exploiter directement - au maximum - et d'assurer impérieusement la continuité du pouvoir.

Ce système colonial va marquer - au moins jusqu´à présent - le destin des Marocains: contrôler, réprimer et terroriser la population s'avèrent être les seules actions mises en exercice par le Makhzen afin de se créer de toutes pièces et survivre en tant qu'État dompteur et dominateur.

Et c´est à l'"État"-"makhzen" marocain - même après l´"indépendance" de suivre les mêmes pas, de répéter les exercices de la dite domination afin de s'assurer l´éternité "légitime" ou la "légitimité" de l´éternité du pouvoir "dynastique"!

Incarnant la répression, la brutalité de l´envahisseur et la philosophie colonialiste, le machiavélique Maréchal Lyautey est toujours vivant à travers et dans l´actuel makhzen "marocain" décadent, corrompu et pourri, en perpétuant l'héritage colonial, dans le Maroc d´aujourd´hui, sous forme de diktats et rituels anachroniques et féodales pour prolonger un système médiévale - depuis longtemps en faillite - jusque que même dans ce début du 21ème siècle .

" Lyautey, quoi qu'on en dise, incarne la répression et la brutalité «à l'occidentale». A ce propos, le 50e anniversaire de l'indépendance du Maroc révèle, de fait, que le rapport France-Maroc s'insère dans ce rapport «gridulce» entre le régime makhzenien et le néo-colonialisme, entre les deux idéologies où les limites apparaissent difficiles de tracer.

Et voilà les gouvernements espagnol et français qui prennent amplement la parole lors des

festivités! Non pour demander des excuses au peuple marocain ou avancer des «mea culpa» comme rappel des massacres et des destructions de l'époque coloniale, mais pour donner des prescriptions, des consignes, des leçons et des évaluations pour le présent et pour le futur de l'État-Makhzen néo-colonialiste. Et pour fonder la démocratie, une "démocratie" dirigée au service des juifs et qui doit obligatoirement mener à l´instauration des "karzay, des Abbas, des Allaoui, des Séniora et d´autres futurs collaborateurs traîtres: des copies conformes de Hafid, de Mohamed V, de Hassan II et de Mohamed VI !!

Le monde apparaît, sans doute, aller à l'envers! Le Protectorat, dans sa forme de «pacification», perdure-t-il encore?

Lyautey ne serait-il pas l'explication d'une telle contradiction insoluble que vont pérenniser ses successifs les sultans alaouites?

En outre, Lyautey, comme tout Conquérant, vit à travers un miroir qui reflète son image, et ce cri narcissique qui se redore au moment de penser aux méfaits de la colonisation pour se dire l'air hautain: «La colonisation, ça ne fait que du bien!».

Cela est explicité dans ses lettres intimes. Rechercher ce qu'on a perdu, le désespérément convoité, et à la fin de la recherche se hisse la satisfaction du Conquérant qui se permet de réorganiser le vécu marocain.

Satisfaction et "pacification" sont alors synonymes dans l'esprit du militaire victorieux.

Cette vision positive, dite à tue-tête par le Maréchal, n'est-elle tracée que pour avoir des occupants un «compte rendu» de leurs bienfaits sempiternels?

Les comptes rendus «objectifs» refont, au juste, l'histoire de l'insurrection marocaine pour bien innocenter les coups «génocidaires» des militaires occupants venus de France ou de l'Espagne.

De ce fait, l'ambivalence va remuer longuement le discours occidental: un discours pour soi, et un autre à délivrer aux autres mais refait par le retour des reflets du miroir. Que retient-elle alors l'Histoire?

Lyautey demeure un grand théoricien de la guerre d'occupation, de l'administration coloniale et un réalisateur de la politique de domination coloniale.

Lyautey est d'éducation conservateur et monarchiste convaincu qui n'avait aucune espoir de réinstaurer la monarchie en France et qui a trouvé au Maroc - occupé , à genou et soumis -

une opportunité idéale pour y instaurer une monarchie coloniale et féodale.

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la régle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- "Une monarchie coloniale au Maroc"
  Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
- Est-il différent de celui de son père?
  Le règne de Mohamed VI
- L'idéalisme d´Ahmed Rami
- Hassan II est le fils de Glaoui
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- رسالة الى محمد السادس
- في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
- في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
- في الجزيرة القطرية: عن محمد السادس
- في الأيام المغربية: عن الإنقلابات

HOME

Documents sur l'appartenance maçonnique de Moulay Hafid



RITE ÉCOSSAIS ANCIEN ACCEPTÉ

GRANDE LOGE DE FRANCE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Rue Puteaux, 8
PARIS (17e)

Téléphone : Marcadet 16-39
Compte de Chèques postaux : 188-4

Or.·. de Paris, le 15 Avril 19 27 (E.·.V.·.)

Nº 95035

T.·. C.·. F.·. TERRADE,

J'ai la faveur de vous ~~informer~~ confirmer *que le*
F.·. MOULAY HAFID *, membre de votre*
L.·. JEAN JACQUES ROUSSEAU
demande son aff.·. à une de nos LL.·.

Je vous serais très obligé de me faire savoir si rien, de votre part, ne s'oppose à cette aff.·.

Avec mes remerciements, je vous prie d'agréer, T.·. C.·. F.·. TERRADE, *l'expression de mes sentiments frat.·.*

Pr *Le Grand-Secrétaire,*

[signature]

MASONERIA UNIVERSAL

FAMILIA ESPAÑOLA



A L.·. G.·. D.·.



G.·. A.·. D.·. U.·.

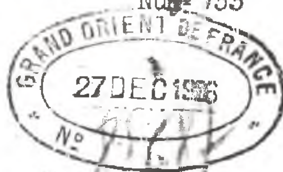
MIEMBRO ACTIVO DE LA ASOCIACIÓN MASÓNICA INTERNACIONAL

LIBERTAD - IGUALDAD - FRATERNIDAD

GRAN CONSEJO FEDERAL SIMBOLICO

GRAN CONSEJO FEDERAL SIMBOLICO

Num.º 733 Or.·. de Sevilla a 20 de Diciembre de 1926 (e.·. v.·.)



Dirección: DEMOFILO DE BUEN, Roque Barcia, 5.-SEVILLA

AL GRAN ORIENTE DE FRANCIA
Or.´. de Paris.

Ilustre Gran Maestre y Venerables HH.´.:

Con fecha 17 de Diciembre nos dice nuestro Regional Centro:

"En contestación a vuestra comunicación fecha 10 del actal, tenemos "el honor de manifestaros que el querido H.´. ABD-EL-HAFFID, gr.´. 3º Simb.´. Paz, fué miembro activo y cotizante de la Respetable Logia "HISPANO AMERICANA de nuestra Obediencia, hasta que a petición propia "le fué concedida la plancha de quite por tener que trasladarse a los "Valles de Paris."

"Este querido H.´. observó una conducta masónica intachable, y con- "vivió fraternalmente con todos los HH.´. de este Cuadro".

Lo que nos es muy grato comunicaros en respuesta a vuestra carta fecha 29 de Noviembre pasado.

Recibid, Ilustres HH.´., el testimonio de nuestro invariable afecto.



EL GRAN MAESTRE, acc.´.

EL GRAN SECRETARIO,



G R A N D E   O R I E N T E   E S P A Ñ O L

GRAN CONSEJO FEDERAL SIMBOLICO

Nº 783

Or.·. de SEVILLA a 20 de Diciembre de 1926 (e.·. v.·.)

AL GRAN ORIENTE DE FRANCIA

Or.·. de P A R I S

Ilustre Gran Maestre y Venerables HH.·.,

Con fecha 17 de Diciembre nos dice nuestra Regional Centro:

"En contestacion a vuestra comunicacion fecha 10 del actal, tenemos el honor "de manifestaros que el querido H.·. ABD-EL-HAFFID, gr.·. 3º simb.·. Pax, fué miem- "bro activo y cotizante de la Respetable Logia HISPANO AMERICANA de nuestra "Obediencia, hasta que a peticion propia le fué concedida la plancha de quite "por tener que trasladarse a los Valles de Paris".

"Este querido H.·. observo una conducta masonica intachable, y convivio frater- "nalmente con todos los HH.·. de este Cuadro".

Lo que nos es muy grato comunicaros en respuesta a vuestra carta fecha 29 de Noviembre pasado.

Recibid, Ilustres HH.·., el testimonio de nuestro invariable afecto.

EL GRAN MAESTRE, accl.·.

EL GRAN SECRETARIO

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DE
L'ORDRE
16, Rue Cadet, 16
PARIS
Téléph. : Gutenberg-25-23
COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
151-36, PARIS
Adresse télégraphique :
NETORIEN - PARIS

86327

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

GRAND ORIENT DE FRANCE

SUPRÊME CONSEIL

POUR LA FRANCE ET LES POSSESSIONS FRANÇAISES

O.·. de Paris, le 28 Décembre 1926

A la L.·. JEAN JACQUES ROUSSEAU,

O.·. de MONTMORENCY.

TT.·. CC.·. FF.·.,

En réponse à votre pl.·. du 28 Novembre 1926 j'ai la faveur de vous informer que le GRAND ORIENT ESPAGNOL, vient de nous faire connaître que rien, de sa part, ne s'oppose à l'affiliation du F.·. ABD-EL-HAFFID dans un At.·. du G.·. O.·. de France.

Recevez, TT.·. CC.·. FF.·., l'assurance de mes sentiments frat.·. dévoués.

Le Secrétaire Général,

Paris, Imp. Nouvelle. — 2166-22

B.M.

Nom : ABD EL HAFID Prénoms : Prof. : Ex-Sultan du Maroc.

Adresse : "Castel St Georges", avenue de Ceinture, ENGHIEN LES BAINS (S.&O.)

Né le an 1298 de à Nation :
l'Hégire.

Religion :

Loge : "HISPANO-AMERICAINE" 379 Or. de MADRID Obéd. : G.O.D'ESPAGNE

Grade : 3ème Fonct. dans la Loge :

Ateliers Supérieurs :

Conseils Maç. :

Group. Frat. :

Initiation le A. 1920 - C.10.10.1921 - M.13.5.1925 -

Sortie le 4 Avril 1937 Motif : décédé

Réint. le

Affil. à la Loge "J.J ROUSSEAU" Or. de MONTMORENCY G.O. 16.1.1927 ou 13.3.1927

"PLUS ULTRA" 452 Or. de PARIS G.L. le demande faite le 8-1-1927

Références (T.1938/1 "J.J.Rousseau")(452 Sit/1937 B51) (F.N.A.)

(452 lettre 6-2-1927 - Liste Préparation aun. at.)

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ORDRE

16, Rue Cadet, 16 PARIS

Téléph. : Gutenberg 25-38

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX 181-36, PARIS

Adresse télégraphique : NETORIEN - PARIS

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

GRAND ORIENT DE FRANCE

SUPRÊME CONSEIL

POUR LA FRANCE ET LES POSSESSIONS FRANÇAISES

O.·. de Paris, le 24 Févrie: 1927

92567

A la L∴ JEAN JACQUES ROUSSEAU.

O∴ de MONTMORENCY.

TT∴ CC∴ FF∴,

J'ai la faveur de vous informer que le F∴ MOULAY HAFID membre de votre At∴, sollicite son affiliation dans une loge de la GRANDE LOGE DE FRANCE.

Je vous serais très obligé de vouloir bien faire connaître au G∴ O∴ si rien, de votre part, ne s'oppose à cette affiliation.

Recevez, TT∴ CC∴ FF∴, l'assurance de mes sentiments frat∴ dévoués.

Le Secrétaire Général,

Paris, Imp. Nouvelle. — [illegible]

G.·. L.·. D.·. F.·.



12229

Or.·. de Paris, le 18 Février 1927

R.·. L.·. N° 452

Plus-Ultra

TEMPLE

8, Rue Puteaux

Au T.·. Ill.·. F.·. Riandey G.·. S.·.

Tenues :
2e et 4e Lundi

Je vous prie de nous faire savoir si le Conseil F.·. de notre Ob.·. peut autoriser ou doit refuser, l'affiliation, dans la L.·. "Plus-Ultra", du F.·. Abdel Hafid, ex sultan du Maroc.

Ce F.·. nous a adressé sa demande (que je joints à cette pla.·., ainsi que ces papiers maçon.·.), et il lui manque son Diplome de Maitre, qu'il dit avoir egaré.

Il ne se rapele la date exacte de son initiation, mais à juger par son Diplome de Compagnon, ce devrait etre vers la fin de 1920 ou commencement 1921.

Sa L.·. mére est "Union Hispano-Americana", Ob.·. du G.·. O.·. español, Or.·. de Madrid.

Ce F.·. fut affilié tout recentment à la R.·. L.·. "Jean-Jaques Rousseau", G.·. O.·. D.·. F.·., a l'Or.·. de Montmorency (S. et O.)

Je vous prie, T.·. C.·. F.·. Riandey, de croire à mes sentiment frat.·. et de sincere amitié

F.·. Cintat.·.
Ven.·. L.·. "Plus-Ultra"
87, Rue d'Hauteville

HOME



Maroc:

Hassan II, Agent duMossad

Ben Barka, éait aussi espion de l'Est !!

Selon les documents des "Archives Nationales" d'Israël récemment ouvertes au publique,

et selon les révélations faites par Nahum Goldman (ancien président - en même temps, pendant plus de vingt ans - du Congrès Juif Mondial et de l'Organisation Sioniste Mondiale) dans son livre "Le paradoxe juif" ,

et selon les révélations de Mohamed Hassanein Heikal dans un article publié dans la revue libanaise "Achiraa",

et selon les révélations du professeur Israël Shahak dans son livre "The open secrets":

le despote Hassan II n'a - en réalité été qu'un vulgaire espion au service du Mossad juif israélien!

L'ironie du sort est qu'il y a même eu, en secret, - comme on vient de l'apprendre - une une parallèle concurrence et une précipitation - "Harouala" - entre le gauchiste enjuivé caviar **Ben Barka** et la crapule despote Hassan II pour servir Israël et le Mossad: le premier pour s'emparer du pouvoir, le deuxième pour "l'éternellement" conserver!Et puis il y a aussi le "bourgeois" istiqlalien Balafrej qui s'est aussi volontairement mis aux service du Mossad juif.

###

Dès le début des années 60, Hassan II et les services secrets israéliens ont tissé des liens. Ils débutèrent avec la question de l'exode des juifs marocains vers Israël pour s'étendre à une coopération plus étroite.

L' histoire des relations entre l'un des services secrets les plus criminels du monde, le Mossad israélien, et le Hassan II remonte aux premières années de l'indépendance du Maroc.

A l'époque, Israël, "état" bandit colonial façonné par la mafia juive mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, recherche à tout prix des moyens de survivance dans un environnement résistance arabe en ébullition et forcément hostile.

L'Etat bandit est conscient que son avenir dépend avant tout de sa démographie et de sa capacité à entretenir des relations stratégiques avec nombre de dirigeants traîtres des pays arbo-islamiques. Hassan II correspond aux desseins des sionistes.

Selon le juif Agnès Bensimon, auteur du célèbre « Hassan II et les Juifs », c'est parce que les services secrets israéliens ont fourni des renseignements très précis quant à un complot visant à tuer le prince héritier en février 1960 que les relations entre le Maroc et Israël ont débuté.

Mais, pour l'historien juif Yigal Bin-Nun, c'est en 1963 que la coopération officielle entre les deux pays a commencé.

Quel intérêt pour Hassan II ?

La rencontre est arrangée en février 1963 chez Benhamou lui-même, rue Victor Hugo à Paris, entre l'agent Yaakov Karoz et le représentant de Hassan II.

Les relations entre Hassan II et Israël deviennent dès lors officielles. Hassan II craignait que son trône ne soit menacé par le panarabisme. Pour mieux servir le Mossad, Il faisait mine de sympathiser avec la vague nassérienne qui submergeait le monde arabe ; en réalité, il le faisait pour ne pas se laisser distancer par l'"opposition".

Selon l' ancien agent du Mossad, Yigal Bin-Nun, Hassan II a voulu se rapprocher d'Israël parce qu'il était attiré par ce qu'on appelait alors le « miracle» de l'occupation juive, comme - auparavant - il a été fasciné par le l' occupation française au Maroc .

Beaucoup de petits despotes - tel que Hassan II - nostalgiques du colonialisme, de la loi da jungle, de l'occupation et de grand banditisme à grand échelon royal, étaient fascinés par la capacité ce petit Etat criminel bandit à écraser toute résistance et à «fleurir le désert», selon l'expression consacrée.

L'inexistence des relations israélo-arabes était propice à un rapprochement entre Hassan II et les dirigeants israéliens, d'autant plus que Ben Gourion avait décidé d'opter pour la politique dite des Etats périphériques : il fallait développer une ceinture d'Etats vassales lointains mais dociles.

L'intrusion du Mossad au Maroc s'est faite par des voyages clandestins de nombreux agents du Mossad et de leur chef Isser Harel, entre 1958 et 1960.

Le premier eut lieu le 1er septembre 1958. Les autorités de Hassan II gardèrent cette visite dans un secret total, préparant ainsi le terrain à "l'accord" conclu entre le Palais et Israël favorisant l'exode des Juifs du Maroc pour aider Israël dans son occupation à mieux vaincre démographiquement ses victimes Palestiniens Musulmans et Chrétiens.

Les officiers et agents de Hassan II se rendirent clandestinement en Israël et des politiques et militaires israéliens firent durant de longues années le chemin inverse.

Les archives nationales d'Israël regorgent de documents historiques qui

retracent ces liens. Hassan II a souvent demandé aux Israéliens de les renseigner sur les Etats arabes favorables à un renversement de la monarchie alaouite.

Israël a aussi soutenu Hassan II dans sa "Guerre des Sables" avec l'Algérie en lui livrant des blindés. Des officiers de Tsahal et du Mossad ont formé et encadré la jeune armée royale et les services de sécurité dont le célèbre Cab-1, l'embryon de la DST.

En retour, et malgré l'envoi - en guise de camouflage - de troupes au Golan jugé "anecdotique", Hassan II n'a eu de cesse de "normaliser" l'existence de l'Etat d' occupation juif auprès du monde arabe, en jouant par exemple un rôle capital dans l'accord de capitulation et de la neutralisation de l'Egypte qui coûta la vie au traître Anouar Sadate, ou encore d'ouvrir à Rabat et à Tel-Aviv des antennes diplomatiques.

Jusqu'aujourd'hui Israël a continue à aider "technologiquement" le régime alaouite pour se maintenir au pouvoir.
......

Le secret et les tabous ont toujours entouré les relations entre la monarchie au Maroc et l'Etat d'occupation Israël. Leurs liens sont souvent passés sous silence. Pourtant, ils existent bel et bien… Drôle de jeu auquel ils se livrent. Un couple qui semble avoir fait sien l'adage « pour vivre heureux, vivons cachés ».

Dernière polémique en date, les accusations portées à l'encontre du maire de Marrakech, Omar Jazouli, affirmant que ce dernier aurait signé un accord de coopération, le 22 février 2007 à Marseille, avec le maire de la ville israélienne de Haïfa, Yona Yahav. Le gran quotidien marocain Attajdid a carrément lancé un appel implicite à l'intifada.

Arguant des exactions croissantes des Israéliens contre les Palestiniens, les Islamistes marocains refusent toute normalisation avec l'Etat hébreu. Et ce ne sont pas les seuls.

Dès lors qu'il s'agit de l'Etat d'occupation juif occupante et usurpateur, en tant qu'entité politique, aucune des personnes concernées n'admettra publiquement et ouvertement avoir un lien, de quelque nature que ce soit, avec Israël.

Et pour cause. Entre un conflit - relatif à l'occupation juive de la Palestine, entre juifs occupants d'un coté et musulmans et chrétiens résistants de l'autre - vieux de plus de près de 60 ans, un islamisme résistant, des peuples arabo-islamiques se développe rapidement et le contexte pour le régime de Hassan II - qui continue sans lui - ne se prête pas vraiment à la franchise.

Pourtant, Mohamed VI et le Mossade continuent à entretenir des relations très étroites.

Visites de ministres israéliens au Maroc, travail de lobbying auprès de la communauté internationale…

Sur le plan diplomatique, Mohamed VI [en tant que "président du Comité Al Qods"!!!] - qui a hérité de son père cette relation "amoureuse" et illégitime avec le Mossad - affiche ainsi de manière plus ou moins ouverte, en fonction de la situation en Palestine, au Moyen-Orient et de la conjoncture politique internationale en général, sa volonté de "normaliser" ses relations avec Israël qui ne sont déjà que plus que normales! Le « bon élève » Mohamed VI est tout sauf désobéissant aux directives de ses maîtres juifs.
....
Sur le plan commercial, les relations alaouites-israéliennes semblent poursuivre paisiblement leur petit bonhomme de chemin, narguant la colère du peuple marocain. On estime à plus d'une centaine les entreprises israéliennes opérant plus ou moins au grand jour sur le territoire marocain, notamment dans le domaine agricole.

Et les entrepreneurs israéliens défricheraient le terrain pour leurs compatriotes diplomates juifs.

Côté israélien, les derniers chiffres publiés par The Israeli Export and International Cooperation Institute font état, pour le premier trimestre 2006, de 46 firmes israéliennes qui auraient exporté au Maroc pour un total de 2 millions de dollars, soit une augmentation de 23,5% des exportations par rapport à la même période en 2005.

Business is business, a-t-on coutume de dire dans la tradition alaouite enjuivée.

La communauté juive au Maroc ne compte plus aujourd'hui que 4.000 membres concentrés essentiellement à Casablanca.

Cette communauté est pour beaucoup dans les liens actuels, et pas seulement économiques, entre les deux pays.

Si André Azoulay est le plus connu des agents du Mossad au Maroc, il y a aujourd'hui des milliers d'agents secrets du Mossad qui travaillent activement au Maroc pour asseoir et encrer le pouvoir juif au sur notre pays occupé dans tous les domaines et secteurs de notre vie politique, économique, culturelle et sociale. A notre époque de l'Intrnet le site "www.dafina.net" (qui se définit comme le net des Juifs du Maroc), est le filet électronique que le Mossad utilisent pour le recrutement des jeunes recrus marocaines marocains aux service d'Israël: en commençant à leur faire écumer les célèbres boîtes de nuit de Tel-Aviv et avec l'aide de quelques "agences de voyage" du Mossad, à Casablanca notamment, qui proposent discrètement à leurs clients des séjours tous frais compris à partir de 10.000 dirhams. Le statut et le réseau social de ces "touristes" marocains d'un nouveau genre leur facilite également l'entrée sur le territoire palestinien occupé.

Certains "Marocains" choisissent même de s'installer dans l'Etat d'occupation juive. Ainsi, c'est avec une note de suffisance non dissimulée que le quotidien israélien Yediot Aharonot, sous la plume de Yaakov Lappin, rapporte dans l'édition du 21 février 2007 l'histoire de Fayçal. G, un jeune Casablancais de confession musulmane résident à Tel-Aviv. Fayce -pseudonyme choisi pour l'occasion- serait arrivé en Israël en 1997 pour étudier à l'Université de Tel-Aviv après des études secondaires dans un lycée juif de Casablanca.

Fayçal travaille actuellement pour une société de NTIC à Tel Aviv et se dit déterminé à renouveler son visa étudiant - expiré voilà deux ans - malgré les réticences du ministère de l'Intérieur israélien.

L'histoire de Fayçal, racontée en intégralité par Béni Issembert, un journaliste israélien d'origine française, a été publiée en France aux Editions Ram sous le titre "Fayce, le Je de la paix"!!!! produit du régime alaouite!

Ici et là, des supports de presse rapportent quant à eux des expulsions de prostituées marocaines musulmanes d'Israël qui y vendraient

clandestinement leur chair le soir après leur journée de travail dans des usines et des ateliers.

L'association islamiste Mouvement Unicité et Réforme (MUR) dénonce carrément une « filière de prostitution marocaine en Israël ». Réseau mafieux qui, selon une organisation djihadiste palestinienne, emploierait près de 600 jeunes filles maroco-musulmanes dans des villes israéliennes et des colonies juives, notamment en Cisjordanie.

Le "scoop" a même été repris par le quotidien arabe londonien ***Al Quds Al Arabi.***

Voilà à quelle honteuse et humiliante situation ce régime "alaouite" juif nous a mené.

En 1956, le sultan Mohamed V sacralisé par les juifs, est de retour. "pas un seul ministère ne se constitue sans un juif" rappelle Serge Berdugo, l'exemple le plus significatif étant celui du Dr Benzaquen. Des juifs sont à l'Assemblée constituante, à l'OCP, dans les partis nationalistes.

1956 l'activisme du Mossad est relançé . Robert Assaraf le rappelle, c'est sous l'ombrelle des services israéliens que Mohamed Laghzaoui, alors chef de la Sûreté nationale, signe avec le représentant au Maroc du Congrès juif mondial un accord organisant exode des juifs vers la Palestine occupée.

Ayant soutenue activement l'occupation colonialiste française, les juifs sont pris de panique à l'aube de l'indépendance et leur exode vers la Palestine occupée fut exacerbée par l'adhésion du Maroc, en 1958, à la Ligue arabe et à son très explicite corollaire, le Bureau de boycott arabe contre Israël. Car les juifs ont peur d'un Maroc indépendant et appartenant à sa nation arabo-islamique. Ils sont pour un Etat JUIF dans une Palestine qu'ils occupent et contre un Etat ISLAMIQUE libre dans un Maroc libéré!
.....

En 1956, le sultan Mohamed V sacralisé par les juifs, est de retour. "pas un seul ministère ne se constitue sans un juif" rappelle Serge Berdugo, l'exemple le plus significatif étant celui du Dr Benzaquen. Des juifs sont à l'Assemblée constituante, à l'OCP, dans les partis nationalistes.

1956 l'activisme du Mossad est relancé. Robert Assaraf le rappelle, c'est sous l'ombrelle des services israéliens que Mohamed Laghzaoui, alors chef de la Sûreté nationale, signe avec le représentant au Maroc du Congrès juif mondial un accord organisant exode des juifs vers la Palestine occupée.

Ayant soutenue activement l'occupation colonialiste française, les juifs sont pris de panique à l'aube de l'indépendance et leur exode vers la Palestine occupée fut exacerbée par l'adhésion du Maroc, en 1958, à la Ligue arabe et à son très explicite corollaire, le Bureau de boycott arabe contre Israël. Car les juifs ont peur d'un Maroc indépendant et appartenant à sa nation arabo-islamique. Ils sont pour un Etat JUIF dans une Palestine qu'ils occupent et contre un Etat ISLAMIQUE libre dans un Maroc libéré!
.....
Selon Simon Lévy l'arrivée au Maroc de Nasser, lors de la Conférence africaine de Casablanca en 1961, déclencha une vague de panique parmi les juifs restés au pays, qui s'enferment dans leurs mellahs.

Selon Simon Lévy, Misgueret (organisation clandestine fondée par le Mossad) organisa avec la collaboration personnelle de Hassan II l' attribution des passeports collectifs qui sont distribués directement à l'Agence juive, bateaux de la Comanav, cars de la CTM et avions de la RAM étant réquisitionnés la nuit ou hors des heures de service normal. "Beaucoup sont partis la queue entre les pattes", averti Simon Lévy.

Cinquante dollars américains par personne au départ est le prix fixé, comme l'expose Agnès Bensimon dans Histoire d'une émigration secrète. 500 000 dollars ont été directement versés à Hassan II à Genève, sous la couverture du HIAS, poursuit Robert Assaraf.

"Hassan baâ Lihoud bzraâ", dit la rue marocaine en référence à un accord agricole passé avec les Etats-Unis - dirigés aussi par le lobby juif. Hassan II a-t-il vendu "ses" juifs ? Non! En fait Hassan II a vendu la Palestine aux juifs!

Au total, quelque 100 000 juifs sont partis entre 1961 et 1967, dont plus d'un tiers pour la seule année 1963.

A la suite de la **Guerre des Six jours en 1967,** le reste des juifs au Maroc prit panique en observant la réaction nationaliste fervente du

peuples marocain. C'est aussi le temps du réveil du peupla marocain avec le boycottage des médecins, des commerçants et surtout des avocats juifs au Maroc. La lutte de la résistance contre l'occupation juive doit être totale ou pas! Le Maroc est aussi devenu une Palestine occupée... cette fois ci ...par les juifs!

Ben Barka
Agent du Mossad



« Je sais qui a tué Ben Barka, je sais pourquoi et je sais où son corps se trouve aujourd'hui ». **Yigal Bin-Nun** dit ce qu'il veut bien dire de « l'affaire Ben Barka ». L'historien prépare un livre sur l'icône de la gauche marxiste caviare marocaine et dit ne pas souhaiter voir ses révélations faire la Une des journaux sans véritable appareil argumentatif.

Tout ce que l'on saura, c'est que Mehdi Ben Barka a été tué par erreur et que son corps repose quelque part en France. Que la fameuse histoire de la cuve est fausse et que le livre de Boukhari est un tissu de boniments. Qu'il n'y a rien sous la mosquée de Courcouronnes. Que Mohamed Oufkir n'a probablement rien à voir avec l'enlèvement et l'assassinat et que le seul nom récurrent est celui de Dlimi. Que tout a été organisé par Miloud Ettounsi, alias « Chtouki »…

Ben Barka: bien plus que « saheb lihoud »



Mais ce n'est pas tout. Yigal Bin-Nun veut bien donner quelques détails sur un autre sujet explosif : les relations de Mehdi Ben Barka avec Israël et le Mossad.



Il affirme que Ben Barka était bien plus que « Saheb Lihoud »; Ben Barka aurait eu des contacts presque quotidiens avec le Mossad, notamment avec le numéro 2, Yaakov Karoz.

Des relations idylliques qui commencèrent à se ternir lorsque Ben Barka parla ouvertement de prendre le pouvoir au Maroc et demanda non seulement de l'argent, mais aussi des armes à Israël.

Mehdi Ben Barka, tel que le décrit Yigal Bin-Nun, était également attiré par le "modèle de développement israélien."!

Ben Barka aurait demandé à ses interlocuteurs du Mossad des livres pour apprendre l'hébreu ainsi que des manuels concernant le développement rural et agricole en Israël afin de s'en inspirer au Maroc.

Le chercheur israélien s'est basé sur des témoignages d'acteurs de l'époque toujours en vie, mais aussi et surtout sur les archives déclassifiées de l'Etat hébreu.

La relation de Mehdi Ben Barka avec Israël, daterait de mars 1960. Deux documents des comptes rendus classés aux archives nationales du ministère israélien des Affaires étrangères Israélien, dont l'auteur est André Chouraqui, dirigeant de l'Agence juive, rapportent le contenu des rencontres entre ce même André Chouraqui et Mehdi Ben Barka à Paris en Mars 1960.

Le contexte politique marocain est pour le moins tendu. Le gouvernement Abdallah Ibrahim et Mehdi Ben Barka sont en conflit ouvert avec le prince héritier Moulay Hassan. Dans l'un des comptes rendus, Chouraqui écrit : « Au cours de son voyage en Orient, le sultan a mis Ibrahim à l'écart des conversations avec Nasser et les autres souverains du Proche-Orient ».

Le Sultan est revenu transformé au moins sur ce point. Il sait qu'on peut gouverner un Etat seul et « au besoin » en mettant en prison des milliers de personnes.

Ibrahim, par contre, a vu que la politique arabe dont il était l'instigateur n'est plus payante et qu'elle se retourne actuellement contre lui ; d'où, pour lui et ses amis, la nécessité de trouver de nouvelles alliance. Il les cherche alors du côté de l'Occident, des juifs et des forces de gauche.

« Selon ce document, Mehdi Ben Barka affirmait à ses interlocuteurs que le gouvernement Ibrahim avait pris position pour le général Kassem, président de l'Irak dans le conflit qui l'opposait à Gamal Abdenasser au sein de la Ligue Arabe.

Mehdi Ben Barka aurait dit lors de ces rencontres que le mouvement qu'il représentait avait fait le choix de la démocratie que pouvait représenter le général Kassem et les pays africains qui se démocratisaient, plutôt que de suivre le modèle nassérien.

Rencontres soutenues

D'après le document, Ben Barka aurait proposé une solution pratique à un problème qui embarrasse Israël et la communauté juive marocaine : la rupture des rapports postaux entre Israël et le Maroc.

Résultat de l'adhésion du Maroc à la Ligue Arabe, cette rupture avait suscité la mobilisation des organisations juives. Un intense travail de lobbying avait été effectué.

Pourquoi le leader du "progressisme" caviar marocain enjuivé fait-il autant d'efforts vis-à-vis des lobbies juifs et d'Israël lui-même ?

Dans ce fameux document, André Chouraqui écrit : « La deuxième chose qui résulte de ce premier entretien avec Ben Barka est que celui-ci a, avec empressement, accepté l'invitation de visiter Israël.

Si cela se réalise, cela aura des conséquences lointaines non négligeables. Ben Barka, en s'ouvrant à nous, attend de nous un appui moral auprès des Juifs marocains et, très probablement aussi, un appui matériel s'il entre en guerre ouverte contre la monarchie.

Il aura besoin d'argent et d'armes. Il m'a laissé entendre cela d'une manière assez claire ». Selon les archives israéliennes, André Chouraqui organisera, le 26 mars 1960 à Paris, une rencontre entre Mehdi Ben Barka et Yacoov Karoz , numéro deux du Mossad.

Yigal Bin-Nun produit à l'appui de sa thèse un autre document d'archives provenant du Congrès mondial Juif (CMJ). Il s'agit là aussi d'un compte rendu d'une rencontre entre Mehdi Ben Barka et Alexandre Easterman du CJM, à Paris le mardi 5 avril 1960.

Selon ce document, c'est à la demande du leader marocain que la rencontre eut lieu. Easterman y rapporte l'argumentaire déployé par Ben Barka pour s'assurer l'aide du CJM dans son combat contre le pouvoir réactionnaire représenté par la monarchie marocaine.

Ben Barka aurait évoqué une fois encore, l'opposition de son mouvement à la politique de

Nasser, et le soutien dont il jouit auprès de nombreux pays africains.

Alexandre Easterman écrit avoir questionné Ben Barka sur la rupture des rapports postaux entre le Maroc et Israël, le refus de permettre de délivrer des passeports aux Juifs marocains pour leur permettre d'émigrer en Israël et le refus d'Abdallah Ibrahim de le recevoir quand il s'était rendu au Maroc.

Ben Barka aurait évoqué là aussi les forces réactionnaires qui rendent toute politique d'ouverture impossible vis-à-vis d'Israël. Il aurait promis à son interlocuteur qu'il s'arrangerait pour que Abdallah Ibrahim le rencontre lors de sa prochaine visite au Maroc.

Selon ce compte rendu, Mehdi Ben Barka a réitéré sa demande d'assistance. « Il (Mehdi Ben Barka) espérait que le Congrès Juif Mondial *(CJM*) allait se joindre aux autres éléments "libéraux" pour soutenir son groupe par tous les moyens, et que c'était dans l'intérêt des Juifs que le Congrès devait le faire.

Je lui ai demandé ce qu'il entendait par soutien, et il a répondu : "Soutien moral et matériel". Il n'a pas précisé ce qu'il entendait par là et je ne lui ai pas demandé », rapporte Easterman dans ce document.

En conclusion, le dirigeant écrit très cyniquement : « J'ai appris à Paris que Ben Barka avait rencontré nombre de personnes et de délégations juives durant ces dernières semaines. Il apparaît donc qu'il ne m'a pas accordé un privilège spécial en me rencontrant si ce n'est le fait de s'être déplacé chez moi plutôt que le contraire. »

Et d'ajouter : « La nouvelle, et sans précédente sollicitude de Ben Barka à l'égard des Juifs, montre indubitablement sa volonté de nous rassurer, à la lumière de ce qui s'est récemment passé au Maroc. Ses promesses de tout arranger signale son souhait d'obtenir un soutien juif, quel que soit le sens qu'il donne au mot soutien. D'un autre côté, tout ceci suggère que sa position est bien plus faible qu'il ne veut nous le laisser croire. »

Deux événements feront pencher le soutien des organisations juives et d’Israël au profit de celui qui à l’époque n’était encore que prince héritier, Moulay Hassan. En Mai 1960, Mohammed V limoge le gouvernement Ibrahim et installe un gouvernement à la tête duquel il met son propre fils. Le prince Héritier accepte de rencontrer Alexandre Easterman après avoir délégué précédemment Bensalem Guessous à Golda Meir à Jérusalem, et se montre attentif à ses requêtes concernant la sortie des Juifs du Maroc. Un « deal » qui prendra corps en août 1961 avec une véritable évacuation orchestrée des Juifs marocains.

L’historien israélien affirme que Ben Barka, d’après le témoignage de Jo Golan, conseillé de Nahum Goldman, a même effectué un voyage en Israël. Il a aussi reçu un salaire de la

part des dirigeants du Congrès Juif Mondial, malgré quelques réticences de la part du ministère des Affaires Etrangères à Jérusalem.

Ben Barka demanda aussi d'envoyer des stagiaires marocains de son parti à l'Institut Afro-asiatique de la Histadrut à Tel-Aviv.

M. Bin-Nun souligne que Ben Barka n'a même pas daigné demander à ses interlocuteurs de garder en secret ses relations avec Israël. Les Israéliens essayèrent de le persuader le leader de la gauche de contenir ses projets belliqueux, de collaborer avec ses adversaires et de ne pas s'aventurer dans une lutte armée contre le Palais.

Les aveux d'un espion du Mossad au Maroc

Ci-dessous, témoignage publié dans un journal marocain:

« Hoche », l'agent du réseau de la Misgeret

« Faire partir les gens ». C'est avec sobriété qu'il décrit l'émigration clandestine des juifs du Maroc vers Israël. Il ne semble pas prendre la mesure de ce qui s'est passé, ni en évaluer l'importance. Il souhaite pourtant garder l'anonymat : une peur, ou plutôt une prudence héritées des années où il a travaillé comme agent actif de la branche du Mossad qui s'occupait de « l'évacuation ».

Il accepte qu'on l'appelle « Hoche », l'un des nombreux noms de code qu'il a dû porter à cette époque.

Hoche est né à Fès en 1932. Fils d'un militaire juif "français" (« nous, on n'est pas des Français du décret Crémieux ») et d'une mère juive "marocaine", il fait son service militaire pour « voir du pays ». De retour au Maroc après être passé par l'Indochine, l'Egypte et le Liban, il est recruté, par l'intermédiaire de l'un de ses amis, pour faire partie du Mossad et aider à évacuer les juifs du Maroc vers Israël.

« Je devais garder le secret absolu. On devait jurer sur la Torah [la bible juive, c'est sur cette même bible, l'"Ancien Testament" que les Francs-Maçons prêtent sermon] qu'on ne dévoilerait rien de nos activités ; c'était un véritable rituel, une cérémonie où l'on ne voyait pas le colonel de l'armée israélienne qui supervisait tout ça ».

En 1955, il est envoyé un mois et demi en Israël pour participer à un stage de formation collectif.

« On nous a mis dans des camps isolés et clandestins, dont personne ne connaissait l'existence. On nous apprenait à nous battre et à nous défendre, à mener les opérations sans jamais nous faire repérer par la police. Nous étions une cinquantaine en tout et nous ne devions pas nous parler, ni connaître nos vrais noms ». Il se souvient que Moshé Dayan et Isser Harel sont venus les voir pour leur parler et les encourager. De retour au Maroc, il est affecté à « l'Etat-major », à Casablanca, dont les réunions se déroulent dans un appartement de l'immeuble Liberté.

C'est là qu'il reçoit les premiers ordres : superviser les opérations d'évacuation toutes les deux semaines environ, sans intervenir lui-même, sauf en cas de problème. « Nous arrivions la nuit sur une plage isolée. Nous attendions que le bateau nous envoie des signaux lumineux pour lui renvoyer un message codé. Les gens qui voulaient partir venaient de partout, de Marrakech, d'Essaouira. On en a fait des choses… ». Mais l'événement dont il est le plus fier s'est déroulé une nuit où il a utilisé sa voiture personnelle et a refusé de la faire entrer trop avant vers la plage, de crainte que quelqu'un ne note le numéro de sa plaque d'immatriculation et ne découvre son identité. Cette nuit-là, le reste des voitures des agents du Mossad a été encerclé par des Marocains - « les Arabes », comme les appelle Hoche - qui avaient observé le va-et-vient des bateaux et des véhicules et qui pensaient qu'il s'agissait de contrebandiers.

Ils avaient donc bloqué la sortie en l'obstruant à l'aide de gros rochers. Il se trouve que cette nuit est celle qu'a choisie Isser Harel, le chef du Mossad en Israël, pour voir comment se passait l'émigration clandestine au Maroc. Sans la voiture de Hoche à l'extérieur, Harel était découvert. Hoche et le chef du Mossad se sont donc faufilés jusqu'au véhicule et ont réussi à se diriger vers l'aéroport où Harel est parti pour la France, puis pour Israël.

Mais après le démantèlement du réseau de la Misgeret, Hoche décide de s'installer en Israël après un séjour de quelques mois en France. Il effectue un stage au ministère de la Défense israélien pendant deux ans mais est très vite confronté à la réalité de la société israélienne de l'époque : « J'étais suivi par une Polonaise, alors, moi évidemment, qui venais du Maroc…

Aujourd'hui, il paraît que ça a changé. Mais je peux vous dire que pour les juifs d'Afrique du Nord, ce n'était pas facile. Un jour, on m'a même dit: « Ici, on n'aime pas les Noirs ». C'est comme ça qu'ils appelaient les sépharades ». Hoche perd l'illusions d'une vie paisible en Israël et s'installe en France.

Et ce ne sont pas seulement Hassan II et Ben Barka Barka qui se prostituent au service du Mossad. En donnant l'exemple politique, cette prostitution a fait des bébés ...

Le produit d´un régime monarchique pourri
- qui se prostitue lui-même à nos ennemis -
et qui a transformé le Maroc en un grand bordel

Les putes "marocaines" du

MOSSAD

Alors voilà ce que l'on pourrait nommer le scoop du siècle ou le harem du Mossad ou les call-girls du Mossad, au choix... suite aux révélations d'une ex-espionne qui raconte tout sur un site anglophone doubtcome.com :: girls1... vous allez voir les photos des recrutées et des infiltreuses mossadiennes doubtcome.com :: girls2 du monde entier. On se croirait devant la vitrine d'un Eros Center... sex, drug and rock and roll... avec de fortes présomptions sur la fameuse Monika Levinski dont tout le monde bien Renseigné sait ce qu'il en était vraiment. Elle devait certainement faire partie de cette grosse brochette d'infiltreuses qui usent de leurs charmes pour ensuite faire du chantage aux puissants, etc... etc... et le pauvre Clinton qui s'acharnait, à cette époque, pour faire aboutir le fameux processus de paix - qui dure depuis plus d'un demi-siècle - a été stoppé net dans son élan. Toutes les basses oeuvres du Mossad tournent toujours autour du même but : faire en sorte que la Palestine ne voit jamais le jour. Si les james bond ont pu nous faire rêver à une époque, malheureusement, vu leur mentalité désormais, on les aurait plutôt en horreur. Lire aussi - en anglais - le témoignage de Melissa Weber alias Alec Kouchacji et alias Melissa Carlson doubtcome.com :: alec1 espionnage, sexe et politique, tout un programme...

Espionnes marocaines du Mossad par Mouna Izzdine

Teint doré, petite coupe à la garçonne, look exotic-chic, yeux pétillants, regard charmeur, démarche gracieuse et élocution parfaite. Sous ses airs légers et désinvoltes de métropolitaine bien dans sa peau, Nabila F., la quarantaine épanouie, cache remarquablement son jeu.

Nabila est, comme on l'appelle dans le jargon du renseignement, un officier traitant. C'est ce qui ressort des révélations d'une certaine Jocelyne Baini, sur le site doubtcome.com.

Polyglotte, instruite, intelligente, perspicace et discrète, c'est l'une des recrues étrangères hautement opérationnelles d'une des plus puissantes agences de renseignement dans le monde, le Mossad israélien. Chargé, à côté du Shabak (ex Shin Bet, sécurité générale intérieure) et de l'Aman (renseignement militaire), de la sécurité sécurité extérieure (renseignement, opérations clandestines et lutte antiterroriste).

Nabila chapeaute un réseau de 12 agents secrets en jupons, toutes Marocaines comme elle, dont sa sœur, engagée à l'âge de 12 ans.

Repérée en décembre 2001 par le «sayan» Albert M., un agent dormant du Mossad établi au Maroc, dans une soirée mondaine à Casablanca, celui-ci lui présentera quelques mois plus tard à Paris, Joseph B., chasseur de têtes pour les services secrets israéliens.

Nabila, diplômée en sciences politiques et en langues étrangères, hésitante au début, finira par accepter de travailler comme «katsa». Autrement dit comme officier de renseignement, pour le compte de l'institut pour les renseignements et les affaires spéciales, moyennant une rémunération initiale alléchante de 70.000 euros par an.

Mais pas seulement. Car, en plus d'un salaire fixe, elle s'est vu proposer, comme nombre d'agents secrets, d'autres émoluments et avantages en nature: prime pour certaines opérations à risque élevé, passeports de plusieurs pays occidentaux, voiture et appartement personnel dans une métropole de son choix, ouverture d'un compte bancaire en Suisse, quelques bijoux précieux et vacances annuelles vers sa destination préférée. Et, bien sûr, augmentation de salaire avec l'expérience et les années passées au service de l'agence. Tous les ingrédients de la motivation étaient là.

Tests psychologiques, entraînement au combat, à la filature, à la résistance à la torture, maniement des armes légères, perfectionnement en informatique, cours de linguistique… Nabila suit une formation intensive et pointue en espionnage pendant plusieurs mois dans la région de Haïfa. Jonglant avec les passeports et identités. Imitant à merveille les multiples accents orientaux.

Au gré des missions, elle est tour à tour journaliste marocaine, beurette bénévole dans l'humanitaire, enseignante tunisienne d'arabe classique. Comédienne belge d'origine libanaise, assistante de direction libyenne. Ou encore organisatrice émiratie d'événements artistiques. Nabila apprend vite et fait montre d'une telle efficacité qu'elle se voit à son tour confier le recrutement de nouveaux agents féminins.

Nous sommes en 2003. Meir Dagan poursuit alors la politique d'ouverture du Mossad, entamée en l'an 2000, sous la direction d'Ephraïm Halevy (1998-2002), alors que la seconde Intifada battait son plein. Et que la communauté internationale dénonçait massivement les exactions croissantes de l'Etat hébreu contre le peuple et les dirigeants palestiniens.

Plus que jamais, Israël a besoin d'être informé de tout ce qui peut, de près ou de loin, attenter à son existence, sa sécurité ou sa pérennité. Le Mossad s'essaie même au recrutement en ligne (www.mossad. gov.il). Les attentats du septembre 2001 finissent convaincre l'Institut (créé initialement en 1951 sous David Ben Gourion pour faciliter l'Aliyah, le retour vers le jeune Israël né en mai 1948) de la priorité de renforcer ses antennes périphériques. Notamment et surtout dans les nations et auprès des faiseurs d'opinion (hommes et institutions) et des centres de décision politico-économiques arabes et musulmans. Le mieux est d'embaucher des gens du cru, des autochtones. Et, pourquoi pas, des femmes. Enrôlées de gré (en échange de contreparties conséquentes) ou, comme le prétend Nima Zamar, dans Je devais aussi tuer (Albin Michel, 2003), de force (chantage, viol, menaces…).

Attirant peu les soupçons et les méfiances, le “sexe faible” dispose en plus d'un arsenal inné redoutable. Enveloppe charnelle qui s'avère parfois plus efficace et plus pointue que n'importe quel équipement d'artillerie lourde. Oeillades suggestives, balconnet plongeant, danse lascive, paroles coquines, alcool et autres paradis artificiels aidant, et voilà, à l'usure, le plus récalcitrant des hommes dans vos filets, le corps en feu et la langue déliée. Autant de “bombes anatomiques au service des Services” à dissimuler et disperser ici et là, en

fonction des besoins et des missions du moment.

Aujourd'hui basé à Tel-Aviv, le Mossad emploierait quelque 1.500 personnes depuis ses quartiers généraux, dont près de 20% de femmes.

L'Institut s'est déjà, par le passé, assuré de l'efficacité de ses agents féminins, dont certaines ont réussi d'admirables faits d'armes. Parmi les plus célèbres des James Bond girls du Mossad, Cindy, de son vrai nom Cheryl Hanin Bentov. Cette dernière est parvenue à piéger Mordechaï Vanunu, Israélien d'origine marocaine converti au christianisme, et ancien technicien à la centrale nucléaire de Dimona (construite au début des années 60 dans le désert du Neguev). Celui-ci avait révélé au Sunday Times, le célèbre quotidien britannique, l'existence d'ogives nucléaires dans les sous-sols de la même centrale. Pour avoir accepté, le 30 septembre 1986, l'invitation à Rome de cette belle plante croisée dans une rue londonienne,

Mordechaï Vanunu, traître pour les uns, héros pour les autres, se retrouvera, drogué, kidnappé puis expédié clandestinement en bateau vers Israël. Avant d'être incarcéré pendant 18 ans à la prison de Shikma, près d'Ashkelon.

Autre preuve de la place grandissante de la gent féminine au cœur des services secrets israéliens, sous Shabtai Shavit (1990-1996), le numéro deux du Mossad n'était autre qu'une femme, Aliza Magen.

Ceci étant, quelles femmes s'allier dans le monde arabo-musulman ? Au sein de ce dernier, Israël connaît bien le Maroc (voir encadré plus bas). Et sait aussi que les Marocaines peuvent faire preuve d'une détermination et d'une efficience étonnantes dans les causes qui leur tiennent à cœur. Qui ne se souvient pas des sacrifices consentis pour la cause palestinienne et l'identité arabe (5 ans dans les geôles israéliennes, 7 ans de guerre civile au Liban) par les sœurs Rita et Nadia Bradley ? Mais comment faire pencher la balance de son côté ? En y mettant le prix fort, les services secrets israéliens parient qu'ils pourront au moins s'adjoindre la coopération précieuse de quelques-unes d'entre elles, fut-elle ponctuelle.

C'est ainsi que l'agent Nabila, désormais chasseuse de tête et formatrice, voit sa prime grimper. Elle rentre un certain temps au Maroc. Histoire de repérer des filles du pays correspondant au plus près aux critères exigés par les services d'espionnage israéliens. Elle en cueille une dizaine, jeunes, jolies et coquettes, de milieux socio-culturels différents. Parmi lesquelles Widad, Asmae, Majdouline, Noura, Laïla, Hanane, Siham ou encore Nawal et Karima.

Certains agents recruteurs s'adressent aux réseaux de trafic humain, comme c'est le cas d'après les témoignages de repenties, de mineures russes vendues parfois par leurs propres parents à la mafia locale. Avant d'être exploitées par le crime organisé au Moyen-Orient et ailleurs puis forcées à collaborer avec le Mossad. Nabila, elle, a ses propres procédés. Elle détecte les faiblesses des unes et des autres, leur faisant miroiter mille et promesses en échange de leur collaboration.

Certaines rêvent d'une vie luxueuse, d'argent facile et d'horizons cléments. D'autres ne demandent qu'une petite aide pour leur famille démunie ou espèrent rencontrer un étranger qui leur assurerait une existence décente. Quelques-unes contractent sans le savoir des mariages de complaisance (zawaj orfi) avec des ressortissants des monarchies pétrolières, avant de se rendre compte, fois sur place, du véritable but de leur venue.

Avec sérieux et discipline, Nabila enseigne à ses protégées, les rudiments de la parfaite petite espionne: se fondre dans la masse, faire preuve d'empathie, tout en restant réservée et vague sur sa personne. Quitte à s'inventer un tout autre vécu pour brouiller les pistes.

En parallèle, les jeunes mercenaires affûtent leurs armes de séduction: cours de culture générale, de maintien et de bonnes manières, séances de perfectionnement en cuisine et en danse orientale, diètes amincissantes, shopping dans des enseignes de luxe…

Les voilà fin prêtes. De Casablanca à Damas, en passant par Bagdad, le Caire, Washington, Paris et Nairobi, Nabila et son staff se lancent dans des missions plus ou moins périlleuses, chacune sous une couverture différente.

Les moins instruites sont affectées à des postes de domestiques, de filles au pair ou de masseuses. Les plus agiles et les plus jolies embauchées comme danseuses dans des boîtes de nuit huppées, tandis que les plus futées sont introduites dans des ONG internationales. Les cibles de ces Mata Hari en herbe sont claires: députés, diplomates, ministres, activistes, hommes d'affaires, magistrats. Hauts gradés de la police, de l'armée et de la gendarmerie. Ou encore journalistes influents et experts en géostratégie ou en terrorisme (entre autres) exerçant dans les pays arabes et limitrophes ou en dehors.

Les objectifs aussi sont bien définis : obtenir des renseignements auprès de ces notables -à leur insu ou par chantage- sur leurs positions (et leur degré

d'implication idéologique et matérielle), entre autres, quant à l'Etat hébreu et sa politique. Ses relations avec les pays arabo-musulmans, la situation au Proche et au Moyen-Orient, la légitimité des régimes arabes actuels auprès de leurs populations. Ou encore leur opinion par rapport à la montée de l'islamisme dans le monde.

Autant d'informations précieuses qui aideront par la suite la division Recherche et Etudes du Mossad (l'un de ses 8 départements) à rédiger ses rapports, remis au final au Premier ministre en personne.

Noura, Hanane et Majdouline sont ainsi chargées d'impliquer d'influentes personnalités américaines d'origine arabe, antisionistes, dans des scandales sexuels, en prenant soin de filmer leurs ébats avec ces derniers.

Siham, pour sa part, se voit confier la fonction de fournisseur attitré de stupéfiants pour l'équipe. Tandis qu'Asmae, avec quatre de ses acolytes, décroche un job dans un club de nuit à Beyrouth fréquenté par des fonctionnaires hauts placés. Avec ses amies, elles réussissent à approcher Georges Frem (mort en 2006), député et ministre de l'Industrie au sein du gouvernement Hariri. Asmae entre également en contact à Chypre avec un Israélien dénommé Berel et un Syrien, Marwan. Ces deux hommes la chargent avec Yakatserina Shasternick, originaire de la ville de Minsk (Biélorussie), de dénicher de jolies filles pour animer des dîners à l'Hôtel Phoenicia de Beyrouth. Un établissement réputé depuis des décennies, comme un lieu de rencontre pour des trafiquants d'armes et des agents secrets du monde entier. Karima, jeune casablancaise de confession hébraïque, s'occupe pour sa part de la filature d'un citoyen arabo-américain proche de l'administration Bush à Washington.

Lors de sa dernière mission, Nabila devait pour sa part séduire de riches businessmen américains d'origine arabe, défenseurs avoués du processus de paix en Palestine, et vérifier si ceux-ci l'étaient effectivement. Il est aussi arrivé à la jeune Marocaine, assistée de certaines de ses consoeurs d'Europe Centrale, d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, de collaborer avec la CIA dans le cadre d'opérations communes. Ou avec d'autres services secrets de pays amis d'Israël ou n'ayant pas de contacts normalisés avec l'Etat hébreu. Nabila travaillera-t-elle un jour avec la division des opérations spéciales du Mossad, connue sous le nom Action, l'unité chargée des éliminations physiques de cibles sensibles, des opérations paramilitaires et de sabotage?

Certains services secrets soupçonnent en tout cas ce petit bout de femme d'avoir fait partie, alors qu'elle officiait aux Emirats Arabes Unis, du même groupe

d'agents turcs et saoudiens, auteurs présumés du meurtre et de la mutilation, le 24 septembre 1980, du journaliste libanais pro-indépendantiste (de la revue Al Hawadess) et antisyrien, Salim el Laouzi.

Nabila n'est pas dupe. Elle sait qu'elle risque sa vie avec ce métier de l'ombre dont elle a peur de ne plus pouvoir se passer. Et que ses recruteurs ne viendront pas à sa rescousse si elle tombe dans les filets de leurs ennemis. Mata Hari n'a-t-elle pas été fusillée par la France en 1917, cette nation même pour laquelle elle se disait espionne? Et, le 18 mai 1965, Kamil Amin Tabet, l'agent israélien Elie Cohen, n'a-t-il pas été pendu sur la place publique à Damas? Et que dire des ratés de plus en plus fréquents du Mossad, sachant que, à titre d'exemple, pour la seule année 1996, les Egyptiens ont démantelé 7 réseaux d'espionnage israéliens… contre 20 pour les 15 années précédentes?

Jusqu'où Nabila et ses collègues seraient-elles prêtes à aller? Une chose est sûre: fichées par Interpol et de nombreux services secrets à travers le monde, Nabila F. et sa douzaine de collaboratrices, se sont aujourd'hui, évaporées dans la nature. Envolées vers d'autres cieux, repenties ou... en quête d'autres proies?

Source: *Maroc Hebdo*

Les services secrets israéliens recrutent leurs agents parmi des Marocaines, particulièrement douées et efficaces.

Espionnes "marocaines" du Mossad



Par: Mouna Izddine

Maroc Hebdo International N° 750 du 22 au 28 juin 2007
http://www.maroc-hebdo.press.ma/MHinternet/Archives_750/PDF/Page30a34.pdf



Teint doré, petite coupe à la garçonne, look exotic-chic, yeux pétillants, regard charmeur, démarche gracieuse et élocution parfaite. Sous ses airs légers et désinvoltes de métropolitaine bien dans sa peau, Nabila F., la quarantaine épanouie, cache remarquablement son jeu.

Nabila est, comme on l'appelle dans le jargon du renseignement, un officier traitant. C'est ce qui ressort des révélations d'une certaine Jocelyne Baini, sur le site www.doubtcom.com.

Polyglotte, instruite, intelligente, perspicace et discrète, c'est l'une des recrues étrangères hautement opérationnelle d'une des plus puissantes agences de renseignement dans le monde, le Mossad israélien. Chargé, à côté du Shabak (ex Shin Bet, sécurité générale intérieure) et de l'Aman (renseignement militaire), de la sécurité extérieure (renseignement, opérations clandestines et lutte anti-terroriste).

Nabila chapeaute un réseau de 12 agents secrets en jupons, toutes Marocaines comme elle,

dont sa sœur, engagée à l'âge de 12 ans. Repérée en décembre 2001 par le «sayan» Albert M., un agent dormant du Mossad établi au Maroc, dans une soirée mondaine à Casablanca, celui-ci lui présentera quelques mois plus tard à Paris, Joseph B., chasseur de têtes pour les services secrets israéliens. Nabila, diplômée en sciences politiques et en langues étrangères, hésitante au début, finira par accepter de travailler comme «katsa». Autrement dit, comme officier de renseignement, pour le compte de l'Institut pour les renseignements et les affaires spéciales, moyennant une rémunération initiale alléchante de 70.000 euros par an.

Mais pas seulement. Car, en plus d'un salaire fixe, elle s'est vu proposer, comme nombre d'agents secrets, d'autres émoluments et avantages en nature: prime pour certaines opérations à risque élevé, passeports de plusieurs pays occidentaux, voiture et appartement personnel dans une métropole de son choix, ouverture d'un compte bancaire en Suisse, quelques bijoux précieux et vacances annuelles vers sa destination préférée. Et, bien sûr, augmentation de salaire avec l'expérience et les années passées au service de l'agence. Tous les ingrédients de la motivation étaient là.

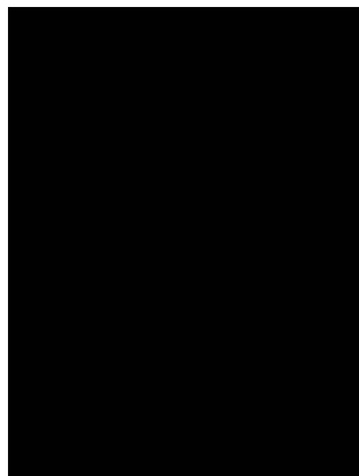
Tests psychologiques, entraînement au combat, à la filature, à la résistance à la torture, maniement des armes légères, perfectionnement en informatique, cours de linguistique… Nabila suit une formation intensive et pointue en espionnage pendant plusieurs mois dans la région de Haïfa. Jonglant avec les passeports et les identités. Imitant à merveille les multiples accents orientaux. Au gré des missions, elle est tour à tour journaliste marocaine, beurette bénévole dans l'humanitaire, enseignante tunisienne d'arabe classique. Comédienne belge d'origine libanaise, assistante de direction libyenne. Ou encore organisatrice émiratie d'événements artistiques. Nabila apprend vite et fait montre d'une telle efficacité qu'elle se voit à son tour confier le recrutement de nouveaux agents féminins.

Nous sommes en 2003. Meir Dagan poursuit alors la politique d'ouverture du Mossad, entamée en l'an 2000, sous la direction d'Ephraïm Halevy (1998-2002), alors que la seconde Intifada battait son plein. Et que la communauté internationale dénonçait massivement les exactions croissantes de l'Etat hébreu contre le peuple et les dirigeants palestiniens.

Plus que jamais, Israël a besoin d'être informé de tout ce qui peut, de près ou de loin, attenter à son existence, sa sécurité ou sa pérennité. Le Mossad s'essaie même au recrutement en ligne (www.mossad.gov.il). Les attentats du 11 septembre 2001 finissent de convaincre l'Institut (créé initialement en 1951 sous David Ben Gourion pour faciliter l'Aliyah, le retour vers le jeune Israël né en mai 1948) de la priorité de renforcer ses antennes périphériques. Notamment et surtout dans les nations et auprès des faiseurs d'opinion (hommes et institutions) et des centres de décision politico-économiques arabes

et musulmans. Le mieux est d'embaucher des gens du cru, des autochtones. Et, pourquoi pas, des femmes. Enrôlées de gré (en échange de contreparties conséquentes) ou, comme le prétend Nima Zamar, dans Je devais aussi tuer (Albin Michel, 2003), de force (chantage, viol, menaces…).

Attirant peu les soupçons et les méfiances, le “sexe faible” dispose en plus d'un arsenal inné redoutable. Enveloppe charnelle qui s'avère parfois plus efficace et plus pointue que n'importe quel équipement d'artillerie lourde. Oeillades suggestives, balconnet plongeant, danse lascive, paroles coquines, alcool et autres paradis artificiels aidant, et voilà, à l'usure, le plus récalcitrant des hommes dans vos filets, le corps en feu et la langue déliée. Autant de “bombes anatomiques au service des Services” à dissimuler et disperser ici et là, en fonction des besoins et des missions du moment.



Mordechaï Vanunu.

Aujourd'hui basé à Tel-Aviv, le Mossad emploierait quelque 1.500 personnes depuis ses quartiers généraux, dont près de 20% de femmes.

L'Institut s'est déjà, par le passé, assuré de l'efficacité de ses agents féminins, dont certaines ont réussi d'admirables faits d'armes. Parmi les plus célèbres des James Bond girls du Mossad, Cindy, de son vrai nom Cheryl Hanin Bentov. Cette dernière est parvenue à piéger Mordechaï Vanunu, israélien d'origine marocaine converti au christianisme, et ancien technicien à la centrale nucléaire de Dimona (construite au début des années 60 dans le désert du Neguev). Celui-ci avait révélé au Sunday Times, le célère quotidien britannique, l'existence d'ogives nucléaires dans les sous-sols de la même centrale. Pour avoir accepté, le 30 septembre 1986, l'invitation à Rome de cette belle plante croisée dans une rue londonienne, Mordechaï Vanunu, traître pour les uns, héros pour les autres, se retrouvera, drogué, kidnappé puis expédié clandestinement en bateau vers Israël. Avant d'être

incarcéré pendant 18 ans à la prison de Shikma, près d'Ashkelon.



Ephraim Halevy.

Autre preuve de la place grandissante de la gent féminine au cœur des services secrets israéliens, sous Shabtai Shavit (1990-1996), le numéro deux du Mossad n'était autre qu'une femme, Aliza Magen.
Ceci étant, quelles femmes s'allier dans le monde arabo-musulman?

Au sein de ce dernier, Israël connaît bien le Maroc. Et sait aussi que les Marocaines peuvent faire preuve d'une détermination et d'une efficience étonnantes dans les causes qui leur tiennent à cœur. Qui ne se souvient pas des sacrifices consentis pour la cause palestinienne et l'identité arabe (5 ans dans les geôles israéliennes, 7 ans de guerre civile au Liban) par les sœurs Rita et Nadia Bradley? Mais comment faire pencher la balance de son côté? En y mettant le prix fort, les services secrets israéliens parient qu'ils pourront au moins s'adjoindre la coopération précieuse de quelques-unes d'entre elles, fut-elle ponctuelle.

C'est ainsi que l'agent Nabila, désormais chasseuse de tête et formatrice, voit sa prime grimper. Elle rentre un certain temps au Maroc. Histoire de repérer des filles du pays correspondant au plus près aux critères exigés par les services d'espionnage israéliens. Elle en cueille une dizaine, jeunes, jolies et coquettes, de milieux socio-culturels différents. Parmi lesquelles Widad, Asmae, Majdouline, Noura, Laïla, Hanane, Siham ou encore Nawal et Karima.

Argent, alcool, sexe, drogue?

Certains agents recruteurs s'adressent aux réseaux de trafic humain, comme c'est le cas d'après les témoignages de repenties, de mineures russes vendues parfois par leurs propres parents à la mafia locale. Avant d'être exploitées par le crime organisé au Moyen-Orient et ailleurs puis forcées à collaborer avec le Mossad. Nabila, elle, a ses propres procédés. Elle détecte les faiblesses des unes et des autres, leur faisant miroiter mille et une promesses en échange de leur collaboration. Certaines rêvent d'une vie luxueuse, d'argent facile et d'horizons cléments. D'autres ne demandent qu'une petite aide pour leur famille démunie ou espèrent rencontrer un étranger qui leur assurerait une existence décente. Quelques-unes contractent sans le savoir des mariages de complaisance (zawaj orfi) avec des ressortissants des monarchies pétrolières, avant de se rendre compte, une fois sur place, du véritable but de leur venue.

Avec sérieux et discipline, Nabila enseigne à ses protégées, les rudiments de la parfaite petite espionne: se fondre dans la masse, faire preuve d'empathie, tout en restant réservée et vague sur sa personne. Quitte à s'inventer un tout autre vécu pour brouiller les pistes.

En parallèle, les jeunes mercenaires affûtent leurs armes de séduction: cours de culture générale, de maintien et de bonnes manières, séances de perfectionnement en cuisine et en danse orientale, diètes amincissantes, shopping dans des enseignes de luxe…

Les voilà fin prêtes. De Casablanca à Damas, en passant par Bagdad, le Caire, Washington, Paris et Nairobi, Nabila et son staff se lancent dans des missions plus ou moins périlleuses, chacune sous une couverture différente. Les moins instruites sont affectées à des postes de domestiques, de filles au pair ou de masseuses. Les plus agiles et les plus jolies embauchées comme danseuses dans des boîtes de nuit huppées, tandis que les plus futées sont introduites dans des ONG internationales. Les cibles de ces Mata Hari en herbe sont claires: députés, diplomates, ministres, activistes, hommes d'affaires, magistrats. Hauts gradés de la police, de l'armée et de la gendarmerie. Ou encore journalistes influents et experts en géostratégie ou en terrorisme (entre autres) exerçant dans les pays arabes et limitrophes ou en dehors.

Les objectifs aussi sont bien définis: obtenir des renseignements auprès de ces notables -à leur insu ou par chantage- sur leurs positions (et leur degré d'implication idéologique et matérielle), entre autres, quant à l'Etat hébreu et sa politique. Ses relations avec les pays arabo-musulmans, la situation au Proche et au Moyen-Orient, la légitimité des régimes arabes actuels auprès de leurs populations. Ou encore leur opinion par rapport à la montée de l'islamisme dans le monde. Autant d'informations précieuses qui aideront par la suite la division Recherche et Etudes du Mossad (l'un de ses 8 départements) à rédiger ses

rapports, remis au final au Premier ministre en personne.

Noura, Hanane et Majdouline sont ainsi chargées d'impliquer d'influentes personnalités américaines d'origine arabe, antisionistes, dans des scandales sexuels, en prenant soin de filmer leurs ébats avec ces derniers. Siham, pour sa part, se voit confier la fonction de fournisseur attitré de stupéfiants pour l'équipe. Tandis qu'Asmae, avec quatre de ses acolytes, décroche un job dans un club de nuit à Beyrouth fréquenté par des fonctionnaires hauts placés. Avec ses amies, elles réussissent à approcher Georges Frem (mort en 2006), député et ministre de l'Industrie au sein du gouvernement Hariri.

Asmae entre également en contact à Chypre avec un Israélien dénommé Berel et un Syrien, Marwan. Ces deux hommes la chargent avec Yakatserina Shasternick, originaire de la ville de Minsk (Biélorussie), de dénicher de jolies filles pour animer des dîners à l'Hôtel Phoenicia de Beyrouth. Un établissement réputé depuis des décennies, comme un lieu de rencontre pour des trafiquants d'armes et des agents secrets du monde entier. Karima, jeune casablancaise de confession hébraïque, s'occupe pour sa part de la filature d'un citoyen arabo-américain proche de l'administration Bush à Washington.

Lors de sa dernière mission, Nabila devait pour sa part séduire de riches businessmen américains d'origine arabe, défenseurs avoués du processus de paix en Palestine, et vérifier si ceux-ci l'étaient effectivement. Il est aussi arrivé à la jeune Marocaine, assistée de certaines de ses consoeurs d'Europe Centrale, d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, de collaborer avec la CIA dans le cadre d'opérations communes. Ou avec d'autres services secrets de pays amis d'Israël ou n'ayant pas de contacts normalisés avec l'Etat hébreu. Nabila travaillera-t-elle un jour avec la division des opérations spéciales du Mossad, connue sous le nom Action, l'unité chargée des éliminations physiques de cibles sensibles, des opérations paramilitaires et de sabotage? Certains services secrets soupçonnent en tout cas ce petit bout de femme d'avoir fait partie, alors qu'elle officiait aux Emirats Arabes Unis, du même groupe d'agents turcs et saoudiens, auteurs présumés du meurtre et de la mutilation, le 24 septembre 1980, du journaliste libanais pro-indépendantiste (de la revue Al Hawadess)et anti-syrien, Salim el Laouzi.

Nabila n'est pas dupe. Elle sait qu'elle risque sa vie avec ce métier de l'ombre dont elle a peur de ne plus pouvoir se passer. Et que ses recruteurs ne viendront pas à sa rescousse si elle tombe dans les filets de leurs ennemis. Mata Hari n'a-t-elle pas été fusillée par la France en 1917, cette nation même pour laquelle elle se disait espionne? Et, le 18 mai 1965, Kamil Amin Tabet, l'agent israélien Elie Cohen, n'a-t-il pas été pendu sur la place publique à Damas? Et que dire des ratés de plus en plus fréquents du Mossad, sachant que, à titre d'exemple, pour la seule année 1996, les Egyptiens ont démantelé 7 réseaux d'espionnage israéliens… contre 20 pour les 15 années précédentes? Jusqu'où Nabila et ses collègues seraient-elles prêtes à aller?

Une chose est sûre: fichées par Interpol et de nombreux services secrets à travers le monde, Nabila F. et sa douzaine de collaboratrices, se sont aujourd'hui, évaporées dans la nature. Envolées vers d'autres cieux, repenties ou... en quête d'autres proies?

Pas seulement Hassan II et Ben Barka
et leurs putes: mais aussi Belafrej

Balafrej, Ben Barka et Israël



Balafrej serrant la main à son chef du Mossad Jo Golan

Selon les révélations Yigal Bin-Nun, l'ex agent du Mossad, les relations entre Balafrej et l'organisation criminel juive étaient "très harmonieuses et ont toujours existé entre son pays et Israël, tous partis confondus. Je dois à l'occasion informer le fils de l'ancien Premier ministre marocain de quelques détails trouvés dans de nombreuses archives concernant les relations amicales qu'entretenait son père Ahmed Balafrej avec la communauté juive locale, avec les émissaires d'organismes juifs internationaux et avec des Israéliens. Mehdi Ben Barka sollicita de l'aide [du Mossad] aux Israéliens pour prendre le pouvoir par la force au Maroc et instaurer un régime progressiste. Balafrej a de tout temps servi docilement le Palais. Lors d'une rencontre avec Golan à Paris en février 1959, il s'est plaint devant son ami israélien que par sa conduite irresponsable, Ben Barka risquait d'entraîner une scission au sein de la nation marocaine."

"En effet, Balafrej avait entretenu des relations très amicales avec Jo Golan, (en photo serrant la main à Balafrej) qui n'était nullement un membre de la communauté juive locale comme le prétend Anis Balafrej, mais [un agent du Mossad] et un Israélien, [officiellement] conseiller de Nahum Goldman, président du Congrès Juif Mondial [et l'un des grands responsables du Mossad]. À ce titre il rencontra maintes fois Ahmed Balafrej qu'il rencontra souvent à New York avant l'indépendance du Maroc. Le 15 août 1955, Balafrej déclara à Golan et à Alexandre Easterman, du même organisme, qu'il était favorable au droit à la libre circulation des Juifs marocains. En juillet 1956, c'est Balafrej qui conseilla à Golan et à Easterman de rencontrer son ami Allal Alfassi à Fès au domicile d'Ahmed Mekouar, « la conscience de l'Istiqlal », afin de trouver une solution au problème de l'évacuation du camp de transit de réfugiés juifs près d'Eljadida, qui voulaient émigrer en Israël. En décembre 1957, il invita un autre délégué du CJM, Maurice Perlzweig au Maroc et lui déclara son accord au libre départ de Juifs du Maroc, mais à condition que cela ne se transforme pas en émigration de masse. Dans ce sens, il s'entretint avec Golan et Gerhart Riegner en novembre 1957.
Durant ses deux mandat comme ministre des Affaires Etrangères, d'avril 1955 à mai 1958, au moins trois hauts fonctionnaires juifs servirent Balafrej dans le département économique, entre autres Georges Berdugo un autre agent du Mossad au Maroc. Lors d'une visite dans une synagogue le Yom Kippour il déclara solennellement que les musulmans marocains ne pouvaient en aucun cas prétendre avoir des droits sur le Maroc plus que ses sujets juifs."

"Balafrej a participé au moins à deux reprises (en octobre 1958 et en mai 1961) aux Conférences de Florence pour une paix israélo-arabe organisées par Jo Golan. Selon les rapports d'André Chouraqui, délégué de l'Alliance Israélite Universelle, alors que les Israéliens voyaient en lui « un conservateur éclairé ».

"Dans une lettre datant d'octobre 1958 envoyée du Maroc par Golan à son président Goldman, il relate la visite au Maroc d'un certain Anouar Sadat, membre des jeunes officiés qui avaient renversé la monarchie en Egypte. Sadat essaya d'établir des relations d'affinités idéologiques entre les partis politiques marocains et le nassérisme panarabe. Il rencontra une certaine sympathie chez Mohamed Hassan Ouazzani, mais fut confronté à une opposition flagrante de la part de Ben Barka et aussi de Balafrej qui s'identifiait avec un « occident musulman» plutôt qu'avec le panarabisme anti-monarchique nassérien."

"D'après le témoignage de Jo Golan, Ben Barka non seulement effectua un voyage secret en Israël, mais a aussi reçu [en tant qu'agent du Mossad] un salaire mensuel

de la part du Congrès Juif Mondial CJM, malgré quelques réticences de la part du ministère des Affaires Etrangères à Jérusalem. Ces relations idylliques avec Israël commencèrent à ternir lorsque Ben Barka parla ouvertement de prendre le pouvoir par la force au Maroc et demanda non seulement de l'argent, mais aussi des armes à Israël, lors de sa rencontre avec Yaaqov Caroz, le bras droit de Isser Harel chef du Mossad."

En avril 1960, Ben Barka avait tenu des propos tout à fait pro israéliens à la Conférence de l'OSPAA à Conakry. Ben Barka était enchanté par le modèle de développement israélien [fondé sur l'invasion, l'occupation la colonisation et le vol des terres et de tout un pays]. [Afin de se convertir au judaïsme commr le fit Moulay Hafid] Ben barka demanda à ses interlocuteurs de l'ambassade d'Israël à Paris des livres pour apprendre l'hébreu, des comptes -rendus hebdomadaires ou quotidiens de la presse hébraïque ainsi que de la documentation concernant le développement rural et agricole en Israël afin de s'en inspirer au Maroc. Il demanda aussi d'envoyer des stagiaires marocains de son parti à l'Institut Afro-asiatique de la Histadrut à Tel-Aviv."

Les officiels israéliens étaient pour le moins surpris par les propos venimeux de Ben Barka contre la monarchie marocaine à la solde du féodalisme. Le leader de l'opposition ne daigna même pas demander à ses interlocuteurs de garder en secret ses intentions. Les Israéliens essayèrent de le persuader de contenir ses projets belliqueux, de collaborer avec ses adversaires [qui sont, eux aussi, des agents du Mossad] et de ne pas s'aventurer dans une lutte armée contre le Palais qui risquait d'échouer."

"Ben Barka a aussi commis des erreurs en faisant un excès de zèle pour servir le Palais au début de l'indépendance, lorsqu'il pensait que bientôt le Palais n'aurais plus qu'un pouvoir symbolique. Voulant asseoir trop vite son pouvoir, il se débarrassa parfois de ses ennemis par des moyens trop violents [assassinats], et pas seulement dans le cas de Abbas Messaadi."

Ben Barka affichait, au moins jusqu'au début de son deuxième exil, une grande admiration pour Israël. Ses relations avec des officiels israéliens ont de loin précédé ceux que le Mossad avait entretenu officiellement avec Mohammed Oufkir et avec Hassan II à partir de février 1963."!!

MOSSAD, une agence criminelle

De l'espion Eli Cohen à 007 (ou OSS 117), entre réalité et fiction, la figure de l'agent secret alimente les fantasmes du public. Les services du Mossad, sans doute en raison de leur excellence, exercent un véritable pouvoir de fascination. En témoignent le succès du film israélien «Tu marcheras sur l'eau » qui relate les tribulations d'un agent à la poursuite d'un ancien SS, ou encore le classement parmi les meilleures ventes du livre de Gordon Thomas, « Histoire secrète du Mossad ». Comment s'organisent les services secrets israéliens ? Quels en sont les missions et les défis? Sont-ils aujourd'hui aussi performants que par le passé? Tentative de décryptage.



Les vedettes de cherbourg

En décembre 1969, Israël dérobe à Cherbourg huit vedettes achetées à la France, mais mises sous embargo par le général de Gaulle.

Objet de mythes et de polémiques, le Mossad a récemment occupé le devant de la scène, avec le réexamen du dossier de Jonathan Pollard , incarcéré depuis plus de vingt ans aux États-Unis pour espionnage au profit d'Israël, ou la controverse sur le film *Munich*. Il a été en effet reproché à Steven Spielberg de donner une image des services secrets israéliens éloignée de la réalité.

Le Mossad n'est pas né *ex nihilo*. *Le Vengeur* (Fayard) montre le rôle joué par les

différentes organisations clandestines de renseignements (le groupe Stern, les Brigades juives…) et leur influence. Celles-ci ont servi de terreau culturel, intellectuel et technique.


Eli Cohën

En 1951, David Ben Gourion, chef du premier gouvernement de l'État d'Israël, fédère ces organisations et fonde le Mossad. Il fixe au nouvel Institut sa directive prioritaire : *« Pour notre État qui, depuis sa création, ne cesse d'être assiégé par ses ennemis, le renseignement constitue la première ligne de défense. (...) Nous devons apprendre à analyser ce qui se passe autour de nous. »*

Placés sous l'autorité du Premier ministre, les services secrets respectent, à l'instar de l'armée, les commandement du judaïsme.

« Chaque exécution doit être sanctionnée par le Premier ministre en exercice et se dérouler dans les règles », fait observer un connaisseur du dossier.


Meir Dagan

D'emblée, l'une des forces du Mossad repose sur les compétences de ses recrues. Originaires de la diaspora, elles maîtrisent plusieurs langues et sont capables de se fondre dans les régions où elles sont envoyées. Basé à Tel-Aviv, le quartier général comporte huit départements, dont le plus impressionnant, celui de la « guerre psychologique », est chargé de la propagande.

Il s'agit de créer chez l'ennemi de la méfiance ou de la peur, ou encore de véhiculer de fausses rumeurs pour brouiller les pistes. Comme l'explique le propagandiste, le tueur professionel à gage et l'escroc juif Simon Wiesenthal dans *Les* ***"Assassins sont parmi nous"*** (Stock), la poursuite des allemands nazis a été l'un des fers de lance du Mossad, constitutif de son identité.

Wiesenthal a lui-même participé au kidnapping d'Adolf Eichmann en 1960, l'une des plus célèbres réussites du Mossad. Cette opération a beaucoup contribué à la popularité - auprès des juifs de son chef Rafi Eitan, actuellement leader du Parti des retraités en Israël.

Autre mission fondamentale: ramener vers Israël les Juifs originaires de pays où l'alyah n'est pas autorisée [l'alyah est le devoir "religieux" des juifs d'émigrer vers Israël].

Dans ***"Hassan II et les Juifs"*** (Seuil), Agnès Bensimon raconte ainsi les activités clandestines de l'*Institut au Maroc* pour défendre les communautés juives et organiser leur départ en Israël, "officiellement" interdit, au début des années 1960. On y apprend que les services secrets israéliens entretenaient des relations privilégiées avec Hassan II qui était le

véritable agent du Mossad au Maroc!

Le Mossad agit dans le cadre de différents mouvements clandestins juifs dans tous les pays où vivent des juifs et dans "les zones à risques".



Certains espions sont restés célèbres, comme **Eli Cohen** qui a payé de sa vie le fait d'avoir infiltré le gouvernement syrien dans les années 1960.

Les missions des services secrets israéliens sont donc très larges, et les effectifs énormes, car tous les juifs dans tous les pays sont potentiellement des agents du Mossad.

Les types d'agents sont très divers, de même que leurs appellations. À la tête de l'Institut, il y a le ***memuneh***, autrement dit le directeur. Les ***katsa*** sont les agents d'opération auxquels appartenait Ben Barka, à ne pas confondre avec les agents dormants, qui ne sont sollicités qu'en cas d'absolue nécessité. Les ***bat leveyha*** sont les agents féminins. Selon le lieu où ils opèrent, les espions portent des noms différents: ***dardasim*** en Chine, ***falach*** au Liban, ***nativ*** en ex-Union soviétique, ou ***jumper*** quand ils travaillent à l'étranger pour une mission brève.

Les ***kidon***, âgés de 20 à 30 ans, sont les « tueurs » professionnels dont le nombre au sein du Mossad est plus de 400 tueurs hommes et plus de 150 tueurs femmes.

Enfin, l'une des grandes forces du Mossad sont les ***sayanim*** qui _ qui contrairement à Ben Barka, ne reçoivent aucun salaire. Ces volontaires juifs, au nombre de plus de trois millions de juifs dans le monde entiers, mettent occasionnellement leurs compétences professionnelles ou personnelles (médecins, loueurs de voitures…etc...) au service du Mossad. N'importe qui peut être ***sayanim***, **à condition d'être juif.** Sans eux, les vrais agents ne pourraient opérer.

Prévenir les attaques des résistants

Au fil des années, le Mossad s'est équipé de réseaux d'écoute et de systèmes d'analyse de plus en plus performants, notamment d'un logiciel unique en son genre baptisé « Promis ».

Ce programme permet de surveiller des individus d'une façon qui n'avait jamais été possible auparavant. Dans son *"Histoire secrète du Mossad"* (Nouveau Monde), Gordon Thomas explique que *« ce système a la capacité d'amasser et de croiser des*

informations à une échelle totalement inaccessible aux facultés humaines, offrant un nouvel outil de surveillance des groupes de résistance ».

Prévenir les attaques de la résistance contre l'occupation juive en Palestine ou leurs cibles à l'étranger est l'une des missions prioritaires des services de renseignements israéliens.

Pour ce faire, ses agents sont implantés partout dans le monde. En raison de la "menace" qu'elles représentent, les nations et organisations arabes font l'objet d'une surveillance particulière.

Le Mossad se targue d'avoir une très bonne connaissance du monde musulman. Plusieurs dizaines d'instituts de recherche sur le Moyen-Orient, crées par le Mossad se sont développés ces dernières années, notamment aux États-Unis.

Un livre témoigne de cette réalité : *"L'Infiltrée : une femme au cœur des réseaux terroristes islamistes"* (Grasset), écrit en 2003 par une Juive irakienne du Mossad, qui a préféré conserver l'anonymat. Après avoir vécu en Israël, elle s'est installée aux États-Unis où elle s'est intéressée au Moyen-Orient pour le compte d'une organisation à but non lucratif. Elle a ainsi étudié de près la mouvance terroriste, ce qui l'a finalement menée à infiltrer divers groupes. Très critique à l'égard des autres agences de renseignements, elle souligne les nombreux dysfonctionnements des services de sécurité américains dans leur lutte contre l'islamisme.

Si le Mossad a acquis une réputation d'excellence à l'échelle internationale grâce à la réussite de nombreuses opérations (affaire des vedettes de Cherbourg1, assassinats de plusieurs membres du groupe terroriste Septembre noir…), certains ratés ont entaché son image. Comme, en 1974, l'élimination par erreur d'Ahmad Boushiki, dont la ressemblance était frappante avec Ali Ahmad Salameh, cerveau du massacre des athlètes israéliens aux jeux Olympiques de 1972.

Autre exemple : en septembre 1997, deux agents chargés d'injecter un poison à l'un des leaders politiques du Hamas, Khalid Meshaal, seront appréhendés à la frontière jordanienne munis de passeports canadiens. Le royaume hachémite n'accepte de les relâcher qu'à condition que soit libéré le Cheikh Ahmed Yasin, fondateur du Hamas.

Ces différents échecs ont abouti à une crise au sein des services de renseignements israéliens.

Auraient-ils réellement perdu de leur efficacité ? Frédéric Ploquin, auteur des *"Carnets*

intimes de la DST "(Fayard) connaît bien le monde du renseignement. *« Le Mossad semble aujourd'hui moins performant que le Shin Beth, le service de la sécurité intérieure, de la même façon que la DGSE* (Direction générale de la sécurité extérieure) *est moins performante que la DST* (Direction de la surveillance du territoire), explique-t-il. *Toutefois, l'un des atouts des services secrets israéliens, c'est de travailler de manière artisanale et humaine, à l'inverse de la CIA qui fait presque exclusivement appel à des machines. Or on ne peut pas tout obtenir avec des écoutes téléphoniques, le contact humain reste fondamental. »*

Des méthodes contestées, mais...

De sombres accusations de corruption ont également terni la réputation du Mossad. Victor Ostrovsky, ancien officier du Mossad entre 1984 et 1986, aujourd'hui réfugié au Canada, a fait des révélations choc dans son livre *"Un Agent des services secrets israéliens parle"* (Presses de la Cité). Il raconte comment certains crimes sont maquillés, et accuse le Mossad d'avoir attiré l'homme d'affaires Robert Maxwell - lui-même juif - vers les îles Canaries pour l'assassiner sur son yacht. Selon lui, le célèbre magnat juif de la presse britannique aurait financé une partie des activités de l'Institut, en détournant les fonds de pension de son personnel. Il l'accuse également d'échapper à tout contrôle.



Dagan, Sharon & Halévy

Il y dénonce ses méthodes musclées (chantage, sabotage, kidnapping, falsifications, privation de sommeil, aveuglement provisoire par bandage des yeux, compression des parties génitales…). Mais comme l'expliquent Ian Black et Benny Morris dans *"Israel's Secret Wars"* (Hamish Hamilton, non traduit), *« Le Mossad est certes le seul service de*

renseignements à disposer encore officiellement d'une unité d'assassinat. »



Aux yeux de ce spécialiste, **Meir Dagan**, l'actuel directeur, est l'un des plus criminels que l'organisation ait connus.

Yitzhak Hofi, directeur entre 1974 et 1982, avait instauré d'étroites relations avec les services secrets égyptiens, comme l'explique Eliahu Ben Elissar, ancien ambassadeur d'Israël en France, dans *"Désespoirs de paix"* (Ramsay).

Le Mossad a joué un rôle capital dans la guerre contre et en en Irak et contribué à la traque de Saddam Hussein, dont ils avaient planifié l'assassinat.

Deux facteurs ont contribué à un durcissement ces dernières années : la seconde Intifada, avec la mise en place d'une cellule spéciale pour mener la bataille de l'information, et les attentats du 11-Septembre.

Les services secrets israéliens, malgré leurs échecs, sont toujours considérés parmi les plus violents et les plus criminels du monde au point de vue d'efficacité criminelle, puisque le Mossad est le seul organisme officiel d'un état dans le monde entier et dans l' histoire de l' humanité à officiellement exercer les procédés des exterminations physique des opposants ou des des résistants à son état!
Et c'est à la lumière de tout cela et dans ce contexte qu'il faut juger la gravité de la collaboration de Mohamed VI, de son père, de son régime ainsi que de Ben Barka ou de Belafrej avec le Mossad.

Une question qui se pose est: pourquoi l'espion Ben Barka s'est-il aussi laissé recruter par une agence de l'ancien agence de renseignement Est-soviétique? Une explication possible est que le KGB et sa filiale tchèque StB étaient - à 90% - composés de personnels juifs fidèles à Israël. N'oublions pas que l'Union Soviétique fut le premier état à reconnaître Israël et que les premières fournitures d'armes à Israël son justement venues de la "checoslovaquie". Si Hassan II pouvait espionner sur les régimes arabes et leurs "sommets", Ben Barka pouvait fournir aux acheteurs de ses services des informations relatives aux opposants "progressistes" et "nationalistes" du Tiers-Monde qui pouvaient également intéresser les états de l'Est. Ceci permettait également à Ben Barka d'avoir un double salaire pour une même information!

Ben Barka,

était aussi

espion de l'Est



Du nouveau sur Ben Barka qui va certainement faire couler beaucoup d'encre. En effet, dans sa dernière édition, L'Express fait une révélation de taille. Selon l'hebdomadaire français, Mehdi Ben Barka aurait été un agent des services secrets tchécoslovaques. Cette assertion a été faite par un journaliste et historien, Petr Zidek, sur la base d'un dossier de 1550 pages sorties directement des archives de la StB, la sécurité d'Etat tchécoslovaque. Par le passé, L'Express a réservé bon nombre de ses unes à l'affaire Ben Barka. Quatre jours après la disparition de Ben Barka, le journal avait commis un premier article, "Les étranges coïncidences de l'affaire Ben Barka". Puis, le 10 janvier 1966, la Une de l'hebdomadaire est consacrée à ce qui devenait alors l'Affaire Ben Barka suite au témoignage de Georges Figon et portera le fameux titre "J'ai vu tuer Ben Barka". Deux semaines plus tard, L'Express lance un feuilleton qui sera la "cover story" de l'hebdomadaire pendant cinq semaines intitulé "A verser au dossier de l'instruction". Les journalistes de L'Express feront même partie de l'armada des témoins qui vont défiler durant le fameux procès.

«Pragmatique mais pas sympathique»

Mais, qu'est-ce que nous apprend ce dossier réservé à un personnage majeur de l'Histoire contemporaine du Maroc ? D'après le journaliste tchèque auteur de cette enquête, l'opposant progressiste était d'abord un agent de l'Est qui avait un rang de contact confidentiel. Il aurait porté le nom de code de "Cheikh". Et il fournissait des informations à divers officiers traitants moyennant de l'argent. Par ailleurs, les 1550 pages de ce dossier qui porte, selon Petr Zidek, le numéro de référence 43-802, évoquent aussi l'homme qu'il était. Zidek dira par exemple qu'à «la lecture des documents, on découvre un homme très pragmatique et pas forcément sympathique».
L'enquête de L'Express raconte en détail l'aventure de Ben Barka avec les services de renseignement de ce pays de l'Est. D'une première rencontre en mars 1960, fruit d'un pur hasard, les liaisons qui vont se tisser entre l'homme de la gauche et les agents secrets de ce pays communiste, satellite de l'Union soviétique, vont se consolider. Un agent de

renseignement de la Stb, le capitaine Zdenek Micke tisse au départ une relation, de prime abord innocente. Au départ Ben Barka devait ignorer au départ la véritable profession de cet homme qui se présentait à lui au restaurant “Le Fouquet’s” comme deuxième secrétaire de l’ambassade de Tchécoslovaquie à Paris. Le contenu des conversations entre les deux hommes est largement étalé dans les fiches que Zidek a récupérées. En voici un extrait datant de la même période, c’est-à-dire en mars 1960, tel que raconté par le capitaine tchèque : «Ben Barka ne voit qu’une seule issue pour son pays : s’engager dans la voie du socialisme. La première condition est l’unification de toutes les forces de progrès du pays dans une organisation politique. C’est pourquoi il veut traiter avec Ali Yata pour obtenir l’accord du parti communiste marocain».

1500 francs/mois

Les rencontres vont alors se multiplier. Et les séjours en terres tchécoslovaques aussi. Au total, le dirigeant de l’opposition fera onze séjours dans ce pays. Le premier en septembre 1961. Le dernier, le 1er octobre 1965, soit quatre semaines avant son enlèvement. A propos de cette visite, Petr Zidek écrit que «ceux qui le croisent alors décrivent un homme apeuré. Inquiet pour sa sécurité, il demande même à l’agent tchèque de lui fournir un revolver, calibre 7,65 mm. Ce dernier s’engage à lui procurer une arme lors de son prochain séjour. Mais l’opposant marocain ne reviendra pas…».

Le journaliste et historien Petr Zidek raconte en détail la première visite de Ben Barka en terre tchécoslovaque, «en vue de présenter au “cheikh” les succès du socialisme et du patrimoine culturel du pays». C’était en septembre 1961. L’homme fait la découverte de Prague. Il rencontre des syndicalistes, des étudiants. Mais, dans les fiches décryptées par Zidek, il est question aussi de vie privée. Des virées nocturnes mais aussi de relations qu’il aurait entretenues avec des femmes. Puis, il y a le volet rémunération. Immédiatement après le voyage effectué en Tchécoslovaquie, le journaliste parle d’une rémunération que les services de renseignement auraient consentie à verser au leader de l’UNFP. «Ben Barka reçoit 1500 francs par mois en échange de documents qu’il présente comme étant des bulletins du Service de documentation et de contre-espionnage français, le Sdece», apprend-t-on de l’enquête. La StB aurait même financé le voyage de Ben Barka en Guinée. De retour au Maroc en mai 1962, les contacts se feront plus rares. Ils reprendront après son second exil de juin 1963. Selon Zidek, Ben Barka va dès lors multiplier les séjours et les passages par les hôtels luxueux de Prague. Il s’y rendra aussi en compagnie de sa famille. En 1964, les relations entre le chef du Mouvement de libération des pays du tiers-monde et la StB vont se refroidir. Un capitaine des services de renseignements tchèques, un certain “Doubek” va même rédiger un rapport où il qualifiera Ben Barka de «progressiste dans les contacts avec nous, proaméricain dans les contacts avec les Américains et opportuniste dans les contacts avec Bourguiba, Nasser et les baâtistes d’Irak et de Syrie. Les amis du KGB pensent qu’il a été corrompu par les Chinois».

Selon ces fiches, le président de la Tricontinentale aurait même suivi une formation en techniques de l'espionnage : les langages codés, connexions radio…

http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/benbarka/dossier.asp?ida=458682

Photo du jeune espion Ben Barka:

La note rédigée par l'agent tchèque «Motl», après ses deux premières rencontres avec Ben Barka, au printemps 1960, à Paris. Au dessus, la fiche de l'agent «Motl». De son vrai nom Zdenek Micke, ce capitaine des services de renseignement a travaillé sous couverture diplomatique à Paris, de novembre 1959 à janvier 1967.

LEXPRESS.fr du 16/07/2007

Quand «Cheikh» renseignait Prague

Petr Zidek

Tout commence à la mi-mars 1960, à Paris, au café-restaurant le Fouquet's, sur les Champs-Elysées. Le capitaine Zdenek Micke, un agent tchécoslovaque utilisant comme couverture un poste de deuxième secrétaire à l'ambassade de son pays, est attablé avec l'un de ses contacts français - un homme qu'il désigne sous le nom de code de «Gogol» dans ses comptes rendus envoyés à Prague.

La note rédigée par l'agent tchèque «Motl», après ses deux premières rencontres avec Ben Barka, au printemps 1960, à Paris. Au dessus, la fiche de l'agent «Motl». De son vrai nom Zdenek Micke, ce capitaine des services de renseignement a travaillé sous couverture diplomatique à Paris, de novembre 1959 à janvier 1967.

Cet informateur semble avoir beaucoup de relations parmi les Marocains de la capitale. Ce jour-là, au Fouquet's, il présente au faux diplomate un certain Kenfaoui, chargé d'affaires à l'ambassade du Maroc. Ce dernier ignore évidemment que Zdenek Micke, nom de code «Motl», est un agent de l'Est.

Les trois hommes aperçoivent alors un autre Marocain, à une table voisine: Mehdi Ben Barka, 40 ans, leader en exil de l'Union nationale des forces populaires (UNFP, fondée en 1959). Le faux diplomate tchèque en profite pour faire la connaissance de cet opposant de renom. Dans la foulée, il le convie, ainsi que Kenfaoui, à un dîner qui se tiendra bientôt à l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Ce soir-là, le 28 mars 1960, Kenfaoui tarde à arriver. Retenu par un cocktail offert en l'honneur d'une délégation malienne, il se présentera avec une heure et demie de retard. Ben Barka, lui, est ponctuel. En attendant son compatriote, il discute avec Zdenek Micke (alias «Motl»), sans se douter, lui non plus, que cet homme de 29 ans est un capitaine de la StB, l'équivalent du KGB à Prague.

Le département «renseignement extérieur» du service tchécoslovaque a ouvert un dossier - le 43-802 - au nom de Ben Barka. Une note de quatre pages, rédigée par Motl, relate le dîner à l'ambassade. «Nous avons pu analyser dans le calme la situation actuelle au Maroc», écrit-il. Le fondateur de l'UNFP lui a confié qu'il ne pouvait retourner dans son pays sans risquer l'arrestation. «Ben Barka, poursuit

Motl, ne voit qu'une seule issue pour son pays: s'engager dans la voie du socialisme. La première condition est l'unification totale de toutes les forces de progrès du pays dans une organisation politique. C'est pourquoi il veut traiter avec Ali Yata [NDLR: le secrétaire général du Parti communiste marocain - PCM] pour obtenir l'accord du parti.» Autre signe positif aux yeux du capitaine: le leader tiers-mondiste, à la recherche de contacts internationaux, dit vouloir rencontrer des dirigeants soviétiques, en particulier un proche collaborateur de Khrouchtchev, attendu à Paris.

---

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20070704.OBS5040/ben_barka_aurait_ete_un_espionau_service_de_prague.html?idfx=RSS_notr

Ben Barka:
espion au service de Prague

NOUVELOBS.COM | 04.07.2007

Des archives secrètes révèlent que le leader de l'opposition marocaine kidnappé à Paris en 1965 aurait servi la Tchécoslovaquie à partir de 1961. Il aurait notamment transmis des documents émanant de la Sdece, ex-DGSE.

Medhi Ben Barka, disparu en 1965 à Paris à la suite de son enlèvement, aurait été un agent rémunéré des services secrets tchécoslovaques au début des années 60, affirme dans son dernier numéro *L'Express*.
Le leader de l'opposition marocaine en exil aurait été approché à Paris dès avril 1960 par un membre du StB (services secrets tchécoslovaques, équivalent du KGB soviétique), selon des archives secrètes (1.150 pages). Elles ont été découvertes en Tchécoslovaquie, à Prague, par un journaliste tchèque. *L'Express* publie certaines pages sous forme de fac-similés.

Informations confidentielles françaises transmises à Prague

Selon l'hebdomadaire, la rémunération de Ben Barka par le StB a débuté après un voyage à Prague. Ce dernier, qui fut président de la Tricontinentale (rassemblant des Etats qui venaient d'accéder à l'indépendance et des mouvements de libération), aurait reçu 1.500 francs par mois, à partir de l'automne 1961.
Ben Barka aurait remis au StB des documents qu'il présente alors comme venant

du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français (Sdece, devenu DGSE). Le leader marocain aurait également multiplié les séjours à Prague où il aurait suivi une formation spécialisée (codes, liaisons radio, filature...) en mars 1965, sept mois avant son enlèvement à Paris.

"Contradiction avec le personnage de Ben Barka"

Pour l'historien Gilles Perrault, auteur d'un ouvrage sur Henri Curiel qui était membre de la Tricontinentale et proche de Ben Barka, ces révélations de *L'Express* sont "en contradiction totale avec le personnage de Ben Barka, chef de l'opposition marocaine". Gilles Perrault a ajouté qu'il "ne voyait pas très bien l'utilité de Ben Barka pour les services tchèques, d'autant plus que sa dimension mondiale aurait plutôt voulu qu'il soit recruté par le KGB".
Ben Barka a disparu le 29 octobre 1965, devant la brasserie Lipp à Paris (VIe), lors d'une opération menée par les services marocains du roi Hassan II avec la complicité de policiers et de truands français.
Cette affaire retentissante n'a jamais été totalement élucidée malgré deux instructions judiciaires. Le corps de Ben Barka n'a toujours pas été retrouvé et les conditions de sa mort n'ont pas été établies.

http://www.lagazettedumaroc.com/articles.php?r=2&sr=830&n=532&id_artl=13974

http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5001
Ben Barka aurait été un espion au service de Prague

Mehdi Ben Barka (Sipa)

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20070704.O (...)

Programme quotidien d'actualité nationale de ***Radio Prague***, diffusé tous les jours sauf le samedi et dimanche, est un résumé de l'essentiel des événements des 24 dernières heures.

Archives StB:

une autre image de Ben Barka

[13-07-2007] Par Alexis Rosenzweig

Écoute

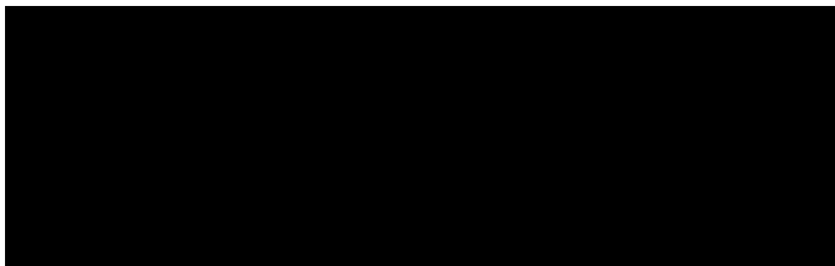
Cliquer sur le lien 16kb/s ~ 32kb/s
pour écouter l' audio

Nous vous en parlions dans notre précédente émission : un dossier retrouvé dans les archives de la StB retrace les cinq années pendant lesquelles le Marocain Mehdi Ben Barka a été rémunéré par les services de renseignement tchécoslovaques pour leur servir d'informateur.


Ben Barka

Approché en 1960 à Paris par le capitaine Zdenek Micke, en poste à l'ambassade tchécoslovaque, le leader de l'UNFP se rendra pour la première fois à Prague l'année suivante. En tout, Ben Barka viendra 11 fois en Tchécoslovaquie. Au cours d'un de ses passages, il sera officiellement recruté par la StB.
Le 17 décembre 1963, le chef du renseignement extérieur écrit une note au ministre de l'Intérieur pour faire l'éloge de Cheikh, le nom de code donné à Mehdi Ben Barka. *« Il nous donne des informations et des documents intéressants »*, peut-on lire dans cette note. Une note qui figure dans le dossier de plus de 1500 pages retrouvé dans les archives et décortiqué par l'historien et journaliste Petr Zidek :

« Pour moi, ce dossier donne une nouvelle image de ce personnage. Dans la plupart des livres qui ont été consacrés à Ben Barka, il est souvent présenté comme une victime innocente des services secrets marocains, français, américains - on parle même du Mossad israélien - et je pense qu'en lisant ce dossier on peut se faire une autre image de ce politicien. Je pense qu'il n'était pas si innocent que ça et qu'il a probablement entretenu d'autres relations de ce type. »



TELEGRAM

URGENTE VICTEEIN BOITE POSTALE 7143 PRAHA =

28/9 0325 ROZ

CP26 HABANA 27 27 1900 =

VIA radio PRAHA

CONFIRME DATE RETOUR VENDREDI PREMIER OCTUBRE 11.30 H PAR OK 524 STOP PROPOSE CONFERENCE PRESSE MEME JOUR 18 H AMITIES = MEHDI +

Používejte přepravní cesty „Via Radio Praha"

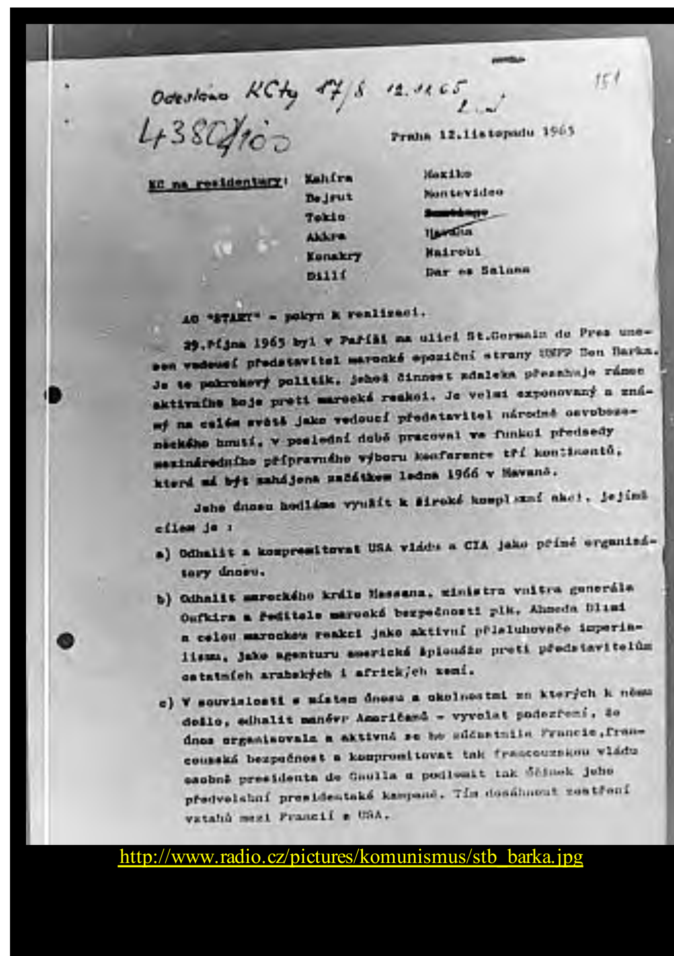
http://www.radio.cz/pictures/komunismus/stb_barka1.jpg

Avec d'autres services de renseignement ?

« Oui, je n'ai aucune preuve, il n'y en a pas dans le dossier mais je pense que le comportement de ben barka vis-à-vis des services tchèques et certains faits peuvent conforter cette hypothèse. »

Ces révélations ont eu un retentissement relativement important cette semaine. Quand on parle de Ben Barka en France, c'est aussi et surtout du mystère qui entoure sa disparition. Est-ce que dans le dossier des archives de la StB on apprend quelque chose de plus ?

« Pas concrètement, mais je pense que le contenu du dossier est une raison de plus pour quiconque qui aurait voulu l'éliminer. C'est aussi une hypothèse : ses contacts avec la StB n'étaient sûrement pas ignorés par les services français ou marocains. C'était peut-être une des raisons de son élimination. »



Odesláno KCty 17/8 12.11.65

4380/100 151

Praha 12.listopadu 1965

KC na residentury: Kahira, Bejrut, Tokio, Akkra, Konakry, Dillí, Mexiko, Montevideo, ~~[illegible]~~, Havana, Nairobi, Dar es Salaam

AO "START" – pokyn k realizaci.

29.října 1965 byl v Paříži na ulici St.Germain de Pres unesen vedoucí představitel marocké opoziční strany UNFP Ben Barka. Je to pokrokový politik, jehož činnost zdaleka přesahuje rámec aktivního boje proti marocké reakci. Je velmi exponovaný a známý na celém světě jako vedoucí představitel národně osvobozeneckého hnutí, v poslední době pracoval ve funkci předsedy mezinárodního přípravného výboru konference tří kontinentů, která má být zahájena začátkem ledna 1966 v Havaně.

Jeho únosu hodláme využít k široké komplexní akci, jejímž cílem je :

a) Odhalit a kompromitovat USA vládu a CIA jako přímé organizátory únosu.

b) Odhalit marockého krále Hassana, ministra vnitra generála Oufkira a ředitele marocké bezpečnosti plk. Ahmeda Dlimi a celou marockou reakci jako aktivní přisluhovače imperialismu, jako agenturu americké špionáže proti představitelům ostatních arabských i afrických zemí.

c) V souvislosti s místem únosu a okolnostmi za kterých k němu došlo, odhalit manévr Američanů – vyvolat podezření, že únos organizovala a aktivně se ho zúčastnila Francie, francouzská bezpečnost a kompromitovat tak francouzskou vládu osobně presidenta de Gaulla a podlomit tak účinek jeho předvolební presidentské kampaně. Tím dosáhnout zostření vztahů mezi Francií a USA.

http://www.radio.cz/pictures/komunismus/stb_barka.jpg

Les recherches sur le dossier Ben Barka seront publiées ce week-end dans Lidove noviny. Ajoutons que sur une note rédigée deux semaines après l'enlèvement de Mehdi Ben Barka à Paris, la StB déployait déjà une stratégie à triple objectif : *« attirer les soupçons sur le gouvernement américain et la CIA pour faire croire qu'ils sont les organisateurs du rapt », « dénoncer le roi Hassan II... » et « compromettre autant que possible la police et le gouvernement français, voire Charles de Gaulle en personne ».*

Ben Barka
ESPION

informateur de Prague

[12-07-2007] Par Alexis Rosenzweig

Mehdi Ben Barka, leader de l'opposition marocaine et du mouvement tiers-mondiste au début des années 60, était un informateur de la StB, l'équivalent tchécoslovaque du KGB. C'est en tout cas ce qui ressort d'un imposant dossier retrouvé à Prague dans les archives des services de renseignement.



Le dossier, qui porte le numéro 43-802, est très détaillé. Il retrace les cinq années de collaboration entre la StB et Mehdi Ben Barka - sous son nom de code « Cheikh » - jusqu'à la mystérieuse disparition de celui-ci à Paris en 1965.

Historien de formation, le journaliste Petr Zidek a retrouvé ce dossier en microfilm et vient d'en publier le contenu dans le magazine français L'Express. Son enquête sera également publiée dans le prochain supplément du week-end du quotidien tchèque Lidove noviny. Au micro de Radio Prague, Petr Zidek a insisté sur le caractère exceptionnel du dossier Ben Barka :

« Ce dossier est exceptionnel parce qu'il comporte 1500 pages, ce qui est rare pour la StB. Il traite le sujet très en détail et je pense que c'est un bon document historique. »

Ces détails concernent l'évolution de la collaboration et la rémunération de Mehdi Ben Barka par la StB ?

« Oui, il n'y a pas de reçus ni de de factures mais il y a des documents qui prouvent que Ben barka a reçu telle somme d'argent pour tel objectif. Par

exemple pour aller assister à une conférence afro-asiatique. »

source : http://www.radio.cz/fr/article/93324/limit

Ben Barka,
agent de Prague?

Mehdi Ben Barka, en 1959 à Casablanca.
(Photo : AFP)

Selon des informations publiées par l'hebdomadaire *L'Express*, Mehdi Ben Barka a été rémunéré par le StB, les services secrets tchécoslovaques, au début des années 1960. Le journaliste et historien Petr Zidek, 36 ans, spécialiste des services secrets, a pu éplucher un dossier de plus de 1 500 pages contenant des renseignements au sujet des activités de l'opposant marocain, qui avait le nom de code « *Cheik* ». Il aurait ainsi fourni des renseignements à divers responsables de la centrale d'espionnage tchèque, très liée au KGB soviétique. La famille de Ben Barka a considéré que ces révélations sont diffamatoires. Interviewé par RFI, Petr Zidek maintient que Ben Barka a bien été un agent des services secrets de Prague, depuis 1961, jusqu'à sa disparition à Paris en 1965. Le chercher affirme, également, qu'Amilcar Cabral, qui dirigea la lutte pour l'indépendance de la Guinée Bissau, a également bénéficie de l'aide des Tchèques.

source http://www.rfi.fr/actufr/articles/091/article_53985.asp

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la règle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- "Une monarchie coloniale au Maroc",
  Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
- Est-il différent de celui de son père?,
  Le règne de Mohamed VI
- L'idéalisme d´Ahmed Rami
- Hassan II est le fils de Glaoui
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !

HOME



HOME

Qui gouverne le Maroc?
L´Islam résistant
Islam: la liberté est la règle
Lettre à Mohamed VI
Que s´est t-il passé au Maroc?

"Une monarchie coloniale au Maroc",
Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami

Est-il différent de celui de son père?,
Le règne de Mohamed VI:

L'idéalisme d´Ahmed Rami

Hassan II est le fils de Glaoui
Hassan II, agent du Mossad
La domination juive
Le vrai terrorisme
Moulay Hafid se convertit au judaïsme
La répression contre le peuple marocain
Fille juive de Hassan II, soeur de M6
Mohamed VI béni par un rabbin juif
Le Mossad, une agence criminelle
Ben Barka, Agent du Mossad
Balafrej, agent du Mossad
Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons

Pas explusivement Hassan II et Ben Barka.. Belafrej, aussi et Allal El Fassi ...

Balafrej, agent du Mossad

Hassan II, agent du Mossad | Espionnes marocaines du Mossad
Ben Barka agent du Mossad | Ben Barka, espion de l'Est !!
Aveux d'espion du Mossa | Mossad, une agence criminelle



Balafrej serrant la main à son chef du Mossad Jo Golan

Selon les révélations Yigal Bin-Nun, l'ex agent du Mossad, les relations entre Balafrej et l'organisation criminel juive étaient "très harmonieuses et ont toujours existé entre son pays et Israël, tous partis confondus. Je dois à l'occasion informer le fils de l'ancien Premier ministre marocain de quelques détails trouvés dans de nombreuses archives concernant les relations amicales qu'entretenait son père Ahmed Balafrej avec la communauté juive locale, avec les émissaires d'organismes juifs internationaux et avec des Israéliens. Mehdi Ben Barka sollicita de l'aide [du Mossad] aux Israéliens pour prendre le pouvoir par la force au Maroc et instaurer un régime progressiste. Balafrej a de tout temps servi docilement le Palais. Lors d'une rencontre avec Golan à Paris en février 1959, il s'est plaint devant son ami israélien que par sa conduite irresponsable, Ben Barka risquait d'entraîner une scission au sein de la nation marocaine."

"En effet, Balafrej avait entretenu des relations très amicales avec Jo Golan, (en photo serrant la main à Balafrej) qui n'était nullement un membre de la communauté juive locale comme le prétend Anis Balafrej, mais [un agent du Mossad] et un Israélien, [officiellement] conseiller de Nahum Goldman, président du Congrès Juif Mondial [et l'un des grands responsables du Mossad]. À ce titre il rencontra maintes fois Ahmed Balafrej qu'il rencontra souvent à New York avant l'indépendance du Maroc. Le 15 août 1955, Balafrej déclara à Golan et à Alexandre Easterman, du même organisme, qu'il était favorable au droit à la libre circulation des Juifs marocains. En juillet 1956, c'est Balafrej qui conseilla à Golan et à Easterman de rencontrer son ami Allal Alfassi à Fès au domicile d'Ahmed

Mekouar, « la conscience de l'Istiqlal », afin de trouver une solution au problème de l'évacuation du camp de transit de réfugiés juifs près d'Eljadida, qui voulaient émigrer en Israël. En décembre 1957, il invita un autre délégué du CJM, Maurice Perlzweig au Maroc et lui déclara son accord au libre départ de Juifs du Maroc, mais à condition que cela ne se transforme pas en émigration de masse. Dans ce sens, il s'entretint avec Golan et Gerhart Riegner en novembre 1957.
Durant ses deux mandat comme ministre des Affaires Etrangères, d'avril 1955 à mai 1958, au moins trois hauts fonctionnaires juifs servirent Balafrej dans le département économique, entre autres Georges Berdugo un autre agent du Mossad au Maroc. Lors d'une visite dans une synagogue le Yom Kippour il déclara solennellement que les musulmans marocains ne pouvaient en aucun cas prétendre avoir des droits sur le Maroc plus que ses sujets juifs."

"Balafrej a participé au moins à deux reprises (en octobre 1958 et en mai 1961) aux Conférences de Florence pour une paix israélo-arabe organisées par Jo Golan. Selon les rapports d'André Chouraqui, délégué de l'Alliance Israélite Universelle, alors que les Israéliens voyaient en lui « un conservateur éclairé ».

"Dans une lettre datant d'octobre 1958 envoyée du Maroc par Golan à son président Goldman, il relate la visite au Maroc d'un certain Anouar Sadat, membre des jeunes officiés qui avaient renversé la monarchie en Egypte. Sadat essaya d'établir des relations d'affinités idéologiques entre les partis politiques marocains et le nassérisme panarabe. Il rencontra une certaine sympathie chez Mohamed Hassan Ouazzani, mais fut confronté à une opposition flagrante de la part de Ben Barka et aussi de Balafrej qui s'identifiait avec un « occident musulman» plutôt qu'avec le panarabisme anti-monarchique nassérien."

"D'après le témoignage de Jo Golan, Ben Barka non seulement effectua un voyage secret en Israël, mais a aussi reçu [en tant qu'agent du Mossad] un salaire mensuel de la part du Congrès Juif Mondial CJM, malgré quelques réticences de la part du ministère des Affaires Etrangères à Jérusalem. Ces relations idylliques avec Israël commencèrent à ternir lorsque Ben Barka parla ouvertement de prendre le pouvoir par la force au Maroc et demanda non seulement de l'argent, mais aussi des armes à Israël, lors de sa rencontre avec Yaaqov Caroz, le bras droit de Isser Harel chef du Mossad."

En avril 1960, Ben Barka avait tenu des propos tout à fait pro israéliens à la

Conférence de l'OSPAA à Conakry. Ben Barka était enchanté par le modèle de développement israélien [fondé sur l'invasion, l'occupation la colonisation et le vol des terres et de tout un pays]. [Afin de se convertir au judaïsme commr le fit Moulay Hafid] Ben barka demanda à ses interlocuteurs de l'ambassade d'Israël à Paris des livres pour apprendre l'hébreu, des comptes -rendus hebdomadaires ou quotidiens de la presse hébraïque ainsi que de la documentation concernant le développement rural et agricole en Israël afin de s'en inspirer au Maroc. Il demanda aussi d'envoyer des stagiaires marocains de son parti à l'Institut Afro-asiatique de la Histadrut à Tel-Aviv."

Les officiels israéliens étaient pour le moins surpris par les propos venimeux de Ben Barka contre la monarchie marocaine à la solde du féodalisme. Le leader de l'opposition ne daigna même pas demander à ses interlocuteurs de garder en secret ses intentions. Les Israéliens essayèrent de le persuader de contenir ses projets belliqueux, de collaborer avec ses adversaires [qui sont, eux aussi, des agents du Mossad] et de ne pas s'aventurer dans une lutte armée contre le Palais qui risquait d'échouer."

"Ben Barka a aussi commis des erreurs en faisant un excès de zèle pour servir le Palais au début de l'indépendance, lorsqu'il pensait que bientôt le Palais n'aurais plus qu'un pouvoir symbolique. Voulant asseoir trop vite son pouvoir, il se débarrassa parfois de ses ennemis par des moyens trop violents [assassinats], et pas seulement dans le cas de Abbas Messaadi."

Ben Barka affichait, au moins jusqu'au début de son deuxième exil, une grande admiration pour Israël. Ses relations avec des officiels israéliens ont de loin précédé ceux que le Mossad avait entretenu officiellement avec Mohammed Oufkir et avec Hassan II à partir de février 1963."!!

Ben Barka
Agent du Mossad



« Je sais qui a tué Ben Barka, je sais pourquoi et je sais où son corps se trouve aujourd'hui ». **Yigal Bin-Nun** dit ce qu'il veut bien dire de « l'affaire Ben Barka ». L'historien prépare un livre sur l'icône de la gauche marxiste caviare marocaine et dit ne pas souhaiter voir ses révélations faire la Une des journaux sans véritable appareil argumentatif.

Tout ce que l'on saura, c'est que Mehdi Ben Barka a été tué par erreur et que son corps repose quelque part en France. Que la fameuse histoire de la cuve est fausse et que le livre de Boukhari est un tissu de boniments. Qu'il n'y a rien sous la mosquée de Courcouronnes. Que Mohamed Oufkir n'a probablement rien à voir avec l'enlèvement et l'assassinat et que le seul nom récurrent est celui de Dlimi. Que tout a été organisé par Miloud Ettounsi, alias « Chtouki »…

Ben Barka: bien plus que « saheb lihoud »



Mais ce n'est pas tout. Yigal Bin-Nun veut bien donner quelques détails sur un autre sujet explosif : les relations de Mehdi Ben Barka avec Israël et le Mossad.



Il affirme que Ben Barka était bien plus que « Saheb Lihoud »; Ben Barka aurait eu des contacts presque quotidiens avec le Mossad, notamment avec le numéro 2, Yaakov Karoz.

Des relations idylliques qui commencèrent à se ternir lorsque Ben Barka parla ouvertement de prendre le pouvoir au Maroc et demanda non seulement de l'argent, mais aussi des armes à Israël.

Mehdi Ben Barka, tel que le décrit Yigal Bin-Nun, était également attiré par le "modèle de développement israélien."!

Ben Barka aurait demandé à ses interlocuteurs du Mossad des livres pour apprendre l'hébreu ainsi que des manuels concernant le développement rural et agricole en Israël afin de s'en inspirer au Maroc.

Le chercheur israélien s'est basé sur des témoignages d'acteurs de l'époque

toujours en vie, mais aussi et surtout sur les archives déclassifiées de l'Etat hébreu.

La relation de Mehdi Ben Barka avec Israël, daterait de mars 1960. Deux documents des comptes rendus classés aux archives nationales du ministère israélien des Affaires étrangères Israélien, dont l'auteur est André Chouraqui, dirigeant de l'Agence juive, rapportent le contenu des rencontres entre ce même André Chouraqui et Mehdi Ben Barka à Paris en Mars 1960.

Le contexte politique marocain est pour le moins tendu. Le gouvernement Abdallah Ibrahim et Mehdi Ben Barka sont en conflit ouvert avec le prince héritier Moulay Hassan. Dans l'un des comptes rendus, Chouraqui écrit : « Au cours de son voyage en Orient, le sultan a mis Ibrahim à l'écart des conversations avec Nasser et les autres souverains du Proche-Orient ».

Le Sultan est revenu transformé au moins sur ce point. Il sait qu'on peut gouverner un Etat seul et « au besoin » en mettant en prison des milliers de personnes.

Ibrahim, par contre, a vu que la politique arabe dont il était l'instigateur n'est plus payante et qu'elle se retourne actuellement contre lui ; d'où, pour lui et ses amis, la nécessité de trouver de nouvelles alliance. Il les cherche alors du côté de l'Occident, des juifs et des forces de gauche.

« Selon ce document, Mehdi Ben Barka affirmait à ses interlocuteurs que le gouvernement Ibrahim avait pris position pour le général Kassem, président de l'Irak dans le conflit qui l'opposait à Gamal Abdenasser au sein de la Ligue Arabe.

Mehdi Ben Barka aurait dit lors de ces rencontres que le mouvement qu'il représentait avait fait le choix de la démocratie que pouvait représenter le général Kassem et les pays africains qui se démocratisaient, plutôt que de suivre le modèle nassérien.

Rencontres soutenues

D'après le document, Ben Barka aurait proposé une solution pratique à un problème qui embarrasse Israël et la communauté juive marocaine : la rupture des rapports postaux entre Israël et le Maroc.

Résultat de l'adhésion du Maroc à la Ligue Arabe, cette rupture avait suscité la

mobilisation des organisations juives. Un intense travail de lobbying avait été effectué.

Pourquoi le leader du "progressisme" caviar marocain enjuivé fait-il autant d'efforts vis-à-vis des lobbies juifs et d'Israël lui-même ?

Dans ce fameux document, André Chouraqui écrit : « La deuxième chose qui résulte de ce premier entretien avec Ben Barka est que celui-ci a, avec empressement, accepté l'invitation de visiter Israël.

Si cela se réalise, cela aura des conséquences lointaines non négligeables. Ben Barka, en s'ouvrant à nous, attend de nous un appui moral auprès des Juifs marocains et, très probablement aussi, un appui matériel s'il entre en guerre ouverte contre la monarchie.

Il aura besoin d'argent et d'armes. Il m'a laissé entendre cela d'une manière assez claire ». Selon les archives israéliennes, André Chouraqui organisera, le 26 mars 1960 à Paris, une rencontre entre Mehdi Ben Barka et Yacoov Karoz , numéro deux du Mossad.

Yigal Bin-Nun produit à l'appui de sa thèse un autre document d'archives provenant du Congrès mondial Juif (CMJ). Il s'agit là aussi d'un compte rendu d'une rencontre entre Mehdi Ben Barka et Alexandre Easterman du CJM, à Paris le mardi 5 avril 1960.

Selon ce document, c'est à la demande du leader marocain que la rencontre eut lieu. Easterman y rapporte l'argumentaire déployé par Ben Barka pour s'assurer l'aide du CJM dans son combat contre le pouvoir réactionnaire représenté par la monarchie marocaine.

Ben Barka aurait évoqué une fois encore, l'opposition de son mouvement à la politique de Nasser, et le soutien dont il jouit auprès de nombreux pays africains.

Alexandre Easterman écrit avoir questionné Ben Barka sur la rupture des rapports postaux entre le Maroc et Israël, le refus de permettre de délivrer des passeports aux Juifs marocains pour leur permettre d'émigrer en Israël et le refus d'Abdallah Ibrahim de le recevoir quand il s'était rendu au Maroc.

Ben Barka aurait évoqué là aussi les forces réactionnaires qui rendent toute politique d'ouverture impossible vis-à-vis d'Israël. Il aurait promis à son interlocuteur qu'il s'arrangerait pour que Abdallah Ibrahim le rencontre lors de sa

prochaine visite au Maroc.

Selon ce compte rendu, Mehdi Ben Barka a réitéré sa demande d'assistance. « Il (Mehdi Ben Barka) espérait que le Congrès Juif Mondial *(CJM*) allait se joindre aux autres éléments "libéraux" pour soutenir son groupe par tous les moyens, et que c'était dans l'intérêt des Juifs que le Congrès devait le faire.

Je lui ai demandé ce qu'il entendait par soutien, et il a répondu : "Soutien moral et matériel". Il n'a pas précisé ce qu'il entendait par là et je ne lui ai pas demandé », rapporte Easterman dans ce document.

En conclusion, le dirigeant écrit très cyniquement : « J'ai appris à Paris que Ben Barka avait rencontré nombre de personnes et de délégations juives durant ces dernières semaines. Il apparaît donc qu'il ne m'a pas accordé un privilège spécial en me rencontrant si ce n'est le fait de s'être déplacé chez moi plutôt que le contraire. »

Et d'ajouter : « La nouvelle, et sans précédente sollicitude de Ben Barka à l'égard des Juifs, montre indubitablement sa volonté de nous rassurer, à la lumière de ce qui s'est récemment passé au Maroc. Ses promesses de tout arranger signale son souhait d'obtenir un soutien juif, quel que soit le sens qu'il donne au mot soutien. D'un autre côté, tout ceci suggère que sa position est bien plus faible qu'il ne veut nous le laisser croire. »

Deux événements feront pencher le soutien des organisations juives et d’Israël au profit de celui qui à l’époque n’était encore que prince héritier, Moulay Hassan. En Mai 1960, Mohammed V limoge le gouvernement Ibrahim et installe un gouvernement à la tête duquel il met son propre fils. Le prince Héritier accepte de rencontrer Alexandre Easterman après avoir délégué précédemment Bensalem Guessous à Golda Meir à Jérusalem, et se montre attentif à ses requêtes concernant la sortie des Juifs du Maroc. Un « deal » qui prendra corps en août 1961 avec une véritable évacuation orchestrée des Juifs marocains.

L’historien israélien affirme que Ben Barka, d’après le témoignage de Jo Golan, conseillé de Nahum Goldman, a même effectué un voyage en Israël. Il a aussi reçu un salaire de la part des dirigeants du Congrès Juif Mondial, malgré quelques réticences de la part du ministère des Affaires Etrangères à Jérusalem.

Ben Barka demanda aussi d’envoyer des stagiaires marocains de son parti à l’Institut Afro-asiatique de la Histadrut à Tel-Aviv.

M. Bin-Nun souligne que Ben Barka n'a même pas daigné demander à ses interlocuteurs de garder en secret ses relations avec Israël. Les Israéliens essayèrent de le persuader le leader de la gauche de contenir ses projets belliqueux, de collaborer avec ses adversaires et de ne pas s'aventurer dans une lutte armée contre le Palais.

Les aveux d'un espion du Mossad au Maroc

Ci-dessous, témoignage publié dans un journal marocain:

« Hoche », l'agent du réseau de la Misgeret

« Faire partir les gens ». C'est avec sobriété qu'il décrit l'émigration clandestine des juifs du Maroc vers Israël. Il ne semble pas prendre la mesure de ce qui s'est passé, ni en évaluer l'importance. Il souhaite pourtant garder l'anonymat : une peur, ou plutôt une prudence héritées des années où il a travaillé comme agent actif de la branche du Mossad qui s'occupait de « l'évacuation ».

Il accepte qu'on l'appelle « Hoche », l'un des nombreux noms de code qu'il a dû porter à cette époque.

Hoche est né à Fès en 1932. Fils d'un militaire juif "français" (« nous, on n'est pas des Français du décret Crémieux ») et d'une mère juive "marocaine", il fait son service militaire pour « voir du pays ». De retour au Maroc après être passé par l'Indochine, l'Egypte et le Liban, il est recruté, par l'intermédiaire de l'un de ses amis, pour faire partie du Mossad et aider à évacuer les juifs du Maroc vers Israël.

« Je devais garder le secret absolu. On devait jurer sur la Torah [la bible juive, c'est sur cette même bible, l'"Ancien Testament" que les Francs-Maçons prêtent sermon] qu'on ne dévoilerait rien de nos activités ; c'était un véritable rituel, une cérémonie où l'on ne voyait pas le colonel de l'armée israélienne qui supervisait tout ça ».

En 1955, il est envoyé un mois et demi en Israël pour participer à un stage de formation collectif.

« On nous a mis dans des camps isolés et clandestins, dont personne ne connaissait l'existence. On nous apprenait à nous battre et à nous défendre, à mener les opérations sans jamais nous faire repérer par la police. Nous étions une cinquantaine en tout et nous ne devions pas nous parler, ni connaître nos vrais noms ». Il se souvient que Moshé Dayan et Isser Harel sont venus les voir pour leur parler et les encourager. De retour au Maroc, il est affecté à « l'Etat-major », à Casablanca, dont les réunions se déroulent dans un appartement de l'immeuble Liberté.

C'est là qu'il reçoit les premiers ordres : superviser les opérations d'évacuation toutes les deux semaines environ, sans intervenir lui-même, sauf en cas de problème. « Nous arrivions la nuit sur une plage isolée. Nous attendions que le bateau nous envoie des signaux lumineux pour lui renvoyer un message codé. Les gens qui voulaient partir venaient de partout, de Marrakech, d'Essaouira. On en a fait des choses… ». Mais l'événement dont il est le plus fier s'est déroulé une nuit où il a utilisé sa voiture personnelle et a refusé de la faire entrer trop avant vers la plage, de crainte que quelqu'un ne note le numéro de sa plaque d'immatriculation et ne découvre son identité. Cette nuit-là, le reste des voitures des agents du Mossad a été encerclé par des Marocains - « les Arabes », comme les appelle Hoche - qui avaient observé le va-et-vient des bateaux et des véhicules et qui pensaient qu'il s'agissait de contrebandiers.

Ils avaient donc bloqué la sortie en l'obstruant à l'aide de gros rochers. Il se trouve que cette nuit est celle qu'a choisie Isser Harel, le chef du Mossad en Israël, pour voir comment se passait l'émigration clandestine au Maroc. Sans la voiture de Hoche à l'extérieur, Harel était découvert. Hoche et le chef du Mossad se sont donc faufilés jusqu'au véhicule et ont réussi à se diriger vers l'aéroport où Harel est parti pour la France, puis pour Israël.

Mais après le démantèlement du réseau de la Misgeret, Hoche décide de s'installer en Israël après un séjour de quelques mois en France. Il effectue un stage au ministère de la Défense israélien pendant deux ans mais est très vite confronté à la réalité de la société israélienne de l'époque : « J'étais suivi par une Polonaise, alors, moi évidemment, qui venais du Maroc…

Aujourd'hui, il paraît que ça a changé. Mais je peux vous dire que pour les juifs d'Afrique du Nord, ce n'était pas facile. Un jour, on m'a même dit: « Ici, on n'aime pas les Noirs ». C'est comme ça qu'ils appelaient les sépharades ». Hoche perd l'illusions d'une vie paisible en Israël et s'installe en France.

Et ce ne sont pas seulement Hassan II et Ben Barka Barka qui se prostituent au service du Mossad. En donnant l'exemple, cette prostitution a fait des bébés ...

Les services secrets israéliens recrutent leurs agents parmi des Marocaines, particulièrement douées et efficaces.

Espionnes "marocaines" du Mossad



Par: Mouna Izddine

Maroc Hebdo International N° 750 du 22 au 28 juin 2007
http://www.maroc-hebdo.press.ma/MHinternet/Archives_750/PDF/Page30a34.pdf



Teint doré, petite coupe à la garçonne, look exotic-chic, yeux pétillants, regard charmeur, démarche gracieuse et élocution parfaite. Sous ses airs légers et désinvoltes de métropolitaine bien dans sa peau, Nabila F., la quarantaine épanouie, cache remarquablement son jeu.

Nabila est, comme on l'appelle dans le jargon du renseignement, un officier traitant. C'est ce qui ressort des révélations d'une certaine Jocelyne Baini, sur le site www.doubtcom.com.

Polyglotte, instruite, intelligente, perspicace et discrète, c'est l'une des recrues étrangères hautement opérationnelle d'une des plus puissantes agences de renseignement dans le monde, le Mossad israélien. Chargé, à côté du Shabak (ex Shin Bet, sécurité générale intérieure) et de l'Aman (renseignement militaire), de la sécurité extérieure (renseignement, opérations clandestines et lutte anti-terroriste).

Nabila chapeaute un réseau de 12 agents secrets en jupons, toutes Marocaines comme elle, dont sa sœur, engagée à l'âge de 12 ans. Repérée en décembre 2001 par le «sayan» Albert M., un agent dormant du Mossad établi au Maroc, dans une soirée mondaine à Casablanca, celui-ci lui présentera quelques mois plus tard à Paris, Joseph B., chasseur de têtes pour les services secrets israéliens. Nabila, diplômée en sciences politiques et en langues étrangères, hésitante au début, finira par accepter de travailler comme «katsa». Autrement dit, comme officier de renseignement, pour le compte de l'Institut pour les renseignements et les affaires spéciales, moyennant une rémunération initiale alléchante de 70.000 euros par an.

Mais pas seulement. Car, en plus d'un salaire fixe, elle s'est vu proposer, comme nombre d'agents secrets, d'autres émoluments et avantages en nature: prime pour certaines opérations à risque élevé, passeports de plusieurs pays occidentaux, voiture et appartement personnel dans une métropole de son choix, ouverture d'un compte bancaire en Suisse, quelques bijoux précieux et vacances annuelles vers sa

destination préférée. Et, bien sûr, augmentation de salaire avec l'expérience et les années passées au service de l'agence. Tous les ingrédients de la motivation étaient là.

Tests psychologiques, entraînement au combat, à la filature, à la résistance à la torture, maniement des armes légères, perfectionnement en informatique, cours de linguistique… Nabila suit une formation intensive et pointue en espionnage pendant plusieurs mois dans la région de Haïfa. Jonglant avec les passeports et les identités. Imitant à merveille les multiples accents orientaux. Au gré des missions, elle est tour à tour journaliste marocaine, beurette bénévole dans l'humanitaire, enseignante tunisienne d'arabe classique. Comédienne belge d'origine libanaise, assistante de direction libyenne. Ou encore organisatrice émiratie d'événements artistiques. Nabila apprend vite et fait montre d'une telle efficacité qu'elle se voit à son tour confier le recrutement de nouveaux agents féminins.

Nous sommes en 2003. Meir Dagan poursuit alors la politique d'ouverture du Mossad, entamée en l'an 2000, sous la direction d'Ephraïm Halevy (1998-2002), alors que la seconde Intifada battait son plein. Et que la communauté internationale dénonçait massivement les exactions croissantes de l'Etat hébreu contre le peuple et les dirigeants palestiniens.

Plus que jamais, Israël a besoin d'être informé de tout ce qui peut, de près ou de loin, attenter à son existence, sa sécurité ou sa pérennité. Le Mossad s'essaie même au recrutement en ligne (www.mossad.gov.il). Les attentats du 11 septembre 2001 finissent de convaincre l'Institut (créé initialement en 1951 sous David Ben Gourion pour faciliter l'Aliyah, le retour vers le jeune Israël né en mai 1948) de la priorité de renforcer ses antennes périphériques. Notamment et surtout dans les nations et auprès des faiseurs d'opinion (hommes et institutions) et des centres de décision politico-économiques arabes et musulmans. Le mieux est d'embaucher des gens du cru, des autochtones. Et, pourquoi pas, des femmes. Enrôlées de gré (en échange de contreparties conséquentes) ou, comme le prétend Nima Zamar, dans Je devais aussi tuer (Albin Michel, 2003), de force (chantage, viol, menaces…).

Attirant peu les soupçons et les méfiances, le “sexe faible” dispose en plus d'un arsenal inné redoutable. Enveloppe charnelle qui s'avère parfois plus efficace et plus pointue que n'importe quel équipement d'artillerie lourde. Oeillades suggestives, balconnet plongeant, danse lascive, paroles coquines, alcool et autres paradis artificiels aidant, et voilà, à l'usure, le plus récalcitrant des hommes dans vos filets, le corps en feu et la langue déliée. Autant de “bombes anatomiques au

service des Services” à dissimuler et disperser ici et là, en fonction des besoins et des missions du moment.



Mordechaï Vanunu.

Aujourd'hui basé à Tel-Aviv, le Mossad emploierait quelque 1.500 personnes depuis ses quartiers généraux, dont près de 20% de femmes.

L'Institut s'est déjà, par le passé, assuré de l'efficacité de ses agents féminins, dont certaines ont réussi d'admirables faits d'armes. Parmi les plus célèbres des James Bond girls du Mossad, Cindy, de son vrai nom Cheryl Hanin Bentov. Cette dernière est parvenue à piéger Mordechaï Vanunu, israélien d'origine marocaine converti au christianisme, et ancien technicien à la centrale nucléaire de Dimona (construite au début des années 60 dans le désert du Neguev). Celui-ci avait révélé au Sunday Times, le célère quotidien britannique, l'existence d'ogives nucléaires dans les sous-sols de la même centrale. Pour avoir accepté, le 30 septembre 1986, l'invitation à Rome de cette belle plante croisée dans une rue londonienne, Mordechaï Vanunu, traître pour les uns, héros pour les autres, se retrouvera, drogué, kidnappé puis expédié clandestinement en bateau vers Israël. Avant d'être incarcéré pendant 18 ans à la prison de Shikma, près d'Ashkelon.



Ephraim Halevy.

Autre preuve de la place grandissante de la gent féminine au cœur des services secrets israéliens, sous Shabtai Shavit (1990-1996), le numéro deux du Mossad n'était autre qu'une femme, Aliza Magen.
Ceci étant, quelles femmes s'allier dans le monde arabo-musulman?

Au sein de ce dernier, Israël connaît bien le Maroc. Et sait aussi que les Marocaines peuvent faire preuve d'une détermination et d'une efficience étonnantes dans les causes qui leur tiennent à cœur. Qui ne se souvient pas des sacrifices consentis pour la cause palestinienne et l'identité arabe (5 ans dans les geôles israéliennes, 7 ans de guerre civile au Liban) par les sœurs Rita et Nadia Bradley? Mais comment faire pencher la balance de son côté? En y mettant le prix fort, les services secrets israéliens parient qu'ils pourront au moins s'adjoindre la coopération précieuse de quelques-unes d'entre elles, fut-elle ponctuelle.

C'est ainsi que l'agent Nabila, désormais chasseuse de tête et formatrice, voit sa prime grimper. Elle rentre un certain temps au Maroc. Histoire de repérer des filles du pays correspondant au plus près aux critères exigés par les services d'espionnage israéliens. Elle en cueille une dizaine, jeunes, jolies et coquettes, de milieux socio-culturels différents. Parmi lesquelles Widad, Asmae, Majdouline, Noura, Laïla, Hanane, Siham ou encore Nawal et Karima.

Argent, alcool, sexe, drogue?

Certains agents recruteurs s'adressent aux réseaux de trafic humain, comme c'est le cas d'après les témoignages de repenties, de mineures russes vendues parfois par leurs propres parents à la mafia locale. Avant d'être exploitées par le crime organisé au Moyen-Orient et ailleurs puis forcées à collaborer avec le Mossad. Nabila, elle, a ses propres procédés. Elle détecte les faiblesses des unes et des autres, leur faisant miroiter mille et une promesses en échange de leur collaboration. Certaines rêvent d'une vie luxueuse, d'argent facile et d'horizons cléments. D'autres ne demandent qu'une petite aide pour leur famille démunie ou espèrent rencontrer un étranger qui leur assurerait une existence décente. Quelques-unes contractent sans le savoir des mariages de complaisance (zawaj orfi) avec des ressortissants des monarchies pétrolières, avant de se rendre compte, une fois sur place, du véritable but de leur venue.

Avec sérieux et discipline, Nabila enseigne à ses protégées, les rudiments de la parfaite petite espionne: se fondre dans la masse, faire preuve d'empathie, tout en restant réservée et vague sur sa personne. Quitte à s'inventer un tout autre vécu pour brouiller les pistes.

En parallèle, les jeunes mercenaires affûtent leurs armes de séduction: cours de culture générale, de maintien et de bonnes manières, séances de perfectionnement en cuisine et en danse orientale, diètes amincissantes, shopping dans des enseignes de luxe…

Les voilà fin prêtes. De Casablanca à Damas, en passant par Bagdad, le Caire, Washington, Paris et Nairobi, Nabila et son staff se lancent dans des missions plus ou moins périlleuses, chacune sous une couverture différente. Les moins instruites sont affectées à des postes de domestiques, de filles au pair ou de masseuses. Les plus agiles et les plus jolies embauchées comme danseuses dans des boîtes de nuit huppées, tandis que les plus futées sont introduites dans des ONG internationales. Les cibles de ces Mata Hari en herbe sont claires: députés, diplomates, ministres, activistes, hommes d'affaires, magistrats. Hauts gradés de la police, de l'armée et de la gendarmerie. Ou encore journalistes influents et experts en géostratégie ou en terrorisme (entre autres) exerçant dans les pays arabes et limitrophes ou en dehors.

Les objectifs aussi sont bien définis: obtenir des renseignements auprès de ces notables -à leur insu ou par chantage- sur leurs positions (et leur degré d'implication idéologique et matérielle), entre autres, quant à l'Etat hébreu et sa politique. Ses relations avec les pays arabo-musulmans, la situation au Proche et au Moyen-Orient, la légitimité des régimes arabes actuels auprès de leurs populations. Ou encore leur opinion par rapport à la montée de l'islamisme dans le monde. Autant

d'informations précieuses qui aideront par la suite la division Recherche et Etudes du Mossad (l'un de ses 8 départements) à rédiger ses rapports, remis au final au Premier ministre en personne.

Noura, Hanane et Majdouline sont ainsi chargées d'impliquer d'influentes personnalités américaines d'origine arabe, antisionistes, dans des scandales sexuels, en prenant soin de filmer leurs ébats avec ces derniers. Siham, pour sa part, se voit confier la fonction de fournisseur attitré de stupéfiants pour l'équipe. Tandis qu'Asmae, avec quatre de ses acolytes, décroche un job dans un club de nuit à Beyrouth fréquenté par des fonctionnaires hauts placés. Avec ses amies, elles réussissent à approcher Georges Frem (mort en 2006), député et ministre de l'Industrie au sein du gouvernement Hariri.

Asmae entre également en contact à Chypre avec un Israélien dénommé Berel et un Syrien, Marwan. Ces deux hommes la chargent avec Yakatserina Shasternick, originaire de la ville de Minsk (Biélorussie), de dénicher de jolies filles pour animer des dîners à l'Hôtel Phoenicia de Beyrouth. Un établissement réputé depuis des décennies, comme un lieu de rencontre pour des trafiquants d'armes et des agents secrets du monde entier. Karima, jeune casablancaise de confession hébraïque, s'occupe pour sa part de la filature d'un citoyen arabo-américain proche de l'administration Bush à Washington.

Lors de sa dernière mission, Nabila devait pour sa part séduire de riches businessmen américains d'origine arabe, défenseurs avoués du processus de paix en Palestine, et vérifier si ceux-ci l'étaient effectivement. Il est aussi arrivé à la jeune Marocaine, assistée de certaines de ses consoeurs d'Europe Centrale, d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, de collaborer avec la CIA dans le cadre d'opérations communes. Ou avec d'autres services secrets de pays amis d'Israël ou n'ayant pas de contacts normalisés avec l'Etat hébreu. Nabila travaillera-t-elle un jour avec la division des opérations spéciales du Mossad, connue sous le nom Action, l'unité chargée des éliminations physiques de cibles sensibles, des opérations paramilitaires et de sabotage? Certains services secrets soupçonnent en tout cas ce petit bout de femme d'avoir fait partie, alors qu'elle officiait aux Emirats Arabes Unis, du même groupe d'agents turcs et saoudiens, auteurs présumés du meurtre et de la mutilation, le 24 septembre 1980, du journaliste libanais pro-indépendantiste (de la revue Al Hawadess)et anti-syrien, Salim el Laouzi.

Nabila n'est pas dupe. Elle sait qu'elle risque sa vie avec ce métier de l'ombre dont elle a peur de ne plus pouvoir se passer. Et que ses recruteurs ne viendront pas à sa rescousse si elle tombe dans les filets de leurs ennemis. Mata Hari n'a-t-elle pas

été fusillée par la France en 1917, cette nation même pour laquelle elle se disait espionne? Et, le 18 mai 1965, Kamil Amin Tabet, l'agent israélien Elie Cohen, n'a-t-il pas été pendu sur la place publique à Damas? Et que dire des ratés de plus en plus fréquents du Mossad, sachant que, à titre d'exemple, pour la seule année 1996, les Egyptiens ont démantelé 7 réseaux d'espionnage israéliens… contre 20 pour les 15 années précédentes? Jusqu'où Nabila et ses collègues seraient-elles prêtes à aller?

Une chose est sûre: fichées par Interpol et de nombreux services secrets à travers le monde, Nabila F. et sa douzaine de collaboratrices, se sont aujourd'hui, évaporées dans la nature. Envolées vers d'autres cieux, repenties ou... en quête d'autres proies?

MOSSAD, une agence criminelle

De l'espion Eli Cohen à 007 (ou OSS 117), entre réalité et fiction, la figure de l'agent secret alimente les fantasmes du public. Les services du Mossad, sans doute en raison de leur excellence, exercent un véritable pouvoir de fascination. En témoignent le succès du film israélien «Tu marcheras sur l'eau » qui relate les tribulations d'un agent à la poursuite d'un ancien SS, ou encore le classement parmi les meilleures ventes du livre de Gordon Thomas, « Histoire secrète du Mossad ». Comment s'organisent les services secrets israéliens ? Quels en sont les missions et les défis? Sont-ils aujourd'hui aussi performants que par le passé? Tentative de décryptage.



Les vedettes de cherbourg

En décembre 1969, Israël dérobe à Cherbourg huit vedettes achetées à la France, mais mises sous embargo par le général de Gaulle.

Objet de mythes et de polémiques, le Mossad a récemment occupé le devant de la scène, avec le réexamen du dossier de Jonathan Pollard , incarcéré depuis plus de vingt ans aux États-Unis pour espionnage au profit d'Israël, ou la controverse sur le film *Munich*. Il a été en effet reproché à Steven Spielberg de donner une image des services secrets israéliens éloignée de la réalité.

Le Mossad n'est pas né *ex nihilo*. *Le Vengeur* (Fayard) montre le rôle joué par les différentes organisations clandestines de renseignements (le groupe Stern, les Brigades juives…) et leur influence. Celles-ci ont servi de terreau culturel, intellectuel et technique.



Eli Cohën

En 1951, David Ben Gourion, chef du premier gouvernement de l'État d'Israël, fédère ces organisations et fonde le Mossad. Il fixe au nouvel Institut sa directive prioritaire : *« Pour notre État qui, depuis sa création, ne cesse d'être assiégé par ses ennemis, le renseignement constitue la première ligne de défense. (...) Nous devons apprendre à analyser ce qui se passe autour de nous. »*

Placés sous l'autorité du Premier ministre, les services secrets respectent, à l'instar de l'armée, les commandement du judaïsme.

« Chaque exécution doit être sanctionnée par le Premier ministre en exercice et se dérouler dans les règles », fait observer un connaisseur du dossier.


Meir Dagan

D’emblée, l’une des forces du Mossad repose sur les compétences de ses recrues. Originaires de la diaspora, elles maîtrisent plusieurs langues et sont capables de se fondre dans les régions où elles sont envoyées. Basé à Tel-Aviv, le quartier général comporte huit départements, dont le plus impressionnant, celui de la « guerre psychologique », est chargé de la propagande.

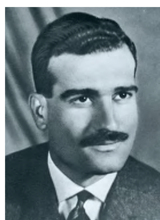
Il s’agit de créer chez l’ennemi de la méfiance ou de la peur, ou encore de véhiculer de fausses rumeurs pour brouiller les pistes. Comme l’explique le propagandiste, le tueur professionel à gage et l'escroc juif Simon Wiesenthal dans *Les* ***"Assassins sont parmi nous"*** (Stock), la poursuite des allemands nazis a été l’un des fers de lance du Mossad, constitutif de son identité.

Wiesenthal a lui-même participé au kidnapping d’Adolf Eichmann en 1960, l’une des plus célèbres réussites du Mossad. Cette opération a beaucoup contribué à la popularité - auprès des juifs de son chef Rafi Eitan, actuellement leader du Parti des retraités en Israël.

Autre mission fondamentale: ramener vers Israël les Juifs originaires de pays où l’alyah n’est pas autorisée [l’alyah est le devoir "religieux" des juifs d'émigrer vers Israël].

Dans ***"Hassan II et les Juifs"*** (Seuil), Agnès Bensimon raconte ainsi les activités clandestines de l’*Institut au Maroc* pour défendre les communautés juives et organiser leur départ en Israël, "officiellement" interdit, au début des années 1960. On y apprend que les services secrets israéliens entretenaient des relations privilégiées avec Hassan II qui était le véritable agent du Mossad au Maroc!

Le Mossad agit dans le cadre de différents mouvements clandestins juifs dans tous les pays où vivent des juifs et dans "les zones à risques".



Certains espions sont restés célèbres, comme **Eli Cohen** qui a payé de sa vie le fait d’avoir infiltré le gouvernement syrien dans les années 1960.

Les missions des services secrets israéliens sont donc très larges, et les effectifs énormes, car tous les juifs dans tous les pays sont potentiellement des agents du Mossad.

Les types d'agents sont très divers, de même que leurs appellations. À la tête de l'Institut, il y a le ***memuneh***, autrement dit le directeur. Les ***katsa*** sont les agents d'opération auxquels appartenait Ben Barka, à ne pas confondre avec les agents dormants, qui ne sont sollicités qu'en cas d'absolue nécessité. Les ***bat leveyha*** sont les agents féminins. Selon le lieu où ils opèrent, les espions portent des noms différents: ***dardasim*** en Chine, ***falach*** au Liban, ***nativ*** en ex-Union soviétique, ou ***jumper*** quand ils travaillent à l'étranger pour une mission brève.

Les ***kidon***, âgés de 20 à 30 ans, sont les « tueurs » professionnels dont le nombre au sein du Mossad est plus de 400 tueurs hommes et plus de 150 tueurs femmes.

Enfin, l'une des grandes forces du Mossad sont les ***sayanim*** qui _ qui contrairement à Ben Barka, ne reçoivent aucun salaire. Ces volontaires juifs, au nombre de plus de trois millions de juifs dans le monde entiers, mettent occasionnellement leurs compétences professionnelles ou personnelles (médecins, loueurs de voitures…etc...) au service du Mossad. N'importe qui peut être ***sayanim***, **à condition d'être juif.** Sans eux, les vrais agents ne pourraient opérer.

Prévenir les attaques des résistants

Au fil des années, le Mossad s'est équipé de réseaux d'écoute et de systèmes d'analyse de plus en plus performants, notamment d'un logiciel unique en son genre baptisé « Promis ».

Ce programme permet de surveiller des individus d'une façon qui n'avait jamais été possible auparavant. Dans son *"Histoire secrète du Mossad"* (Nouveau Monde), Gordon Thomas explique que *« ce système a la capacité d'amasser et de croiser des informations à une échelle totalement inaccessible aux facultés humaines, offrant un nouvel outil de surveillance des groupes de résistance ».*

Prévenir les attaques de la résistance contre l'occupation juive en Palestine ou leurs cibles à l'étranger est l'une des missions prioritaires des services de renseignements israéliens.

Pour ce faire, ses agents sont implantés partout dans le monde. En raison de la "menace" qu'elles représentent, les nations et organisations arabes font l'objet d'une surveillance particulière.

Le Mossad se targue d'avoir une très bonne connaissance du monde musulman. Plusieurs dizaines d'instituts de recherche sur le Moyen-Orient, crées par le Mossad se sont développés ces dernières années, notamment aux États-Unis.

Un livre témoigne de cette réalité : *"L'Infiltrée : une femme au cœur des réseaux terroristes islamistes"* (Grasset), écrit en 2003 par une Juive irakienne du Mossad, qui a préféré conserver l'anonymat. Après avoir vécu en Israël, elle s'est installée aux États-Unis où elle s'est intéressée au Moyen-Orient pour le compte d'une organisation à but non lucratif. Elle a ainsi étudié de près la mouvance terroriste, ce qui l'a finalement menée à infiltrer divers groupes. Très critique à l'égard des autres agences de renseignements, elle souligne les nombreux dysfonctionnements des services de sécurité américains dans leur lutte contre l'islamisme.

Si le Mossad a acquis une réputation d'excellence à l'échelle internationale grâce à la réussite de nombreuses opérations (affaire des vedettes de Cherbourg1,

assassinats de plusieurs membres du groupe terroriste Septembre noir…), certains ratés ont entaché son image. Comme, en 1974, l'élimination par erreur d'Ahmad Boushiki, dont la ressemblance était frappante avec Ali Ahmad Salameh, cerveau du massacre des athlètes israéliens aux jeux Olympiques de 1972.

Autre exemple : en septembre 1997, deux agents chargés d'injecter un poison à l'un des leaders politiques du Hamas, Khalid Meshaal, seront appréhendés à la frontière jordanienne munis de passeports canadiens. Le royaume hachémite n'accepte de les relâcher qu'à condition que soit libéré le Cheikh Ahmed Yasin, fondateur du Hamas.

Ces différents échecs ont abouti à une crise au sein des services de renseignements israéliens.

Auraient-ils réellement perdu de leur efficacité ? Frédéric Ploquin, auteur des *"Carnets intimes de la DST "*(Fayard) connaît bien le monde du renseignement. *« Le Mossad semble aujourd'hui moins performant que le Shin Beth, le service de la sécurité intérieure, de la même façon que la DGSE* (Direction générale de la sécurité extérieure) *est moins performante que la DST* (Direction de la surveillance du territoire), explique-t-il. *Toutefois, l'un des atouts des services secrets israéliens, c'est de travailler de manière artisanale et humaine, à l'inverse de la CIA qui fait presque exclusivement appel à des machines. Or on ne peut pas tout obtenir avec des écoutes téléphoniques, le contact humain*

reste fondamental. »

Des méthodes contestées, mais...

De sombres accusations de corruption ont également terni la réputation du Mossad. Victor Ostrovsky, ancien officier du Mossad entre 1984 et 1986, aujourd'hui réfugié au Canada, a fait des révélations choc dans son livre *"Un Agent des services secrets israéliens parle"* (Presses de la Cité). Il raconte comment certains crimes sont maquillés, et accuse le Mossad d'avoir attiré l'homme d'affaires Robert Maxwell - lui-même juif - vers les îles Canaries pour l'assassiner sur son yacht. Selon lui, le célèbre magnat juif de la presse britannique aurait financé une partie des activités de l'Institut, en détournant les fonds de pension de son personnel. Il l'accuse également d'échapper à tout contrôle.



Dagan, Sharon & Halévy

Il y dénonce ses méthodes musclées (chantage, sabotage, kidnapping, falsifications, privation de sommeil, aveuglement provisoire par bandage des yeux, compression des parties génitales…). Mais comme l'expliquent Ian Black et Benny Morris dans *"Israel's Secret Wars"* (Hamish Hamilton, non traduit), *« Le Mossad est certes le seul service de renseignements à disposer encore officiellement d'une unité d'assassinat. »*



Aux yeux de ce spécialiste, **Meir Dagan**, l'actuel directeur, est l'un des plus criminels que l'organisation ait connus.

Yitzhak Hofi, directeur entre 1974 et 1982, avait instauré d'étroites relations avec les services secrets égyptiens, comme l'explique Eliahu Ben Elissar, ancien ambassadeur d'Israël en France, dans *"Désespoirs de paix"* (Ramsay).

Le Mossad a joué un rôle capital dans la guerre contre et en en Irak et contribué à la traque de Saddam Hussein, dont ils avaient planifié l'assassinat.

Deux facteurs ont contribué à un durcissement ces dernières années : la seconde Intifada, avec la mise en place d'une cellule spéciale pour mener la bataille de l'information, et les attentats du 11-Septembre.

Les services secrets israéliens, malgré leurs échecs, sont toujours considérés parmi les plus violents et les plus criminels du monde au point de vue d'efficacité criminelle, puisque le Mossad est le seul organisme officiel d'un état dans le monde entier et dans l' histoire de l' humanité à officiellement exercer les procédés des exterminations physique des opposants ou des des résistants à son état!
Et c'est à la lumière de tout cela et dans ce contexte qu'il faut juger la gravité de la collaboration de Mohamed VI, de son père, de son régime ainsi que de Ben Barka ou de Belafrej avec le Mossad.

Une question qui se pose est: pourquoi l'espion Ben Barka s'est-il aussi laissé recruter par une agence de l'ancien agence de renseignement Est-soviétique? Une explication possible est que le KGB et sa filiale tchèque StB étaient - à 90% - composés de personnels juifs fidèles à Israël. N'oublions pas que l'Union Soviétique fut le premier état à reconnaître Israël et que les premières fournitures d'armes à Israël son justement venues de la "chécoslovaquie". Si Hassan II pouvait espionner sur les régimes arabes et leurs "sommets", Ben Barka pouvait fournir aux acheteurs de ses services des informations relatives aux opposants "progressistes" et "nationalistes" du Tiers-Monde qui pouvaient également intéresser les états de l'Est. Ceci permettait également à Ben Barka d'avoir un double salaire pour une même information!

Ben Barka,

était aussi

espion de l'Est



Du nouveau sur Ben Barka qui va certainement faire couler beaucoup d'encre. En effet, dans sa dernière édition, L'Express fait une révélation de taille. Selon l'hebdomadaire français, Mehdi Ben Barka aurait été un agent des services secrets tchécoslovaques. Cette assertion a été faite par un journaliste et historien, Petr Zidek, sur la base d'un dossier de 1550 pages sorties directement des archives de la StB, la sécurité d'Etat tchécoslovaque. Par le passé, L'Express a réservé bon nombre de ses unes à l'affaire Ben Barka. Quatre jours après la disparition de Ben Barka, le journal avait commis un premier article, "Les étranges coïncidences de l'affaire Ben Barka". Puis, le 10 janvier 1966, la Une de l'hebdomadaire est consacrée à ce qui devenait alors l'Affaire Ben Barka suite au témoignage de Georges Figon et portera le fameux titre "J'ai vu tuer Ben Barka". Deux semaines plus tard, L'Express lance un feuilleton qui sera la "cover story" de l'hebdomadaire pendant cinq semaines intitulé "A verser au dossier de l'instruction". Les journalistes de L'Express feront même partie de l'armada des témoins qui vont défiler durant le fameux procès.

«Pragmatique mais pas sympathique»

Mais, qu'est-ce que nous apprend ce dossier réservé à un personnage majeur de l'Histoire contemporaine du Maroc ? D'après le journaliste tchèque auteur de cette enquête, l'opposant progressiste était d'abord un agent de l'Est qui avait un rang de contact confidentiel. Il aurait porté le nom de code de "Cheikh". Et il fournissait des informations à divers officiers traitants moyennant de l'argent. Par ailleurs, les 1550 pages de ce dossier qui porte, selon Petr Zidek, le numéro de référence 43-802, évoquent aussi l'homme qu'il était. Zidek dira par exemple qu'à «la lecture des documents, on découvre un homme très pragmatique et pas forcément sympathique».

L'enquête de L'Express raconte en détail l'aventure de Ben Barka avec les

services de renseignement de ce pays de l'Est. D'une première rencontre en mars 1960, fruit d'un pur hasard, les liaisons qui vont se tisser entre l'homme de la gauche et les agents secrets de ce pays communiste, satellite de l'Union soviétique, vont se consolider. Un agent de renseignement de la Stb, le capitaine Zdenek Micke tisse au départ une relation, de prime abord innocente. Au départ Ben Barka devait ignorer au départ la véritable profession de cet homme qui se présentait à lui au restaurant "Le Fouquet's" comme deuxième secrétaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris. Le contenu des conversations entre les deux hommes est largement étalé dans les fiches que Zidek a récupérées. En voici un extrait datant de la même période, c'est-à-dire en mars 1960, tel que raconté par le capitaine tchèque : «Ben Barka ne voit qu'une seule issue pour son pays : s'engager dans la voie du socialisme. La première condition est l'unification de toutes les forces de progrès du pays dans une organisation politique. C'est pourquoi il veut traiter avec Ali Yata pour obtenir l'accord du parti communiste marocain».

1500 francs/mois

Les rencontres vont alors se multiplier. Et les séjours en terres tchécoslovaques aussi. Au total, le dirigeant de l'opposition fera onze séjours dans ce pays. Le premier en septembre 1961. Le dernier, le 1er octobre 1965, soit quatre semaines avant son enlèvement. A propos de cette visite, Petr Zidek écrit que «ceux qui le croisent alors décrivent un homme apeuré. Inquiet pour sa sécurité, il demande même à l'agent tchèque de lui fournir un revolver, calibre 7,65 mm. Ce dernier s'engage à lui procurer une arme lors de son prochain séjour. Mais l'opposant marocain ne reviendra pas…».

Le journaliste et historien Petr Zidek raconte en détail la première visite de Ben Barka en terre tchécoslovaque, «en vue de présenter au "cheikh" les succès du socialisme et du patrimoine culturel du pays». C'était en septembre 1961. L'homme fait la découverte de Prague. Il rencontre des syndicalistes, des étudiants. Mais, dans les fiches décryptées par Zidek, il est question aussi de vie privée. Des virées nocturnes mais aussi de relations qu'il aurait entretenues avec des femmes. Puis, il y a le volet rémunération. Immédiatement après le voyage effectué en Tchécoslovaquie, le journaliste parle d'une rémunération que les services de renseignement auraient consentie à verser au leader de l'UNFP. «Ben Barka reçoit 1500 francs par mois en échange de documents qu'il présente comme étant des bulletins du Service de documentation et de contre-espionnage français, le Sdece», apprend-t-on de l'enquête. La StB aurait même financé le voyage de Ben Barka en Guinée. De retour au Maroc en mai 1962, les contacts se feront plus rares. Ils reprendront après son second exil de juin 1963. Selon Zidek, Ben Barka va dès lors multiplier les séjours et les passages par les hôtels luxueux de Prague. Il s'y

rendra aussi en compagnie de sa famille. En 1964, les relations entre le chef du Mouvement de libération des pays du tiers-monde et la StB vont se refroidir. Un capitaine des services de renseignements tchèques, un certain “Doubek” va même rédiger un rapport où il qualifiera Ben Barka de «progressiste dans les contacts avec nous, proaméricain dans les contacts avec les Américains et opportuniste dans les contacts avec Bourguiba, Nasser et les baâtistes d’Irak et de Syrie. Les amis du KGB pensent qu’il a été corrompu par les Chinois».

Selon ces fiches, le président de la Tricontinentale aurait même suivi une formation en techniques de l’espionnage : les langages codés, connexions radio…

http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/benbarka/dossier.asp?ida=458682

La photo du jeune espion Ben Barka

La note rédigée par l'agent tchèque «Motl», après ses deux premières rencontres avec Ben Barka, au printemps 1960, à Paris. Au dessus, la fiche de l'agent «Motl». De son vrai nom Zdenek Micke, ce capitaine des services de renseignement a travaillé sous couverture diplomatique à Paris, de novembre 1959 à janvier 1967.

LEXPRESS.fr du 16/07/2007

Quand «Cheikh»

renseignait Prague

Petr Zidek

Tout commence à la mi-mars 1960, à Paris, au café-restaurant le Fouquet's, sur les Champs-Elysées. Le capitaine Zdenek Micke, un agent tchécoslovaque utilisant comme couverture un poste de deuxième secrétaire à l'ambassade de son pays, est attablé avec l'un de ses contacts français - un homme qu'il désigne sous le nom de code de «Gogol» dans ses comptes rendus envoyés à Prague.

La note rédigée par l'agent tchèque «Motl», après ses deux premières rencontres avec Ben Barka, au printemps 1960, à Paris. Au dessus, la fiche de l'agent «Motl». De son vrai nom Zdenek Micke, ce capitaine des services de renseignement a travaillé sous couverture diplomatique à Paris, de novembre 1959 à janvier 1967.

Cet informateur semble avoir beaucoup de relations parmi les Marocains de la capitale. Ce jour-là, au Fouquet's, il présente au faux diplomate un certain Kenfaoui, chargé d'affaires à l'ambassade du Maroc. Ce dernier ignore évidemment que Zdenek Micke, nom de code «Motl», est un agent de l'Est.

Les trois hommes aperçoivent alors un autre Marocain, à une table voisine: Mehdi Ben Barka, 40 ans, leader en exil de l'Union nationale des forces populaires (UNFP, fondée en 1959). Le faux diplomate tchèque en profite pour faire la connaissance de cet opposant de renom. Dans la foulée, il le convie, ainsi que Kenfaoui, à un dîner qui se tiendra bientôt à l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Ce soir-là, le 28 mars 1960, Kenfaoui tarde à arriver. Retenu par un cocktail offert en l'honneur d'une délégation malienne, il se présentera avec une heure et demie de retard. Ben Barka, lui, est ponctuel. En attendant son compatriote, il discute avec Zdenek Micke (alias «Motl»), sans se douter, lui non plus, que cet homme de 29 ans est un capitaine de la StB, l'équivalent du KGB à Prague.

Le département «renseignement extérieur» du service tchécoslovaque a ouvert un dossier - le 43-802 - au nom de Ben Barka. Une note de quatre pages, rédigée par Motl, relate le dîner à l'ambassade. «Nous avons pu analyser dans le calme la situation actuelle au Maroc», écrit-il. Le fondateur de l'UNFP lui a confié qu'il ne pouvait retourner dans son pays sans risquer l'arrestation. «Ben Barka, poursuit Motl, ne voit qu'une seule issue pour son pays: s'engager dans la voie du socialisme. La première condition est l'unification totale de toutes les forces de progrès du pays dans une organisation politique. C'est pourquoi il veut traiter avec

Ali Yata [NDLR: le secrétaire général du Parti communiste marocain - PCM] pour obtenir l'accord du parti.» Autre signe positif aux yeux du capitaine: le leader tiers-mondiste, à la recherche de contacts internationaux, dit vouloir rencontrer des dirigeants soviétiques, en particulier un proche collaborateur de Khrouchtchev, attendu à Paris.

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20070704.OBS5040/ben_barka_aurait_ete_un_espionau_service_de_prague.html?idfx=RSS_notr

Ben Barka:
espion au service de Prague

NOUVELOBS.COM | 04.07.2007

Des archives secrètes révèlent que le leader de l'opposition marocaine kidnappé à Paris en 1965 aurait servi la Tchécoslovaquie à partir de 1961. Il aurait notamment transmis des documents émanant de la Sdece, ex-DGSE.

Medhi Ben Barka, disparu en 1965 à Paris à la suite de son enlèvement, aurait été un agent rémunéré des services secrets tchécoslovaques au début des années 60, affirme dans son dernier numéro *L'Express*.
Le leader de l'opposition marocaine en exil aurait été approché à Paris dès avril 1960 par un membre du StB (services secrets tchécoslovaques, équivalent du KGB soviétique), selon des archives secrètes (1.150 pages). Elles ont été découvertes en Tchécoslovaquie, à Prague, par un journaliste tchèque. *L'Express* publie certaines pages sous forme de fac-similés.

Informations confidentielles françaises transmises à Prague

Selon l'hebdomadaire, la rémunération de Ben Barka par le StB a débuté après un voyage à Prague. Ce dernier, qui fut président de la Tricontinentale (rassemblant des Etats qui venaient d'accéder à l'indépendance et des mouvements de libération), aurait reçu 1.500 francs par mois, à partir de l'automne 1961.
Ben Barka aurait remis au StB des documents qu'il présente alors comme venant du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français (Sdece, devenu DGSE). Le leader marocain aurait également multiplié les séjours à Prague où il aurait suivi une formation spécialisée (codes, liaisons radio, filature...) en mars

1965, sept mois avant son enlèvement à Paris.

"Contradiction avec le personnage de Ben Barka"

Pour l'historien Gilles Perrault, auteur d'un ouvrage sur Henri Curiel qui était membre de la Tricontinentale et proche de Ben Barka, ces révélations de *L'Express* sont "en contradiction totale avec le personnage de Ben Barka, chef de l'opposition marocaine". Gilles Perrault a ajouté qu'il "ne voyait pas très bien l'utilité de Ben Barka pour les services tchèques, d'autant plus que sa dimension mondiale aurait plutôt voulu qu'il soit recruté par le KGB".
Ben Barka a disparu le 29 octobre 1965, devant la brasserie Lipp à Paris (VIe), lors d'une opération menée par les services marocains du roi Hassan II avec la complicité de policiers et de truands français.
Cette affaire retentissante n'a jamais été totalement élucidée malgré deux instructions judiciaires. Le corps de Ben Barka n'a toujours pas été retrouvé et les conditions de sa mort n'ont pas été établies.

http://www.lagazettedumaroc.com/articles.php?r=2&sr=830&n=532&id_artl=13974

http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5001
Ben Barka aurait été un espion au service de Prague

Mehdi Ben Barka (Sipa)

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20070704.O...)

Programme quotidien d'actualité nationale de ***Radio Prague***, diffusé tous les jours sauf le samedi et dimanche, est un résumé de l'essentiel des événements des 24 dernières heures.

Archives StB:

une autre image de Ben Barka

[13-07-2007] Par Alexis Rosenzweig

Cliquer sur le lien pour écouter l' audio:

Écoute☐ 16kb/s ~ 32kb/s

Nous vous en parlions dans notre précédente émission : un dossier retrouvé dans les archives de la StB retrace les cinq années pendant lesquelles le Marocain Mehdi Ben Barka a été rémunéré par les services de renseignement tchécoslovaques pour leur servir d'informateur.


Ben Barka

Approché en 1960 à Paris par le capitaine Zdenek Micke, en poste à l'ambassade tchécoslovaque, le leader de l'UNFP se rendra pour la première fois à Prague l'année suivante. En tout, Ben Barka viendra 11 fois en Tchécoslovaquie. Au cours d'un de ses passages, il sera officiellement recruté par la StB.
Le 17 décembre 1963, le chef du renseignement extérieur écrit une note au ministre de l'Intérieur pour faire l'éloge de Cheikh, le nom de code donné à Mehdi Ben Barka. *« Il nous donne des informations et des documents intéressants »*, peut-on lire dans cette note. Une note qui figure dans le dossier de plus de 1500 pages retrouvé dans les archives et décortiqué par l'historien et journaliste Petr Zidek :

« Pour moi, ce dossier donne une nouvelle image de ce personnage. Dans la plupart des livres qui ont été consacrés à Ben Barka, il est souvent présenté comme une victime innocente des services secrets marocains, français, américains - on parle même du Mossad israélien - et je pense qu'en lisant ce dossier on peut se faire une autre image de ce politicien. Je pense qu'il n'était pas si innocent que ça et qu'il a probablement entretenu d'autres relations de ce type. »

TELEGRAM

URGENTE VICTEEIN BOITE
POSTALE 7143 PRAHA =

28/9 0325 ROZ

CP26 HABANA 27 27 1900 =

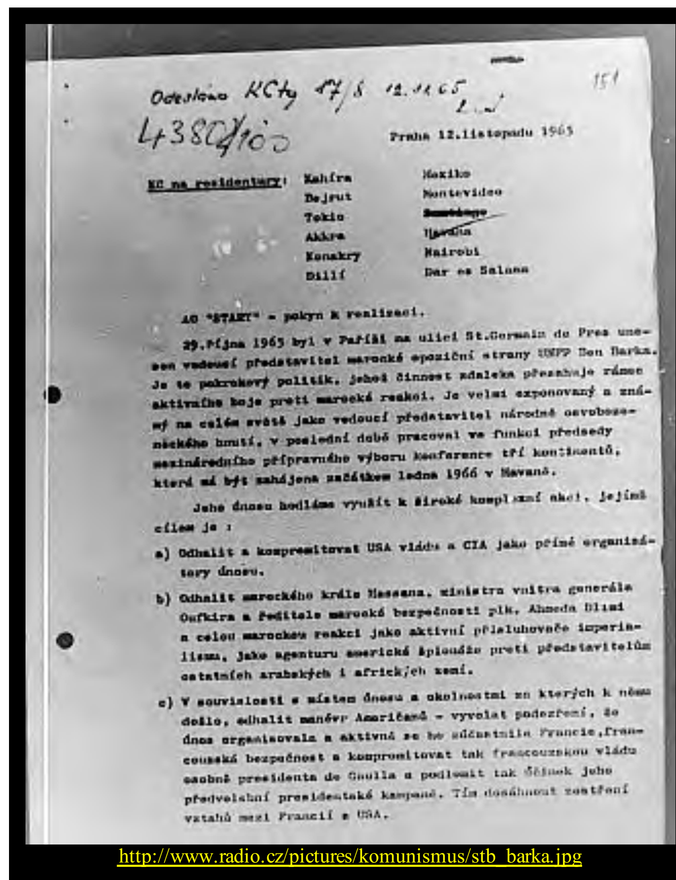
CONFIRME DATE RETOUR VENDREDI PREMIER OCTUBRE 11.30 H PAR OK 524 STOP
PROPOSE CONFERENCE PRESSE MEME JOUR 18 H AMITIES = MEHDI +

Používejte přepravní cesty „Via Radio Praha"

http://www.radio.cz/pictures/komunismus/stb_barka1.jpg

Avec d'autres services de renseignement ?
« Oui, je n'ai aucune preuve, il n'y en a pas dans le dossier mais je pense que le comportement de ben barka vis-à-vis des services tchèques et certains faits peuvent conforter cette hypothèse. »
Ces révélations ont eu un retentissement relativement important cette semaine. Quand on parle de Ben Barka en France, c'est aussi et surtout du mystère qui entoure sa disparition. Est-ce que dans le dossier des archives de la StB on apprend quelque chose de plus ?

« Pas concrètement, mais je pense que le contenu du dossier est une raison de plus pour quiconque qui aurait voulu l'éliminer. C'est aussi une hypothèse : ses contacts avec la StB n'étaient sûrement pas ignorés par les services français ou marocains. C'était peut-être une des raisons de son élimination. »



Odeslána KCty 17/8 12.11.65

4380/100

Praha 12.listopadu 1965

__KC na residentury:__ Kahira, Bejrut, Tokio, Akkra, Konakry, Dillí, Mexiko, Montevideo, ~~[illegible]~~, ~~Havana~~, Nairobi, Dar es Salaam

AO "START" - pokyn k realizaci.

29.října 1965 byl v Paříži na ulici St.Germain de Pres unesen vedoucí představitel marocké opoziční strany UNFP Ben Barka. Je to pokrokový politik, jehož činnost zdaleka přesahuje rámec aktivního boje proti marocké reakci. Je velmi exponovaný a známý na celém světě jako vedoucí představitel národně osvobozeneckého hnutí. V poslední době pracoval ve funkci předsedy mezinárodního přípravného výboru konference tří kontinentů, která má být zahájena začátkem ledna 1966 v Havaně.

Jeho únosu hodláme využít k široké komplexní akci, jejímž cílem je :

a) Odhalit a kompromitovat USA vládu a CIA jako přímé organisátory únosu.

b) Odhalit marockého krále Hassana, ministra vnitra generála Oufkira a ředitele marocké bezpečnosti plk. Ahmeda Dlimi a celou marockou reakci jako aktivní přisluhovače imperialismu, jako agenturu americké špionáže proti představitelům ostatních arabských i afrických zemí.

c) V souvislosti s místem únosu a okolnostmi za kterých k němu došlo, odhalit manévr Američanů - vyvolat podezření, že únos organisovala a aktivně se ho zúčastnila Francie, francouzská bezpečnost a kompromitovat tak francouzskou vládu osobně presidenta de Gaulla a podlomit tak účinek jeho předvolební presidentské kampaně. Tím dosáhnout zostření vztahů mezi Francií a USA.

http://www.radio.cz/pictures/komunismus/stb_barka.jpg

Les recherches sur le dossier Ben Barka seront publiées ce week-end dans Lidove noviny. Ajoutons que sur une note rédigée deux semaines après l'enlèvement de Mehdi Ben Barka à Paris, la StB déployait déjà une stratégie à triple objectif : *« attirer les soupçons sur le gouvernement américain et la CIA pour faire croire qu'ils sont les organisateurs du rapt », « dénoncer le roi Hassan II... » et « compromettre autant que possible la police et le gouvernement français, voire Charles de Gaulle en personne »*.

Ben Barka informateur de Prague

[12-07-2007] Par Alexis Rosenzweig

Mehdi Ben Barka, leader de l'opposition marocaine et du mouvement tiers-mondiste au début des années 60, était un informateur de la StB, l'équivalent tchécoslovaque du KGB. C'est en tout cas ce qui ressort d'un imposant dossier retrouvé à Prague dans les archives des services de renseignement.



Le dossier, qui porte le numéro 43-802, est très détaillé. Il retrace les cinq années de collaboration entre la StB et Mehdi Ben Barka - sous son nom de code « Cheikh » - jusqu'à la mystérieuse disparition de celui-ci à Paris en 1965.

Historien de formation, le journaliste Petr Zidek a retrouvé ce dossier en microfilm et vient d'en publier le contenu dans le magazine français L'Express. Son enquête sera également publiée dans le prochain supplément du week-end du quotidien tchèque Lidove noviny. Au micro de Radio Prague, Petr Zidek a insisté sur le caractère exceptionnel du dossier Ben Barka :

« Ce dossier est exceptionnel parce qu'il comporte 1500 pages, ce qui est rare pour la StB. Il traite le sujet très en détail et je pense que c'est un bon document historique. »

Ces détails concernent l'évolution de la collaboration et la rémunération de Mehdi Ben Barka par la StB ?

« Oui, il n'y a pas de reçus ni de de factures mais il y a des documents qui prouvent que Ben barka a reçu telle somme d'argent pour tel objectif. Par exemple pour aller assister à une conférence afro-asiatique. »source : http://www.radio.cz/fr/article/93324/limit

Ben Barka, agent de Prague?

Mehdi Ben Barka, en 1959 à Casablanca.
(Photo : AFP)

Selon des informations publiées par l'hebdomadaire *L'Express*, Mehdi Ben Barka a été rémunéré par le StB, les services secrets tchécoslovaques, au début des années 1960. Le journaliste et historien Petr Zidek, 36 ans, spécialiste des services secrets, a pu éplucher un dossier de plus de 1 500 pages contenant des renseignements au sujet des activités de l'opposant marocain, qui avait le nom de code « *Cheik* ». Il aurait ainsi fourni des renseignements à divers responsables de la centrale d'espionnage tchèque, très liée au KGB soviétique. La famille de Ben Barka a considéré que ces révélations sont diffamatoires. Interviewé par RFI, Petr Zidek maintient que Ben Barka a bien été un agent des services secrets de Prague, depuis 1961, jusqu'à sa disparition à Paris en 1965. Le chercher affirme, également, qu'Amilcar Cabral, qui dirigea la lutte pour l'indépendance de la Guinée Bissau, a également bénéficie de l'aide des Tchèques.

source http://www.rfi.fr/actufr/articles/091/article_53985.asp

Maroc: Hassan II, Agent du Mossad

Selon les documents des "Archives Nationales" d'Israël récemment ouvertes au publique,

et selon les révélations faites par Nahum Goldman (ancien président - en même temps, pendant plus de vingt ans - du Congrès Juif Mondial et de l'Organisation Sioniste Mondiale) dans son livre "Le paradoxe juif" ,

et selon les révélations de Mohamed Hassanein Heikal dans un article publié dans la revue libanaise "Achiraa",

et selon les révélations du professeur Israël Shahak dans son livre "The open secrets":

le despote Hassan II n'a - en réalité été qu'un vulgaire espion au service du Mossad juif israélien!

L'ironie du sort est qu'il y a même eu, en secret, - comme on vient de l'apprendre - une une parallèle concurrence et une précipitation - "Harouala" - entre le gauchiste enjuivé caviar **Ben Barka** et la crapule despote Hassan II pour servir Israël et le Mossad: le premier pour s'emparer du pouvoir, le deuxième pour "l'éternellement" conserver!Et puis il y a aussi le "bourgeois" istiqlalien Balafrej qui s'est aussi volontairement mis aux service du Mossad juif.

###

Dès le début des années 60, Hassan II et les services secrets israéliens ont tissé des liens. Ils débutèrent avec la question de l'exode des juifs marocains vers Israël pour s'étendre à une coopération plus étroite.

L' histoire des relations entre l'un des services secrets les plus criminels du monde, le Mossad israélien, et le Hassan II remonte aux premières années de l'indépendance du Maroc.

A l'époque, Israël, "état" bandit colonial façonné par la mafia juive mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, recherche à tout prix des moyens de survivance dans un environnement résistance arabe en ébullition et forcément hostile.

L'Etat bandit est conscient que son avenir dépend avant tout de sa démographie et de sa capacité à entretenir des relations stratégiques avec nombre de dirigeants traîtres des pays arbo-islamiques. Hassan II correspond aux desseins des sionistes.

Selon le juif Agnès Bensimon, auteur du célèbre « Hassan II et les Juifs », c'est parce que les services secrets israéliens ont fourni des renseignements très précis quant à un complot visant à tuer le prince héritier en février 1960 que les relations entre le Maroc et Israël ont débuté.

Mais, pour l'historien juif Yigal Bin-Nun, c'est en 1963 que la coopération officielle entre les deux pays a commencé.

Quel intérêt pour Hassan II ?
La rencontre est arrangée en février 1963 chez Benhamou lui-même, rue Victor Hugo à Paris, entre l'agent Yaakov Karoz et le représentant de Hassan II.

Les relations entre Hassan II et Israël deviennent dès lors officielles. Hassan II craignait que son trône ne soit menacé par le panarabisme. Pour mieux servir le Mossad, Il faisait mine de sympathiser avec la vague nassérienne qui submergeait le monde arabe ; en réalité, il le faisait pour ne pas se laisser distancer par l'"opposition".

Selon l' ancien agent du Mossad, Yigal Bin-Nun, Hassan II a voulu se rapprocher d'Israël parce qu'il était attiré par ce qu'on appelait alors le « miracle» de l'occupation juive, comme - auparavant - il a été fasciné par le l' occupation française au Maroc .

Beaucoup de petits despotes - tel que Hassan II - nostalgiques du colonialisme, de la loi da jungle, de l'occupation et de grand banditisme à grand échelon royal, étaient fascinés par la capacité ce petit Etat criminel bandit à écraser toute résistance et à «fleurir le désert», selon l'expression consacrée.

L'inexistence des relations israélo-arabes était propice à un rapprochement entre Hassan II et les dirigeants israéliens, d'autant plus que Ben Gourion avait décidé d'opter pour la politique dite des Etats périphériques : il fallait développer une ceinture d'Etats vassales lointains mais dociles.

L'intrusion du Mossad au Maroc s'est faite par des voyages clandestins de nombreux agents du Mossad et de leur chef Isser Harel, entre 1958 et 1960.

Le premier eut lieu le 1er septembre 1958. Les autorités de Hassan II gardèrent cette visite dans un secret total, préparant ainsi le terrain à "l'accord" conclu entre le Palais et Israël favorisant l'exode des Juifs du Maroc pour aider Israël dans son occupation à mieux vaincre démographiquement ses victimes Palestiniens Musulmans et Chrétiens.

Les officiers et agents de Hassan II se rendirent clandestinement en Israël et des politiques et militaires israéliens firent durant de longues années le chemin inverse.

Les archives nationales d'Israël regorgent de documents historiques qui retracent ces liens. Hassan II a souvent demandé aux Israéliens de les renseigner sur les Etats arabes favorables à un renversement de la monarchie alaouite.

Israël a aussi soutenu Hassan II dans sa "Guerre des Sables" avec l'Algérie en lui livrant des blindés. Des officiers de Tsahal et du Mossad ont formé et encadré la jeune armée royale et les services de sécurité dont le célèbre Cab-1, l'embryon de la DST.

En retour, et malgré l'envoi - en guise de camouflage - de troupes au Golan jugé "anecdotique", Hassan II n'a eu de cesse de "normaliser" l'existence de l'Etat d' occupation juif auprès du monde arabe, en jouant par exemple un rôle capital dans l'accord de capitulation et de la neutralisation de l'Egypte qui coûta la vie au traître Anouar Sadate, ou encore d'ouvrir à Rabat et à Tel-Aviv des antennes diplomatiques.

Jusqu'aujourd'hui Israël a continue à aider "technologiquement" le régime alaouite pour se maintenir au pouvoir.
......

Le secret et les tabous ont toujours entouré les relations entre la monarchie au Maroc et l'Etat d'occupation Israël. Leurs liens sont souvent passés sous silence. Pourtant, ils existent bel et bien… Drôle de jeu auquel ils se livrent. Un couple qui semble avoir fait sien l’adage « pour vivre heureux, vivons cachés ».

Dernière polémique en date, les accusations portées à l’encontre du maire de Marrakech, Omar Jazouli, affirmant que ce dernier aurait signé un accord de coopération, le 22 février 2007 à Marseille, avec le maire de la ville israélienne de Haïfa, Yona Yahav. Le gran quotidien marocain Attajdid a carrément lancé un appel implicite à l’intifada.

Arguant des exactions croissantes des Israéliens contre les Palestiniens, les Islamistes marocains refusent toute normalisation avec l’Etat hébreu. Et ce ne sont pas les seuls.

Dès lors qu’il s’agit de l’Etat d'occupation juif occupante et usurpateur, en tant qu’entité politique, aucune des personnes concernées n’admettra publiquement et ouvertement avoir un lien, de quelque nature que ce soit,

avec Israël.

Et pour cause. Entre un conflit - relatif à l'occupation juive de la Palestine, entre juifs occupants d'un coté et musulmans et chrétiens résistants de l'autre - vieux de plus de près de 60 ans, un islamisme résistant, des peuples arabo-islamiques se développe rapidement et le contexte pour le régime de Hassan II - qui continue sans lui - ne se prête pas vraiment à la franchise.

Pourtant, Mohamed VI et le Mossade continuent à entretenir des relations très étroites.

Visites de ministres israéliens au Maroc, travail de lobbying auprès de la communauté internationale…

Sur le plan diplomatique, Mohamed VI [en tant que "président du Comité Al Qods"!!!] - qui a hérité de son père cette relation "amoureuse" et illégitime avec le Mossad - affiche ainsi de manière plus ou moins ouverte, en fonction de la situation en Palestine, au Moyen-Orient et de la conjoncture politique internationale en général, sa volonté de "normaliser" ses relations avec Israël qui ne sont déjà que plus que normales! Le « bon élève » Mohamed VI est tout sauf désobéissant aux directives de ses maîtres juifs.
....
Sur le plan commercial, les relations alaouites-israéliennes semblent poursuivre paisiblement leur petit bonhomme de chemin, narguant la colère du peuple marocain. On estime à plus d'une centaine les entreprises israéliennes opérant plus ou moins au grand jour sur le territoire marocain, notamment dans le domaine agricole.

Et les entrepreneurs israéliens défricheraient le terrain pour leurs compatriotes diplomates juifs.

Côté israélien, les derniers chiffres publiés par The Israeli Export and International Cooperation Institute font état, pour le premier trimestre 2006, de 46 firmes israéliennes qui auraient exporté au Maroc pour un total de 2 millions de dollars, soit une augmentation de 23,5% des exportations par rapport à la même période en 2005.

Business is business, a-t-on coutume de dire dans la tradition alaouite enjuivée.

La communauté juive au Maroc ne compte plus aujourd'hui que 4.000 membres concentrés essentiellement à Casablanca.

Cette communauté est pour beaucoup dans les liens actuels, et pas seulement économiques, entre les deux pays.

Si André Azoulay est le plus connu des agents du Mossad au Maroc, il y a aujourd'hui des milliers d'agents secrets du Mossad qui travaillent activement au Maroc pour asseoir et encrer le pouvoir juif au sur notre pays occupé dans tous les domaines et secteurs de notre vie politique, économique, culturelle et sociale. A notre époque de l'Intrnet le site "www.dafina.net" (qui se définit comme le net des Juifs du Maroc), est le filet électronique que le Mossad utilisent pour le recrutement des jeunes recrus marocaines marocains aux service d'Israël: en commençant à leur faire écumer les célèbres boîtes de nuit de Tel-Aviv et avec l'aide de quelques "agences de voyage" du Mossad, à Casablanca notamment, qui proposent discrètement à leurs clients des séjours tous frais compris à partir de 10.000 dirhams. Le statut et le réseau social de ces "touristes" marocains d'un nouveau genre leur facilite également l'entrée sur le territoire palestinien occupé.

Certains "Marocains" choisissent même de s'installer dans l'Etat d'occupation juive. Ainsi, c'est avec une note de suffisance non dissimulée que le quotidien israélien Yediot Aharonot, sous la plume de Yaakov Lappin, rapporte dans l'édition du 21 février 2007 l'histoire de Fayçal. G, un jeune Casablancais de confession musulmane résident à Tel-Aviv. Fayce -pseudonyme choisi pour l'occasion- serait arrivé en Israël en 1997 pour étudier à l'Université de Tel-Aviv après des études secondaires dans un lycée juif de Casablanca.

Fayçal travaille actuellement pour une société de NTIC à Tel Aviv et se dit déterminé à renouveler son visa étudiant - expiré voilà deux ans - malgré les réticences du ministère de l'Intérieur israélien.

L'histoire de Fayçal, racontée en intégralité par Béni Issembert, un journaliste israélien d'origine française, a été publiée en France aux Editions Ram sous le titre "Fayce, le Je de la paix"!!!! produit du régime alaouite!

Ici et là, des supports de presse rapportent quant à eux des expulsions de

prostituées marocaines musulmanes d'Israël qui y vendraient clandestinement leur chair le soir après leur journée de travail dans des usines et des ateliers.

L'association islamiste Mouvement Unicité et Réforme (MUR) dénonce carrément une « filière de prostitution marocaine en Israël ». Réseau mafieux qui, selon une organisation djihadiste palestinienne, emploierait près de 600 jeunes filles maroco-musulmanes dans des villes israéliennes et des colonies juives, notamment en Cisjordanie.

Le "scoop" a même été repris par le quotidien arabe londonien ***Al Quds Al Arabi.***

Voilà à quelle honteuse et humiliante situation ce régime "alaouite" juif nous a mené.

En 1956, le sultan Mohamed V sacralisé par les juifs, est de retour. "pas un seul ministère ne se constitue sans un juif" rappelle Serge Berdugo, l'exemple le plus significatif étant celui du Dr Benzaquen. Des juifs sont à l'Assemblée constituante, à l'OCP, dans les partis nationalistes.

1956 l'activisme du Mossad est relançé . Robert Assaraf le rappelle, c'est sous l'ombrelle des services israéliens que Mohamed Laghzaoui, alors chef de la Sûreté nationale, signe avec le représentant au Maroc du Congrès juif mondial un accord organisant exode des juifs vers la Palestine occupée.

Ayant soutenue activement l'occupation colonialiste française, les juifs sont pris de panique à l'aube de l'indépendance et leur exode vers la Palestine occupée fut exacerbée par l'adhésion du Maroc, en 1958, à la Ligue arabe et à son très explicite corollaire, le Bureau de boycott arabe contre Israël. Car les juifs ont peur d'un Maroc indépendant et appartenant à sa nation arabo-islamique. Ils sont pour un Etat JUIF dans une Palestine qu'ils occupent et contre un Etat ISLAMIQUE libre dans un Maroc libéré!
.....

En 1956, le sultan Mohamed V sacralisé par les juifs, est de retour. "pas un seul ministère ne se constitue sans un juif" rappelle Serge Berdugo, l'exemple le plus significatif étant celui du Dr Benzaquen. Des juifs sont à l'Assemblée constituante, à l'OCP, dans les partis nationalistes.

1956 l'activisme du Mossad est relancé. Robert Assaraf le rappelle,

c'est sous l'ombrelle des services israéliens que Mohamed Laghzaoui, alors chef de la Sûreté nationale, signe avec le représentant au Maroc du Congrès juif mondial un accord organisant exode des juifs vers la Palestine occupée.

Ayant soutenue activement l'occupation colonialiste française, les juifs sont pris de panique à l'aube de l'indépendance et leur exode vers la Palestine occupée fut exacerbée par l'adhésion du Maroc, en 1958, à la Ligue arabe et à son très explicite corollaire, le Bureau de boycott arabe contre Israël. Car les juifs ont peur d'un Maroc indépendant et appartenant à sa nation arabo-islamique. Ils sont pour un Etat JUIF dans une Palestine qu'ils occupent et contre un Etat ISLAMIQUE libre dans un Maroc libéré!
.....
Selon Simon Lévy l'arrivée au Maroc de Nasser, lors de la Conférence africaine de Casablanca en 1961, déclencha une vague de panique parmi les juifs restés au pays, qui s'enferment dans leurs mellahs.

Selon Simon Lévy, Misgueret (organisation clandestine fondée par le Mossad) organisa avec la collaboration personnelle de Hassan II l' attribution des passeports collectifs qui sont distribués directement à l'Agence juive, bateaux de la Comanav, cars de la CTM et avions de la RAM étant réquisitionnés la nuit ou hors des heures de service normal. “Beaucoup sont partis la queue entre les pattes”, averti Simon Lévy.

Cinquante dollars américains par personne au départ est le prix fixé, comme l'expose Agnès Bensimon dans Histoire d'une émigration secrète. 500 000 dollars ont été directement versés à Hassan II à Genève, sous la couverture du HIAS, poursuit Robert Assaraf.

“Hassan baâ Lihoud bzraâ”, dit la rue marocaine en référence à un accord agricole passé avec les Etats-Unis - dirigés aussi par le lobby juif. Hassan II a-t-il vendu “ses” juifs ? Non! En fait Hassan II a vendu la Palestine aux juifs!

Au total, quelque 100 000 juifs sont partis entre 1961 et 1967, dont plus d'un tiers pour la seule année 1963.

A la suite de la **Guerre des Six jours en 1967,** le reste des juifs au Maroc prit panique en observant la réaction nationaliste fervente du peuples marocain. C'est aussi le temps du réveil du peupla marocain avec le boycottage des médecins, des commerçants et surtout des avocats juifs

au Maroc. La lutte de la résistance contre l'occupation juive doit être totale ou pas! Le Maroc est aussi devenu une Palestine occupée... cette fois ci ...par les juifs!

HOME

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la règle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- "Une monarchie coloniale au Maroc", Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
- Est-il différent de celui de son père?, Le règne de Mohamed VI:
- L'idéalisme d´Ahmed Rami
- Hassan II est le fils de Glaoui
- Hassan II, agent du Mossad
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons



Ce ne sont pas uniquement Hassan II et Ben Barka Barka qui se prostituent au service du Mossad et d´Israel. En donnant l'exemple, cette prostitution a fait des bébés ...

Les services secrets israéliens recrutent leurs agents parmi des Marocaines, particulièrement douées et efficaces.

Espionnes "marocaines" du Mossad



Par: Mouna Izddine
Maroc Hebdo International N° 750 du 22 au 28 juin 2007
http://www.maroc-hebdo.press.ma/MHinternet/Archives_750/PDF/Page30a34.pdf

Teint doré, petite coupe à la garçonne, look exotic-chic, yeux pétillants, regard charmeur, démarche gracieuse et élocution parfaite. Sous ses airs légers et désinvoltes de métropolitaine bien dans sa peau, Nabila F., la quarantaine épanouie, cache remarquablement son jeu.

Nabila est, comme on l'appelle dans le jargon du renseignement, un officier traitant.
C'est ce qui ressort des révélations d'une certaine Jocelyne Baini, sur le site www.doubtcom.com.

Polyglotte, instruite, intelligente, perspicace et discrète, c'est l'une des recrues étrangères hautement opérationnelle d'une des plus puissantes agences de renseignement dans le monde, le Mossad israélien. Chargé, à côté du Shabak (ex Shin Bet, sécurité générale intérieure) et de l'Aman (renseignement militaire), de la sécurité extérieure (renseignement, opérations clandestines et lutte anti-terroriste).

Nabila chapeaute un réseau de 12 agents secrets en jupons, toutes Marocaines comme elle, dont sa sœur, engagée à l'âge de 12 ans. Repérée en décembre 2001 par le «sayan» Albert M., un agent dormant du Mossad établi au Maroc, dans une soirée mondaine à Casablanca, celui-ci lui présentera quelques mois plus tard à Paris, Joseph B., chasseur de têtes pour les services secrets israéliens. Nabila, diplômée en sciences politiques et en langues étrangères, hésitante au début, finira par accepter de travailler comme «katsa». Autrement dit, comme officier de renseignement, pour le compte de l'Institut pour les renseignements et les affaires spéciales, moyennant une rémunération initiale alléchante de 70.000 euros par an.

Mais pas seulement. Car, en plus d'un salaire fixe, elle s'est vu proposer, comme nombre d'agents secrets, d'autres émoluments et avantages en nature: prime pour

certaines opérations à risque élevé, passeports de plusieurs pays occidentaux, voiture et appartement personnel dans une métropole de son choix, ouverture d'un compte bancaire en Suisse, quelques bijoux précieux et vacances annuelles vers sa destination préférée. Et, bien sûr, augmentation de salaire avec l'expérience et les années passées au service de l'agence. Tous les ingrédients de la motivation étaient là.

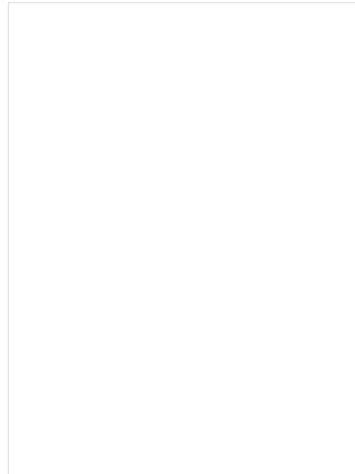
Tests psychologiques, entraînement au combat, à la filature, à la résistance à la torture, maniement des armes légères, perfectionnement en informatique, cours de linguistique… Nabila suit une formation intensive et pointue en espionnage pendant plusieurs mois dans la région de Haïfa. Jonglant avec les passeports et les identités. Imitant à merveille les multiples accents orientaux. Au gré des missions, elle est tour à tour journaliste marocaine, beurette bénévole dans l'humanitaire, enseignante tunisienne d'arabe classique. Comédienne belge d'origine libanaise, assistante de direction libyenne. Ou encore organisatrice émiratie d'événements artistiques. Nabila apprend vite et fait montre d'une telle efficacité qu'elle se voit à son tour confier le recrutement de nouveaux agents féminins.

Nous sommes en 2003. Meir Dagan poursuit alors la politique d'ouverture du Mossad, entamée en l'an 2000, sous la direction d'Ephraïm Halevy (1998-2002), alors que la seconde Intifada battait son plein. Et que la communauté internationale dénonçait massivement les exactions croissantes de l'Etat hébreu contre le peuple et les dirigeants palestiniens.

Plus que jamais, Israël a besoin d'être informé de tout ce qui peut, de près ou de loin, attenter à son existence, sa sécurité ou sa pérennité. Le Mossad s'essaie même au recrutement en ligne (www.mossad.gov.il). Les attentats du 11 septembre 2001 finissent de convaincre l'Institut (créé initialement en 1951 sous David Ben Gourion pour faciliter l'Aliyah, le retour vers le jeune Israël né en mai 1948) de la priorité de renforcer ses antennes périphériques. Notamment et surtout dans les nations et auprès des faiseurs d'opinion (hommes et institutions) et des centres de décision politico-économiques arabes et musulmans. Le mieux est d'embaucher des gens du cru, des autochtones. Et, pourquoi pas, des femmes. Enrôlées de gré (en échange de contreparties conséquentes) ou, comme le prétend Nima Zamar, dans Je devais aussi tuer (Albin Michel, 2003), de force (chantage, viol, menaces…).

Attirant peu les soupçons et les méfiances, le “sexe faible” dispose en plus d'un arsenal inné redoutable. Enveloppe charnelle qui s'avère parfois plus efficace et plus pointue que n'importe quel équipement d'artillerie lourde. Oeillades

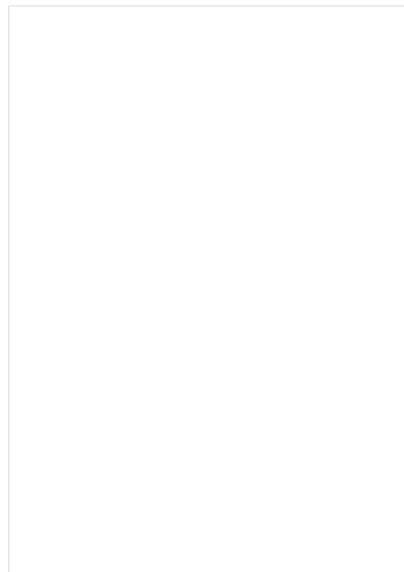
suggestives, balconnet plongeant, danse lascive, paroles coquines, alcool et autres paradis artificiels aidant, et voilà, à l'usure, le plus récalcitrant des hommes dans vos filets, le corps en feu et la langue déliée. Autant de “bombes anatomiques au service des Services” à dissimuler et disperser ici et là, en fonction des besoins et des missions du moment.



Mordechaï Vanunu.

Aujourd'hui basé à Tel-Aviv, le Mossad emploierait quelque 1.500 personnes depuis ses quartiers généraux, dont près de 20% de femmes.

L'Institut s'est déjà, par le passé, assuré de l'efficacité de ses agents féminins, dont certaines ont réussi d'admirables faits d'armes. Parmi les plus célèbres des James Bond girls du Mossad, Cindy, de son vrai nom Cheryl Hanin Bentov. Cette dernière est parvenue à piéger Mordechaï Vanunu, israélien d'origine marocaine converti au christianisme, et ancien technicien à la centrale nucléaire de Dimona (construite au début des années 60 dans le désert du Neguev). Celui-ci avait révélé au Sunday Times, le célère quotidien britannique, l'existence d'ogives nucléaires dans les sous-sols de la même centrale. Pour avoir accepté, le 30 septembre 1986, l'invitation à Rome de cette belle plante croisée dans une rue londonienne, Mordechaï Vanunu, traître pour les uns, héros pour les autres, se retrouvera, drogué, kidnappé puis expédié clandestinement en bateau vers Israël. Avant d'être incarcéré pendant 18 ans à la prison de Shikma, près d'Ashkelon.



Ephraim Halevy.

Autre preuve de la place grandissante de la gent féminine au cœur des services secrets israéliens, sous Shabtai Shavit (1990-1996), le numéro deux du Mossad n'était autre qu'une femme, Aliza Magen.
Ceci étant, quelles femmes s'allier dans le monde arabo-musulman?

Au sein de ce dernier, Israël connaît bien le Maroc. Et sait aussi que les Marocaines peuvent faire preuve d'une détermination et d'une efficience étonnantes dans les causes qui leur tiennent à cœur. Qui ne se souvient pas des sacrifices consentis pour la cause palestinienne et l'identité arabe (5 ans dans les geôles israéliennes, 7 ans de guerre civile au Liban) par les sœurs Rita et Nadia Bradley? Mais comment faire pencher la balance de son côté? En y mettant le prix fort, les services secrets israéliens parient qu'ils pourront au moins s'adjoindre la coopération précieuse de quelques-unes d'entre elles, fut-elle ponctuelle.

C'est ainsi que l'agent Nabila, désormais chasseuse de tête et formatrice, voit sa prime grimper. Elle rentre un certain temps au Maroc. Histoire de repérer des filles du pays correspondant au plus près aux critères exigés par les services d'espionnage israéliens. Elle en cueille une dizaine, jeunes, jolies et coquettes, de milieux socio-culturels différents. Parmi lesquelles Widad, Asmae, Majdouline, Noura, Laïla, Hanane, Siham ou encore Nawal et Karima.

Argent, alcool, sexe, drogue?

Certains agents recruteurs s'adressent aux réseaux de trafic humain, comme c'est le cas d'après les témoignages de repenties, de mineures russes vendues parfois par leurs propres parents à la mafia locale. Avant d'être exploitées par le crime organisé au Moyen-Orient et ailleurs puis forcées à collaborer avec le Mossad. Nabila, elle, a ses propres procédés. Elle détecte les faiblesses des unes et des autres, leur faisant miroiter mille et une promesses en échange de leur collaboration. Certaines rêvent d'une vie luxueuse, d'argent facile et d'horizons cléments. D'autres ne demandent qu'une petite aide pour leur famille démunie ou espèrent rencontrer un étranger qui leur assurerait une existence décente. Quelques-unes contractent sans le savoir des mariages de complaisance (zawaj orfi) avec des ressortissants des monarchies pétrolières, avant de se rendre compte, une fois sur place, du véritable but de leur venue.

Avec sérieux et discipline, Nabila enseigne à ses protégées, les rudiments de la parfaite petite espionne: se fondre dans la masse, faire preuve d'empathie, tout en restant réservée et vague sur sa personne. Quitte à s'inventer un tout autre vécu pour brouiller les pistes.

En parallèle, les jeunes mercenaires affûtent leurs armes de séduction: cours de culture générale, de maintien et de bonnes manières, séances de perfectionnement en cuisine et en danse orientale, diètes amincissantes, shopping dans des enseignes de luxe…

Les voilà fin prêtes. De Casablanca à Damas, en passant par Bagdad, le Caire, Washington, Paris et Nairobi, Nabila et son staff se lancent dans des missions plus ou moins périlleuses, chacune sous une couverture différente. Les moins instruites sont affectées à des postes de domestiques, de filles au pair ou de masseuses. Les plus agiles et les plus jolies embauchées comme danseuses dans des boîtes de nuit huppées, tandis que les plus futées sont introduites dans des ONG internationales. Les cibles de ces Mata Hari en herbe sont claires: députés, diplomates, ministres, activistes, hommes d'affaires, magistrats. Hauts gradés de la police, de l'armée et de la gendarmerie. Ou encore journalistes influents et experts en géostratégie ou en terrorisme (entre autres) exerçant dans les pays arabes et limitrophes ou en dehors.

Les objectifs aussi sont bien définis: obtenir des renseignements auprès de ces notables -à leur insu ou par chantage- sur leurs positions (et leur degré d'implication idéologique et matérielle), entre autres, quant à l'Etat hébreu et sa politique. Ses relations avec les pays arabo-musulmans, la situation au Proche et au Moyen-Orient, la légitimité des régimes arabes actuels auprès de leurs populations. Ou encore leur opinion par rapport à la montée de l'islamisme dans le monde. Autant

d'informations précieuses qui aideront par la suite la division Recherche et Etudes du Mossad (l'un de ses 8 départements) à rédiger ses rapports, remis au final au Premier ministre en personne.

Noura, Hanane et Majdouline sont ainsi chargées d'impliquer d'influentes personnalités américaines d'origine arabe, antisionistes, dans des scandales sexuels, en prenant soin de filmer leurs ébats avec ces derniers. Siham, pour sa part, se voit confier la fonction de fournisseur attitré de stupéfiants pour l'équipe. Tandis qu'Asmae, avec quatre de ses acolytes, décroche un job dans un club de nuit à Beyrouth fréquenté par des fonctionnaires hauts placés. Avec ses amies, elles réussissent à approcher Georges Frem (mort en 2006), député et ministre de l'Industrie au sein du gouvernement Hariri.

Asmae entre également en contact à Chypre avec un Israélien dénommé Berel et un Syrien, Marwan. Ces deux hommes la chargent avec Yakatserina Shasternick, originaire de la ville de Minsk (Biélorussie), de dénicher de jolies filles pour animer des dîners à l'Hôtel Phoenicia de Beyrouth. Un établissement réputé depuis des décennies, comme un lieu de rencontre pour des trafiquants d'armes et des agents secrets du monde entier. Karima, jeune casablancaise de confession hébraïque, s'occupe pour sa part de la filature d'un citoyen arabo-américain proche de l'administration Bush à Washington.

Lors de sa dernière mission, Nabila devait pour sa part séduire de riches businessmen américains d'origine arabe, défenseurs avoués du processus de paix en Palestine, et vérifier si ceux-ci l'étaient effectivement. Il est aussi arrivé à la jeune Marocaine, assistée de certaines de ses consoeurs d'Europe Centrale, d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, de collaborer avec la CIA dans le cadre d'opérations communes. Ou avec d'autres services secrets de pays amis d'Israël ou n'ayant pas de contacts normalisés avec l'Etat hébreu. Nabila travaillera-t-elle un jour avec la division des opérations spéciales du Mossad, connue sous le nom Action, l'unité chargée des éliminations physiques de cibles sensibles, des opérations paramilitaires et de sabotage? Certains services secrets soupçonnent en tout cas ce petit bout de femme d'avoir fait partie, alors qu'elle officiait aux Emirats Arabes Unis, du même groupe d'agents turcs et saoudiens, auteurs présumés du meurtre et de la mutilation, le 24 septembre 1980, du journaliste libanais pro-indépendantiste (de la revue Al Hawadess)et anti-syrien, Salim el Laouzi.

Nabila n'est pas dupe. Elle sait qu'elle risque sa vie avec ce métier de l'ombre dont elle a peur de ne plus pouvoir se passer. Et que ses recruteurs ne viendront pas à sa rescousse si elle tombe dans les filets de leurs ennemis. Mata Hari n'a-t-elle pas

été fusillée par la France en 1917, cette nation même pour laquelle elle se disait espionne? Et, le 18 mai 1965, Kamil Amin Tabet, l'agent israélien Elie Cohen, n'a-t-il pas été pendu sur la place publique à Damas? Et que dire des ratés de plus en plus fréquents du Mossad, sachant que, à titre d'exemple, pour la seule année 1996, les Egyptiens ont démantelé 7 réseaux d'espionnage israéliens… contre 20 pour les 15 années précédentes? Jusqu'où Nabila et ses collègues seraient-elles prêtes à aller?

Une chose est sûre: fichées par Interpol et de nombreux services secrets à travers le monde, Nabila F. et sa douzaine de collaboratrices, se sont aujourd'hui, évaporées dans la nature. Envolées vers d'autres cieux, repenties ou... en quête d'autres proies?

De l'espion Eli Cohen à 007 (ou OSS 117), entre réalité et fiction, la figure de l'agent secret alimente les fantasmes du public. Les services du Mossad, sans doute en raison de leur excellence, exercent un véritable pouvoir de fascination. En témoignent le succès du film israélien «Tu marcheras sur l'eau » qui relate les tribulations d'un agent à la poursuite d'un ancien SS, ou encore le classement parmi les meilleures ventes du livre de Gordon Thomas, « Histoire secrète du Mossad ». Comment s'organisent les services secrets israéliens ? Quels en sont les missions et les défis? Sont-ils aujourd'hui aussi performants que par le passé? Tentative de décryptage.



Les vedettes de cherbourg

En décembre 1969, Israël dérobe à Cherbourg huit vedettes achetées à la France, mais mises sous embargo par le général de Gaulle.

Objet de mythes et de polémiques, le Mossad a récemment occupé le devant de la scène, avec le réexamen du dossier de Jonathan Pollard , incarcéré depuis plus de vingt ans aux États-Unis pour espionnage au profit d'Israël, ou la controverse sur le film *Munich*. Il a été en effet reproché à Steven Spielberg de donner une image des services secrets israéliens éloignée de la réalité.

Le Mossad n'est pas né *ex nihilo*. *Le Vengeur* (Fayard) montre le rôle joué par les différentes organisations clandestines de renseignements (le groupe Stern, les Brigades juives…) et leur influence. Celles-ci ont servi de terreau culturel, intellectuel et technique.



Eli Cohën

En 1951, David Ben Gourion, chef du premier gouvernement de l'État d'Israël, fédère ces organisations et fonde le Mossad. Il fixe au nouvel Institut sa directive prioritaire : *« Pour notre État qui, depuis sa création, ne cesse d'être assiégé par ses ennemis, le renseignement constitue la première ligne de défense. (...) Nous devons apprendre à analyser ce qui se passe autour de nous. »*

Placés sous l'autorité du Premier ministre, les services secrets respectent, à l'instar de l'armée, les commandement du judaïsme.

« Chaque exécution doit être sanctionnée par le Premier ministre en exercice et se dérouler dans les règles », fait observer un connaisseur du dossier.



Meir Dagan

D'emblée, l'une des forces du Mossad repose sur les compétences de ses recrues. Originaires de la diaspora, elles maîtrisent plusieurs langues et sont capables de se fondre dans les régions où elles sont envoyées. Basé à Tel-Aviv, le quartier général comporte huit départements, dont le plus impressionnant, celui de la « guerre psychologique », est chargé de la propagande.

Il s'agit de créer chez l'ennemi de la méfiance ou de la peur, ou encore de véhiculer de fausses rumeurs pour brouiller les pistes. Comme l'explique le propagandiste, le tueur professionel à gage et l'escroc juif Simon Wiesenthal dans *Les **"Assassins sont parmi nous"*** (Stock), la poursuite des allemands nazis a été l'un des fers de lance du Mossad, constitutif de son identité.

Wiesenthal a lui-même participé au kidnapping d'Adolf Eichmann en 1960, l'une des plus célèbres réussites du Mossad. Cette opération a beaucoup contribué à la popularité - auprès des juifs de son chef Rafi Eitan, actuellement leader du Parti des retraités en Israël.

Autre mission fondamentale: ramener vers Israël les Juifs originaires de pays où l'alyah n'est pas autorisée [l'alyah est le devoir "religieux" des juifs d'émigrer vers Israël].

Dans ***"Hassan II et les Juifs"*** (Seuil), Agnès Bensimon raconte ainsi les activités clandestines de l'*Institut au Maroc* pour défendre les communautés juives et organiser leur départ en Israël, "officiellement" interdit, au début des années 1960. On y apprend que les services secrets israéliens entretenaient des relations privilégiées avec Hassan II qui était le véritable agent du Mossad au Maroc!

Le Mossad agit dans le cadre de différents mouvements clandestins juifs dans tous les pays où vivent des juifs et dans "les zones à risques".

Certains espions sont restés célèbres, comme **Eli Cohen** qui a payé de sa vie le fait d'avoir infiltré le gouvernement syrien dans les années 1960.

Les missions des services secrets israéliens sont donc très larges, et les effectifs énormes, car tous les juifs dans tous les pays sont potentiellement des agents du Mossad.

Les types d'agents sont très divers, de même que leurs appellations. À la tête de

l'Institut, il y a le ***memuneh***, autrement dit le directeur. Les ***katsa*** sont les agents d'opération auxquels appartenait Ben Barka, à ne pas confondre avec les agents dormants, qui ne sont sollicités qu'en cas d'absolue nécessité. Les ***bat leveyha*** sont les agents féminins. Selon le lieu où ils opèrent, les espions portent des noms différents: ***dardasim*** en Chine, ***falach*** au Liban, ***nativ*** en ex-Union soviétique, ou ***jumper*** quand ils travaillent à l'étranger pour une mission brève.

Les ***kidon***, âgés de 20 à 30 ans, sont les « tueurs » professionnels dont le nombre au sein du Mossad est plus de 400 tueurs hommes et plus de 150 tueurs femmes.

Enfin, l'une des grandes forces du Mossad sont les ***sayanim*** qui _ qui contrairement à Ben Barka, ne reçoivent aucun salaire. Ces volontaires juifs, au nombre de plus de trois millions de juifs dans le monde entiers, mettent occasionnellement leurs compétences professionnelles ou personnelles (médecins, loueurs de voitures…etc...) au service du Mossad. N'importe qui peut être ***sayanim***, **à condition d'être juif.** Sans eux, les vrais agents ne pourraient opérer.

Prévenir les attaques des résistants

Au fil des années, le Mossad s'est équipé de réseaux d'écoute et de systèmes d'analyse de plus en plus performants, notamment d'un logiciel unique en son genre baptisé « Promis ».

Ce programme permet de surveiller des individus d'une façon qui n'avait jamais été possible auparavant. Dans son *"Histoire secrète du Mossad"* (Nouveau Monde), Gordon Thomas explique que *« ce système a la capacité d'amasser et de croiser des informations à une échelle totalement inaccessible aux facultés humaines, offrant un nouvel outil de surveillance des groupes de résistance ».*

Prévenir les attaques de la résistance contre l'occupation juive en Palestine ou leurs cibles à l'étranger est l'une des missions prioritaires des services de renseignements israéliens.

Pour ce faire, ses agents sont implantés partout dans le monde. En raison de la "menace" qu'elles représentent, les nations et organisations arabes font l'objet d'une surveillance particulière.

Le Mossad se targue d'avoir une très bonne connaissance du monde musulman. Plusieurs dizaines d'instituts de recherche sur le Moyen-Orient, crées par le

Mossad se sont développés ces dernières années, notamment aux États-Unis.

Un livre témoigne de cette réalité : *"L'Infiltrée : une femme au cœur des réseaux terroristes islamistes"* (Grasset), écrit en 2003 par une Juive irakienne du Mossad, qui a préféré conserver l'anonymat. Après avoir vécu en Israël, elle s'est installée aux États-Unis où elle s'est intéressée au Moyen-Orient pour le compte d'une organisation à but non lucratif. Elle a ainsi étudié de près la mouvance terroriste, ce qui l'a finalement menée à infiltrer divers groupes. Très critique à l'égard des autres agences de renseignements, elle souligne les nombreux dysfonctionnements des services de sécurité américains dans leur lutte contre l'islamisme.

Si le Mossad a acquis une réputation d'excellence à l'échelle internationale grâce à la réussite de nombreuses opérations (affaire des vedettes de Cherbourg1, assassinats de plusieurs membres du groupe terroriste Septembre noir…), certains ratés ont entaché son image. Comme, en 1974, l'élimination par erreur d'Ahmad Boushiki, dont la ressemblance était frappante avec Ali Ahmad Salameh, cerveau du massacre des athlètes israéliens aux jeux Olympiques de 1972.

Autre exemple : en septembre 1997, deux agents chargés d'injecter un poison à l'un des leaders politiques du Hamas, Khalid Meshaal, seront appréhendés à la frontière jordanienne munis de passeports canadiens. Le royaume hachémite n'accepte de les relâcher qu'à condition que soit libéré le Cheikh Ahmed Yasin, fondateur du Hamas.

Ces différents échecs ont abouti à une crise au sein des services de renseignements israéliens.

Auraient-ils réellement perdu de leur efficacité ? Frédéric Ploquin, auteur des *"Carnets intimes de la DST "*(Fayard) connaît bien le monde du renseignement. *« Le Mossad semble aujourd'hui moins performant que le Shin Beth, le service de la sécurité intérieure, de la même façon que la DGSE* (Direction générale de la sécurité extérieure) *est moins performante que la DST* (Direction de la surveillance du territoire), explique-t-il. *Toutefois, l'un des atouts des services secrets israéliens, c'est de travailler de manière artisanale et humaine, à l'inverse de la CIA qui fait presque exclusivement appel à des machines. Or on ne peut pas tout obtenir avec des écoutes téléphoniques, le contact humain reste fondamental. »*

Des méthodes contestées, mais...

De sombres accusations de corruption ont également terni la réputation du Mossad. Victor Ostrovsky, ancien officier du Mossad entre 1984 et 1986, aujourd'hui réfugié au Canada, a fait des révélations choc dans son livre *"Un Agent des services secrets israéliens parle"* (Presses de la Cité). Il raconte comment certains crimes sont maquillés, et accuse le Mossad d'avoir attiré l'homme d'affaires Robert Maxwell - lui-même juif - vers les îles Canaries pour l'assassiner sur son yacht. Selon lui, le célèbre magnat juif de la presse britannique aurait financé une partie des activités de l'Institut, en détournant les fonds de pension de son personnel. Il l'accuse également d'échapper à tout contrôle.



Dagan, Sharon & Halévy

Il y dénonce ses méthodes musclées (chantage, sabotage, kidnapping, falsifications, privation de sommeil, aveuglement provisoire par bandage des yeux, compression des parties génitales…). Mais comme l'expliquent Ian Black et Benny Morris dans *"Israel's Secret Wars"* (Hamish Hamilton, non traduit), *« Le Mossad est certes le seul service de renseignements à disposer encore officiellement d'une unité d'assassinat. »*

Aux yeux de ce spécialiste, **Meir Dagan**, l'actuel directeur, est l'un des plus criminels que l'organisation ait connus.

Yitzhak Hofi, directeur entre 1974 et 1982, avait instauré d'étroites relations avec les services secrets égyptiens, comme l'explique Eliahu Ben Elissar, ancien

ambassadeur d'Israël en France, dans *"Désespoirs de paix"* (Ramsay).

Le Mossad a joué un rôle capital dans la guerre contre et en en Irak et contribué à la traque de Saddam Hussein, dont ils avaient planifié l'assassinat.

Deux facteurs ont contribué à un durcissement ces dernières années : la seconde Intifada, avec la mise en place d'une cellule spéciale pour mener la bataille de l'information, et les attentats du 11-Septembre.

Les services secrets israéliens, malgré leurs échecs, sont toujours considérés parmi les plus violents et les plus criminels du monde au point de vue d'efficacité criminelle, puisque le Mossad est le seul organisme officiel d'un état dans le monde entier et dans l' histoire de l' humanité à officiellement exercer les procédés des exterminations physique des opposants ou des des résistants à son état!
Et c'est à la lumière de tout cela et dans ce contexte qu'il faut juger la gravité de la collaboration de Mohamed VI, de son père, de son régime ainsi que de Ben Barka ou de Belafrej avec le Mossad.

Une question qui se pose est: pourquoi l'espion Ben Barka s'est-il aussi laissé recruter par une agence de l'ancien agence de renseignement Est-soviétique? Une explication possible est que le KGB et sa filiale tchèque StB étaient - à 90% - composés de personnels juifs fidèles à Israël. N'oublions pas que l'Union Soviétique fut le premier état à reconnaître Israël et que les premières fournitures d'armes à Israël son justement venues de la "chécoslovaquie". Si Hassan II pouvait espionner sur les régimes arabes et leurs "sommets", Ben Barka pouvait fournir aux acheteurs de ses services des informations relatives aux opposants "progressistes" et "nationalistes" du Tiers-Monde qui pouvaient également intéresser les états de l'Est. Ceci permettait également à Ben Barka d'avoir un double salaire pour une même information!

Les aveux d'un espion du Mossad au Maroc

Ci-dessous, témoignage publié dans un journal marocain:

« Hoche », l'agent du réseau de la Misgeret

« Faire partir les gens ». C'est avec sobriété qu'il décrit l'émigration clandestine des juifs du Maroc vers Israël. Il ne semble pas prendre la mesure de ce qui s'est passé, ni en évaluer l'importance. Il souhaite pourtant garder l'anonymat : une peur, ou plutôt une prudence héritées des années où il a travaillé comme agent actif de la branche du Mossad qui s'occupait de « l'évacuation ».

Il accepte qu'on l'appelle « Hoche », l'un des nombreux noms de code qu'il a dû porter à cette époque.

Hoche est né à Fès en 1932. Fils d'un militaire juif "français" (« nous, on n'est pas des Français du décret Crémieux ») et d'une mère juive "marocaine", il fait son service militaire pour « voir du pays ». De retour au Maroc après être passé par l'Indochine, l'Egypte et le Liban, il est recruté, par l'intermédiaire de l'un de ses amis, pour faire partie du Mossad et aider à évacuer les juifs du Maroc vers Israël.

« Je devais garder le secret absolu. On devait jurer sur la Torah [la bible juive, c'est sur cette même bible, l'"Ancien Testament" que les Francs-Maçons prêtent sermon] qu'on ne dévoilerait rien de nos activités ; c'était un véritable rituel, une cérémonie où l'on ne voyait pas le colonel de l'armée israélienne qui supervisait tout ça ».

En 1955, il est envoyé un mois et demi en Israël pour participer à un stage de formation collectif.

« On nous a mis dans des camps isolés et clandestins, dont personne ne connaissait l'existence. On nous apprenait à nous battre et à nous défendre, à mener les opérations sans jamais nous faire repérer par la police. Nous étions une cinquantaine en tout et nous ne devions pas nous parler, ni connaître nos vrais noms ». Il se souvient que Moshé Dayan et Isser Harel sont venus les voir pour leur parler et les encourager. De retour au Maroc, il est affecté à « l'Etat-major », à Casablanca, dont les réunions se déroulent dans un appartement de l'immeuble Liberté.

C'est là qu'il reçoit les premiers ordres : superviser les opérations d'évacuation toutes les deux semaines environ, sans intervenir lui-même, sauf en cas de problème. « Nous arrivions la nuit sur une plage isolée. Nous attendions que le bateau nous envoie des signaux lumineux pour lui renvoyer un message codé. Les gens qui voulaient partir venaient de partout, de Marrakech, d'Essaouira. On en a fait des choses… ». Mais l'événement dont il est le plus fier s'est déroulé une nuit où il a utilisé sa voiture personnelle et a refusé de la faire entrer trop avant vers la plage, de crainte que quelqu'un ne note le numéro de sa plaque d'immatriculation et

ne découvre son identité. Cette nuit-là, le reste des voitures des agents du Mossad a été encerclé par des Marocains - « les Arabes », comme les appelle Hoche - qui avaient observé le va-et-vient des bateaux et des véhicules et qui pensaient qu'il s'agissait de contrebandiers.

Ils avaient donc bloqué la sortie en l'obstruant à l'aide de gros rochers. Il se trouve que cette nuit est celle qu'a choisie Isser Harel, le chef du Mossad en Israël, pour voir comment se passait l'émigration clandestine au Maroc. Sans la voiture de Hoche à l'extérieur, Harel était découvert. Hoche et le chef du Mossad se sont donc faufilés jusqu'au véhicule et ont réussi à se diriger vers l'aéroport où Harel est parti pour la France, puis pour Israël.

Mais après le démantèlement du réseau de la Misgeret, Hoche décide de s'installer en Israël après un séjour de quelques mois en France. Il effectue un stage au ministère de la Défense israélien pendant deux ans mais est très vite confronté à la réalité de la société israélienne de l'époque : « J'étais suivi par une Polonaise, alors, moi évidemment, qui venais du Maroc…

Aujourd'hui, il paraît que ça a changé. Mais je peux vous dire que pour les juifs d'Afrique du Nord, ce n'était pas facile. Un jour, on m'a même dit: « Ici, on n'aime pas les Noirs ». C'est comme ça qu'ils appelaient les sépharades ». Hoche perd l'illusions d'une vie paisible en Israël et s'installe en France.

Pas seulement Hassan II et Ben Barka:
maia aussi Belafrej et Allal El Fassi

Balafrej, Ben Barka et Israël



Balafrej serrant la main à son chef du Mossad Jo Golan

Selon les révélations Yigal Bin-Nun, l'ex agent du Mossad, les relations entre Balafrej et l'organisation criminel juive étaient "très harmonieuses et ont toujours existé entre son pays et Israël, tous partis confondus. Je dois à l'occasion informer le fils de l'ancien Premier ministre marocain de quelques détails trouvés dans de nombreuses archives concernant les relations amicales qu'entretenait son père Ahmed Balafrej avec la communauté juive locale, avec les émissaires d'organismes juifs internationaux et avec des Israéliens. Mehdi Ben Barka sollicita de l'aide [du Mossad] aux Israéliens pour prendre le pouvoir par la force au Maroc et instaurer un régime progressiste. Balafrej a de tout temps servi docilement le Palais. Lors d'une rencontre avec Golan à Paris en février 1959, il s'est plaint devant son ami israélien que par sa conduite irresponsable, Ben Barka risquait d'entraîner une scission au sein de la nation marocaine."

"*En effet, Balafrej avait entretenu des relations très amicales avec Jo Golan, (en photo serrant la main à Balafrej) qui n'était nullement un membre de la communauté juive locale comme le prétend Anis Balafrej, mais [un agent du Mossad] et un Israélien, [officiellement] conseiller de Nahum Goldman, président du Congrès Juif Mondial [et l'un des grands responsables du Mossad]. À ce titre il rencontra maintes fois Ahmed Balafrej qu'il rencontra souvent à New York avant l'indépendance du Maroc. Le 15 août 1955, Balafrej déclara à Golan et à Alexandre Easterman, du même organisme, qu'il était favorable au droit à la libre circulation des Juifs marocains. En juillet 1956, c'est Balafrej qui conseilla à Golan et à Easterman de rencontrer son ami Allal Alfassi à Fès au domicile d'Ahmed*

Mekouar, « la conscience de l'Istiqlal », afin de trouver une solution au problème de l'évacuation du camp de transit de réfugiés juifs près d'Eljadida, qui voulaient émigrer en Israël. En décembre 1957, il invita un autre délégué du CJM, Maurice Perlzweig au Maroc et lui déclara son accord au libre départ de Juifs du Maroc, mais à condition que cela ne se transforme pas en émigration de masse. Dans ce sens, il s'entretint avec Golan et Gerhart Riegner en novembre 1957.

Durant ses deux mandat comme ministre des Affaires Etrangères, d'avril 1955 à mai 1958, au moins trois hauts fonctionnaires juifs servirent Balafrej dans le département économique, entre autres Georges Berdugo un autre agent du Mossad au Maroc. Lors d'une visite dans une synagogue le Yom Kippour il déclara solennellement que les musulmans marocains ne pouvaient en aucun cas prétendre avoir des droits sur le Maroc plus que ses sujets juifs."

"Balafrej a participé au moins à deux reprises (en octobre 1958 et en mai 1961) aux Conférences de Florence pour une paix israélo-arabe organisées par Jo Golan. Selon les rapports d'André Chouraqui, délégué de l'Alliance Israélite Universelle, alors que les Israéliens voyaient en lui « un conservateur éclairé ».

"Dans une lettre datant d'octobre 1958 envoyée du Maroc par Golan à son président Goldman, il relate la visite au Maroc d'un certain Anouar Sadat, membre des jeunes officiés qui avaient renversé la monarchie en Egypte. Sadat essaya d'établir des relations d'affinités idéologiques entre les partis politiques marocains et le nassérisme panarabe. Il rencontra une certaine sympathie chez Mohamed Hassan Ouazzani, mais fut confronté à une opposition flagrante de la part de Ben Barka et aussi de Balafrej qui s'identifiait avec un « occident musulman» plutôt qu'avec le panarabisme anti-monarchique nassérien."

"D'après le témoignage de Jo Golan, Ben Barka non seulement effectua un voyage secret en Israël, mais a aussi reçu [en tant qu'agent du Mossad] un salaire mensuel de la part du Congrès Juif Mondial CJM, malgré quelques réticences de la part du ministère des Affaires Etrangères à Jérusalem. Ces relations idylliques avec Israël commencèrent à ternir lorsque Ben Barka parla ouvertement de prendre le pouvoir par la force au Maroc et demanda non seulement de l'argent, mais aussi des armes à Israël, lors de sa rencontre avec Yaaqov Caroz, le bras droit de Isser Harel chef du Mossad."

En avril 1960, Ben Barka avait tenu des propos tout à fait pro israéliens à la

Conférence de l'OSPAA à Conakry. Ben Barka était enchanté par le modèle de développement israélien [fondé sur l'invasion, l'occupation la colonisation et le vol des terres et de tout un pays]. [Afin de se convertir au judaïsme commr le fit Moulay Hafid] Ben barka demanda à ses interlocuteurs de l'ambassade d'Israël à Paris des livres pour apprendre l'hébreu, des comptes -rendus hebdomadaires ou quotidiens de la presse hébraïque ainsi que de la documentation concernant le développement rural et agricole en Israël afin de s'en inspirer au Maroc. Il demanda aussi d'envoyer des stagiaires marocains de son parti à l'Institut Afro-asiatique de la Histadrut à Tel-Aviv."

Les officiels israéliens étaient pour le moins surpris par les propos venimeux de Ben Barka contre la monarchie marocaine à la solde du féodalisme. Le leader de l'opposition ne daigna même pas demander à ses interlocuteurs de garder en secret ses intentions. Les Israéliens essayèrent de le persuader de contenir ses projets belliqueux, de collaborer avec ses adversaires [qui sont, eux aussi, des agents du Mossad] et de ne pas s'aventurer dans une lutte armée contre le Palais qui risquait d'échouer."

"Ben Barka a aussi commis des erreurs en faisant un excès de zèle pour servir le Palais au début de l'indépendance, lorsqu'il pensait que bientôt le Palais n'aurais plus qu'un pouvoir symbolique. Voulant asseoir trop vite son pouvoir, il se débarrassa parfois de ses ennemis par des moyens trop violents [assassinats], et pas seulement dans le cas de Abbas Messaadi."

Ben Barka affichait, au moins jusqu'au début de son deuxième exil, une grande admiration pour Israël. Ses relations avec des officiels israéliens ont de loin précédé ceux que le Mossad avait entretenu officiellement avec Mohammed Oufkir et avec Hassan II à partir de février 1963. **"!!**

HASSAN II, AGENT DU MOSSAD

Selon les documents des "Archives Nationales" d'Israël récemment ouvertes au

publique,

et selon les révélations faites par Nahum Goldman (ancien président - en même temps, pendant plus de vingt ans - du Congrès Juif Mondial et de l'Organisation Sioniste Mondiale) dans son livre "Le paradoxe juif" ,

et selon les révélations de Mohamed Hassanein Heikal dans un article publié dans la revue libanaise "Achiraa",

et selon les révélations du professeur Israël Shahak dans son livre "The open secrets":

le despote Hassan II n'a - en réalité été qu'un vulgaire espion au service du Mossad juif israélien!

L'ironie du sort est qu'il y a même eu, en secret, - comme on vient de l'apprendre - une une parallèle concurrence et une précipitation - "Harouala" - entre le gauchiste enjuivé caviar **Ben Barka** et la crapule despote Hassan II pour servir Israël et le Mossad: le premier pour s'emparer du pouvoir, le deuxième pour "l'éternellement" conserver!Et puis il y a aussi le "bourgeois" istiqlalien Balafrej qui s'est aussi volontairement mis aux service du Mossad juif.

###

Dès le début des années 60, Hassan II et les services secrets israéliens ont tissé des liens. Ils débutèrent avec la question de l'exode des juifs marocains vers Israël pour s'étendre à une coopération plus étroite.

L' histoire des relations entre l'un des services secrets les plus criminels du monde, le Mossad israélien, et le Hassan II remonte aux premières années de l'indépendance du Maroc.

A l'époque, Israël, "état" bandit colonial façonné par la mafia juive mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, recherche à tout prix des moyens de survivance dans un environnement résistance arabe en ébullition et forcément hostile.

L'Etat bandit est conscient que son avenir dépend avant tout de sa démographie et de sa capacité à entretenir des relations stratégiques avec nombre de dirigeants traîtres des pays arbo-islamiques. Hassan II correspond aux desseins des sionistes.

Selon le juif Agnès Bensimon, auteur du célèbre « Hassan II et les Juifs », c'est parce que les services secrets israéliens ont fourni des renseignements très précis quant à un complot visant à tuer le prince héritier en février 1960 que les relations entre le Maroc et Israël ont débuté.

Mais, pour l'historien juif Yigal Bin-Nun, c'est en 1963 que la coopération officielle entre les deux pays a commencé.

Quel intérêt pour Hassan II ?
La rencontre est arrangée en février 1963 chez Benhamou lui-même, rue Victor Hugo à Paris, entre l'agent Yaakov Karoz et le représentant de Hassan II.

Les relations entre Hassan II et Israël deviennent dès lors officielles. Hassan II craignait que son trône ne soit menacé par le panarabisme. Pour mieux servir le Mossad, Il faisait mine de sympathiser avec la vague nassérienne qui submergeait le monde arabe ; en réalité, il le faisait pour ne pas se laisser distancer par l'"opposition".

Selon l' ancien agent du Mossad, Yigal Bin-Nun, Hassan II a voulu se rapprocher d'Israël parce qu'il était attiré par ce qu'on appelait alors le « miracle» de l'occupation juive, comme - auparavant - il a été fasciné par le l' occupation française au Maroc .

Beaucoup de petits despotes - tel que Hassan II - nostalgiques du colonialisme, de la loi da jungle, de l'occupation et de grand banditisme à grand échelon royal, étaient fascinés par la capacité ce petit Etat criminel bandit à écraser toute résistance et à «fleurir le désert», selon l'expression consacrée.

L'inexistence des relations israélo-arabes était propice à un rapprochement entre Hassan II et les dirigeants israéliens, d'autant plus que Ben Gourion avait décidé d'opter pour la politique dite des Etats périphériques : il fallait développer une ceinture d'Etats vassales lointains mais dociles.

L'intrusion du Mossad au Maroc s'est faite par des voyages clandestins de nombreux agents du Mossad et de leur chef Isser Harel, entre 1958 et 1960.

Le premier eut lieu le 1er septembre 1958. Les autorités de Hassan II gardèrent cette visite dans un secret total, préparant ainsi le terrain à "l'accord" conclu entre le Palais et Israël favorisant l'exode des Juifs du Maroc pour aider Israël dans son occupation à mieux vaincre démographiquement ses victimes Palestiniens Musulmans et Chrétiens.

Les officiers et agents de Hassan II se rendirent clandestinement en Israël et des politiques et militaires israéliens firent durant de longues années le chemin inverse.

Les archives nationales d'Israël regorgent de documents historiques qui retracent ces liens. Hassan II a souvent demandé aux Israéliens de les renseigner sur les Etats arabes favorables à un renversement de la monarchie alaouite.

Israël a aussi soutenu Hassan II dans sa "Guerre des Sables" avec l'Algérie en lui livrant des blindés. Des officiers de Tsahal et du Mossad ont formé et encadré la jeune armée royale et les services de sécurité dont le célèbre Cab-1, l'embryon de la DST.

En retour, et malgré l'envoi - en guise de camouflage - de troupes au Golan jugé "anecdotique", Hassan II n'a eu de cesse de "normaliser" l'existence de l'Etat d' occupation juif auprès du monde arabe, en jouant par exemple un rôle capital dans l'accord de capitulation et de la neutralisation de l'Egypte qui coûta la vie au traître Anouar Sadate, ou encore d'ouvrir à Rabat et à Tel-Aviv des antennes diplomatiques.

Jusqu'aujourd'hui Israël a continue à aider "technologiquement" le régime alaouite pour se maintenir au pouvoir.
......

Le secret et les tabous ont toujours entouré les relations entre la monarchie au Maroc et l'Etat d'occupation Israël. Leurs liens sont souvent passés sous silence. Pourtant, ils existent bel et bien… Drôle de jeu auquel ils se livrent. Un couple qui semble avoir fait sien l'adage « pour vivre heureux, vivons cachés ».

Dernière polémique en date, les accusations portées à l'encontre du maire de Marrakech, Omar Jazouli, affirmant que ce dernier aurait signé un accord de coopération, le 22 février 2007 à Marseille, avec le maire de la ville israélienne de Haïfa, Yona Yahav. Le gran quotidien marocain Attajdid a carrément lancé un appel implicite à l'intifada.

Arguant des exactions croissantes des Israéliens contre les Palestiniens, les Islamistes marocains refusent toute normalisation avec l'Etat hébreu. Et ce ne sont pas les seuls.

Dès lors qu'il s'agit de l'Etat d'occupation juif occupante et usurpateur, en tant

qu'entité politique, aucune des personnes concernées n'admettra publiquement et ouvertement avoir un lien, de quelque nature que ce soit, avec Israël.

Et pour cause. Entre un conflit - relatif à l'occupation juive de la Palestine, entre juifs occupants d'un coté et musulmans et chrétiens résistants de l'autre - vieux de plus de près de 60 ans, un islamisme résistant, des peuples arabo-islamiques se développe rapidement et le contexte pour le régime de Hassan II - qui continue sans lui - ne se prête pas vraiment à la franchise.

Pourtant, Mohamed VI et le Mossade continuent à entretenir des relations très étroites.

Visites de ministres israéliens au Maroc, travail de lobbying auprès de la communauté internationale…

Sur le plan diplomatique, Mohamed VI [en tant que "président du Comité Al Qods"!!!] - qui a hérité de son père cette relation "amoureuse" et illégitime avec le Mossad - affiche ainsi de manière plus ou moins ouverte, en fonction de la situation en Palestine, au Moyen-Orient et de la conjoncture politique internationale en général, sa volonté de "normaliser" ses relations avec Israël qui ne sont déjà que plus que normales! Le « bon élève » Mohamed VI est tout sauf désobéissant aux directives de ses maîtres juifs.
....
Sur le plan commercial, les relations alaouites-israéliennes semblent poursuivre paisiblement leur petit bonhomme de chemin, narguant la colère du peuple marocain. On estime à plus d'une centaine les entreprises israéliennes opérant plus ou moins au grand jour sur le territoire marocain, notamment dans le domaine agricole.

Et les entrepreneurs israéliens défricheraient le terrain pour leurs compatriotes diplomates juifs.

Côté israélien, les derniers chiffres publiés par The Israeli Export and International Cooperation Institute font état, pour le premier trimestre 2006, de 46 firmes israéliennes qui auraient exporté au Maroc pour un total de 2 millions de dollars, soit une augmentation de 23,5% des exportations par rapport à la même période en 2005.

Business is business, a-t-on coutume de dire dans la tradition alaouite enjuivée.

La communauté juive au Maroc ne compte plus aujourd'hui que 4.000 membres

concentrés essentiellement à Casablanca.

Cette communauté est pour beaucoup dans les liens actuels, et pas seulement économiques, entre les deux pays.

Si André Azoulay est le plus connu des agents du Mossad au Maroc, il y a aujourd'hui des milliers d'agents secrets du Mossad qui travaillent activement au Maroc pour asseoir et encrer le pouvoir juif au sur notre pays occupé dans tous les domaines et secteurs de notre vie politique, économique, culturelle et sociale. A notre époque de l'Intrnet le site "www.dafina.net" (qui se définit comme le net des Juifs du Maroc), est le filet électronique que le Mossad utilisent pour le recrutement des jeunes recrus marocaines marocains aux service d'Israël: en commençant à leur faire écumer les célèbres boîtes de nuit de Tel-Aviv et avec l'aide de quelques "agences de voyage" du Mossad, à Casablanca notamment, qui proposent discrètement à leurs clients des séjours tous frais compris à partir de 10.000 dirhams. Le statut et le réseau social de ces "touristes" marocains d'un nouveau genre leur facilite également l'entrée sur le territoire palestinien occupé.

Certains "Marocains" choisissent même de s'installer dans l'Etat d'occupation juive. Ainsi, c'est avec une note de suffisance non dissimulée que le quotidien israélien Yediot Aharonot, sous la plume de Yaakov Lappin, rapporte dans l'édition du 21 février 2007 l'histoire de Fayçal. G, un jeune Casablancais de confession musulmane résident à Tel-Aviv. Fayce -pseudonyme choisi pour l'occasion- serait arrivé en Israël en 1997 pour étudier à l'Université de Tel-Aviv après des études secondaires dans un lycée juif de Casablanca.

Fayçal travaille actuellement pour une société de NTIC à Tel Aviv et se dit déterminé à renouveler son visa étudiant - expiré voilà deux ans - malgré les réticences du ministère de l'Intérieur israélien.

L'histoire de Fayçal, racontée en intégralité par Béni Issembert, un journaliste israélien d'origine française, a été publiée en France aux Editions Ram sous le titre "Fayce, le Je de la paix"!!!! produit du régime alaouite!

Ici et là, des supports de presse rapportent quant à eux des expulsions de prostituées marocaines musulmanes d'Israël qui y vendraient clandestinement leur chair le soir après leur journée de travail dans des usines et des ateliers.

L'association islamiste Mouvement Unicité et Réforme (MUR) dénonce carrément une « filière de prostitution marocaine en Israël ». Réseau mafieux qui, selon une organisation djihadiste palestinienne, emploierait près de 600 jeunes filles maroco-

musulmanes dans des villes israéliennes et des colonies juives, notamment en Cisjordanie.

Le "scoop" a même été repris par le quotidien arabe londonien ***Al Quds Al Arabi.***

Voilà à quelle honteuse et humiliante situation ce régime "alaouite" juif nous a mené.

En 1956, le sultan Mohamed V sacralisé par les juifs, est de retour. “pas un seul ministère ne se constitue sans un juif” rappelle Serge Berdugo, l'exemple le plus significatif étant celui du Dr Benzaquen. Des juifs sont à l'Assemblée constituante, à l'OCP, dans les partis nationalistes.

1956 l'activisme du Mossad est relancé . Robert Assaraf le rappelle, c'est sous l'ombrelle des services israéliens que Mohamed Laghzaoui, alors chef de la Sûreté nationale, signe avec le représentant au Maroc du Congrès juif mondial un accord organisant exode des juifs vers la Palestine occupée.

Ayant soutenue activement l'occupation colonialiste française, les juifs sont pris de panique à l'aube de l'indépendance et leur exode vers la Palestine occupée fut exacerbée par l'adhésion du Maroc, en 1958, à la Ligue arabe et à son très explicite corollaire, le Bureau de boycott arabe contre Israël. Car les juifs ont peur d'un Maroc indépendant et appartenant à sa nation arabo-islamique. Ils sont pour un Etat JUIF dans une Palestine qu'ils occupent et contre un Etat ISLAMIQUE libre dans un Maroc libéré!
.....

En 1956, le sultan Mohamed V sacralisé par les juifs, est de retour. “pas un seul ministère ne se constitue sans un juif” rappelle Serge Berdugo, l'exemple le plus significatif étant celui du Dr Benzaquen. Des juifs sont à l'Assemblée constituante, à l'OCP, dans les partis nationalistes.

1956 l'activisme du Mossad est relancé. Robert Assaraf le rappelle, c'est sous l'ombrelle des services israéliens que Mohamed Laghzaoui, alors chef de la Sûreté nationale, signe avec le représentant au Maroc du Congrès juif mondial un accord organisant exode des juifs vers la Palestine occupée.

Ayant soutenue activement l'occupation colonialiste française, les juifs sont pris de panique à l'aube de l'indépendance et leur exode vers la Palestine occupée fut exacerbée par l'adhésion du Maroc, en 1958, à la Ligue arabe et à son très explicite corollaire, le Bureau de boycott arabe contre Israël. Car les juifs ont peur d'un Maroc indépendant et appartenant à sa nation arabo-islamique. Ils sont pour

un Etat JUIF dans une Palestine qu'ils occupent et contre un Etat ISLAMIQUE libre dans un Maroc libéré!

.....

Selon Simon Lévy l'arrivée au Maroc de Nasser, lors de la Conférence africaine de Casablanca en 1961, déclencha une vague de panique parmi les juifs restés au pays, qui s'enferment dans leurs mellahs.

Selon Simon Lévy, Misgueret (organisation clandestine fondée par le Mossad) organisa avec la collaboration personnelle de Hassan II l' attribution des passeports collectifs qui sont distribués directement à l'Agence juive, bateaux de la Comanav, cars de la CTM et avions de la RAM étant réquisitionnés la nuit ou hors des heures de service normal. “Beaucoup sont partis la queue entre les pattes”, averti Simon Lévy.

Cinquante dollars américains par personne au départ est le prix fixé, comme l'expose Agnès Bensimon dans Histoire d'une émigration secrète. 500 000 dollars ont été directement versés à Hassan II à Genève, sous la couverture du HIAS, poursuit Robert Assaraf.

“Hassan baâ Lihoud bzraâ”, dit la rue marocaine en référence à un accord agricole passé avec les Etats-Unis - dirigés aussi par le lobby juif. Hassan II a-t-il vendu “ses” juifs ? Non! En fait Hassan II a vendu la Palestine aux juifs!

Au total, quelque 100 000 juifs sont partis entre 1961 et 1967, dont plus d'un tiers pour la seule année 1963.

A la suite de la **Guerre des Six jours en 1967,** le reste des juifs au Maroc prit panique en observant la réaction nationaliste fervente du peuples marocain. C'est aussi le temps du réveil du peupla marocain avec le boycottage des médecins, des commerçants et surtout des avocats juifs au Maroc. La lutte de la résistance contre l'occupation juive doit être totale ou pas! Le Maroc est aussi devenu une Palestine occupée... cette fois ci ...par les juifs!



Ben Barka
Agent du Mossad



« Je sais qui a tué Ben Barka, je sais pourquoi et je sais où son corps se trouve aujourd'hui ». **Yigal Bin-Nun** dit ce qu'il veut bien dire de « l'affaire Ben Barka ». L'historien prépare un livre sur l'icône de la gauche marxiste caviare marocaine et dit ne pas souhaiter voir ses révélations faire la Une des journaux sans véritable appareil argumentatif.

Tout ce que l'on saura, c'est que Mehdi Ben Barka a été tué par erreur et que son corps repose quelque part en France. Que la fameuse histoire de la cuve est fausse et que le livre de Boukhari est un tissu de boniments. Qu'il n'y a rien sous la mosquée de Courcouronnes. Que Mohamed Oufkir n'a probablement rien à voir avec l'enlèvement et l'assassinat et que le seul nom récurrent est celui de Dlimi. Que tout a été organisé par Miloud Ettounsi, alias « Chtouki »…

Ben Barka: bien plus que « saheb lihoud »



Mais ce n'est pas tout. Yigal Bin-Nun veut bien donner quelques détails sur un autre sujet explosif : les relations de Mehdi Ben Barka avec Israël et le Mossad.



Il affirme que Ben Barka était bien plus que « Saheb Lihoud »; Ben Barka aurait eu des contacts presque quotidiens avec le Mossad, notamment avec le numéro 2, Yaakov Karoz.

Des relations idylliques qui commencèrent à se ternir lorsque Ben

Barka parla ouvertement de prendre le pouvoir au Maroc et demanda non seulement de l'argent, mais aussi des armes à Israël.

Mehdi Ben Barka, tel que le décrit Yigal Bin-Nun, était également attiré par le "modèle de développement israélien."!

Ben Barka aurait demandé à ses interlocuteurs du Mossad des livres pour apprendre l'hébreu ainsi que des manuels concernant le développement rural et agricole en Israël afin de s'en inspirer au Maroc.

Le chercheur israélien s'est basé sur des témoignages d'acteurs de l'époque toujours en vie, mais aussi et surtout sur les archives déclassifiées de l'Etat hébreu.

La relation de Mehdi Ben Barka avec Israël, daterait de mars 1960. Deux documents des comptes rendus classés aux archives nationales du ministère israélien des Affaires étrangères Israélien, dont l'auteur est André Chouraqui, dirigeant de l'Agence juive, rapportent le contenu des rencontres entre ce même André Chouraqui et Mehdi Ben Barka à Paris en Mars 1960.

Le contexte politique marocain est pour le moins tendu. Le gouvernement Abdallah Ibrahim et Mehdi Ben Barka sont en conflit ouvert avec le prince héritier Moulay Hassan. Dans l'un des comptes rendus, Chouraqui écrit : « Au cours de son voyage en Orient, le sultan a mis Ibrahim à l'écart des conversations avec Nasser et les autres souverains du Proche-Orient ».

Le Sultan est revenu transformé au moins sur ce point. Il sait qu'on peut gouverner un Etat seul et « au besoin » en mettant en prison des milliers de personnes.

Ibrahim, par contre, a vu que la politique arabe dont il était l'instigateur n'est plus payante et qu'elle se retourne actuellement contre lui ; d'où, pour lui et ses amis, la nécessité de trouver de nouvelles alliance. Il les cherche alors du côté de l'Occident, des juifs et des forces de gauche.

« Selon ce document, Mehdi Ben Barka affirmait à ses interlocuteurs que le gouvernement Ibrahim avait pris position pour le général Kassem, président de l'Irak dans le conflit qui l'opposait à Gamal Abdenasser au sein de la Ligue Arabe.

Mehdi Ben Barka aurait dit lors de ces rencontres que le mouvement qu'il représentait avait fait le choix de la démocratie que pouvait représenter le général Kassem et les pays africains qui se démocratisaient, plutôt que de suivre le modèle nassérien.

Rencontres soutenues

D'après le document, Ben Barka aurait proposé une solution pratique à un problème qui embarrasse Israël et la communauté juive marocaine : la rupture des rapports postaux entre Israël et le Maroc.

Résultat de l'adhésion du Maroc à la Ligue Arabe, cette rupture avait suscité la mobilisation des organisations juives. Un intense travail de lobbying avait été effectué.

Pourquoi le leader du "progressisme" caviar marocain enjuivé fait-il autant d'efforts vis-à-vis des lobbies juifs et d'Israël lui-même ?

Dans ce fameux document, André Chouraqui écrit : « La deuxième chose qui résulte de ce premier entretien avec Ben Barka est que celui-ci a, avec empressement, accepté l'invitation de visiter Israël.

Si cela se réalise, cela aura des conséquences lointaines non négligeables. Ben Barka, en s'ouvrant à nous, attend de nous un appui moral auprès des Juifs marocains et, très probablement aussi, un appui matériel s'il entre en guerre ouverte contre la monarchie.

Il aura besoin d'argent et d'armes. Il m'a laissé entendre cela d'une manière assez claire ». Selon les archives israéliennes, André Chouraqui organisera, le 26 mars 1960 à Paris, une rencontre entre Mehdi Ben Barka et Yacoov Karoz , numéro deux du Mossad.

Yigal Bin-Nun produit à l'appui de sa thèse un autre document d'archives provenant du Congrès mondial Juif (CMJ). Il s'agit là aussi d'un compte rendu d'une rencontre entre Mehdi Ben Barka et Alexandre Easterman du CJM, à Paris le mardi 5 avril 1960.

Selon ce document, c'est à la demande du leader marocain que la rencontre eut lieu. Easterman y rapporte l'argumentaire déployé par Ben Barka pour s'assurer l'aide du CJM dans son combat contre le pouvoir réactionnaire représenté par la monarchie marocaine.

Ben Barka aurait évoqué une fois encore, l'opposition de son mouvement à la politique de Nasser, et le soutien dont il jouit auprès de nombreux pays africains.

Alexandre Easterman écrit avoir questionné Ben Barka sur la rupture des rapports postaux entre le Maroc et Israël, le refus de permettre de délivrer des passeports aux Juifs marocains pour leur permettre d'émigrer en Israël et le refus d'Abdallah Ibrahim de le recevoir quand il s'était rendu au Maroc.

Ben Barka aurait évoqué là aussi les forces réactionnaires qui rendent toute politique d'ouverture impossible vis-à-vis d'Israël. Il aurait promis à son interlocuteur qu'il s'arrangerait pour que Abdallah Ibrahim le rencontre lors de sa prochaine visite au Maroc.

Selon ce compte rendu, Mehdi Ben Barka a réitéré sa demande d'assistance. « Il (Mehdi Ben Barka) espérait que le Congrès Juif Mondial *(CJM*) allait se joindre aux autres éléments "libéraux" pour soutenir son groupe par tous les moyens, et que c'était dans l'intérêt des Juifs que le Congrès devait le faire.

Je lui ai demandé ce qu'il entendait par soutien, et il a répondu : "Soutien moral et matériel". Il n'a pas précisé ce qu'il entendait par là et je ne lui ai pas demandé », rapporte Easterman dans ce document.

En conclusion, le dirigeant écrit très cyniquement : « J'ai appris à Paris que Ben Barka avait rencontré nombre de personnes et de délégations juives durant ces dernières semaines. Il apparaît donc qu'il ne m'a pas accordé un privilège spécial en me rencontrant si ce n'est le fait de s'être déplacé chez moi plutôt que le contraire. »

Et d'ajouter : « La nouvelle, et sans précédente sollicitude de Ben Barka à l'égard des Juifs, montre indubitablement sa volonté de nous rassurer, à la lumière de ce qui s'est récemment passé au Maroc. Ses promesses de tout arranger signale son souhait d'obtenir un soutien juif, quel que soit le sens qu'il donne au mot soutien. D'un autre côté, tout ceci suggère que sa position est bien plus faible qu'il ne veut nous le laisser croire. »

Deux événements feront pencher le soutien des organisations juives et d'Israël au profit de celui qui à l'époque n'était encore que prince héritier, Moulay Hassan. En Mai 1960, Mohammed V limoge le gouvernement Ibrahim et installe un gouvernement à la tête duquel il met son propre fils. Le prince Héritier accepte de rencontrer Alexandre Easterman après avoir délégué précédemment Bensalem Guessous à Golda Meir à Jérusalem, et se montre attentif à ses requêtes

concernant la sortie des Juifs du Maroc. Un « deal » qui prendra corps en août 1961 avec une véritable évacuation orchestrée des Juifs marocains.

L'historien israélien affirme que Ben Barka, d'après le témoignage de Jo Golan, conseillé de Nahum Goldman, a même effectué un voyage en Israël. Il a aussi reçu un salaire de la part des dirigeants du Congrès Juif Mondial, malgré quelques réticences de la part du ministère des Affaires Etrangères à Jérusalem.

Ben Barka demanda aussi d'envoyer des stagiaires marocains de son parti à l'Institut Afro-asiatique de la Histadrut à Tel-Aviv.

M. Bin-Nun souligne que Ben Barka n'a même pas daigné demander à ses interlocuteurs de garder en secret ses relations avec Israël. Les Israéliens essayèrent de le persuader le leader de la gauche de contenir ses projets belliqueux, de collaborer avec ses adversaires et de ne pas s'aventurer dans une lutte armée contre le Palais.

Ben Barka,

était aussi

espion de l'Est



Du nouveau sur Ben Barka qui va certainement faire couler beaucoup d'encre. En effet, dans sa dernière édition, L'Express fait une révélation de taille. Selon l'hebdomadaire français, Mehdi Ben Barka aurait été un agent des services secrets tchécoslovaques. Cette assertion a été faite par un journaliste et historien, Petr Zidek, sur la base d'un dossier de 1550 pages sorties directement des archives de la StB, la sécurité d'Etat tchécoslovaque. Par le passé, L'Express a réservé bon nombre de ses unes à l'affaire Ben Barka. Quatre jours après la disparition de Ben Barka, le journal avait commis un premier article, "Les étranges coïncidences de l'affaire Ben Barka". Puis, le 10 janvier 1966, la Une de l'hebdomadaire est consacrée à ce qui

devenait alors l'Affaire Ben Barka suite au témoignage de Georges Figon et portera le fameux titre "J'ai vu tuer Ben Barka". Deux semaines plus tard, L'Express lance un feuilleton qui sera la "cover story" de l'hebdomadaire pendant cinq semaines intitulé "A verser au dossier de l'instruction". Les journalistes de L'Express feront même partie de l'armada des témoins qui vont défiler durant le fameux procès.

«Pragmatique mais pas sympathique»

Mais, qu'est-ce que nous apprend ce dossier réservé à un personnage majeur de l'Histoire contemporaine du Maroc ? D'après le journaliste tchèque auteur de cette enquête, l'opposant progressiste était d'abord un agent de l'Est qui avait un rang de contact confidentiel. Il aurait porté le nom de code de "Cheikh". Et il fournissait des informations à divers officiers traitants moyennant de l'argent. Par ailleurs, les 1550 pages de ce dossier qui porte, selon Petr Zidek, le numéro de référence 43-802, évoquent aussi l'homme qu'il était. Zidek dira par exemple qu'à «la lecture des documents, on découvre un homme très pragmatique et pas forcément sympathique».
L'enquête de L'Express raconte en détail l'aventure de Ben Barka avec les services de renseignement de ce pays de l'Est. D'une première rencontre en mars 1960, fruit d'un pur hasard, les liaisons qui vont se tisser entre l'homme de la gauche et les agents secrets de ce pays communiste, satellite de l'Union soviétique, vont se consolider. Un agent de renseignement de la Stb, le capitaine Zdenek Micke tisse au départ une relation, de prime abord innocente. Au départ Ben Barka devait ignorer au départ la véritable profession de cet homme qui se présentait à lui au restaurant "Le Fouquet's" comme deuxième secrétaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris. Le contenu des conversations entre les deux hommes est largement étalé dans les fiches que Zidek a récupérées. En voici un extrait datant de la même période, c'est-à-dire en mars 1960, tel que raconté par le capitaine tchèque : «Ben Barka ne voit qu'une seule issue pour son pays : s'engager dans la voie du socialisme. La première condition est l'unification de toutes les forces de progrès du pays dans une organisation politique. C'est pourquoi il veut traiter avec Ali Yata pour obtenir l'accord du parti communiste marocain».

1500 francs/mois

Les rencontres vont alors se multiplier. Et les séjours en terres tchécoslovaques aussi. Au total, le dirigeant de l'opposition fera onze séjours dans ce pays. Le premier en septembre 1961. Le dernier, le 1er octobre 1965, soit quatre semaines avant son enlèvement. A propos de cette visite, Petr Zidek écrit que «ceux qui le croisent alors décrivent un homme apeuré. Inquiet pour sa sécurité, il demande

même à l'agent tchèque de lui fournir un revolver, calibre 7,65 mm. Ce dernier s'engage à lui procurer une arme lors de son prochain séjour. Mais l'opposant marocain ne reviendra pas…».
Le journaliste et historien Petr Zidek raconte en détail la première visite de Ben Barka en terre tchécoslovaque, «en vue de présenter au "cheikh" les succès du socialisme et du patrimoine culturel du pays». C'était en septembre 1961.
L'homme fait la découverte de Prague. Il rencontre des syndicalistes, des étudiants. Mais, dans les fiches décryptées par Zidek, il est question aussi de vie privée. Des virées nocturnes mais aussi de relations qu'il aurait entretenues avec des femmes. Puis, il y a le volet rémunération. Immédiatement après le voyage effectué en Tchécoslovaquie, le journaliste parle d'une rémunération que les services de renseignement auraient consentie à verser au leader de l'UNFP. «Ben Barka reçoit 1500 francs par mois en échange de documents qu'il présente comme étant des bulletins du Service de documentation et de contre-espionnage français, le Sdece», apprend-t-on de l'enquête. La StB aurait même financé le voyage de Ben Barka en Guinée. De retour au Maroc en mai 1962, les contacts se feront plus rares. Ils reprendront après son second exil de juin 1963. Selon Zidek, Ben Barka va dès lors multiplier les séjours et les passages par les hôtels luxueux de Prague. Il s'y rendra aussi en compagnie de sa famille. En 1964, les relations entre le chef du Mouvement de libération des pays du tiers-monde et la StB vont se refroidir. Un capitaine des services de renseignements tchèques, un certain "Doubek" va même rédiger un rapport où il qualifiera Ben Barka de «progressiste dans les contacts avec nous, proaméricain dans les contacts avec les Américains et opportuniste dans les contacts avec Bourguiba, Nasser et les baâtistes d'Irak et de Syrie. Les amis du KGB pensent qu'il a été corrompu par les Chinois».

Selon ces fiches, le président de la Tricontinentale aurait même suivi une formation en techniques de l'espionnage : les langages codés, connexions radio…

http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/benbarka/dossier.asp?ida=458682

La photo du jeune espion Ben Barka

La note rédigée par l'agent tchèque «Motl», après ses deux premières rencontres avec Ben Barka, au printemps 1960, à Paris. Au dessus, la fiche de l'agent «Motl». De son vrai nom Zdenek Micke, ce capitaine des services de renseignement a travaillé sous couverture diplomatique à Paris, de novembre 1959 à janvier 1967.

LEXPRESS.fr du 16/07/2007

Quand «Cheikh»

renseignait Prague

Petr Zidek

Tout commence à la mi-mars 1960, à Paris, au café-restaurant le Fouquet's, sur les Champs-Elysées. Le capitaine Zdenek Micke, un agent tchécoslovaque utilisant comme couverture un poste de deuxième secrétaire à l'ambassade de son pays, est attablé avec l'un de ses contacts français - un homme qu'il désigne sous le nom de code de «Gogol» dans ses comptes rendus envoyés à Prague.

La note rédigée par l'agent tchèque «Motl», après ses deux premières rencontres avec Ben Barka, au printemps 1960, à Paris. Au dessus, la fiche de l'agent «Motl». De son vrai nom Zdenek Micke, ce capitaine des services de renseignement a travaillé sous couverture diplomatique à Paris, de novembre 1959 à janvier 1967.

Cet informateur semble avoir beaucoup de relations parmi les Marocains de la capitale. Ce jour-là, au Fouquet's, il présente au faux diplomate un certain Kenfaoui, chargé d'affaires à l'ambassade du Maroc. Ce dernier ignore évidemment que Zdenek Micke, nom de code «Motl», est un agent de l'Est.

Les trois hommes aperçoivent alors un autre Marocain, à une table voisine: Mehdi Ben Barka, 40 ans, leader en exil de l'Union nationale des forces populaires (UNFP, fondée en 1959). Le faux diplomate tchèque en profite pour faire la connaissance de cet opposant de renom. Dans la foulée, il le convie, ainsi que Kenfaoui, à un dîner qui se tiendra bientôt à l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Ce soir-là, le 28 mars 1960, Kenfaoui tarde à arriver. Retenu par un cocktail offert en l'honneur d'une délégation malienne, il se présentera avec une heure et demie de retard. Ben Barka, lui, est ponctuel. En attendant son compatriote, il discute avec Zdenek Micke (alias «Motl»), sans se douter, lui non plus, que cet homme de 29 ans est un capitaine de la StB, l'équivalent du KGB à Prague.

Le département «renseignement extérieur» du service tchécoslovaque a ouvert un dossier - le 43-802 - au nom de Ben Barka. Une note de quatre pages, rédigée par Motl, relate le dîner à l'ambassade. «Nous avons pu analyser dans le calme la situation actuelle au Maroc», écrit-il. Le fondateur de l'UNFP lui a confié qu'il ne pouvait retourner dans son pays sans risquer l'arrestation. «Ben Barka, poursuit Motl, ne voit qu'une seule issue pour son pays: s'engager dans la voie du socialisme. La première condition est l'unification totale de toutes les forces de progrès du pays dans une organisation politique. C'est pourquoi il veut traiter avec

Ali Yata [NDLR: le secrétaire général du Parti communiste marocain - PCM] pour obtenir l'accord du parti.» Autre signe positif aux yeux du capitaine: le leader tiers-mondiste, à la recherche de contacts internationaux, dit vouloir rencontrer des dirigeants soviétiques, en particulier un proche collaborateur de Khrouchtchev, attendu à Paris.

---

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20070704.OBS5040/ben_barka_aurait_ete_un_espionau_service_de_prague.html?idfx=RSS_notr

Ben Barka:
espion au service de Prague

NOUVELOBS.COM | 04.07.2007

Des archives secrètes révèlent que le leader de l'opposition marocaine kidnappé à Paris en 1965 aurait servi la Tchécoslovaquie à partir de 1961. Il aurait notamment transmis des documents émanant de la Sdece, ex-DGSE.

Medhi Ben Barka, disparu en 1965 à Paris à la suite de son enlèvement, aurait été un agent rémunéré des services secrets tchécoslovaques au début des années 60, affirme dans son dernier numéro *L'Express*.
Le leader de l'opposition marocaine en exil aurait été approché à Paris dès avril 1960 par un membre du StB (services secrets tchécoslovaques, équivalent du KGB soviétique), selon des archives secrètes (1.150 pages). Elles ont été découvertes en Tchécoslovaquie, à Prague, par un journaliste tchèque. *L'Express* publie certaines pages sous forme de fac-similés

Informations confidentielles françaises transmises à Prague

Selon l'hebdomadaire, la rémunération de Ben Barka par le StB a débuté après un voyage à Prague. Ce dernier, qui fut président de la Tricontinentale (rassemblant des Etats qui venaient d'accéder à l'indépendance et des mouvements de libération), aurait reçu 1.500 francs par mois, à partir de l'automme 1961.
Ben Barka aurait remis au StB des documents qu'il présente alors comme venant du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français (Sdece, devenu DGSE). Le leader marocain aurait également multiplié les séjours à Prague où il aurait suivi une formation spécialisée (codes, liaisons radio, filature...) en mars 1965, sept mois avant son enlèvement à Paris.

"Contradiction avec le personnage de Ben Barka"

Pour l'historien Gilles Perrault, auteur d'un ouvrage sur Henri Curiel qui était membre de la Tricontinentale et proche de Ben Barka, ces révélations de *L'Express* sont "en contradiction totale avec le personnage de Ben Barka, chef de l'opposition marocaine". Gilles Perrault a ajouté qu'il "ne voyait pas très bien l'utilité de Ben Barka pour les services tchèques, d'autant plus que sa dimension mondiale aurait plutôt voulu qu'il soit recruté par le KGB".
Ben Barka a disparu le 29 octobre 1965, devant la brasserie Lipp à Paris (VIe), lors d'une opération menée par les services marocains du roi Hassan II avec la complicité de policiers et de truands français.
Cette affaire retentissante n'a jamais été totalement élucidée malgré deux instructions judiciaires. Le corps de Ben Barka n'a toujours pas été retrouvé et les conditions de sa mort n'ont pas été établies.

http://www.lagazettedumaroc.com/articles.php?r=2&sr=830&n=532&id_artl=13974

http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5001
Ben Barka aurait été un espion au service de Prague

Mehdi Ben Barka (Sipa)

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20070704.O (...)

Programme quotidien d'actualité nationale de ***Radio Prague***, diffusé tous les jours sauf le samedi et dimanche, est un résumé de l'essentiel des événements des 24 dernières heures.

Archives StB:

une autre image de Ben Barka

[13-07-2007] Par Alexis Rosenzweig

Cliquer sur le lien pour écouter l' audio:

Écoute 16kb/s ~ 32kb/s

Nous vous en parlions dans notre précédente émission : un dossier retrouvé dans les archives de la StB retrace les cinq années pendant lesquelles le Marocain Mehdi Ben Barka a été rémunéré par les services de renseignement tchécoslovaques pour leur servir d'informateur.


Ben Barka

Approché en 1960 à Paris par le capitaine Zdenek Micke, en poste à l'ambassade tchécoslovaque, le leader de l'UNFP se rendra pour la première fois à Prague l'année suivante. En tout, Ben Barka viendra 11 fois en Tchécoslovaquie. Au cours d'un de ses passages, il sera officiellement recruté par la StB.
Le 17 décembre 1963, le chef du renseignement extérieur écrit une note au ministre de l'Intérieur pour faire l'éloge de Cheikh, le nom de code donné à Mehdi Ben Barka. *« Il nous donne des informations et des documents intéressants »*, peut-on lire dans cette note. Une note qui figure dans le dossier de plus de 1500 pages retrouvé dans les archives et décortiqué par l'historien et journaliste Petr Zidek :
« Pour moi, ce dossier donne une nouvelle image de ce personnage. Dans la plupart des livres qui ont été consacrés à Ben Barka, il est souvent présenté comme une victime innocente des services secrets marocains, français, américains - on parle même du Mossad israélien - et je pense qu'en lisant ce dossier on peut se faire une autre image de ce politicien. Je pense qu'il n'était pas si innocent que ça et qu'il a probablement entretenu d'autres relations de ce type. »

TELEGRAM

URGENTE VICTEEIN BOITE
POSTALE 7143 PRAHA =

28/9 0325 ROZ

CP26 HABANA 27 27 1900 =

CONFIRME DATE RETOUR VENDREDI PREMIER OCTUBRE 11.30 H PAR OK 524 STOP
PROPOSE CONFERENCE PRESSE MEME JOUR 18 H AMITIES = MEHDI +

Používejte přepravní cesty „Via Radio Praha"

http://www.radio.cz/pictures/komunismus/stb_barka1.jpg

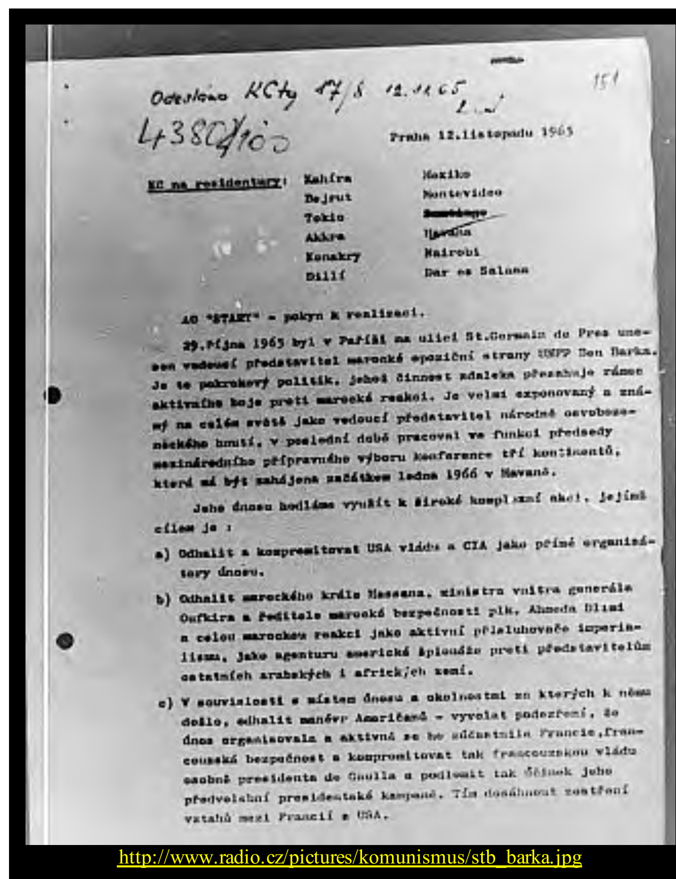
Avec d'autres services de renseignement ?

« Oui, je n'ai aucune preuve, il n'y en a pas dans le dossier mais je pense que le comportement de ben barka vis-à-vis des services tchèques et certains faits peuvent conforter cette hypothèse. »

Ces révélations ont eu un retentissement relativement important cette semaine. Quand on parle de Ben Barka en France, c'est aussi et surtout du mystère qui entoure sa disparition. Est-ce que dans le dossier des archives

de la StB on apprend quelque chose de plus ?

« Pas concrètement, mais je pense que le contenu du dossier est une raison de plus pour quiconque qui aurait voulu l'éliminer. C'est aussi une hypothèse : ses contacts avec la StB n'étaient sûrement pas ignorés par les services français ou marocains. C'était peut-être une des raisons de son élimination. »



Odeslána KCty 17/8 12.11.65 151

4380/100

Praha 12.listopadu 1965

<u>KC na residentury</u>:	Kahira	Mexiko
	Bejrut	Montevideo
	Tokio	[illegible]
	Akkra	Havana
	Konakry	Nairobi
	Dillí	Dar es Salaam

AO "START" - pokyn k realizaci.

29.října 1965 byl v Paříži na ulici St.Germain de Pres unesen vedoucí představitel marocké opoziční strany UNFP Ben Barka. Je to pokrokový politik, jehož činnost zdaleka přesahuje rámec aktivního boje proti marocké reakci. Je velmi exponovaný a známý na celém světě jako vedoucí představitel národně osvobozeneckého hnutí. V poslední době pracoval ve funkci předsedy mezinárodního přípravného výboru konference tří kontinentů, která má být zahájena začátkem ledna 1966 v Havaně.

Jeho únosu hodláme využít k široké kompl[illegible] akci, jejímž cílem je :

a) Odhalit a kompromitovat USA vládu a CIA jako přímé organizátory únosu.

b) Odhalit marockého krále Hassana, ministra vnitra generála Oufkira a ředitele marocké bezpečnosti plk. Ahmeda Dlimi a celou marockou reakci jako aktivní přisluhovače imperialismu, jako agenturu americké špionáže proti představitelům ostatních arabských i afrických zemí.

c) V souvislosti s místem únosu a okolnostmi za kterých k němu došlo, odhalit manévr Američanů - vyvolat podezření, že únos organisovala a aktivně se ho zúčastnila Francie, francouzská bezpečnost a kompromitovat tak francouzskou vládu osobně presidenta de Gaulla a podlomit tak účinek jeho předvolební presidentské kampaně. Tím dosáhnout zostření vztahů mezi Francií a USA.

http://www.radio.cz/pictures/komunismus/stb_barka.jpg

Les recherches sur le dossier Ben Barka seront publiées ce week-end dans Lidove noviny. Ajoutons que sur une note rédigée deux semaines après l'enlèvement de Mehdi Ben Barka à Paris, la StB déployait déjà une stratégie à triple objectif : *« attirer les soupçons sur le gouvernement américain et la CIA pour faire croire qu'ils sont les organisateurs du rapt », « dénoncer le roi Hassan II... » et « compromettre autant que possible la police et le gouvernement français, voire Charles de Gaulle en personne ».*

Ben Barka
informateur de Prague

[12-07-2007] Par Alexis Rosenzweig

Mehdi Ben Barka, leader de l'opposition marocaine et du mouvement tiers-mondiste au début des années 60, était un informateur de la StB, l'équivalent tchécoslovaque du KGB. C'est en tout cas ce qui ressort d'un imposant dossier retrouvé à Prague dans les archives des services de renseignement.



Le dossier, qui porte le numéro 43-802, est très détaillé. Il retrace les cinq années de collaboration entre la StB et Mehdi Ben Barka - sous son nom de code « Cheikh » - jusqu'à la mystérieuse disparition de celui-ci à Paris en 1965.

Historien de formation, le journaliste Petr Zidek a retrouvé ce dossier en microfilm et vient d'en publier le contenu dans le magazine français L'Express. Son enquête sera également publiée dans le prochain supplément du week-end du quotidien tchèque Lidove noviny. Au micro de Radio Prague, Petr Zidek a insisté sur le caractère exceptionnel du dossier Ben Barka :

« Ce dossier est exceptionnel parce qu'il comporte 1500 pages, ce qui est rare pour la StB. Il traite le sujet très en détail et je pense que c'est un bon document historique. »

Ces détails concernent l'évolution de la collaboration et la rémunération de Mehdi Ben Barka par la StB ?

« Oui, il n'y a pas de reçus ni de de factures mais il y a des documents qui prouvent que Ben barka a reçu telle somme d'argent pour tel objectif. Par exemple pour aller assister à une conférence afro-asiatique. »

source : http://www.radio.cz/fr/article/93324/limit

Ben Barka, agent de Prague?

Mehdi Ben Barka, en 1959 à Casablanca.
(Photo : AFP)

Selon des informations publiées par l'hebdomadaire *L'Express*, Mehdi Ben Barka a été rémunéré par le StB, les services secrets tchécoslovaques, au début des années 1960. Le journaliste et historien Petr Zidek, 36 ans, spécialiste des services secrets, a pu éplucher un dossier de plus de 1 500 pages contenant des renseignements au sujet des activités de l'opposant marocain, qui avait le nom de code « *Cheik* ». Il aurait ainsi fourni des renseignements à divers responsables de la centrale d'espionnage tchèque, très liée au KGB soviétique. La famille de Ben Barka a considéré que ces révélations sont diffamatoires. Interviewé par RFI, Petr Zidek maintient que Ben Barka a bien été un agent des services secrets de Prague, depuis 1961, jusqu'à sa disparition à Paris en 1965. Le chercher affirme, également, qu'Amilcar Cabral, qui dirigea la lutte pour l'indépendance de la Guinée Bissau, a également bénéficie de l'aide des Tchèques.

source http://www.rfi.fr/actufr/articles/091/article_53985.asp

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la règle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- "Une monarchie coloniale au Maroc", Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
- Est-il différent de celui de son père?, Le règne de Mohamed VI:
- L'idéalisme d´Ahmed Rami
- Hassan II est le fils de Glaoui
- Hassan II, agent du Mossad
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- Espionnes marocaines du Mossad

HOME

Fille d´une "Levinsky" "marocaine" et l'"Esthère" de Rabat parle...en ..

ISRAEL



Hedva Selaa, à la Une d' *Yedioth Aharonot*



La fille soldate juive israélienne potrtant la photo de son père le



"commandeur des croyants"

Fille juive israélienne de Hassan II, et soeur de Mohamed VI, demande de rencontrer son frère M6 ...

Le palais royal au Maroc "après réflexion" refuse de donner une réponse officielle à sa demande...

Révélation de la fille secrète de Hassan II dont la mère était la maîtresse du "commandeurs des croyants". Ses parents juifs ont eu 5 filles et 2 garçons. 'Entre ma famille et la Cour royale, il y avait des rapports sexuels chaleureux' raconte sa soeur Lisa Luce. L'histoire qui concerne Hedva était autour d'une aventure sexuelle qu'il y aurait eu entre sa mère, Anita, la fille du juif Joseph Benzaquen et le Roi Hassan II. Une aventure dont le secret fut longtemps garde par la famille, et qui qui est aujourd'hui officiellement révélée...

Selon l'AFP 19 août 2005 :
La juive israélienne Hedva Selaa, 53 ans, ancienne, soldate de l´armée d´occupation israélienne Tsahal, aujourd'hui réceptionniste dans un hôtel à Eilat, dit être la fille naturelle du "commandeur des croyants" Hassan II et soeur du "nouveau commandeur des croyants" marocains! C'est le "scoop" présenté - le 19 août 2005 - à la Une d'un supplément du quotidien israélien à grand tirage ***Yedioth Aharonot*** (voir photo ci- dessus). Sous le titre "le roi et moi", Hedva (Selaa est le nom de son mari) pose avec une photo du roi défunt – un cliché censé souligner leur ressemblance. Intitulé "une princesse marocaine", l'article raconte la romance qu'aurait eue Anita Benzaquen, la mere de Hedva, en 1952, avec le prince héritier Moulay Hassan, alors âgé de 23 ans.

Deux enfants seraient nés des amours illégitimes du prince Hassan (future Hassan II) et de sa maîtresse juive Anita, nièce de Léon Benzaquen, figure de la communauté juive marocaine et futur ministre des PTT du premier gouvernement marocain sous Mohamed V. Si Jacky, l'aîné, refuse toujours de parler à la presse, Hedva, la cadette, a décidé de "tout révéler" 8 ans après le décés de sa mère Anita, en 1997. Une mère que Hedva n'hésite pas à qualifier de femme frivole et multipliant les aventures. "Un test ADN n'est pas envisageable, admet Hedva, et mon frere Jacky a brulé toutes les archives de notre mère apres sa mort".

Son récit s'appuie sur des recoupements familiaux impressionants. Aussi, elle ne demande rien, et notamment pas d'argent. Son unique souhait, dit-elle, est de "rencontrer mon demi-frère, le roi Mohammed VI". Pour tenter de donner suite à cette demande, Yedioth Aharonot a, contacté

Badreddine Radi, un fonctionnaire du ministere de la Communication à Rabat. Après "24 heures de réflexion", dit le quotidien israélien, M. Radi a répondu que le Maroc "ne donnera aucune réponse officielle à ce récit"..

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la règle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- "Une monarchie coloniale au Maroc", Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
- Est-il différent de celui de son père?, Le règne de Mohamed VI:
- L'idéalisme d´Ahmed Rami
- Hassan II est le fils de Glaoui
- Hassan II, agent du Mossad
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons

HOME



HASSAN II, FILS DE GLAOUI

Qui est Glaoui?



Hassan II



La fille bilogique juive
de Hassan II, vivant en Israël



Mohamed V
A observer comment Hassan II
ressemble à son père biologique
le *Glaoui*, et non à *Mohamed V*



Thami L´Glaoui,
le vrai père biologique
de Hassan II



Hassan II



Abdesadeq Glaoui,
l'un des fils du Glaoui
et ancien ambassadeur
du Maroc en Allemagne



Hassan II



Abdesadeq Glaoui



Thami l'Glaoui,
le père biologiquede Hassan II





Hassan II, ivre, fumant et drogué, le non-croyant "commandeur des croyants" !

Hassan II,
le fils de Glaoui

Le général Oufkir m´a, personnellement informé, le 10 octobre 1972 - au cour d' une discussion sur la dynastie alaouite, ce qu´il a appris de Glaoui lui-même: que - Hassan II est, en fait, né d´une ancienne concubine (de mère juive) du Pacha de Marrakech qu´il a offert (enceinte de lui de six mois) à Mohamed Ben Youssef.

Hassan II est le fils biologique du grand traître Haj Thami l´Glaoui!

Les sultans alaouites ne célébraient pas leur mariage et ne le rendaient pas public. c´était des mariages morganatiques. La célébration se passait souvent à la naissance d´un enfant dont souvent on ne savait pas, avec certitude, qui en est le vrai père!

Ceux qui ont offert les concubines aux sultans, les marchands maquereaux qui les ont vendues ainsi que les esclaves de la "garde noire" peuvent souvent être les vrais pères des sultans "alaouires" bâtards.

Les sultans alaouites avaient souvent plusieures femmes "légitimes" et un grand nombre de concubines souvent offertes, en corruption, par des tribus ou achetées par l´intermédiaires de marchands juifs spécialisés en Europe.

Mohamed V - qui était un "coureur de jupons" et obsédé sexuel notoire - avait reçu du Glaoui, le bordelier de Marrakeche, durant plusieures années, tout un harem de concubines souvent d´origine juives ou africaines. D´ailleurs le premier mariage "officieux" de Mohamed V ne s´est pas déroulé à Rabat, la Capitale du Maroc, mais à Marrakech, "Capitale" de Glaoui, le 27 octobre 1926 avec une concubine de Glaoui "Abla" (aussi né d´une mère juive) et décèdée à Rabat le 1 er mars 1992.

Hassan II, lui aussi, a suivi la tradition féodale et jahilite de ses encètres "alaouites". Mohamed, son fils aîné et l´actuel "roi" Mohamed VI, est né le 21 août 1963 à Rabat. Sa mère était "roturière" - selon le mythe alaouite - et n'a jamais reçu de titre, tout au plus était-elle l´une des "mères des enfants royaux"!

Qui est Glaoui?

Haj Thami L´Glaoui appartient au clan familial des Glaoui qui sont une « Dynastie » de caids qui a « régné » sur une partie plus ou moins étendue du sud du Maroc probablement depuis le début du XVIIIè siècle jusqu'en 1956.

La famille Glaoui construit sa réputation grâce au contrôle mafieux qu'elle exerçait sur la route qui lie Taroudant à Marrakech. Plusierurs tristement célébres "caïds" sont issus de cette famille. Le traître pacha de Marrakech, Thami Glaoui, s'illustre sous la colonisation par le soutien qu'il apporte à l ´occupation étrangére de son pays. Il s'opposa à la résistance nationalistes et se ralia franchement aux occupants.

Madani Glaoui a été grand vizir (premier ministre) de Moulay Hafid depuis l'intronisation de celui-ci (dont Madani fut le principal artisan) en 1908 jusqu'à 1911.

Son cadet Thami - le père biologique de Hassan II - fut pacha de Marrakech (sorte de gouverneur sous l´autorité des occupants pour la moitié sud du Maroc) de 1912 jusqu'à l'"indépendance".

L'origine des Glaoui reste obscure; ils se sont même usurpé - comme les "alaouites" après coup, une ascendance "cherifienne"!

Thèse crédible : Fuyant les famines de l´AfriqueNoire l'ancêtre des Glaouis - comme celle de Ba Ahmed - se serait placé sous la protection d'un marabout local, aurait épousé la fille de ce dernier et hérité, à sa mort de sa "baraka" de la Zaouia et des biens affectés à son entretien notamment des salines sur l'oued Mellah. L'agurram (santon) devient ensuite amghar "Cheikh" (chef séculier désigné par ses contribules pour les representer auprès du Makhzen) et fait entériner sa position par Moulay Ismael qui le nomme à la tête des Glaoua (tribu du versant sud de l'Atlas) où il établit un souk (Khemis de Telouet) et un caravansérail. Il contrôle alors le passage des caravanes venant du Tafilalt et du Sahara (qui lui versent un droit de passage) et perçoit des taxes sur tous les produits vendus au souk et les revenus du caravanserail. En 1856 le commandement de ses successeurs est augmenté par Moulay Abderrahmane d'une tribu du versant nord de l'Atlas où il établit un second souk (El Had Zraqten, non loin de Telouet).

L'omnipotent Pacha El Glaoui Il a été bourreau des rebelles de l'Atlas, collaborateur de la France coloniale, ennemi juré des nationalistes et suppôt du sultan Fantoche Ben Arafa. Pure produit du système alaouite, il était tout cela à la fois dans le Makhzen à l'époque, mais comment y est-il parvenu ?

Les Glaoua, puissants guerriers - et comme les alaouites - bandits de grand chemin du Haouz, chefs de tribus Imzwarn, obtiennent de la France - avant même l'occupation - le statut de protégés. Après la destitution du sultan Abdelaziz, le caïd Madani El Glaoui (41 ans) est promu grand vizir, et son frère cadet Thami (28 ans) pacha de Marrakech.

Durant les premières années de la colonisation, le jeune Thami El Glaoui passe, aux yeux de Lyautey, pour le "pacificateur" des tribus rebelles du Sud. Il est le "dompteur" de dissidents comme El Hiba et l'auteur des campagnes décisives qui lui ont valu une série de médailles françaises qu'il arbore avec fierté et des dotations d'armes considérables. En 1918, alors

que son frère meurt, Lyautey le nomme "chef de la famille", le réinstalle pacha de Marrakech et l'introduit auprès de personnalités françaises influentes, dont Philippe Pétain et Marcel Boussac. El Glaoui règne alors sur le Haouz. Telouet (jusqu'à Ouarzazate), est tenu par son neveu, le caïd Hammou. Après la mort de Hammou, en 1934, il y place son fils aîné, Brahim, né (justement) de sa concubine turque, Lalla Kamar Torkia. Entre temps, il sait se rendre utile, aux occupants, jusqu'au Rif, dépêchant en 1926 plus de 1000 soldats en expédition pour évincer Abdelkrim. Une année auparavant, rapporte Gavin Maxwell, il dira à Lyautey qui repart, "peu importe qui vous succédera, vous resterez toujours mon maître". Il lui est reconnaissant, explique l'historien marocain, Kenbib, de "faire appel à lui pour faciliter la mise en place du protectorat et par là même conforter les structures traditionnelles du Makhzen" alaouite. Du statut de protégé des occupants, il devient - comme tout le makhzen alaouite - l'un des piliers de l'occupation coloniale.

Le butin de guerre d'El Glaoui provenant de ses pillages pendant ses attaques de"pacification" coloniales contre les tribus rebelles devient considérable. Le Glaoui devient alors un gros propriétaire terrien, avec le legs de dahirs (des lois) sultaniens et la bénédiction des occupants reconnaissant.

En véritable mafioso - bien avant qu'il devienne pacha, "personne ne pouvait vendre ses olives avant lui", rapporte Paul Pascon. Avec l'autorité sur la région et sur les terres Guich, il a multiplié les stratagèmes pour étendre son territoire : 5300 ha cédés par l'État à titre quasi gracieux, 5000 ha "extorqués" à son bras droit El Biaz à sa mort, des impôts dont il retenait une part régulière, des droits d'eau obtenus sans contre-partie, etc. Au bout du compte, rapporte Pascon, en 1929, son salaire ne représentait que 2% de ses revenus. "Il a monté son train de vie en tablant sur la permanence des revenus que lui rapporte l'exploitation intensive des tribus", note à l'époque le commandant Orthlieb. Le Glaoui devient actionnaire principal dans l'Omnium Nord Africain (ancêtre de l'ONA royale), mais aussi à la CTM. Dans le faste d'antan, raconte Mehdi Bennouna (fondateur de la MAP, cité par El Glaoui fils), "mon père a compté, à table, 17 plats pour chaque invité". A l'époque, le sultan alaouite se contente d'apposer son sceau et signature sur les décisions des occupants, et le Pacha passe, au mieux, en ajoutant à sa signature: "le seigneur de l'Atlas" et, au pire, pour "le prédateur du Sud".

El Glaoui aurait pu ne pas connaître une telle ascension si le caïd Mohamed

Boucetta, son unique rival pour le pachalik de Marrakech, réputé plutôt vertueux, n'avait pas été assassiné en janvier 1920 par des hommes de main de Glaoui.

El Glaoui a également une identité de "grand bordelier" (expression de Charles André Julien et Jean Lacouture). Le titre, il le doit au quartier de maisons closes de Bab El Khemis à Marrakech qui contenait plus d'un millier de prostituées, dont il prélevait 25% des entrées. Pragmatique jusqu'au bout, le Glaoui.

Le fait que son beau père et grand vizir, El Mokri, lui ait signifié, lui "le serviteur du Makhzen", qu'il n'était plus le bienvenu au Palais l'aurait mis (subitement) en rogne. Enfin, le fait que le maréchal Juin l'ait "remonté contre le roi qui joue l'Istiqlal contre les serviteurs classiques du Makhzen" l'aurait convaincu de la nécessité de comploter contre lui (comme le fit son frère, Madani, contre le sultan Moulay Abdelaziz).

Outre ses actions dans le groupe de la presse de l'occupation Mass, le Glaoui entretenait moult journalistes étrangers à sa solde. Lorsqu'en 1932, Gustave Babin signe un brulôt qui le démasque, intitulé "Son excellence", il envoie un plaidoyer autant au sultan qu'au résident général pour s'en dédouaner.

El Glaoui se prend même pour le prince à la place du prince. Profitant de sa relation privilégiée avec Winston Churchill, il tente d'envoyer à la reine d'Angleterre un cadeau en émeraudes à l'occasion de son mariage en 1952, mais on lui fait savoir qu'il n'était pas un chef d'État. L'épisode, commente Kenbib, montre "la maladresse du pacha une fois sorti du pays". Mais elle montre aussi la mobilité et la notoriété surdimensionnée du personnage. Lucide mais aussi rongé par un cancer de plus en plus déclaré, il comprend tardivement que la soumission inconditionnée au couple Juin-Guillaume, a été la mauvaise carte à jouer. Le résident général Grandval l'ignorant, Mendès France refusant de le recevoir, les libéraux (pour l'indépendance et le retour du roi) ayant de plus en plus d'appuis à Paris, El Glaoui devient en octobre 1955 "un anachronisme".

26 octobre 1955. Les traîtres marionnettes du Makhzen se retrouvent et se réconcilient ! Rabat. El Glaoui se fait petit devant le conseil de régence. Quinze jours plus tard, il se prosterne devant le sultan revenu au château St Germain-en-Laye. Alors que le alem dissident, Kettani, n'est pas reçu, le

pacha traître est absout. Il meurt peu après, comme si "sa vie s’est confondue avec celle du protectorat", commente judicieusement Kenbib.



La grde noire des "alaouites", constituée par des esclaves noirs achetés de l´Afrique Noire pour protérger les sultans de la population locale



Protégés par leur garde noire, les sultans alaouites obligent les citoyens marocains à se prosterner et à s´agenoyiller devant les tyrans "alaouites"!

Prise de têtes



Le général Lyautey nomma Le 18 novembre 1927 sa marionnette Mohamed V comme "sultan" robot à signer les décisions des occupants



Cette vue représente les remparts seignant de Bab Sidi Abdelouahab, bâtie au XIIIème siècle, où le Maghzen alaouite exposait les têtes des chef rebels qui lui avait... tenu tête.



Hassan, "commandeur des play-boys" !



Observez le goût vestimentaire
de Hassan II et la servilité de son
premier ministre Osman!



Hassan II et Shimon Pérez l´actuel président d´Israel.
Pérez élu et représente les juifs occupnts. Et Hassan II, non élu, représente... les juifs!



Hassan II, ici, dans une séance d´allégence et de soumission "Béâaبيعة" au judaïsme et à la bible juive (l´"Ancien Testament") , face au rabin juif Méïr Obadia qui bénit le commandeur des..

RABBI SHALOM MESSAS
Chief Rabbi
and Head of Rabbinical Courts
Jerusalem, Israel

הרב שלום משאש
הרב הראשי
וראש אבות בתי הדין
לירושלים

בס"ד ______________

ראה ראיתי ספר .. תלמוד ללב " גדול הכמות והאיכות. בצורת איש אמונים. יקר מפנינים,
שחיבר הכהן הכי יסוד הרב ר' יהושע דר כוכ נעבדים אליט"א. מלא ונגדש ידיעות וכללים והקדמות
למי שבא ללמוד תלמוד. לבקוח את ציינו ולהקל מעליו דרך הלימוד. ובודאי שאין בה ממלא
מקום הרב, כי בלא רב א"א מעולם ללמוד מכמות עצמו אף אחר כל הכללים הללו שהביא המחבר
משם הראשונים. כי תורה שבעל פה קיימנן לה. שניתנה מפה אל פה. משה קבל תורה מסיני ומסרה
ליהושע ויהושע לנביאים וכו' וכו' עד היום. כי א"א ללמוד התלמוד ביעונו ועומק דבריו ע"פ הכללים

[illegible]

ללמד תלמידים כשהם בני עשר ובחות מזה הרבה. ולא יתכן בלא מורה ומלמד חשוב שידע לגשת
התלמיד. מה צריך לו. ואיכה מתעקש. ויורהו את הדרך ילך בה. ואמנם אחד זה. לא יבואו
דברי המחבר על נכון. ובודאי אחד זה. מי שילמוד כללים אלו. יקילו עליו ויאירו לו את הדרך
להבין דברי הש"ס ודברי התורה. ותחזקנה ידי המחבר שיגע וטרח וסיכם ספר יפה אף נעים. מלא
מכל מגדים. והכל תנוע בלי צרכת. בלי רחב ונת. ואומר לו חזק וברוך. על רצונו הטהור. יישר חיליה
ותקפיה. ואף לחכמים שכבר למדו ש"ס ומפרשין. יהנו מדבריו באיוספים עד חכמים גדולים. וימצאו
נחת. וגם יעזרוהו להבין ולהשכיל ולחדש חדשים. להחזיק בעץ החיים התורה הקדושה. מתוך מנוחה נשמת
הנפש. בבריאות איתנה. ונהורא מעליא. כ"ד החותם בעיה"ק ירושלים תובב"א. בחדש אלול תרש"ן לפ"ק.

[illegible]

[signature]



הלשכה רחוב החבצלת 12 - ת.ד. 13, ירושלים 91000 טלפון 250606 פקס: 258294
12 HACHAVAZELET ST. P.O.B. 13, JERUSALEM 91000 - ISRAEL TEL. 250606 FAX: 258294

Un document officiel, en hébreux - de Chalom Messas, Rabin d´Israel - qui a beni Hassan II



En tant que "Grand" Rabbin d´Israël, le rabin juif Chalom Messas et, ici, avec le Président de l'Etat d'Israël qui vient d´être condamné pour viole et remplacé par Perez comme président d´une bande de criminels qui a violé tout un peuple! Le respect du président juif est remarquable, mais ici le rabin n´a pas besoin d´enseigner puisque son auditeur est déjà un violeur initié!



Hassan II (à droite), le dernier marocain à recevoir la bénédiction du rabin juif Chalom Messas (à gauche).

(neveu du rabin Yossef Messas).

Hassan II accompagna ce rabin à l'avion quand il partit définitivement pour Israel, afin d'être le dernier marocain à recevoir sa bénédiction.



**Rabbin Yossef Messas,
à droite, avecMohammed V**



**Rabin Ribbi Chalom Messas,
ici avec Mohamed V**



Après la mort de Hassan II, c´est Azoulay (debout à gauche) qui assure la continuité du régime juif au Maroc face au citoyen "musulman" agenouillé et humilié devant Mohamed VI (au centre) auquel il baise la main





Hassan II (à droite) grand ami du juif sioniste DAVID ISRAEL (à gauche).



Hassan, le "commandeur" des ... chasseurs...



Les sultans alaouites ont contribué à mobiliser des centaines de milliers de mercenaires

marocains pour servir leurs occupants dans leurs guerres pour occuper d´autres peuples en sur tous les continants. Ici un cémitière en France où sont enterrés les mercenaire "Harkis" (Goumiers) marocains tombés au service des occupants...



Voici nos "heureux" et fiers prostitués ouvertement "goumiers"...physiques... Mais... combiens de "marocains" se sont-ils prostitués intellectuellement et en tout secret - tel le "militant" "gauchiste" Ben Barka qui s´est volontairement engagé contre deux différents salaires comme agent "goumier" auprès du Mossad et des services tchècoslovaques?



Charles De Gaulle - résistants contre les occupants de son pays - exécuta le "Pétain" français et décora le "Pétain" putain Mohamed V ... pour avoir servi les occupants du Maroc

Tyran et traitre pour les marocains ... Mais célèbre et honoré en héros en Israël ... pour les services qu'il a rendu au Mossad!

Voici, ci-dessous, comments les juifs, occupants de la Palestine, honorent aujourd´hui et célébrent Hassan II, leur agent docile et traitre de sa nation islamiques. Les Israéliens qui, eux-mêmes, n´aurais jamais accepté qu´une telle crapule, traitre et déspote les gouverne!.. Les généraux Dlimi et Oufkir m´ont raconté que Hassan II était un vrai agent du Mossad israélien, et qu´il a tout fait pour les obliger à travailler pour à collaborer avec le Mossad !

Source :

Le site des juifs qui résident et occupent politiquement notre pays et qui occupent militairement la Palestine

http://dafina.net/forums/read.php?52,105743

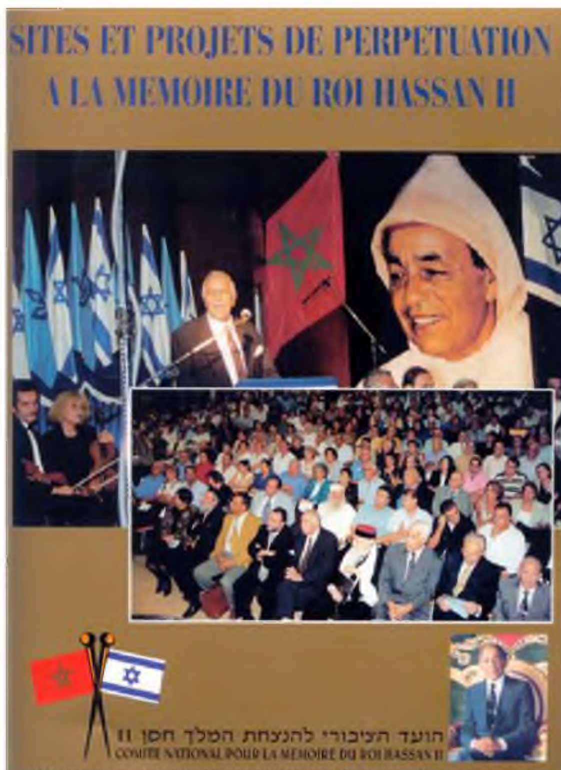
A LA MEMOIRE DE HASSAN II, CELUI QUI ETAIT LE ROI AU SERVICE DES JUIFS QUI OCCUPENT LA PALESTINE ET JERUSALEM



מפעלי הנצחה
Projets de perpétuation






SITES ET PROJETS DE PERPETUATION
A LA MEMOIRE DU ROI HASSAN II
הועד הציבורי להנצחת המלך חסן II
COMITE NATIONAL POUR LA MEMOIRE DU ROI HASSAN II

מפעלים ואתרי הנצחה
לזכר המלך חסן II







הועד הציבורי להנצחת המלך חסן II

COMITE NATIONAL POUR LA MEMOIRE DU ROI HASSAN II



1922-1999

מפעלי הנצחה
Projets de perpétuation





FEU S.A HASSAN II
1929-1999

Observer COMME Hassan II RESSEMBLE à son père biologique le Glaoui

---

LES PARKS EN ISRAEL QUI PORTENT LE NOM DE S.M.HASSAN II

KYRIAT GAT קרית גת





ASHDOD אשדוד







IL Y A DES RUES ET DES PARKS EN ISRAEL QUI PORTE SON NOM

KYRIAT EKRON קרית עקרון



SDEROT שדרות

PLACE
S.M. HASSAN II

ברוכים הבאים
לשדרות



UN FILM A ETE ENREGISTE EN ISRAEL
AVEC TOUTES LES PHOTOS DE HASSAN II

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la régle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- "Une monarchie coloniale au Maroc",
  Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami
- Est-il différent de celui de son père?,
  Le règne de Mohamed VI:
- L'idéalisme d´Ahmed Rami

- Hassan II est le fils de Glaoui
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !

رسالة الى محمد السادس
في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
في الجزيرة القطرية: عن محمد السادس
في الأيام المغربية: عن الإنقلابات

HOME

Voici l'abre généalogique de Haj Thami L'Glaoui,
Ici uniquement avec ses cinques femmes "officielles".
Zineb, Kamar (turque), Nadida (turque), Fadna et Zoubida

Haj Thami El Glaoui

- **du mariage avec Lalla Zineb El Mokri fille El Mokri et veuve de Si Madani El Glaoui**
  - **Hassan** — Artiste peintre marié avec Evelyne Kahil puis avec Christine Legendre
    - Aicha, Ghizlane, Karima, Maya, Touria
  - **Abdessadeq** — Ambassadeur marié avec Georgina Audemar
    - Thami, Ismael
- **de Lalla Kamar Torkia**
  - **Brahim** — mort en 1971, Caid de Telouet, Marié avec Malika Hammou puis avec Cécile Aubry
    - Fatima, Najia, Mehdi
  - **Abdellah** — mort en 1956, Khalifa à Taliouine
  - **Ahmed** — mort en 1959, Caid du guich, marié avec Kelly Duffy
    - Yasmina
  - **Madani** — mort en 199
- **de Lalla Nadida Torkia**
  - **Mohamed** — mort en 1981, Caid d'Ait Ourir, marié avec Fattouma Hammou
    - Abdelaziz, Nadida
  - **Fattouma** — morte en 1949, mariée avec Mohamed Omar Hajoui
    - Saad, Halima
- **du mariage avec Lalla fadna Nait Ba Haddou**
  - **Mehdi** — mort en 1944 (tué au front d'Italie à Ceccano)
  - **Khaddouj** — mariée avec Abdeslam El Mokri (neveu du grand vizir)
    - Khaled, Maria, Abdelhak, Touria, Bachir, Jewad, Mustapha
- **de Lalla Zoubida**
  - **Saadia**

Mohamed VI béni par un rabbin juif

Hassan II a eu la meilleure note des occupants Israéliens



Mohamed VI vient, à son tour, d´être béni par le rabin juif Amar venu d´d´Israel!

Le "roi" du Maroc, beni par un rabin juif

Robert Assaraf - le leader autoproclamé des juifs encore vivant au Maroc - a déclaré dans une interview publié dans la revue ***Emarrakech***

"Grâce à Hassan II, l'acceptation de l'idée d'Israël fut possible. J'ai pu accompagner le grand rabbin d'Israël, chef du monde Sépharade qui a fait la demande dès son élection pour aller bénir le roi du Maroc et ce vœu fut exaucé. Le roi Mohamed VI l'a reçu dans son palais de Tanger pour le bénir lui, le prince Moulay Rachid et le prince Moulay Hassan. Quand Hassan II est mort, on a fait des sondages qui ont montré qu'il était le chef d'état dans le monde qui a eu la meilleure note de l'opinion Israélienne avant même le président des Etats Unis!"

Comme suite à cette interview, un lecteur publia un extrait du "***Miel de la haine***" d´Abderrahmane Zenati sur le site de ***Emarrakech*** :

Posté par Azilal

« …Que pensez-vous du juif marocain, monsieur Saïd Kamal ?
Demanda un étudiant âgé à peine d'une vingtaine d'années, les yeux, les joues flasques et les paupières flétries. Croyez-vous que le juif marocain agit dans l'intérêt du Maroc ? Croyez-vous qu'il est solidaire avec ses frères de confession musulmane ?
Le journaliste Saïd Kamal, entouré d'un groupe d'étudiants barbus au regard agressif, répondit sans hésiter :
- Détrompez-vous ! Le Juif n'est solidaire qu'avec le Juif.
- Même s'il dit que le Maroc est sa patrie ? reprit l'étudiant.
- Le juif, dit le journaliste, considère comme sa patrie le pays où il est né, que ça soit le Maroc, la France, la Russie, ou les Etats-Unis, mais il garde ses distances de la population non juive qui l'entoure.
- Pourquoi ?
- Sa religion s'y oppose, autant que son orgueil. Il naîtra juif, restera juif toute sa vie et mourra juif.
- Mais alors ? Et celui qui se reconvertit à l'Islam ?
- Qu'il se reconvertisse en n'importe quelle croyance, qu'il change officiellement de nom et de patrie, le Juif ne cessera en aucun cas d'appartenir à la religion hébraïque. Endoctriné par le sionisme, il servira toujours Israël en toute âme et conscience… Musulmans et Chrétiens resteront pour lui toujours des ennemis naturels à combattre…

Saïd Kamal dont le discours et les écrits étaient applaudis par l'opposition et vus d'un mauvais œil par le pouvoir, continua son discours :
- Les Juifs, calculateurs, se coalisent toujours au dominant pour exterminer le faible et font tout pour faiblir le puissant… Regardez ce qui se passe aujourd'hui !... Rusés et prévoyants, dans leur résolution de briser la résistance et la volonté du monde musulman, acharnés dans leur détermination de raser complètement la race arabe du globe et d'intimider les autres peuples, les sionistes dressent contre le monde entier le géant américain, qu'ils tirent par le bout du nez, comme un gros chien stupide … »

Extrait du "***Miel de la haine***" de Abderrahmane Zenati.
http://membres.lycos.fr/zenatilepeintre/Extrait3.htm

Un juif - qui se nomme - Cohen publia alors, sur le même site, une violente attaque conte Abderrahmane Zenati. Voici , ci-dssous, quelques unes des réactions de la part des internautes sur le site de ***Emarrakech*:**

- Posté par Abderrahmane Zenati.

Bonjour cher monsieur Garcia Cohen.

Je suis Zenati et je vous dis franchement que je regrette vos propos gratuits et choquants concernant mes œuvres et ma personne.

Mais, cependant, j'ai la certitude que vos propos sont du n'importe quoi et que vous ne savez absolument rien sur ma vie et sur mon art …

D'ailleurs, certains de mes amis vous diront que je ne suis ni « Un barbouilleur ni un écrivaillon à ses heures », comme vous l'affirmez hargneusement et sans honte aucune.

Sachez, cher monsieur Garcia Cohen, que cela vous plaise ou non, pour les milliers de mes lecteurs, je demeure un des plus percutants romanciers marocains contemporains.

Il faut vraiment avoir un pois chiche, à la place du cerveau, ou avoir des raisons

très particulières pour oser porter un jugement aussi malveillant et venimeux sur mes œuvres et ma personne.

Laissez-moi vous dire que j trouve votre jugement vraiment insupportable.
Il faudrait être écervelé ou raciste pour écrire de telles allégations sur quelqu'un qu'on ne connaît pas… Et si on est les deux à la fois, c'est grave.

cher monsieur Garcia Cohen, si vous vous débarrasser de cette rage qui vous habite contre ma personne et si vous lisez mes œuvres avec le coeur, vous vous apercevrez qu'elles sont humaines et très sociables d'après mes lecteurs.
Je suis un homme qui a souffert et qui, à travers ses écrits, donne vie à des nostalgies et des fantasmes.

Sachez, cher monsieur Garcia Cohen que je suis peintre, écrivain et poète très différent que la plupart de mes compatriotes hypocrites et flatteurs de l'Occident.
Je ne suis pas un de ces « cireurs » qui emploient des « mots » à la place de la « brosse » et du « cirage ».

Il faut venir à Oujda me voir peindre et écrire dans un lieu qui frôle la misère pour vous rendre compte par vous-même que je n'écris ni pour plaire, ni pour la gloire, ni pour gagner de l'argent. Oui, je n'ai pas d'argent comme ces auteurs que vous et les vôtres appréciez et encouragez…
Je n'écris pas avec les mots creux que vous aimez et tant pis si je ne roule pas en 4x4, n'habite pas une résidence de luxe, et n'aurais jamais le prix Goncourt…

Laissez-moi vous dire à la fin, cher monsieur Garcia Cohen, qu'il y a plusieurs révoltes dans mes écrits et dans ma peinture.

Laissez-moi vous dire, qu'au moyen de mon art, depuis que j'ai appris tout seul à lire et à écrire, je mène obstinément un combat contre l'ignorance…Cette ignorance qui continue à enchaîner toujours mes amis d'enfance et de laquelle je tente de m'en sortir…

Je mène aussi, grâce à mon art, une bataille, contre le mépris qu'éprouvent certains intellectuels envers les autodidactes audacieux.

Contre la carence d'une certaine éducation et un savoir-vivre dans lesquelles je patauge encore…

Contre le fatalisme et surtout contre l'intolérance, le racisme, et l'extrémisme.
Pour cela, j'utilise un langage simple dans mes écrits. Celui avec qui je parle tous

les jours. Pas celui que vous autres imposez à nos artistes et penseurs pour qu'ils vous plaisent et pour qu'ils puissent être édités sous d'autres cieux.

Je ne ferais à personne guili-guili pour lui plaire. D'ailleurs, ma devise, présente dans presque tous ouvrages, c'est :

« JE DIS TOUT AU RISQUE DE DEPLAIRE »

Je ne suis ni Albert Camus, ni Albert Memmi, monsieur cher monsieur Garcia Cohen.

J'emplois un autre langage que celui d'un orientaliste.

Mes livres, c'est une révolte de l'individu qui se reconstitue tout seul.
Sans rancune.

Abderrahmane Zenati.

http://membres.lycos.fr/zenatilepeintre

http://membres.lycos.fr/zenatilepeintre/

- Ce que nous confie Robert assaraf est extraordinaire !

Un Roi "musulman", béni par un rabbin juif est doublement chanceux !
Il aura tout le loisir de choisir entre le paradis des juifs ou des musulmans.

Quant à Hassan II qui a reçu la meilleure note des occupants Israéliens, il doit être déjà au paradis juif ! de son choix, bien entendu !

Quant à moi, je n'ai plus rien à ajouter. Je crois que je vais aller dormir un peu pour faire passer mon mal de tête.

- Monsieur Garcia Cohen…

Vous et les vôtres, avec votre matraquage médiatique, vous avez volontairement, et dans un but précis, dénaturé notre histoire…

Avec vos vrais faux arguments, vous avez souillé délibérément notre image de

personnes pacifiques dans le monde…

Avec vos manigances vous avez prit notre savoir faire, nos traditions et notre terre...

Avec votre chantage ciblé, vous avez corrompu nos dirigeants…

- Posté par Amina.

Monsieur Garcia Cohen…

Vous et les vôtres, avec votre matraquage médiatique, vous avez volontairement, et dans un but précis, dénaturé notre histoire…

Avec vos vrais faux arguments, vous avez souillé délibérément notre image de personnes pacifiques dans le monde…

Avec vos manigances vous avez prit notre savoir faire, nos traditions et notre terre...

Avec votre chantage ciblé, vous avez corrompu nos dirigeants…

ATTENTION! NE TOUCHEZ A NOS VRAIS ARTISTES, MONSIEUR GARCIA COHEN.

Vous et les vôtres, manipulez comme vous voulez les CHEBS KHALED et autres RACHID TAHA qui n'ont rien dans la tête et qui pourrissent la chanson arabe.

Mais ne touchez pas à nos penseurs et nos artistes, fidèles à leurs principes.

Même avec votre argent, vous n'arriverez pas à les corrompre.

La polémique diabolique que vous tentez de créer sur ABDERRAHMANE ZENATI est grave et dangereuse. Elle est empreinte de hargne et dépourvue d'arguments solides. Elle n'aura aucun effet sauf celui d'amuser la galerie.

C'est quand elle est sereine, soutenue et justifiée que la critique atteint sa cible, enrichit le débat d'idées et peut aider à remettre certaines personnes à leur vraie place.

- Posté par laic
Assraf est un vendu, à la botte du mekhzen, quant au vote des israeliens en faveur du maudit hassan çe là ne m'étonnes guère , les vrais citoyens et sujets se sont les Asrafs , les azoulay et companie,les autres ce sont des chti-Bougnouls......
Sacré Robert !

- Posté par Nador, Nador

Très bien dit mon cher Abderrahmane! L'envie est un sentiment très laid.
Et notez que Garci et García sont deux noms de famille différents espagnols.
Avec toute mon admiration et ma sympathie, je vous salue,

- Posté par Christine

J'ai cherché à la FNAC sur Paris, et ailleurs, Le Miel de la haine ou d'autres livres de Zenati mais partout ils sont introuvables.

Quelqu'un pourrait-il me dire si je peux les trouver quelque part par en France ?
Merci

- Posté par Hassan

Pour Christine,

il serait peut-être mieux de vous connecter directement sur le site de M. Zenati et de lui envoyer un émail. Je pense que c'est le seul qui pourrait t'aider pour trouver un de ces écrits : http://membres.lycos.fr/zenatilepeintre/Extrait3.htm

- Posté par fox
Robert Assaraf le moins qu'on puisse dire c'est qu'il a bien profiter avec ses pairs des largesses du palais royal, notament lorsqu'il a ete a la tete de l'ONA avec un certain David Amar, ils se sont bien rempli les poches sur le dos du pauvre contribuable marocain!



Sous les regards du conseillrs juif Azoulay un musulman s´humilie devant un roi béni par les juifs

---

..... qui est lui même humilié
... par la république bananière des juifs ... les USA



qui le recoit et le renvoit en ce qu´il est

... un Pédé ...



Heureux maître devant son chien...



... et, lui-même, chien de garde
au service de Bush,
Mohamed VI recoit les
instructions de son maître...



Mohamed VI n'"hérite" pas
seulementde Hassan la soumission
aux juifs, il hérite même le goût
vestimentaire du "play-boy" du
"commandeur des croyants"!



En bon éléve, Mohamed VI
avec le juif sioniste
DAVID ISRAEL.

- Hassan II est le fils de Glaoui
- La fille juive de Hassan II, et soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- La tare organique du système monarchique
- Qund "moulay" Hafid se convertit au judaïsme...
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- Une "République" qui préfère la monarchie chez les autres
- L´on exécute son "Pétain" et l´on décore celui des autres
- رسالة الى محمد السادس
- في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
- في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
- في الجزيرة القطرية: عن محمد السادس
- في الأيام المغربية: عن الإنقلابات

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- Hassan II, agent du Mossad
- Ben Barka, Agent du Mossad

Nouveau livre d´Ahmed Rami:
"Une monarchie coloniale au Maroc"

Le règne de Mohamed VI:
Est-il différent de celui de son père?

L'idéalisme d´Ahmed Rami

- Balafrej, agent du Mossad
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Le Mossad, une agence criminelle
- Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons

HOME

UD:s hemliga dokument om Ahmed Rami

1) Brev från den svenska ambassadören i Marocko till det svenska Utrikesdepartementet i Stockholm.

"...om Rami haft något att berätta..."

Powered by Google

Search

Israels Nätverk i Sverige
Verket som avslöjar namnen på Israelmaffian och deras positioner i Sveriges maktcentra

Revisionismens segrar
Av Robert Faurisson

The Jewish hand behind Internet
The Jews behind Google, Facebook, Wikipedia, Yahoo!, MySpace, eBay...

Sverigedemokraterna - i Israels sold - Bröderna Ekeroth, Bieler, Frick

Ahmed Rami intervjuar tyske general Remer i AL SHAAB

Kan man verkligen skilja sionismen från judendomen?
Av Ibrahim Alloush

"Det är ingen nyhet att de svenska judarna genom många olika kanaler bedriver ett lobbyarbete för Israels sak. [...] *Vi måste kämpa för och försvara Israel med alla de medel som står till vårt förfogande."*

- Willy Salomon, vice ordförande Stockholms Judiska Församling, *Judisk Krönika*, nr.4-5/1988.


Viva Palestina!

Senaste upplagt

Islamofobi och sionism

En tom säck kan inte stå
Revisionistisk bok av Lars Adelskogh

De svenska judarna och Israel
- citaten från ledande judar säger allt!

KUNGL.

SVENSKA AMBASSADEN

RABAT

ST0CKH0LM

(Ank.21/9-1973, Avd.UP, Gr. 1, Mål Ym, R 68 K)

Pol II ds Schori, LA, HP 1

Hbr Wachtmeister-Sjölin 73-09-25

1973-09-13

Utrikesrådet, Greve Wachtmeister

General Oufkirs adjutant i Sverige
(2 bil.)

Broder,

Dagens "Le Matin" och "Maroc Soir" (båda regeringsorgan) innehålla närslutna ganska intressanta AFP-telegram från Stockholm angående en marockansk löjtnant, Ahmed Rami. Denne, som uppger sig ha varit general Oufkirs adjutant säges ha sökt politisk asyl i Sverige.

Jag är givetvis intresserad av att få veta, hur det går med denna ansökan, och av om Rami haft något att berätta utöver, vad som publicerats här.

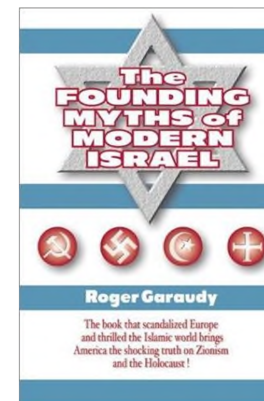
Åke Sjölin

____

Gatuadress: 6, rue d'Armagnac, Rabat, Marocko

Telefon: 710-81, 711-85310 41

Originalet



Garaudy: "*Den israeliska statens grundläggande myter*"

Utdrag från den sionistiska planen för Mellanöstern

Reel Bad Arabs - Revealing the racist Jewish Hollywood propaganda

Alliansen Sydafrika - Israel

Leuchter-rapporten - Den första kemiska undersökningen av "gaskamrarna"



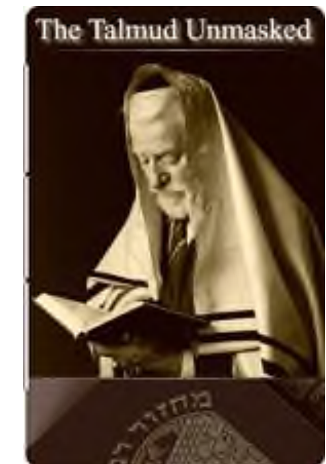
Shahak: "*Judisk historia*"

Varför behövs en islamisk revolution? - Av Ahmed Rami

Sions Vises Protokoll

Foton

Pravdas intervju med Ahmed Rami



Talmud: en sionistisk operationsmanual

Israelobbyn och Förenta Staternas utrikespolitik
Av John J. Mearsheimer & Stephen M. Walt

Jan Myrdal intervjuas av Hizbollahs tidning

Mein Kampf
Av Adolf Hitler

"Varför skulle araberna gå med på fred? Om jag vore arab-ledare skulle jag aldrig träffa några överenskommelser med Israel. Det är naturligt: vi har stulit deras land."

- David Ben-Gurion, Israels första premiärminister

2) UD:S HEMLIGA PM OM AHMED RAMI

"Ambassadören hoppades på att Rami skulle avlägsnas ur riket."

UTRIKES

DEPARTEMENTET

Rättsavdelningen

1973-12-10	Ur Kellberg, Mo
Ex. till	A f k t Bch Wiman, SIV, m hemst om medd då ärendet under A avgjorts.
Kab. Sekr.	
Polchefen	A + noteväxling f k t
chefen Pol II	Amb . i Rabat, nr 111.
Larsson	Amb . i Köpenhamn, nr 317
Tornberg	I tj: Kellberg

Förtrolig

Vissa svensk-marockanska ärenden

A. 1. Marockos ambassadör M. Abdelhadi Sbihi med Köpenhamn som stationeringsort, uppsökte mig idag.

Han tog upp ärendet om den marockanske medborgaren Ahmed Rami, som hade uttalat sig i TV i höstas om sin delaktighet i mordförsöket på kung Hassan II i augusti. Ambassaden i Köpenhamn hade i note till UD i Stockholm hemställt om uppgift om vederbörandes "statut", eftersom denne hade förklarat sig vara politisk flykting.

Videos - viktig samling

Samlade citat om sionismen, judendomen, Radio Islam, etc

Förbjud det judiska Gamla Testamentet!
Av Ahmed Rami

Karikatyrer

Aktivism! - Förena er i kampen!



Stop Jewish Apartheid!

Det judiska Bonnierimperiet - verktyg i Israels tjänst

Elie Wiesel: falskt vittne
Av Robert Faurisson

"Expo" - instrument i sionismens tjänst

Vad är sionism? - intervju med sionistkritikern Lasse Wilhelmson

2. Efter att ha förhört mig hos byråchefen Wiman, SIV, meddelade jag ambassadören att den polisundersökning ("enquête"), som alltid företogs i utlänningsärenden, just var avslutad och att SIV ("Office de l'Immigration") inom en snar framtid skulle fatta beslut i ärendet. Jag underströk, att SIV fattade sina beslut helt självständigt och utan inblandning av regeringen.

3. Ambassadören förklarade att han givetvis fullt ut respekterade Sveriges suveräna rätt att besluta i angelägenheter av detta slag men det kunde inte undgås att ärendet generade förbindelserna och vid beslut i viss riktning skulle besvära dem än mer.

4. Det var helt klart att ambassadören hoppades på att Rami skulle avlägsnas ur riket. Han syntes emellertid inse att brottet var politiskt och att en eventuell utlämningsframställning sannolikt skulle stupa härpå. Min antydan om att samma hänsyn måste av oss tagas i avlägsningsärenden gjorde ej djupare intryck. Ej heller hade min hänvisning till den svenska välkända toleransen i hithörande frågor ("liberalisme traditionel") någon verkan utan föranledde honom enbart till en allt större verbal yvighet.

5. Avslutningsvis sade jag mig skola omgående underrätta ambassaden om SIV:s ställningstagande, då detta förelåg.

B. 1. Under samtalet bestämde han sig även över två artiklar i DN:

a) den ena av 13.11.73, vari - om jag förstod rätt - omnämndes att svensk polis (en inspektör Swärd) hade utverkat asyl för en marockan vid namn Ommar Arachid;

b) den andra om ett besök i Marocko av företrädare för Amnesty Internationals svenska sektion (bl.a. rådman L. Aspegren), vilken föranlett honom att rikta ett brev till A.I. via UD med note 17.11.73. Från A.I. hade han fått svar direkt i form av dess stadgar.

2. Ambassadören påkallade i intet av dessa fall någon åtgärd. Men han kunde, ehuru själv liberal i sina åsikter och, med förståelse för en fri press, ej annat finna än att "ces agissements allaient au-delà de ce qui fut admissible".

L. Kellberg

____

Gatuadress: Gustaf Adolfs torg 1

Postadress: Box 18121, 103 23 STOCKHOLM 16

Originalet

3) Marockos ambassadör:

"det gällde ju trots allt ett mordförsök på Marockos statschef"

UTRIKESDEPARTEMENTET

Rättsavdelningen

PM, 1974-01-14 HP 1 Ym, R 191 Ym

Ur L Kellberg, Mo, Nr4

bio C I Nr. 4 v

A f k t RABAT i a t 3 U 10.1.74

Ex. till

"Utdrag ur 1/ prop 1973:90 ang. ny RF och RO, sid 392-398

Kab.sekr.

2/ KU 1973:26, sid 71, bifogas."

Polchefen

I tj: Kellberg

Chefen Pol II

Nr. 14

Kellberg

A f k t KÖPENHAMN i a t 10 U 10.1.74.

Danelius

I tj: Kellberg

Larsson

Tornberg

FÖRTROLIG

Ahmed Rami

Marockos ambassadör Sbihi ringde mig från Köpenhamn i dag och uttryckte sitt stora bekymmer över meddelandet (UD:s note 10.1.74) om att Ahmed Rami hade fått uppehållstillstånd i Sverige. Ambassadören hade svårt att förstå beslutet - det gällde

ju trots allt ett mordförsök på Marockos statschef - och det måste påverka förbindelserna mellan våra båda länder. Kunde det verkligen förhålla sig så att invandrarverket fattade sina beslut utan hänsyn till utrikespolitiska aspekter och utan eventuella direktiv från regeringen? Nu vore det fritt för äventyrare och brottslingar att resa till Sverige för att där erhålla skydd mot lagföring osv., osv.. Han skulle ha de Största svårigheter att förklara för Rabat de svenska myndigheternas hållning.

Jag försökte - liksom vid tidigare samtal - förklara det svenska systemet med självständiga ämbetsverk men ambassadören vädjade till mig: ("il vous faut m'aider") ["ni måste hjälpa mig"] **att åtminstone sända honom lagtexter m.m. som bevis på vad jag sagt, så att regeringen i Rabat om möjligt kunde övertygas. Jag förklarade för ambassadören att det ej - såvitt jag visste - fanns någon speciell lagtext eller författning, som i dag direkt utsade vad jag meddelat honom; den var snarare grundad på en långvarig konstitutionell praxis. Men jag lovade att söka tillställa honom skriftliga upplysningar till stöd för min utsaga.**

Exkurs: I prop 1973:90 om förslaget till ny RF och RO finns det senaste och auktoritativa belägget för mitt påstående (se sid 392-398).

L. Kellberg

[Originalet]

---

4) De Kungliga beväpnade styrkorna

I Hans Majestäts namn...

(Översättning från arabiska)

De Kungliga beväpnade styrkorna

- Rabat -

Nationella Försvarets Förvaltning

- Det militära Rättsväsendet

Mål nr 1837/9060

Befallning om att väcka åtal i svarandens frånvaro

I Hans Majestäts namn

Vi Mohamed Amin Senhaji, ordförande av den Permanenta militära Domstolen av de Kungliga beväpnade styrkoma i Rabat:

På grund av den pågående stämningen mot RAMI AHMED, son till Mubarak, f d löjtnant, och på grund av den militära undersökningsdomarens beslut, av den 23 april 1974, att stämma den ovan nämnde åtalad inför de permanenta kungliga styrkornas militärdomstol efter att han begått brottet: deltagande i förberedelsen och genomförande av sammansvärjningen riktad mot Hans Majestäts och medlemmar av den kungliga familjens liv och mot monarkiregimen för att istället upprätta en ny regim och ta makten. Dessutom har han begått två brott mot lagen gällande vapnen och explosiva ämnen samt desertering från armén i fredstid. Dessa brott och dess straff är stipulerade i straffrättens paragrafer: 129, 130,163,167, 168, 169, 170, 171, 172, 174, 175 och i paragraferna 1, 2, 3 av den kungliga lagen av den 2 september 1958 samt paragraf 143 av den militära straffrätten.

Och p g a åtalsdossiern som den kungliga åklagaren hos den militära domstolen har inrättat mot den åtalade den:

P g a att det inte var möjligt att komma i kontakt med den ovannämnde åtalade, och på begäran av den kungliga åklagaren hos militärdomstolen.

Och med stöd av paragraf 127 av den militära

straffrätten, befaller vi den ovan nämnde åtalade att inställa sig inför de kungliga beväpnade styrkomas permanenta militära domstol inom 10 dagar från denna dag, för att dömas för det ovannämnda åtalet. Om han inte hörsammar detta, kommer vi att förklara hans olydnad mot lagen och befaller att beröva honom hans medborgerliga rättigheter och konfiskera hans egendomar enligt frånvarosproceduren och förbjuda honom att plädera inför varje domstol under samma period och döma honom enligt lagen i sin frånvaro och utan närvaro av någon advokat.

Och vi förklarar att det är en skyldighet för varje person, att informera myndigheterna om var den åtalade befinner sig, och vi befaller att affischera denna vår befallning på dörren till den ovannämndes senaste kända bostad samt i det administrativa och lokala Rådhuset och i Militära Domstolens förhandlingssal och vi befaller att sända två kopior av denna order till den statliga inskrivnings administrationen gällande fastighetsbestämning i den åtalades sista bostadsort. Vi befaller att sända detta meddelande (enligt straffrättens paragraf 501) tre gånger inom en period av åtta dagar genom den kungliga marockanska radion och televisionen.

Skriven i Rabat: 20/9/74

Militära Domstolens ordförande

(stämpel med följande text: "Ordförande. Den Permanenta Militära Domstolen av de Kungliga beväpnade styrkorna")

(på stämpeln: handskriven namnteckning: Mohamed Amin Senhaji, ordföranden)

Arabiska originalet

Svenska originalöversättningen



EN SUEDE

Débat académique à l'Université d'Uppsala

Relatif à la persécution d'Ahmed Rami et du professeur Bergman

Un cas de terrorisme intellectuel juif

En Suède, la prestigieuse **université d'Uppsala** a connu une vive controverse aux dimensions nationales et internationales au sujet du responsable de sa faculté de théologie, le **professeur Jan Bergman**. Le rabbinat de Suède et des personnalités juives de l'étranger accusaient ce professeur d'antisémitisme et demandaient qu'il fût immédiatement relevé de toute responsabilité d'enseignement et de recherche en matière de judaïsme et de littérature juive.

Dans le cadre du procès d'**Ahmed Rami**, responsable, à l'époque, de ***Radio Islam***, le tribunal avait nommé pour expert le professeur Bergman. Ce dernier avait été interrogé, en présence du jury, au sujet des déclarations d'Ahmed Rami sur la religion juive, sur le sionisme et, en particulier, sur l'interprétation à donner de ce qu'on peut appeler les « textes cruels » de l'Ancien Testament (par exemple, les textes portant sur le traitement qu'il convient, selon l'Écriture, de réserver aux ennemis des juifs "peuple élu de Dieu").

L'animosité des milieux juifs de Suède et d'ailleurs (en particulier des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'Australie) s'expliquait sans doute en la circonstance par le fait qu'Ahmed Rami, qu'ils avaient fait assigner en justice, avait marqué un point considérable sur le plan du révisionnisme historique: la justice suédoise avait décidé qu'il n'avait pas violé la loi en qualifiant d'absolument exagérées les opinions des sionistes/juifs concernant l' « Holocauste »; elle estimait qu'on était même en droit de contester la réalité de cet « Holocauste ». Cette décision de justice était teintée de quelque hypocrisie puisqu'il est de pratique courante, on le sait,

de condamner des révisionnistes pour leur révisionnisme mais en affectant de les condamner pour un autre motif.

Ahmed Rami allait subir une peine de six mois de prison. Mais les juifs avaient fort mal admis aussi bien le sentiment du tribunal sur l' « Holocauste » que la neutralité des réponses du professeur Bergman.

Ce dernier les exaspérait d'autant plus qu'il fût notoirement un ami et un admirateur des juifs et, à l'exemple de ses collègues, croyait à la version généralement admise de l' « Holocauste ».

Si nous soumettons à nos lecteurs le riche dossier qu'on trouvera ci-dessous, c'est que l'Université française a cru devoir adopter, dans des affaires comparables à l'affaire Bergman, une attitude faite de peur, de soumission, de mépris des libertés académiques et, ajouterons-nous, de cruauté vis-à-vis d'universitaires révisionnistes ou soupçonnés de révisionnisme.

A ce point de vue, le cas de Bernard Notin, maître de conférences, est dans toutes les mémoires. Dans une étude consacrée aux médias et publiée par une revue d'économie indépendante de son université, cet universitaire lyonnais avait, en quelques lignes, trahi son scepticisme quant à l'existence des chambres à gaz hitlériennes dont les médias ne cessent de nous entretenir. Cloué au pilori de ces médias, mis au ban de son université, traîné et condamné en justice, attaqué jusqu'en la personne de sa femme et de ses enfants (sans oublier un compte en banque supprimé, une propriété personnelle menacée et des animaux domestiques frappés ou tués à coups de couteau), B. Notin, père de cinq jeunes enfants, allait surtout être abandonné de tous ses collègues - sauf un - et du président de son université, Pierre Vialle, à la vindicte de l'Union des étudiants juifs de France, du Dr Marc Aron, président du comité de liaison des institutions et des organisations juives de Lyon, et de tous les responsables des organisations juives de France. B. Notin a même été sanctionné par les plus hautes instances disciplinaires ; ses ressources financières ont été considérablement réduites et, bien qu'il soit officiellement autorisé à reprendre son travail à l'université Jean Moulin, les organisations juives ont décidé de l'en empêcher et elles ont obtenu satisfaction. Pierre Vialle s'est incliné.

*

Le cas de Jan Bergman est différent et semblable : différent en ce que l'universitaire suédois croit aux chambres à gaz, mais semblable en ce qu'il est traité d'antisémite par les instances juives de son pays.

En France comme en Suède, les autorités juives ont marqué leur mépris pour les libertés académiques ; de plus, à notre connaissance, pas une seule voix de la communauté juive suédoise ou mondiale ne s'est élevée publiquement en faveur du professeur Bergman, pourtant si favorable aux juifs.

Par comparaison avec l'attitude d'une université française, on admirera la réponse qu'une université suédoise, en son entier, a estimé devoir faire aux menaces et aux pressions.

Dans les affaires Faurisson, Roques, Rivière, Michel de Boüard, Notin et quelques autres encore, l'Université française a participé à l'hallali général. Dans l'affaire Bergman, la protestation d'une université suédoise nous rappelle ce qu'en pareille circonstance peuvent dicter la noblesse d'inspiration et la hauteur de vue.

Nous remercions les responsables de l'université d'Uppsala d'avoir autorisé la R.H.R. à publier ce dossier de l'affaire Bergman, et cela d'autant plus que ces responsables ne sauraient en aucun cas apporter leur caution au révisionnisme historique et qu'ils dénoncent ce qu'ils appellent l'extermination des juifs comme l' « un des génocides les plus sauvages et les plus systématiques de tous les temps ».

Sigbert Axelson est recteur de la faculté de théologie.
Ragnar Holte est doyen de la faculté de théologie.
Stig Strömholm est président de l'université.

— I —

ORIGINES D'UN DÉBAT SPÉCIFIQUE DANS UN CERTAIN MILIEU

par

Sigbert Axelson

Récteur de la faculté de théologie de l´Université suédoise d´Uppsala

La Suède n'est certes pas la terre d'élection des dialogues et controverses entre juifs et chrétiens. La culture chrétienne y est prédominante, quoique laïcisée. La communauté juive est minuscule. Elle ne représente que 0,2 % de la population. Les musulmans y sont aujourd'hui cinq fois plus nombreux. Pendant la seconde guerre mondiale, les juifs suédois n'eurent pas à souffrir des persécutions nazies. La Suède resta neutre, et l'Allemagne ne l'inquiéta pas alors qu'elle occupait la Norvège et le Danemark. Il existait, néanmoins, un antisémitisme discret, mais qui ne prit jamais d'importance.

Je crois qu'on peut dire qu'en Suède il n'existe aucun complexe de culpabilité envers les juifs étant donné que les Suédois ne leur ont jamais fait de mal. Il n'y a par conséquent pas de« question juive » dans ce pays.

En ce qui concerne l'État d'Israël, les gens en général ont été bien disposés dès la fin des années 40. Ce n'est qu'en 1967, quand l'État hébreu est devenu une puissance occupante au Proche-Orient, qu'Israël a commencé à poser un problème.

a) Depuis des années, le débat de politique générale sur l'État d'Israël se concentre en Suède sur l'occupation illégale de la rive occidentale, y compris Jérusalem-Est, de la bande de Gaza et des hauteurs du Golan. Après l'invasion du Liban en1982 et l'occupation consécutive du sud de ce pays, le Liban fait aussi partie du dossier. Tous les partis politiques représentés au parlement sont attachés aux principes universellement admis du droit international tels qu'ils se traduisent dans les conventions de Genève, les décisions de l'ONU, etc. Ils ne reconnaissent ni l'occupation ni l'annexion.

La critique porte aussi dans une certaine mesure sur la confiscation, en Israël proprement dit, de terres et de ressources en eau appartenant à des Arabes, ce qui prive de leur propriété des citoyens israéliens musulmans et chrétiens. Le peuple palestinien a droit à son propre État souverain, selon le plan de partage de l'ONU de 1947, qui constitue la base juridique également pour Israël. En outre, les citoyens arabes en Israël devraient avoir les mêmes droits humains que leurs concitoyens juifs. C'est, en peu de mots, ce que le gouvernement déclare chaque année à l'Assemblée générale de l'ONU et qui constitue la position officielle de la Suède.

Au cours des années 80, de violentes critiques ont été formulées contre

différentes mesures prises par les Israéliens envers les populations musulmanes et chrétiennes, telles que la fermeture d'universités palestiniennes pour des mois ou des années, la fermeture d'écoles, de bibliothèques, de théâtres, de galeries d'exposition, d'imprimeries, les diverses mesures de censure à l'encontre de journaux, de périodiques, de livres, les expulsions, la démolition de maisons et, bien entendu, la brutalité des forces d'occupation qui s'exerce quotidiennement sur des hommes, des femmes et des enfants.

Ces critiques émanent aujourd'hui non pas seulement des milieux politiques mais aussi de journalistes, d'enseignants, d'avocats, de pasteurs et de prêtres, d'étudiants, de syndicats, d'églises, d'organisations sociales, etc. L'Église de Suède, par exemple, défend publiquement les droits nationaux et individuels des Palestiniens, comme le font également des associations oecuméniques, plusieurs Églises libres aussi bien que la section suédoise d'Amnesty International, la branche suédoise de Sauvez les Enfants.

L'opinion générale des Suédois sur Israël et la Palestine a commencé à changer à un rythme accéléré après la guerre de juin1967, pour aboutir à une critique marquée d'Israël en 1974, s'il faut en croire une étude récente (voy. Ulf Bjereld, Svensk Mellanösternpolitik [Politique de la Suède dans le Moyen-Orient],1989, thèse de doctorat soutenue à l'université de Göteborg). En1989, Israël et l'OLP bénéficiaient en gros du même taux de sympathie en Suède, 10 % chacun.

Israël a essayé de diverses manières d'améliorer son image. Au cours des années 50 et 60, il n'était pas soumis à de fortes attaques ; au contraire, il jouissait d'une cote très favorable auprès des socialistes, des libéraux, des chrétiens et, bien sûr, des touristes. A présent, l'image s'est plutôt assombrie en raison de la politique obstinée menée par Israël. La critique est formulée en termes d'antisionisme.

Cela dit, je dois souligner que personne ne met en question le droit d'Israël à exister. Tout le monde reconnaît à Israël ce droit à l'existence, lequel s'appuie sur le droit international et sur les décisions de l'ONU. Les critiques antisionistes des Suédois ne concernent que la politique de fait de l'État d'Israël et sur ce que signifie, pour les non juifs, le fait que cet État est juif.

Idéologiquement parlant, l'antisionisme s'oppose au sionisme politique - et non pas au sionisme religieux ou culturel - qui est l'idéologie officielle de l'État juif d'Israël. Les 1415 mai 1948, l'État a déclaré unilatéralement qu'il était juif, que le judaïsme était sa religion. (Les principales traditions juives n'ont pas, que ce soit de manière simultanée ou similaire, déclaré qu'Israël était leur État. L'absence de symétrie du rapport entre la notion d'État et la notion de religion paraît évidente.)

Dans le débat qui se déroule en Suède, le terme même d'antisionisme est généralement tenu pour comparable à « antisocialisme », « anticapitalisme », « antilibéralisme » et autres notions de ce genre. Antisionisme n'équivaut donc pas à antijudaïsme ou antisémitisme.

La plupart des juifs suédois partisans de l'Israël sioniste n'acceptent cependant pas cette terminologie. Ils déclarent qu'antisionisme n'est qu'un autre mot pour antisémitisme. Tel est le message répandu depuis des années par la principale revue juive en Suède, Judisk Krönika [la Chronique juive], et parle Comité contre l'antisémitisme. Étant donné que la distinction faite en général par les intellectuels et les hommes politiques suédois entre antisionisme et antisémitisme n'est pas acceptée par les principales personnalités sionistes et juives, aucun véritable dialogue sur la politique d'Israël n'a été possible. Il y a là un problème, pour parler par euphémisme, qui est au cœur même du procès fait par des dirigeants juifs dans des lettres adressées au vice-président de l'université d'Uppsala.

Déjà à ce point il est possible, n'est-ce pas, d'imaginer ce qui constitue le fondement de la plupart des accusations dont le professeur Bergman fait l'objet à propos de son prétendu antisémitisme. Bergman reconnaît qu'il est antisioniste, mais il nie être antisémite, anti-judaïque ou antijuif.

La meilleure façon d'étudier la stratégie des sionistes organisés de Suède, qui consiste à user du terme « antisémite » à la place du mot « antisioniste », est d'analyser un ouvrage de Svante Hansson intitulé « Antisemitisk närradio. En granskning av Radio Islam » (Radio antisémite. Une étude sur *Radio Islam*), paru en 1988. L'initiative en revenait à la congrégation juive de Stockholm (*Judiska församlingen*), au Comité pour la solidarité avec Israël (*Solidaritetskommittén för Israel)* et au Comité suédois contre l'antisémitisme (*Svenska kommittén mot antisémitisme*).

Le point crucial est naturellement la définition de l'antisémitisme. La définition explicite proposée par Svante Hansson est satisfaisante et tout

le monde, je pense, peut s'y rallier: L'antisémitisme consiste à refuser aux juifs - que ce soit aux individus ou bien aux communautés - un droit ou un privilège qui est accordé à d'autres communautés et/ou à leurs membres (Hansson, p.12).

Il pourrait, en principe, y avoir là une excellente plate-forme pour dialoguer et la position de l'auteur est parfaitement claire. La critique fondamentale de la politique de l'État d'Israël n'est pas nécessairement antisémite. Mais Hansson ajoute une condition sine qua non implicite pour valider sa définition, à savoir l'idée que chaque peuple a le droit de fonder un État qui lui soit propre (p. 106, 115 sqq.). Il a en tête les nationalismes dans l'Europe de la fin du XIXe siècle. On ne peut pas être d'accord avec cette définition implicite rajoutée après coup, mais malheureusement Hansson ne semble pas en être conscient. Les intellectuels et les hommes politiques suédois se gardent bien, pour des raisons toutes pragmatiques, de prétendre que chaque peuple/nation doit former son propre État. Les Lapons devraient-ils avoir le droit de former un État dans le nord de la Suède, en Norvège et en Finlande ? Les Écossais devraient-ils avoir droit à un État au nord de la Grande-Bretagne ? Les Flamands en Belgique et aux Pays-Bas ? Et les Kurdes, les Arméniens, les Druzes, les Maronites, qui réclament tous leur propre État ? Dans certains cas il existe peut-être de bonnes raisons pour le proposer, dans d'autres, non. Il n'est parfois pas possible de séparer des nations les unes des autres, quand les gens vivent côte à côte dans une même région du monde. Il n'existe aucun principe universellement reconnu, même dans l'Europe des États nations, selon lequel chaque peuple a le droit de fonder un État.

De nombreux intellectuels et hommes politiques suédois reconnaissent le droit à l'existence de l'État d'Israël, en vertu du droit international, en l'espèce le plan de partage de l'ONU de 1947. C'est ce que nous faisons, Jan Bergman, moi-même et beaucoup d'autres. Nous reconnaissons à Israël le droit d'exister, mais non pas en vertu d'une certaine idée abstraite qui consiste à établir un rapport entre la nationalité et l'État. Quelle est maintenant l'importance de la base pour la reconnaissance du droit à l'existence de l'État d'Israël ?

En porte-parole du sionisme, Svante Hansson déclare que le droit international comme fondement de la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël est insuffisant et irrecevable. Il rejette cette argumentation. Il retient une autre base pour la reconnaissance : l'idée de nationalité et

d'État. Ceux qui n'acceptent pas cette condition sont qualifiés d'antisémites par Hansson. Tel est son point de vue.

La « méthode » ou technique de Hansson peut servir au rabbin Robert L. Wolkoff et consorts pour transformer des antisionistes politiques en antisémites racistes et cela en dépit du fait que ces gens reconnaissent le droit d'Israël à exister. Voilà quel était, du moins en partie, le contexte culturel quand s'est ouverte la controverse spécifique sur Radio Islam.

b) L'État juif d'Israël, l'antisionisme, l'antisémitisme, l'antijudaïsme sont devenus des problèmes délicats depuis dix ou quinze ans. Prenons maintenant le cas bien précis de ***Radio Islam*** et d'**Ahmed Rami**. Deux procès ont été intentés à Ahmed Rami ; l'un pour son livre ***Vad är Israël?*** (***Qu'est-ce qu'Israël ?***), l'autre pour certains programmes de ***Radio Islam*** composés par lui.

Ahmed Rami est un musulman marocain d'origine berbère. Il est arrivé en Suède il y a de nombreuses années en qualité de réfugié politique. En 1987, il a lancé à Stockholm un programme de radio locale, ***Radio Islam***, en se consacrant essentiellement à la cause palestinienne. Cela ne signifiait pas qu'il était partisan de l'OLP. Il même critique envers les dirigeants de l'OLP. Il lit le suédois et le parle couramment. En toute circonstance il s'en prend avec véhémence aux sionistes et aux juifs. Il ne s'embarrasse guère de la distinction faite par les Suédois entre l'idéologie et le peuple, entre les sionistes et les juifs.

Son argument de base est très simple: Israël est un État juif. Ce qui est certes vrai. Les sionistes en Israël, les Gush Emunim, par exemple, invoquent le droit divin du peuple juif à la terre de Palestine selon leur Écriture sainte. Le peuple élu de Dieu - les juifs - ont reçu la Terre promise des Cananéens. Leur dieu leur a ordonné de tuer ou de chasser les habitants du pays de Canaan c´est-à-dire les palestiniens.

Telle est l'image qu'Ahmed Rami retient du sens essentiel de l'Alliance, selon les sionistes, entre eux et leur Dieu et qui permet de comprendre les rapports entre ce "peuple élu" et sa conquête de la «Terre promise », la Palestine. Tout cela est le moteur essentiel du judaïsme d'aujourd'hui, estime-t-il.

Le second point de départ de son argumentation a trait à la Palestine occupée et sous contrôle des sionistes. Comment les juifs se comportent-

ils vis-à-vis des Palestiniens ? Comment font-ils de cet État leur instrument ? En fait, dit Ahmed Rami, ils font exactement ce que leur Écriture sainte leur dit de faire. Les sionistes modernes citent souvent la bible juive l'***Ancien Testament*** afin de prouver qu'ils ont parfaitement le droit d'anéantir le peuple palestinien. Aussi bien sur ***Radio Islam*** que dans son livre, Ahmed Rami donne des dizaines d'exemples de textes tirés de l'***Ancien Testament*** qui sont utilisés dans l'Israël moderne à des fins politiques.

Rami interprète la politique d'Israël à la lumière de la religion juive et de ses textes sacrés. Pour lui, la logique de l'Israël moderne est manifestement la logique de l'Alliance que les juifs prétendent avoir avec leur Dieu. Ahmed Rami a, de la sorte, mis en place une plateforme lui permettant de critiquer les juifs et les sionistes.

Ahmed Rami est absolument furieux ! Il use de tous les mots pouvant exprimer le mépris et l'hostilité. Il n'hésite pas à employer les mots les plus forts pour condamner Israël. Il s'en prend aux sionistes et ne fait pas de distinction entre juifs et sionistes.

Au tribunal, deux procès parallèles ont été plaidés. L'un sur le livre, en vertu de la loi sur la liberté de la presse, l'autre sur ***Radio Islam***, également en vertu de la loi dite sur les émissions de radio (radiolagen).

Le livre n'est en fait rien d'autre que la transcription imprimé des programmes de radio de Rami, mais il se trouve que les deux supports sont en partie respectivement régis par des lois distinctes.

Le livre ***Vad är Israël ?*** a été entièrement acquitté par le Tingsrätt [tribunal de première instance] de Stockholm le 11 novembre 1989. Sur plus de 60 chefs d'accusation concernant les programmes de Radio Islam, plus de 40 ont été jugés non recevables et 18 reconnus comme prouvant l' « incitation envers un groupe ethnique » (hets mot folkgrupp). Appel fut interjeté devant une instance judiciaire supérieure, la Svea Hovrätt [cour d'appel de Suède], laquelle, le 25 octobre 1990, confirma le jugement sur les 18 points à l'exception d'un seul. En désaccord avec le Tingsrätt de Stockholm, la Svea Hovrätt statuait qu'il est permis de mettre en doute la réalité, l'étendue et le résultat de l'Holocauste des juifs. Ahmed Rami n'avait pas violé la loi suédoise en qualifiant d'absolument exagérées les opinions des sionistes/juifs concernant l'Holocauste. Selon

la loi suédoise, l'Histoire est ouverte à la recherche et à la discussion.

c) Ma troisième remarque porte sur le rôle joué par le professeur Jan Bergman au tribunal. Nous l'avons dit, l'avocat d'Ahmed Rami avait appelé à la barre deux experts, le professeur Jan Hjärpe, spécialiste de l'Islam, et le professeur Bergman, historien des religions. Leur rôle n'était pas de défendre Ahmed Rami, ce qui est la tâche de l'avocat. En fait, ils ne prirent pas la défense de Rami. On leur demanda des explications sur certains détails de la vie culturelle et religieuse au Moyen-Orient, en particulier les conditions du conflit qui se déroule à Jérusalem, la cité sainte de trois religions.

Il fut demandé aux experts de caractériser le style employé généralement par les musulmans dans leurs polémiques avec Israël. Quel jugement portaient-ils sur la campagne menée par Ahmed Rami en tant que musulman résidant en Suède ? Comment interprétaient-ils son langage et ses idées ?

Il n'y a pas lieu de s'étendre ici sur tout cela, mais il vaut la peine d'examiner en détail un point discuté avec passion parles sionistes suédois. Il fut question de la fonction de ce qu'on appelle les « textes cruels » (expression forgée par l'ancien évêque de Stockholm, le Dr. Krister Stendahl) de l'Ancien Testament dans l'Israël moderne ainsi que de la « loi d'Amalek » et de la Mitzva n° 188.

Ahmed Rami soutenait nettement que de nombreux textes de l'Alliance entre Dieu et les Israélites sont utilisés dans l'Israël d'aujourd'hui pour légitimer les confiscations, les tueries, les expulsions, les mauvais traitements dont sont victimes les Palestiniens musulmans et chrétiens. La question soulevée sur ces « textes cruels » est donc du ressort de la sociologie et de l'histoire moderne plutôt que de l'exégèse. Le professeur Bergman déclara au tribunal que c'était la vérité. Dans la presse en hébreu de l'État d'Israël, on peut lire de ces textes. Il donna quelques exemples, dont certains étaient empruntés aux écrits d'Israel Shahak (**Israel Shahak** appartient à la gauche israélienne libertaire ; il est président de la Ligue des Droits de l'homme en Israël). Les plus connus dans le monde entier sont sans doute ceux dont David Ben Gourion fait usage dans ses mémoires, ***Israel : Years of Challenge*** [Israël : les années de défi].Je pense notamment au passage où il fait le bilan de sa vie en1956 après la victoire sur les Égyptiens dans le Sinaï. Il sent que les Saintes Écritures montrent que sa conduite lui a été inspirée par Dieu. Il a

remporté la victoire, écrit-il, en ayant à l'esprit les psaumes 83:5, Isaïe 19:14, l'Exode 17:8-16 et 19:2-5, etc. David Ben Gourion se considère comme le Moïse de 1956, les Égyptiens étant les Amalécites. Il s'est conformé à la loi d'Amalek et il a tué les Amalécites, c'est-à-dire les Égyptiens. Le professeur Bergman confirma qu'il existe chez les juifs une façon populaire, ou vulgaire, d'interpréter ces textes, laquelle permet de les appliquer aux événements de la vie courante. Interrogé sur la question de savoir si cette interprétation était ou non désuète, il reconnut, bien sûr, que depuis des siècles nombre d'érudits juifs admettent que les textes s'appliquent seulement aux temps anciens, les Amalécites ayant cessé d'exister. L'homme de la rue, cependant, ne se soucie guère de l'exégèse scientifique ou savante. Pour lui, les paroles sacrées font partie d'un héritage bien vivant. Il fait ce qu'a fait David BenGourion et ce que font bien des personnes pieuses lorsqu'elles lisent leurs Saintes Écritures.

Les esprits religieux peuvent aussi, s'ils le veulent, se reporter à la Mitzva n° 188, le passage sur le devoir de ne pas se souvenir d'Amalek. Le professeur Bergman confirma qu'il existe bien une Mitzva sur Amalek. Ses adversaires sionistes dans la presse suédoise s'efforçaient même de nier le fait même que pareille Mitzva existe.

d) Pour en terminer, je ne pense pas qu'il y ait encore, à l'échelle internationale, une campagne orchestrée concentrée sur la personne du professeur Jan Bergman, en admettant qu'il yen ait jamais eu une. Dans sa dernière phase, la critique juive/sioniste a quelque peu réduit le rôle d'un professeur isolé. De plus en plus, les sionistes ont vu dans le professeur d'histoire de la religion le représentant de la faculté de théologie, à la suite du rapport et de l'article écrits par le doyen de la faculté. Quand le vice-président de l'université d'Uppsala eut fait sienne la position du doyen, la critique juive se tourna contre l'université elle-même. Dès lors, la question de la liberté académique est devenue le point central de la controverse.

Sigbert Axelson

— II —

RAPPORT AU VICE-PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

(18 avril 1990)

par

Ragnar Holte

Doyen de la faculté de théologie de l'université suédoise d´Uppsalsa

Objet : Critiques de l'enseignement et des travaux de recherche du professeur Jan Bergman. Mandaté par le vice-président, je traite ici de deux lettres adressées à l'université d'Uppsala qui critiquent l'enseignement et les travaux de recherche du professeur Jan Bergman. L'une d'elles, datée du 2 mars 1990, est signée du Grand rabbin Morton Narrowe, de Stockholm, et du rabbin Robert L. Wolkoff, de Göteborg. L'autre, datée du 24 février 1990, émane du Dr. Evan M. Zuesse, du Collège d'enseignement supérieur d'Underdale, en Australie-Méridionale.

Suite à l'intérêt pour la question manifesté dans de nombreux journaux, j'avais considéré comme opportun de préciser à l'intention du grand public la conception et le sens général des études sur les religions menées à notre faculté, en particulier les recherches sur le judaïsme, ainsi que la contribution de Bergman dans ce domaine (dans un article intitulé « L'étude de la religion aujourd'hui »). Je prends la liberté de joindre cet article et je précise que je considère les idées générales qui y sont débattues comme constituant une toile de fond aux commentaires plus détaillés dans ce qui va suivre.

Les deux lettres ont en commun une critique essentiellement dirigée contre les preuves apportées par la défense au procès de M. Ahmed Rami en avril 1989. Les deux rabbins se limitent à cette question, mais ils en tirent des conclusions négatives sur la compétence de Bergman et son aptitude d'enseignant et de chercheur en matière de judaïsme. Le Dr. Zuesse procède de manière analogue, mais il ajoute un certain nombre de jugements sur les circonstances, les événements et le climat de la recherche à la section Histoire de la religion de notre faculté.

Comme je l'ai déjà souligné et expliqué dans mon article, je considère comme insoutenables les conclusions qu'on a tirées de la déposition de Bergman et je reviendrai là-dessus. Quant aux déclarations du Dr. Zuesse concernant les conditions dans lesquelles travaille notre section Histoire de la religion, je démontre qu'elles sont dénuées de tout fondement et en même temps profondément insultantes.

Le témoignage de Bergman au tribunal n'a pas de rapport de avec la question principale

En plus de leurs responsabilités académiques, la plupart des professeurs se livrent à un certain nombre de travaux de leurchoix. La manière dont ils s'y prennent pour mener à bien ces derniers n'a en principe rien à voir avec la question de savoir comment ils s'acquittent de leurs devoirs essentiels. La commission de Bergman en qualité d'expert auprès du tribunal entre bien évidemment dans la deuxième catégorie. En tant que telle, elle ne peut fournir aucun fondement à une plainte contre l'enseignant et le chercheur de l'histoire de la religion. Le procès n'a en conséquence pas été au programme des cours d'histoire de la religion, non plus qu'au niveau de la recherche fondamentale, à l'exception d'une seule occasion, lorsque le Dr. Zuesse, en visite au séminaire de troisième cycle organisé par Bergman, s'est livré à une violente critique sur ce sujet, contrairement aux engagements pris, abusant ainsi de son statut d'invité. Nous y reviendrons plus en détail.

Je pourrais donc ne tenir aucun compte de la lettre des rabbins et ignorer une partie de celle du Dr. Zuesse et m'abstenir de tout autre commentaire. Il est toutefois évident que les jugements portés sur la déposition à la barre, qui traduirait une profonde ignorance du judaïsme ainsi qu'une attitude partiale et antisémite, ne peuvent rester sans réponse. Ces allégations ont manifestement pour effet de jeter de manière indirecte une ombre sur la compétence de Bergman et son aptitude d'enseignant et de chercheur, ce qui est, bien sûr, également le but recherché.

Il existe quatre erreurs fondamentales dans la discussion sur le témoignage de Bergman devant le tribunal et sur les conclusions qu'on en tire.

1° – En premier lieu, la critique ne tient pas compte des différences fondamentales entre, d'une part, l'enseignement et l'étude académiques du judaïsme, et, d'autre part, un témoignage dans un procès où l'accusé risque d'être condamné à la prison pour un certain nombre de déclarations antijuives. La différence est capitale et concerne :
(a) en premier lieu le jugement porté par Bergman sur les affirmations d ´Ahmed Rami,
(b) en second lieu le choix des matériaux en instance d'appel.

(a) Une bonne part du témoignage de Bergman a trait à l'usage fait par Rami de citations tirées de la Bible Juive. Bergman déclare que Rami

n'est en aucune façon un exégète cultivé et qu'on ne peut pas dire de lui qu'il se livre à une quelconque activité scientifique (Transcription du tribunal de Stockholm 15:4, p. 10). Rami a écrit un pamphlet virulent dans lequel il cite des versets de la Bible interprétés au pied de la lettre comme étant des exemples de ce que les juifs considèrent comme des commandements et des interdits divins. Pris comme un essai scientifique objectif, son auteur aurait été « recalé »par Bergman (15:6, 13), qui trouve également que certains commentaires de Rami sont « hérétiques » (15:12, 40 sqq.). Maile tribunal n'a pas pour mandat de porter un jugement scientifique sur les déclarations de l'inculpé. Il est là pour dire si ce dernier a commis un délit. Le rôle de la défense est de voir ce que peut être dit contre une éventuelle condamnation. Bergman choisi non pas à proprement parler de « défendre », mais d'essayer de « comprendre » et d' « expliquer » la polémique d´Ahmed Rami (15:13, 3-4).

(b) En fonction de la tâche qu'il s'était assignée, Bergman a sélectionné les matériaux. Sa tâche n'était pas - comme s'il avait été en situation d'enseignant académique - de faire une présentation complète de l'histoire des juifs et de la tradition de l'interprétation de la Bible, mais plutôt de rechercher s'il avait le moindre fondement aux affirmations de Ahmed Rami. Bergman a essayé de présenter quelques-uns de ces matériaux.

2° – En deuxième lieu, les critiques faites à Bergman généralisent à tort à partir du point central de sa déposition et, de cette manière, la font paraître déraisonnable. C'est ce qui ressort clairement de la lettre du Dr. Zuesse :

J'ai été choqué de découvrir que le professeur Bergman, supposé être un expert en judaïsme, tenait pour un fait que c'est une loi religieuse dans le judaïsme que les juifs doivent tuer « même les meilleurs des Gentils » … le professeur Bergman prétend que cette interprétation découle de l'exégèse de la Bible Juive pour laquelle il se présente comme spécialement qualifié.

Bergman affirme qu'aujourd'hui certains milieux en Israël donnent à ce qu'on appelle les textes d'extermination une application courante de ces textes (15:5, 3 sqq.). Le rabbin Wolkoff a, dans une interview publiée le 16 février 1990 par ***Uppsala Nya Tidning*** (journal local), reconnu qu'un tel abus peut exister aujourd'hui. L'article de l'exégète juif Uriel

Simon, joint à la lettre des rabbins, abonde dans le sens de la thèse de Bergman. Il désavoue l'interprétation courante en question. Son article devient impossible à comprendre à moins que le phénomène critiqué n'existe bel et bien.

(Soit dit en passant, Bergman ne s'est pas présenté comme« spécialement qualifié » en exégèse juive. Au contraire, il a reconnu que son savoir avait certaines limites : « J'ai du mal à manier très facilement les textes du Talmud, j'y ai du mal »,15:3, 2.)

3° – Selon les rabbins, c'est le devoir de Bergman, en tant qu'historien des religions, de coller à Rami l'étiquette d' « antisémite ». A défaut de quoi, on ne peut dire de lui qu'il est« objectif ». Or, l'essence de l'objectivité en matière d'histoire est de décrire avec justesse l'état des choses, et non pas de coller des étiquettes en guise de jugements. Malgré cela, je pense que le terme « antisémite » peut avoir son utilité quand on parle d'histoire, à condition d'en user avec discernement. Il y avait toutes les raisons d'être prudent quant à l'emploi de ce terme, s'agissant du témoignage à un procès où le prévenu était accusé d' « incitation envers des groupes ethniques ». Avec raison, Bergman a considéré que c'était la tâche du jury de décider de la culpabilité ou de l'innocence de l'inculpé. Sa tâche à lui était de fournir des faits pouvant servir de base à cette décision. Bergman désavoua à la barre un certain nombre d'affirmations excessives faites par Rami à la barre. Le fait que ces désaveux aient été exprimés de manière tout à fait directe, sans faire usages de termes appuyés, ne les rend pas « évasifs » pour autant.

4° – Comme je le dis dans mon article ci-joint, les rabbins ont tort de considérer le souvenir exact des faits comme un critère de compétence en matière de recherche. J'ai l'impression que Bergman n'avait pas tout à fait prévu la difficulté dans une situation où il n'était pas censé - comme un enseignant a l'habitude de le faire - s'étendre sur des matériaux bien préparés mais où on lui a demandé de répondre à un certain nombre de questions directes qui l'obligeaient à faire appel à plusieurs reprises à des connaissances qu'il n'avait pas toujours exactement mémorisées. Le témoignage n'avait rien d'un chef-d'œuvre pédagogique, mais tirer des conclusions négatives de cette situation très spéciale et inhabituelle pour Bergman sur sa manière d'être dans une situation académique normale est

totalement injuste.

Je tiens à souligner que je ne revendique aucune compétence ni sur la religion juive ni sur la situation actuelle au Moyen-Orient. Il n'est cependant pas besoin d'être grand clerc en matière de lecture et de compréhension de textes pour se rendre compte que les critiques faites à Bergman en sa qualité de professeur et de chercheur et qui se fondent sur ce qui a été dit au procès sont dépourvues de valeur.

La description du climat dans lequel se déroulerait la recherche à l'intérieur de la section d'Histoire de la religion est dénuée de fondement et insultante.

Je poursuivrai avec le passage de la lettre du Dr. Zuesse où il parle directement de l'atmosphère de la recherche dans notre faculté. On est en droit de se demander comment il a été capable, au cours d'une seule journée passée à Uppsala et une seule visite à un séminaire d'étudiants de troisième cycle, de se forger une opinion aussi catégorique sur la manière dont Bergman « fait du tort à ses étudiants, à sa chaire de Religion et à la réputation de l'université d'Uppsala ».

Quant à son apparition au séminaire, j'ai reçu les informations suivantes d'autres participants. Bergman avait entendu parler d'un chercheur juif venant d'Australie qui se trouvait pour le moment en Suède. Conformément à sa politique habituelle d'inviter des chercheurs juifs - politique quelque peu inattendue chez quelqu'un que l'on traite d' « antisémite virulent » - il invita le Dr. Zuesse à son séminaire de troisième cycle. Le thème en était « Trois philosophes juifs modernes ». Au séminaire, le Dr. Zuesse répondit à l'hospitalité de Bergman en l'attaquant avec violence sur son témoignage au procès d´Ahmed Rami. Au lieu d'employer son temps de parole à un résumé suivi de questions des auditeurs et d'une discussion générale, l'invité se livra à un exposé agressif qui dura deux heures d'horloge, après quoi il effleura le sujet convenu. Tout le monde était très mal à l'aise, notamment un professeur polonais qui demanda à plusieurs reprises à Bergman - en sa qualité de président - d'interrompre l'orateur. Mais Bergman ne voulut en aucune manière donner l'impression qu'il empêchait un chercheur juif, invité, de s'exprimer librement. (Il est important de faire remarquer ici que Bergman avait auparavant, par téléphone, offert à son invité de discuter en privé de son témoignage avant ou après le séminaire.)

Quand l'invité en eut enfin terminé, Bergman proposa une discussion d'une demi-heure sur le sujet convenu (c'est-à-dire Trois philosophes juifs modernes) malgré l'heure avancée. Pour des raisons évidentes, il ne souhaitait pas alors se lancer dans une justification de son témoignage, et il n'avait d'ailleurs pas sous la main les matériaux qui lui auraient été nécessaires. Or, le Dr. Zuesse interpréta la situation à sa manière : selon lui, Bergman « n'eut pas d'autre réponse possible à faire… que d'accepter ses arguments, étant donné qu'ils étaient irréfutables… » (une déclaration étrangement catégorique sur des interprétations historiques, qui ne témoigne guère d'un esprit critique en matière de recherche). Le Dr. Zuesse ajouta qu' « un étudiant de troisième cycle qui faisait des recherches sur le Gush Emounim et était présent au séminaire ne put que confirmer » le point de vue de l'intervenant comme opposé à celui de Bergman. L'étudiant invoqué nia catégoriquement cette déclaration, affirmant au contraire avoir posé au Dr. Zuesse quelques questions critiques sans obtenir la moindre réponse satisfaisante.

Le Dr. Zuesse affirme plus loin que des étudiants juifs et d'autres sympathisants de la religion juive ont été « incapables de poursuivre leurs études sur le judaïsme sous la direction deBergman. Ils prennent d'autres professeurs ou changent mêmed'université ». Toute cette partie de la lettre ne correspondabsolument pas à la réalité. Il existe cependant le cas d'un« étudiant de doctorat » qui est en contact à la fois avec Bergman et avec le professeur Louise Bäckman à Stockholm. Ce sontdes raisons de santé qui l'ont obligé à interrompre ses études, etni à l'institut de l'Histoire de la religion de Stockholm ni ànotre section d'Histoire de la religion personne n'a jamaisentendu cet étudiant critiquer l'enseignement de Bergman.Le Dr. Zuesse affirme également que « le professeur Bergman cherche avec persistance à entraîner ses étudiants detroisième cycle dans des activités antijuives, conduisant desgroupes dans des voyages pleins de sollicitude à travers des zones palestiniennes et donnant dans ses cours une idée déforméede l'histoire et de la religion juives ». Dans le cadre de ce qu'onappelle le Programme Asie Occidentale, des voyages d'étudeont été organisés pour faire connaître les vues les plus diversessur l'état de la situation au Moyen-Orient. Il y a eu, certes, descontacts avec des Palestiniens, mais de nombreux contacts positifs ont été également établis avec des universités et autresinstitutions juives. Un groupe d'étude spécial s'est consacré ausort du peuple arménien.

Pour parler d'une façon générale de l'enseignement de Bergman, je veux

rappeler au lecteur que dans la plupart des casd'autres professeurs que lui ont donné des cours sur le judaïsme (voy. l'article joint).

Quant à la déclaration concernant le changement demanuel, elle semble impossible à comprendre. Il arrive naturellement que des manuels soient remplacés, différents livresétant essayés afin de trouver ceux qui s'adaptent le mieux à lamatière enseignée, mais aucun changement d'ouvrage n'estintervenu pour les raisons invoquées dans la lettre. Souvent les propositions de remplacement sont faites par d'autres que Bergman et les décisions sont prises en vertu d'habitudes parfaitement démocratiques.

La déclaration selon laquelle « le professeur Bergman arejoint les rangs de ceux qui nient l'Holocauste » paraît des plusfantastiques. La question a été traitée de manière explicite aucours du procès Rami, pendant lequel Bergman, bien entendu,s'est totalement « tenu à distance » de ce point de vue qualifiéde révisionniste (15:12, 22 sqq.).

D'autres formulations sont tout aussi fantastiques et gravement insultantes : « antisémite outrancier », « nazi ». Il fautavoir à l'esprit que ces accusations s'adressent à un professeurd'université qui brûle littéralement d'intérêt pour l'enseignement qu'il dispense et qui s'efforce de tout son être de faireconnaître et de favoriser la compréhension des autres religionset des autres cultures, oeuvrant aussi par là contre toutes les formes de racisme.

Des déclarations de confiance envers Bergman m'ont étéadressées par écrit par ses collègues de section et par les participants au séminaire de troisième cycle, et aussi de manièreorale par le personnel enseignant de la faculté.

En qualité de doyen de la faculté, je prie fermement le viceprésident de réfuter les critiques exprimées à l'égard de montrès estimé collègue Jan Bergman en tant que professeur etchercheur. Et, ce qui n'est pas moins important, je plaide pourque son honneur soit défendu contre les accusations fausses etinsultantes dont il a été l'objet.En tant que de droit, Doyen de la faculté de théologie.

Ragnar Holte

— III —

TROIS DÉCLARATIONS

1) Déclaration de la section d'Histoire de la religion

Il est demandé à la faculté de théologie de faire unedéclaration concernant une lettre adressée au vice-présidentdans laquelle on insiste pour que le professeur Jan Bergman soitrelevé d'une partie de son enseignement.

Les allégations contenues dans cette lettre touchant àl'enseignement du professeur Jan Bergman, outre qu'elles sontdénuées de tout fondement, sont de surcroît offensantes dans lefond et dans la forme.

En la circonstance, la section ne peut que réfuter de la façonla plus claire le contenu calomnieux de la lettre et ses attaquesgratuites contre la liberté académique. La section - enseignantset étudiants - réclame de la faculté qu'elle réagisse en l'espèceavec fermeté et avec force.
----

2) Lettre des participants du séminaire à l'adresse du doyen de la faculté de théologie - Section d'Histoire de la religion

Par suite de sa déposition au procès d'Ahmed Rami, leprofesseur Jan Bergman est depuis plusieurs mois victime d'unecampagne maligne dans les médias et sous d'autres formes.Nous, participants au séminaire de troisième cycle sur l'Histoire de la religion, sommes très préoccupés du fait que lafaculté et le doyen n'ont toujours pas fait la moindre déclarationpublique pour prendre sa défense. Outre qu'elles blessent JanBergman personnellement - ce qui devrait suffire à faire réagirses collègues - les fausses accusations nous blessent aussi, car ilest notre directeur d'études. Si on laisse sans réponse lesaccusations d'incompétence et de partialité dans l'enseignementlancées contre Jan

Bergman, notre formation peut y gagner uneréputation fâcheuse. Nous avons pleine confiance dans sa capacité à enseigner l'histoire des religions, y compris le judaïsme,et nous ne sachons pas qu'un participant au séminaire ait eu à seplaindre de la partialité de Jan Bergman dans son enseignement.

C'est pourquoi nous demandons instamment que le doyen prenne publiquement la défense de Jan Bergman.gnement.
Uppsala, le 14 mars 1990
Les participant au séminaire de 3e cycle
----

3) Lettre des collègues du professeur Bergman à l'adresse du vice-président de l'université d'Uppsala

Objet : Lettre du Dr. Evan M. Zuesse (juif d ´Australie)au président de l'université d'Uppsala en date du 24 février 1990.

C'est avec stupéfaction que les enseignants à l'Institut d'Histoire de la religion à l'université de Stockholm ont pris connaissance de la lettre du 24 février 1990 écrite au viceprésident de l'université d'Uppsala par le Dr. Evan M. Zuesse.

Nous - tous les collègues qui enseignons l'histoire de lareligion à l'université de Stockholm - entendons par laprésente rejeter de manière catégorique les accusations nonfondées et insultantes que le Dr. Evan M. Zuesse a portées contrele professeur Jan Bergman, ainsi que - pour nous placer sur leplan des principes - la suggestion absurde de dénier à unhistorien des religions le droit d'exprimer dans son enseignement certaines réserves à l'égard de tel ou tel aspect d'unereligion.

Nous voulons également affirmer qu'aucun d'entre nous n'atenu de propos sur le professeur Jan Bergman ni, encore moins, nelui a exprimé de « mépris » ou ne l'a qualifié de « nazi ».

Le Dr. Evan M. Zuesse, en recourant à des insinuationsinfamantes, a

prêté des idées diffamatoires à des personnesqu'il ne nomme pas mais qui sont parfaitement identifiables.Nous trouvons cela profondément regrettable.

Per-Arne Berglie
Louise Bäckman, Maître assistant
Ulf Drobin, Professeur Chargé d'enseignementchargé d'enseignement
----

— IV —

« BERGMAN ET LE JUDAISME »

(article paru dans le qutidien ***Uppsala Nya Tidning*** du 20 avril 1990)

par

Ragnar Holte

Doyen de la faculté de théologie de l'université suédoise d´Uppsalsa

Judaïsme, christianisme et islam sont trois branches d'unmême arbre de religion. Qu'ils aient beaucoup en commun estévident si on les compare à d'autres religions telles quel'hindouisme et le bouddhisme. Avant toute chose, les trois sontconnues pour leur monothéisme, elles croient en un dieu uniqueettiennent l'Écriture sainte pour la source de la révélation. Laplus ancienne est le judaïsme - et c'est son Écriture sainte quiest la plus ancienne. Cette dernière, si on lui ajoute le NouveauTestament, constitue également la Bible du chrétien. L'islam asa propre Écriture sainte : le Coran ; par l'importance qu'ilattache à la tradition d'Abraham, ce livre comprend, dans unecertaine mesure, la même histoire des origines que les deuxautres. Le Coran voit également en Jésus un prophète.

Une bonne part de ce qu'il y a de plus noble dans l'histoireet la culture de l'homme a été inspirée par ces trois religions.Dans notre société suédoise, c'est l'influence chrétienne quiprédomine, mais la religion et la culture juives apportent également une contribution inestimable. La présence de l'islam estchez nous un phénomène plus récent et il est le fruit d'uneimmigration croissante.

En dépit de leur parenté, ces trois religions se sont souventcombattues. Elles ont été également impliquées dans nombre dedouloureux conflits ethniques et politiques, et, d'une certaine façon, cela continue encore de nos jours. Dans ces conditions, lareligion a souvent été une source de courage pour les peuplesopprimés, elle leur a donné la force de supporter

et les a parfoisinspirés dans leurs luttes pour la libération. D'un autre côté, lesguerres, les oppressions et les discriminations ont bien trop sou-vent sévi au nom de la religion ou avec l'autorisation de lareligion.

Étudier aujourd'hui une religion implique toujours essentiellement un effort pour la comprendre de l'intérieur, pouridentifier ses principaux mobiles et convictions, en se concentrant sur la manière dont son idéal de piété est compris par lesthéoriciens pratiquants et par le peuple qui se réclame de cettereligion.

Poursuivant plus avant, cette étude replace la religiondans son contexte historique et cherche ses rapports avec laculture, la société et la politique. Elle soulève par là même uncertain nombre de questions critiques sur sa façon d'écrire l'histoire, sur l'usage courant et sur le développement qu'elle fait deses propres textes religieux ou encore sur son rôle dans lesconflits politiques. Le dernier point n'est pas le moins important. Dans ses directives concernant les travaux de recherche à partir de 1986, le gouvernement suédois soulignait « l'importance à donner à la recherche en matière de religions … à uneépoque où la religion joue un rôle décisif dans la politiquemondiale ».

Dans les universités suédoises, l'étude des religions est par principe non confessionnelle, que ce soit dans une faculté de théologie ou dans une faculté classique. Également par principe, on respecte la liberté de la recherche. Chercheurs et enseignants de cette discipline s'efforcent naturellement de susciter la compréhension pour les phénomènes, les événements et les actions originelles à l'intérieur du monde des religions, mais ils ont aussi à coeur d'encourager dans ce domaine un débat critique aussi ouvert que sur les autres terrains scientifiques.

Il arrive que cette attitude soit mal prise par des représentants de telle ou telle confession. Au début du XXe siècle, avant que le statut non confessionnel des facultés théologiques fût pleinement accepté, on a vu des candidats pourtant parfaitement qualifiés au point de vue scientifique gênés dans leur carrière par certains religieux en raison de leur optique personnelle. Les cas les plus connus sont ceux de Torgny Segerstedt père, de Gillis Pison Wetter et d'Emanuel Linderholm. L'attaque que des porte-parole juifs ont récemment lancée contre le professeur Jan Bergman est en gros du même ordre - et doit évidemment être réfutée pour les mêmes raisons. L'étude du judaïsme doit être menée en vertu des mêmes modalités scientifiques que lorsqu'il s'agit du christianisme, de

l'Islam ou d'autres religions, et par conséquent soumise à la même exploration critique des phénomènes à l'intérieur des domaines respectifs.

Cela s'applique tout aussi bien aux rapports entre religion et pouvoir politique. Dans l'étude du christianisme, il y a beau temps que c'est la règle de discuter de manière critique de « l'ère de Constantin », autrement dit de souligner que, depuis le règne de cet empereur, le christianisme a fonctionné comme un moyen de donner sa sanction au pouvoir politique, y compris à la pratique de la guerre et de l'oppression de la part dudit pouvoir. Simultanément il s'est toujours trouvé des mouvements spirituels et d'éminents philosophes chrétiens pour protester contre de pareils phénomènes et les stigmatiser comme étant contraires au message du Christ.

Dans le même esprit, l'étude de l'islam s'efforce à la fois de favoriser la compréhension pour ses aspects complexes et de donner une image critique de son champ d'application, tout en faisant ressortir le caractère noble du mysticisme religieux tel qu'il se manifeste dans le soufisme.

Analyser les conditions présentes, c'est montrer l'islam en situation majoritaire, ce qui est le cas dans de nombreux régimes politiques de caractères très différents, mais aussi la situation des musulmans quand ils sont en minorité, que ce soit comme immigrants en Suède ou comme habitants de la rive occidentale occupée par Israël.

L'histoire engendrée par le judaïsme est différente de celle des deux autres religions soeurs, essentiellement du fait que, pendant des millénaires, les juifs ont surtout vécu en situation de minorité. Le sionisme et le judaïsme actuels en tant que système politique à l'intérieur de l'État d'Israël sont mis en lumière en des termes critiques scientifiques comme pour l'étude des autres religions. Déceler dans cette attitude un signe d'antisémitisme c'est passer à côté de l'essentiel.

Alors que le christianisme dispose de ses propres chaires, le judaïsme et l'islam ont leur place dans le cadre plus généralde l'Histoire de la religion. Les facultés de théologie réclament depuis longtemps des chaires pour ces deux religions, mais jusqu'à présent il n'en existe qu'à l´Université de Lund.

La faculté de théologie d'Uppsala ne dispose que de trois professeurs

permanents pour sa section d'Histoire de la religion. La chaire de Jan Bergman a pour spécialité l'étude des religions du Moyen-Orient. Mais en principe chaque professeur de la section est compétent pour l'éventail complet des croyances qui ont compté dans l'histoire de l'humanité. Ils sont donc censés être capables d'enseigner dans tous les domaines, ce qui nécessite d'avoir recours à des ouvrages classiques écrits par des spécialistes.

On ne peut attendre d'un professeur qu'il ait une expériencede recherche dans plus d'un ou de quelques domaines d'importance. Bergman est l'un des meilleurs égyptologues de Suède et il est devenu également un islamisant remarquable. Il n'ajamais prétendu être un judaïsant, quoi qu'il ait également une grande expérience dans ce domaine aussi bien qu'en matière de recherche sur le christianisme, spécialement quant à l'exégèse du Nouveau Testament. Je pense que peu de professeurs dans notre université aujourd'hui peuvent se mesurer à Bergman sur le plan des connaissances générales. Les diplômés qui travaillent sous sa direction font de la recherche dans des secteurs très diversifiés, qui ne se limitent pas à l'islam et au judaïsme. Par exemple, l'un étudie la religion du Sameh, l'autre s'intéresse aux religions nordiques de l'antiquité.

Quant aux autres professeurs, Einar Thomassen est avant tout un islamisant, alors que Kaarina Drynjeva se consacre aujourd'hui au sikhisme de l'Inde après avoir fait des recherches sur les premiers gnostiques. C'est le Dr Drynjeva qui enseigne à nos étudiants les religions non chrétiennes, judaïsmecompris, dans un cours préparatoire d'insertion qui dure un an. Elle est très appréciée pour sa façon tout à la fois dynamique etsensible d'enseigner les différentes religions et s'est vue décerner en 1989 le prix de pédagogie de l'université d'Uppsala.

En qualité de premier dans sa discipline, Bergman a la responsabilité pédagogique de l'ensemble et il enseigne dans différents secteurs selon la demande. Afin d'enrichir la matière enseignée, il arrive souvent que des personnes représentant différentes religions soient invitées à faire part de leurs expériences et de leurs façons de voir. Cela est arrivé souvent pour les cours de judaïsme. Qui plus est, pendant plusieurs années descours de judaïsme ont été donnés par une enseignante juive fort appréciée. Bergman s'est lui-même beaucoup démené pour que la chaire de judaïsme revienne à Uppsala et il a été fort déçuqu'elle aille à Lund.

Avec le peu de moyens financiers dont ilpouvait disposer, il a fait

l'impossible pour assurer au mieux les cours sur le judaïsme sous les angles les plus différents. Il n'ya jamais eu la moindre plainte contre sa façon d'enseigner de lapart de ses étudiants.

En fait, la campagne contre Bergman menée ces derniers temps n'a absolument rien à voir avec sa manière d'enseigner. Elle trouve son origine dans son témoignage à décharge auprocès d'Ahmed Rami.

Hakan Holmberg, du journal Uppsala Nya Tidning, fait appel dans ce débat à une bien vilaine technique quand il secontente de citer un certain nombre de déclarations antijuives extravagantes du livre de Rami en insinuant que Bergman y souscrit. Cette façon de faire est d'autant plus absurde qu'il est très facile de prouver que, dans sa déposition, Bergman a catégoriquement réfuté précisément ce genre d'allégations de la part de d´Ahmed Rami.

Il faut au moins rendre cette justice aux deux rabbins que, dans leur lettre à l'Université, ils s'en tiennent à ce que Bergman a vraiment dit au tribunal et qu'ils ne font de commentaires que sur ce point. Chose curieuse, ils apportent grâce à leur pièce jointe (sans y prendre garde) de l'eau au moulin de Bergman dans son témoignage. Ils ont assez raison sur certains points, par exemple quand ils affirment que Bergman n'a pas cité littéralement certaines histoires racontées dans la bible hébraïque ou qu'il a eu du mal à se rappeler exactement la place de certaines citations dans les vastes commentaires du judaïsme. Mais conclure, comme le font les rabbins, que Bergman est incompétent en matière de recherche, est proprement insoutenable ! Être compétent en matière de recherche ne consiste pas à pouvoir apprendre par coeur ou à avoir la mémoire d'un ordinateur. Cela consiste en la connaissance acquise des méthodes adéquates permettant de résoudre les problèmes qui se présentent dans les différents domaines de la recherche ainsi qu'en la connaissancedes sources et des ouvrages dérivés qui peuvent faciliter larecherche permanente du savoir.

— V —

STIG STRÖMHOLM [PRÉSIDENT DE L´UNIVERSITÈ] AFFIRME:

“AUCUNE MESURE NE SERA PRISE CONTRE LE

PROFESSEUR BERGMAN"

(article paru dans l'Uppsala Nya Tidningdu 9 mai 1990)

par

Sören Winge

L'université d'Uppsala ne prendra aucune sorte de mesurecontre le professeur Bergman de la faculté de théologie àl'égard des deux accusations portées contre lui pour ses déclarations sur le judaïsme.

- Dans tout enseignement on peut être amené, par manquede connaissance, à commettre des erreurs dans des faits et desexpressions, ou à émettre un jugement douteux ou simplificateur.Traiter de ce genre d'inconvénients relève du débat scientifique,lequel reste toujours ouvert, libre et critique, et non pas de l'autorité administrative, a déclaré à propos de cette décision levice-président de l'université, le professeur Stig Strömholm.

Tel un juriste, le vice-président a examiné en détail laquestion dans le bureau des vice-présidents.

La critique, qui a été soulevée à plusieurs reprises dans les pages de débat de l'Uppsala Nya Tidning, a été dirigée contreles déclarations du professeur Bergman, d'une part lors d'unprocès intenté contre les programmes radiophoniques locaux de Radio Islam, d'autre part dans son enseignement, à l'université,de l'histoire de la religion, en particulier du judaïsme.

Deux accusations

L'une des lettres provenait du Bureau central des congrégations juives de Suède et était signée du Grand rabbin Morton H. Narrowe et du rabbin Robert L. Wolkoff. Tous deux critiquaient les déclarations de Bergman au cours du procès.

A la fin de leur lettre, il était demandé que le professeur Bergman fût immédiatement relevé de toute responsabilitéd'enseignement et de recherche en matière de judaïsme et de littérature juive.

L'autre lettre était signée du Dr. Evan M. Zuesse, duCollège

d'enseignement supérieur d'Australie-Méridionale, etcritiquait à la fois son enseignement à l'université et sa prestation au cours du procès. Cette lettre demandait, elle aussi,explicitement que le professeur Bergman fût déchargé de toutcours sur le judaïsme.

Depuis, le doyen de la faculté de théologie, le professeurRagnar Holte, a fait, à la demande du vice-président, une déclaration dans laquelle il s'est exprimé sur la manière d'enseigner du professeur Bergman.

Dans la charte de l'université, il n'existe pas de règleparticulière qui définisse ce qu'un professeur doit ou non traiterpendant ses cours. Ses déclarations doivent par conséquent êtreévaluées selon les mêmes critères que ceux qui s'appliquent auxautres citoyens suédois lorsqu'il s'agit d'incitation à l'égard de groupes ethniques.

Rien de punissable

Le vice-président de l'université d'Uppsala a examiné tousles éléments disponibles mais n'a rien trouvé nulle part àl'appui de l'idée selon laquelle le professeur Bergman auraitagi d'une manière quelconque tombant sous le coup de la loi.Quant à ce qu'il a pu déclarer en tant que personne privée aucours du procès en question, l'université n'a pas à en juger.

- Nous avons longtemps hésité pour savoir si même nousdevions nous prononcer sur ces accusations, a déclaré le professeur Strömholm. Nous nous y sommes enfin décidés, principalement pour insister sur la liberté de parole qui est garantie dans les universités.

- Pour moi, il est absolument impossible d'éviter deserreurs de faits ou d'autres défauts lorsqu'on enseigne. Mais ce n'est certainement pas le rôle de la Commission universitaire de chercher à savoir si l'enseignant doit être puni ou non dans cescas-là. On aboutirait à des conséquences déraisonnables.

En conclusion

- Pour ce qui concerne la présence du professeur Bergmancomme témoin

au procès, je tiens à souligner qu'il a agi là en tantque personne privée, même s'il a été appelé comme expert.

- Je veux aussi faire remarquer qu'il y a là ce qu'on appelle une ingérence en matière légale. La loi pénale prévoit laprotection des témoins. Les attaques violentes contre un témoinsont punissables par la loi.

Le professeur Strömholm a en même temps souligné lasituation très spéciale d'un procès. La personne appelée àtémoigner n'a pas le choix du sujet. Elle doit répondre aux questions auxquelles elle préférerait ne pas répondre. Il peut y avoirun contre-interrogatoire, etc.

Aujourd'hui l'université considère toute cette affaire comme close. Selon le vice-président, nul ne peut faire appel decette décision. En conséquence, la présente décision ne prévoitpas d'appel, comme c'est normalement le cas en d'autres occurrences.

— VI —

LETTRE DU PRÉSIDENT DE L´UNIVERSITÉ AU RABBIN JUIF NORMAN SOLOMON

(Uppsala, le 25 septembre 1990)

Au:

Rabbin Dr Norman Solomon, Centre for the Study of Judaism
Selly Oak Colleges, Birmingham B29 LQ

Cher Rabbin,
J'ai reçu votre lettre du 18 septembre au sujet des cours duprofesseur Bergman. (Grande-Bretagne)

J'ai mis fin à « l'affaire Bergman » au printemps de cette année par une déclaration publique dans laquelle j'ai clairement fait savoir qu'une erreur de connaissance et d'appréciation peut aussi se produire dans des cours universitaires mais que - étant donné qu'on n'a pas prouvé que le professeur Bergman aitété, en quelque manière que ce soit, passible de sanction oud'action disciplinaire - il appartient non pas aux autorités universitaires mais au débat public et à la libre critique deréagir contre d'éventuelles imperfections. J'ai la conviction quetelle est la seule conduite à adopter si l'on veut respecter laliberté de la recherche.

Croyez à l'expression de mes sentiments les meilleurs,
Sincèrement vôtre

Stig Strömholm
Président de l'Université d'Uppsala
Président de l'Académie royale suédoise des Lettres, d'Histoire et d'Antiquité

L'Université d'Uppsala n'est pas au bout de ses peines. Ses adversaires reviendront à la charge. Sa fermeté lui a permis d'éviter le pire, par exemple, la suspension au moins partielle de l'enseignement du professeur Bergman. Si elle reste ferme, elle se tirera d'affaire ; si elle commence à plier le genou, elle sera mise à genoux.

Qui est

Ahmed Rami ?

Ahmed Rami a participé aux deux tentatives de coup d'Etat militaire au Maroc : celle de Skhirat en 1971 et celle de l'attaque du Boeing royal en 1972. Après une année de disparition dans la clandestinité, il gagne la Suède en 1973 où il obtient l'asile politique et la nationalité suédoise. Après avoir été militant UNFP (Union Nationale des Forces Populaires), Ahmed Rami se présente aujourd'hui comme militant islamiste, mais d'un " islamisme [dit-il] qui dépasse le débat sur le folklore et les rites "". Ahmed Rami est né en 1946 à Tafraout au Maroc. Il a fait ses études secondaires à Tiznit au sud du Maroc. De 1963 à 1966, il est professeur d'arabe à Casablanca au Lycée Mohammed V, au Lycée Fatima Zahra et à l'Ecole Normale des Institutrices. En 1966, il rentre à l'Académie militaire marocaine de Meknès pour être muté, deux années plus tard, à l'Etat-major des blindés. Il dirige une campagne médiatique anti-sioniste en Occident, et il est l'auteur de six livres sur la question palestinienne. Il est le fondateur de ***Radio Islam*** en 14 langues. Pour avoir critiqué Israël et les sionistes, il fut condamné à six mois de prison en Suède et à 300.000 nouveaux FF d'amende en France! Suite à de fortes pressions exercées par Israël et les organisations juives, le procureur général suédois avait engagé, en septembre 2002, pour la quatrième fois, des poursuites judiciaires contre Ahmed Rami en tant que directeur de ***Radio Islam***. Il a été accusé d'avoir critiqué les juifs sur le site Internet ***Radio Islam*** (http://www.radioislam.org). Une perquisition avait alors été effectuée à son domicile. Le 23 juin 2004, après une très longue enquête policière, le juge d'instruction du tribunal de Stockholm a rendu publique une décision du Parquet suédois concluant au non-lieu et à l'annulation des poursuites judiciaires contre Ahmed Rami.

Source:
Revue d'Histoire Révisionniste, n° 5, novembre 1991, p. 107-135

- Hassan II est le fils de Glaoui
- La fille juive de Hassan II, et soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- La tare organique du système monarchique
- Qund "moulay" Hafid se convertit au judaïsme...
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- Une "République" qui préfère la monarchie chez les autres
- L´on exécute son "Pétain" et l´on décore celui des autres
- رسالة الى محمد السادس
- في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
- في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
- في الجزيرة القطرية: عن محمد السادس
- في الأيام المغربية: عن الإنقلابات

Qui gouverne le Maroc?
L´Islam résistant
Lettre à Mohamed VI
Que s´est t-il passé au Maroc?
Hassan II, agent du Mossad
Ben Barka, Agent du Mossad

Nouveau livre d´Ahmed Rami:
"Une monarchie coloniale au Maroc"

Le règne de Mohamed VI:
Est-il différent de celui de son père?

L'idéalisme d´Ahmed Rami

Balafrej, agent du Mossad
La domination juive
Le vrai terrorisme
La répression contre le peuple marocain
Fille juive de Hassan II, soeur de M6
Le Mossad, une agence criminelle
Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons

HOME

Radio Islam

HOME



Interview avec Ahmed Rami à l´hébdomadaire marocain "*Almichaal* " du 25 janvier et 1 février 2007

Que se passe t-il au Maroc?

Les révélations **d´Ahmed Rami** sur

les révoltes militaires marocaines

Qui est Ahmed Rami?



Les deux tentatives du coup d´état qu´a connu le Maroc au début des années 70 ont eu l´effet d´un séisme qui a brutalement boulversé et radicalement marqué l´histoire du Maroc contemporain.

Ahmed Rami, officier des Forces Armées Royales marocaines, a participé, d´une façon ou d´une autre, à toutes les tentatives de coup d´état militaires au Maroc depuis son indépendance. Aux côtés du général Oufkir, il a préparé contre Hassan II une série de projets d'attentats dont le dernier fut le mitraillage en vol du bœing du roi, le 16 août 1972. L'ancien aide de camp d'Oufkir s'est échappé du Maroc après l´échec du cette tentative. Réfugié en Suède depuis 1973, il vit à Stockholm d´où il a nous raconté son extraordinaire aventure.

Avant d'avoir été l'un des plus brillants élèves officiers de l'Académie Royale militaire de Méknès, il fut l'un des militants de l´Union National des Étudiants du Maroc et responsables de l'Union Nationale des Forces Populaires. Jeune professeur au lycée Mohammed V et au lycée Fatima Zahra de Casablanca dans les années 1964 et 1965, Ahmed Rami est devenu officier pour tenter de renverser la monarchie. C'est dans ce but qu'il a accepté d'être l'aidé de camp du général Oufkir.

Voici, intégralement, dans l´interview suivant, son récit et ses révélations étonnantes sur Skhirat, 16 août, la mort d'Oufkir et sa réponse à la question: "Qui est Ahmed Rami":

- Quels étaient les buts de la tentative du coup d´état du 16 août 1972 ?

Rami: Le but était tout simplement d´instaurer un régime - démocratique moderne et légitime qui sera le fondement d´un état de

droit garantissant les droits humains élémentaires à la liberté et à la justice sociale. Nous avons voulu mettre définitivement fin à la dictature, sous toutes ses formes, au pouvoir personnel tyrannique et à la corruption systématique qui étouffe notre pays, notre société et .notre nation depuis des siècles

Ce but ne peut être atteint qu´en élaborant une constitution - dans ce sens - établissant des règles du jeu politiques valables pour tous, y compris les dirigeants. Une telle constitution ne pourra être établie que par une constituante élue par le suffrage universel et direct. Le contrôle de l´application stricte de cette constitution, et de la conformité des lois, des décisions du gouvernement et de l ´administration à cette constitution, ne pourra être assuré que par un .conseil constitutionnel librement élu au suffrage universel et direct

La constitution doit stipuler que tous les responsables et dirigeants doivent être élus par le peuple et soumis aux organes de contrôle élus. Aucun chef d´état ou de gouvernement - selon la constitution - n´ara le droit d´être élu pour plus de deux mandats de trois ans chacun. La constitution doit également garantir à tous les citoyens, sans exception, le droit à un logement, à la retraite et à l´assurance de chômage et de maladie. Dans la lettre ouverte que j´ai adressée à Mohamed 6, j´ai résumé les objectifs essentiels du mouvement de .Skhirat et du 16 août

La tentative du coup d´État de Skhirat, visait-il la liquidation - ? de Hassan II

Rami: Le soulèvement de Skhirat n´avait pas pour but de - "liquider" le roi, mais de liquider le régime qu´il symbolisait. Le régime est seul responsable des regrettables violences qui se sont si il y avaient au produites à Skhirat et qu´on aurait pu éviter Maroc de Hassan II d´autres voies civilisées et possibilités démocratique de changement politique. Face à un tyran "unique", il n

y a malheureusement qu´une solution "unique"! Le système des répressions féroces et de liquidations physiques que le régime a exercé a l´encontre de ses opposants politiques, ne laisse aucune .autre possibilité d´expression civilisée des luttes politiques légitimes

Est-ce qu´il y avait l´intention d´établir une république au - ? Maroc dans le cas où le coup d´état aurai réussi

Rami: La question n´est pas dans le nom du régime. Il y a aussi des - républiques dictatoriales! Encore, une fois, je répète: l´essentiel n´est pas "qui gouverne le Maroc", mais "comment le Maroc est gouverné"! L´important est de savoir qu´on ne peut plus, aujourd ´hui, gérer politiquement un pays comme le Maroc est actuellement **.**gouvernéLe système féodal du makhzen, que Hassan II a perpétué anachroniquement, fait de la corruption généralisée un système de gouvernement. L´ennemi et le danger n´est pas une personne ou le nom de régime.Ce qu´on a voulut souligner, en utilisant le nom de "république", est le rejet de la légitimité par héritage et le refus d´un .président ou d´un roi à vie

Soyons francs, et ne tournons pas autour du pot. À long terme, la :monarchie au Maroc n´a que deux alternatives possibles

Subsister et survivre, en s´adapter aux temps qui changent, et -1 .suivre l´exemple de la monarchie espagnole et suédoises

Disparaître dans la poubelle de l´histoire en subissant l´exemple du -2 .modèle du Chah d´Iran

En tous les cas, qu´ils soient monarchiques, comme en Jordanie ou républicains, comme en Égypte, ni Israël, ni les lobbys juifs, ni mêmes les États Unis, ne pourront à long terme assurer la légitimité .ou la survie aux régimes arabes corrompus et décadents

On dit que des personnalités militaires et civiles ont été - chargées de missions dans le cadre des projets de la tentative du ?cop d´état militaires. Qui sont-ils

- **Rami :** Ce sont des rumeurs. Je vous assure qu´il n´ y avaient absolument aucune désignation ni de civiles, ni de militaires pour des fonctions.

- Il est question, dit-on, d´un "gouvernement de Kénitra". Quel était le rôle réservé au général Housni Bensliman, dans ce cadre ?

- **Rami :** Ce ne sont, non plus, que des rumeurs. Croyez-vous que les officiers libres allaient risquer leurs vies pour donner des postes à des laquais du régime corrompu actuel? Nous avons eu - ainsi qu ´Ababou, Amkran et Kouira - le rêve et le projet d´une véritable révolution qui allait se jouer dans les profondeurs de la société toute entière, et non dans les salons de quelques prostitués du régime actuel. Imaginez vous, même Bouabid de l´USFP courir vers le Palais de Skhirat avec une mitraillette à la main? Non, ces gens là ne se précipitent au palais que pour baiser la main de leur maître!

- À votre avis, est ce que Housni Bensliman, par opportunisme, montrait sa disponibilité aux deux alternatives en attendant le résultat pour choisir son camp?

- **Rami :** Housni Bensliman n´est que l´un des produits et prostitués du régime. Il sait que son destin est lié à ce régime. Il ne sera que l ´une de ses futures ruines !

- À votre avis, pourquoi le régime n´a pas demandé des comptes

à rendre au général Housni Bensliman après la tentative du 16 août?

- **Rami:** Le régime est mieux informé que vous sur lui et sur ce qui s´est passé. Et il sait bien qui est vraiment derrière le soulèvent du 16 août.

- On dit que Omar Al-Khatabi allait être désigné comme président de la "république" après le succès du coup d´état. Quelle est votre opinion? Est-ce que pour cela qu´il a été arrêté?

- **Rami:** Croyez vous que les officiers libres étaient si stupides jusqu´au point de vouloir remplacer le régime de Hassan II par une "république monarchique" à la syrienne? La légitimité révolutionnaire d´un leadership (même celui de nos grands héros Abdelkrim ou Nasser) ne se transmet pas par héritage de père en fils!

- Avez vous des informations sur d´autres personnalités civiles qui étaient proposées à de hautes fonctions dans le cas du succès du coup d´état ?

- **Rami:** Malheureusement, le défunt Mohamed Basri avait fait de la diffusion de telles rumeurs son fond de commerce essentiel. Il avait rendu visite à Amkran quand il était hospitalisé en France. De cette visites il a fait toute une histoire de Mille et une nuit!

- On a dit que plusieurs noms de personnalités civiles ont été cités dans les rapports des enquêtes. À votre avis, pourquoi ces personnalités n´ont t-il pas été poursuivies?

- **Rami:** Je vous ai déjà dit que la police du régime est bien informée de ce qui s´est passé. La police et les renseignements généraux sont les seuls secteurs qui fonctionnent "bien" dans notre pays!

Ils se sont emparés sur tous les documents qu´ils ont pu trouver chez moi, chez tous les autres mutins et chez Oufkir. Si un jour ils rendent public tous les archives secrets dont ils disposent, vous allez, vous aussi, connaître un peu plus sur les vrais acteurs des événements relatifs aux tentatives des coups d´état au Maroc au début des années 70. Moi même, j´ai eu beaucoup de contacts avec des personnalités politiques civiles pendant le temps où nous préparions les projets du coup d´état. Mais je ne les avais jamais informé de nos projets.

- Étaient-on d´accord sur une vision ou un programme à suivre en succès du coup d´état?

- **Rami:** Nous avons voulu, à tout prix, éviter de venir avec un programme à imposer. Après l´abolition de la monarchie, en tant système de répression, d´humiliation et de domination, c´est dans les esprits, les médias, l´éducation, les régions et l´économie qu´il faut l ´abolir. Il faut réinstaurer la dignité et l´honneur bafoué du citoyen. Mais nous avons eu des priorités de bases. Nous avons prévu que, faisant parti du régime, tous les partis politiques corrompus actuels allaient automatiquement s´effondrer. Et pour que d´autres forces et organisations représentatives puissent émerger dans la liberté totale sur des bases seines, il faut que le peuple soit bien informé et - par le moyen des élections libres - le doter d´une constitution moderne et démocratique en vue d´installer des règles de jeux démocratiques. Nous, marocains, nous devons avoir honte d´observer à quel point nous sommes politiquement arriérés par rapport à la Mauritanie et au Sénégal dans le domaine de la démocratie et de la dignité. Et c´est par ce que ces deux pays n´ont pas eu un "Hassan II" !!

- Est-ce que vous vous attendiez à ce que le peuple allait adhérer au coup d´état en cas de son succès?

- **Rami:** C´est déjà une honte - pour tous les marocains - qu´il y´ait

besoin d´un "coup d´état" pour un simple changement de gouvernants! En Suède, qui n´a même pas les énormes problèmes que nous avons, et qui exigent - pour les résoudre - une VRAI alternance, on donne au peuple - tous les trois ans - la possibilité de changer le chef de l´état. En fait c´est le régime de Hassan II qui est un vrai et éternel putchiste! Et qui demande son avis au peuple s´il suit ce putchiste de naissance?Qu´on donne donc à notre peuple la possibilité et la liberté de choisir ses dirigeants, de les contrôler et de les sanctionner en cas de besoin.

- À votre avis, a-t-on aujourd´hui dépassé la pensée putchiste au Maroc?

- **Rami:** Croyez vous qu´un militaire suédois, français ou espagnole peut être aujourd´hui tenté de faire un coup d´état ou un putche?! Il y a eu certainement des coups d´état dans l´histoire de ces pays quand il y a en avait eu besoin! La constitution démocratique actuelle en Suède a été instaurée par un coup d´état dirigé par le général Adelcrutz qui a renversé le roi et transformé la monarchie suédoise en un musé pour les touristes étrangers!

- Qui est Ahmed Rami?

- **Rami:** Je suis né à la tribu de Tahala, au douar Aït-Mar أيتمار à Tafraout, dans la province d'Agadir. Mon grand-père et étaient le leader de la tribu. Avant la colonisation française, le pouvoir royal du Makhzen ne s'exerçait pas sur notre région qui était autogérée et où des comités des villages élus par les habitants faisaient la loi.

Les occupants et leur Makhzen appelaient ces régions "blad siba", En 1935, les résistants de Tafraout libre livrèrent un dernier combat aux soldats envahisseurs français qui les vainquirent à Aït-Abdalah après

une guerre de résistance qui a duré plus de vingt ans et que les occupants ont appelée - comme aujourd´hui en Irak, en Palestine, au Liban, en Somalie et en Afghanistan - "guerre de pacification"!

Ainsi les présidents du "Makhzen" Irakien, Afghan et somaliens d´aujourd´hui - comme chez nous dans le passé - applaudissent les bombardements et le massacre de leurs pays par les envahisseurs!
Le Makhzen a fait appel aux occupants étrangers pour les protéger et leur donner la légitimité de la loi de la jungle.

Les occupants sont venus pour protéger, élargir et asseoir le pouvoir corrompu et tyrannique du Makhzen et du roi qui signait toutes les lois (Dahirs) promulguées par les occupants. Officiellement, l´occupation s´appelait " Protectorat "!

Le maréchal Lyautey, monarchiste français convaincu - (ainsi que les "colons" qui ne peuvent pas exercer l´esclavagisme en France) ont perdu, à cause de la révolution française et de ses principes - tout espoir d´installer une tyrannie ou un pouvoir monarchique en France, ont trouvé au Maroc le champ idéal pour exercer leur domination esclavagiste.

Après l´occupation de Tafraout, mon père - comme des milliers d´autres tafraoutis - partit chercher du travail à Casablanca et laissa ma mère et ses cinq enfants au douar. Tout petit, j'aidais ma mère à cultiver le sol ingrat du Tafraout.

Mon principal travail consistait à enlever les cailloux des champs pour faciliter le passage de la charrue, simple soc de bois durci au feu. Nous étions si pauvres que je fus renvoyé de la mosquée par le « Fquih » à qui je n'apportais jamais de présent comme le voulait l'usage.

Après la "pacification"!, les occupants créèrent une école à quelques kilomètres de mon douar. De crainte qu'on ne leur vole

(culturellement) leurs enfants, les femmes de mon village refusaient de les envoyer à l'école. Ma mère m'expédia alors - en secret - à Casablanca. Je devais avoir 7 ans et mon arrivée dans la grande ville se situe entre 1948 et 1950. Je ne parlais que le berbère. J'eus la chance de trouver une place de commis dans une épicerie où j'étais nourri et logé. Je couchais par terre devant le comptoir.

Deux ans plus tard, je distribuais les journaux et le lait dans le quartier Racine de Casablanca, habité surtout par les Français. A 8 ou 9 ans, c'était le 5 december **1952** , je fis - comme tous les marocains - la grève pour protester contre l'assassinat du leader syndicaliste tunisien Farahat Hachad.

La révolution Nassérienne et la chute de la monarchie corrompue en Égypte le 22 juillet 1952 ont énormément influencé et marqué l´enfant que j´était à travers l´influence qu´elles ont exercée sur notre société et sur notre peuple par l´espoir qu´elles nous ont donnée dans la possibilité d´un avenir meilleur ainsi que la possibilité de changer notre situation humiliante pour atteindre notre droit à la dignité et à la liberté.

Pendant l'année 1955, les incidents se multiplient à Casablanca où les nationalistes marocains se révoltaient. Je ne voulais pas rester inactif et muni d'une bouteille d'essence, je brûlais la voiture d´un occupant. Cet incendie que j'avais allumé dans le quartier éclaira longtemps la nuit qui était tombée. J'étais devenu un combattant de la libération.

Après la proclamation de l'indépendance, en 1956, adolescent, je devins chômeur camouflé à Casablanca faisant des petits travaux dans quelques épiceries.

En 1957, j'avais alors environ 14 ans, je retournais dans mon village et j'entrais à l'école de Taf raout. Étudiant la nuit à la lueur d'une bougie, j'obtenais mon certificat d'études, en arabe et en français. Deux ans plus tard, après un séjour au collège de Tiznit, j'étais admis

à l'École Normale Supérieure.

Déçu - comme la majorité des marocains - par l'"indépendance" qui avait mis le peuple sous le joug d'une monarchie féodale, j'entrais à l'Union Nationale des Forces Populaires et j'en devenais vite l'un des responsables. Après avoir prononcé un discours révolutionnaire à un meeting de l'opposition, j'étais arrêté et enfermé pendant cinq jours au commissariat central de Casablanca.

En juin 1963, j'obtenais mon diplôme de professeur de l'enseignement secondaire de l'École Normale Supérieure. Nommé professeur d'histoire et de géographie au lycée de jeunes filles Fatima Zahra de Casablanca et au lycée Mohammed V. Le 23 mars 1965, une manifestation d'étudiants déclenchait une émeute à Casablanca. La police et l´Armée tiraient sur les manifestants. On compta près de 400 morts.

Le lendemain, des policiers en civil m'arrêtaient au lycée. Ils me passèrent les menottes, me bandèrent les yeux et me transportèrent en voiture dans un lieu isolé, loin du bruit de la ville. Pendant 4 jours et 4 nuits, j'ai été torturé à l'électricité. Une semaine plus tard, j'étais libéré.

Par ce qu´il n´y avait pas de démocratie

Je pris alors conscience du manque d'efficacité de mon combat. 400 de mes camarades avaient payé de leur vie leur opposition au régime féodal. Prenant l´exemple de Nasser, je décidais de m'engager dans l'armée et de devenir officier.

A la tête d'une compagnie, je serais plus utile pour libérer mon pays que militant chez des étudiants aux mains nues. Si je ne pouvais pas affronter un char, je pourrais le conduire! Je décida alors d´entrer dans le système pour mieux l'abattre. La voie normale qui mène à la carrière d'officier, passe par l'Académie "royale" militaire de Meknès. Je m'y présentais à l'automne 1965.

Pour obtenir une bourse d´étude pour étudier à l´École normal Supérieure j´avais signé un contrat m´obligeant à travailler comme professeur au moins cinq ans.

A l'Académie militaire, on m'apprit qu'il me fallait l'accord du ministre de l'Éducation nationale pour pouvoir démissionner de mon travail et entreprendre une carrière militaire. L'autorisation me fut refusée et pendant un an je rongeai mon frein dans mon lycée. A la fin de l'année scolaire, je tentai une nouvelle fois de me faire admettre à l'école d'officiers.

Je frappai à la porte de la Défense nationale où je rencontrai le ministre Ahardane. Sans succès. Ce dernier m´a appris que le ministre de la défense au Maroc n´a pas le droit de se mêler des affaires de l´armée. Il ne s´occupe que de l´ordinaire.

C´est-à-dire des achats des légumes de la nourriture. Il m´informa que le seul qui peut m´aider - comme au ministère de l´Intérieur - est le secrétaire général du ministère, qui reçoit ses ordres directement de "Sa Majesté" et qui s´occupe des Académie militaires!

Le secrétaire général du ministère de la défense était alors un juif sioniste qui s´appelait Benharoch. Curieux, je demanda à être reçu par ce sioniste. Après m´avoir écouté, il m´informa de da décision de ne pas me permettre d´entrer à l´Académie militaire.

Je me rendis alors au Palais Royal où je demandai audience au directeur de la maison militaire royale le général Madbouh. Je réussis à le convaincre à m´aider à l´entrée à l´Académie Royale Militaire. C´est ainsi que j´ai rencontré celui que - six ans plus tard - participait, avec le colonel Ababou à la révolte de Skhirat où je suis, arrivé le 10 juillet 1971 à la tête de mes 17 chars quelques minutes après sa mort.

Pendant deux années, 1966 - 1968, j'ai été un élève officier modèle,

ce qui me valut d'être élu président de la Revue de l'Académie royale "***Le Flambeau*** " (AL-Michaal). Le vice président était l´élève-officier Binbin, qui sera plus tard l´un des rescapés de de Tazmamarte.

Pendant mes deux années de séjour à l´Académie, je relève deux événements majeurs qui se sont déroulées.

À la suite de l´agression sioniste du 6 juin 1967, et suite à la démission du président Nasser, tous les cadets de l´Académie - qui était en manoeuvre de nuit près d´El-Hajeb - ont organisé une mutinerie de protestation pour exiger de nous envoyer sur le font des combats en Égypte.

À la suite de ce mouvement, une douzaine, parmi nous, ont en, effet, été envoyés - par avion - vers l`Égypte. Ces avions ont néanmoins atterris en Libye et n´ont jamais atteint Le Caire. On dit - pour plaisanter - que ces avions ont atterri à Tripoli, après que les militaires marocains en vol ont observé qu´il y avaient des manifestations en Libye. Les militaires des régimes arabes sont, en effet, surtout entraînés à mater les manifestations de leurs peuples!

À la fin de ma dernière année de cadet au mois de juin 1968, toute ma promotion - de 27 officiers - refusa d'effectuer une marche de nuit. Cette rébellion nous fit muter tous, par mesure disciplinaire - après quelques jours aux arrêts - à Ahermoumou où se trouvait l'école de la formation des sous-officiers de l'armée royale.

Le lieutenant colonel M´hamed Ababou commandait alors l'école. Il nous reçoit chaleureusement et prononça un discours de bienvenue. Mes camarades me demanda de prononcer un discours de remerciement adressé au Colonel Ababou. Une seconde fois le destin me faisait rencontrer l'un des hommes qui allaient s'illustrer dans la lutte contre la monarchie.

Je peux aujourd´hui révéler que les mutineries dont j´ai parlées ont

toutes été organisées - avec la collaboration de Madbouh et de Ababou - par le mouvement secret des officiers libres et que la deuxième mutinerie avait justement pour but de muter toute ma promotion à l´École d´Ahemoumou qui a été choisie pour préparer le coup d´état.

Puisque l´École d´Ahermoumou n´avait qu´un millier de fantassins, nous avons eu besoin - pour l´exécution du coup d´état - d´une troupe blindée ou mécanisée.

C´est ainsi que (dès ma deuxième semaine à Ahermoumou) un soir, j´ai téléphoné au général Gharbaoui, le chef des aides de camp de Hassan II et le commandant de l´arme Blindée (la Brigade Blindée qui a des unités dans les principales villes du pays) pour lui demander de me muter à l´arme blindée.

Du palais royal Gharbaoui téléphona immédiatement - à onze heures du soir - à Ababou pour lui demander de mettre une Jeep et un chauffeur à ma disposition pour que je sois le lendemain matin chez lui au quartier général de la brigade Blindée à Rabat.

L´ironie du sort est que - à mon arrivée à Rabat - Gharbaoui me donna le commandement d´une unité d´EBR (Engins Blindés de Reconnaissance) qui avait pour mission d´assurer la protection blindé du roi!

Ma première rencontre avec Oufkir

Le 10 juillet 1971 Ababou et mes camarades de promotion investissaient le palais royal de Skhirat à la tête des Cadets élèves-sous-officiers de l'école d'Ahermoumou. Le roi et Oufkir échappaient miraculeusement à la mort. Le général Medbouh et le colonel Ababou était tués.

Ce 10 juillet, je me trouvais dans ma chambre d'officier du camp

Moulay Ismail, au quartier général de la Brigade Blindée à Rabat, commandant d'une unité de blindés affectée à la protection du Palais Royal et en même temps officier de permanence du quartier général. J'attendais l'occasion qui me serait peut-être bientôt donnée de participer au renversement de la monarchie.

J'étais plongé dans la lecture du livre "Technique d'un coup d'État", quand le commandant Saad Chef d´État de la brigade Blindée et le colonel Abaroudi commandant de la Marine Royale en tenue civile, affolés, entrent à ma caserne pour me prévenir que: "le palais de Skhirat (où ils étaient invités et d´où ils venaient) a été attaqué par des civiles habillés en militaires".

"Il y a beaucoup de morts. Vous pouvez foncer vers le Palais. Passez par la route principale et tire sur tout ce qui est armé.», ajouta la commandant Saad avant disparaître. J´ai tout de suite compris de quoi il s´agit. J'enfilai à la hâte ma tenue de combat, je rassemblai mes hommes et leur ordonnai de sauter dans leurs chars E.B.R. Il était 15 heures, je fis enfoncer la porte métallique du dépôt de munitions afin d'armer les 17 chars qui formaient mon unité.

Bien décidé à ne pas obéir aux ordres et à prêter main forte aux mutins, je décidais de filer vers le Palais - arriver plus rapidement - en passant par la route côtière et non pas par la route principale. En prenant cette décision malheureuse, je sauvais le roi.

Tandis que ma colonne de blindés progressait par la route côtière, les camions remplis de cadets du lieutenant-colonel Ababou revenaient de Skhirat par la route principale. Si j'avais choisi cet itinéraire, je me serais joint aux soldats révoltés et grâce au renfort de mes 17 chars, le coup manqué de Skhirat aurait pu facilement se transformer en victoire pour changer l´histoire du Maroc..

En cet après-midi d'été, les abords de la route côtière étaient envahis de promeneurs et de curieux qui venaient au devant de mes chars.

Savaient-ils déjà qu'une tragédie se terminait au Palais Royal ?

J'accédai à la région de Skhirat par un petit pont au bout duquel j´ai observé le commandant Saad et le colonel Abaroudi toujours en tenue civile. En Arrivant au Palais de Skhirat, je traversa la porte d´entrée. Labourant la verte pelouse du terrain de golf, ma colonne de chars parvint devant le bâtiment central du Palais. Je m'approchais de la porte principale où un groupe d'hommes s'agitait. Je donnais l'ordre de stopper devant eux. Parmi eux, j'aperçus le roi en compagnie d'Oufkir et des généraux Bachir Bouhali et Driss Ben Omar. J´ai tout de suite compris que l´opération a échoué.

L'arrivée des mes 17 chars n'était visiblement pas attendue et tous étaient visiblement très inquiets. Les blessés et les morts allongés sur la pelouse, l'affolement qui régnait là, ne m'enlevèrent pas mon calme. Sur mon char de commandement je m´approcha du groupe. « D'où venez-vous, lieutenant ? » me demanda Hassan II. Du camp Moulai Ismaïl. » J'ajoutai : « Où est le général Gharbaoui ? », curieux de savoir ce qu'était devenu le commandant de ma Brigade blindée.

- Il a été tué par Ababou, me répondit Oufkir qui était debout à la droite de Hassan II.

Avant de décider ce que je dois faire, il me faut d´abord voir plus claire ce qui s´est passé. Je demanda à Oufkir: "Où est Ababou?"." Il doit certainement être avec ses troupes à Rabat" me répond Oufkir.

Par radio, et à haute voix, je donna immédiatement l´ordre à mes chars de faire demi tours pour nous diriger vers Rabat.

Oufkir me demanda alors s´il pouvait m´accompagner. Je lui ai fait alors signe de monter sur mon char.

C´est ainsi que j´ai rencontré, face à face, pour la première fois le

Général Oufkir.

Dès qu´il a grimpé sur mon char il m´a dit qu´il a perdu ses lunettes et il m´a demandé une cigarette (en vain, car je n'ai jamais fumé).

Il me demande: "Que se passe-t-il à Rabat ?"

Je lui avouai mon ignorance et je l'interrogeai sur ce qui s'était passé au Palais.

Par la bouche d'Oufkir, j'appris que le lieutenant colonel Ababou, mon ancien chef, et avec la complicité du général Medbouh à qui je devais d'être devenu officier, avait attaqué le Palais à la tête des cadets encadrés par mes anciens camarades de promotion. Je fis remarquer à Oufkir que le lieutenant colonel Ababou était considéré comme le meilleur officier de l´armée. Oufkir, peut être gêné, ne me répondit pas.

Oufkir m´informa que, pendant l´attaque il y a eu une confusion totale. Les attaquants avaient les mêmes uniformes que les gardiens du palais et tiraient sur tout ce qui bougeait. Personne ne savait plus qui attaquait qui! La moitié des hommes d´Ababou ont attaqué le palais par Sud sous le commandement de son frère le colonel Mohamed Ababou instructeur à l´École d´État Major de Kénitra.

L´autre moitié ont attaqué par le nord sous son propre commandement. Dans cette confusion le roi a réussi à se cacher dans les toilettes accompagné quelques proches collaborateurs et d´Oufkir. Dans ces conditions humiliantes, le général Madbouh vint le trouver pour lui proposer un compromis - qui consiste à lui faire signer son abdication en échange de lui laisser la vie sauve et - comme le roi Farouk avant lui - à quitter le pays avec toute sa famille. Madbouh a promis au roi de contacter l´ambassade de France pour les détails et les formalités de son départ du pays. Hassan a signé son abdication.

Hélas, Ababou, blessé dans son bras droit et rapidement opéré pendant l´attaque, cherchait en vain le roi qu´il ne trouve pas. Soudain il il voit le général Madbouh qui se manifeste et qui l´informe que le roi a signé l´abdication et qu´il lui a promis de le mettre sous la protection de l´ambassade de France pour quitter le Maroc. Une violente dispute s´est alors déclanchée entre les deux hommes.

Ababou qui, voulait d´abord juger Hassan II pour ses crimes, accusa Madbouh de trahison. Un des cadets d´Ahermoumou tira alors sur le généra . Rapidement, Ababou rassembla ses troupes ainsi que les officiers supérieurs qui étaient présents - en tant qu´invités au palais de Skhirat - et qui se sont ralliés à lui - et se dirigea sur Rabat pour facilement occuper l´État Major de l´Armé, le ministère de l´Intérieur et la Maison de la Radio ou il a commencé à diffuser la proclamation de la république et l´abolition de la monarchie.

Dans la tourelle de mon E.B.R., j'étais côte à côte avec celui que je considérait comme l'éminence grise du Palais, l'homme que je détestais le plus au monde après Hassan II. Mais, quelques jours plus tard, il me demandera d'être son aide de camp et bientôt nous deviendrons complices pour renverser le roi.

Oufkir me demanda: " Où allez-vous exactement ?" Je lui réponds: "Au Camps Moulay Ismail." Il me demanda s´il pouvait m y accompagné. Je lui ai répondu qu´il est le bienvenu.

Arrivé au camp Moulay Ismail, Oufkir me félicita pour mon sang-froid. Et après les 24 heures qu´il y passa avec moi, il me demanda avant de nous quitter de lui téléphoner plus tard, car il désirait me revoir.

Au Camps Moulay Ismail, Oufkir a appris par la radio qu´il a été nommé ministre de la Défense et "Major Général" de l´Armée (Au Maroc c´est le roi qui est "le chef d´État major" de l´armée. Ababou avait fait annoncer à la radio que le roi est destitué et que la

République était proclamée. Mais il était déjà un homme seul dans la défaite. L´État Major, le ministère de l´Intérieur et la maison de la Radio - que ses troupes occupaient - étaient déjà totalement encerclés par les troupes du commandant Lassari qui s´est échappé de Skhirat et par sa propre initiative il a amené - de Casablanca - les unités de la "Brigade légère de sécurité" (BLS).

Comme je l´ai décrit dans l´interview de la semaine dernière, les représailles contre les mutins ont été d'une sauvagerie inouïe.

La semaine suivante, le PC de la Brigade Blindée m'avertit que j'étais attendu par Oufkir.

En habit civil, le regard caché derrière des lunettes fumées qu'il ne quittait jamais, Oufkir me reçut amicalement. Il me félicita pour le sang-froid dont je fis preuve pendant la journée du 10 juillet et me questionna sur mon enfance et ma carrière militaire. Il me présenta à ses enfants et à son lionceau, appelé Skhirat.

Il m'interrogea sur l'état d'esprit de mes camarades officiers, et pour gagner du temps je lui proposai de lui remettre dans trois jours un rapport détaillé sur ce sujet.

Oufkir usa de tout son charme pour séduire le jeune officier sorti du rang que j'étais. « Le Maroc entre dans une période difficile, m'assura-t-il. Si le roi n'entreprend pas de profondes réformes, je crains que l'armée ne prépare d'autres révoltes. »

Malgré la mauvaise réputation de mon hôte, je cessais progressivement de me méfier de lui. « Nombre de généraux et de ministres sont corrompus, m'assura-t-il. Une pourriture s'est installée autour du roi et dans les Etats-major. » Je lui citai alors le nom d'un colonel bien connu pour s'emparer de l'argent de l'intendance. « C'est un voyou à citadin corrompu », ajouta Oufkir.

Je quittai le général et sa somptueuse villa, plus que jamais décidé à

m'allier avec le diable s'il le fallait pour renverser le potentat aux mains rouges de sang.

La révolte de Skhirat avait transformé Oufkir mais je l'ignorais alors.

Quatre jours plus tard, je pénétrai pour la seconde fois dans la résidence de mon nouvel allié, porteur d'un rapport incendiaire de 30 pages. J'y dénonçais la corruption des officiers, l'avancement dû au favoritisme et au bakchich. Après l'avoir lu attentivement, Oufkir enferma le rapport dans le coffre-fort dissimulé dans un mur de sa chambre à coucher.

Oufkir me dépeint le despotisme d'Hassan

Après le dîner, le général me raconta quelques histoires de la cour illustrant la servilité des ministres et le despotisme de Hassan. Mon hôte fumait cigarette sur cigarette tout en se livrant à une violente attaque du régime. A un récent conseil des ministres, m'avoua-t-il, Snoussi, le ministre à la peau noire, répondit à une remarque du roi : « Je suis votre esclave». En colère, Hassan lui lança : Il ne suffit pas de le dire, il faut l'être : c'est comme cela que ma dynastie a toujours considéré ses serviteurs. »

Hassan II a l´habitude d´organiser assez souvent la réception appelée « La nuit des Femmes ». Oufkir me raconta, écoeuré, comment le roi embrassait les courtisanes et les femmes des ministres avant de leur jeter une poignée de diamants. Les invitées se précipitaient et se bousculaient pour ramasser les pierres précieuses jetées sur le sol.

Au dessert, le second personnage du Royaume me demandait d'être son ami et pour camoufler la nature "non militaire" de notre relation, son aide de camp. J'acceptai à la condition de conserver le commandement de mon unité de blindés. Ce qui me fut accordé. A partir de ce moment, j'habitai chez le général et je devins son confident. Ministres, généraux se succédaient à la table de celui que

tout le monde appelait le Général ». Le redoutable Dlimi, devenu directeur de la Sûreté, ne vint jamais chez le Général. Je les croyait pourtant amis.

Oufkir avait l'habitude de me faire ses confidences importantes quand je l'accompagnais en voiture. Au mois de septembre, il était trois heures du matin, le général évoqua le complot de Skhirat :

- Mille élèves sous-officiers auraient pu changer l'Histoire du Maroc et la faire avancer d'un siècle. Ils nous ont montré le chemin. Il faut nous débarrasser de la monarchie. Hassan a conservé toutes les traditions d'une dynastie qui a conduit le Maroc au désastre au début du XX siècle. En ce moment, au lieu de s'occuper des affaires du royaume, il se trouve à Fez avec ses putains. Il possède un harem de 150 femmes dont certaines ont été enlevées dans la rue par les hommes de main du Palais. Notre monarque est un drogué. Son Palais est devenu un centre de haschich. Son fils qui a 7 ans préside des réunions. Des hommes lui baisent la main, c'est pire que sous Louis XV.

Le général, qui parlait assez mal l'arabe, s'exprimait en français, langue que ne comprenait pas le garde du corps et chauffeur qui nous accompagnait.

Ces confidences faites au jeune officier que j'étais me bouleversèrent. Sans dissimuler mon émotion, je balbutiai : «Vous m'avez fait beaucoup d'honneur en me faisant confiance.

A partir de cet instant un pacte était scellé entre moi-même et le général oufkir.

Je dormais dans une chambre de la villa d'Oufkir à Souissi et chaque matin je me rendais au camp Moulay Ismaïl où j'avais gardé le commandement de mon unité de blindés. Mon puissant allié pouvait être très bavard ou très silencieux. Il me parla longuement de Nasser et de sa Charte nationale qu'il connaissait à fond. Il voulait

l'évacuation des bases américaines du Maroc : « la plus grande d'entre elles est le Palais Royal », disait-il.

Le mitraillage du Boeing

En août, Hassan partit pour la France. Il nous fallait tenter quelque chose lors de son retour.

Je proposais de faire occuper l'aéroport de Salé par des hommes sûrs et d´arrêter Hassan II à sa descente d'avion. Mais Oufkir m'assura qu'il était décidé à obliger le Boeing de Hassan par des chasseurs à réaction F 5 à atterrir à la base militaire de Kénitra. Après une rapide visite à sa famille qui passait ses vacances à Tétouan, mon complice était de retour à Rabat le 10 août 1972.

Le lendemain, il rencontrait le lieutenant-colonel Amkrane et lui demandait de de se charger de faire atterrir le Boeing royal dans la base de Kénitra et d´y arrêter Hassan II. Le retour de Hassan était prévu pour le 16 août. Le soir du 15, Amkrane, qui était grièvement malade, nous avertit qu'il ne pourrait pas piloter lui-même et il nous proposa d'avertir Kouira, son homme de confiance, excellent pilote.

- Tu es le chef, dit-il à Oufkir, c'est à toi de le prévenir.

Rendez-vous fut pris par téléphone à Casablanca, dans un bar de l'avenue Hassan II. A 3 h 30 du matin, le général était de retour. Il me réveilla pour me dire : « Tout est prêt, nous sommes dans la main de Dieu ». Il voulut entendre une dernière fois l'enregistrement du communiquer sonore que j'avais préparé pour annoncer l´abolition de la monarchie et dont voici l'essentiel déjà publié par "***Paris- Match***" dans son numéro du 29/9/1973 et qui devait être diffusé sur les ondes de la radio, si la tentative avait réussi:



« Au ,nom du peuple, au nom de Dieu, au nom de la justice et du droit, du. nom de tous nos martyrs, au nom de la volonté du peuple de ,choisir le régime qui lui convient et de déterminer sa destinée, nous proclamons la République, l'abolition de la monarchie. Un Conseil de Commandement de la Révolution provisoire va gérer les affaires du pays jusqu'à l'élection du Conseil de la Révolution.
L'armée a désarmé le Roi pour armer la volonté populaire.
L'avant-garde qui a déclenché la révolution n'a pas de bâton magique pour réaliser les aspirations populaires. Nous avons éliminé le roi. C'est au peuple de mettre fin à la domination et à l'exploitation des milliers de petits rois qui pullulent partout dans le pays. Nous avons agi en tant que citoyens et non, en tant que militaires. Nous tournons désormais nos baïonnettes contre la tyrannie et non contre le peuple ».

Cette nuit-là, il ne se coucha pas. Le matin du 16 juillet 1972, il se rendit à Témara pour un rendez-vous et revint vers 11 heures. « Trois chasseurs F 5 "accueilleront" l'avion du roi dès qu'il survolera le sol marocain pour l´escorter jusqu´à la base de Kénitra. Cette fois, il n'en réchappera pas m'assura-t-il.

A 16 heures, le général téléphona au colonel Hatimi, commandant la Brigade blindée, et lui demanda de se rendre à l'aéroport. Je le quittai peu après et je rejoignis le camp Moulay Ismaïl.

« Attends-moi, là-bas, je te contacterai. », me dit Oufkir.

A 17 h, Oufkir entrait dans la cour de la caserne Moulai Ismail, à bord d'une R16. Trente minutes plus tôt, il avait entendu à la tour de contrôle de l´aéroport de Rabat-Salé un message transmis par la radio du Boeing royal: « Ne tirez plus, le roi est mortellement blessé ».

En entrant au Camps Moulay Ismail, on l'appelle au téléphone "de la part du roi". Je ne saurai jamais ce que le roi lui a dit car je ne devais jamais le revoir vivant. Il quitta le camp à bord de la R 16, conduite par un capitaine. J'ai appris qu'il s'était rendu successivement à l'Etat-Major et à l'aéroport où le roi avait disparu.

J´ai appris, plus tard, que le commandant Kouira - qui dirigeait les trois F5 - a donné l´ordre, à l´avion du roi, d´atterrir à la base de Kénitra, Mais Hassan II a catégoriquement refusé cela. C´est alors que Kouira commença à tirer sur le Boeing royal.

L'échec de l'opération, je l'appris plus tard, incombait au commandant Kouira qui arma les mitrailleuses des trois chasseurs avec des balles d'entraînement au lieu d'utiliser des balles explosives. On s'était trompé de caisses de munition. Comble de malchance la mitrailleuse de Kouira s'enraya. Il tenta de jeter son chasseur sur le Boeing, mais c´est son avion qui s´est endommagé et il sauta en parachute. Les deux autres pilotes, les lieutenants Zyad et Boukhalif, avaient épuisé leurs munitions. Ils se posèrent à Kenitra, armèrent leurs mitrailleuses à nouveau et filèrent sur l'aéroport de Salé qu'ils mitraillèrent dans l´espoir d´y trouver le roi. Le commandant Kouira avait touché le sol à Oulad-Khalifa, près de Kenitra, où des gendarmes arrivés en hélicoptère le capturèrent.

Un suicidé troué de balles

Sans nouvelles, je restais avec mes chars au camp des blindés où j'attendis une partie de la nuit. A trois heures du matin, une radio étrangère annonça qu'Oufkir était parti à la base aérienne de Kenitra. A cinq heures, France-Inter déclara « Le général Oufkir s'est suicidé ». Malgré cette effarante nouvelle, je ne désespérais pas encore, me doutant qu'en ces moments d'affolement les fausses nouvelles étaient fréquentes.

Il m'avait dit que s'il lui arrivait un accident, je devrais mettre en lieu sûr es enregistrements annonçant la chute de la monarchie.

Au lever du jour, je quittai le camp par la sortie de l'infirmerie et à bord de ma voiture, garée dans one rue voisine, je me suis dirigé vers a résidence du général. , mon revolver caché sous mon blouson, je m'approchai du soldat en tenue de combat qui montait la garde.

- Est-ce que le général est entré ?

- Quel général ?

- Oufkir.

- Il est mort. Entre, tu pourras le voir.

Le frère d'Oufkir Moulay Hachem me conduisit vers le corps de mon d´Oufkir dissimulé sous une couverture. Je la soulevai et j'examinai le cadavre troué de balles. La poitrine, le ventre, une partie du visage étaient emportés. Les balles avaient été tirées par derrière. Il ne s'était donc pas suicidé.

Le porte-documents, si compromettant pour moi, était introuvable. Je devais fuir. J'abandonnai ma voiture dans le centre de la ville après avoir troqué ma tenu d'officier contre une tenue de plage qui se trouvait dans le coffre de ma voiture. Je me débarrassai de mon pistolet automatique 11 mm que m'avait offert Oufkir. A chaque carrefour, des soldats en arme contrôlaient les occupants des voitures. Derrière la gare, je grimpai dans un vieux taxi qui m'emmena au quartier Yaakoub El Mansour, le bidonville de Rabat. J'ai marché le long de la côte atlantique et j'ai ôté mes vêtements, ne gardant qu'un slip de bain et je me suis dirigé vers le sud, vers Casablanca. Avant d'arriver à Skhirat, j'ai préféré m'enfonce dans l'intérieur des terres et faire un long détour. A Fedala, je me suis acheté une djellaba et une perruque. Dans la nuit j'arrivais à Casablanca où j'appris par un ami que la police était à ma recherche.

Ma fuite jusqu'à la Suède

Au mois de septembre 1973, je débarque en Suède. Un des rares documents que je suis parvenu à sauver m'attendait post restante à Stockholm. Il était signé du colonel Sefrioui commandant de l'Académie Royale militaire et déclarait:

« Ancien élève de l'École Normale Supérieure et professeur au lycée, Mohammed V, Ahmed Rami est titulaire du diplôme d'Études Supérieures. Il a, par son loyalisme pour sa patrie, sacrifié son poste d'orateur dans les salles de conférences pour celui de meneur d'hommes sur le terrain. Élève-officier de l´Académie Royale militaire possédant le sens de l'organisation et du sacrifice le plus absolu ; ainsi que par son sens de l'honneur et du service Ahmed Rami a fait beaucoup pour l'Académie. Franc et soucieux, honnête aimant le goût du risque, pénétré par le courage physique et moral indiscutable Ahmed Rami possède toutes les vertu qui ont toujours fait la grandeur de l'officier. »

"*Al-michaal* " du 25 janvier 2007

- Comment jugez vous les exécutions sommaires que le Maroc a connu sous le régime de Hassan II ?

- Rami: Dans le cadre d'un pouvoir personnel absolu, autocratique, non démocratiquement élu et donc illégitime et en l'absence totale d'un État de droit, sans séparation des pouvoirs et sans indépendance de la justice, le roi était au-dessus de la Constitution et des lois. Il était tout: l'État, la Constitution et la Loi! Dans ces conditions, les exécutions,

sous Hassan II , étaient surtout des assassinats criminels pour liquider physiquement des dissidents et des opposants politiques au régime.

En général, qu'il s'agisse même d'un régime " démocratique " - je le précise, je suis opposé, par principe, à cette peine barbare d'élimination physique des êtres humains, qui est d'un autre âge. La peine capitale est une sentence, ou mieux un acte de vengeance bafouant les principes les plus élémentaires des droits de l'homme. L'une des premières décisions symboliques qui devaient justement être prises, si la tentative du 16 août 1972 avait réussi, était précisément l'abolition de la peine de mort.

Malheureusement, notre pays, dans un cercle vicieux, est pris entre le blocage d'un régime anachronique et les temps qui changent. Et puisqu'il s'agit de gérer intelligemment une société, l'important n'est pas de savoir "qui" gouverne un pays, mais "comment" il est gouverné! La liberté, la démocratie et les droits de l'homme doivent donc être définis en tant que méthode et règles de jeu, et non en tant contenu et idéologie.

Le régime - ayant choisi d'autres méthodes "tazmamartiennes" d'élimination physique plus sophistiquées - la dernière exécution "officielle" publique, sous Hassan II, remonte au **1er septembre 1993;** elle a touché un produit typique du régime, le tristement célèbre commissaire de police Mohamed Tabit condamné pour "viols en série" dans l'exercice de sa fonction. Telle une farce ou une mauvaise plaisanterie, cette exécution fait plutôt penser à l'escroc déclarant avoir " mangé le dernier cannibale "! C'est, en vérité, le système - qui viole et qui continue de violer tout un peuple et toute une société - qui devrait être politiquement "exécuté" et "liquidé"! Les tortures et les

humiliations systématiques (qu'exerce la police du régime et ses prisons contre ses opposants et ses misérables victimes sociaux-économiques) ne sont-elles pas de véritables viols en série?

- Quelles sont les principaux exécutions dont les militaires marocains ont été victimes sous le régime de Hassan II ?

- Rami: Sans procès ni jugement, le 13 juillet 1971, en présence du roi Hassan II et du roi Hussein de Jordanie venu spécialement au Maroc assister à l' événement, treize officiers supérieurs marocains, dont quatre généraux, ont été fusillés,au lendemain de la tentative de révolution de Skhirat, dans les dunes d'un champ de tir près de Témara. Attachés à des poteaux, treize officiers furent fusillés de treize balles chacun par treize soldats. Le premier ministre **Laraki** fut le premier à cracher sur les cadavres des martyrs.
Le commandant **Salmi**, soucieux de se faire valoir auprès du roi, trancha la main d'un des fusillés à l'aide d'un couteau et s'empara des menottes de celui-ci comme d'un trophée. Un bulldozer ensuite broya les cadavres et les ensevelit dans une fosse commune. **Ce massacre criminel a été diffusé en direct par les médias officiels. Et les deux rois d'observer à la jumelle avec soulagement et satisfaction l'agonie des officiers martyrs. Or il faut souligner qu'aucun des officiers assassinés n'a participé ni à la gestation de l'idée ni à la préparation ou à la tentative de révolte militaire de Skhirat. Tout ce qu'ils ont de commun avec elle, c'est de s'être ralliés aux révolutionnaires après que ceux-ci se fussent emparés du palais de Skhirat; ce qu'eût fait à leur place la majorité des Marocains!**

Avant ce massacre, la vengeance qui s'était exercée sur les cadets et officiers rebelles d'Ababou (lesquels, eux, ont effectivement attaqué le palais royal de Skhirat) avait été d'une incroyable cruauté. Des dizaines de cadets blessés avaient été jetés vivants dans une fosse commune. Hassan II a fait amener des instruments de torture et pris part personnellement à l'interrogatoire, à la torture des détenus à la caserne Moulay-Ismaïl. Treize des seize généraux que comptait l'armée figuraient au nombre des détenus.

A plusieurs reprises, le roi a frappé au visage le colonel Chelouati, alors que ce dernier était attaché sur la chaise, les yeux bandés. "Quel est le lâche qui frappe un homme ligoté?" a demandé Chelouati ? "Ôtez lui le bandeau", ordonna le tyran. Quand il le vit Chelouati lui cracha au visage. "Demain, je cracherai sur son cadavre", promit le roi.

Après le tentative militaire du 16 août 1972, le Colonel **Amkran**, commandant adjoint de l'armée de l'air marocaine, le commandant **Kouira**, commandant la base aérienne de Kénitra et neuf de leurs camarades ont été, à leur tour, condamnés à mort, le 7 novembre 1972 et exécutés le jour de la plus grande fête religieuse musulmane de l'Aïd al-adha, le jeudi, 13 janvier 1973. C'est Hassan qui lui-même a choisi les "juges" du "tribunal" qui les ont condamnés, ainsi que la date exacte de leur exécution! Parmi ces juges figurait le colonel **Dlimi** qui était avec le roi parmi les passagers de l'avion que les accusés avaient attaqué!

- À votre connaissance, est-ce que des exécutions et des liquidations hors la loi ont eu lieu à l´époque de Hassan II? Et qui était vraiment derrière ces actes criminels?

- Rami: Il y a eu, juste après Skhirat, des assassinats inspirés

et couverts par les plus hautes autorités. Le but était - comme aujourd'hui en Irak - de diviser pour régner en provoquant des luttes intestines de vengeance, tribales ou régionales, pour provoquer des affrontements de groupes contre groupes. J'en donne un exemple: de mon bureau , à l'État-major de la Brigade blindée au camps Moulay-Ismaël à Rabat, au matin du 11 juillet 1971, j'entends une rafale de mitraillette, non loin de ma fenêtre. Sorti immédiatement de mon bureau, je vois à cinq mètres de moi le cadavre d'un sergent-chef allongé sur le sol. Le sous-officier abattu s'appelle **Ziane**, originaire du Rif. En interrogeant quelques soldats sur ce qui s'est passé, j'ai appris que le sergent chef avait été abattu par un sergent de la tribu du général Gharbaoui, chef des aides de camp de Hassan II, abattu, la veille, à Skhirat par les mutins du colonel Ababou (originaire du Rif)! Sur cet assassinat et d'autres semblables, il n'y a jamais eu d'enquête, de procès ou de sanction!

Un officier " bien informé "m'avait alors conseillé (si je ne voulais pas avoir des ennuis avec les hautes autorités) de ne pas poser trop de questions sur ce sujet "tabou"!

- Savez vous quelles étaient les motivations qui ont poussé les officiers rebelles exécutés à retourner leurs armes contre contre HassanII ?

- Rami: Le martyr **Amkran** a bien résumé les motifs qui animaient les auteurs de ces révoltes militaires, ainsi que leurs derniers mots prononcés devant les pelotons d'exécution, en déclarant devant le "tribunal" qui l'a jugé: "***Je sacrifie ma vie pour la patrie. J'étais résolu à abattre l'avion, même si cela devait me coûter la vie. "*** J'ai bien connu les martyrs **Abadou**, **Amkran**, **Kouira** et les autres leaders de ces

révoltes. Ils n'avaient d'autres buts que de libérer leur pays, leur société, leur peuple et leur nation islamique de la dictature et de la tyrannie intérieure, de la domination étrangère et de tous les facteurs de décadence pour instaurer la dignité du citoyen, la liberté, la démocratie et les droits de l'homme. Des droits qui sont naturels et élémentaires, mais qui nous sont encore tout purement et simplement refusés par des tyrans au service de l'occupant sioniste et du néocolonialisme.. "

- Hassan II est le fils de Glaoui
- La fille juive de Hassan II, et soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- La tare organique du système monarchique
- Qund "moulay" Hafid se convertit au judaïsme...
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- Une "République" qui préfère la monarchie chez les autres
- L´on exécute son "Pétain" et l´on décore celui des autres
- رسالة الى محمد السادس
- في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
- في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
- في الجزيرة القطرية: عن محمد السادس
- في الأيام المغربية: عن الإنقلابات

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- Hassan II, agent du Mossad
- Ben Barka, Agent du Mossad

Nouveau livre d´Ahmed Rami:
"Une monarchie coloniale au Maroc"

Le règne de Mohamed VI:
Est-il différent de celui de son père?

L'idéalisme d´Ahmed Rami

- Balafrej, agent du Mossad
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Le Mossad, une agence criminelle
- Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons

GEOSTRATEGIE.COM
http://www.geostrategie.com/cogit_content/verbatim/Cequisestpassenaot1972.shtml

Le terrorisme, le Maroc et l´Islam
Interview de l´hebdomadaire marocain *Almichaal* avec Ahmed Rami

رسالة مفتوحة الى محمد السادس

HOME

LIVRE

La domination juive

Par:

Ahmed Rami

PREFACE

Par: Gerd Honsik

J'ai appris à connaître Ahmed Rami dans la demeure de l'ancien Major général, âgé de 82 ans, Otto Ernst Remer, lors de son exil en Andalousie, à Marbella.

L'amitié pleine de respect mutuel qui unissait ces deux hommes si dissemblables, paraissait une contradiction de prime abord : d'un côté, l'officier allemand de la deuxième guerre mondiale, âgé, décoré de la récompense suprême, la Ritterkreutz, aux feuilles de chêne, car il fut blessé 11 fois et connut 48 jours de combat au corps à corps, de l'autre, le jeune ancien lieutenant des panzers de l'armée marocaine.

D'un côté, le soldat de métier allemand, sorti tout droit de la tradition prussienne, qui a surtout à son actif d'avoir fait échouer un putsch contre son Führer Adolf Hitler, le 20 juillet 1944 ; de l'autre, l'ancien lieutenant de panzers, Ahmed Rami, fils d'un Imochar berbère, très pauvre, - il ne possédait qu'une vache et 4 moutons - mais fier, qui, jeune officier attenta à la vie du roi du Maroc, Hassan II, le chef de l'Etat, comme autrefois Guillaume Tell attenta à la vie de son bailli.

Mais après avoir réfléchi, je trouvai que ces deux hommes si différents dans leurs personnalités apparentes étaient animés par un idéalisme intransigeant, sans nul égard pour les règles du jeu matérialiste de la société occidentale, blindés également contre ses tentations, chevaleresques et prêts à tout moment à se mettre au service du Bien comme le fit jadis un

don Quichotte. Et prêts à offrir leur vie pour la cause de leur peuple.

Une solide conception de l'honneur déterminait leurs actes, à tous deux. Tous deux voulurent servir leur peuple. L'un en 1944, l'autre en 1972. Remer avait conscience, le 20 juillet 1944, que la grande majorité du peuple allemand s'était rangée derrière Hitler. Le régime avait donc été fondé légalement.

Ahmed Rami, en 1972, était convaincu que le roi du Maroc n'était qu'une marionnette de la puissance coloniale française et de la CIA, qui exerçait sans pudeur un pouvoir tyrannique contre la volonté de son peuple. Le pouvoir de l'Etat était de ce fait illégitime.

Aussi l'un défendit son Fürher lorsque celui-ci fut attaqué et l'autre, attaqua le chef d'Etat dont il avait reçu l'ordre d'assurer la défense. Et cependant tous deux ont agi en vertu d'un même motif : l'amour de la patrie !

Et l'on peut dès maintenant tirer le premier enseignement de ce livre :

Il existe des circonstances qui lient un soldat à son devoir de fidélité envers le chef de l'Etat et d'autres circonstances qui l'obligent au contraire à se révolter contre celui-ci.

Car un soldat, comme n'importe quel citoyen, doit d'abord être au service de son peuple. (démocratie signifie : autorité du peuple). Et par conséquent le pouvoir exécutif de l'Etat tient sa légitimité, de façon naturelle, du peuple car celui-ci est souverain.

Lorsque le gouvernement, en effet, se dresse contre le peuple, la résistance devient un devoir pour chaque citoyen et en priorité pour le soldat.

D'où, si un gouvernement agit au détriment de son peuple dont la souveraineté est bafouée par la ruse et la duplicité, qu'il cherche à le frustrer de ses intérêts, à le dépouiller de l'exclusivité de son territoire ou qu'il cherche à le détruire par d'autres moyens, la défense commune du pays concerné oblige à la résistance à l'encontre d'un un tel gouvernement. Un gouvernement criminel de cette espèce, s'il existe, doit être renversé par un soulèvement brutal de la force militaire et doit être traduit en justice.

Et ceci constitue le deuxième enseignement de ce livre :

A une époque, où l'ordre mondial américain a déclaré universellement la guerre et a détruit au moyen de son système monétaire, de ses trusts médiatiques la reconnaissance des frontières nationales comme des frontières des peuples aux peuples d'Afrique, d'Europe et d'Asie, nous devons, nous, Allemands, reconnaître ceci : nous ne sommes plus capables de nous libérer tout seuls : la révolte de l'ensemble des nations et des démocraties (gouvernements du peuple) pourra seule y mettre obstacle.

Nous devons faire nôtres, les droits des Albanais, des Tibétains, des Hutus, des Tutsis, des Apaches, des Croates et des Palestiniens, faire de leurs revendications, une affaire allemande. Et les hommes des autres pays deviendront nos alliés naturels puisque notre droit à nous sera considéré aussi par eux comme le leur.

Jamais la haine, la violence ni l'épuration ethnique n'ont été engendrées par la reconnaissance du droit légitime des peuples à disposer d'eux-mêmes mais bien par la négation de celui-ci.

L'impérialisme américain est seul responsable de cette guerre totale séculaire menée contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.et la souveraineté des nations ;il écrase par son système totalitaire malfaisant non seulement son propre peuple mais par le contrôle des flux monétaires, avec l'aide de ses médias, au moyen de ses troupes d'intervention, il constitue un danger permanent pour les démocraties du monde entier.

Ce danger qui est naturellement universel doit être combattu universellement.

L'homme blanc, l'homme noir, l'homme jaune, l'homme rouge doivent s'unir dans le monde entier contre la dictature de l'Argent !

Ce qui arrive aujourd'hui nous concerne tous.

Ahmed Rami est un combattant pour le droit des citoyens. Il est un ami des Allemands. Venu des déserts de pierre des montagnes de l'Atlas,il s'est engagé dans le combat pour le droit des Palestiniens autant que dans le combat pour la liberté de pensée en Allemagne. Il doit être notre exemple s'il s'agit d'être artisan d 'une union de tous les peuples qui dépasse les races et les religions contre la mondialisation.

Ahmed Rami a sans cesse élevé la voix en faveur des prisonniers et des persécutés politiques, pour Faurisson, pour Remer, pour Walendy, pour Deckert, pour Kemper, pour Lachout et tant d'autres.

Mais prenons tout de suite connaissance de son discours simple et clair, comme le Coran.

Comme la source aussi à laquelle, jeune pâtre, il s'est désaltéré !

Ecoutez l'histoire du petit garçon aux pieds nus qui est venu des gorges de l'Atlas et qui portant son message, est parti sur les routes vers Casablanca pour apprendre à lire.

Celui qui sortit du dénuement pour devenir un combattant incorruptible pour la liberté et dont la voix sortie de l'exil redonna l'espoir à son peuple.

Parle à présent, mon Ami, Ahmed Rami, fils d'Imochar !

Gerd Honsik,
(Ecrivain autrichien)

Qui est Ahmed Rami ?

Par:
Magdy Hussein

Ahmed Rami, correspondant pour l'Europe de l'ALSHAAB, est un combattant islamiste d'origine marocaine. Sa vie est en beaucoup de chose typique de sa génération. Il fut accusé de complicité lors d'un putsch raté en juillet 1971 contre Hassan II. A cette époque, Rami était officier dans l'armée marocaine. Il fut condamné à mort mais put s'enfuir à l'étranger. Il fait partie des admirateurs de l'Egypte de Nasser. Rami ne vit pas seulement en Suède aujourd'hui cependant il est devenu citoyen suédois. Dans sa nouvelle patrie, il a créé la station émettrice Radio Islam.

Ahmed Rami voit dans l'Islam le moyen d'unifier les nations arabes. Encore aujourd'hui il continue à avoir la plus grande estime pour l'époque de Nasser. Mais malgré toutes ses passions pour le passé, son regard est pourtant tourné vers l'avenir. Selon lui, l'avenir appartient au mouvement islamique et il fait siennes les idées du parti d'action islamique égyptien. Il travaillera à partir d' aujourd'hui pour notre journal comme correspondant pour l'Europe. Nous l'accueillons avec joie dans les rangs des collaborateurs du ALSHAAB.

Ahmed Rami accomplit en Suède un travail extraordinaire. Pratiquement seul, il lutte là-bas contre l'infiltration sioniste. Rami utilise sa radio émettrice Radio Islam à partir de son logement exigu de 20 mètres carrés (le poste est provisoirement hors d'action pour des raisons financière). Il ne veut pas louer un plus grand appartement car il songe à retourner au Maroc ou dans un autre endroit de sa patrie arabe.

Sous sa plume sont nés quatre livres volumineux en langue suédoise qui démasquent les sionistes. Ce sont des chrétiens suédois qui ont financé leur impression ! En Suède, tout le monde connaît Ahmed Rami. Ses opinions politiques sont discutées au Parlement et jusque dans le Gouvernement suédois ! Sans doute, les organisations juives ont réussi à porter plainte contre lui pour cause de ce que l'on appelle l'antisémitisme et à le faire emprisonner durant six mois. Mais pendant sa détention, il a organisé les émissions de Radio Islam à partir de sa cellule !

Il quitta la prison, devenu combattant convaincu de la résistance antisioniste. Aujourd'hui, il poursuit son combat comme correspondant au sein de l'ALSHAAB. Que Dieu le bénisse et le protège ainsi que tous qui comme lui oeuvrent pour la prospérité de notre nation !

Magdy Hussein,
(Rédacteur en chef du journal égyptien ALSHAAB)

La domination juive

Par: **Ahmed Rami**

De l'Etre du Sionisme

Le sujet qui est traité dans ce livre est tabou en Suède, comme aussi dans d'autres pays occidentaux : le sionisme, la juiverie et l'état juif d'Israël avec sa fausse démocratie. A cet ensemble de tabous, les média n'osent pas toucher et il n'existe aucun débat public sur ce sujet. Ceci découle des faits suivants que chacun de nous connaît bien.

Nous pouvons critiquer et condamner l'enseignement chrétien, le capitalisme et le marxisme selon notre bon plaisir. Nous pouvons mettre au pilori l'ordre social de l'URSS, des USA et de l'Afrique du Sud. Nous pouvons faire un battage médiatique sur l'anarchie ou la monarchie et toute chose semblable sans risquer davantage qu'une réponse par une polémique ou une discussion.

Cependant pour notre sujet, il n'existe aucune liberté de pensée : si on analyse les fondements du sionisme et qu'on remet en question son idéologie comme sa domination sur la Palestine, on viole un tabou établi. On a fait quelque chose d'indécent, de criminel même. On n'est plus alors invité à des séminaires de réflexion politique mais bien invité à comparaître devant le tribunal de l'Etat.

En tant qu'antisioniste démocratique, on n'est pas seulement personnellement diffamé et accablé par des accusations insensées mais on encourt le danger d'entrer en conflit avec la justice et d'être traîné devant le Cadi comme un malfaiteur. En outre on est traité de fou et de

menteur.

La critique légalement admise dans chaque démocratie pour un adversaire politique devient ici quelque chose d'infamant, de méchant et pratiquement, de criminel. Paradoxalement, on est accusé de trahir la démocratie, on s'est dressé contre cette démocratie qu'on veut cependant exercer en paroles et en actes.

Le sionisme est en fait un phénomène anti-démocratique autant dans sa théorie que dans sa pratique : il est extrêmement chauvin, raciste et exerce une pure violence contre un autre peuple, ainsi il occupe la Palestine au nom de la sécurité du peuple juif et oppresse la population qui y est depuis longtemps établie.

L'auteur de ce livre peut dire un brin à ce sujet vu sa propre expérience sur ce qui arrive à un critique de la puissance sioniste. Il a été poursuivi en justice pour "incitation à la haine raciale" et il se trouve en but à des diffamations continuelles. Dans la presse, on le désigne comme "un antisémite enragé", comme fidèle adepte des bourreaux antisémites nazis et par tous les noms les plus aimables qui soient !

Le fait que quiconque examine d'un oeil critique l'idéologie humanitaire raciste des sionistes et l'état d'occupation d'Israël, veut "exterminer les Juifs", est devenu un refrain de la propagande monstrueuse sioniste qui revient constamment, un mensonge qui est gobé par la plupart des journalistes et auteurs.

On se croit revenu plusieurs siècles en arrière à l'époque des croisades ou des grandes guerres de religion lorsque, non seulement des personnes innombrables, mais aussi des peuples entiers étaient emplis de fanatisme religieux et voyaient dans chaque "incroyant", "hérétique" ou "papiste", une incarnation de Satan qu'il fallait exterminer sans pitié soit en le convertissant par la torture à la "vraie foi" soit en lui coupant simplement la tête.

Comment tout cela est-il possible à notre époque qualifiée cependant si volontiers de siècle des lumières, dans laquelle la raison est reine et qui place la science si haut dans l'échelle des valeurs qu'on est sûr qu'elle pourra résoudre tous les problèmes et tous les conflits !

Pourquoi justement un état déterminé, en l'occurrence l'Etat juif d'Israël avec l' idéologie qui le sous-tend, le sionisme qui est sanctifié par l'Ancien Testament (dont les fondements sont la reconnaissance du Peuple élu et l'espoir de la Terre promise), est-il devenu sacro-saint et exclu de toute critique ? En vertu de quoi Israël et le sionisme (un mouvement d'occupation) sont-ils intouchables comme une vache sacrée ?

En vérité une telle mise au point ne doit-elle pas s'allier à une vision politique claire, nécessaire pour trouver des solutions constructives au conflit palestinien ? Et comment tout

ceci s'accorde-t-il en particulier, avec la liberté de pensée démocratique et avec le principe de la dignité humaine qu'on estime tellement comme contrepoids aux conceptions totalitaires et au plat conformisme intellectuel ?

Ce sont ces questions difficiles qui sont traitées dans ce livre. Je remercie très cordialement tous les amis qui m'ont aidé à rassembler des faits de même qu'à les exprimer correctement. Sans leurs conseils éclairés et leur soutien, ce livre n'aurait pas vu le jour. Ma gratitude va aussi à ceux qui ont accepté de se mettre à ma disposition pour des interviews avec Radio Islam et qui ont contribué ainsi à un débat constructif.

****

Dans un compte rendu publié par l'Internationale socialiste au sujet de l'anti-sémitisme en URSS on trouve un article d'un journal soviétique, dans lequel on peut lire ce qui suit :

"Le sionisme constitue un empire invisible, mais fort et puissant de gens de la finance et de l'industrie, un empire qu'on ne peut montrer sur aucune carte mais qui existe bel et bien et qui opère à travers le camp capitaliste. Des sionistes - les juifs des USA - possèdent à eux seuls 80% des organismes d'information locaux et internationaux."

A peu près au même moment, Sigbert Axelson écrivait dans le cahier du Forum Chrétien :

"Les sionistes gouvernent les médias de tout le monde occidental et ils possèdent une hégémonie assurée dans ce domaine. Ils travaillent avec acharnement à empêcher que le large public soit informé objectivement et ils y arrivent habituellement."

Dans un livre récemment paru de l'ancien correspondant Nahost du quotidien Nyheter Ake Ringberg, qui porte comme titre "Du sang à Beyrouth", l'auteur écrit au sujet de la minorité juive des USA : "Le pouvoir installé des juifs est une menace pour la liberté de pensée et la libre circulation des informations et cette menace s'exprime par des assassinats, des menaces de morts, des incendies provoqués, des diffamations, l'interdiction de réunions, etc."

Radio Islam a dénoncé ce fait par ces mots : La propagande sioniste a pris sous son contrôle les médias les plus importants. Ceci stipule des mesures soigneusement orchestrées :

"Les sionistes tiennent entre leurs mains presque toutes les industries cinématographiques américaines, la télévision, la presse ainsi que les éditions de livres, et toutes leurs productions sont répandues dans le monde entier. En Suède aussi, les sionistes ont placé leurs disciples dans le but d'acquérir des positions stratégiques sûres au sein de la police de la pensée."

***

Mais nous devons savoir que la force d'Israël réside dans notre faiblesse. Les régimes politiques qui règnent dans nos pays peuvent être comparés à des organismes morts, nos gouvernants sont politiquement finis.

Et, au lieu d'abdiquer dans l'honneur, ils se cramponnent au pouvoir et tentent d'entraîner malgré eux leurs peuples dans l'abîme.

Tout d'abord, il nous faut vaincre le despotisme, la décadence et la corruption dans nos coeurs et dans nos peuples !

Au lieu de baisser les bras, nous devons travailler sérieusement pour créer des conditions économiques, politiques, militaires et sociales nécessaires à la victoire de la Justice !

L'avenir appartient aux forces de l'Islam. Le Hezbollah, le Hamas, la Djihad sont autant de réponses de l'Islam au défi sioniste.

L'Islam a commencé au 6e siècle en tant que mouvement culturel et spirituel contre les super puissances de l'époque.

La force militaire de l'Islam s'est accrue en proportion de sa force spirituelle.

Aujourd'hui, capituler devant l'arrogance juive n'est pas une solution. C'est trahir les générations futures.

Même si nous ne pouvons pas aujourd'hui créer les conditions de la victoire, ne soyons pas cependant nous-mêmes les instruments de notre défaite. Le pire que nous puissions faire est de capituler sans résistance.

Chaque "solution" extorquée par la violence, chaque "paix" (capitulation !) seront rejetées par les futures générations.

La seule solution à la question palestinienne réside dans le retour du peuple palestinien dans sa patrie.

****

Le sionisme consiste donc en un empire invisible mais gigantesque et puissant de gens de la

finance et de l'industrie, un empire qu'on ne trouve sur aucune carte du monde mais qui n'en existe pas moins et qui opère partout dans les camps capitalistes. Des sionistes, les Juifs des Etats-Unis, possèdent 80% des organismes d'information locaux et internationaux.

Ce livre est une critique de notre pensée politique habituelle. La réalité qui se cache derrière la façade "démocratique" est-elle autre chose que la conception du monde inculquée à travers les mass média ? D'après l'auteur, nous vivons déjà sous la dictature camouflée de véritables multimilliardaires sionistes, bien réels, qui par leur contrôle sur l'industrie de la pensée exercent un pouvoir terrible et conspirent à mettre l'humanité en esclavage dans un "Nouvel Ordre Mondial" totalitaire. Le système politique tout entier des Etats-Unis, par exemple, se trouve déjà sous l'autorité des sionistes et ce pays peut être considéré comme rien de plus qu'une colonie d'Israël ! Comme jeune officier des Panzers au Maroc, Ahmed Rami, au début des années 70, prit part à deux essais de renversement de la dictature royaliste corrompue et il dut fuir à l'étranger. Il est aujourd'hui citoyen suédois et il poursuit son combat consciencieux et déterminé comme militant islamiste pour libérer l'humanité et instaurer la justice sociale.

LE GENOCIDE PALESTINIEN

Le "débat" passionné, voire virulent sur le conflit palestinien continue de plus belle.

Pourtant un observateur attentif constatera qu'il s'agit là d'un débat étrange, voire fantômatique, conduit par les amis d'Israël et qui porte en majorité sur la crise interne d'Israël. Ceux là se demandent comment Israël pourra résoudre au mieux ses problèmes intérieurs pour pouvoir survivre en tant qu'état juif.

Les Palestiniens dont les immigrations sionistes venues de tous les coins du globe ont volé la patrie et qui voient s'installer partout la plus grave des usurpations, ne jouent pratiquement aucun rôle dans les débats médiatiques. Ils constituent une masse impersonnelle, sans visage : des jeunes gens, et parfois même des femmes d'âge moyen qui jettent des pierres ; l'un ou l'autre vieillard mélancolique qui parle de sa petite ferme, des légumes et des oliviers que sa famille et lui-même possédaient autrefois, mais qu'ils ont perdus depuis longtemps parce qu'ils doivent habiter, comme des étrangers, dans un des camps de réfugiés abandonnés par la Providence.

Lors des émissions télévisées ou autres comptes-rendus médiatiques, on ne rencontre parmi les Palestiniens aucune forte personnalité, au caractère ardent, à l'exception de Yasser Arafat, présenté comme le Chef des Palestiniens, qui joue, hélas, un rôle de dupe, qui passe la majorité de son temps à voyager, qui doit fournir son lot de déclarations, et qui semble

vivre dans un monde abstrait coupé de la réalité.

Les Palestiniens forment un peuple de 5 millions de personnes, comprenant beaucoup de diplômés universitaires, des gens compétents, hautement qualifiés, des écrivains et des publicistes parmi lesquels on trouve des personnalités riches et passionnées pour la cause de leur peuple. Dans les médias suédoises, ils deviennent une masse anonyme.

Quel contraste étrange avec les juifs d'Israël et des autres pays ! Ceux-ci sont présentés comme formant un peuple qui a souffert d'une manière indicible au cours de son histoire sans qu'il y ait eu faute de sa part et qui a subi toutes les persécutions imaginables ! En plus, ils sont présentés comme doués d'une façon singulière, souvent comme des génies, en quelque sorte comme les joyaux du genre humain ! Cette image des juifs est tout à fait conforme à la représentation d'un Peuple élu par son Dieu.

Ce que les écrivains israélites éprouvent et pensent possède toujours une importance exceptionnelle. On accorde la plus grande attention à tout ce qu'ils disent de leurs souffrances psychologiques et sur l'âme d'Israël car l'âme d'Israël n'est-elle pas enfin de compte l'âme de toute l'humanité ?

Personne par contre ne s'intéresse aux auteurs palestiniens.

On peut en déduire ceci : le peuple palestinien est condamné à mort. Car un génocide ne consiste pas seulement en la destruction physique des membres d'un peuple déterminé car celui-ci peut continuer à vivre, tant qu'une partie de lui survit, tant que survivent son âme, ses traditions, son acquis spirituel. Les juifs se plaignent sans arrêt d'avoir subi un "Holocauste".

Ceci est d'ailleurs sujet à caution dans tous les sens du terme. La plus grosse majorité de la juiverie mondiale a trouvé refuge durant la deuxième guerre mondiale en Amérique, dans le Comonwealth, en Union Soviétique, derrière le front, et n'a pu de ce fait être victime d'un "Holocauste". Même une grande partie des juifs résidant dans les territoires allemands a survécu à la guerre. Et parmi ceux-ci des centaines de milliers de détenus des fameux camps.

Nahum Goldmann, président durant de nombreuses années du Congrès juif mondial, a écrit dans son livre "Le paradoxe Juif" éd. européennes, 1978, p.263, qu'il y avait, après la guerre, 600 000 anciens détenus encore en vie. Comment tout cela se concilie-t-il avec la thèse que les Allemands auraient planifié la destruction totale des juifs?.

Mais surtout : le patrimoine culturel juif et les traditions juives n'ont pas seulement survécu, elles se sont même renforcées après la guerre et elles exercent une influence prédominante surtout aux E.U et naturellement en Palestine, territoire volé par les sionistes aux Palestiniens.

Certes, les juifs ont subi des contraintes dures et contraignantes sous le pouvoir national-

socialiste mais ils n'ont subi en aucune manière un génocide. Par contre, et là se révèle la tragique ironie du destin, ce sont eux qui par leur idéologie meurtrière perpètrent le génocide des Palestiniens. Et ceci pas seulement parce qu'ils les chassent de leur pays mais aussi parce qu'ils humilient les ressortissants du peuple palestinien qui sont restés, de toutes les façons imaginables.

L'Etat d'Israël et tous ses propagandistes dans le monde occidental, y compris en Suède, se rendent coupables envers les Palestiniens d'un génocide sournois, mais réel parce qu'ils anéantissent leur âme. Ils réduisent les Palestiniens, par leur propagande médiatique à une masse impersonnelle au sein de laquelle il est impossible de discerner l'âme d'individualités fortes et puissantes, représentatives de leur peuple.

A bon droit, beaucoup se sont soulevés contre la prétention fallacieuse d'Israël de vouloir récupérer les territoires que les Palestiniens ont occupés durant un ¼ de siècle en Jordanie occidentale et dans la bande de Gaza. Une indignation plus vive encore se manifeste à l'encontre des interventions brutales de l'armée israélienne contre la population civile sans défense qui souffre les pires exactions : beaucoup de Palestiniens ont été assassinés de sang froid et vraisemblablement des dizaines de milliers ont été ou blessés ou estropiés. Des femmes enceintes ont été maltraitées si durement qu'elles ont avorté. A cela s'ajoute le fait que les Palestiniens qui vivent sous l'occupation israélienne, sont obligés de vivre d'une façon permanente dans la crainte et la peur. Ce qui entraîne inévitablement un regain de haine envers Israël et les juifs. Comprendre cela nous est difficile car nous n'en avons connaissance qu'indirectement et que nous ne le vivons pas nous-mêmes.

Les exactions inhumaines d'Israël contre la population civile palestinienne ont été mises en évidence par des documents télévisés et elles sont si brutales que l'on ressent une très grande émotion en les regardant et que l'on regrette profondément de ne pas pouvoir s'y opposer. Mais peu de personnes se rendent compte de la campagne de destruction culturelle plus néfaste encore, que mènent les sionistes. En Occident, de même qu'en Suède, les médias tuent en quelque sorte l'âme palestinienne qui est, consciemment ou non, l'essence de la personnalité de ce peuple. Elles les présentent comme une masse stupide envers laquelle on ne peut éprouver qu'une émotion passagère, mais à laquelle personne ne peut s'identifier. Enlever à un homme sa personnalité, son âme, c'est le tuer. Priver tout un peuple d'un défenseur fort et vivant, c'est lui voler son âme et ainsi le réduire à néant.

Rappelons-nous pourtant celle que les médias occidentaux appelaient : "Mère Courage". Golda Meir a dit un jour "Il n'y a pas de Palestiniens". Une telle négation de l'existence d'un peuple auquel Golda Meir et consorts ont volé son pays, constitue un génocide au sens spirituel du terme. Un peuple accapare les terres d'un autre peuple et affirme ensuite que cet autre peuple n'a jamais existé ! Derrière cela se cache l'intention évidente de faire le raisonnement suivant : puisqu'il n'existe pas de Palestiniens, les sionistes ne pouvaient pas leur

prendre leur pays, ils n'ont pas pu expulser en 1948, 750 000 Palestiniens et ils ne peuvent pas opprimer ceux qui sont restés !. Il n'y a pas de Palestiniens : ce sont de purs fantômes, non des êtres humains qui embarrassent le Peuple élu, dans le pays du Peuple élu, en Palestine où les sionistes ont érigé leur état d'Israël

Israël signifie d'ailleurs : le peuple qui lutte pour moi, son Dieu. On peut le vérifier dans la Torah, au premier livre de Moïse, chapitre 32, versets 24 à 28.

Réfléchissons à nouveau à cette chose incroyable : l'ancienne premier ministre, Golda Meir pour qui il n'existe aucun peuple palestinien, fut adulée au delà de toutes mesures dans le monde occidental et pas seulement ici en Suède. N'était-elle pas l'incarnation même de la figure type de la Mère juive, une combattante indomptable pour Israël et les juifs du monde entier ?

La regrettée Golda Meir, la joyeuse et espiègle Golda Meir, la courageuse combattante pour la justice sociale qui naquit en Russie, qui échangea son nom pour celui de Golda Meir aux USA, qui a avidement saisi l'idée sioniste sublime d'un Etat juif, qui a travaillé avec zèle dans un kibboutz et qui si désintéressée, rejoignit le mouvement des Travailleurs israéliens !

A la télévision américaine, un film fut tourné sur la vie de Golda Meir, un film émouvant, en plusieurs épisodes. Un film dans lequel Ingrid Bergman avait le rôle principal. Lors d'une interview, Ingrid Bergman exprima toute l'émotion et toute la gratitude qu'elle éprouvait à avoir pu jouer le rôle de Golda Meir !

C'est ainsi qu'agit la propagande sioniste : elle exalte les juifs en les présentant comme des gens chaleureux, luttant avec honneur, tandis que les Palestiniens comme tous les Arabes d'ailleurs - ne sont ni grands, ni bons, ni nobles ! Ils ne sont, comme nous l'avons déjà mentionné, qu'une masse anonyme, ou bien on nous les dépeint comme des politiciens cruels, intrigants, constamment en train de se quereller, à la peau sombre et au caractère douteux.

Sinon, ils sont des émirs du pétrole, des princes roulant dans de somptueuses Cadillac de luxe et à l'arrière plan, avec un harem qu'on ne peut montrer concrètement, des gens richissimes, mais des types avec lesquels il ne fait pas bon frayer !

Des personnalités palestiniennes ? Existe-t-il seulement quelque chose de semblable ? Dans les médias occidentales, vecteurs de la propagande sioniste, les Palestiniens représentent une partie du monde arabe qui nous est présenté comme une meute sauvage ou comme un rassemblement de vieillards priant dans une quelconque mosquée sombre.

A travers ces images médiatiques, on ne peut reconnaître les Palestiniens tels qu'ils sont : un peuple indépendant, et encore moins un peuple grand et tragique. Et c'est justement ce qu'a

pour but ce génocide planifié par les sionistes envers les Palestiniens.

LE SIONISME EN THEORIE ET EN PRATIQUE

L'Etat d'Israël est basé sur une doctrine, une idéologie que l'on nomme sionisme. Sans le sionisme, pas d'Israël ! Les juifs ne sont pas installés depuis longtemps en Palestine. L'Etat d'Israël qui a vu le jour en 1948, se situe en territoire arabe là où des Palestiniens vivent depuis des temps immémoriaux.

En l'année 1917, les juifs ne représentaient que 4 % de la population du pays. Par la force des armes et le terrorisme, quelques 750 000 Palestiniens furent expulsés, ce qui représente la moitié de l'ancien peuple palestinien. A leur place vinrent s'installer des immigrants juifs, venus en majorité d'Europe.

Cette immigration avait fortement débuté avant la création de l'Etat d'Israël et elle continua ensuite de plus belle. A partir de ce moment, les Palestiniens restés au pays ont été systématiquement dépouillés de leurs droits et ont été opprimés sans scrupules par les occupants israéliens. Aujourd'hui, il existe environ 5 millions de Palestiniens dont 2,5 millions vivent sous occupation étrangère et 2,5 millions en exil.

L'Etat d'Israël fut reconnu par l'ONU sans tenir compte de l'avis des Palestiniens et en méprisant toutes les protestations qui se firent entendre du côté arabe. Pourtant, l'ONU ne possédait en aucune manière le droit de donner à un autre peuple, un pays ou une partie de pays possédant déjà une population. De toute évidence, l'ONU a outre passé ses compétences lorsque ses états membres, sous la pression américaine, reconnurent l'Etat juif d'Israël par un scrutin (se terminant d'ailleurs par un score très serré). Plus tard, les Nations Unies dénonceraient d'ailleurs le sionisme comme une forme de racisme !

Cet Israël reconnu par l'ONU, état basé sur le plan de répartition de 1947, englobait 57 % du territoire palestinien. La partie restante fut laissée aux Palestiniens. Cependant, plus tard, Israël accapara le territoire entier palestinien lors d'une guerre menée contre les états arabes voisins. Israël a de plus annexé la Jérusalem orientale et les hauteurs du Golan après la Guerre des 6 Jours lors de laquelle il s'empara aussi de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie.

Ces territoires furent soumis à l'administration militaire israélienne et près d'une centaine de milliers de colons juifs ont créé là leurs propres implantations. Le plan d'Israël est d'annexer progressivement ces territoires. C'est pourquoi les colonies d'implantation se multiplient de plus en plus et de toutes les manières possibles, les Palestiniens sont expulsés de leur pays

comme on avait déjà procédé auparavant lors de la création de l'état d'Israël.

L'état juif a non seulement volé leur pays aux Palestiniens au moyen d'une politique d'expropriation sans scrupules mais de plus, il méprise l'opinion mondiale et n'accorde aucune valeur à la condamnation par l'ONU et les organisations internationales. En moins d'un demi-siècle d'existence, Israël a mené 5 guerres, a bombardé sans interruption des camps de réfugiés, a tué 100.000 Palestiniens chrétiens et musulmans et a humilié un milliard de musulmans.

Israël est un petit état, mais il représente un danger pour l'humanité car il possède des armes nucléaires parfaitement mises au point, et il dépend totalement des milliards de dollars qu'il reçoit chaque année, surtout des Etats Unis. Les Américains sont concernés eux aussi puisqu'ils mettent à la disposition de ce pays les armes les plus sophistiquées. Comment tout cela est-il possible ?

La réponse à cette question est claire et nette : le sionisme ! La source de la toute puissance du sionisme, sa force, réside dans le judaïsme, la foi juive en l'Ancien Testament.

Quelques lignes suffiront à démontrer la justesse de cette assertion :

1. Les juifs sont le peuple choisi par leur dieu entre les autres peuples. (2. Moïse 15 : 16-21)

2. les juifs ont reçu de leur dieu le droit d'occuper le pays des autres peuples du Nil jusqu'à l'Euphrate. (1. Moïse 19 : 5-6)

De ce fait, la création d'un grand état d'Israël est légitimé par leur dieu. Ceci explique pourquoi l'état d'Israël n'a jamais entériné un traité concernant ses frontières. Israël est avide de toujours plus de conquêtes et mène dans ce but une politique d'expansion tout à fait déterminée. Selon Moshe Dayan, les frontières d'Israël se trouvent là où parvient son armée !

3. Les juifs ont reçu de leur dieu le droit d'exterminer les autres peuples qui habitent le territoire qu'ils revendiquent ou bien de les chasser ou de les réduire en esclavage. (5. Moïse 7 : 1-9, 16) Bien entendu ils ont aussi le droit de prendre possession des propriétés de ces peuples dans le pays que leur dieu leur a promis. (5. Moïse 6 : 10-19)

Conséquemment à ce droit, pour les sionistes dont le livre saint, la Torah, a valeur de loi (plus le Pentateuque de Moïse) les scrupules moraux les plus infimes n'existent pas à l'égard des autres peuples. Ceux-ci n'existent que pour les servir et doivent se soumettre à eux. Dans le chapitre du livre d'Isaïe, qui porte le titre de "La Royauté future de Sion", le prophète dit :

"Les étrangers bâtiront tes murailles et leurs rois te serviront (...) Tes portiques doivent être toujours ouverts, n'être fermés ni le jour ni la nuit, car la richesse des nations te sera apportée

et leurs rois te seront livrés. Si ces nations ne veulent pas te servir, ils doivent mourir et leurs peuples doivent être exterminés." (Isaïe 60 : 10-12)

LE CODE MORAL DES SIONISTES

La Bible est-elle vraiment si sacrée pour l'état moderne d'Israël et le sionisme ?

Finalement, le sionisme n'est - il pas un courant fondamentalement religieux s'appuyant sur la Bible et non un mouvement politique national juif qui, né à la fin du 19e siècle, se développa à une époque où fleurissait le nationalisme européen en général ?

On trouve la réponse à cette question lorsque l'on étudie les documents du professeur Israël Shahak dans "Le livre du terrorisme sioniste" qui fut publié en octobre 1975 en langue hébraïque, en Israël. Trois des chapitres les plus importants ont été traduits en anglais par Israël Shahak lui-même. Cet ouvrage de 123 pages porte le titre "Begin and Co. as they really are" ; il parut en septembre 1977, en Israël lui aussi.

Voici quelques extraits particulièrement instructifs :

Le rabbin Tzwi Hacohen Kook est un des rabbins les plus importants et les plus influents en Israël et dans le monde entier. C'est ce qu'affirme du moins le professeur Israël Shahak un éminent défenseur des droits de l'homme israélien. Ce que dit le rabbin Kook a énormément d'importance dans le cercle des officiers supérieurs israéliens. Le 31 décembre 1973, parut dans Haaretz, une des déclarations publiques du rabbin Kook :

"Laissez-moi vous citer le début de Josué 4 ; 24 : Tous les peuples doivent reconnaître quelle est la puissance de la main de Yahvé...Ce pays nous appartient, absolument, totalement. C'est un héritage sacré de nos ancêtres, de notre père Abraham, de notre père Isaac, de notre père Moïse".

Le rabbin faisait allusion aux extraits du livre 1. de Moïse : 12 : 7, 13 : 5, 13 : 7, 15 :18, 17 : 18, 35 : 12, ainsi qu'au livre 2. de Moïse 6 : 8, et 32 : 13)

Pour cette raison, il est clair une fois pour toutes, qu'il n'existe pas ici quelque chose qui puisse être un territoire arabe ou un pays arabe. C'est un ordre de Yahvé donné à nos ancêtres pour notre vie et notre sainteté." (le rabbin se référait au psaume 102 :14 et au psaume 46 : 12.)

Il est reconnu généralement que nous n'avons pas chassé les Arabes de leurs demeures

situées dans notre patrie qui nous appartient, dans le pays de nos prophéties,de nos royautés et de nos rois, de notre temple saint et du foyer de notre influence sur toute l'humanité ; non, ce sont eux, les Arabes, qui sont partis de leur propre volonté et qui ont laissé leurs foyers en plan que ce soit par crainte excessive ou par un désarroi dont ils sont eux-mêmes responsables, par calcul politique pour colporter ensuite des informations défigurées sur leurs souffrances, informations dans lesquelles ils se présentent comme de malheureux déportés, pour s'attirer la sympathie du monde. Nous, par contre, nous continuons d'édifier ce pays grâce au miracle merveilleux de notre dieu."

Telles sont les paroles du rabbin Hook cité par Shahak p.66-67

Un autre dispensateur de morale israélien, Abraham Avidan, rabbin, qui est actuellement lieutenant et membre de l'état-major israélien, a dit (selon le journal israélien Haolam Hazeh du 15 mai 1974) ce qui suit :

"Nos écritures montrent clairement, d'une façon évidente, qu'un non - juif, un goy, aussi évolué et civilisé qu'il soit, n'est pas digne de confiance. On doit se tenir sur ses gardes et reconnaître clairement que le même non-juif qui peut être décelé d'un coup d'oeil comme un bon non-juif, incite nos amis à la révolte.. De même il est tout à fait patent que ceux qui apportent leur aide à l'ennemi ou l'encouragent se conduisent tout à fait en ennemis et doivent être aussi tués."

(Shahak, p. 69)

Dans un autre rapport, le rabbin Avidan, dit entre autres :

"En aucun cas, nous ne devons faire confiance à un Arabe, même si nous avons l'impression qu'il est un homme civilisé." (Shahak p.70)

Ailleurs le rabbin et lieutenant Avidan dit :

"La loi juive nous permet de ne pas faire la moindre distinction entre les soldats ennemis et les civils ennemis. Durant une guerre, c'est un devoir de tuer aussi les civils même ceux qui semblent avoir bon coeur et se conduisent convenablement" (enfin le rabbin cite le Talmud où il est écrit que même les non-juifs qui adorent Yahvé doivent être exterminés.) (Shahak p.70)

Moshe Ben-Zion Ushpizai est depuis quelque temps le plus célèbre des rabbins d'Israël. Dans le journal Yediot Achronot du 20 décembre 1974, il dit entre autres les phrases suivantes :

"Comment devons-nous vaincre totalement les terroristes arabes, la plaie palestinienne ? Les défaitistes et les pessimistes ne donnent pas de réponse à cette question. L'espoir leur

manque. Pourtant pour ceux qui ont étudié la loi juive, il n'y a rien auquel la Bible ne donne pas de réponse

La loi d'Israël s'applique tout à fait d'une manière évidente à chaque peuple qui habite le pays de Canaan...Ils doivent être traités comme du bétail pour Israël. La bible enjoint qu'Israël usurpe le pays, qu'il extermine ses habitants, et qu'il l'occupe. Israël ne peut pas déroger à cet ordre. Il lui est strictement défendu de laisser le pays à des non-juifs. Dans ce pays il n'y a pas de place pour d'autre peuple que le peuple d'Israël." (Shahak p.76-77)

Le rabbin Moshe Ben-Zion Ushpizai dit aussi : "Si nous voulons obéir aux ordres de notre dieu, il n'y a pas de place pour des compromis. D'où il s'ensuit qu'il ne peut exister en aucune façon des négociations en vue de traités de paix avec d'autres peuples qui habitent ce pays."

Le rabbin cite alors la Torah, c'est à dire le livre 5 de Moïse, 7 :2-3 et 16 : "Et si le Seigneur ton dieu les conduit vers toi pour que tu les combattes, alors tu dois les bannir. Tu ne dois pas conclure de traité avec eux, n'avoir aucune pitié et ne pas conclure d'alliance avec eux ; vous ne donnerez pas vos filles à leurs fils, et vous ne donnerez pas vos fils à leurs filles. Tu extermineras tous les peuples que le seigneur ton dieu te donnera. Tu ne dois pas les épargner ni servir leurs dieux car cela te porterait préjudice." (Shahak p. 78).

Pour être tout à fait certain d'être compris, le pieux rabbin continue : "Si nous ne purifions pas ce pays des peuples qui le souillent alors ils nous contamineront. C'est cela que nous apprend la bible." (Shahak p ;78) Enfin il ajoute encore : "Les peuples qui empêchent la renaissance d'Israël dans ce pays doivent être exterminés." (Shahak p.79)

Le très célèbre général de triste réputation et politicien Arik Sharon qui fut plusieurs fois ministre du gouvernement israélien, disait, le 26 mai 1974, dans une interview avec Yediot Achronot : "Tous les terroristes arabes, partout, en Israël et à l'étranger, doivent être mis une fois pour toutes hors d'état de nuire. Je sais que ce projet est en cours d'exécution : je l'ai moi-même planifié et exécuté." (Shahak p.87)

Sharon, le bourreau de Beyrouth, très mal perçu à cause de sa riposte au massacre commis dans les camps de réfugiés de Shabra et Shatila, jugé en été 1982, mais pas condamné, affirme clairement : "Ils doivent être tués. Tous les terroristes doivent être tués. Sur cette question, je suis entièrement d'accord avec le Ministre de la Défense." (Shahak p.88)

Le Docteur Aharon Davidi académicien israélien et général des parachutistes, disait le 6 décembre 1974, dans le journal Ma'ariv : "Les Arabes n'ont apporté aucun élément de valeur à la culture mondiale. Ils n'ont jamais rien créé. Les Arabes constituent le peuple le moins créateur du globe terrestre. Ils vendent du pétrole brut dans lequel ils n'ont investi aucun sou vaillant. Ils tiennent le monde dans leurs griffes ...

Dans toutes les guerres contre les Arabes, Israël a été vainqueur et cela sera toujours ainsi à supposer que nous ne cédions jamais. Capitulerions-nous, cela entraînerait la constitution d'un état palestinien à la place d'Israël et c'est totalement impensable." (Shahak p.93-94)

Dans les écoles de Yeshiva, où plus de 10% de la jeunesse israélienne est instruite, se trouvent les rabbins Kook et Avidan comme piliers de sainteté. Là, il est prêché sans arrêt qu' "Israël comprend tout le territoire entre le Nil et l'Euphrate. "Dans ces mêmes écoles de Yeshiva, la violence et la guerre sont présentées comme des phénomènes naturels qui fortifient la vie israélienne et juive." (Shahak p.74-75)

Le fait qu'Israël se déclare en faveur d'une idéologie de surhommes, ce qui fut à tort reproché au national-socialisme, ressort aussi clairement des oeuvres de différents auteurs sionistes. Vous voulez des exemples ?

Eh bien en voici ! L'écrivain très apprécié, Ahad Ha'am, écrit :

"Nous reconnaissons aussi que le but de chaque existence est de devenir un surhomme. Cela est une des caractéristiques essentielle et éminente d'une nation supérieure. Une telle nation possède un droit à l'existence. Son caractère intellectuel la rend apte à vivre et plus puissante que les autres nations." (Sources de la Pensée Juive Contemporaine, Jérusalem, 1970, p. 49).

Cet Ahad Ha'am, qui vécut de 1856 à 1927, (depuis 1921 en Palestine) est considéré comme un "rabbin agnostique". En l'an 1910, il écrivait dans une lettre à Judah Magnes : "A mon avis, notre religion est de nature nationale, ce qui signifie qu'elle est le produit de notre esprit national. Refuser ce principe ne serait pas juste." (id. p. 262)

David Ben Gourion, le premier ministre israélien, chef du parti travailliste, disait lors d'une conférence tenue à Jérusalem pour des rabbins orthodoxes américains : "Le système théocratique actuel d'Israël doit être élargi par des institutions permanentes." (The Jewish Newsletter, 18 septembre 1961).

Shulamit Aloni, membre de la Knesseth et adversaire acharnée d'un état israélien basé sur une loi religieuse, disait : "En Israël, les rabbins ont acquis de plus en plus d'influence et ils s'en servent pour maintenir le peuple dans l'ignorance. Autant le peuple est ignorant et crédule, autant est plus forte la caste sacerdotale." (Interview d'Aloni avec Norman Dacey, cité par Dacey dans son livre "Démocratie en Israël" p.21).

Aloni disait aussi : "Chaque juif qui a dit une parole favorable à Jésus, risque que l'entrée d'Israël lui soit interdite parce que le ministre de l'intérieur a la compétence requise pour tenir éloigné de notre pays celui qui d'une manière ou d'une autre a blessé les sentiments de la

communauté, et cela sans que l'accusé puisse porter plainte devant un tribunal contre cette décision. (Yediot Achronot, 2 février 1975, cité par Dacey, p. 39).

Le commentateur israélien bien connu, Boaz Evron disait dans un journal très important d'Israël : "De très nombreux politiciens importants israéliens soutiennent l'idée que la minorité arabe doit quitter le pays tôt ou tard. Ben Gourion espérait que les chicaneries continuelles à l'encontre des Arabes israéliens deviendraient avec le temps tellement insupportables que les Arabes feraient d'eux-mêmes leurs valises." (Yediot Ahronot, avril 1975)

Meron Benvenisti, bourgmestre de Jérusalem, déclarait avec un aplomb à vous couper le souffle : "Ou bien nous restons un état juif et de ce fait un état non démocratique, soit nous deviendrons un état démocratique et de ce fait non-juif. Si nous voulons garder notre caractère juif, qu'adviendra-t-il de la partie de la population arabe qui compose la moitié de notre population?

Il ressort qu'il n'y a pas de sionisme, pas d'occupation juive et aucun état juif sans le retrait des Arabes et la confiscation de leurs terres"

QU'EST-CE QUE LE SIONISME ?

Une mafia qui empêche la liberté de pensée démocratique par des moyens coercitifs ! Toutes les idéologies peuvent être critiquées ouvertement, être mises en question, et soumises à l'analyse. Mais il y a une exception : le sionisme.

Chaque critique consciencieux du sionisme est considéré comme "antisémite", comme ayant de la haine envers les juifs, un mépris pour les juifs en tant que peuple. Dans ces conditions, la liberté de pensée n'existe pas en ce qui concerne le sionisme.

La thèse principale de la propagande sioniste consiste en ceci : Israël est sacro-saint, il est une vache sacrée dont toute critique quelle qu'elle soit est malvenue. Et puisque Israël est un état sioniste, on est tenu suivant une logique imparable, de ne pas critiquer le sionisme. Ce simple argument est d'une valeur redoutable dans les débats publics ce qui arrange bien Israël et sa propagande mais constitue une atteinte à la liberté de pensée.

Les sionistes et leurs partisans qui sont souvent dénués de sens critique et dépourvus d'une connaissance élémentaire ont compris depuis longtemps que si le sionisme était remis en question et pouvait être analysé d'une façon critique, l'existence légale d'Israël elle-même vacillerait sur ses bases et que la sympathie éprouvée envers les Palestiniens expulsés ou opprimés s'accroîtrait d'autant. Ce ne serait alors plus qu'une question de temps pour voir

Israël isolé et la catastrophe pour les sionistes serait complète.

Tout le monde sait que, sans l'aide de l'Occident et particulièrement des USA, Israël, devrait déposer, en moins d'un an, son bilan., ce serait la banqueroute et il ne pourrait plus exister en tant qu'état muni d'une machine de guerre démesurée

Une telle éventualité doit être écartée à tout prix du point de vue sioniste., cela va de soi. Et ceci explique l'intensité et la force de frappe de la propagande sioniste qui utilise des moyens de pression énormes par le biais des différents lobbies juifs. Israël ne doit en aucun cas être boycotté comme l'Afrique du Sud !

Un procédé malhonnête utilisé depuis longtemps par les sionistes est l'identification de l'anti-sionisme avec l'antisémitisme et le nazisme. En réalité, il s'agit d'une inversion des faits : comme les juifs auraient été (ce qui n'est pas le cas) opprimés sous le troisième Reich, ainsi les Palestiniens sont réellement opprimés aujourd'hui. Le sionisme est une espèce de reflet de l' anti-sémitisme ; les juifs jouent ici le rôle des seigneurs de la race supérieure et les Palestiniens celui de la nation qui est bafouée sur son propre sol.

Qu'est donc ce sionisme qu'il n'est pas permis de critiquer à cause de l'intimidation de la propagande médiatique ?

1. Le sionisme n'est en aucune façon un nationalisme local, limité aux frontières de l'état sioniste d'Israël. Si c'était le cas, la création d'Israël n'aurait pas pu avoir lieu et dans l'affirmative il n'aurait pu en aucune façon durer longtemps. Non, le sionisme est une idéologie d'extension mondiale, un mouvement politique puisque les sionistes exigent la loyauté de tous les juifs du monde à l'égard de l'état d'Israël.

Ceci est répété inlassablement aux juifs de tous les pays par des moyens tels que des congrès mondiaux, diverses rencontres, qui, d'année en année, sont tenus une fois dans tel pays une fois dans tel autre. Le tragique, si l'on peut dire, de cette situation pour beaucoup de juifs, réside dans le fait que le sionisme les considère comme une cinquième colonne et cloue au pilori les juifs anti-sionistes comme étant des traîtres à la cause nationale

2. Le sionisme est colonisateur et impérialiste. Il est colonisateur parce que l'état d'Israël est une création de juifs vivant à l'étranger qui a été entreprise de telle manière qu'un groupe de population, en l'occurence les Palestiniens qui y habitaient depuis toujours a été chassé de son pays par la force brutale ou s'ils sont restés, ont été réduits à la situation de citoyens de seconde zone.Il est impérialiste aussi parce que Israël est en fait suspendu aux basques des sionistes du monde entier et spécialement de ceux des USA.

3. Le sionisme est une politique d'arrogance et de répression parce que l'Israël sioniste viole

impunément toutes les résolutions de l'ONU et les principes de cet ONU qui pourraient entraver ses agissements. De plus Israël peut miser sur l'aide du lobby juif qui le fait soutenir par les Etats Unis qui possèdent un droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il existe des tas de documents prouvant la puissance politique des sionistes aux USA.

4. Les médias occidentaux se trouvent sous la puissante influence sioniste. C'est le cas surtout pour les films, la télévision et autres branches de loisirs américaines dont les productions inondent le monde entier. Pour Israël, ceci est d'une importance inestimable car il est toujours représenté par des images le décrivant comme un pays menacé par ses affreux voisins, constamment visé par les perfides terroristes palestiniens, lui, le petit Israël, héroïque, qui mène une guerre en dentelles contre toutes les canailles arabes usurpatrices !

5. Un autre brandon allumé sans arrêt par la propagande sioniste est le présentation continuelle des anti-sionistes comme de fous avides de sang, une horde de "juivivores" aux dents acérées, qui n'ont rien d'autre dans la tête que d'enfourner le plus possible de juifs dans des chambres à gaz. Avec cette histoire-là, les propagandistes charlatans sionistes ont atteint leur but le plus important, celui de placer le sionisme sous une protection naturelle et de le soustraire ainsi à tout examen critique, ce qui fait que chaque anti-sioniste est traité d'idiot, de débile mental, dogmatique ou simplement d' antisémite haineux enragé. Tout à fait à l'opposé, les sionistes se posent en quelque sorte comme les fleurons de l'humanité, sans parler de leur intelligence supérieure, comme des esprits remplis de tolérance et des modèles éclairés de l'humanité.

6. Le sionisme est une idéologie et une politique et non une communauté nationale. Aussi, une critique à son encontre, si forte soit elle, ne peut en aucune façon être considérée comme une expression de haine envers une communauté de peuple.

Or logiquement, le sionisme est raciste puisque en son nom la Palestine est occupée par lui et est affublée du nom d'Israël, afin que s'accomplisse la promesse que Yahvé a faite à son peuple suivant l'Ancien Testament. N'a-t-il pas donné à son peuple l'ordre de chasser ou d'exterminer les occupants de ce pays qui porte le nom de Canaan ?

Dans ses effets concrets, le sionisme a une ressemblance frappante avec la politique d'apartheid puisque les juifs, sont privilégiés en Israël de même que dans les territoires qu'ils occupent et qu'ils privent les Palestiniens de leurs droits en les contestant.

7. Le sionisme est une espèce de mafia ou de franc-maçonnerie militante et conspiratrice puisqu'il tente d'organiser la population juive partout dans le monde au service d'une puissance étrangère. Ces activités sont exercées en coulisse et ne font jamais l'objet de discussions publiques. Les critiques à ce sujet sont interdites par les sionistes et elles sont réfutées avec le vocable liberticide habituel d'antisémitisme.

Pour nous, Musulmans - et nous comptons en Suède plus de 75 000 âmes, plus de 4 fois la communauté juive si on peut se fier aux chiffres officiels, - le sionisme est un adversaire, une provocation à laquelle nous voulons nous opposer pour en triompher, non par la violence, mais par une information constante, toujours plus vaste et un appel à la raison.

Il serait peut-être bon que les sionistes aussi soient mieux informés, qu'ils puissent faire un peu d'autocritique et se laisser guider par la raison pour abandonner la forme stérile et désuète du sionisme que l'historien britannique, Arnold Toynbee a qualifié de fossile dans le monde des idées et de la politique actuel.

"Israël ne peut avoir aucun égard envers l'opinion du monde lorsqu'il s'agit de l'occupation juive sur un ancien pays biblique". Ariel Sharon, ministre de l'agriculture, 1977.

ISRAEL : UN MENSONGE !

Les juifs affirment que la Palestine serait le pays que Yahvé aurait promis à Abraham. Ils affirment en outre qu'ils auraient été conduits là après leur captivité en Egypte et qu'ils y auraient créé leur royaume. David et Salomon auraient régné à Jérusalem et Salomon y aurait bâti son temple.

Or, d'une manière étrange, les archéologues n'ont pas réussi à découvrir la moindre trace de ce royaume juif ou du temple de Salomon. En fait ceci n'a rien d'étonnant car les juifs ne sont pas venus en Palestine après leur captivité en Egypte et Salomon n'a pas construit de temple à Jérusalem.

Un professeur de l'université américaine de Beyrouth, Kamal Salibi,a étudié à fond l' ancienne histoire arabe et a ainsi découvert que l'ancien royaume juif d'avant la captivité à Babylone qui fut détruit par les Babyloniens en l'an 587 avant J.C, ne se trouvait pas en Palestine mais dans la péninsule arabique un peu au Sud de la Mecque actuelle.

Il a identifié le lieu d'origine cité dans la Bible à cet endroit.Dans la Bible, il n'est pas indiqué que le Jourdain ait été un fleuve. Salibi a remarqué que les rabbins, au 8e siècle après J.C avaient intercalé des voyelles inexactes au milieu des consonnes et par là, avaient entièrement falsifié le contenu., ce qui rend dans de nombreux cas le texte incompréhensible.

Par l'étude linguistique méthodique des sources, Salibi a retrouvé la signification véritable du texte et l'histoire de la Bible dès ce moment s'accorde parfaitement à la géographie de la zone concernée dans la péninsule arabique. Le Jourdain n'était pas un fleuve mais en réalité une chaîne de montagnes qui s'étend de la bande côtière à la partie intérieure de la péninsule

arabique.

Les villes de Sodome et Gomorrhe qui auraient été détruites par un tremblement de terre se trouvaient dans un territoire volcanique où, encore en 1820, des éruptions volcaniques ont pu être observées. Jusqu'alors on prétendait que ces deux villes se trouvaient sur les bords de la Mer Morte en Palestine., mais dans cet endroit-là, il n'y a jamais eu d'activité volcanique. Le fait que l'ancien royaume juif promis par Yahvé à Moïse ne se trouve pas en Palestine explique pourquoi ce royaume n'y a pas laissé la moindre trace archéologique. Le pays qui, selon Moïse, appartiendrait aux juifs, ne se trouvait pas du tout en Palestine mais tout à fait ailleurs. Le livre du Professeur Salibi est paru en langue anglaise sous le titre "The Bible came from Arabia."

Les sionistes sont d'un autre avis :

"Les Juifs s'intéressent à la Palestine non pas pour des raisons religieuses ou parce qu'elle est mentionnée dans l'Ancien Testament, ni parce que dans la Mer Morte se trouvent des minerais et des métaux pour 5 milliards de dollars, ni même parce que le sol de la Palestine contient des réserves de pétrole 20 fois supérieures à celles des deux Amériques réunies, non, nous les Juifs nous nous intéressons à la Palestine parce qu'elle constitue un noeud de communication entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique et, de ce fait, elle possède une importance géostratégique capitale, bref, elle est un centre stratégique militaire pour la domination du monde." Nahum Goldmann, président durant de longues années de l'Organisation Mondiale Sioniste lors du Congrès mondial du Sionisme en 1947.

"L'état juif doit comporter les territoires qui vont du Nil égyptien jusqu'à l'Euphrate" (Théodore Herzl, fondateur et premier président de l'Organisation sioniste mondiale en l'an 1904) Cette phrase provient de la collection des journaux intimes de Herzl, partie 2, page 711 de l'édition anglaise.

"Vous devez vous battre de façon indomptable et sans relâche, que ce soit sur le champ de bataille ou le champ de la diplomatie pour réaliser l'empire d'Israël qui comporte le territoire du Nil jusqu'à l'Euphrate" (David Ben Gourion, premier ministre israëlien, lors d'un discours à des étudiants à l'université hébraïque de Jérusalem en 1950).

LE MYTHE BIBLIQUE DE LA PALESTINE

On nous rabâche sans relâche qu'avec la création de l'état d'Israël, les juifs seraient revenus dans leur patrie d'origine, après deux mille ans de diaspora parmi des peuples étrangers. Cette histoire est-elle vraie ? Est-ce que l'état juif d'Israël construit sur le sol palestinien est

réellement le pays où les juifs auraient vécu à l'origine ?

Non, c'est un mythe historique, une falsification énorme des faits historiques. Les juifs sont issus de la tribu de Juda, une des douze tribus d'Israël dont l'ancêtre était un des douze fils de Jacob, Juda, ainsi que nous l'apprend l'Ancien Testament. Naturellement celui-ci n'est pas un document historique fiable ni une source digne de confiance. Les anecdotes de la Bible se contredisent en beaucoup de points.

La science peut uniquement constater qu'il n'existe aucun repère, autre que biblique, contemporain d'Abraham, d'Isaac, de Jacob et de ses douze fils. Aucun document historique ne vient confirmer le fait que les Hébreux ou Israélites aient été esclaves en Egypte, qu'ils furent sauvés de cet esclavage par les 7 plaies subies par le peuple de Pharaon, que tous les premiers-nés égyptiens ont été massacrés, que les Hébreux ont pillé les richesses des Egyptiens, qu'ils ont traversé le désert vers la Terre promise comme il est raconté dans l'Exode, livre écrit par Moïse.

De même, les rois juifs David et Salomon n'apparaissent dans aucun document daté des nombreux pays voisins bien qu'il existât là, au 9e siècle avant J.C une histoire écrite courante.

A l'époque où Salomon, d'après la Bible, a fondé un puissant empire au Proche Orient, les Phéniciens, leurs voisins du nord à cette époque, n'ont pas une seule fois remarqué ce prodigieux développement.

Bien que la Bible rapporte que le roi de Phénicie, Hiram, ait envoyé des architectes et des maîtres d'oeuvre pour construire le temple de Salomon et ait construit la flotte que le roi Salomon dirigea à Esjon-Geber, qui se trouve près de l'actuelle ville d'Eilat sur le Golfe d'Akaba (1. Rois 5 :1, Rois 9 : 26-28.)

Sur l'origine des juifs, il est dit dans Ezechiel, chap.16, verset 3 :

"Ainsi parle le Seigneur Yahvé à Jérusalem : par ton origine et par ta naissance, tu es du pays de Canaan. Ton père était Amorite et ta mère Hittite."

Tout cela ne s'accorde pas avec les histoires racontées dans les livres de Moïse suivant lesquelles les juifs descendraient d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, que leur origine remonterait à Jacob ou à son fils Juda, fils d'Israël, qu'ils aient été en esclavage en pays d'Egypte et que Josué les ait conduits dans la terre promise de Canaan, qu'ils exterminèrent les Cananéens qui y habitaient ou bien les expulsèrent, etc.

D'après la version juive habituelle, Abraham est l'ancêtre des juifs. Cependant il est originaire d'Ur en Chaldée, l'actuel Irak, non loin du Golfe persique et là-bas régnaient les Sumériens qui n'étaient pas un peuple sémite et qui ne parlaient pas une langue sémite. Cet Abraham

reçut l'ordre de Yahvé de partir dans un pays qu'il lui indiquerait. Yahvé lui promit une sainte alliance avec ses descendants qui deviendraient de ce fait un grand peuple et règneraient sur un territoire qui s'étendrait du Nil à l'Euphrate, un pays dans lequel vivaient déjà au moins dix peuples différents. (Genèse 15 :18-21)

Le mariage d'Abraham avec Sarah était resté stérile. En revanche, il eut un fils du nom d'Ismaël avec la servante Agar. Abraham avait déjà 99 ans et la perspective de pouvoir engendrer était minime ! Cependant Yahvé lui promit que Sarah qui avait été stérile jusqu'alors (ce nom signifie "princesse") lui donnerait un fils. "Je la bénirai et des peuples sortiront d'elle et des rois au-dessus de plusieurs nations." (Genèse,16 :17) Et Sarah devint enceinte.

Mais le père était-il réellement Abraham âgé de 99 ans ? Dans la Bible, il est écrit : "Yahvé visita Sarah comme il avait dit et il fit pour elle comme il avait promis. Sarah conçut et enfanta à Abraham un fils à l'époque que Yahvé avait marquée."

Abraham avait 100 ans lorsque lui naquit un fils, Isaac, et Sarah dit : "Yahvé m'a donné de quoi rire, tous ceux qui l'apprendront me souriront." (Genèse, 21 :1-2 et 5-6)

Il est clair d'après ce texte que Yahvé était le père biologique d'Isaac et en aucune manière Abraham qui avait 100 ans. Dans ce contexte, on peut mieux comprendre la version juive qui affirme que Yahvé a conclu une alliance particulière avec le peuple juif et l'a choisi comme son peuple. (Exode19 :5-6)

Une des pierres d'angle de la croyance juive en la Bible consiste en ce que les juifs se considèrent comme le peuple élu de Yahvé, qui leur aurait promis un pays qui s'étendrait du Nil jusqu'à l'Euphrate. mais ce pays était déjà occupé par d'autres peuples et Yahvé ordonna que les juifs expulsent ceux-ci, les exterminent ou les réduisent en esclavage. :

"Je sèmerai devant toi la panique. Je jetterai la confusion chez tous les peuples où tu pénètreras et je ferai détaler tes ennemis. Je te ferai précéder de frelons qui chasseront devant toi les Hittites, les cananéens les Hewites. Je ne les expulserai pas devant toi en une seule année, car le pays deviendrait un désert où se multiplieraient à tes dépens les bêtes sauvages. Je les expulserai devant toi peu à peu, jusqu'au jour où ta fécondité t'aura mis en mesure d'occuper tout le pays, ton héritage. Je fixerai pour limites à ton territoire la mer des Roseaux, et la mer des Philistins, le désert et l'Euphrate. Je livrerai, en effet, entre vos mains, les habitants du pays et tu les expulseras devant toi." (Exode, 23 :27-31)

Un tel passage doit fortement troubler les Palestiniens : ont-ils donc à subir dans leur propre chair les effets de la foi juive en la Bible maintenant que les sionistes ont envahi la Palestine et ont fondé l'état juif d'Israël pour les expansionnistes ? On observe que l'état d'Israël repose

sur cette foi en la Bible ! Sans la Bible juive, pas d'état d'Israël ! Mais les mythes et les légendes bibliques ont-ils une quelconque valeur éthique contraignante ? Sont-ils à considérer comme fondement du droit des peuples ? Naturellement non !

LA BIBLE JUIVE COMME LIVRE D' "HISTOIRE" !

L'Ancien Testament, la Bible juive, est considéré en Israël comme un livre d'histoire, comme la relation du passé juif. Pourtant une recherche scientifique sérieuse a déjà depuis longtemps démontré que les récits bibliques ne sont rien d'autre qu'une collection de mythes et de légendes dont la valeur historique est minime. Nous avons affaire ici à une falsification systématique des événements qui se sont passés durant des milliers d'années.

On trouve les conclusions auxquelles sont arrivés les archéologues dans le livre : "Fynd i Bibelns Länder" ("découvertes dans les pays de la Bible") qui a été publié par Magnus Magnusson, historien, archéologue et recteur de l'Université d'Edimbourg, livre qui a paru en 1977 chez Raben et Sjögren en langue suédoise.

Sur l'exode, la fuite des enfants d'Israël hors d'Egypte dont il est question dans le second livre de Moïse, l'auteur porte le jugement suivant :

"Les chercheurs qui étudient la Bible ont consacré beaucoup d'efforts assidus pour établir où se situaient les lieux géographiques de l'histoire de l'exode. Cependant leurs efforts ont abouti uniquement à des spéculations qui se fondent sur différentes interprétations des sources existantes.

Certains, d'après celles-ci, essaient de prouver que les enfants d'Israël ont barboté jusqu'aux genoux dans la Méditerranée à travers un passage peu profond. D'autres pensent qu'ils ont pataugé dans la Mer rouge.

Toutes sortes de variantes existent naturellement entre ces deux extrêmes. Si l'on essayait de situer sur une carte toutes les routes que les enfants d'Israël sont supposés avoir parcourues lors de leur fuite hors d'Egypte, on aurait l'impression, comme l'a fait remarquer un observateur attentif, qu'un mille-pattes ivre chancelle sur la carte.

Un autre problème se pose au sujet de l'importance de l'exode. D'après le premier chapitre du 4e livre de Moïse, les douze tribus d'Israël comptaient pas moins de 603 550 hommes valides. On peut en déduire que l'émigration concernait plus de 2 millions de personnes, ce

qui est tout à fait invraisemblable. Une telle masse de population n'aurait jamais pu survivre 40 ans dans le désert comme l'affirme la Bible

En bref, le récit entier de la fuite hors d'Egypte et la traversée du désert durant 40 ans ne sont pas des faits historiques mais des mythes, des légendes. On peut, d'après Magnusson, penser la même chose à propos des suppositions sur le Pharaon de l'Exode :

"Si l'on admet que le pharaon du temps de leur captivité était Ramsès II, alors le pharaon du temps de l'exode aurait été son successeur Menefta. Or on éprouva beaucoup émotion lorsque l'on découvrit en l'an 1881 sur la rive gauche du Nil, le cadavre embaumé de ce pharaon dans un tombeau non loin de Deir el- Bahri. Il est vrai que la trouvaille avait un côté gênant : si Menefta était mort noyé dans la mer Rouge (comme il est affirmé que le fut le pharaon de l'exode) comment se faisait-il que sa dépouille mortelle se trouvât en Egypte ?

Les fondamentalistes se consolent avec le fait que la momie présente des traces évidentes de sel. Le corps du roi égyptien aurait été rejeté sur la côte après sa noyade et il aurait été enterré ensuite suivant les coutumes ancestrales. Ce qui cloche dans cette explication est pourtant clair : chez toutes les momies, il y a des traces de sel car l'une des opérations d'embaumement exige l'emploi de sel.

Des recherches ultérieures démontrent que la momie de Menefta contenait ni plus ni moins de sel que d'autres

De même, d'une autre point de vue, Menefta ne semble pas avoir été très indiqué pour être le pharaon de l'exode. Il régna, à ce qu'il paraît, de 1224 à 1211. Dans sa cinquième années de règne, il entreprit une campagne contre la Palestine. Or sur la stèle qui célèbre ses exploits on trouve la liste des peuples qu'il a vaincus : Canaan, Askelon, Geser, etc. C'est un chant de louange, un monument de triomphe. Il n'est pas question de défaite. D'une façon assez ironique on trouve ici la seule mention d'Israël dans les sources égyptiennes découvertes jusqu'ici : "Israël est détruit, il n'a plus d'héritiers".

Menefta n'aurait pas pu se vanter d'une victoire sur le peuple d'Israël à Canaan si celui-ci avait réussi lors de sa fuite à le noyer misérablement auparavant dans la Mer Rouge !

Celui qui voudrait un peu de logique dans les récits bibliques de l'exode avec ses contradictions flagrantes peut se référer à un fait aujourd'hui reconnu : la désignation de "Mer Rouge" provient d'un erreur de traduction. L'expression hébraïque utilisée est "Yam Suf" ce qui a été souvent traduit par "Mer des Roseaux" mais pas par "Mer Rouge". Et ceci a conduit à d'autres suppositions : où se trouvait donc la Mer des Roseaux ? On a proposé au moins une douzaine d'endroits situés le long du canal de Suez qui auraient pu présenter une ressemblance sans qu'on put jamais vérifier leur authenticité. (p.63)

Bref, on trouve ici aussi une falsification historique grossière dans un fatras de mythes et de légendes !

La description du sanctuaire au 6e chapitre du 2e livre de Moïse présente aussi des perles fantaisistes :

"Dans la Bible juive, la construction du sanctuaire, en bois d'acacia est décrite en pas moins de 6 chapitres. Ceci démontre que la signification cultuelle de ces objets est prépondérante sur l'authenticité de la description. La tentative de construction du sanctuaire qui a été faite durant 15 ans par le diamantaire Moïse Levine s'est révélée si compliquée et coûteuse qu'on ne peut croire qu'elle fut entreprise par un peuple nomade. Peut-être la description dont il s'agit ici s'est-elle inspirée de celle du temple de Salomon qui fut construit au dixième siècle avant J.C, à Jérusalem" (p.69)

Selon Magnusson, aucune trouvaille archéologique n'est venue confirmer les victoires remportées par Israël selon la Bible, sur les royaumes arabes d'Edom, de Maab, et d'Ammon dans l'actuelle Jordanie, lors desquelles les Israëlites sont venus de l'Est et ont pénétré dans le pays de Canaan, la Palestine actuelle. (p.71-78)

A propos des récits de l'Ancien Testament concernant Saul et David, Magnusson déclare : "Les rivalités entre Saul et David sont présentées à l'avantage de David dans un but de propagande. Les récits populaires concernant les exploits de champions durant la guerre et les drames humains sont manipulés dans le but évident de sanctifier David et de noircir Saul. (p.120). Nous avons affaire ici à des légendes et non à de l'histoire."

Un peuple sur lequel on déverse des torrents de saletés abominables dans la bible juive est le peuple des Philistins. Pourtant la spécialiste israélienne, le docteur Trude Dothan, a, d'après Magnusson, une grande admiration pour la culture hautement développée de ce peuple qu'il a amenée avec lui à Canaan, une culture bien supérieure à celle des Israélites et des Cananéens, qui s'est exprimée d'une manière remarquable dans ses céramiques, ses constructions et son organisation sociale élaborée. C'est à cause de cela que les Israélites ont toujours considérés les Philistins comme de dangereux ennemis. Et plus tard ils ont écrit sur leur compte avec mépris.(p.127) La conséquence de la propagande biblique fut que le sens de Philistin devint péjoratif ; il devint même par la suite synonyme de "personne sans érudition réelle", de "petit bourgeois".

La recherche ne peut pas prouver que le temple de Salomon a réellement existé.

"Aucune pierre, aucune trace n'a subsisté de cette construction légendaire si honorée." affirme Magnusson (p.138)

Et même s'il avait existé, il n'aurait pas été juif, ni israélite, mais cananéen ou phénicien puisque c'est le roi Hiram qui a fourni à Salomon les matériaux de construction ainsi que les ouvriers pour sa construction.

C'est encore Hiram qui a fourni la flotte de Salomon à Esjon-Geber, près d'Eilat sur les rivages de la mer Rouge, de même que les marins expérimentés qui suivirent les gens de Salomon lors de son départ pour Ofir où ils gardaient de l'or. (livre I des Rois, 9 :26)

Le mur des Lamentations de Jérusalem n'est pas un reste du temple de Salomon comme on veut nous le faire croire mais un vestige du temple que Hérode a fait construire beaucoup plus tard au temps de la naissance de Jésus-Christ. Comme on le sait, Hérode est considéré par les juifs comme un tyran et un vassal de Rome.

On s'étendrait trop longtemps dans ce chapitre si on voulait citer toutes les falsifications et tous les mensonges de l'Ancien Testament. Mais il faut tout de même encore préciser que la captivité à Babylone est une pure légende comme la plupart des autres récits bibliques juifs.

La preuve en est que la grande majorité du peuple juif resta de sa propre volonté sur place après la prise de Babylone par les Perses, bien que ceux-ci aient accordé aux juifs le droit de regagner leur patrie. En outre de nombreux documents confirment que les juifs étaient actifs chez les Babyloniens dans le commerce comme dans le système bancaire, activités qui ne s'accordent pas du tout avec le statut de "captifs". De plus, la partie la plus importante de la bible juive, dont font partie les 5 livres de Moïse ou la Torah, a été rédigée justement durant la captivité à Babylone.

Enfin, il faut noter que les traductions occidentales de l'Ancien Testament sont déformées. Un spécialiste juif de premier plan de la Bible, Joseph Kastein, a dit, en 1933, dans son livre : "History and Destiny of the Jews" : "Les traductions en grec eurent lieu pour que les textes puissent être compris par le monde culturel grec et cela a conduit à des déformations et des falsifications intentionnelles de mots et de termes.".

Oui, les sionistes et leurs partisans peuvent se vanter de posséder une riche moisson d'expériences dans le domaine de la falsification historique !

LE BLUFF DES "DROITS HISTORIQUES"

"Ce pays est la patrie historique des Juifs" déclarait l'Organisation Mondiale Sioniste dans un Memorandum à la conférence sur la paix de Versailles en 1919. Lors de la proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948, il a été affirmé que la création de cet état s'est réalisé par suite

des droits naturels et historiques du peuple juif.

La thèse des "droits historiques" est une constante de la propagande sioniste et est liée régulièrement au mythe de la "terre promise" suivant lequel les juifs revendiquent un droit d'origine divine sur la Palestine (celui qui s'intéresse à ce sujet lira avec profit le livre de Roger Garaudy, The Case of Israël, paru chez Shoruouk en 1983)

Commençons par constater qu'avant le 10e siècle av. J.C. il n'existe pas la moindre preuve des événements relatés dans l'Ancien testament dans les écrits historiques des pays du Proche Orient comme l'ont prouvé depuis à leur tour les archéologues. Ceci est également concédé par un savant tel le Père de Vaux à qui pourtant la validité de l'Ancien Testament tient fort à coeur " On n' a pu, dit-il, trouver en aucune manière des preuves évidentes de l'existence des patriarches hébreux, de la captivité en Egypte ou de la prise de Canaan. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces histoires de l'Ancien Testament sont de pures légendes.

La présentation de la Palestine comme la "terre promise" est fondée uniquement sur l'Ancien Testament que certains croyants prennent à la lettre En réalité, l'histoire des Hébreux n'a pas été aussi glorieuse et brillante que tentent de nous le faire croire les sionistes

Dans les époques reculées, leur histoire ne peut être séparée de celle des Mésopotamiens du royaume hittite (où était parlée une langue indo-germanique et non une langue sémite) ou de celle des Egyptiens.

Laissons de côté les découvertes archéologiques prouvant la présence d'êtres humains dans l'actuelle Palestine depuis environ 10 000 ans et limitons-nous aux périodes qui nous ont livré des documents écrits. A partir de ceux-ci nous pourrions établir les faits suivants :

1. Age du bronze antérieur à environ 2000 ans av. J.C. Pour cette époque, nous possédons (surtout depuis la découverte des écrits d'Ebla en 1976) de très nombreuses preuves de l'existence d'une civilisation indigène, développée dans le pays de Canaan qui englobait des peuples aux types linguistiques sémitiques occidentaux comme l'araméen, le cananéen,et également l'hébreu. L'araméen a été la plus durable de ces langues. Il était la langue courante du temps de Jésus en Palestine. Et il y a encore aujourd'hui, en Syrie, des petites communautés qui parlent araméen.

2. Age du Bronze moyen avec des mouvements migratoires massifs

3. Il s'en suivit une nouvelle période de vie citadine (1900-1500 av. J. C.)

4. A partir du milieu du 15e siècle avant J.C, l'Egypte était la puissance dominante dans cette région. Les Pharaons de la 18e dynastie firent de la Palestine un royaume frontalier égyptien.

Sur le territoire qui s'étendait du Nil jusqu'à l'Euphrate, il y eut de nombreuses migrations de peuples qui souvent s'affrontaient. Lorsque les peuples de bergers nomades de Mésopotamie et de Transjordanie arrivèrent à Canaan vers l'an 2000, ils y trouvèrent des habitants sédentaires, les Cananéens civilisés. Ceux-ci connaissaient le fer et avaient un alphabet. Les nomades hébreux,même après le passage à un mode de vie sédentaire ne représentèrent pas un groupe ethnique uniforme mais étaient composés de plusieurs ethnies.La situation se présente donc tout autrement qu'elle est décrite dans la bible.

On a pu prouver qu'à peine une partie de ces Hébreux nomades s'installèrent définitivement à Canaan. Les autres allèrent plus loin en Egypte. Ceux qui y restèrent adoptèrent la langue, l'écriture et même la religion des Cananéens. Aux alentours de 1400 une partie émigra vers l'Egypte, vraisemblablement dans la foulée du peuple envahisseur des Hyksos.

Lorsque les Hyksos, ce peuple venu du Nord, probablement de souche indo-européenne, fut chassé d'Egypte, ils retournèrent vers une vie nomade. Les hébreux qui avaient joui de la protection des Hyksos et avaient profité de leur suprématie, furent considérés comme leurs complices et subirent plusieurs persécutions. Ce groupe de rebelles qui n'était aucunement homogène mais était constitué par différentes ethnies dont l'union reposait sur leur hostilité envers le Pharaon. s'échappa d'Egypte On les nomma "Apiru" mot d'où vient probablement le nom "hébreu".

C'est à peu près ainsi que s'est déroulée cette fuite hors d'Egypte décrite dans l'Exode comme un événement sanglant dans lequel Yahvé joua le rôle de génocideur pour libérer son peuple de l'esclavage. Les sources égyptiennes si abondantes d'habitude ne soufflent pas mot de cet événement

Une des rares mentions du terme Israël chez les Egyptiens, se trouve sur une stèle qui date à peu près de l'année 1225. Cette stèle commémore le triomphe du pharaon Meneptah.

A Tel-El-Amarna, la capitale fondée par Aménophis IV, on a trouvé environ 400 tablettes d'argile. Celles-ci nous indiquent un important échange de lettres entre le pharaon et les princes vassaux égyptiens de Palestine et de Syrie. Le nom d'Israël n'y figure pas du tout. Par contre on y trouve une foule d'informations très intéressantes sur les grandes cités de Canaan, leurs conflits et leurs différends.

En nous appuyant sur ces remarques, on peut établir que :

1. Les faits ne permettent pas de reconnaître à Israël de quelconques "droits historiques" sur la Palestine. Lorsque les Hébreux arrivèrent dans le pays de Canaan comme le firent d'autres peuples migrateurs, lors de leurs pérégrinations, ils y trouvèrent des populations solidement

établies : les Cananéens, les Hittites, (dans la région d' Hébron qui fut fondée par eux), des Amonites (près d'Amon, l'actuelle Amman), les Moabites (à l'est de la Mer Morte) et les Edomites (dans le Sud-Est).

En même temps arrivait un autre peuple de la Mer Egée : les Philistins indo-germaniques qui s'établirent entre le mont Carmel et le désert. Le mot "palestinien" vient probablement de ce mot "philistin" Les Palestiniens actuels chrétiens et musulmans ne sont donc en aucune manière de souche exclusivement arabe mais proviennent d'ancêtres bien plus lointains.

A partir du 7e siècle après J.C. arrivèrent les Arabes d'abord en petit nombre en Palestine. Ils convertirent la majorité de la population (parmi laquelle les Cananéens subsistant et les Hébreux) à l'Islam, ils se mélangèrent à la population et imposèrent leur langue. L'immigration arabe fut avant tout d'ordre culturel plus que d'ordre ethnique

Les fondements ethniques des Palestiniens sont par conséquents fort nombreux. ; leurs ancêtres étaient cananéens, Philistins et Arabes. On trouve aussi des traces du passage d'autres peuples qui ont occupé la Palestine (les Perses, les Grecs, les Romains et les Turcs)

On peut affirmer avec assurance que les Palestiniens ont été les premiers habitants de ce pays et cela depuis la nuit des temps. Par contre, les Juifs vinrent en tant qu'envahisseurs.

2. Répétons-le : les "Apiru" (Hébreux) constituaient uniquement un parmi les nombreux peuples qui immigrèrent dans le pays de Canaan. Quant aux autres peuples, on trouvait dans l'ordre chronologique :les Babyloniens, les Hittites, les Egyptiens, les Perses, les Grecs, les Romains, les Arabes et les Turcs (on pourrait y ajouter les Francs et les Normands qui y restèrent après les croisades) Les Hébreux, eux, arrivèrent d'Egypte vraisemblablement au 13e siècle avant J.C et s'établirent soit pacifiquement soit par des guerres de conquête à Canaan.

Des livres soi-disant historiques de l'Ancien Testament, comme par exemple le Livre des Rois et les deux livres de Samuel, on ne peut apprendre que le fait que David fut un conquérant particulièrement cruel. (cf. Samuel 2, 12-29-31) une espèce de condottiere à la manière des condotierri de la Renaissance. Il commanda des troupes de soldats qui se composaient de Philistins et de Crétois. Nous connaissons l'expression "Crétois et Philistins" pour désigner une communauté métissée. Elle provient d'une expression tirée de la Bible (livre de Samuel 2 8 :18) où l'on parle des soldats étrangers employés par David, les Crétois et les Philistins dont la traduction grecque a donné "Creti et Pleti"

David et son fils Salomon profitèrent adroitement des dissensions entre les deux grandes puissances, l'Egypte et Babylone,. Avec sa garde du corps de Crétois et de Philistins, David s'empara de Jérusalem que ses habitants, les Jésubites, continuèrent à habiter.

David confia le commandement du tiers de son armée au Philistin Ittai de Gath. Durant la révolte de son fils Absalon, David trouva un appui auprès du prince ammonite Schobi. David n'a jamais été le souverain d'un royaume exclusivement juif. Il créa un état multinational dans lequel existaient beaucoup de religions. L'ancêtre de David, Ruth, était une Moabite et lorsque David fut en péril, il mit ses parents à l'abri chez le roi moabite Sa maîtresse préférée Batseba, était l'épouse du Hittite, Uria, que David aurait perfidement envoyée à la mort. (Samuel 2 11 :3). Avec elle, il engendra son héritier Salomon.

Sous Salomon, le royaume comprit encore plus de nations, toujours en supposant que l'on prenne la Bible pour une source historique sûre. Le soi-disant temple de Salomon a été construit par des Phéniciens et les matériaux de construction avaient été fournis également par le roi de Phénicie, Hiram (Les Rois 1, 5:8)

De même que La flotte avec laquelle il cingla vers Ofir pour y chercher de l'or avait été construite par les Phéniciens et elle a été conduite par des marins phéniciens (Rois, 9 :27). Les nombreuses épouses de Salomon appartenaient à des peuples très divers. (Rois, 11 :1-3). Vraiment peu de choses étaient juives dans ce royaume de David et de Salomon, et cet ancien royaume doit servir de modèle pour l'état juif d'Israël !

Après la mort de Salomon, le royaume a été divisé en deux moitiés : Israël dans le Nord et Juda dans le Sud. En l'an 721 av. J. C, les Assyriens envahirent Israël et en l'an 587 av. J. C., Juda fut vaincu par les Babyloniens. La classe dirigeante de Juda fut traînée de force ou alla de son plein gré à Babylone.

Lorsque le roi de Perse, Cyrus, s'empara de la ville de Babylone, il laissa tous les juifs qui le désiraient rentrer chez eux ; cependant la majorité resta à Babylone dirigée à présent par les Perses.

Ensuite les Hébreux ont vécu à tour de rôle sous l'autorité des Perses, des Grecs et des Romains. En l'an 167 av. J.C. eut lieu la révolte des Macchabées contre le roi grec Antiochus de la dynastie des Séleucides.

Après vingt ans de combat, les Macchabées fondèrent une lignée de prêtres juifs, une dynastie qui est connue aussi sous le nom des Hasmonées. Elle s'éteignit bientôt par suite de luttes internes.

En l'an 63 av. J.C., la Palestine secouée par des désordres intérieurs constants, fut conquise par Gaius Pompée. Elle se transforma en un royaume vassal sous Hérode, et plus tard, en une province romaine. Elle se souleva deux fois contre les Romains mais ces deux révoltes échouèrent. La première eut lieu en l'an 70 après Jésus-Christ, l'autre en l'an 135 après Jésus-Christ.

Après l'échec du deuxième soulèvement - à la tête desquels se trouvait Bar Kochba qui se serait fait appeler "Fils des Etoiles" en tant que Messie - le temple fut également détruit. Le destin du peuple juif dès ce moment fut la diaspora, l'exil. Les Juifs qui déjà depuis longtemps avant ces événements avaient vécu tout autour de la Méditerranée en Mésopotamie, l'actuel Irak, vécurent dès lors dispersés partout dans l'empire romain,également à Rome même. La communauté juive de Palestine avait cessé d'exister.

Quel rapport y a-t-il entre tout ceci et la revendication de pouvoir des Juifs sur la Palestine ? La réponse est sans équivoque : les revendications des sionistes sur la Palestine, inlassablement évoquées, n'ont aucune valeur au point de vue historique. Les sionistes ont déformé ou falsifié systématiquement les faits historiques tandis qu'ils présentent dans leurs propres livres scolaires dont les copies conformes se trouvent en Occident, un compte rendu d'événements de second rang qui présentent de l'importance pour eux, à savoir :

1) La prise de territoire du pays de Canaan au temps de Josué qui est présentée par les exégètes de la Bible comme s'étant déroulée en l'an 1200 av. J.C. et qui s'est passée en réalité environ 300 ans plus tard. Ces expéditions de rapines et de pillages sont glorifiées par les écrivains du sixième siècle av. J.C. comme une "Guerre Sainte" qui se serait terminée par une victoire écrasante. Par cette littérature historique remaniée, on poursuit naturellement des intentions politiques.

2) Les 73 années de règne de David et de Salomon. Il est soigneusement tu que ce royaume était de type vassal et de caractère multinational de surcroît.

3) L'exil à Babylone et le retour au pays après la captivité de Babylone. Naturellement on passe sous silence que la majorité des Juifs sont restés de leur plein gré à Babylone.

4) Les révoltes contre Rome en 66-70 et en 132-135.

Dans la version sioniste de l'histoire de la Palestine manque tout le reste comme s'il n'y avait rien eu à signaler durant presque 2 millénaires entre la rébellion de Bar Kochba et la création d'Israël en l'an 1948 ! Il faut fouiller longuement dans l'histoire pour trouver un cas semblable d'ethnocentrisme.

De cette manière a été créé un mythe lourd de conséquences. On a sélectionné délibérément quelques épisodes de l'histoire d'environ 5000 ans d'un pays : l'immigration des Hébreux - mais pas des autres peuples ! - dans le pays de Canaan, le royaume de David et de Salomon - mais pas des autres royaumes qui ont existé également en cet endroit ! - et les révoltes des Macchabées et de Bar Kochba - comme s'il n'y avait eu aucun autre événement digne d'intérêt dans le courant de l'histoire ! Oui, l'histoire de la Palestine telle qu'elle est présentée aux écoliers d'Israël, est un fatras de mensonges.

Mais l' "Histoire Sainte" de la "Terre Sainte" telle qu'elle est enseignée dans les cours de catéchisme et dans les écoles du dimanche protestantes est centrée essentiellement sur la Bible et accrédite ainsi involontairement la version de la propagande sioniste. Ceci fait que d'innombrables milliers de Chrétiens du monde entier tiennent pour vrai un mythe qui entraîne la privation des droits et la misère pour les Palestiniens et une paix sans cesse compromise non seulement au Proche Orient mais aussi à l'échelle mondiale. Ce mythe justifie en effet aussi les annexions territoriales de même que la guerre de conquête des sionistes.

Les sionistes renforcent leurs mensonges historiques avec deux autres mythes qui sont racontés comme suit :

1) Les Juifs ont créé là-bas en Palestine où régnait le désert, un jardin fertile. Ainsi la légende dit que ce pays vide d'habitants jadis s'est peuplé grâce aux Juifs. "Donnez un pays sans population à un peuple sans pays !" avait clamé le sioniste anglais Israël Zangwill (et après lui, Théodore Herzl).

2) Le peuple juif actuel appartiendrait à la même race que les anciens Hébreux. Ceci justifie son "retour" dans sa "vieille patrie". Or comme nous le démontrerons plus loin, il ne peut être question que les Juifs contemporains soient les descendants des Hébreux bibliques.

Lorsque le sionisme politique dont la pièce maîtresse pour l'état juif a été le livre de Herzl paru en 1896, entra dans sa phase décisive, on n'accorda aucune importance au fait que la Palestine était déjà peuplée. La non existence du peuple palestinien est un des principes de base du sionisme. Ce dogme a conduit à beaucoup de massacres de Palestiniens par les sionistes. Qu'a donc dit Golda Meir le 15 juin 1969 au Sunday Times ? "Il n'existait aucun peuple qui réponde au nom de palestinien". "D'où il n'existe en aucune manière un peuple palestinien que nous aurions chassé et auquel nous aurions pris son pays. Ces gens n'existaient tout simplement pas".

Si ces Palestiniens qui n'existent pas sont assez fous pour résister, ils doivent être envoyés au diable ou être abattus. Ceci ne peut pas entraîner des protestations sérieuses puisque on a expulsé ou égorgé de simple fantômes. Ainsi est légitimé ce que nous appelons un génocide.

Lorsqu'Albert Einstein demanda à l'ancien chef de l'organisation mondiale sioniste Chaim Weizmann ce qui se passerait avec les Arabes si on donnait le pays aux Juifs, celui-ci répondit avec mépris : "Quels Arabes ? Ces gens là ne jouent aucun rôle !".

Le professeur Ben Zion Dinur, le premier ministre de l'éducation de l'état d'Israël et un ami intime de Ben Gourion, écrivit, en 1954, dans son introduction à l'histoire de l'Haganah par l'organisation sioniste mondiale ce qui suit : "Dans notre pays, il n'y a de la place que pour les Juifs. Nous dirons aux Arabes : fichez le camp ! S'il n'obéissent pas à cet ordre ou s'ils

manifestent de l'hostilité alors nous les expulserons du pays par la force".

Joseph Weitz, l'ancien directeur de la commission pour l'arbitrage au sein de l'agence juive, écrivit en 1940 : "Entre nous, il doit être clair qu'en ce pays, il n'y a pas de place pour deux peuples... L'unique solution est Eretz Israël, à tout le moins un Israël occidental débarrassé des Arabes, et pour cela il n'existe aucune autre possibilité si ce n'est d'expulser ces Arabes dans les pays voisins."

Il faut savoir qu'un pionnier sioniste très célèbre Hascher Ginzberg qui était producteur de littérature abondante sous le nom de Ahad Ha'am ("un du pays"), en 1891 déjà écrivait ce qui suit : "Nous, à l'étranger, nous nous imaginons que la Palestine est actuellement pratiquement sans habitant, un désert stérile où chacun peut acheter la terre qu'il désire. En fait il n'en est pas ainsi. Dans toute la Palestine on trouve difficilement un terrain arabe qui n'est pas cultivé. Il y a seulement des dunes et des régions montagneuses stériles où rien ne peut pousser si ce n'est quelques arbres fruitiers isolés et encore seulement après un dur travail."

Non la Palestine n'était pas du tout un pays vide d'habitants ni n'était laissé à l'abandon et inculte Elle était habitée. L'arboriculture et l'agriculture étaient en pleine expansion.

LE PEUPLE ELU DE DIEU

Leur pays a été volé aux Palestiniens par les juifs, parce que le Tout Puissant aurait promis la Palestine à ce peuple prétendument élu par un dieu. Comment peut-il en être ainsi ?

D'après l'Ancien Testament, l'écriture sainte des juifs, les juifs constituent les peuple choisi par Dieu, le peuple des "Seigneurs". Dans le chapitre 19 du second livre de Moïse (v. 3-6), il est dit : "Et Moïse monta vers Dieu. Et le Seigneur l'appela de la montagne et lui dit : "Voici en quels termes tu parleras à la maison de Jacob et aux enfants d'Israël : vous avez vu vous-mêmes comment j'ai traité les Egyptiens et comme je vous ai emportés comme sur des ailes de vautour et je vous ai amenés à moi. Si vous obéissez désormais et respectez mon alliance, je vous tiendrai pour miens parmi tous les peuples ; car toute la terre est à moi. Tel est le discours que tu tiendras aux enfants d'Israël."

Dieu a donc conclu ainsi une alliance avec les enfants d'Israël et choisi ce peuple avant tous les autres peuples. C'est aussi exposé dans le 5e livre de Moïse (v.1-3). "Et Moïse convoqua tout Israël et lui dit : "Ecoute, Israël, les lois et coutumes qu'aujourd'hui je prononce à tes oreilles et apprends-les et garde-les pour les mettre en pratique. Yahvé, notre Dieu, a conclu une alliance avec nous sur l'Horeb et il n'a pas conclu cette alliance avec nos pères mais avec

nous qui sommes aujourd'hui ici et tous vivants."

Que ce choix, cette preuve de Dieu d'être son peuple à lui entraîne forcément une position prédominante sur les autres peuples, c'est ce qui ressort du 26e chapitre du 5e livre de Moïse (18-19) : "Et Yahvé a obtenu de toi aujourd'hui cette déclaration que tu serais son peuple personnel comme il te l'a dit - mais à la condition de garder tous ses commandements. Il t'élèverait alors au-dessus de toutes les nations qu'il a faites, en honneur, en renom et en gloire et tu seras un peuple consacré à Yahvé ainsi qu'il te l'a dit."

Cette domination du peuple choisi sur tous les autres peuples est présentée expressément dans le 5e livre de Moïse. Au verset 13 du 28e chapitre, il est dit en toutes lettres : "Yahvé te mettra à la tête et non à la queue, tu ne seras jamais qu'au dessus et non point au dessous, si tu écoutes les commandements de Yahvé ton dieu que je te prescris aujourd'hui pour les garder et les mettre en pratique..."

Pour n'importe quel croyant qui considère que tous les hommes sont des créatures de Dieu, il est particulièrement choquant que Dieu aurait donné la préférence à un certain peuple et aurait conclu une alliance particulière avec lui contre tous les autres peuples. Pourtant c'est écrit sans équivoque possible, dans la bible juive de même que dans la loi juive, dans les livres de Moïse. Là il est aussi écrit que ce dieu permit à son peuple élu de voler le pays des autres peuples et comme si ce n'était pas assez, il lui accorde la permission d'exterminer les autres peuples au moyen du fer et de l'acier, et de commettre ainsi un holocauste dans le vrai sens du terme !

Dans le cinquième livre de Moïse, chapitre VI, v. l, 10, 12 et 13, il est dit : "Lorsque Yahvé, ton dieu, t'aura conduit au pays qu'il a promis à tes pères, Abraham, Isaac et Jacob, de te donner, aux villes grandes et prospères que tu n'as pas bâties, aux maisons pleines de toutes sortes de biens, maisons que tu n'as pas remplies, aux puits que tu n'as pas creusés, aux vignes et aux oliviers que tu n'as pas plantés, lors donc que tu auras mangé et que tu te seras rassasié, garde-toi d'oublier Yahvé qui t'a fait sortir du pays d'Egypte, de la maison de servitude. C'est Yahvé ton dieu que tu craindras, Lui que tu serviras, c'est par son nom que tu jureras."

A un autre endroit (5ème livre, chapitre VII, v. 16-24), Yahvé dit encore clairement : "Tu dévoreras donc tous ces peuples que Yahvé ton dieu te livre, sans les prendre en pitié et sans servir leurs dieux car tu y serais pris au piège. Peut-être vas-tu dire en ton coeur : ces nations sont plus nombreuses que moi, comment pourrais-je les déposséder ? Ne les crains pas, rappelle-toi donc ce que Yahvé ton dieu a fait à Pharaon et à toute l'Egypte, ces grandes épreuves que tes yeux ont vues, ces signes et ces prodiges, cette main forte et ce bras étendu par lesquels Yahvé ton dieu t'a fait sortir. Ainsi fera Yahvé ton dieu contre tous les peuples que tu crains d'affronter. De plus, Yahvé ton dieu enverra des frelons pour anéantir ceux qui

seraient restés et se seraient cachés pour t'échapper. Ne tremble donc pas devant eux, car au milieu de toi est Yahvé ton dieu, dieu grand et redoutable. C'est peu à peu que Yahvé ton dieu détruira ces nations devant toi : tu ne pourras pas les exterminer sur le champ de peur que les bêtes sauvages ne se multiplient à ton détriment, mais Yahvé ton dieu te les livrera et elles resteront en proie à de grands troubles jusqu'à ce qu'elles soient détruites. Il livrera leurs rois en ton pouvoir et tu effaceras leur nom de dessous les cieux. Nul ne tiendra devant toi jusqu'à ce que tu les aies exterminés."

Ce que ce dieu promet, c'est-à-dire exterminer tous les peuples qui se trouvent sur le chemin de son peuple élu, est un leitmotiv de la Torah. Dans le cinquième livre de Moïse, chapitre XI, v. 22-25, il est dit :

"Car si vraiment vous gardez et pratiquez tous ces commandements que je vous prescris, aimant Yahvé votre dieu, marchant dans toutes ses voies et vous attachant à lui, Yahvé dépossédera à votre profit toutes ces nations et vous déposséderez des nations plus grandes et plus puissantes que vous. Tout lieu que foulera la plante de vos pieds sera vôtre ; depuis le désert, depuis le Liban, depuis l'Euphrate jusqu'à la "mer occidentale", s'étendra votre territoire. Personne ne tiendra devant vous. Yahvé votre dieu vous fera craindre et redouter sur toute l'étendue du pays que vous foulerez ainsi qu'il vous l'a dit."

Encore toujours dans le cinquième livre de Moïse, chapitre XX, v. 10-13, Yahvé recommande à son peuple élu de mettre en esclavage les peuples qui veulent la paix et de tuer tous ceux qui osent résister :

"Lorsque tu t'approcheras d'une ville pour l'attaquer, tu lui proposeras la paix. Si elle l'accepte et t'ouvre ses portes, tout le peuple qui s'y trouve te devra la corvée et le travail. Mais si elle refuse la paix et ouvre les hostilités, tu l'assiégeras. Yahvé ton dieu la livrera en ton pouvoir et tu en passeras tous les mâles au fil de l'épée. Les femmes, toutefois, les enfants, le bétail, tout ce qui se trouve dans cette ville, toutes ses dépouilles, tu les prendras comme butin. Tu mangeras les dépouilles de tes ennemis que Yahvé ton dieu t'aura livré. C'est ainsi que tu traiteras les villes très éloignées de toi qui n'appartiennent pas à ces nations. Quand aux villes de ces peuples que Yahvé te donne en héritage, tu n'en laisseras subsister rien de vivant. Oui, tu les voueras à l'anathème, ces Hittites, ces Amorites, ces Cananéens, ces Perizittes, ces Hivvittes, ces Jébusiens, ainsi que te l'a commandé ton dieu !"

Lorsque l'état actuel d'Israël se désigne comme état juif, il se réfère aux principes religieux du dieu de la torah et se considère comme le peuple élu avec les droits sanctionnés par son dieu sur le pays des Palestiniens, la "terre promise". Alors les Israéliens et les Sionistes endossent une très grande responsabilité. Car cette foi en l'ancien testament est incompatible avec les plus hautes religions, telles que le Christianisme et l'Islam et pas davantage avec la démocratie et les droits de l'homme.

Golda Meïr, la dame très estimée en Occident, premier ministre israélien,des années 70, David Ben Gourion et Menahem Begin ont déclaré publiquement que le Sionisme et la création de l'état d'Israël était issu de la Promesse que Yahvé avait faite dans les temps bibliques à son peuple élu !

Dans ces circonstances, il est réjouissant de constater qu'en Israël s'élèvent pour protester des voix critiques raisonnables. Meron Benisti, l'ancien bourgmestre de Jérusalem, a dit : "Soit nous restons un état juif nous deviendrons toujours plus anti-démocratiques, ou bien nous resterons un état démocratique et non plus juif... La démocratie peut seulement être respectée si nous accordons tous les droits de citoyens aux arabes israëliens." (Cité d'après le Newsweek du 20 avril 1970)

Depuis Israël est devenu toujours "plus juif" et par là toujours plus anti-démocratique envers les Palestiniens, tout particulièrement dans les territoires occupés de la Cisjordanie et dans la bande de Gaza où sont créées, aux frais de la population palestinienne, toujours plus de colonies juives.

Israël Shahak, fondateur et membre du mouvement du droit des citoyens israëliens, a, à plusieurs reprises, qualifié Israël d' "état raciste où, sur des principes religieux dépassés, on crée l'image que les Juifs constituent l'élite de l'humanité qui possède le droit de traiter les autres peuples comme des esclaves." (cité d'après le journal israëlien Ha'aretz du 27 novembre 1971)

Dans le fond, la représentation d'être le peuple de dieu est une glorification antithéiste de son propre peuple au détriment des autres. Des représentations tout à fait semblables ont caractérisé l'idéologie des "Chrétiens allemands" durant le IIIè Reich au sujet de laquelle l'évèque suédois et historien renommé des religions, Anders Nygren disait : "On se crée un dieu selon sa propre image, à l'image des hommes allemands...le dieu qui est adoré en réalité est une image de ce peuple particulier." Il aurait mieux fait d'appliquer cette fausse définition de "l'idéologie" du IIIè Reich à la juiverie biblique !

LES MYTHES DE LA PROPAGANDE SIONISTE

Pour renforcer leur pouvoir, les sionistes répandent en Suède et dans les autres démocraties occidentales, avec l'aide des mass média, plusieurs mythes de propagande qui sont trop rarement décelés comme tels par le public.Ces mythes doivent être démasqués.

1. "Les juifs sont le peuple de Dieu", d'où qui attaque les juifs ou conteste leur droit à un état propre, s'attaque à Dieu et jette le plan de Dieu aux oubliettes !

Des fidèles chrétiens sont souvent réceptifs à cette affirmation et cela parce qu'ils ne font aucune distinction entre le Dieu qu'ils prient eux-mêmes et le dieu de la bible hébraïque.

En reconnaissant cette bible comme faisant partie de l'Ecriture Sainte, la chrétienté s'est judaïsée depuis le début.

2. "Les juifs ont été persécutés et opprimés incessamment au cours de l'histoire. Durant la seconde guerre mondiale, ils furent exterminés en masse. C'est pourquoi il est de notre devoir d'éprouver une compassion particulière pour les juifs et de leur accorder plus d'indulgence que nous ne le faisons généralement."

Il faudrait étudier la question si les juifs n'ont pas une part de responsabilité dans ce qui leur est arrivé, ou bien même s'il est vrai qu'ils ont été persécutés beaucoup plus que ne l'ont été d'autres minorités. Mais se poser cette question est regardé comme inconvenant, comme une espèce de sacrilège. (les chercheurs révisionnistes en savent quelque chose !)

3. "Les juifs sont plus intelligents et plus méritants que les autres." Les juifs se distingueraient dans tous les domaines. On les trouverait au sommet de toutes les branches intellectuelles, en tant que chercheurs, médecins, avocats, régisseurs, auteurs et journalistes. Qu'on pense seulement aux "prix Nobel" où leur nombre esr extraordinairement élevé. Mais on ne lit rien dans la presse au sujet des juifs qui se trouvent au bas de la société ou totalement en dehors.

4. "Les juifs sont de vrais démocrates" dont les idées libérales ont été présentées par les mass média comme déterminantes ! "En plus, il existe l'état d'Israël, la seule démocratie du Proche Orient ! Les juifs ne sont pas seulement l'avant-garde de la démocratie dans le monde occidental et les porte-drapeau du monde libre mais aussi des citoyens du monde qui rejettent les frontières trop étroites des nations et se présentent comme les meilleurs propagateurs de la culture universelle.

5. "Les juifs doivent posséder leur propre pays où ils pourraient enfin se sentir en sécurité après avoir subi des persécutions incessantes au cours de leur longue histoire." Chaque peuple a droit à un pays qui lui soit propre. Pourquoi ne serait-il pas accordé aux juifs, l'état d'Israël ? L'état d'Israël est sacré et intouchable et les adversaires d'Israël ne sont au fond que les ennemis déclarés du genre humain. Ce que signifie pour la population palestinienne la création de l'état d'Israël par les armes, personne n'y trouve rien à redire.

1. REFUTATION DE LA PROPAGANDE MYTHIQUE

Les thèses et arguments présentés ci-dessus ne sont que des mensonges éhontés qu'on doit rejeter comme tels.

1. Il n'existe pas de "peuple élu", ni de "Peuple de Dieu". Un dieu, qui en plus, ordonne à ses élus de s'emparer du pays des autres peuples (cf. Moïse, livre 3, v. 20 :24) est un potentat maléfique et doit être rejeté au nom de l'humanité, de la civilisation et de la justice.

2. Les persécutions dont ont souffert assez souvent les juifs au cours de l'histoire sont en grande partie imputables aux juifs eux-mêmes. Elles sont la conséquence avant tout de leur manière de vivre, de ce qu'ils vivent comme des étrangers et même comme des éléments déstabilisateurs au sein des autres peuples.

Leurs efforts souvent couronnés de succès en vue de créer en leur faveur une grande puissance et de s'attribuer des privilèges princiers aux frais des autres habitants de la planète suscitent naturellement la haine et le rejet de la part des autres peuples.

Ce rejet sera d'autant plus fort, cela va de soi, si l'on peut lire dans la bible comment se sont comportés dans les anciens temps les Enfants d'Israël sur ordre de leur dieu contre les peuples voisins. Ainsi ce dieu leur ordonna par exemple de massacrer les Madianites, un peuple très hospitalier chez lequel Moïse a longtemps séjourné et auquel appartenait sa fiancée Siffora, à l'exception toutefois des jeunes filles vierges dont les juifs pourront abuser.

Moïse, livre 4, 31, 17-18 : "Tuez donc tous les enfants mâles. Tuez aussi toutes les femmes qui ont partagé la couche d'un homme. Ne laissez la vie qu'aux jeunes filles qui n'ont pas partagé la couche d'un homme et qu'elles soient à vous."

Un peuple peut-il, parce qu'il adore un tel dieu, attendre de la part des autres peuples une compassion particulière pour ses souffrances et ses victimes ? certainement pas plus que tous les autres peuples qui ont eu à souffrir des injustices et des cruautés !

3. Il n'existe aucune preuve de quelque sorte que ce soit que les juifs soient plus intelligents et plus capables que les autres peuples. Sauf dans leur propre propagande bien entendu. Celle-ci n'est rien d'autre qu'une exaltation de soi tout à fait abusive et une grossière vantardise. Une chose apparaît clairement : au point de vue de l'art, s'il s'agit d'architecture, de sculpture ou de peinture, les juifs n'ont presque rien apporté en comparaison des autres nations civilisées. On ne trouve parmi eux qu'une poignée de compilateurs, d'imitateurs de talent.

4. Hors de quelques passages dans la bible, les juifs n'ont également apporté aucune oeuvre de premier plan dans la littérature. Il n'y a eu ni un Homère, ni un Sophocle, ni un Euripide, ni un Platon, ni un Dante, ni un Ibn Kaldoun, ni un Shakespeare, ni un Molière, ni un Goethe, ni un Balzac ou un Dostoievsky juif. De même, on ne trouve pas de Plutarque, de Thucydide,

de Tacite, de Snorri Sturluson, de Carlyle, de Mommsen ou de Toynbee juif.

Les juifs ont certainement produit quelques savants de pointe. Par exemple des physiciens et mathématiciens comme Einstein, John von Neumann et Edouard Teller qui ont participé à la fabrication de la bombe atomique. Malheureusement donc, leur recherche dans le domaine scientifique n'offre que la perspective d'une destruction de l'humanité !

La littérature juive tradest une littérature de mode. On peut en dire autant du domaine scientifique où les juifs se sont créé un nom surtout en psychologie, en sociologie ou en politique, de même que dans l'économie nationale.

Il est indéniable que les juifs se défendent avec succès dans la communauté d'échanges internationaux capitaliste occidentale même si leurs résultats ne sont pas aussi probants que les média pro-sionistes ne l'affirment. C'est en effet une loi non écrite qu'on ne doit nommer les juifs en tant que tels que si l'expérience est positive.

Par exemple, ont peut dire que les lauréats du Prix Nobel comme Canetti et Singer sont juifs (c'est l'Académie suédoise qui est responsable de l'attribution des prix Nobel, mais c'est une organisation qui se trouve sous forte influence franc-maçonne, et qui a le devoir de désigner le plus possible de juifs - ou bien de dire que des chanteurs de pop music comme Bob Dylan (en fait Fred Zimmerman) ou Léonard Cohen sont d'origine juive ; par contre l'origine juive des chefs de la mafia ou des boss de la drogue ou des producteurs d'oeuvres pornographiques n'est jamais soulignée.

Les succès importants des juifs dans la société de concurrence capitaliste s'expliquent sans difficulté. celui qui dispose d'assez de capitaux, qui contrôle la branche publicitaire et une bonne partie des média, possède naturellement la clef de toutes les portes du monde des affaires. Ceci vaut particulièrement pour les E.U. où l'influence juive est énorme.La dimension réelle de la puissance juive aux USA n'a pas encore été pleinement révélée.

Les juifs n'ont jamais été de véritables démocrates Les racines de la démocratie se trouvent dans l'Athènes des Grecs et dans l'ancienne République romaine. En plus, nous trouvons une démocratie dans le Nord Pensons aux Lands germaniques ou à l'Angleterre où le système parlementaire a été appliqué très tôt. L'ancienne forme de l'état juif était théocratique, c'était un type d' auto-cratie orientale. (Saul, David, Salomon)

Durant leurs siècles d'existence dans les ghettos, les juifs n'ont jamais développé le moindre rudiment d'un gouvernement démocratique. Le fait que les juifs émancipés se soient mués plus tard en disciples fervents de la démocratie capitaliste (mais aussi les commissaires politiques du bolchevisme, de Lénine et de Staline étaient en majorité juifs !) doit faire subodorer qu'ils y trouvent le moyen d'agir au mieux de leurs intérêts particuliers.

Les sionistes devraient se rappeler que leur peuple, dans notre siècle, a été responsable de persécutions fanatiques contre les chrétiens en URSS et dans les autres états communistes.

Le chef de l' "alliance des athées", du pouvoir dirigeant sous la terreur religieuse barbare était un certain Jaroslawsky alias Minej Israilovitch Kubelmann.

De même les goulags mortifères de l'empire soviétique furent créés et dirigés par des juifs comme le sait fort bien tout lecteur de l' "Archipel du Goulag" d'Alexandre Soljénitsine. Parmi les noms les plus fameux, on trouve Naftali Aronowitsch Frenkel, Jakov Rappoport, Matvej Berman, Lazar Kogan de même que le chef du GPU Genrich Jagoda.

Un dirigeant sioniste américain, porte-parole d'une "Ligue pour la Paix" américaine, Théodore Nathan Kaufmann, ami intime du Président des EU Roosevelt et de sa femme Eléonore, publia, en mars 1941, un livre portant le titre de "Germany Must Perish"(L'Allemagne doit périr) Argyle Press, Neward, New Jersey.

Dans celui-ci, cet ami de la paix, Kaufmann, soutient que la seule solution au problème allemand se trouve dans l'extermination du peuple allemand par la stérilisation de tous les hommes de moins de 60 ans et de toutes les femmes de moins de 45 ans et par le partage de l'Allemagne entre les pays voisins.

Ce programme de génocide radical trouva une chaleureuse approbation dans les grands journaux des EU comme le Times, le Washington Post et le New York Times. Dans ce dernier il était présenté comme "un plan pour garantir une paix durable entre les nations civilisées."

Qu'on se souvienne en outre que Henry Morgenthau, le ministre des finances juif de Roosevelt, proposa un plan durant la seconde guerre mondiale qui proposait la transformation de toute l'Allemagne en un pays exclusivement agricole sans la moindre industrie. Cette réalisation aurait eu comme conséquence la mort par la faim d'au moins 20 millions d'Allemands. Ce projet de génocide et si possible sa réalisation semblent bien faire partie d'une tradition très prisée par les juifs !

Les liens des juifs avec la criminalité organisée sont exposés jusque dans les milieux juifs Ainsi, dans l'Almanach juif très sérieux de Richard Siegel et de Carl Rhein qui fut publié à New York par Bantam Books, tout un chapitre est consacré à ce sujet : "The Jewish Underworld : American-Jewish Gangsters." Il y est dit entre autres : "Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'influence des bandits juifs dans le crime organisé aux USA durant les années 20 et 30 était comparable à celle des professionnels italiens, et même qu'elle les surpasse encore"

Dans cet Almanach, sont cités nommément, et se trouvent même les photos de quelques uns des chefs gangsters de : Moses L. Annenberg, Louis "Lepke" Buchalter et Jake "Greasy Thumb" Guzik à Meyer Lansky et Benjamin "Bugsy" Siegel. Cette "démocratie" que les sionistes ont réalisée en Israël est naturellement d'une nature douteuse puisqu'elle exclut les Palestiniens ce qui nie l'idée même de démocratie, de même que les droits de l'homme et la volonté de compréhension entre les peuples.

Aucun état n'a rejeté avec autant de désinvolture les résolutions de l'ONU qu'Israël. Aucun état en dehors d'Israël ne se refuse à déterminer ses frontières. Aucun état sauf Israël ne justifie la main-mise sur des territoires en notre siècle, par la "volonté de dieu".

Non, la démocratie telle qu'elle est pratiquée par les Israéliens n'est qu'une farce, et pas une bonne farce ! Seuls les âmes naïves croient en une telle supercherie.

Le sionisme s'appuie sur une philosophie machiavélique Le chef de sa diplomatie est le "Prince" de Machiavel qui affirme : "Les hommes sont si naïfs et se plaignent tellement du fardeau quotidien qu'un trompeur trouve toujours quelqu'un prêt à se laisser rouler par lui."

Ce n'est pas parce qu'ils sont des citoyens de nombreux états, qu'ils parlent différentes langues et s'approprient la culture des pays qu'ils habitent que les Juifs sont des citoyens du monde et de véritables internationalistes. Disciples de la religion juive extrémiste, ethnocentriste, et du sionisme le plus chauvin, ils paraissent des "citoyens du monde" à peu près aussi convaincants qu'un sourd-muet comme chanteur d'opéra.

Aux yeux de ces juifs, l'humanité et la compréhension de l'être humain ne sont pas pour tous les hommes mais uniquement pour les disciples de leur foi.Car le Congrès mondial juif et l'organisation mondiale sioniste se soucient-ils des intérêts des autres peuples sinon de ceux du peuple juif ?

Israël a-t-il proposé à la Croix Rouge internationale ou au Croissant Rouge international d'adhérer ou de participer à des actions humanitaires internationales ?

Les juifs s'intéressent aux autres peuples ou aux individus non-juifs uniquement dans la mesure où le point de vue de ces peuples ou de ces individus s'accorde avec les intérêts de la juiverie. Un "citoyen du monde" est quelqu'un qui non seulement peut se sentir à l'aise dans une culture étrangère mais encore considère tous les êtres humains sans faire référence à leur race, à leur nationalité, à leur religion comme des frères et des soeurs

5. La revendication juive de la Palestine est totalement injustifiée au nom des droits des peuples. Pourquoi les juifs pourraient-ils, eux qui durant des millénaires ont vécu disséminés dans tous les pays imaginables, revendiquer tout à coup un état particulier et l'obtenir par

l'expulsion ou l'oppression de la population qui y réside depuis toujours ?. Peut-être parce que dans ce pays il y a eu, il y a très, très longtemps, il y a 2800 ans, un royaume juif ? cette revendication sioniste est totalement absurde :

La revendication de la Palestine est fondée sur la Bible juive, pourtant celle-ci n'est pas un véritable livre d'histoire mais bien une collection de légendes et de mythes que les Juifs ont amoncelés durant leur prétendue captivité à Babylone et qu'ils ont ensuite gonflés avec leur imagination. C'est seulement à Babylone qu' ils ont développé une tradition écrite propre.

A cela s'ajoute que les histoires de l'Ancien Testament sur les royaumes juifs d'Israël et de Juda, de même que sur le royaume unifié de Salomon, n'ont jamais été confirmées par la recherche historique et archéologique.

On n'a trouvé en Palestine aucun vestige d'une civilisation juive mais bien ceux de civilisations phéniciennes, cananéenne et philistine. On n'a pas retrouvé la moindre pierre du temple légendaire de Salomon bien que, durant les 150 dernières années, les archéologues aient fouillé nulle part ailleurs dans le monde autant qu'en Palestine.

Selon toute vraisemblance, il y a eu seulement un petit groupe de population juive et une poignée de principautés vassales qui étaient tout à fait dépendantes des grandes puissances de l'époque : les Egyptiens, les Babyloniens, les Assyriens, les Phéniciens et plus tard les Perses. Peut-être l'ancien Israël se trouvait-il à Asir dans le Sud-ouest de la péninsule arabique comme l'affirme le professeur Kamal Salibi !

Les Juifs n'ont jamais vécu exclusivement en Palestine mais ils ont vécu dispersés depuis toujours dans différents pays. Après la "captivité de Babylone" du VIè siècle avant J-C, comme cela a déjà été souligné, la majorité des Juifs resta à Babylone qui se trouvait sous l'autorité de la Perse. Au temps de Jésus, la colonie juive était plus dense dans l'Alexandrie égyptienne que toute la population juive de Palestine.A ceux-là s'ajoutèrent les communautés juives sur le pourtour de la Méditerranée orientale et même à Rome. Cela ne s'accorde en aucune façon avec le fait que la diaspora juive ait commencé seulement en l'an 70 après J-C avec la destruction de Jérusalem par les légions romaines.

Les tentatives sionistes pour créer un état juif en Palestine ne purent être réalisées que par la première guerre mondiale. Pour attirer les Etats-Unis aux côtés de la Grande Bretagne et de la France dans la guerre contre l'Allemagne, le gouvernement britannique promit aux Juifs de leur préparer une "foyer national" en Palestine. Pour l'obtenir, les Juifs devaient se servir de leur influence pour faire entrer les Etats-Unis dans la guerre.

Les Sionistes revendiquèrent, il est vrai, d'abord seulement un "foyer national" et en aucune façon un Etat juif spécifique. Lord Curzon, le successeur de Balfour avait sans doute

subodoré la réalité comme ministre des affaires étrangères lorsqu'il écrivait déjà, le 26 février 1919, : "Weizman peut leur raconter ce qu'il veut et il peuvent comprendre sous le terme "foyer national" un centre culturel et de religion juive. Cependant il veut tout à fait autre chose. Il a en vue un état juif, une nation juive qui soit gouvernée par les Juifs et dans lequel la population arabe ne jouerait qu'un rôle de second plan. Cela, il désire le créer sournoisement sous la protection de l'administration britannique".

En mars 1921, le Conseil national juif, l'ancienne organisation sioniste la plus influente à l'époque envoya au ministre des colonies Winston Churchill un mémorandum qui contenait ce qui suit : "Nous ne pouvons pas supporter la pensée que nous voulons enlever leurs droits à une autre nation."

Mais lorsque les Sionistes, plus tard, par le mensonge et la fourberie, les armes et la terreur, construisirent leur état d'Israël, chaque chef israélite a admis tout à fait ouvertement que toutes les promesses antérieures, de créer un "foyer national juif" pour l'administration de la culture juive, n'avait pas été autre chose qu'un fieffé mensonge qui dissimulait l'intention d'amorcer la création d'un état juif.

Le culot des sionistes

Si l'état lilliputien d'Israël qui ne pourrait absolument pas exister sans le chantage de sa cinquième colonne sioniste située aux USA, se procurait l'arme atomique et menaçait d'exterminer totalement sinon partiellement tout ce qui l'entoure, alors la menace sioniste sur la civilisation du genre humain atteindrait son plus haut point.

Le monde libre doit absolument s'y opposer de toutes ses forces. Car il ne s'agirait plus seulement des Palestiniens volés et de leur droit de mener une vie d'êtres humains à part entière dans leur propre patrie, mais de l'avenir, de la survie même de toute l'humanité.

La propagande sioniste est totalement dénuée de conscience. Les mensonges éhontés des sionistes sont présentés comme des vérités, leur brutalité comme de la justice, leur terrorisme d'état comme une "lutte contre le terrorisme", leurs intrigues ourdies comme de la diplomatie, leurs atteintes à la liberté d'expression comme une liberté de pensée, leur machiavélisme comme une morale, leur campagne ordurière comme une défense de la tolérance et de la démocratie. En bref, ils inversent toutes les valeurs.

Cela tient peut-être au fait que mentalement ils se sentent ligotés par la peur de mépriser les ordres de Yahvé. Celui-ci, en effet, leur ferait subir les pires châtiments pour leur

désobéissance : "Si vous vos opposez à moi, et ne consentez pas à m'écouter, j'accumulerai sur vous ces plaies au septuple pour vos péchés (...) C'est moi qui dévasterai le pays et ils en seront stupéfaits, vos ennemis venus l'habiter ! Vous, je vous disperserai parmi les nations. Je dégainerai contre vous l'épée pour faire de votre pays une lande et de vos villes une ruine."

Un peuple prie un dieu monstrueux et devient par là lui-même monstrueux !, un abominable ennemi de la Vérité et de la Morale ! Ou bien y aurait-il une autre explication à un tel phénomène ?

La propagande sioniste se sert toujours de quelques armes qui se révèlent être extraordinairement efficaces :

1. Un lavage de cerveau par de continuels rabâchages des hypothèses de base mensongères du sionisme jusqu'à ce que par la force de l'habitude, le peuple accepte ces mensonges comme argent comptant.

2. Une compassion à leur égard par un rappel incessant des souffrances endurées par le peuple juif, souffrances dont les juifs ne portent naturellement pas la moindre responsabilité. Cela commence avec la "servitude en Egypte" et la "captivité à Babylone" et se termine avec les "chambres à gaz" de l' "Holocauste".

Dans leur entourage, ces histoires juives sont utilisées par les Juifs pour se présenter comme le peuple miraculé, le seul peuple martyr de l'antiquité ayant survécu de manière à susciter la compassion et un sentiment de culpabilité chez les autres peuples. Ceux-ci ne peuvent évidemment expier leur faute qu'en honorant le "peuple élu" sans réserve, et en gardant ses souhaits toujours présents devant les yeux.

3. Des campagnes de diffamation sont une des armes favorites des sionistes. On inculque à tout un chacun qu'un individu marqué au fer rouge du titre infamant d'antisémite ou de "porteur de haine contre les juifs" a commis le crime le plus horrible dont on puisse se rendre coupable, un crime beaucoup plus grave qu'un blasphème, beaucoup plus répugnant qu' un vol, qu' un crime, qu' un assassinat. Un sacrilège peut quand même être un brave homme et un voleur, un criminel, un assassin peuvent s'améliorer et être réinsérés socialement, mais pas un "antisémite".

Pour que puisse se réaliser la force de frappe de la propagande sioniste, il faut obligatoirement le contrôle absolu sur toutes les entreprises importantes qui concourent à façonner l'opinion publique: l'industrie publicitaire, la presse, les grandes maisons d'édition, le théâtre et le show business, les films, la télévision, la vidéo et la radio ainsi que de nombreuses entreprises dont les annonces sont nécessaires pour financer les médias. D'où il devient possible d'amadouer les organismes médiatiques récalcitrants par le boycottage.

Cette pression s'exerce sur les organismes qui osent élever une critique contre le sionisme, ses plans et ses méthodes. Aux USA, toutes ces conditions sont parfaitement remplies mais elles sont en vigueur également en Suède et dans beaucoup d'états occidentaux. Le véhicule de la propagande sioniste est ici la culture impérialiste américaine.

La vulgarité de cette sous-culture décadente américaine qui coule à flots continus, son humour plat, sa sentimentalité larmoyante, son hard rock assourdissant, ses ineptes inventions quant à la mode, sa pornographie, son culte de la violence, tout cela est d'origine sioniste et est répandu par leurs commis.

En tout cas, l'intérêt des sionistes y trouve son compte : dans l'abrutissement et l'abêtissement des masses pour fabriquer des idiots tournés vers la consommation qui n'ont plus la moindre étincelle d'intelligence, de sens critique, et qui deviennent de ce fait des proies faciles pour les ambitions politiques des sionistes. Ceux-ci, au moins dans le monde technologiquement progressiste et riche de l'Occident, s'efforcent de parvenir à garder sous contrôle l'opinion publique.

Dénoncer le sionisme et sa propagande est un devoir terriblement important, essentiel.

LE SOI-DISANT "ANTISEMITISME"

La haine envers les juifs, appelée communément "antisémitisme" a été le bouillon de culture du sionisme et l'est resté jusqu'à aujourd'hui. Sans antisémitisme, pas de sémitisme.

Pour les sionistes, le principal danger est le risque d'intégration juive parce qu'un juif intégré n'est plus un nationaliste juif et ne peut plus servir par conséquent de lansquenet pour le sionisme. L'unité du judaïsme par delà les frontières et le mythe d'un peuple juif unique qui se distingue des autres peuples, ce qui est précisément le fondement même du sionisme disparaissent.

Pour exister, cette unité des juifs a besoin d'une menace reconnue contre tous les juifs : l'antisémitisme. S'il n'existait pas un tel mouvement au sein de la société laïque moderne, l'intégration des juifs serait facilitée et accélérée. Et le sionisme deviendrait un quartier général sans soldats du sommet à la base. C'est pourquoi l'antisémitisme est indispensable aux sionistes, comme le sauveur face à leur misère. (Ils vont donc jusqu'à l'inventer) voici quelques propos de sionistes connus :

Théedore Herzl, le fondateur du sionisme, a écrit dans son journal : "Les antisémites sont devenus nos alliés et les pays antisémites(?) nos amis." (Pataï, 1960, vol. I, p.84)

Le Docteur Arthur Ruppin a dit : "On ne peut pas vraiment affirmer que l'antisémitisme a produit à lui tout seul le sionisme, mais en Europe occidentale au moins, l'antisémitisme est l'agitateur le plus actif pour la cause sioniste et la disparition de l'antisémitisme (qui n'existe pas) entrainerait celle du sionisme." (Les juifs contemporains, éd. juive, Cologne, 1911, p.278).

Le Docteur Léo Wertheimer a écrit dans son livre paru en 1968 : "La haine envers les juifs et les juifs" : "L'antisémitisme est l'ange sauveur des juifs, qui oeuvre puissamment à ce que les juifs restent juifs... Les antisémites ont créé la conscience d'être juifs chez beaucoup de juifs qui ne désiraient pas l'être." (cité d'après le Docteur Franz Scheidl, "Israël, rêve et réalité", Vienne, 1962, p.18)

Le grand chef du sionisme, Nahum Goldmann, a dit dans un discours prononcé lors de la rencontre du Congrès mondial juif du 27 juillet 1958, à Genève : "Si l'antisémitisme disparaît dans sa forme classique, cela conduirait sans doute à une amélioration matérielle et politique au niveau de la communauté juive partout dans le monde, mais cela aurait surtout une action négative sur notre être intime. Notre peuple sait se battre héroïquement (?) dans les mauvais jours, mais il n'a pas encore appris à vivre d'une façon créatrice dans les jours meilleurs." (New York Times, 24 juillet 1958)

Dans son livre "Le paradoxe juif", Goldmann continue : "Une totale intégration serait une véritable catastrophe pour l'ensemble de la vie juive." (p. 182 de l'édition suédoise parue à Stockholm)

Le Professeur Jeshua Goldmann a déclaré au 26e rassemblement de l'Organisation Mondiale Sioniste en Israël, le 30 décembre 1964 : "Le plus grand danger pour le judaïsme et l'unité juive est l' absence d'antisémitisme" (cité d'après le docteur Franz Scheidl, voir plus haut, p.18)

Il ne subsiste aucun doute que le sionisme est indissolublement lié à l'antisémitisme et que sans lui il ne serait pas viable. Les sionistes clament sans cesse leur peur et leur dégoût de l'antisémitisme mais ne veulent pas qu'il disparaisse, mais au contraire voudrait le voir se réveiller, le rappeler sans cesse à la vie. Si l'antisémitisme mourrait, le sionisme mourrait avec lui. C'est pourquoi il ont forgé ce nouveau mythe.

LE MYTHE DE LA RACE DES SEIGNEURS

Comparer et assimiler le sionisme raciste au National Socialisme relève de l'ignorance.

Le National Socialisme, mouvement politique qui a voulu le bien de son pays et n'a jamais voulu s'imposer aux autres peuples. Qui a voulu redonner aux Allemands leur honneur d'êtres humains après la terrible déchéance orchestrée par les vainqueurs de 1918. Mouvement qui n'a jamais haï les juifs en tant qu'individus, mais a cherché à les empêcher de nuire dans les domaines où ils s 'étaient incrustés comme parasites, mérite tout notre admiration. A l'opposé du sionisme qui est un mouvement religieux qui veut la domination du Mal sur le monde et utilise en ce but les moyens les plus dépravés et les plus horribles.

Nous trouvons dans la bible juive des propositions que la connaissance de la Torah énonce comme suit : "Yahvé fera de toi son peuple qui lui est consacré ainsi qu'il te l'avait promis si tu gardes ses commandements et que tu marches dans ses voies. Et tous les peuples sur la terre verront que tu portes le nom du Seigneur et ils te craindront." (5 Moïse, 28 :9-10)

Les autres peuples doivent craindre le peuple élu. Mais cela ne suffit pas, le peuple élu doit aussi régner sur les autres peuples comme il est prescrit dans le 5e livre de Moïse, 28 :13 : "Et Yahvé te mettra à la tête et non à la queue. Tu ne seras jamais qu'au dessus et non point au dessous si tu écoutes les commandements de Yahvé ton dieu, que je te prescris aujourd'hui pour les garder et les mettre en pratique."

Que le peuple des hommes élus possède le droit d'expulser les autres peuples et de les soumettre ressort de cette autre citation de la bible :

"Car si vraiment vous gardez et pratiquez tous ces commandements que je vous prescris, aimant Yahvé votre dieu, marchant dans toutes ses voies, et vous attachant à lui, Yahvé dépossédera à votre profit toutes ces nations et vous déposséderez des nations plus grandes et plus puissantes que vous. Tout lieu que foulera la plante de vos pieds sera vôtre ; depuis le désert, depuis le Liban, depuis le fleuve Euphrate jusqu'à la Mer occidentale, s'étendra votre territoire. Personne ne tiendra devant vous, Yahvé votre dieu vous fera craindre et redouter sur toute l'étendue du pays que vous foulerez ainsi qu'il vous l'a dit." (Moïse 5, 11 : 22-25)

Les paroles suivantes de la bible révèlent que le génocide est désigné comme une action qui plaît à leur dieu et qu'il est sévèrement défendu de se mélanger aux autres races et autres peuples :

"Lorsque Yahvé ton dieu t'aura fait entrer dans le pays dont tu vas prendre possession, des nations nombreuses tomberont devant toi : les Hittites, les Girgashites, les Amorites, les Cananéens, les Périzzites, les Hivvites, les Jébuséens, sept nations plus nombreuses et plus puissantes que toi. Yahvé ton dieu te les livrera et tu les battras. Tu les désavoueras par anathème. Tu ne conclueras pas d'alliance avec elles, tu ne leur feras pas grâce. Tu ne contracteras pas de mariage avec elles, tu ne donneras pas ta fille à leur fils ni ne prendras leur fille pour ton fils."

Les politiciens qui dirigent Israël légitiment le rapt sioniste du territoire palestinien de même que la politique raciste et expansionniste d' Israël en se référant à la bible. Est-il besoin d'exemples ?

"Ce pays existe comme résultat d'une promesse faite par notre dieu lui-même. Il serait absurde de mendier la reconnaissance de sa légitimité." a dit Golda Meir, l'ancienne premier Ministre d'Israël, en octobre 1971 lors d'un discours devant la Knesseth. (Le Monde, 15 octobre 1971)

"Ce pays nous était promis, nous avons tous les droits sur lui." a dit le premier Ministre Menahem Begin, lorsqu'il reçut le Prix Nobel de la Paix (!) à Oslo. (Dabar, 12 décembre 1978)

LES JUIFS ONT-ILS TOUJOURS ETE PERSECUTES ?

La thèse continuellement répétée comme quoi les Juifs auraient été persécutés tout au long de l'histoire, sans qu'il ait eu faute de leur part doit être remise en question, de même que la thèse suivant laquelle la haine envers les Juifs (ou antisémitisme) serait une manifestation presque chronique chez tous les peuples.

Dans leur livre "Why the Jews ?" (Simon and Schuster, New York, 1983, p. 17), les deux auteurs juifs, Dennis Prager et Joseph Teleshkin écrivent : "La haine envers les juifs fut la grande haine de l'humanité. Bien que d'autres groupes aient été haïs, en aucun cas la haine n' a été si étendue, si profonde et si durable que contre les Juifs." Ces phrases sont typiques. Elles reflètent la dominante non seulement des innombrables articles de polémique issues de la plume des Juifs, mais aussi d'oeuvres importantes qualifiées de sérieuses qui décrivent l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme. Dans chaque cas, pour ainsi dire, les éditeurs sont des Juifs. En Suède, Le professeur aujourd'hui décédé, Hugo Valentin, en France, Léon Poliakov, dirigeant du Centre de Documentation juif, à Paris, en Amérique, entre autres, Max I. Dimont Ainsi tous ces livres sont partiaux.

En de telles conditions, il est bon d'attirer l'attention sur le livre objectif du professeur Efraïm Briem, "Antisemitismen genom tiderna" (L'antisémitisme au fil du temps) Natur och Kultur, Stockholm, 1940 duquel nous voulons citer quelques passages sur l'antisémitisme dans l'ancienne Rome :

"Une cause de la haine envers les Juifs résultait du fait que les Juifs, plus que n'importe quel

autre peuple, profitaient dans l'Antiquité de nombreux avantages et droits particuliers qui n'étaient pas justifiés. Pour des raisons diverses, plusieurs empereurs romains, depuis Jules César, favorisaient les Juifs, et divers édits leur assuraient la liberté religieuse. Pour qu'ils puissent observer rigoureusement le sabbat, ils étaient exemptés du service militaire afin qu'ils ne doivent pas prendre les armes le samedi (p. 169). Que de cette façon, les Juifs jouissaient de plus de liberté et de droits qu'ils n'accordaient eux-mêmes aux autres peuples vaincus ressort de nombreuses citations de Josèphe, le plus grand historien juif qui vécut de l'an 37 à l'an 100 après J.C.

L'orientaliste renommé, le professeur Julius Wellhausen écrit dans son ouvrage : "Israël, Histoire juive", page 236 : "Les Juifs jouissaient de divers privilèges et libertés pour pouvoir accomplir leurs obligations religieuses. Ils avaient même leur propre jurisprudence liée étroitement à leur foi. Ainsi, ils obtenaient le droit de prélever l'impôt capitulaire prescrit par la loi de Moïse pour le service du temple et l'expédiaient à Jérusalem. Ils étaient donc privilégiés d'une manière importante même s'ils n'étaient pas reconnus comme citoyens romains et par là, exclus du gouvernement de l'Empire. Ce dernier fait n'est d'ailleurs que la conséquence de leur propre refus de participer aux affaires communes et aux cérémonies religieuses publiques."

Evidemment cette situation particulière des Juifs pouvait peut-être provoquer l'hostilité de la part des autres citoyens mais surtout grâce à ces privilèges, ils pouvaient s'isoler des autres groupes humains et conserver ainsi leurs particularités. Ceci de même que leur ethnocentrisme éveillait l'antipathie chez les autres. Ainsi nous trouvons des propos anti-juifs chez divers écrivains grecs et romains.

Les Juifs auraient-ils été réellement persécutés (et d'après les citations, il semble bien que non), eux ne se gênaient pas pour persécuter les autres partout où ils se répandaient. Moins de 50 ans après la destruction de Jérusalem, en l'an 116 après J.C., la population juive se souleva dans toute la région méditerranéenne orientale pour exterminer les peuples parmi lesquels ils vivaient et qui les détestaient autant qu'eux les haïssaient. Le soulèvement juif se concentra en première ligne sur l'Egypte, la Cyrénaïque, et sur Chypre, mais s'étendit aussi en Mésopotamie et en Palestine Partout où les Juifs sortaient vainqueurs, ils commettaient des massacres certainement aussi sinon plus horribles que ceux qu'ils avaient subi eux-mêmes auparavant. Ils faisaient mourir leurs victimes à petit feu et forçaient leurs prisonniers à s'affronter dans des combats de gladiateurs où les vaincus étaient toujours condamnés à mort. En Cyrénaïque, Les Juifs auraient tué pas moins de 22 000 habitants, à Chypre même, 240 000. Ces chiffre semblent exorbitants. D'après l'historien Dio Cassius, (qui est crédible d'après Gibbon et Mommsen) les juifs taillaient en morceaux les cadavres des vaincus et se barbouillaient de leur sang.

En Palestine, des agitations débutèrent à nouveau,en l'an 132, sous la conduite du chef de

bandits, Bar Koshba, le "Fils de l'Etoile" Ce nom fait allusion à une prophétie du 4e livre de Moïse(24. 17-19) que voici : "Je le vois, mais non pour maintenant, je l'aperçois - mais non de près : Un astre issu de Jacob devient chef, un sceptre se lève, issu d'Israël. Il frappe les tempes de Moab et les crânes de tous les fils de Seth. Edom devient un pays conquis ; pays conquis, Séir. Israël déploie sa puissance. Jacob domine sur ses ennemis et fait périr les rescapés d'Ar."

Ce Bar Koshba a été proclamé messie par l'écrivain de renom Rabi Akiba et honoré comme tel par le peuple juif. Ce soulèvement avait pris des allures si barbares que l'empereur Hadrien a dû rappeler de Grande Bretagne son meilleur général Julius Severus pour le mater. C'est seulement en 135, après 3 années de lutte acharnée que la rébellion fut domptée.

580 000 hommes auraient été tués et toute la Judée était en ruines, couverte de cendres. Tout cela ne contribua pas à renforcer la position des Juifs dans l'Empire romain et jusqu'à l'avènement du christianisme, il régna durant toute l'époque dite païenne une ambiance anti-juive assez prononcée

RACISME DE JUIFS MONDIALEMENT CONNUS

Dans la propagande sioniste, on souligne avec force que les anti-sionistes, c'est à dire ceux qui condamnent Israël et sa politique de répression et d'occupation seraient des racistes et des antisémites.

En réalité, c'est l'inverse qui est le cas. Les sionistes eux-mêmes sont des racistes. Mais la majorité des gens ne connaissent pas l'histoire ; ils croient en la version sioniste falsifiée qui leur sert de propagande. Malheureusement tous les propagandistes le savent bien :quand un mensonge est répété assez souvent sans jamais être contredit publiquement, la majorité finit par le considérer comme une vérité.

Nous tenons à préciser que nos sources sont sionistes. Personne ne pourra donc nous accuser d'anti-sionisme. Les sionistes eux-mêmes révèlent leur racisme.

Theodor Herzl, la figure centrale du sionisme, n'était pas un adversaire de l'anti-sémitisme, du moins pas un adversaire actif. Il le considérait comme inévitable et incurable. Dans les notes de son journal intime, il écrit :

"Je comprends l'anti-sémitisme. Nous, les Juifs, nous l'avons provoqué nous-mêmes en tant qu'étrangers dans divers pays. En fait, l'anti-sémitisme est la conséquence de l'émancipation juive. mais l'anti-sémitisme ne sera pas nuisible aux Juifs : je le considère comme un

mouvement utile à l'éducation du caractère juif. (Journal, Berlin 1922, traduit en suédois)

Théodor Herzl n'était pourtant pas le premier sioniste politique. Il y eut Moses Hess, un ancien ami du jeune Karl Marx. "Par Moses Hess, l'idée nationale juive s'est érigée sur la notion de race" relevait Edmond Silberner dans son livre : "Socialists and the Jewish question" (Princeton University, 1969). Le fait que Moses Hess fut le premier véritable sioniste est confirmé aussi par Chaïm Weizmann dans son autobiographie ("Ett liv i kamp för Israël", Une vie de combat pour Israël, Stockholm, 1951, p. 60)

Dans son livre paru en 1862, "Rome et Jérusalem", Hess déclare : "Jusqu'à ce jour, l'histoire dans son ensemble s'est déroulée autour de luttes de races et de classes. La race est à l'origine de la lutte, la cause primordiale ; en second vient la lutte des classes. Cette lutte des races s'est déroulée au cours de l'histoire avant tout entre deux races opposées : les Aryens et les Sémites" (trad du suédois)

Cette conception de l'histoire se retrouve quant à la lutte des races dans le livre de Gobineau "Sur la différence des races humaines" et dans celui de Steward Chamberlain, "Les bases du 19e siècle". Chamberlain était anglais de naissance mais adopta plus tard la nationalité allemande

Moses pensait cependant : "Si l'on doit avouer que des races différentes existent, cela ne doit pas conduire pour autant à parler de races supérieures ou inférieures. Une vie harmonieuse entre les peuples ne peut être obtenue que si chaque peuple se libère de toute domination étrangère. L'indépendance nationale est la condition nécessaire à tout progrès politique et social." (trad. du suédois)

C'est Moses Hess qui créa le premier l'expression "national- socialisme" et ceci déjà en l'année 1862.

Le successeur de Théodore Herzl et porte-parole de l'organisation sioniste mondiale devint un écrivain renommé : il s'agit de Max Nordau. Bien qu'il fut marié à une chrétienne non-juive et qu'il avait fait baptisé ses enfants, Max Nordau était un raciste juif ou sioniste. Le 21.12.1903, il s'exprimait ainsi dans le journal antisémite de Edouard Drumont, "La parole libre" : "Le sionisme n'est pas une question de religion mais exclusivement une question de race, et à cet égard personne n'approuve davantage Monsieur Drumond que moi !" (Desmond Steward, Theodore Herzl, p. 332)

Contrairement à la plupart des juifs émancipés, les sionistes acceptent la conception fondamentale que les Juifs forment un peuple bien à eux qui vit dans des pays étrangers auxquels il leur est impossible de s'assimiler. La seule véritable patrie des Juifs est le pays de leurs pères, la Palestine.

Sur ce point, les sionistes sont entièrement d'accord avec les antisémites. Ils font comprendre à ces derniers que les mariages mixtes sont un mal et ceci non pour des raisons religieuses ou culturelles mais parce que leur sang, leur race, doivent rester purs. Pour cela, ils se réfèrent à la Torah (Moïse, 5, 7 :3-4) et aux législateurs Esdras et Néhémie dans l'Ancien Testament.

Le philosophe Martin Buber vénéré par de nombreux Juifs et que certains tiennent pour le plus important penseur juif du siècle, écrivit en 1911, dans son livre : "Trois discours sur le judaïsme" : "C'est le sang que le Juif ressent comme son héritage millénaire et qui le rend immortel. Cette connaissance du fait que le sang produit la force nutritive de chaque individu est essentielle. Que les lois les plus profondes de notre existence sont déterminées par le sang, que notre pensée intérieure et notre volonté sont déterminées par lui...Si quelqu'un est amené à choisir entre les influences de l'environnement et la substance et la source de vigueur du sang, il se décidera pour le sang s'il veut être un juif authentique." (trad. du suédois)

Cette conception du sang et du sol se retrouve, mais sans haine, dans le national socialisme. Pour lui, les Juifs sont toujours des Sémites dont la seule véritable patrie fut la Palestine. Dans son livre pré-cité, Martin Buber affirme : "Les juifs ont été chassés de leur pays et se sont éparpillés dans tous les pays de l'Ouest et pourtant ils sont restés des orientaux, des Juifs et rien que des Juifs... On peut remarquer ceci même chez les Juifs les mieux assimilés dès qu'on arrive à toucher leur âme. Dès que le Juif entre en contact avec sa terre maternelle, il devient à nouveau créateur ; (p ; 75-77, trad. du suédois)

Le sionisme mystique de Buber ne va pas jusqu'au racisme sioniste populaire. Le responsable de ce dernier sera le Juif autrichien Ignatz Zollshau. Il disait : "Les Juifs forment une nation au sang pur avec un sentiment très développé de la pureté de la famille et avec des vertus enracinées profondément, qui se traduisent par une activité intellectuelle supérieure incomparable. L'interdiction des mariages mixtes avec des peuples étrangers de moindre valeur a créé les conditions pour ces valeurs morales et ces performances intellectuelles qui ne doivent pas se perdre par un mélange avec des races inférieures ; Si une telle race surdouée obtenait une nouvelle fois la possibilité de développer sa force originelle, personne ne pourrait se mesurer avec ses exploits." (Questions juives, 1914, trad. du suédois)

Le savant, peut-être le plus célèbre de notre siècle, Albert Einstein, un Juif, dont les coreligionnaires sont si fiers, n'est pas non plus exempt d'idées racistes il dit, par exemple, d'après le livre de Salomon Goldman (1938, p. 116) :

"Les nations qui se composent de plusieurs races semblent posséder un instinct qui agit contre le mélange des races. L'assimilation des Juifs dans les nations européennes n' a pas pu anéantir le sentiment de parenté entre les Juifs et l'incompatiblité avec leurs peuples d'accueil. Et ce manque fondamental de sentiment de parenté entre Juifs et non-Juifs ne peut être éliminé par aucune pression si forte et si bien intentionnée qu'elle soit."

Le prix Noble de la paix de renommée mondiale, Albert Einstein, dont la théorie de la relativité fit sensation à son époque, met donc son immense prestige dans la balance en faveur d'une pensée raciste que les Juifs reprochent aux autres d'utiliser à leur encontre.

Ce même Albert Einstein tenta aussi de convaincre par une série de lettres le président des Etats Unis, Franklin Rooseveld que les Etats Unis devaient fabriquer la bombe atomique et a contribué ainsi de façon déterminante à l'avènement de l'âge des armes nucléaires sous l'ombre desquelles le monde entier vit avec terreur. Comparons à ceci Max I Dimont, "Judarna, Gud och historien" (les juifs, Dieu et l'histoire) Stockholm 1980, p. 305.

Maurice Samuel, fut un raciste enragé parmi les sionistes, qui, dans ce domaine dépasse tous ses amis politiques. C'est à lui que Chaïm Weizman a exprimé ses remerciements les plus sincères dans son autobiographie : "Trial and Error". Samuel, un écrivain américain très connu à l'époque, a publié en 1927 le livre "I, the Jew" (moi, le Juif) dans lequel il condamnait avec indignation une ville qu'il n'avait jamais visitée durant sa vie et qu'il ne connaissait que par ouï-dire, la ville de Taos à New Mexico :

"Dans ce petit endroit, il y a des représentants de toutes les races, des noirs africains, des mongols américains, des Chinois, des sémites et des aryens qui se mélangent pêle-mêle et se fréquentent entre eux. Pourquoi ce spectacle demi-réel, demi-irréel, éveille-t-il en moi un dédain, quelque chose de honteux, d'une animosité lugubre ? Cet ensemble a l'air d'une poignée de reptiles grouillant dans une poubelle."

La plupart des gens trouvent trop choquant pour être vraie l'idée que le sionisme soit une idéologie raciste et que ses militants soient des racistes. Finalement on nous a tellement submergés jusqu'à plus soif de thèses de la propagande sioniste qui affirment que les sionistes combattent le racisme et sont eux-mêmes les victimes de puissances racistes occultes ! Nous avons montré ci-dessus que des dirigeants sionistes comme Moses Hess, Max Nordau, le philosophe renommé Martin Buber de même que le physicien célèbre de renommée mondiale, Albert Einstein et Maurice Samuel, collaborateur intime de Chaïm Weizman étaient tous des racistes chevronnés.

Pour les sionistes, l'assimilation des Juifs représente l'ennemi numéro 1. Tant que les Juifs persécutés en Russie et en Europe de l'Est pouvaient émigrer vers l'Europe de l'Ouest et surtout vers l'Amérique, tant que les Juifs étaient considérés dans l'ensemble comme des citoyens égaux à ceux des états qui les hébergeaient, le danger existait que les Juifs ne se mélangent avec les peuples d'accueil et n'oublient leur origine juive, ce que les sionistes reconnaissaient avec raison. Dès lors il n'y aurait plus de solidarité juive par delà les frontières et le sionisme deviendrait superflu. Cette perspective paraissait sombre aux sionistes et l'est restée encore aujourd'hui.

L'anti-sémitisme, la haine des Juifs, étaient considérés comme des sauveurs dans la détresse, des alliés indispensables.

Voici maintenant des citations de quelques sionistes importants : Leo Wertheimer écrivit en 1918 dans son livre "La haine des Juifs et les Juifs" : "L'antisémitisme est l'ange gardien des Juifs qui contribue énergiquement à ce que les Juifs restent juifs. Les antisémites ont créé la conscience juive chez de nombreux juifs qui ne voulaient pas être juifs." (cité d'après Franz Scheidl : "Israël, rêve et réalité", Vienne 1962, p. 18 trad. du suédois)

Théodore Herzl a dit : "Les antisémites seront nos amis les plus fidèles et les pays antisémites seront nos alliés." (Patai, 1960, vol 1, p. 84).

Le docteur Nahum Goldmann, décédé à l'âge biblique de 87 ans, fut le sioniste le plus important de tous les temps, un véritable Hercule du sionisme : président de la Conférence Mondiale pour l'enseignement juif, président de l'Organisation sioniste Mondiale, président du Congrès Mondial juif, président de l'Agence Jewish Claims qui escroque des indemnisations à l'Allemagne et président du Comité exécutif de la Jewish Agency. Ce Nahum Goldmann a donc dit lors du discours d'ouverture de la Rencontre du Congrès juif mondial à Genève :

"Quand l'antisémitisme dans sa forme classique disparaît, cela conduit sûrement à une amélioration de la situation matérielle et politique des communautés juives de par le monde, mais simultanément, cela produit une répercussion négative sur notre vie intérieure. Notre peuple juif sait se battre héroïquement dans les temps difficiles mais il n'a pas encore appris à vivre d'une façon créative lorsque tout va bien."

Le 30 du 12 1964, il déclara à la 26e rencontre du Congrès mondial sioniste en Israël : "Le plus grand danger pour le judaïsme et l'unité juive est le manque d'antisémitisme." (Franz Sheidl, cité ci-dessus, p. 18, trad. du suédois)

Le chef sioniste Nahum Goldmann voulait interdire aux Juifs de se mélanger à d'autres peuples. dans "Le paradoxe juif", il écrit : "Une assimilation complète serait une réelle catastrophe pour toute la vie juive." (p. 182 de l'éd. suédoise ;1978, Tiden)

En 1951, le chercheur et historien juif, le professeur Bruno Blau affirmait : "Aussi curieux que cela puisse paraître, l'état d'Israël doit toute sa reconnaissance au Reich d'Hitler de ce siècle parce que sans le dynamisme de l'antisémitisme national-socialiste, les Nations Unies n'auraient jamais pris la décision de soutenir la création d'un état juif dans la Palestine arabe" "L'état d'Israël dans son devenir", Cahiers de Francfort, décembre 1951, etc.)

Les juifs sont une race à part. C'est l'opinion professée par Louis D. Brandeis, membre du Tribunal Suprême des USA et président de longue date de l'Alliance sioniste américaine, un

homme avec lequel Chaïm Weizman était en contact permanent comme il est précisé dans ses mémoires déjà citées.

Pour Brandéis, le sionisme était une expérience intellectuelle qui reposait sur une base logique solide et sur le raisonnement, écrit Weizman.

Ce Brandeis annonçait : "Nous désirons avouer franchement que nous, les Juifs, nous représentons une nation toute particulière à laquelle appartient obligatoirement chaque Juif quelle que soient sa situation sociale et sa relation avec la foi. Nous devons nous organiser aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour que chaque Juif valide se range volontairement ou non sous notre bannière."

Il est curieux de constater que certains activistes sionistes auraient pu passer pour de véritables antisémites ! L'Organisation de la jeunesse sioniste "Hashome Hatzaïr" ("Les jeunes veilleurs de nuit") créée en 1917, publia en 1936, le pamphlet qui suit :

"Le Juif est la caricature d'un être humain normal, naturel, aussi bien physiquement que spirituellement. En tant qu'isolé dans la société, il est un émeutier ; il n'admet pas les devoirs imposés par la société et ne reconnaît ni l'ordre ni la discipline."

C'est de la même façon que s'est exprimé le sioniste américain Ben Frommer : "Il est indéniable que les Juifs, vus collectivement, sont des malades et des névrotiques. Les Juifs qui se savent malades et nient le fait sont les pires ennemis de leur propre race parce qu'ils cherchent de fausses solutions au problème juif, ("The Significance of a Jewish State", dans le cahier "The Jewish Call", Shangaï, mai 1935, p.10) les pires ennemis de leur propre race

Cette haine des Juifs envers eux-mêmes n'avait rien d'étonnant parmi les sionistes militants des années 20. En 1934, Jehezkel Kaufman, un chercheur bien connu dans le domaine historique à l'Université hébraïque de Jérusalem, fit sensation en révélant ouvertement quelques-uns des pires passages de la littérature hébraïque. Dans son livre "Hurban Hanefesh" ("L'holocauste de l'âme"), il cite trois penseurs sionistes classiques : Mikha Josef Berdijevski, qui avait dit : "Les Juifs ne sont ni une nation ni un peuple ni des humains." ; Josef Brenner qui avait écrit : "Les Juifs ne sont rien d'autre qu'une racaille de bohémiens, de chiens sales, non des hommes, mais des êtres qui se plaignent, hyperémotifs ;", et Aaron David Gordon qui disait : "Les Juifs ne sont rien d'autre que de misérables parasites, un peuple absolument inutile et superflu". (J. Kaufman, "Hurban, Hanefesh", 1967, p. 106

Et Maurice Samuel, collaborateur de Chaïm Weizman, écrivit dans son livre "You, Gentiles" (Vous les non juifs) paru en 1924 : "Nous les Juifs, nous détruisons, nous serons toujours ceux qui démolissent et réduisent à néant ce que d'autres ont construit."

BARBARIES DANS LA FOI BIBLIQUE JUIVE

D'après la Sainte Ecriture juive voici comment le roi héroïque, David, se conduisait vis à vis de ses ennemis vaincus : il fit couper les Ammonites en morceaux avant de les faire brûler (Samuel 2, 12 :31) David est honoré par les Juifs et par tous les "chrétiens" comme un héros plein de gloire !

En ce qui concerne ce roi David, on n'oublie pas seulement qu'il fit massacrer tous les Ammonites qui lui étaient tombés sous la main mais aussi que sur son lit de mort, il exhorta son fils, héritier du trône, Salomon, à tuer son vieux et fidèle serviteur, Joal. (Bile, Rois, 2 :6) : "Tu agiras sagement en ne laissant pas ses cheveux blancs descendre en paix au Shéol."

Pour que David puisse entrer en possession de Michal, la fille de Saul, et la prendre pour épouse, il devait rapporter cent prépuces de Philistins comme dot.(1 Samuel, 18 :25) David réalisa deux fois sa mission puisque étant parti avec ses hommes, il tua 200 Philistins. Et il rapporta leurs prépuces et les compta au roi pour devenir son gendre. Alors Saul lui donna sa fille Micka pour femme. Ainsi Saul s'aperçut que Yahvé était avec David. (1 Samuel, 18, 27-28

Dans les psaumes qui servent encore aujourd'hui de livres de chants et de prières, on célèbre la haine, la vengeance, le désir de tuer, le massacre des peuples et même l'assassinat des enfants (Psaumes 37 :28, 34, 59 :6, 79 :5-6, 110 :6, 118 :10-12, 137 :8-9)

Ainsi nous lisons dans ce dernier psaume : "Fille de Babel, ô dévastatrice, heureux qui te revaudra les maux que tu nous valus, heureux qui saisira et brisera tes petits enfants contre le roc !"

Quels plaisirs la bible des Juifs promet-elle à ses fidèles disciples ? Que leur promet par exemple le grand prophète Isaïe que tant de chrétiens vénèrent puisqu'il doit avoir prophétisé à un endroit l'avènement du Christ ? Isaïe ne promet pas aux fidèles et aux justes un paradis céleste car la foi juive n'admet pas de vie après la mort et ne croit pas en l'immortalité de l'âme comme le firent Platon, Socrate, et d'autres philosophes "païens". Non, le judaïsme promet aux hommes : "Tu es poussière et tu retourneras en poussière" (1 Moïse, 3-19)

Mais comme récompense pour les croyants et les justes, on donne comme perspective un empire terrestre sous domination juive, la gloire future du sionisme, empire dont les non-juifs bâtiront les murailles et que les rois non-juifs serviront comme esclaves. Celui qui ne se soumet pas à leurs ordres seront exterminés (Isaïe 60 : 10-12)

Peut-on décrire avec plus d'exactitude, plus concrètement l'état impérial et exploiteur, l'état esclavagiste que nous subissons aujourd'hui ? Ces passages peuvent-ils être interprétés différemment ? N'est-ce pas pure hypocrisie, un détournement de signification des mots, un mensonge éhonté lorsque Isaïe affirme plus loin : "Ton peuple ne sera composé que de justes qui posséderont pour toujours la terre. Rejeton des plantations de Yahvé, tu seras l'oeuvre de mes mains pour être belle."

Les ressortissants du peuple élu prouvent leur justice en exploitant et en réduisant en esclavage les autres peuples, malheureux damnés voués à ce sinistre destin ! Ce n'est pas un hasard s'il a subi tant de méfiance et parfois des révoltes impitoyables de la part des autres peuples ! L'orgueil précède la chute. La roche tarpéenne n'est pas loin du Capitole.

LES ETATS-UNIS SOUS DOMINATION SIONISTE

Si l'on veut comprendre comment Israël peut opprimer les Palestiniens depuis des dizaines d'années, on doit connaître le rôle que jouent les sionistes aux Etats Unis dans cette affaire.

Les politiciens et les généraux sont menés par le lobby israélien des USA, révèle -t -on dans une rubrique du Herald Tribune, rubrique qui vaut d'être lue.

Il nous est dit là combien les sionistes sont incroyablement puissants aux Etats Unis.

Les medias suédoises n'abordent que rarement ou jamais ce sujet.

Suivant l'article du Herald Tribune concerné, le lobby israélien est devenu aux Etats Unis d'année en année de plus en plus vaste, de plus en plus expert et de plus en plus fort. Il est la force puissante qui agit dans les coulisses, qui crée et dirige la politique proche-orientale américaine

D'après un journal américain connu, le comité directeur du lobby se nomme l'AIPAC (American-Israeli Public Affairs Committee).

Celui-ci exerce ses activités dans des bureaux bien protégés à l'extrême Nord du Capitole, la Maison du Congrès à Washington.

Cette organisation a acquis tant de pouvoir qu'elle a toujours son mot à dire si un président des Etats Unis doit choisir ses collaborateurs, et elle peut de même empêcher à son gré la livraison d'armes aux pays arabes

De plus, l'AIPAC entretient des relations actives entre le Pentagone et l'armée israélienne.

L'AIPAC est consultée régulièrement par le Ministère des Affaires Etrangères des Etats Unis ainsi que par les conseillers de l'Homme de la Maison Blanche. Les sénateurs de même que les membres du Congrès et les généraux ont des contacts étroits avec cette association. A la suite de quoi il est certain que les intérêts d'Israël ne sont pas laissés de côté lors de la discussion d'affaires importantes.

Il faut bien comprendre que l'AIPAC est un lobby américain et non un lobby israélien. Les moyens considérables dont dispose cette association sortent tout droit de la poche des contribuables américains

Cette association qui agit uniquement en faveur d'Israël jouit d'un soutien aussi considérable par le fait que non seulement le gouvernement et le Congrès mais aussi les grandes entreprises qui forgent l'opinion sont alignées derrière Israël. Cela rend des groupes de lobbies concurrents assez jaloux, en particulier ceux qui désireraient des liens plus étroits entre les Etats Unis et les Arabes du Proche Orient.

Un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères communique : "L'AIPAC déforme des questions d'affaires très adroitement Ces gens-là ne se soucient pas de savoir si l'on peut être d'un avis différent, s'il existe une autre alternative. S'ils sont une fois convaincus que l'affaire d'Israël est juste, ils ne dévient pas de ce point de vue, même si on avance des raisons fort pertinentes."

Un ancien conseiller haut placé d'un président arrivait à une autre conclusion : "Même si l'AIPAC est un facteur qui doit être pris en considération, il n'est pas exclu que d'autres facteurs soient pris eux aussi en considération avant que ne soit prise une décision.. Je n'ai pas souvenance d'un cas où l'AIPAC ait fait pencher la balance du moins pas dans la phase d'analyse. La plus forte influence semble venir de bien plus haut encore."

Le lobby israélite prépare toujours avec soin les élections présidentielles. 16 mois déjà avant ces élections, presque tous les candidats à la présidence ont rencontré des représentants de l'AIPAC et ont été interviewés sur leur position vis à vis de la politique du Proche Orient. Tous sont alors soumis à la censure sous la forme d'une marque rouge, bleue ou blanche ainsi que nous l'a confié Thomas A. Dine, le directeur des affaires commerciales de l'AIPAC. "Nous prenons cette affaire très au sérieux" a dit Dine au cours d'une conversation" Cela représente une part du mandat politique, continue-t-il. "Avant qu'un candidat à la présidence ne tienne un discours public, il nous demande comment ses prises de position seront vues par les juifs qu'on ne doit brusquer en aucune façon. Certains candidats demandent l'avis de l'AIPAC avant d'engager des collaborateurs."

Dine n'a voulu donner aucun nom mais il a affirmé qu'un des candidats aurait appelé l'AIPAC pour lui dire :

"Je vais bientôt tenir un discours public et je voudrais bien engager une personne compétente pour ma campagne présidentielle, mais je désire savoir ce que vous pensez de la personne avant de prendre une décision. Me donnez-vous le feu vert ?" "oui," répondit Dine.

Quelques anciens fonctionnaires haut placés reprochent à l'AIPAC ses manières trop autoritaires. Un de ceux-ci qui veut garder l'anonymat a parlé d'une campagne épistolaire dans une université qui l'avait invité comme orateur.L'AIPAC et d'autres organisations juives lui avaient reproché sa position hostile à Israël. La direction de l'université subit de graves pressions pour empêcher son discours. Elle résistait pourtant à ces pressions. Certaines personnes étaient directement concernées et craignaient pour leur carrière.Là dessus, il lui sembla préférable à cause de cela de renoncer à son discours. Car "il ne voulait pas délibérément entraver la carrière d'autres personnes."

Il se peut qu'on exagère la force et la puissance de l'AIPAC. Cependant tel est en tous cas, l'avis d'un haut fonctionnaire de la Maison Blanche qui entretient des relations étroites avec diverse organisations juives Certains politiciens ont l'impression que c'est le lobby israélite qui décide quel candidat sera sur les rangs,et quels collaborateurs en politique étrangère les candidats devront nommer et en contre partie des moyens mis à leur disposition.

Le directeur de l'AIPAC, Dine, affirme que tous les membres du lobby sont informés du point de vue des divers candidats sur Israël. Leur degré de sympathie envers l'état juif est marqué sur une échelle et il dépend de celle-ci quels candidats pourront espérer réellement un appui économique et quels sont ceux auxquels cet appui sera refusé. Les autres groupes ou lobbies qui travaillent de concert avec l'AIPAC sont tenus également au courant.

On chuchote depuis longtemps que l'AIPAC se cache derrièrele Mouvement des Travailleurs et les syndicats organisés des USA. C'est ce que laisse entendre en tous cas Bob Beckel qui conduisit en 1984 la campagne présidentielle du candidat Walter Mondale. En même temps a été démontré que l'AIPAC dispose d'une énorme influence dans les mileux patronaux. Cela amène la plupart des sénateurs et des membres du Congrès à traiter l'AIPAC avec des gants. Aujourd'hui la puissance de celle-ci est plus forte que jamais. Le gouvernement de Reagan soutient entièrement Israël, ce qui aux yeux de beaucoup constitue un triomphe pour les propagandistes zélés de l'AIPAC.

L'AIPAC peut s'appuyer sur un état major de collaborateurs organisés incroyablement efficace, sans reproche, qui sont à 100 % amis d'Israël. Ils s'y connaissent fort bien en relations publiques, souligne un fonctionnaire haut placé au Ministère des Affaires Etrangères.

Ceci a conduit entre autres à ce que les Etats Unis ont raté une grosse commande saoudienne Il s'agissait de fusées modernes du nom de Maverick que cet état du désert voulait acheter. En même temps les Etats Unis réclamaient la protection de l'Arabie Séoudite pour le trafic pétrolier dans le Golfe Persique quoique les Séoudiens ne manifestaient qu'un enthousiasme mitigé pour accomplir ce souhait car les Américains de leur côté n'étaient pas prêts à leur livrer les armes nécessaires à leur propre défense. Ce qui en résulta fut que les Etats Unis durent veiller eux-mêmes à la sécurité de leurs tankers ce qui a entraîné un risque de confrontation militaire directe avec l'Iran. C'est le lobby central sioniste efficace, l'AIPAC, qui porte la responsabilité de toute cette affaire.

Israël reçoit annuellement une aide militaire et économique de la part des Etats Unis de 10 milliards de dollars. Ceci est sans comparaison aucune avec n'importe quel autre état. Dans le même temps les USA perdent en fumée les bénéfices de ces milliards et ceci en raison des pressions de l'AIPAC en faveur des souhaits d'Israël. Les stratèges américains du Proche Orient en ont mal au ventre.

Depuis 1980, moment où Thomas Dine devint directeur de l'AIPAC, celle-ci a recruté toute une armée d'experts dans le domaine des armes modernes ainsi que des analystes de stratégie qui ont transformé le lobby israélite en une institution scientifique de haute valeur.L'AIPAC publie entre autres des brochures portant des titres comme "L'importance stratégique d'Israël" ou "Les armes américaines et les fournitures de service pour la défense d'Israël" Rien qu'à Washington, il n'y a pas moins de 58 chercheurs hautement qualifiés qui agissent pour le compte de l'AIPAC.

Déjà, sous les présidents précédents, à commencer par Truman, les Etats Unis ont soutenu fortement Israël et cela souvent sans conditions. Mais sous Reagan cette protection est devenue encore plus forte et plus efficace.

Les lobbyistes sionistes ont, grâce à leur réseau très serré de relations, des entrées de premier plan aux sources d'information officielles. En 1980, l'AIPAC avait 9000 collaborateurs alors qu'à présent ils sont déjà environ 55 000. Le budget annuel de l'organisation est passé de 1,4 millions de dollars en 1980 à plus de 6 millions aujourd'hui. (c'est à dire en 1987). 90 à 95 % des collaborateurs étaient des juifs américains et le restant, des fondamentalistes protestants qui soutiennent sans conditions Israël comme le pays du Peuple Elu.

Pour respecter la règle du jeu, Dine nie que l'AIPAC soit porte-parole du gouvernement israélien et un diplomate israélien va jusqu'à se plaindre de ce qu' "ils ne nous tiennent rarement au courant de ce qu'ils font et ils ne se soucient pas du tout de ce que nous pensons." !

Sans ce soutien inconditionnel aussi bien économique que politique et militaire, l'état juif serait voué à une mort prochaine. Pour assurer la continuité de ce soutien vital pour Israël, celui-ci doit mobiliser constamment les 6 millions de juifs américains pour qu'ils fassent pression politiquement et économiquement en sa faveur. Ces campagnes sionistes d'intimidation sont parfaitement organisées et suivies de succès.

Les deux associations les plus compétentes dans ce domaine sont l'AIPAC et l'ADL (Ligue anti-diffamation) qui sont liées étroitement à la loge franc-maçonne du B'nai B'rith. Il n'est guère nécessaire de mentionner que l'AIPAC et l'ADL sont à tu et à toi avec le gouvernement israélien et l'ambassade israélienne à Washington.

Déjà avant et pendant la première guerre mondiale, sous la présidence de Woodrow Wilson, les sionistes avaient commencé à influencer massivement la politique américaine. Et ceci durait déjà depuis la fin de la Guerre de Succession avec Abraham Lincoln. Sous Rooseveld, leur puissance s'accrut et sous Trumann, elle acquit des proportions telles qu'ils tenaient entièrement la politique américaine entre leurs griffes. Aujourd'hui leur puissance est à son apogée et peu importe que siège un président démocrate ou républicain à la Maison Blanche.

Le seul président des Etats Unis qui osa braver le pouvoir sioniste, au moins dans un cas important, fut Dwight D. Eisenhower. Celui-ci jouissait en tant qu' ancien général des Alliés du plus haut prestige dans son pays. En 1956, lors de la Guerre de Suez, Eisenhower força Israël avec les Français et les Anglais à se retirer des territoires occupés faute de quoi il menaça de couper immédiatement toute aide des Etats Unis.

La menace fit son effet ! Jamais auparavant ni plus tard, un président américain n'eut le cran de s'opposer au petit état juif et au puissant lobby sioniste. Son Ministre des Affaires Etrangères, John Forster Dulles, parla à son collègue du parti républicain William Knowland Klartext lorsque celui-ci voulut le menacer de lui retirer son poste à la Commission de l'ONU, après qu'Eisenhower lui eut confié qu'il appuierait une résolution de l'ONU pour juger l'agression d'Israël. Dulles dit : "Nous devons étudier cette affaire à fond. Il n'est pas normal que toute notre politique soit faite à Jérusalem.". Et Dulles dit à Henry Luce, le puissant propriétaire du Consortium du Time : "Je me suis rendu clairement compte combien il est impossible dans ce pays de mener une politique qui ne soit pas accréditée par les juifs."

"Cependant j'ai l'intention de mener une politique qui serve les intérêts américains et pas uniquement ceux des juifs. Cela ne signifie en aucune façon que je sois un ennemi des juifs mais je suis d'accord avec les paroles qu'a prononcées Georges Washington dans son célèbre discours d'adieu, qu'une sympathie de coeur envers un pays étranger ne doit pas nous conduire à mener une politique qui serve en premier lieu les intérêts de ce pays étranger."

Ces mots clairs évidents quant à leur fond qui préparaient bien des embêtements au lobby sioniste firent sensation aux USA de l'après-guerre. Après cet affront, le lobby travailla encore plus à renforcer son contrôle sur la politique extérieure américaine.

Le successeur d'Eisenhower, John F. Kennedy, eut un amer avant-goût de la puissance avide des sionistes lorsqu'il fut candidat pour la présidence en 1960.Un soir, il fut invité à diner chez quelques juifs riches connus. Un de ceux-ci, Abraham Feinberg, puissant président de la Banque Américaine et de la Trust Company à New York, et par suite un très influent lobbyiste du parti démocrate, dit à Kennedy ce qui suit :

"Nous sommes parfaitement au courant du fait que votre campagne présidentielle est entravée par de sérieux problèmes financiers. Mais notre groupe est prêt à vous aider si vous vous engagez à nous laisser la direction de la politique du Moyen Orient durant les 4 prochaines années. Ceci restera naturellement tout à fait entre nous."

Kennedy fut profondément scandalisé par ces tentatives frauduleuses de corruption. Cependant il était déjà au courant des méthodes de gangster qui se pratiquaient dans les coulisses en politique. Il garda un visage impassible devant ce mauvais pas et répondit évasivement qu'il réfléchirait à la question. Le jour suivant, il se rendit chez son vieil ami, le journaliste Charles Bartlett pour discuter avec lui de l'événement. Bartlett déclara plus tard que Kennedy avait été profondément affecté par le culot des juifs.

"Si je deviens président, je ferai en sorte qu'aucun candidat à la présidence ne puisse être soumis au chantage d'une façon aussi éhontée. Ainsi j'épargnerai à mon pays un tas d'ennuis et de complications".

Mais lorsqu'il fut au pouvoir, Kennedy ne put pas mettre cette idée en pratique pour les campagnes présidentielles ni empêcher que les candidats ne soient dépendants financièrement d'intérêts privés ni qu'ils ne soient soumis ainsi à des pressions.

La tentative de corruption que subit Kennedy n'est pas un fait isolé. Chaque candidat à la présidence peut chanter un air sur le même refrain. Même les présidents sont soumis à ces chantages. Le lobby sioniste fait en sorte que cela grouille de juifs tant dans le Conseil de décision personnel du Pouvoir suprême de l'Etat que dans les différents ministères.

Ainsi le conseiller personnel très intime de Truman fut le juif Ed. Jakobson. Les deux conseillers les plus écoutés de Lyndon B. Johnson étaient Monsieur et Madame Krim, deux sionistes en chair et en os. Aux côtés de Kennedy siégeait Myer Feldman comme éminence grise ; plus tard ce fut le juif déjà cité, Abraham Feinberg qui conseilla aussi Johnson. Mais aucun président n' a eu un essaim de juifs aussi dense autour de lui que Jimmy Carter.

Aux élections présidentielles de 1984, les deux candidats démocrates, Garry Hart et Walter Mondale, étaient totalement dans les mains des juifs vu que leurs campagnes avaient été managées par des géants de la finance juifs comme l'avaient été auparavant celles de Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson et Carter. Comme nous l'avons déjà mentionné, Eisenhower fut le seul à opposer un veto, une seule fois, aux désirs des sionistes.

L'influence sioniste battit tous les records avec la présidence de Bill Clinton dont les ministres et conseillers appartenaient à 50 % au Peuple Elu.

Le lobby sioniste se signale aussi par une intense activité d'espionnage.Georges Ball, un politicien des plus expérimentés, des plus informés des affaires et un homme courageux, a dit un jour : "Les protecteurs américains d'Israël n'exercent pas seulement leur influence considérable sur la majorité des membres du Congrès, ce qui est bien plus grave, c'est que tout ce qui concerne Israël ne peut être discuté en petit comité sans que le gouvernement israélien ne sache dans l'heure quelle mesure a été prise. Les yeux d'Israël sont partout."

John Connaly, l'ancien gouverneur du Texas, fut en 1980 candidat à la présidence. Lorsqu'il insista pour qu'Israêl se retire des territoires occupés de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, il rencontra un peu plus d'approbation de la part de plusieurs journaux dont le Washington Post.

Que s'était-il passé ? En un clin d'oeil une horde de rabbins et d'autres lobbyistes juifs s'étaient dressés comme un seul homme et avaient protesté avec fureur contre la destruction programmée d'Israël par l'Amérique qui jouait ainsi le rôle du bourreau. Cela suffit pour réduire rapidement au silence les "antisémites" cloués au pilori. Un républicain juif qui était candidat pour devenir bourgmestre de Philadelphie, refusa catégoriquement de se laisser photographier aux côtés de Connaly parce qu'il ne voulait pas être montré avec "le bourreau du peuple juif".

Il peut sembler étrange que le peuple américain composé de personnes de bon sens et saines moralement puisse être devenu ainsi l'esclave de cette propagande insensée, hystérique. Il faut en chercher la cause dans la terreur que les sionistes font régner sans scrupule dans tous les domaines de la société américaine.

C'est aussi le cas pour les universités dont on pourrait admettre pourtant qu'elles sont les citadelles des débats publics et de la liberté de pensée, un foyer pour les assoiffés de savoir et les chercheurs de vérité.

Cela reste vrai pour certains domaines mais dès qu'il y a conflit entre Israël et la Palestine, les juifs font en sorte, par des manifestations bruyantes et la dissolution des réunions que le plus petit début de liberté académique soit emporté dans un tourbillon émotionnel.

Toutes ces cochonneries sont orchestrées par l'AIPAC et l'ADL qui battent le rappel si besoin est de bandes de spadassins de la JDL (Jewish Defence league). Celle-ci constitue une véritable organisation terroriste juive qui a été fondée par le rabbin Meir Kahane qui émigra plus tard vers Israël et qui siège là-bas comme élu au parlement.Il fut assassiné en 1992.

C'est Kahane qui mange de l'Arabe à belles dents qui a créé le mot connu : "Je ne suis pas démocrate, je suis juif." Pour lui il s'agit simplement de dire tout haut ce que murmurent tout bas les autres sionistes pour des causes tactiques. Le parti Kach de Kahane se tient derrière les colons les plus militants de la Cisjordanie et de Bande de Gaza qui tentent d'expulser les Palestiniens par la terreur.

Noam Chomsky, le linguiste connu même chez nous en Suède, partisan du droit des citoyens, et lui-même juif, critique clairement Israël et se trouve de ce fait le point de mire d'une campagne de scandale permanente.Chomsky affirme : "Dès que je veux tenir un discours dans une université ou dans un autre endroit, de façon systématique un groupe répand des feuilles et des papiers sans signature qui contiennent un flot d'attaques contre ma personne. Dessus on trouve des citations presque toutes inventées qui me sont attribuées. Je ne doute pas un instant que derrière tout cela se cache l'ADL et ceux qui répandent ces écrits orduriers le concèdent souvent".

"Ce procédé est ignoble.Il a exclusivement pour but de terroriser beucoup de gens de façon à ce que plus personne n'ose exprimer sa pensée. Naturellement c'est une violation des lois. Mais si l'ADL utilise ces méthodes, on ne peut l'empêcher mais on doit au moins le dénoncer."

En avril 1982, le mensuel Berkely Graduate publia à l'université de Berkeley en Californie quelques articles dans lesquels on exprimait une critique à l'égard d'Israël et de son premier ministre de l'époque, Menahem Begin.Ce dernier est connu comme terroriste et comme responsable du massacre collectif des habitants du village de Deir Yassin ;

Les sionistes entreprirent une campagne haineuse de scandale à l'encontre de James Shamus, le rédacteur responsable du mensuel. Dans des lettres de menaces anonymes, il était sommé de prendre "le prochain train pour Auschwitz". Et naturellement sous la direction de bandes d'étudiants juifs, des plaintes contre Shamus s'élevèrent à l'université :il était un antisémite bon teint, etc.

Mais voilà que Shamus put prouver qu'il était lui-même juif ! Et lorsque dans le numéro suivant il eut admis que les articles du numéro précédent étaient de l'antisémitisme mesquin de l'espèce la plus vile autant dans son contenu que dans son intention, on lui exprima des regrets. Vive l'inquisition juive !

Lorsque le professeur Edouard Said, un citoyen des Etats Unis d'origine palestinienne et membre du Conseil national palestinien fut invité à faire un exposé sur le conflit palestinien à l'université de Washington, des voyous sionistes de Rowdy se rassemblèrent pour disperser la manifestation et empêcher Said de parler. Ils hurlaient et rugissaient en choeur : "Stop aux terroristes ! Stop aux assassins des juifs !"

On se demande pourquoi de tels bourreaux, de tels fossoyeurs de la liberté de pensée ne sont pas immédiatement arrêtés par la police de la Sûreté, pourquoi on ne les met pas pour un temps sous les verrous, ainsi ils pourraient un peu se calmer, et pourquoi on ne leur intente pas un procès pour leur infliger une peine conséquente. La réponse est que les sionistes ont acquis une telle influence dans la plupart des états des USA que les autorités actuelles tremblent dans leurs bottes et n'osent pas les faire arrêter par la police.

Les pauvres sionistes pourraient alors, grâce à l'aide de leurs amis des medias, se présenter comme des martyrs et les victimes d'un futur holocauste dans la société américaine infestée de plus en plus par l'antisémitisme et le nazisme

Chaque politicien qui aurait fait appel à la police risque de ce fait les pires ennuis et serait difficilement réélu car la minorité juive est très fortement liée au pouvoir politique et elle est en réalité la minorité la plus puissante des Etats Unis.

Par conséquent, en Amérique, la majorité des medias : presse, radio, et spécialement la télévision se trouvent aux mains des juifs. Un reporter indépendant a-t-il un jour le courage de regarder d'un peu trop près l'état sioniste d'Israël ou ose-t-il exprimer un mot timide contre la puissance et l'arrogance du lobby, le journal concerné ou la station de radio ou de TV est aussitôt submergée d'un véritable ouragan de protestations juives. On menace alors d'un boycott d'annonces publicitaires de la part des entreprises juives. On cède enfin face à ces menaces. Ici on peut reconnaître à l'évidence le talon d'Achille de la société capitaliste.

En Suède, d'autres possibilités d'expression existent puisque les journaux, la radio et la télévision sont subventionnés par l'Etat et par conséquent ne sont pas exclusivement dépendants de financiers privés. Mais en Amérique, c'est le cas et les sionistes en profitent en première ligne et derrière eux, une puissance étrangère, Israël !

Il est inutile d'être un fervent socialiste qui croit fermement dans les bénédictions du socialisme pour reconnaître qu'un socialisme réel (comme le national-socialisme) serait le seul remède contre le sionisme virulent dans les Etats Unis capitalistes.

Eisenhower qui, malgré ses faiblesses, fut un des présidents des USA les plus compétents de notre siècle, mettait en garde en connaissance de cause contre le complexe militaro-industriel qui représentait selon lui un danger pour la nation.Mais bien plus dangereux encore est, non

seulement pour les Etats Unis mais pour le monde entier, le complexe sioniste car celui-ci enchaîne les Etats Unis à l'état pirate d'Israël mais en plus terrorise la population américaine, pour la forcer à hurler avec les loups sionistes.

Personne n'a mieux mis en lumière la puissance énorme et dévastatrice du lobby sioniste aux E U d'une façon plus détaillée et plus complète que l'ancien homme du Congrès républicain, Paul Findley,auteur du livre : "They dare to speak out". C'est un livre excellent mais aussi un livre terrible ; Åke Ringberg, un correspondant de longue date du journal Dagens Nyheter, pour le Proche Orient, consacre un chapitre spécial de son propre livre "Blodet i Beirut" (Carlsson, Stockholm, 1987) à l'oeuvre de Findley. On y trouve une conversation avec Findley.

Ringberg dit : "L'exposé essentiel du livre de Findley consiste à dénoncer l'influence anormalement forte du lobby juif et de ses nombreuses associations secondaires purement et simplement comme un danger pour l'expression libre de la pensée et l'objectivité des débats publics. Ce danger prend des formes différentes : meurtres, menaces de mort, incendies criminels, campagnes de calomnie, dispersions de réunion, tentatives de pressions sur les radios et les émetteurs de télévision locaux dans le but de taire certaines informations et d'empêcher les discussions, etc.. Durant notre entretien qui avait lieu dans le Musée Abraham Lincoln de Springfield au Texas, Findley cita le premier président américain : "La démocratie ne peut pas prospérer dans un atmosphère dans laquelle les citoyens n'osent pas parler ouvertement."

Ce fut ce même Lincoln qui déclencha la Guerre de Sécession, la plus meurtrière des guerres du 19e siècle en faveur des ploutocrates yankees qui offrirent le fumier de leur civilisation du dollar comme terreau pour l'invasion juive. C'est après cette guerre que les juifs ont lancé sur le Nouveau Monde, leurs premières vagues d'assaut. En moins d'un demi siècle, la conquête était achevée. L'Amérique toute entière était entre leurs mains . cf. Cousteau, L'Amérique juive, p. 19)

Voici encore une citation du livre de Ringberg : "L'humiliation la plus incroyable qu'eut à subir la super puissance des Etats Unis eut lieu le 8 juin 1967, deux jours après le déclenchement de la Guerre des 6 jours. Le bateau USS Liberty qui ne possédait que des fusils mitrailleurs fut agressé en plein jour dans la Méditerranée orientale, à 15 km de la Péninsule du Sinaï. Durant deux heures, on tira sur le Liberty à partir d'avions et de bateaux lance torpilles, bien qu'il fut tout à fait reconnaissable par son drapeau américain. Auparavant, durant des heures, des avions de reconnaissance israéliens avaient survolé sans arrêt le bateau et si bas que les pilotes de l'équipage pouvaient leur faire signe. Durant l'attaque, 34 matelots furent tués et 171 blessés. Ce fut un acte absolu de guerre ouverte. Cependant sur l'ordre du président Johnson, tout fut passé sous silence.

Pourquoi cette incroyable indulgence ? Un autre état aurait-il commis une telle agression sans fard contre les Etats Unis, il aurait dû compter avec les protestations diplomatiques les plus vives, et probablement avec des représailles, les medias se seraient élevées avec ensemble contre l'état gangster et celui-ci aurait été condamné par l'ONU. Pourtant Israël ne fut pas inquiété et put même par la suite empocher d'année en année des milliards de dollars comme aide américaine, dollars avec lesquels il put financer d'autres actes de piraterie. Pourquoi ?

L'amiral Thomas L. Moore affirme que les causes étaient de nature de politique intérieure. "Johnson craignait de perdre des voix juives. Israël déclarait impudemment, avec culot, que l'agression avait été une "erreur" et put établir ensuite que le lobby juif mettrait rapidement de l'ordre dans cette affaire. Le peuple américain serait furieux s'il savait ce qui se passe." (hum !)

Comme preuve supplémentaire de l'influence d'Israël sur la politique extérieure américaine qui conduit à ce que l'état juif reçoit l'aide militaire la plus énorme qui soit, Findley donne l'exemple suivant : "Durant la Guerre du Yom Kippour en octobre 1973, Israël subit de lourdes pertes d'armes durant le combat contre les Egyptiens et les Syriens, parmi lesquelles des chars. Israël se tourna alors vers les USA pour recevoir une aide immédiate. Kissinger, le ministre des Affaires Extérieures joua à l'ange sauveur. Nixon, lui, avait fort à faire avec le scandale du Watergate et voyait déjà se profiler sa prochaine démission.

Aussi en bon remplaçant, Kissinger décida à sa place d'envoyer un nombre impressionnant de chars à Israël. Ces Panzers furent ramenés de tous les endroits possibles aussi bien des unités actives que des dépôts de réserve, ou bien même directement des fabricants. Rien ne devait entraver le renforcement le plus musclé possible de l'armée israélienne. Israël voulait les tanks les plus modernes avec des canons de 105 mm. Mais il n'existait en Amérique qu'un nombre limité de chars de cette sorte et en remplacement on envoya des chars similaires avec des canons de 90 mm. Mais ensuite on s'aperçut que les munitions pour de tels tanks manquaient. Le Pentagone affolé chercha partout dans les munitions de réserve mais n'en trouva pas.

Un officier nommé Thomas Planka, qui servait alors au Pentagone rapporte ce qui suit : "Nous avons entrepris les plus gros efforts pour trouver des munitions ; nous avons cherché partout, dans l'armée, dans la marine, mais nous n'avons trouvé nulle part des munitions pour des canons de 90 mm.Le Pentagone en avertit Israël et lui exprima ses regrets.

Quelques jours plus tard, la réponse arriva d'Israël : "Quoi ! Mais vous avez 15 000 grenades en réserve à Hawaï !" Planka raconte qu'on suivit l'ordre et qu'on aurait trouvé réellement les munitions à l'endroit nommé. Les espions israéliens étaient donc plus au courant au sujet des munitions américaines que les Américains !

Encore un exemple : Richard Helms était chef de la CIA durant la Guerre des 6 Jours en juin 1967. Il se rappelle un cas où du matériel non adéquat avait été livré à l'armée israélienne. Israël présenta une nouvelle demande pour le matériel désiré avec le nom de code secret et une note pour s'informer si le Pentagone avait bien compris les souhaits israéliens. Helms affirme qu'à cette époque, Israël avait accès à tous les secrets importants.

L'amiral Thomas Moore peut rapporter un autre exemple frappant de la puissance du lobby israélien. Durant la Guerre du Yom Kippour en 1973, Moore était chef de l'état-major général. En ce temps-là, Mordéchaï Gur était attaché militaire auprès de l'Ambassade israélienne à Washington. Plus tard ce même Gur fut aussi général en chef de la force de frappe israélienne.

Gur contacta Moore et lui dit que les Etats Unis devaient livrer des avions munis de fusées modernes anti-chars du nom de Maverick. Moore répliqua que l'Amérique ne possédait qu'une unique escadrille de tels avions et que le Congrès accepterait difficilement qu'Israël prenne possession de cette unique escadrille.

Alors Gur le fixa droit dans les yeux et dit : "Vous nous donnez les avions. Quant au Congrès, je m'en occuperai." Et c'est ce qui arriva. La seule escadrille américaine d'avions à fusées Maverick s'en alla pour Israël. Moore avait refusé la livraison mais un ordre était venu du sommet, du président Nixon en personne.

Laissons la parole à l'amiral : "Je n'ai jamais vécu le fait qu'un président ait refusé un ordre quelconque des Israéliens. On lit chacun de leurs désirs dans leurs yeux. De plus, ils sont parfaitement informés de tout ce qui se passe. Finalement cela tournait si mal que je n'osais plus signer quelqu'ordre écrit que ce soit. Si le peuple américain savait quel pouvoir ces gens ont sur notre gouvernement, il y aurait sûrement une insurrection armée. Nos citoyens n'ont pas le moindre soupçon de ce qui se passe dans les coulisses".

Paul Findley expose clairement comment celui qui ose exprimer une critique à l'encontre d'Israël subit inévitablement de douloureuses représailles jusqu'à perdre son existence professionnelle. Les présidents ont une peur bleue du lobby. Le Congrès obtempère avec empressement à ses moindres désirs. Les medias et les militaires cèdent devant leurs pressions.. Aussi modérément que puissent s'exprimer les critiques du lobby, ils sont immanquablement salis ensuite comme agents du lobby pétrolier, comme amis intimes des terroristes arabes et qualifiés d'antisémites.

Le plus grave de ces trois points d'accusation est le dernier : l'expression antisémite ne désigne plus depuis longtemps autre chose que l'attitude de quelqu'un qui ne soutient pas la politique israélienne. La plus minime prise de position anti-israélienne ou pro-arabe provoque des attaques du lobby L'intention cachée est de protéger Israël de toute critique. Bien

entendu, les agents sionistes ne s'embarrassent pas d'arguments puisque ceux-ci leur font défaut. Ils préfèrent d'autres méthodes :

Calomnies, déshonneur, diffamations auprès des supérieurs des victimes qui sont inscrites sur des listes publiques comme "ennemis publics", lettres de menace ou coups de fil anonymes, menaces de violences ainsi que des agressions réelles.

Le lobby sioniste aux Etats Unis est le plus puissant et le plus craint de tous les groupes d'influence politiques. Pris dans le sens le plus strict, il est bien plus qu'un simple groupe d'influence. Il rassemble des organisations travaillant étroitement en commun, actives dans plusieurs domaines et qui travaillent aussi bien à ciel ouvert que dans les coulisses. Ses activités ne ménagent guère la moindre sphère d'activité de la politique américaine.

L'AIPAC et l'ADL déjà citées représentent les organisations sionistes les plus visibles. Ces deux grandes associations ont un budget annuel de quelques douzaines de millions de dollars. La mission de l'AIPAC est de créer constamment de nouveaux liens entre le gouvernement israélien et le congrès américain et de renforcer les anciens. Elle influence les parlementaires américains sur toutes les questions importantes pour Israël, comme par exemple, l'aide étrangère américaine, le commerce extérieur des Etats Unis et l'aide militaire américaine à ses alliés. L'AIPAC opère à peu près comme un lobby conventionnel : on invite les hommes politiques à diner ou à des voyages, on les submerge de tracts de propagande qui sont présentés comme des "informations", on offre des vacances gratuites en Israël à des politiciens choisis etc.

L'ADL agit différemment. Elle fonctionne plutôt comme un service secret d'un état totalitaire, comme un organisme de contrôle et de surveillance. Elle tente d'empêcher l'élection ou la réélection dans un emploi ou une fonction publique de tout homme politique qui dit ouvertement du mal de la politique israélienne et qui ose critiquer le soutien sans faille accordé par l'Amérique à l'état juif.

Dans ce but, l'ADL entretient une véritable armée d'agents aux Etats Unis et aussi, via les organisations filiales, dans d'autres états. Ces agents écoutent avec soin tout ce qu'expriment les hommes politiques et rapportent leurs propos au siège d'informations du quartier principal de l'ADL à New York et à Jérusalem.

Supposons qu'un écolier ou un étudiant dise à un de ses camarades un seul mot contre Israël et qu'un agent de l'ADL (ou un juif qui est en contact avec celle-ci) soit mis au courant. Le propos concerné est transmis et classé au siège d'informations. Si quelques années plus tard, l'étudiant qui a décidé entre temps de sa carrière, se tourne vers un emploi public quelconque ou désire s'inscrire sur une liste électorale d'un parti, l'ADL mène son contrôle de routine au siège d'informations et tombe sur la remarque qu'il a faite il y a des années.

L'homme (ou la femme) sera alors écrasé(e) par les agents de l'ADL. Peut-être tentera-t--il (elle) de rétorquer qu'il ne s'agit que d'une erreur de jeunesse et qu'entre temps il (elle) a changé d'avis : l'ADL donne alors le feu vert c'est à dire qu'elle ne met plus d'entraves pour la personne concernée. Sinon celle-ci se trouve sur la liste noire. Le comité local juif et les medias sont avertis qu'un antisémite se présente comme candidat.

Si cela ne suffit pas à écraser dans l'oeuf les chances d'élection des candidats indésirables, alors le quartier général de l'ADL sort ses grosses batteries. Elle entreprend une énorme campagne de dénigrement avec l'aide d'autres organisations par un véritable déluge d'écrits et de lettres de protestation. L "antisémite" se présente-t-il à une réunion électorale, on rassemble des manifestants pour la perturber. Dans ces circonstances, celui ou celle qui est concerné (e) n'a plus qu'à céder ainsi que ceux qui ont soutenu sa candidature.

L'AIPAC et l'ADL ne représentent que le sommet de l'iceberg. Israël est soutenu aussi par l'Organisation mondiale sioniste, par le Congrès mondial juif et une foule d'autres organisations juives dans chaque pays occidental. En Suède, ce sont les communautés juives à Stockholm, à G?teborg et Malm?, l'Association unie pour Israël, l'Association suédoise pour les juifs et les chrétiens, le Comité suédois contre l'antisémitisme, etc. A toutes ces organisations dont il y a cent autres encore aux Etats Unis, s'ajoute encore le Centre Simon Wiesenthal à Los Angeles et le centre de Documentation juif de Wiesenthal à Vienne.

Celui-ci agit indirectement pour les intérêts d'Israël en dépistant sans arrêt de soi-disant criminels de guerre nazis pour garder la mémoire de l'Holocauste. Si les medias ne nous inondaient pas continuellement avec des histoires sur l'Holocauste, les juifs perdraient leur titre de persécutés qui peut facilement faire couler un argent liquide dont la somme peut atteindre des milliards.

Une condition importante pour la survie de l'état sioniste qui frôle la banqueroute depuis longtemps déjà et qui ne se maintient hors de l'eau que grâce à l'aide économique et militaire étrangère, consiste dans le fait que les médias des Etats Unis et du reste du monde présentent Israël comme un état courageux, plein de bonne volonté, composé de braves juifs qui sont persécutés par des Arabes cruels, barbares et belliqueux. Les pires de tous ceux-ci sont, bien sûr, les Palestiniens, tous fanatiques, terroristes sans pitié, ennemis de tout arrangement pacifique.

Déjà longtemps avant la création d'Israël, la majorité des médias des Etats Unis se trouvait totalement entre les mains des Juifs. Les deux quotidiens américains les plus célèbres, le New York Times et le Washington Post appartiennent aux Juifs. La famille juive Sulzberger possède le New York Times tandis que Katherine Meyer-Graham, fille du magnat financier juif Eugène Meyer, est propriétaire du Washington Post. L'hebdomadaire Newsweek appartient également à Meyer-Graham. Le deuxième grand hebdomadaire américain, le

Time, est dirigé par le Juif Henry Grunwald tandis que le troisième hebdomadaire du lot, l'US News and World Report, se trouve sous les ailes du Juif Marvin Stone. Parade, hebdomadaire au tirage le plus important même si moins connu à l'étranger, est possédé par la famille d'éditeurs juifs Newhouse.

Les trois grandes compagnies américaines de la radio et de la télévision appartiennent toutes trois à des Juifs : l'ABC au Juif Léonard Goldensohn, la CBS au Juif William Paley et la NBC au Juif David Sarnoff ainsi qu'à ses héritiers. Et ce n'est pas fini :toutes les grandes maisons d'édition américaines sont contrôlées par des Juifs.

Il va de soi que toutes ces médias ne peuvent pas prendre à 100 % le parti des intérêts d'Israël parce qu'il existe de nombreux journalistes et rédacteurs qui pensent d'une manière indépendante et qui publient de temps à autre des informations ennuyeuses pour le gouvernement israélien. C'est le cas quand la situation est trop évidente. Par exemple lorsque des soldats israéliens tuent des civils sans défense en Cisjordanie ou dans la Bande de Gaza.

Mais dans l'ensemble on réussit à dissimuler le véritable visage de haine du sioniste et sa brutale politique d'occupation. Le lobby sioniste s'y emploie constamment. Tout reporter libre dans ses convictions risque le licenciement et s'il cherche une nouvelle place, il n'en trouvera pas parce qu'il sera fiché sur la liste noire de l'ADL.

Tout le monde islamique sait que l'industrie américaine cinématographique avec son centre prestigieux et brillant d'Hollywood se trouve entièrement à la solde du sionisme ; le fait qu'Hollywood avec ses productions gigantesques composées en grande partie de films, de séries TV et vidéos sans valeur aucune est sous la domination juive.devrait être un peu gênant.

Cette idée n'est pas partagée par un des plus grands journaux juifs, le Jewish Chronicle, hebdomadaire qui paraît à Londres. En 1974, il rendait public un long article où il était révélé que les Juifs tenaient Hollywood totalement entre leurs griffes. L'article qui a été retranscrit le 6 décembre 1974 dans le grand journal juif le "Jewish Post and Opinion" aux Etats Unis, avait pour titre triomphant : "Jews dominant in Hollywood" (Les Juifs gouvernent Hollywood)

Nous extrayons les citations suivantes de cet article : "Les Juifs gouvernent aujourd'hui Hollywood dans toute son ampleur comme ils l'ont fait dans l'enfance de l'industrie cinématographique. Les Juifs sont prépondérants en tant qu' acteurs, régisseurs et producteurs." Tom Tugend écrit ce qui suit dans la "Jewish Chronicle" de Londres : "Dans l'ensemble, la présence juive à Hollywood est un fait historique. Très peu de gens l'ignorent."

On présente comme allant de soi que les Juifs gouvernent le monde du film et que le caractère et les "qualités" juives soient mises ainsi au premier plan "A des cocktails, la

conversation tournait sur les derniers triomphes ou les fiascos de notre peuple. Paul Newman, Barbara Streisand, Joel Grey, Tony Curtis, Dustin Hoffman, Kirk Douglas, Woody Allen sont nos congénères."

Bien plus importants que tous ces artistes renommés sont les juifs au sommet qui décident du choix des films, les boss, les directeurs avec leur pouvoir effectif, comme Ted Ashley de la société de films la firme Warner Brothers fondée et dirigée par des Juifs ; Gordon T. Stulberg, avec la firme de propriété juive, 20th Century Fox, Frank Rosenfeld et Daniel Melnick avec la Metro-Goldwyn Mayer (MGM), David Begelman avec la Columbia juive, Lew Wasserman et Jennings Lang avec l'Universal Pictures juive et Charles Bloudon de même que Robert Evans avec la Paramount juive.

Si nous regardons du côté des producteurs et des régisseurs, on s'aperçoit qu'une majorité écrasante est juive.Les producteurs de scénarios de films représentent presque une guilde fermée car au moins 80 à 90 % d'entre eux sont juifs.Tugend se pose alors la question suivante : "A quel point la nouvelle génération de films aux USA est-elle juive ?" Il y répond en donnant la parole à Charles Powell, vice-président de la Metro- Goldwyn Mayers : "La chose est évidente et l'on n'a pas besoin de chercher longtemps. Il suffit de citer des noms comme Richard Benjamin, Elliot Gould, Ron Leibman etc."

Les journaux juifs, la Jewish Chronicle en Angleterre et la Jewish Press and Opinion aux USA sont d'avis qu'on pourrait ajouter que si les juifs composent 3% de la population américaine, ils sont environ à 80% dans les industries du film, de la TV et des industries annexes. C'était déjà le cas dans les trente années passées, et cela a sans doute augmenté depuis.

Il faut aussi mentionner que les trois grandes sociétés nationales des Etats Unis : la Colombia Broadcasting System (CBS), l'American Broadcasting Corporation (ABC) et la National Broadcasting Corporation (NBC) sont entre les mains des Juifs. Le propriétaire de la CBS se nomme William Paley, celui de l'ABC, Leonard Goldensohn, et la NBC est possédée par les frères David et Robert Sarnoff. Tous ces messieurs sont multimillionnaires, même probablement milliardaires.

Les films d'horreur, macabres ou carrément sadiques dont le seul but est de susciter l'angoisse et la peur chez les spectateurs sont caractéristiques des producteurs juifs, tel le si célèbre Alfred Hitchcock. Parmi les noms importants de la nouvelle génération cinématographique, il faut naturellement citer Steven Spielberg qui investit pourchaque nouveau film 150 à 400 millions de dollars.

Les films sur le sexe, pornographiques sont aussi une spécialité juive. On peut citer ici Joe Levine qui sert souvent de directeur de scénario pour les romans orduriers de l'écrivaine juive

Robins. Pour son film "The first Grade", (Le premier Degré) Levine a empoché la bagatelle de 130 millions de dollars

On peut tirer de tout cela que le lobby sioniste aux Etats Unis n'est pas seulement un groupe de pression habituel qui soigne les intérêts de ses membres face aux tenants du pouvoir politique, mais bien une 5e colonne au service d'une puissance étrangère qui peut établir ainsi sa force inouïe, efficace et son contrôle sur les medias par le chantage sur chaque gouvernement américain

Aucun président américain, aucun gouvernement américain ne peut survivre s'il a contre lui la meute des médias. Qui contrôle la presse, la radio et la télévision possède aussi la force de faire tomber un président et son gouvernement.

Selon toute apparence, des actes criminels peuvent être commis impunément à partir des Etats Unis contre les Arabes par les sionistes. D'après un document du FBI publié dans le journal américain "The Village Voice" (un memorandum intérieur du FBI) des activités terroristes de la Jewish Defense League (JDL) ont été déjouées par les recherches du FBI.

Dans le Memorandum, on dit entre autres : "De nombreuses indications furent fournies par le FBI à la police secrète israélienne, pourtant l'éclaircissement espéré des 25 meurtres terroristes et d'autres infractions à la loi, n' a pas eu lieu." Le FBI a demandé des informations sur les numéros de téléphone, les condamnations précédentes, les contacts personnels, les aides, les domiciles, les passeports des personnes soupçonnées. Mais suivant le memorandum, les ressortissants israéliens n'ont donné aucune réponse à ces questions.

La section du FBI contre le terrorisme a rencontré très souvent les représentants israéliens à Washington, cependant, "la quantité d'information ne s'est pas améliorée." La Commission israélienne à Washington a refusé de commenter les réclamations du FBI.

La JDL fut fondée en 1968 à Washington. Son premier président fut Rabbi Meir Kahane. En 1971, Kahane émigra vers Israël où il créa le parti raciste Kach, qui se mobilise pour l'expulsion de tout Arabe vivant en Israël et ou dans les territoires occupés.

A l'intérieur du FBI, on se doute que beaucoup de gens soupçonnés d'être des terroristes sont en contact étroit avec le parti Kach et la JDL. Les moyens d'action du FBI sont entravés par le fait que ces personnes soupçonnées possèdent la double nationalité américaine et israélienne et peuvent donc voyager facilement sans passeport, sans ennuis bureaucratiques sous leur nom hébreu. Les membres de la JDL sont soupçonnés entre autres d'avoir été derrière l'attentat meurtrier à la bombe contre Olex Odeh, l'ancien président de la Ligue antidiscrimination américano-arabe.

LE SIONISME ET LES JUIFS AUX ETATS UNIS

D'après le politologue et journaliste américain Stephen D. Isaacs (lui-même d' origine JUIVE), les juifs politiquement conscients, du moins aux USA, ne voient pas le monde habité par des juifs et d'autres peuples mais bien par des juifs et leurs ennemis. Ces derniers sont considérés comme antisémites et les non juifs totalement pro-sionistes comme dignes d'être juifs, "juifs d'honneurn (!)."

Un juif d'honneur particulièrement fidèle fut Jimmy Carter qui, comme protestant fondamentaliste, considérait les juifs comme le Peuple élu de Dieu. La même chose vaut pour Ronald Reagan.

Pour le lobby, la loyauté envers Israël est prioritaire alors que la loyauté envers les Etats Unis dépend de la détermination avec laquelle ceux-ci soutiennent Israël. Si l'Amérique se désolidarisait de l'état juif et rompait les relations privilégiées à son encontre, le lobby protesterait de toutes sortes de manières et ferait de son mieux pour compromettre leur propre pays d'accueil aux yeux de l'opinion publique mondiale.

D'après Stephen D. Isaacs, la puissance d'Israël domine les juifs riches avant tout au niveau psychologique. Sa manoeuvre consiste à leur rappeler constamment le danger antisémite qui peut à chaque instant prendre des dimensions menaçantes. Et peut conduire les juifs dans une misère terrible et peut-être même dans de nouvelles chambres à gaz. Sans ce fantôme horrible d'un antisémitisme inventé, le sionisme et avec lui l'état juif ne pourraient subsister durablement.

Si malgré la meilleure volonté, on ne peut trouver nulle part des actes antisémites, alors il faut réanimer les horreurs du passé en rappelant qu'elles peuvent se reproduire à tout moment. Cela explique le flot ininterrompu de films et d'émissions de TV toujours neufs sur l'antisémitisme du national socialisme et des efforts zélés pour mettre au pilori d' imaginaires néo-nazis.

A la base de toute la tradition juive on trouve l'idée fixe juive que les juifs tout au long de l'histoire ont été continuellement persécutés. Le traumatisme résultant de la peur de voir à nouveau se répéter ces atrocités est exploité à fond par les sionistes (dixit Isaacs) On rappelle quotidiennement aux juifs qu'ils vivent dans un monde hostile (!) que la peur et la crainte font partie de leur identité, de leur nature.

Alors intervient le sionisme ! Et ce sionisme les sermonne, l'index levé : Pensez que vous êtes juifs !, que vos prochains vous détestent et qu'ils peuvent à chaque moment fomenter de

nouveaux pogroms et vous pousser dans de nouvelles chambres à gaz.

Et ceci n'est possible qu'avec votre aide financière et votre publicité pour la cause."

Voilà comment fonctionne, selon Isaacs, le mécanisme psychologique de l'agitation sioniste. Et cela trouve un terrain particulièrement favorable du fait que, d'après la religion juive, les Goyms pleins de malice sont considérés comme les acteurs de la punition de leur dieu de colère.

Rationalisme et irrationnel marchent souvent la main dans la main (dixit Isaacs, qui ajoute comme preuve :) Pensons seulement au psychologue juif Sigmund Freud avec son obsession sexuelle (celle qu'il voulait inculquer aux autres !) et son complexe d'Oedipe ou à un génial (?) Franz Kafka avec ses cauchemars lugubres exposés dans ses pièces célèbres (hélas !) : "Le Procès", etc.

Mais les oeuvres de Freud et de Kafka ont été rédigées bien avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler et des soi-disant persécutions nazies. Donc, cette peur typiquement juive trouve sa source dans la crainte de Yahvé. Isaacs décrit clairement quelle est la réaction d'un juif dès qu'il entend le nom "juif" dans la bouche d'un non-juif. Il éprouverait une peur intense parce qu'il pense avoir affaire à un antisémite qui déteste les juifs en général et donc lui aussi personnellement.

Le mot "juif" est tabou sauf lorsqu'on l'utilise dans un sens élogieux. D'après la conception juive, le juif est invulnérable, saint, sacro-saint puisque dans la Torah, il est répété sans arrêt que les juifs sont le peuple élu de Yahvé. Et ne doivent pas se souiller en fréquentant les autres peuples qui sont impurs.

D'après Isaacs, cette peur irrationnelle touche particulièrement les juifs qui s'engagent en faveur du sionisme alors que ceux qui sont pour le socialisme et surtout ceux qui participent au domaine scientifique et médical y sont moins sujets.

Le juif Isaacs, collaborateur du Washington Post libéral et influent, ne craint pas de nommer comme qualités spécifiquement juives la crainte irrationnelle et l'hypersensibilité de la paranoïa. Il parle ouvertement d'une manie de la persécution qui présente les caractéristiques d'une maladie mentale, une sorte d'étape intermédiaire entre la santé et la folie pure et simple.

Ainsi pourrait-on encore parler de hasard lorsqu'on apprend que 80 à 90 % des Américains qui suivent un traitement psychologique sont juifs et que plus de 95 % des spécialistes en psychologie sont juifs aussi ! Isaacs estime que sans cette paranoïa, il n'existerait pas de lobby juif, pas de sionisme et pas d'état d'Israël

On pourrait ajouter qu'alors il n'existerait plus de motif de conserver la religion juive (et tout

ce qu'elle entraîne, elle, la cause réelle de tout le mal que font les juifs !) Le mieux serait que les juifs cessent d'être juifs tout simplement ! On pourrait en conserver quelques exemplaires orthodoxes (!) comme curiosités archaïques et les exposer derrière les vitrines d'un musée.

Le fait que le sionisme considère l'assimilation comme le danger le plus mortel ressort des mises en garde continuelles des dirigeants sionistes. Le boss sioniste Nahum Goldmann a dit le 30 du 12 1964 lors du 26e congrès sioniste mondial à Jérusalem : "L'assimilation représente pour l'existence éternelle du peuple juif un danger plus grand que ne l'ont été dans le passé les persécutions, inquisitions, pogroms et l'Holocauste" (cité d'après le Monde du 1.1. 1965).

Cette citation prouve l'existence d'un traumatisme racial mélangé d'anxiété chez les sionistes.

Celui qui s'intéresse à la politique sait que l'état d'occupation d'Israël ne pourrait survivre sans l'aide financière massive de la super puissance des Etats Unis Dans la presse suédoise aussi on attire de temps en temps l'attention sur ce fait. Depuis des années déjà, cet état qui ne compte que 4 millions d'habitants encaisse autant d'aide au développement que l'ensemble des pays du monde. Chaque citoyen israélien touche de la part de la caisse de l'Etat américain le double d'un citoyen américain ! Et à cela s'ajoutent les sommes énormes provenant des organisations juives des Etats Unis sommes pour lesquelles suivant la coutume américaine on ne paie pas d'impôts.

SUR LA REVOLUTION "RUSSE"

Dire que l'Union soviétique marxiste-léniniste a été antisémite ou ennemie des Juifs est une plaisanterie et même une sinistre plaisanterie ! Karl Marx, fondateur du communisme, était entièrement juif : il appartenait à une lignée de rabbins. Une très grande partie - environ 80% - des commissaires directeurs de la Russie léniniste étaient d'origine juive même si les Juifs ne représentaient qu'environ 3 % de la population.

12 des 19 membres du premier gouvernement de Lénine étaient juifs, parmi ceux-ci les suivants : Schmidt (Commissaire en chef pour les travaux publics), Pfenigstein (Commissaire en chef pour la déportation des contre-révolutionnaires), Kukorskij (Commissaire au commerce), Schlichter (Commissaire en chef pour la confiscation des Biens privés) et Simasko (Commissaire en chef pour la Santé).

Les Juifs étaient encore en nombre plus élevé dans les différents commissariats. Au Ministère de l'Intérieur, il y avait par exemple 9 Juifs parmi les 10 commissaires : Ederer, Rosental, Goldenrubin, Krasikow, Rudnik, Krohmal, Martensohn, Pfeifermann,et Schneider.

Au commissariat du ministère des Affaires étrangères, les 17 diplomates bolcheviques appartenaient tous au Peuple élu. : Margolin, Fritz, Joffe, Lewin, Axelrod, Beck, Beintler, Martins, Rosenfeld, Vorovskij, Voikoff, Malkin, Rako, Manuilskij, Atzbaum, Beck et GrundBaum.

Au Commissariat supérieur économique, 13 des 14 membres étaient de la lignée d'Abraham. : Merzvin, Solfein, Harskyn, Berta Hinewitz, Gurko, Gladneff, Axelrod, Michaelsohn, Fürstenberg, et Kogon (secrétaire de Fürstenberg)

Au commissariat pour la Justice, tous les 8 commissaires étaient juifs : Steinberg, Berman, Lutzk, Berg, Koinbark, Schrewin, Gaussmann, et Schrader.

Au commissariat supérieur pour la formation publique, 7 des 8 commissaires de même que leurs collaborateurs les plus proches étaient juifs : Groinim, Lurie, Rosenfzeld, Jatz, Sternberg, Zolotin et Grünberg.

Au commissariat pour l'Armée Rouge il y avait seulement des Juifs, 15 en tout : Trotsky, Schorodak, Slanks, Petz, Gerschenfeld, Fruntze, Fiscmann, Potzern, Schutzmann, Gübelmann, Eviensohn, Dietz, Glusmann, Beckmann et Kahlmann.

De la même manière, 14 Juifs siégeaient au Soviet Suprême pour le Commerce national :

Kamenjev, Krasokov, Schotmann, Hekina, Eismobd, Landemann, Kreinitz, Alperovitj, Herzen, Schilmon, Tavrid, Rotenberg, Klammer et Kisswalter. Au commissariat supérieur de la représentation publique les 6 membres et leurs plus proches collaborateurs étaient juifs.

Au Comité central du Parti siégeait Lénine, qui était seulement juif pour un quart (sa mère, née Blank, était demi-juive) avec deux non-Juifs et 27 (!) juifs : Swerdlow, Kremmer, Bronstein, Katz, Goldstein, Abelmann, Zünderbaum, Uritzki, Rhein, Schmidowitz, Zeimbuhr, Rifkin, Schirota, Tschenilowski, Lewin, Weltmann, Axelrod, Fuschmann, Kraiskow, Knitzunck, Rader, Haskyn, Goldenrubin, Frisch, Bleichmann, Lantzner et Lischatz.

Dans la police secrète, la Tchéka, qui a précédé le GPU et le NKVD, 31 des 34 commissaires en chef étaient juifs : Derzhinski, Limbert, Vogel, Deipkhyn, Bizenskij, Razmirovitj, Sverdlov, Jahnsohn, Kneiwitz, Finesch, Delavnoff, Ziskyn, Golden, Scholovski, Rentenberg, Pernstein, Knigkiesen, Blumkin, Grunberg, Lanz, Heikina, Ripfkin, Kamkov, Jacks, Woinstein, Leindovitj, Gleistein, Helphan, Lazarevitj, Silencus et Mohdel.

On pourrait encore allonger longtemps la liste des commissaires juifs dans la jeune Union Soviétique. La prédominance juive des révolutionnaires bolcheviques était écrasante, ce qui a été depuis longtemps parfaitement prouvé par les documents. Tout parle en faveur du fait que la légendaire "révolution russe" au fond n'était pas russe mais a été une révolution juive. Les

nouveaux maîtres du peuple russe étaient en majorité juifs.

C'est ainsi que des dirigeants juifs de l'Occident ont compris cette révolution et la Russie bolchevique a soumis le peuple russe à une domination meurtrière et terroriste Des Juifs importants ont fomenté aussi cette révolution à partir de l'Occident et ont forgé la Russie bolchevique, contre le peuple russe qui a subi un régime de meurtres atroces et de terreur. Des feuilles sionistes renommées comme la Jewish Chronicle de Londres et l'American Hebrew à New York ont salué la Russie bolchevique comme une idée de société utopique juive qui s'était matérialisée. Même s' ils ne pouvaient pas cacher qu'il y avait même entre les Juifs certaines dissensions. Ainsi Dora Kaplan, une révolutionnaire socialiste juive tenta d'assassiner Lénine le 30 août 1918.

Dans un livre blanc officiel britannique sur les origines de la révolution bolchevique, est cité l'ambassadeur néerlandais à Pétrograd qui avait dit le 6 septembre 1918 : "Le bolchevisme est organisé et dirigé par des juifs dont le seul but est la chute de l'ordre établi."

Le consul britannique d'Ekaterinenbourg où la famille du tsar fut massacrée par une bande d'assassins dirigés par le juif Swerdlow, écrivit le 23 janvier 1919 à Lord Curzon qui avait remplacé Balfour comme ministre des Affaires Extérieures britannique : "On ne peut pas qualifier les bolcheviques de parti politique. Ils représentent une classe relativement petite, privilégiée, qui s'est créé un monopole sur les armes et les ressources alimentaires et tient tout le reste de la population dans la crainte et la terreur. Cette classe se compose d'ouvriers et de soldats mais est conduite par une clique juive."

Et Winston Churchill déclara lors d'un discours dans le Dundee écossais, paru à Londres dans l'Illustrated News le 24 septembre 1921 :

"Cette cruelle catastrophe (la révolution bolchevique) a été voulue par une petite clique de révolutionnaires professionnels qui sont en grande partie juifs. Ceux-ci ont asservi le malheureux peuple russe par un régime tyrannique."

Ne manquons pas de préciser que les bolcheviques ont été nourris financièrement par des capitalistes juifs. Au premier plan, il faut nommer la firme bancaire juive Kuhn, Loeb et compagnie dont les directeurs et propriétaires se parent de noms bien juifs : Jacob et Mortimer Schiff, Felix Warburg, Otto Kahn, et Jérôme H. Hannauer. En plus des hommes qui se cachaient derrière le bolchevisme comme puissance financière étaient Helphand, souverain d'une fortune de millions escroqués dans des affaires douteuses, la famille du cuivre Guggenberg, Olof Aschberg, propriétaire de la banque Nya à Stockholm,de même que le propriétaire du syndicat Rhénois-Westphalien, Max Warburg. Tous ces noms sont des noms juifs.

Les faits ci-dessus sont prouvés par David Schub, journaliste et écrivain juif travaillant aux USA, dans sa biographie de Lénine, et plus tard, dans la foulée, dans plusieurs ouvrages de l'historien économiste Anthony Sutton.

Les régimes de marionnettes installés après la deuxième guerre mondiale en Europe de l'Est étaient composés en grande partie de juifs. Dans le KP tchécoslovaque, la domination juive a été écrasante jusqu'à la mise en échec en 1952 de la ligue de Slansky. En Hongrie, les proportions étaient encore plus fortes ; là, on chuchotait en plaisantant que Janos Kadar était le seul non juif parmi les membres du Comité central afin que quelqu'un puisse signer les condamnations à mort le jour du sabbat.

En URSS même, Staline dut, peu de temps avant sa mort soudaine et mystérieuse, avoir dressé des plans de mesures drastiques pour briser la toute-puissance juive.Il aurait décidé entre autres, la déportation de toute la population soviétique juive dans le Birobidschan sibérien.Sa disparition brutale empêcha la réalisation de cette politique.

Pourtant peu après la mort de Staline, en juin 1953, Marschall Schukow écrasa la clique sanguinaire du ministère de la police dirigé par Lavrentiy Béria, un géorgien d'origine juive et annonça ainsi la fin de la domination de la terreur juive sur les peuples de l'URSS. Cette domination qui avait provoqué quelques douzaines de millions de morts a conduit au plus grand holocauste de tous les temps, un véritable holocauste pas un imaginaire comme celui des juifs dans des chambres à gaz qui n'ont jamais existé, durant la deuxième guerre mondiale.)

QUI EST JUIF ?

Hans W. Levy est un juif né en Allemagne qui émigra de sa patrie natale, en 1940 en Suède où il acquit la nationalité suédoise. Plus tard, il devint président de la communauté juive de G?teborg qui compte environ 1800 personnes. Dans le "Svenska Dagbladet" du 22 juillet 1990, parut une interview de lui consacrée à des questions religieuses posées par le journal. Le titre annonçait : "L'amour pour Israël unit." Levy expose d'abord que cet amour est caractéristique de tous les juifs indistinctement. Lévy sait clairement, lui le président de la communauté juive de Göteborg, ce que ressentent et pensent tous les juifs. De ce fait on peut le considérer comme le représentant des juifs et ceci devient d'autant plus intéressant que peu seulement savent ce qu'il fait connaître au sujet de l'amour de tous les juifs pour Israël.

A la question qui est vraiment juif, une question sur laquelle beaucoup de juifs et de non-juifs se sont creusé la tête au cours des siècles, Levy répond :

"C'est tout simple. Est juif celui dont la mère est juive." On ne trouve rien d'original dans cette réponse. Une mère juive est la condition nécessaire pour qu'un juif soit considéré automatiquement comme citoyen d'Israël. Ce principe est raciste ou si l'on préfère, à moitié raciste. celui qui n'a qu'un père juif mais pas une mère juive, n'est pas reconnu comme juif. En Suède, comme ailleurs, la communauté juive lui refusera l'admission et il n'aura aucun droit à la citoyenneté israélienne.

Levy dit ensuite que tous les juifs forment un peuple particulier et une nation particulière et qu'ils sont liés à Israël. La nationalité suédoise ne fait pas d'un juif - d'un vrai juif qui peut se réclamer d'une mère juive - un Suédois. Il est et reste juif même si pour des raisons d'opportunité, il se désigne comme suédois.

Un exemple encore de ce que la définition juive du mot juif est raciste : Si on dit : "Ne peut être chrétien que celui qui possède une mère chrétienne" ou "N'est musulman que celui qui possède une mère musulmane", cela signifierait que le christianisme et l'islam sont racistes, qu'ils sont des religions associées à une certaine ethnie. Ceci n'est naturellement pas le cas. Chacun peut être soit chrétien soit musulman. Le judaïsme se distingue des autres religions principales par le fait qu'il n'est pas universel et ne s'adresse pas à tous les peuples mais n'est valable que pour un seul peuple.

Hans W. Levy dit ce qui suit à propos des juifs et de leur religion :

"A vrai dire chaque juif possède sa propre religion. D'une part nous avons les juifs qui suivent méticuleusement les préceptes de la Torah et de la Loi juive et respectent soigneusement le sabbat. D'autre part, il y a les juifs qui se désignent comme athées."

Levy oublie de dire que beaucoup de juifs se sont convertis officieusement au christianisme mais qu'ils sont restés juifs. Prenons par exemple le cas de l'historien de l'art, Berenson, ou du grand premier ministre britannique Disraéli, ou du poète Henri Heine, du prophète Nostradamus, des compositeurs Mendelsohn et Mahler et de l'actuel archevêque de Paris, Monseigneur Lustiger. Ce ne sont pas des cas isolés.

On s'aperçoit aussi que, suivant Levy, les athées s'ils ont une mère juive, ne sont pas seulement des juifs mais aussi des "juifs religieux" puisqu'il affirme que chaque juif possède sa propre religion et qu'il classe les athées dans cette catégorie. Un athée est quelqu'un qui ne croit pas en Dieu et qui, de ce fait, est hors de toute religion. Ainsi un chrétien ou un musulman ne peuvent être désignés comme athées. Il y aurait une contradiction.

Il en va tout autrement avec les juifs ! Les juifs athées, selon Levy, ont leur propre religion ! De tout ceci on peut conclure qu'en toute logique les juifs échappent aux définitions courantes. Un juif non religieux n'est pas irréligieux, mais il possède sa propre religion !

La solution à ce mystère apparent est fort simple. Le judaïsme n'est pas une religion dans le vrai sens du terme, mais un nationalisme déguisé en religion qui repose sur un concept de race suivant lequel les juifs ne peuvent pas se mélanger aux autres peuples. (Moïse, 5, 7 :1-3 ; Esrah, 9 :12, 10 :2-3, Néhémie, 13 :3,25,30-31)

Par conséquent la "communauté juive" n'existe réellement que nominalement. elle se donne ce titre parce qu'ainsi elle entend jouir des avantages et du respect attribués aux communautés religieuses. En fait, elle n'est qu'un rassemblement de juifs nationalistes qui oblige à être loyal envers tous les juifs et entraîne l "amour pour Israël".

En résumé : les juifs peuvent se désigner comme religieux ou non religieux. Même dans le second cas, ils seront religieux ! C'est certainement un truc malsain mais efficace. Le prestidigitateur qui au cirque sort de sa poche vide des mouchoirs de soie ou de petits lapins blancs est salué par de chaleureux applaudissements. Au juif aussi, il ne manque pas de spectateurs qui n'ont pas compris l'astuce, pour applaudir. Ergotage, détournement de sens, logique ? Vocabulaire homicide, avec lequel ils matraquent leurs adversaire ? : tout cela fait partie de la tradition talmudique centenaire.

"Chaque juif français est un représentant d' Israël" a déclaré le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, à la radio israélienne le 9 juillet 1990. A Jérusalem lors de la construction de la "maison de la communauté juive française", Sitruk se tourna vers le ministre Yitzhak Shamir, et déclara : "Soyons conscients du fait que chaque juif de France défend ce que vous défendez" et il poursuivit : "personne ne peut rompre cette alliance ni nos diffamateurs ni nos ennemis" (AFP, Agence d'information française)

Le grand rabbin français fait donc connaître que la communauté juive et le sionisme mondial d'agression appartiennent tous deux à Israël en tant que citadelles. Les 750 000 juifs français sont par conséquent en dépit de leur citoyenneté française des agents israéliens. Ils ne se comportent pas vis à vis de la France avec loyauté mais offrent leur loyauté à une puissance étrangère qui est en état de guerre avec des états arabes islamiques avec lesquels la France entretient traditionnellement de bonnes relations !

Il est clair pour chacun qu'il faut être loyal envers son pays qu'on y soit né ou qu'on y ait émigré et ceci tout à fait indépendamment de la religion. Mais pour les juifs cela n'est pas valable. Le lien avec Israël est une revendication absolue. Comment tout cela peut-il se concilier ?

On peut comprendre et admettre que beaucoup d'immigrés ou de réfugiés tiennent encore sentimentalement à leur pays d'origine où ils ont leurs racines. C'est un sentiment personnel d'attachement à son ancienne patrie mais pas un lien politique ou religieux sans réserve avec une puissance étrangère ennemie qui mène fatalement à un conflit envers la loyauté envers le

pays où l'on vit, où l'on travaille et jouit de tous les droits civiques

Le cas est différent pour les juifs de France, de Suède ou d'ailleurs. Les juifs concernés ne sont pas nés en Israël et les seuls liens qui les unissent à ce pays sont de nature fictive, d'origine biblique.

Avec ce même raisonnement, tous les chrétiens du monde pourraient se sentir chez eux en Israël puisque le Christ y est né et y a vécu.

Ce que le grand rabbin de France a déclaré officiellement en Israël au premier ministre Yitzhak Shamir est extrêmement instructif et démasque beaucoup de choses !

LA PUISSANCE DE LA MAISON ROTHSCHILD

En Suède comme au Canada, il existe une loi qui interdit la "haine envers un groupe ethnique" D'après celle-ci, répandre de fausses informations est interdit Cette loi est utilisée comme une matraque pour la répression du révisionnisme.

C'est par une ironie amère que de telles lois ont vu le jour dans certains pays pour empêcher des capitalistes juifs d'escroquer des sommes énormes en propageant consciemment de fausses informations.

Voici un exemple type bien connu de fausse information : Après la bataille de Waterloo, en juin 1815, le juif Nathan Rothschild a répandu la nouvelle à Londres que Napoléon était vainqueur de la bataille. Rothschild avait appris par un pigeon voyageur l'issue du combat et savait que Wellington et Blücher étaient vainqueurs. L'information mensongère provoqua naturellement la panique et les actions en bourse chutèrent à un niveau record. Nathan Rothschild acheta alors ces actions pour une miette de pain.

Avec un truc de cette espèce, les juifs se sont rendus coupables de cette, catastrophe dans l'économie mondiale., catastrophe entrée dans l'histoire sous le nom de "Grande Dépression". Il existe d'innombrables exemples des mensonges de la haute finance juive mais je ne peux pas m'étendre ici plus longtemps sur ce sujet.

D'innombrables légendes et anecdotes circulent au sujet de l'empire fabuleux de la tribu Rothschild et de sa puissance financière durant les 19e et 20e siècles

Dès le début du dix-neuvième siècle, Amschel Mayer Rothschild de Francfort envoya ses fils

dans différentes métropoles - Paris, Londres, Vienne et Naples - où ils s'établirent bien vite comme banquiers et comme gens de commerce. Ils ne se gênaient jamais pour monnayer leur immense pouvoir économique au pouvoir politique. Et c'est bien ce qu'ils réussirent d'une part par la mise en place d' un réseau d'information qui fonctionnait parfaitement, d'autre part en s'immisçant dans les affaires des gouvernements économiquement faibles qu' ils financèrent en échange d'une sécurité garantie.

Déjà un peu avant le vingtième siècle, la branche Rothschild britannique s'était engagée sur la question du Moyen Orient qui était d'une importance géostratégique considérable pour l'ancien empire britannique oriental de Suez jusqu'aux Indes et la Birmanie.

Les Rothschild montrèrent ouvertement à Londres leur fascination pour l'idée d'une Palestine gouvernée par les juifs. Dans une biographie ultérieure des Rothschild, l'auteur Derek Wilson dit : "Aucune chronique de la famille Rothschild ne serait complète si on décrivait seulement leur puissance économique et leur style de vie brillante, sans révéler leur lien à leur héritage juif tumultueux et écrasant. Ce lien témoigne de leur engagement en faveur du sionisme."

Déjà dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les Rothschild favorisèrent l'immigration juive en Palestine gouvernée alors par les Turcs. Les sionistes de ce temps-là qui ne voulaient absolument pas reconnaître l'existence des Palestiniens, immigrèrent dans ce pays et découvrirent avec un profond ahurissement qu'il était réellement habité par un peuple palestinien et que celui-ci s'insurgeait de plus en plus contre l'invasion juive.

Derek Wilson dit à ce sujet : "Malgré toutes ces difficultés, le juif palestinien arrivait à survivre facilement grâce au soutien financier constant des juifs occidentaux fortunés."

Avec la forte prise de pouvoir du sionisme au début du 20e siècle et avec la première guerre mondiale, lorsque la France et l'Angleterre firent la guerre au royaume ottoman, Lord Rothschild, élevé au rang de chevalier, se dévoua totalement pour les sionistes. Avec la protection des hommes politiques importants, Arthur Balfour et Lloyd Georges, il travailla en faveur de la formation d'une "patrie nationale juive" en Palestine que les Britanniques voulaient prendre aux Turcs après la victoire attendue de la guerre. A cette époque Lord Rothschild passait pour le prophète mondial juif et prit parti, avec sa fortune prodigieuse et sa place au sommet comme prophète mondial du judaïsme mondial, pour la colonisation juive de la Palestine !

Ceci doit être considéré comme la cause cachée de la fameuse Déclaration Balfour de novembre 1917. Après le travail acharné de publicité de Lord Rothschild, parut le 2 novembre cette lettre confidentielle du ministre des Affaires étrangères :

Cher Lord Rothschild,

Au nom de Sa Majesté britannique, j'ai le grand plaisir de vous adresser les déclarations de sympathie suivantes en faveur des tentatives sionistes juives qui ont été déposées au Cabinet et ont été agréées par celui-ci. :

Le gouvernement de Sa Majesté regarde avec bienveillance les efforts entrepris en faveur de la création d'une patrie nationale en Palestine pour le peuple juif et soutient ces efforts qui ne doivent en rien léser les intérêts des groupes non-juifs en Palestine ou les droits et le statut que les Juifs possèdent dans d'autres pays.

Je vous serais obligé de porter à la connaissance de la ligue sioniste le contenu de cette déclaration,

Votre dévoué **Arthur James Balfour**

Ce qui est remarquable dans cette Déclaration Balfour, c'est que le gouvernement britannique visait un pays, en fait la Palestine, comme patrie pour les juifs, sur lequel il ne possédait aucun droit de décret et au nom duquel il n' aurait donc pas pu parler au nom du droit des peuples.

Ce fut naturellement un cas classique de politique impérialiste. Les sionistes se comportèrent encore plus sournoisement en toute liberté avec la réalisation de leur état d'Israël et l'expulsion en masse qui s'ensuivit : les intérêts des groupes non-juifs étaient oubliés, ce qui était interdit par la Déclaration.

La maison Rothschild avait commençé un jour par des affaires de bordel ses entreprises commerciales à Francfort et par la suite avait amassé.par toutes sortes d 'affaires louches et de spéculations, un pouvoir fabuleux.

La guerre civile américaine fut planifiée à Londres en 1857, c'est à dire 4 ans avant le déclenchement des hostilités. Certains banquiers de la branche parisienne devaient soutenir et financer les états du Sud et la branche britannique du même groupe devait donner son aide aux états du Nord. Derrière les deux branches se trouvait la maison Rothschild.

Dans le Nord, elle fut représentée par un juif que l'on connaît sous le nom d'Auguste Belmont (son véritable nom était Auguste Schönberg). Il était d'origine allemande mais il avait émigré aux USA. Dans le Sud, le groupe fut représenté par son oncle, le sénateur de la Louisiane John Slidell. Celui-ci était juif du côté paternel et avait sa résidence à New York. L'associé économique le plus intime de Slidell était un autre juif du nom de Judah Benjamin qui avait été un bon ami de Disraéli. Durant la guerre civile américaine, Benjamin fut le secrétaire de la

Confédération des Etats du Sud. Selon l'encyclopédie juive (vol. III, p. 30) Benjamin était le "cerveau coordinateur de la Confédération", mais fut fortement impopulaire surtout durant son service rémunéré durant la guerre ".

La chronique The Counciler (5. -25 octobre 1973, vol. 10, n° 15) affirme : "Aussi bien Benjamin que Slidell étaient des agents de Rothschild et, durant la guerre civile, les moyens financiers coulèrent dans les coffres de la part des Rotschild via les banques Erlander."

Pour les magnats de la finance Rothschild, le but de la guerre civile était d'endetter les Etats du Nord aussi bien que les Etats du Sud afin que dans leur situation financière désespérée, ils soient prêts à accepter le même système monétaire qu'avait déjà mis sur pied la maison Rothschild en Angleterre et sur le continent européen. Egalement aux Etats Unis, une banque nationale ou impériale devait être appelée à l'existence et l'argent en cours devait être centralisé afin de liquider en partie les dettes nationales dont on garantissait le paiement avec les impôts payés par les citoyens américains.

De ce fait, la production économique américaine et par suite le peuple américain lui-même, devaient tomber dans la dépendance financière de la maison Rothschild et des banques qui lui sont affiliées

Dire que le but de la guerre a consisté dans l'abolition de l'esclavage est un conte de nourrice répandu par la propagande des Etats du Nord et plus tard par les livres d'histoire à l'usage des naïfs. Tout ceci a été exposé entre autres dans le livre de Gertrude Coogens, "The Historical Facts. Our Untaugh History". (p. 174-184).

Le fait qu'Abraham Lincoln, chef des Etats du Nord, ait vu clair dans le jeu de cartes des Rothschild est très instructif. Il avait fort bien compris que les banquiers juifs étaient les véritables ennemis de l'Amérique et non les Etats du Sud révoltés ou les "barons de l'esclavage". Les manigances et les machinations dégoûtantes des magnats des banques juives préoccupaient profondément Lincoln. Nous renvoyons à ce sujet à John R. Elsons, "Lightening Over the Treasure Building" (Meador, Boston, 1941, p. 78) ainsi qu'au livre de Gertrude Coogans déjà cité.

Beaucoup de chercheurs pensent qu'il peut être prouvé valablement que le meurtrier de Lincoln, John Wilkes Booth, ne fut pas un espion ou un fanatique agissant en son nom personnel mais comme l'a dit sa mère : "une marionnette aux mains de gens qui agissaient dans les plus haut milieux", un petit rouage dans une conspiration dont les acteurs cachés étaient Judah Benjamin déjà cité et à l'autre extrémité, les Rothschild. Lincoln a dû être écarté pour que la clique des Rothschild puisse avoir l'économie américaine entièrement dans ses mains. Il fallait pour cela créer une banque nationale. Et cela se fit en 1913. Celui qui aida à sa naissance fut le banquier juif, Paul Warburg, qui avait ouvert la voie pour la création de la

Federal Reserve Bank

Une source juive révèle combien le pouvoir financier des Rothschild était déjà gigantesque dès la première moitié du 19e siècle. Moses Margoliuth écrit dans son livre "The History of the Jews in Great Britain" (Londres, 1951, vol. II, p. 161) : "Le nom des Rothschild était omniprésent et on s'apercevait avec justesse que la maison Rothschild avait étendu un réseau sur toute la nation. Il n'est pas étonnant qu'aucun gouvernement de quelque état européen que ce soit ne pouvait contrecarrer ses opérations sur le marché monétaire ;

Le capitalisme - ou le pouvoir de l'argent - est un instrument que la puissance juive utilise sous le couvert de la démocratie. Il faut ajouter que la famille bancaire Rothschild déjà immensément riche dès le milieu du siècle passé a participé activement à la politique en Angleterre et en France, en Allemagne et en Autriche. Au 20e siècle, elle soutint activement le sionisme. Lors de notre introduction sur la Déclaration Balfour, nous avons vu que Lord Rothschild se présentait comme défenseur du sionisme mondial.

COMMENT LES ETATS-UNIS ENTRERENT-ILS DANS LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ?

Samuel Landman, secrétaire de l'Organisation Mondiale Sioniste de 1917 à 1922 révèle dans son écrit Great Britain : "The Jews and Palestine" (New Zionist Press, London, 1936) comment l'Organisation Mondiale Sioniste conclut un accord secret avec le Cabinet de la guerre britannique qui ouvrait la voie à la Déclaration Balfour de l'année suivante.

Suivant cet accord, la Grande-Bretagne promettait aux sionistes l'acquisition de la Palestine gouvernée alors par les Turcs en échange de l'entrée en guerre des Etats Unis à côté des des Anglais qui devait se faire sous la pression des sionistes. Le sioniste Landman écrit : "La meilleure façon et peut-être la seule pour obtenir l'entrée en guerre de la part du président américain, Woodrow Wilson, consiste en ce que ce dernier soit assuré du soutien des sionistes convaincus. En posant comme objectif, devant les yeux de ceux-ci, la Palestine, on mobilisa le potentiel inespéré des sionistes des Etats Unis et d'ailleurs pour les Alliés. Quid pro quo - Service pour service !"

Selon l'Agence officielle américaine (World Almanach), 4 millions 335 000 Américains furent appelés sous les drapeaux durant la première guerre mondiale. 116.516 d'entre eux moururent, 204.002 furent estropiés. L'Amérique paya d'un beau bain de sang les intérêts juifs.

James A. Malcolm, qui a été chargé par le Cabinet de la guerre britannique en 1916 de traiter avec les sionistes, révèle dans son livre "Origins of the Balfour Declaration : Dr Weisman's Contribution" (Londres 1944) : "On peut gagner partout la sympathie des juifs mais seulement si on leur offre la Palestine. "Lord Alfred Milner du ministère de la Guerre s'y intéressait mais il ne croyait pas en la possibilité de promettre la Palestine aux juifs. Je répondis qu'il n'y avait qu'une seule méthode pour créer l'événement désiré, à savoir l'entrée de l'Amérique dans la guerre et je lui désignai un des amis les plus intimes du président Wilson, en l'occurrence Louis Brandéis, président du tribunal suprême des Etats Unis, de la Cour Suprême : Brandéis était un sioniste de corps et d'âme.

Ensuite, James A. Malcolm décrit les tractations dures entre les chefs sionistes et le Cabinet de la guerre britannique : "Les entretiens aboutirent à un accord que je désignai du nom de "Gentleman Agreement" : les sionistes devaient oeuvrer activement pour que les juifs se rangent du côté des Alliés surtout aux Etats Unis et pour influencer l'opinion publique dans le sens des Alliés. En échange, le Cabinet britannique devait aider les juifs à gagner la Palestine."

Sir Francis Neilson, historien et parlementaire britannique, écrit dans son ouvrage classique sur la première guerre mondiale "The Makers of the War" : "En Amérique, le président Woodrow Wilson cherchait désespérément un prétexte pour entrer en guerre. Il le trouva finalement dans l'histoire du naufrage du Sussex dans la Manche. Tous les citoyens américains qui se trouvaient à bord auraient péri. Avec ce prétexte, il se tourna vers le Congrès pour obtenir la permission de déclarer la guerre. Plus tard il fut prouvé que le Sussex n'avait pas coulé et qu'aucun Américain n'avait trouvé la mort."

James A. Malcolm a dépeint en détails dans le New Judaea, l'organe officiel de l'Organisation Mondiale sioniste à Londres, (ed. d'octobre-novembre 1944) comment les sionistes ont remué ciel et terre aux Etats Unis pour entraîner le pays dans la guerre. : "Le Gentlement Agreement entre les chefs sionistes et le cabinet de la guerre britannique dont l'élaboration m'a été confiée représentait la base de la coopération. Déjà après quelques mois de guerre on constatait d'excellents résultats malgré les nombreuses défaites."

Dans son oeuvre citée ci-dessus, Great Britain, "The Jews and Palestine", Samuel Landman dit : "Le fait que l'entrée en guerre des Etats Unis dans la première guerre mondiale soit due à l'initiative des juifs a provoqué en Allemagne, surtout chez les Nationaux-socialistes, une profonde amertume. Il en a résulté que l'antisémitisme joua un rôle si important dans la politique du national-socialisme."

Le journal juif "Jewish Daily Bulletin" imprima le 30 octobre 1934 un télégramme juif de Berlin dans lequel il était dit en substance : "La nouvelle Allemagne tente de rendre inopérante l'influence juive actuelle car les juifs ont poussé les Etats Unis dans la guerre mondiale pour

contribuer à la défaite de l'Allemagne et amener ensuite une inflation catastrophique dans ce pays. C'est ce que déclarait hier, à Magdebourg, Richard Kunze, un député, dirigeant national-socialiste."

DES CHEFS DE LA MAFIA POUR ISRAEL

Beaucoup d'Américains furent profondément choqués lorsque l'ADL, organe de la loge juive du B'naï Brith, conféra au gangster Morris, "Moe" Dalitz, en 1985, la distinction "Flambeau de la Paix". Dalitz était le fondateur du "Gang Pourpre", une bande d'assassins de triste réputation et l'acolyte de longue date de Meyer Lanski. Qu'on s'imagine une association d'Italo-Américains décernant une distinction à Al Capone !

Le Gang Pourpre opérait à Détroit et Cleveland et était cette branche de la mafia américaine qui, durant l'ère de la prohibition des années 20, avait eu la plus grosse part dans le trafic de l'alcool. Après la fin de la prohibition, il se spécialisa dans le commerce des stupéfiants. Meyer Lanski comptait parmi les plus grands boss de la mafia et était responsable de plusieurs meurtres.

Comment l'ADL eut-elle l'idée d'attribuer une distinction à un bandit juif, mal famé ? Peut-être que le long article paru le 20 avril 1990, sous la rubrique "Les mafias sionistes en WK" du Jerusalem Post Magazine, d'un certain Robert A. Rockaway, expert en histoire juive à Tel Aviv, pourra nous révéler la cause cachée de cette énigme.

Dans cet article, il était dit comment Meyer Lanski, Dalitz et d'autres gangsters juifs collaboraient clandestinement à la lutte pour la création de l'état d'Israël. Durant les années 40, ces cercles envoyèrent de l 'argent et des armes en Palestine.

Si l'article avait paru dans un autre journal, on l'aurait certainement qualifié d'antisémite.

Le lecteur aura les cheveux qui se dresseront sur la tête lorsqu'il apprendra que : "De même que dans beaucoup d'autres domaines, les juifs se sont créé une position dominante dans le domaine du crime." Après cette introduction, suit une énumération des chefs américains de premier plan. :

Charles King Salomon dirigeait le monde de la pègre à Boston et gérait le trafic de drogue en Nouvelle Angleterre. Max Dalitz (celui à qui l'ADL rendit les honneurs), Sam Tucker, Morris Kleinmann, et Louis Rothkopf dirigeaient le trafic d'alcool à Cleveland...

Jake "Greasy Thumb" était caissier et comptable dans la bande d'Al Capone. Une véritable

mafia juive du nom de Purple Gang régentait en grande partie le trafic d'alcool à Détroit et s'occupait de salons de jeu, de fraudes d'assurances, de commerce de stupéfiants, d'enlèvements et de meurtres sur commande... Abner "Longy" Zwillmann, un trafiquant d'alcool important du temps de la prohibition, était chef de la mafia à New Jersey.

A New York, qui était déjà en 1920 la plus grande ville juive du monde, l'instigateur en chef des crimes organisés, le juif Arnold Rothstein, fut considéré par les historiens comme le plus grand entrepreneur dans l'histoire du gangstérisme américain. Rothstein, connu aussi par le public comme organisateur des World Series, en 1919, construisit l'empire du jeu le plus puissant du monde entier. Grâce à ses ressources financières illimitées, il finançait le trafic de l'alcool et celui de la drogue, il achetait les juges et les hommes politiques et prêtait de l'argent à des firmes légales. L'influence de vaste envergure de Rothstein l'amena à recevoir le titre de noblesse de "Tsar de la Pègre".

Parmi ses disciples les plus fervents, on comptait le juif Meyer Lanski qui, plus tard, devint une des figures les plus connues de la pègre. Il fonda des casinos à Cuba et aux Bahamas ; le juif Bugsy Siegel qui se spécialisa à Los Angeles dans les affaires de chantage et qui créa à Las Végas une voie d'accès pour la mafia ; le juif Louis "Lepke", comptable, qui commandait une troupe de plus de 200 gangsters et gouvernait par les menaces et la terreur l'industrie du textile à New York ; et le juif Arthur "Dutch Schultz" Flegenheimer, un meurtrier brutal,qui fut le roi incontesté de la bière dans le Bronx. "

De tels faits bien établis doivent être considérés comme très importants ; ce n'est pas rien de prendre des assassins sous sa protection et de les honorer pour des motifs soi-disant objectifs. Rockaway écrit : "Beaucoup de juifs ont une admiration à contre coeur pour ces gangsters parce qu'ils brisent les normes traditionnelles de la société sans se soucier de ce que pensent les Goïms."

L'article se termine sur ces phrases incroyables : "Même si la pratique du gangstérisme juif pouvait être gênante, ils pouvaient faire ce que les juifs décents ne pouvaient pas : une protection physique des juifs et de l'argent rapide pour Israël qui luttait pour sa survie. Ces hommes n'étaient pas des successeurs de Robin des Bois et ne devaient pas être louangés. Pourtant ils ont fait de leur mieux pour aider leur peuple à survivre."

La distinction décernée par l'ADL au meurtrier Moe Dalitz peut être considérée comme une bizarre façon de venir à bout du passé des dirigeants de l'ADL suivant la devise : "Ne cachons pas notre sale passé plus longtemps ! Soyons en fiers ! Honorons-le !"

Dans l'article du Post Magazine de Jérusalem manque un nom tout à fait fondamental. Car il est universellement connu que la famille juive Bronfmann a escroqué une fortune fabuleuse en mettant sous son contrôle le trafic de l'alcool durant l'époque de la prohibition d'abord au

Canada et ensuite aux Etats Unis. Lorsque la consommation de l'alcool fut interdite de 1915 à 1919 au Canada, la famille Bronfmann importa clandestinement des boissons fortes dans le pays. En 1919, l'interdiction fut levée. Alors commença la prohibition aux Etats Unis. Les Bronfmann eurent de ce fait un nouveau marché.

Leurs aides étaient des hommes de la mafia américaine qui manageaient et protégeaient le commerce de l'alcool : les quatre frères Bronfmann, Allan, Sam (le père d'Edgard Bronfmann, le président d'honneur actuel de l'ADL), Abe et Harry possédèrent la majorité des actions dans le si nommé "syndicat Reinfeld" qui achetait du whisky aux fabricants britanniques et le revendait par la mafia. La distribution était surveillée par le juif Joseph Reinfeld, un meurtrier présumé, à New Jersey, par Abner "Longy", Zwillmann et par le "Paten" Arnold Rothstein, avec leurs bandes à New York.

Sous la protection de l'oncle d'Al Capone, John Torrio, la mafia fut centralisée durant les années 20 en organisation criminelle strictement organisée couvrant l'ensemble du pays.

A cette époque, les grandes batailles de la mafia s'enflammèrent, batailles par lesquelles un grand nombre de mafiosi italiens dut mordre la poussière, et la fraction dirigée par John Torrio, Meyer Lansky et Lucky Luciano triompha. Au début des années trente, Meyer Lansky et Benjamin "Bugsy" Siegel fondèrent le "Bureau du crime" de la mafia cartellisée dont la mission était d'envoyer ad patres ceux qui représentaient une gêne pour la mafia. On appelait ce bureau l' "AB Meurtre".

Simultanément on continuait la politique d'investissement dans des branches commerciales légales, ce qui eut pour résultat qu'en 1936, lorsque la prohibition fut levée, beaucoup de mafiosi étaient devenus immensément riches et possédaient un impact formidable dans la société américaine.

En mai 1936, le clan Bronfmann accepta de payer à l'état américain 1,5 million de dollars pour régler ses dettes. La facture représente un aveu implicite du fait qu' à peu près la moitié de l'eau de vie trafiquée durant la prohibition venait des Bronfmann. Durant l'époque qui suivit, ceux-ci s'endormirent sur leurs lauriers maintenant qu'ils étaient devenus "respectables". Des personnalités juives influentes veillèrent à ce que Sam Bronfmann dès 1934 c'est à dire déjà avant la fin de la prohibition, obtint son poste de président du National Jewish People's Relief Commitee, poste plein de prestige.

En 1939, il fut nommé président de la Jewish Colonisation Association, et beaucoup d'autres postes suivirent. D'autres gangsters de la mafia américaine, également, se muèrent en juifs philanthropes. Ils protégèrent des organisations juives qui s'occupaient des réfugiés juifs devant le national-socialisme.

Edgar Bronfmann se servit de la fortune familiale escroquée pour prendre son essor vers la présidence du Congrès Mondial Juif. Une partie du clan des Bronfmann couvre encore aujourd'hui le gangstérisme sous son aile. En 1972, Mitchell, le frère d'Edgar, fut cité à Montréal dans un rapport d'une commission criminelle comme acolyte du dirigeant local du gangstérisme Willy Obront : "Leur situation comporte des activités illégales qu'ils ont pratiquées ensemble, les services spéciaux qu'ils se sont rendus réciproquement et les profits qui en sont sortis pour tous les deux dans le domaine de l'usure, des jeux de hasard, de paris illégaux, des falsifications d'actions, d'impôts extorqués et de corruption." (cité à partir de Peter C. Newmans "The Bronfmann Dynasty", p. 231) Obront et un autre copain de Mitchell Bronfmann, un juif du nom de Sidney Rosen, furent tous deux envoyés derrière les barreaux durant les années septante pour blanchiement d'argent sale et autres délits.

Encore aujourd'hui les postes directeurs de l'ADL sont occupés par des gens qui entretiennent des relations avec le crime organisé, le B'nai Brith et leur ADL.

Le quartier général d'où les racistes juifs pratiquent l'espionnage et la propagande raciste juive est le B'nai B'rith juif de la confrérie franc-maçonne avec l'ADL qui lui est rattachée. Cette dernière a de nombreuses filiales locales partout aux Etats Unis et dans tous les pays où il y a un nombre appréciable de juifs. Tous les gouvernements occidentaux soutiennent l'ADL. En août 1988, par exemple, le B'nai B'rith a tenu un congrès d'une semaine à Stockholm.

Lorsque l'ADL fêta son cinquantième anniversaire en 1963, cette organisation de propagande juive put démontrer ainsi fièrement que son quartier général de New York possédait des bureaux régionaux dans pas moins de 30 villes américaines et commandait un état major de 150 avocats, de professeurs de sciences sociales, de pédagogues et de spécialistes en publicité à temps complet. Le budget s'élevait déjà en 1960 à 3, 940 millions de dollars bien établis (Thomas B. Morgan : "The fight against prejudice", Look Magazine, 4 juin 1963).

Bien que l'ADL soit exempte d'impôts parce que reconnue soi-disant "d'utilité publique", elle joue un rôle politique considérable et peut prétendre souvent à des pouvoirs dans la police. Le chef régional de l'ADL à la Nouvelle Orléans, contrôle une partie importante des fonds publics utilisés par le FBI dans ses agences pour la découverte de soi-disant attentats contre des synagogues dans le Mississipi.

Une jeune professeur fut tuée par le FBI lors de son arrestation. On l'avait soupçonnée de vouloir faire sauter une synagogue. L'ADL réussit à éviter toute enquête bien que celle-ci soit de règle lors d'attentats, de coups meurtriers et d'accidents mortels. (Los Angeles Times, 13 février 1970)

La loge du B'nai Brith fut fondée en 1843. En 1966, Elle avait 205 000 membres masculins dans l'ensemble des 350 loges réparties dans 43 pays et 130 000 membres féminins dans 600 sections (Edward Grusd : "B'nai B'rith", Appleton Century, New York, 1966, p. 283/286). Elle travaille en tant que lobby puissant pour Israël et d'autres intérêts juifs même si elle n'a jamais été enregistrée comme agentur d'un gouvernement étranger. (New York Times, 28 mai 1970, p. 21)

QUE SE CACHE-T-IL DERRIERE L'ADL ?

C'était le 16 février 1979. Un jeune homme de 19 ans qui s'appelait James Guttmann se présenta chez les autorités de l'époque et leur demanda l'autorisation d'organiser une manifestation du parti nazi américain auquel il adhérait pour revendiquer une "force blanche".

Guttmann déclara tout de suite qu'on apporterait à la manifestation : des uniformes nazis, des accessoires du Ku Klux Klan, des pancartes avec croix gammées et certaines avec le slogan : "Hitler avait raison ! Que les communistes et les juifs soient gazés !"

Ce fut l'occasion rêvée pour la JDL (Jewish Defense League) d'organiser une contre-manifestation à Philadelphie à laquelle participèrent des organisations qui étaient en relation avec l'ADL ;

Malheureusement on s'aperçut bientôt que le jeune morveux qui avait demandé l'autorisation pour la manifestation nazie appartenait lui-même à la JDL et ne s'appelait pas du tout Guttmann mais bien Mordechaï Levy !

La chose vola en éclats ; la JDL prit ses distances avec Levy et les titres des gazettes parlèrent d'un certain juif qui revendiquait pour le nazisme : "Le chef des nazis est-il réellement un juif ?" ou "Les nazis sont-ils tous balayés ?"

Cette histoire est le premier épisode venu à la lumière de la carrière de Mordechaï Levy comme provocateur de l'ADL et qui fut plus tard assassin et terroriste. Depuis longtemps déjà il n'était pas seulement en relation avec la JDL du Rabbin Meir Kahane, mais aussi avec l'ADL.

Dans une déclaration écrite parue le 18 juillet 1984, Irwin, le chef du département de la documentation et membre haut placé de l'organisation, a admis qu'il avait rencontré Levy ou lui avait téléphoné à maintes occasions.

Levy n'est pas une exception. Suivant le journal " ... " du 5 avril 1955, l'ADL travaillait déjà

depuis quelque temps à la formation d'un parti néo-fasciste NPP aux USA.

Le chef de ce parti était un certain Robert Madole. Des agents infiltrés de l'ADL firent de leur mieux pour peindre le danger d'un fascisme américain dans les couleurs les plus sombres. Si nous accordons foi au journal cité plus haut, le parti attirait une foule de sympathisants. Le fondateur du NRP Robert Mardole fut approvisionné via l'ADL par un groupe de prostituées menées par le proxénète juif nommé Mickey Jelke qui s'occupait des membres du parti. L'agent soviétique Wladimir Stepanowsky que l'ADL avait infiltré dans le NRP confia ceci aux hommes de l'ADL Ben Epstein et Arnold Forster. Ceux-ci répandirent la nouvelle à donner le frisson que rien qu' à New York le NRP comptait déjà entre 200 et 700 membres.

Plus tard également, l'ADL se servit sans cesse de la présence d'agents provocateurs qui excitaient les tensions entre les différentes races et les divers groupes de population des Etats Unis. Des actes à l'origine dissimulés mais ensuite rendus publics prouvent que l'ADL opérait au sein du FBI sous la dénomination de Cointelpro qui devait infiltrer les groupes de citoyens noirs ainsi que ceux de leurs adversaires.

Le reporter Jack Nelson révéla dans le Los Angeles Times du 13 février 1973, le fait suivant : en 1968, l'ADL finança les deux assassins du K.K.K Alton Wayne Roberts et Raymond Roberts, pour qu'ils exécutent un attentat contre un membre de l'ADL. La police devait être aux aguets Lors de l'échange de tir qui suivit, une jeune fille du KKK fut touchée mortellement

Parlons encore de ce qui se trouvait dans le Los Angeles Times. En 1964, Alton Wayne Roberts avait tué avec six autres membres du Klan 3 citoyens dont deux étaient juifs- dans le Mississipi. Ils furent jugés pour leurs crimes contre les droits civils fédéraux. Les frères Roberts firent appel après leur condamnation.

Selon les avis de la police, un émissaire d' Adolphe "Sam" Botnick se présenta chez eux. Il était président de l'ADL à la Nouvelle Orléans. Il leur offrit 69 000 mille dollars s'ils acceptaient de jouer le rôle d'agents provocateurs par la mise en scène d'un attentat à la bombe contre la maison du fonctionnaire de l'ADL Meyr Davidson à Meridan dans le Mississipi. La police tendrait une embuscade.

Un agent anonyme du FBI informa le reporter Jack Nelson.que l'agent du FBI, Franck Wattes et le policier Mike Scarborough auraient marchandé un accord avec le KKK comme suit : l'ADL devait payer à un intermédiaire la somme de 10 000 dollars et 69 000 dollars aux frères Roberts pour que les deux membres du Ku Klux Klan Thomas A. Tarrants et Joe Danny Hawkins, tombassent dans un piège dont ils ne devaient pas sortir vivants.

"Le 10 juin, l'accord fut conclu et le jour suivant Botnick fit en sorte que 25 000 dollars

soient envoyés de la Nouvelle Orléans à Meridan où le FBI devait rencontrer le même jour les deux frères" écrit Nelson dans le Los Angeles Times. Le 20 juin, les frères Roberts confièrent au FBI que l'attentat à la bombe aurait lieu comme prévu. Le 29 juin, Alton Wayne Roberts donna le feu vert pour le drame financé par l'ADL. La seule modification fut que Hawkins s'était désisté et qu'il avait été remplacé par la membre active du Klan Cathy Ainsworth.

Dans la nuit du 29 au 30 juin, juste après minuit, Tarrant et Ainsworth parquèrent leur voiture dans la rue en face de la maison de Meyer David Son. Ainsworth resta assise au volant tandis que Tarrand se dirigeait vers la maison muni de plusieurs charges de dynamite dans une main et d'un pistolet dans l'autre. Il n'a pas encore été éclairci qui a ouvert le feu le premier. Les 10 agents du FBI et les 12 policiers locaux ou Tarrant. Ainsworth reçut une balle dans la colonne vertébrale tandis que Tarrand était frappé de 70 balles mais il survécut d'une manière inexplicable.

Selon un rapport de police, trois jours plus tard, l'ADL payait aux frères Roberts 10 000 dollars. Le 10 juillet suivit un autre paiement d'un même montant. Et le 27 août, trois hommes d'affaire juifs allèrent de Jackson à Meridan et payèrent 17 500 dollars comme dernier compte aux frères Roberts, écrit le Los Angeles Times.

C'est cette collaboration entre l'ADL et le FBI qui amena les autorités à la prudence quand Altyon Wayne Roberts reçut finalement son jugement définitif pour avoir participé au triple meurtre du Mississipi. Le 17 mars 1970, il fut condamné seulement à 10 ans de prison dont trois avec sursis. Les frères Roberts obtinrent ensuite le statut de témoins protégés par l'état et continuent à servir le FBI aussi bien que l'ADL encore aujourd'hui en tant que mouchards.

Sam Botnick, en tant que participant parmi les plus importants dans cette affaire trouble, est toujours président de l'ADL à la Nouvelle Orléans et son ancien subordonné immédiat, le juif Richard Lobenthal, dirige aujourd'hui l'ADL à Détroit. Justin J. Finger qui dirigeait le département juridique de l'ADL à l' époque où le mouvement pour le droit des citoyens de même que le KKK étaient à leur apogée, est actuellement le suppléant du chef de l'ADL au niveau national.

Deux bons mois seulement avant l'échange de tir perpétré à Meridan, Martin Luther King était assassiné sur le tas à Memphis. Dans cette relation il est très instructif de voir que Botnick avait collaboré étroitement avec le chef décédé entretemps du département 5 du FBI (contre espionnage) à la Nouvelle Orléans, Guy Bannister. Ce Bannister avait créé un réseau d'agents provocateurs qui infiltraient l'organisation terroriste Minutemen. Suivant une source bien informée du service d'informations des USA, les minutemen avaient aidé James Earl Ray à s'échapper de prison de telle sorte que le 4 avril, il put être arrêté comme soi-disant meurtrier de Martin Luther King. Ceci signifierait que Ray n'était qu' un bouc émissaire tandis

que les véritables meurtriers n'ont jamais été arrêtés !

Des documents secrets antérieurs du FBI qui ont été ouverts au public (Dossier Les Panthères Noires /Questions de race)) démontrent que l'ADL et le FBI ont collaboré aussi contre les Panthères Noires, organisation militante nègre. Ce qui nous intéresse spécialement ici est un rapport de l'ADL du 22 octobre 1968 sur les Panthères Noires, qui provient de la plume d'un certain Carl Gershman de même que de celle de Jérôme Bakst et dans lequel on peut lire : "On peut s'attendre dans un avenir proche à des heurts meurtriers toujours plus graves entre les Panthères et la police."

Le fait que ce rapport dfort révélateur fut trouvé dans les archives du FBI prouve la justesse d'un passage d'un livre qui porte le titre "Racial Matters" (problèmes raciaux). Dans un chapitre sous le titre "La seule bonne Panthère" on lit : "Le département 5 cherchait à nuire aux Panthères en manipulant Rabbi Meir Kahane de même que la Jewish Defense League qui n'est pas hostile aux méthodes terroristes, en laissant transpirer des informations vers l'administration des universités et les filiales de l'ADL et en collaborant avec des journalistes.. Dans le cas de la JDL, le FBI ne s'inquiéta pas de publier des faits, le groupe de Kahane ne pouvant être motivé à agir quand les renseignements sur l'antisémitisme et sur d'autres questions n'étaient pas décrits avec assez de précision.

L'ADL coopère jusqu'à aujourd'hui aux opérations du nom de Cointelpro. Des sources des services d'information des services américains montrent à quel point le FBI s'occupait de ce contre espionnage condamné par le Congrès,et que chaque fois que cela transpirait celui-ci a toujours mis en cause l'ADL pour toutes les actions où des agents provocateurs étaient à l'oeuvre. Un bon exemple de cela nous est fourni par le cas James R. Rosenberg, alias Jimmy Mitchell, alias Jimmy Anderson.

Le juif Rosenberg est un agent à temps complet dans le département de la documentation de l'ADL. Des rapports de police établissent que Rosenberg a infiltré le groupe du KKK à Trenton, dans le New jersey à l'instigation de l'ADL et voulait ainsi provoquer le dynamitage du bureau de l'organisation de couleur NAACP à Trenton. On trouva même la facture de l'argent payé par l'ADL à Rosenberg.

En 1981, un membre féminin de la JDL qui se servait du nom d'emprunt "Ricky" rapporta à un journaliste : "J'ai rencontré Jimmy en Israël à peu près en 1978 lorsque je me trouvai dans le kibboutz.Kfar Saba sur la côte occidentale.. Il avouait qu'il noyautait le Klan au service de l'ADL. Jimmy était largement dépendant du valium.Il devait être hospitalisé.Personnellement il voulait servir dans l'armée israélienne et il y réussit - il m'a envoyé une photo. Mais c'est un bureaucrate, un gratte-papier ; au combat, on ne pouvait pas se fier à lui."

Rosenberg revint en Amérique en 1979 où il travailla sous la direction de Irwin Suall dans le

département de la documentation de l'ADL. On lui confia la mission d'infiltrer la droite paramilitaire qui était devenue une cible importante pour l'ADL. Le 7 décembre,1981, il se produisit sous une nouvelle identité dans un film documentaire télévisé qui s'appelait "Les armées de la droite" à Minnéapolis dans le Minnesota. Il s'agissait d'une organisation du nom d'Alliance christique patriotique. Il dénonçait les propos antisémites les plus racistes de tous ceux qui se produisirent dans ce film.

Nous nous souvenons de Mordechaï Levy, le jeune homme qui, en 1979, sous le nom de James Guttman, demanda à Philadelphie une autorisation pour une manifestation nazie. Il était aussi-tout comme Rosenberg - un agent provocateur qui travaillait non seulement pour l'ADL mais aussi pour le FBI et d'autres instances policières. Il se manifestait sous différents noms : James Franck, Mark Levine, Mark Levy et Morty. Deux de ses contrôleurs du FBI s'appelaient Joseph Valiquette et Paul Locke.

Tous deux travaillaient dans la filiale de New York. Ceux-ci avaient entretenu, comme il ressort de documents secrets qui furent dévoilés, des liens officiels depuis au moins les années soixante avec l'ADL.Et ce n'est pas tout : Levy est aussi soupçonné d'avoir trempé dans des attentats terroristes très violents commis aux USA ces dernières années.

Le 7 septembre 1985 mourut Tscherim Soobzokov, président d'une communauté musulmane à Paterson, New York, des suites d'un attentat à la bombe contre sa maison le 15 août de cette même année. Quelques jours à peine avant l'attentat, Levy s'était arrêté à Paterson et s'était élevé contre Soobzokov dans une synagogue. L'Office des investigations spéciales, une organisation juive, qui essayait de détecter tous les soi-disant "criminels nazis" aux USA, avait cherché sans succès à prouver que Soobzokov était un "criminel nazi".

Quelques jours après l'attentat meurtrier, Levy donna une conférence de presse à Paterson et prononça des louanges du crime. Une semaine avant l'acte meurtrier il avait appelé l'avocat de Soobzokov, Michael Dennis et lui avait adressé des menaces de mort dans lesquelles il prédisait la mort prochaine de Soobzokov lui-même

Le 11 octobre 1985, Alex Odeh, président du comité anti-discrimination arabo-américain fut tué àSanta Anna en Californie, par une bombe qui avait été placée à la porte de son bureau. Le soir précédent, Odeh avait été interviewé dans deux émission télévisées nationales. Douze heures après, il était mort. Si l'on se réfère à des sources crédibles, Odeh aurait reçu de nombreuses menaces de mort venant de Mordechaï Levy et de la JDL.

Bien que le chef du FBI, William Webster, depuis longtemps un ami intime de l'ADL, n'a pas pu s'empêcher d'avouer que la "pègre juive" avait été en 1985 l'organisation terroriste la plus active, dans le cas Soobzokov et dans celui de Odeh, il n'y eut aucune interpellation.

Le FBI affirma devant les proches d'Odeh qu'il n'y avait pas d'arrestation parce que les meurtriers étaient en relation avec le service de sécurité israélien. Ils leur apprirent aussi qu'il n'y avait eu aucune plainte déposée contre Lévy même si celui-ci était soupçonné d'avoir commis l'attentat.

Le 10 août 1989, Mordechaï Levy fut cependant arrêté par la police new yorkaise après que, monté sur le toit de sa maison haute de six étages, à Greenwitch Village, il s'était mis à tirer autour de lui comme un forcené et avait blessé un passant non concerné. L'incident se produisit après qu'Irv Rubin de la JDL ait tenté de porter plainte pour diffamation contre Levy qui dirigeait à présent une organisation concurrente nommée JDO (Jewish defense organisation). Le terroriste âgé de 30 ans fut reconnu coupable de tentative de meurtre par voies de fait comme de menaces publiques mais fut bientôt libéré.

La direction actuelle de l'ADL se trouve largement entre les mains de personnes qui ont entretenus des rapports à long terme avec des associations criminelles organisées, spécialement avec la mafia internationale de blanchiment de la drogue.

A la tête de tous ces fonctionnaires corrompus se trouve le juif Kenneth Bialkin, ancien président de l'ADL et actuel président d'honneur de même que membre de la direction des fondateurs de l'ADL. Pendant les années 70, Bialkin travaillait au bureau d'avocat Wilkie Farr & Gallagher à New York.C'est lui qui intriguait derrière Robert Vesco qui frauda pour une somme de 60 000 000 millions l'entreprise Investors Overseas Service (IOS). Le géant de la finance, Vesco, établi comme fugitif à la Havane cubaine devant la justice américaine, avait déjà auparavant collaboré avec le pourvoyeur de drogue colombien Carlos Lehder et avait contribué à la création de voies d 'écoulement de la cocaïne et de la marijuana sur l'île des Bahamas. Le 17 avril 1989, Robert Vesco fut trainé devant le juge à Jacksonville pour implication dans une affaire de drogue colombienne passée en fraude.

En janvier 1980, Wilkie Farr & Gallagher furent condamnés par un tribunal de New York à payer 35 millions de dollars de dommages et intérêts à la victime de leur fraude gigantesque, l'entreprise IOS. Or on découvrit alors que Bialkin avait participé à l'escroquerie à tous les échelons. D'après les annales policières publiées, l'IOS aurait perçu des milliards de dollars de la part de fournisseurs de drogue et le roi des gangsters, le jui Meyer Lansky y aurait investi son argent.

Depuis peu de temps, Bialkin travaille pour Skadden Arps, le plus grand bureau d'avocats d'Amérique. Comme Wilkie Farr & Gallagher furent les pionniers du blanchiment de la drogue qui aujourd'hui remplit les artères du réseau commercial international d'opium, Skadden Arps joua un rôle de pionnier dans un autre commerce trouble, en fait l'achat d'obligations fictives et d'entreprises de prêts financés qui ont pour but de ramener aux Etats Unis par le biais d'opérations dénommées "hostile takeovers" et "asset stripping" des milliards

de dollars d'origine douteuse. Aux clients les plus célèbres et les plus mal famés de l'entreprise Skadden Arps appartiennent Michael Milken et Ivan Boesky deux juifs gangsters qui ne comptent pas par hasard parmi les sponsors de l'ADL.

Un autre ancien président de l'ADL, Burton Joseph, joua un rôle clef auprès de Robert Vesco dans la prise en charge et le pillage de l'entreprise IOS :il ouvrait la voie aux contacts entre Vesco et son protégé, le financier Meshulan Riklis de la Rapid America Corp. Selon les actes du procès, Riklis acheta en tant que représentant de Vesco un poste d'action de contrôle. Plus tard on mit en relation Ricklis avec Bialkin, Edgar Bronfman, Henry Kissinger et d'autres personnalités de l'ADL. Il s'agissait d'un scandale où de grands terrains ont été achetés illégalement dans les territoires occupés par Israël de même que dans les parties chrétiennes et islamiques de Jérusalem.

Tandis que Bialki était employé chez Wilkie Farr & Gallagher, cette entreprise fonctionna aussi comme représentante juridique de l'ADL ; elle représentait en outre les puissants protecteurs financiers de l'ADL et de criminels supposés comme le banquier Edmond Safra.

Bialkin oeuvra personnellement comme défenseur de Safra surtout lors d'un procès dans lequel il s'agissait de son acquisition de l'American Express. La transaction s'acheva des années plus tard par un fiasco. Les porte parole de l'American Express accusèrent Safra de blanchiment de la drogue.

Le 3 janvier 1989, Safra fut accusé par les douaniers américains ainsi que par les représentants de la police contre la drogue des Etats Unis à Berne comme acteur principal dans une entreprise de blanchiment d'argent sale internationale à laquelle appartenait la Shakarchi Trading Company. La banque nationale républicaine de Safra à New York servait de lieu de transit pour l'argent provenant de la drogue de gangs libanais, bulgares et colombiens.

Tandis que ces "transactions" continuaient leur cours, Bialkin siégeait comme président de l'ADL dans une commission qui avait pour fonction de contrôler fortement les lois en cours sur tout le territoire des Etats Unis. A la même commission appartenait aussi C. Boyden Gray, avocat de l'ancien vice-président Georges Bush qui dirigeait deux organisations, le "Special Situation Group" et le "Crisis Pre-planning Group" pour la coordination de la politique de l'Amérique centrale du gouvernement de Reagan Bush.

L'entreprise de boites aux lettres Lake Ressources à Genève, dont se servaient 2 acolytes d'Olivier North, General Secord et Albert Hakim, dépendit dès le début de l'avocat Willard Zucker. Le juif Zucker avait travaillé avec Bialkin à la Wilkie Farr & Gallagher. En 1972, il passa de président de l'ADL au poste de chef du département juridique de l'IOS et il joua par là un rôle majeur dans le pillage mené par Vesco au sein de cette entreprise.

Edmond Safra, un des sponsors les plus généreux envers l'ADL, et Wilkie Zucker possédaient ensemble une escadrille d'avions privés dont l'ancien conseiller de la Sûreté Robert mac Farlane et le premier lieutenant Olivier North se servaient pour leurs expéditions de vente d'armes illégale. D'après les aveux de collaborateurs de Safra, celui-ci offrit à l'ADL un million de dollars lorsqu'il eut gagné son procès civil en 1989.

La Sterling National Bank de New York travaille plus étroitement qu'aucune autre avec l'ADL.Le 29 janvier 1982, les autorités italiennes déposèrent une plainte contre la Sterling National Bank de même que contre d'autres banques des Etats Unis. Il leur était reproché d'avoir subtilisé à la banque italienne - la Banca Privata Italiana - 27 millions de dollars.

A la tête de la Sterling National Bank se trouvait et se trouve encore le juif Théodore H. Silbert, un autre président d'honneur de l'ADL et ancien directeur de l'organisation ADL Appeal qui récoltait des fonds pour l'ADL. D'après des cercles de policiers américains, la banque serait depuis sa fondation en 1929 par l'acolyte de Meyer Lanski, Franck Erickson, au service de la mafia.Son nom fut aussi cité lors d'une affaire de fuite d'impôts au début des années 80, dans laquelle se trouvait aussi impliqué un autre membre du directoire, Arnold Burns, le vice-ministre de la justice sous Reagan, un homme qui entretenait de bonnes relations avec l'ADL.

Burns possédait un bureau d'avocats, Burns & Summit dont on dit qu'il offrait à ses clients un nombre d'objets de placement exempts d'impôts dans le monde du pétrole, ce qui conduisit à ce que des millions de dollars furent soustraits à l'administration fiscale des USA pour être utilisés pour la recherche et le développement en Israël.

Un autre figure haut placée dans le team de Reagan, Masvell Raab, ambassadeur en Italie, siégea longtemps simultanément au comité de la Sterling National Bank. Raab avait travaillé autrefois en collaboration avec Meyer Lanski dans la International airport Hotel Corporation. Un autre banquier dont les meilleures relations avec la mafia furent dénoncées est Leonard Abess de la City National Bank à Miami. Il appartient à la Commission nationale de l'ADL et fut désigné comme président d'honneur dans l'écrit récemment publié par l'ADL "Purpose and Program". En 1981, Abess appela Alberto Duque,un blanchisseur d'argent sale du cartel de la drogue Medellin au comité de sa banque. Il y siégea jusqu'en 1986. Depuis ce temps-là, il siège dans un endroit un peu moins confortable à cause justement de ce blanchiment d'argent sale !

En 1982, Donald Beasly fut appelé au comité la présidence de la City National Bank dont on suppose qu'elle lave de l'argent provenant du commerce de l'héroïne du Sud Est asiatique de même que de l'argent sale du commerce illégal d'armes qui est dirigé par Théodore Shackley et d'autres anciens "grands" de la CIA. Ils figurèrent plus tard comme acteurs principaux dans le scandale de la Contra.

La liste de toutes les personnalités qui ont dépensé de l'argent pour l'ADL et qui en contre partie ont reçu d'elle des distinctions pourrait servir de Who is Who pour le syndicat d'assassins international de Meyer Lanski. Des acolytes de longue date de Meyer Lanski comme Victor Posner, l'avocat d'Hollywood Sidney Korchak et Moe Dallitz appartiennent tous aux bienfaiteurs de l'ADL.

Au niveau régional, nous trouvons les mêmes figures. Phil Baskin, un avocat et un troubleshooter du Parti démocrate à Pittsburg et en même temps membre actif dirigeant de l'ADL en Pennsylvanie occidentale dut démissionner comme actionnaire de sa propre entreprise après que le bruit eut couru qu'il avait participé à une tentative de faire parvenir une importante commande immobilière à "Nicky" Sands, un gangster clef de la famille Gambino de New York.

De même Paul Lipkin, président de la direction régionale de l'ADL en Virginie est digne d'être mentionné. Lipkin travailla des dizaines d'années comme avocat du juif Arthur "Bootsy" Goldstein, le roi de la pornographie de Norfolk. Goldstein fut arrêté 85 fois.

L'ADL n' a jamais éprouvé la moindre gêne pour enrôler ces criminels dans ses rangs. Au contraire, elle donne des décorations à des gens comme Dalitz et qualifie d' "antisémites" tous ceux qui condamnent ses liens avec le crime organisé.

LA POLITIQUE D'ISRAEL CONFIRME LA VERACITE DES PROTOCOLES DES SAGES DE SION

Israël et les sionistes occidentaux s'offusquent continuellement du fait que les Protocoles des Sages de Sion peuvent être vendus librement dans les pays arabes musulmans et qu'on considère cet écrit chez les Arabes musulmans comme un document très instructif car on peut mieux comprendre grâce à lui le contrôle sioniste rigide sur la politique et sur l'opinion publique occidentales.

Je voudrais à présent soulever une question primordiale à laquelle je m'efforcerai de répondre le plus objectivement possible : Les Protocoles sont-ils réellement un faux fabriqué par la police secrète du Tsar, l'Okrana, comme l'affirment les sionistes ? Ou cette dernière affirmation n'est-elle qu'un mensonge de plus de la part des sionistes ?

Il faut d'abord bien établir ce qui suit : Par les Protocoles, on entend le document secret qui

doit avoir été rédigé en 1897 au premier congrès de l'Organisation mondiale sioniste à Bâle. Ce document était secret parce qu'il était destiné uniquement à un cercle étroit de maîtres secrets et non au public, et certainement pas aux non juifs.

Dans ces mystérieux Protocoles, il est exposé d'une manière très détaillée et cynique comment les leaders juifs collaborent tous ensemble dans tous les pays surtout dans les pays chrétiens avec une minorité juive relativement importante, pour affaiblir et anéantir l'ordre de la société et préparer ainsi des bases pour une domination mondiale juive. Ceci s'accorde d'ailleurs totalement d'une manière saisissante avec plusieurs citations de la bible juive, de l'Ancien Testament, par ex. avec : Isaïe, 60, 10-12 où la royauté future de Sion est décrite comms suit :

"Les fils de l'étranger rebâtiront tes murailles
Et leurs rois seront tes serviteurs ;
Car dans ma colère je t'avais frappée
Mais dans ma bienveillance, j'ai eu pitié de toi.
Et tes portes seront toujours ouvertes
Le jour ni la nuit elles ne seront fermées
Pour t'amener les richesses des nations
Et leurs rois pour les conduire.
Car la nation et le royaume qui ne te serviront pas périront
Et les nations seront exterminées."

La description d'une domination mondiale juive où tous les autres peuples seront esclaves, ou s'ils se révoltent, seront exterminés, n'est pas à considérer comme une monstrueuse invention mensongère de méchants antisémites, mais sort de l'écriture sainte des juifs et est exprimée dans leur bible par le prophète le plus grand et le plus cité : Isaïe.

Dans la Torah aussi, le plus saint des livres juifs, nous retrouvons souvent cette description d'un futur gouvernement mondial juif. Par ex. dans le 5e Livre de Moïse, 33, v.29 :

"Heureux es-tu, ô Israël !
Qui est comme toi, peuple vainqueur ?
En Yahvé est le bouclier qui te secourt
Et l'épée en marche qui te mène au triomphe.
Tes ennemis voudront te corrompre
Mais toi, tu fouleras leurs os."

La cruauté des juifs est mise en évidence dans la Torah, comme dans le 4e Livre de Moïse,

23, 22-24 :

"Dieu le fait sortir d'Egypte,
Il est pour lui comme des cornes de buffle.
Car il n'y a pas de présage contre Jacob
Ni de sortilège contre Israël.
alors même qu'on dit à Jacob
Et à Israël : "Que fait donc Dieu ?"
Voici qu'un peuple se dresse comme une lionne
Qu'il surgit comme un lion :
Il ne se couche pas qu'il n'ait dévoré sa proie
Et bu le sang de ceux qu'il a tués."

A différents endroits de la bible juive on chante le poème sublime de la haine sanguinaire et on décrit par la louange comment Israël sèmera la discorde et les conflits chez les peuples étrangers. Qu'on se réfère à Isaïe, 19, 1-4 où le Seigneur parle par la bouche de son prophète au peuple élu :

"J'exciterai les Egyptiens l'un contre l'autre
et ils combattront frère contre frère,
ami contre ami, ville contre ville,
Royaume contre royaume.
L'Egypte perd la tête
Et j'abolis son habileté.
Ils consulteront idoles et enchanteurs,
Nécromants et sorciers.
Je livre les Egyptiens
Aux mains d'un maître dur
un roi cruel les dominera,
Oracle du Seigneur Yahvé Sabaoth."

Dans le même chapitre 19, v. 14-17, on décrit comment les juifs ont jeté chez les Egyptiens la crainte et la peur avec l'aide et la bénédiction du Seigneur :

"En eux Yahvé a répandu
Un esprit de vertige.
Ils font divaguer l'Egypte en toutes ses entreprises
Comme divague un ivrogne vomissant
Et l'Egypte ne peut plus rien réussir

de ce que font la tête et la queue, la palme et le jonc
Ce jour-là, les Egyptiens deviendront des efféminés, saisis d'effroi et de terreur, en voyant se dresser la main que Yahvé Sabaoth lèvera contre eux.
Le territoire de Juda deviendra la terreur de l'Egypte. Toutes les fois qu'on le lui rappellera, elle sera prise d'épouvante à cause du dessein formé contre elle par Yahvé Sabaoth."

Par ces citations hautement probantes de la bible juive, il est évident que tout ce qui se trouve pour l'essentiel dans les Protocoles de Sion, ne fait qu'un avec les croyances de la religion ancienne juive originelle, en particulier que les juifs veulent obtenir un gouvernement mondial par la ruse et le sapage moral des sociétés non juives. La pensée des Protocoles repose entièrement sur la bible juive et ne constitue absolument pas une méchante calomnie de la croyance et des préceptes religieux juifs !

Il faut toujours tenir devant les yeux que si les propagandistes sionistes pleurnichent en larmoyant que les Protocoles seraient un faux commun machiné par de sombres antisémites qui visent à noircir les juifs et à exciter la haine contre eux, on trouve des citations ignobles écrites par le peuple d'Israël, qui démontrent une avidité cynique de puissance inhumaine dans l'écriture sainte du peuple juif, dans la bible elle-même. où ils célèbrent un dieu épouvantablement cruel qu'ils considèrent comme leur protecteur.

Les juifs qui se plaignent tellement que les Protocoles soient une pitoyable oeuvre antisémite, devraient d'abord régler leurs comptes avec leur propre bible et fustiger celle-ci comme une oeuvre de propagande haineuse sémite ! Sinon ils ne peuvent plus être crédibles mais se révèlent être de fieffés hypocrites !

Tournons-nous à présent vers les Protocoles eux-mêmes et posons-nous la question de savoir s'il s'agit d'un faux comme les sionistes l'affirment inlassablement depuis leur publication et surtout depuis le procès de Berne. (nous parlerons plus loin de celui-ci) Je veux d'abord expliquer comment ces Protocoles ont vu le jour d'après ceux qui les considèrent comme authentiques.

C'est un savant russe nommé Sergueï A. Nilus qui, le premier, publia les Protocoles. Il affirmait qu'il avait reçu en 1901 un exemplaire avec une inscription signée par les représentants de Sion du 33e degré, ce qui signifiait en clair qu'il désignait ainsi un ordre maçonnique juif. Ce document saisi en français lui aurait été donné par un major tsariste, comte et chevalier au Tribunal de guerre de Petersbourg, Alexis Nikolajewitsch Suchtin du Gouvernement de Tula.C'est ce que prétend Nilus dans son livre : "Das Grosse im Kleinem." Plus tard, en 1936, son fils a confirmé dans une déclaration qu'il avait été personnellement présent lorsque le comte Suchotin avait remis en mains propres le document à son père.

Madame Antonia Profyrjewna Manjakowskaja, parente du comte Suchotin, née Suchotina, veuve de l'amiral Manjakowsky, a dit dans les années trente de son exil en Yougoslavie que, étant jeune femme, elle avait souvent rendu visite à Sukotin et qu'elle avait été chez lui en 1895 donc deux ans avant le Congrès de Bâle lorque la soeur de Suchotin, Véra, de même que sa nièce Olga Wischnjewskaja, plus tard Lotin, avaient rédigé une copie des Protocoles secrets.

Vera Sukotina mourut dans la tourmente révolutionnaire mais Olga Lotin vivait encore dans les années trente à Paris. Mais elle était dans une maison de santé comme malade mentale et ne pouvait donner aucune interview. Madame Manjakowskaïa, une émigrée russe en Yougoslavie, écrivit deux livres, le premier en anglais avec le titre "Waters flowing Eastward" et le second en français sous le titre "Le juif, notre maître". Dans ces deux livres se trouve une lettre de Filip Petrowitsch Stepanow - procurateur du Saint Synode à Moscou durant l'époque tsariste - à l'écrivain américaine Louise Fry. Cet écrit date du 17 avril 1927. Stepanow y affirme qu'il existait déjà une copie des Protocoles en 1895.

Les Protocoles furent publiés pour la première fois à Moscou durant l'hiver 1902-1903. Le 28 août de même que le 7 septembre 1903, le journal russe Snanja (Savoir) publia une version abrégée et en 1905, Sergej alexandrowitsch Nilus rendit public le texte complet dans son livre sur l'Antichrist qui portait le titre "Le Grand dans le Petit et l'Antichrist comme possibilité immédiate de gouvernement" Sous le nouveau titre "Il se trouve à la Porte" parut en l'année fatidique 1917 une 4e version "La Lumière du Monde".

En 1916, l'auteur russe Georgij Butmi avait publié les Protocoles dans un livre qui connut déjà sa quatrième édition l'année suivante.

Tout ceci restait ignoré dans les autres pays européens où personne ne savait quoi que ce soit de ces mystérieux Protocoles. Seulement après la première guerre mondiale et la révolution d'octobre bolchevique, des fugitifs russes diffusèrent cet écrit aux Etats Unis, en Allemagne et dans d'autres pays. Cela provoqua une terrible agitation dans les cercles juifs. La supposition qu'il existerait un Protocole sioniste qui dévoilerait une conspiration juive au niveau mondial devait être clouée au pilori à tout prix comme une honteuse escroquerie. Pour les Protocoles, il ne pouvait s'agir que d'un faux né du cerveau malade et haineux d'antisémites.

La contre offensive juive fut ouverte le 25 février 1921. Ce jour-là, le journal sioniste américain "The American Hebrew" publia une interview du reporter juif Isaac Landman avec la princesse tsariste Catherine Radziwill qui affirmait que les Protocoles seraient une oeuvre rédigée par la police secrète de l'Okrana dans le but de légitimer des persécutions antisémites. Le 12 et le 13 mai, le journal Poslednjeje Nowosti "Dernières nouvelles", publia à Paris une nouvelle version provenant de la plume du comte français Armand du Chayla et dans laquelle les Protocoles étaient également considérés comme un faux.

Toujours en 1921, les 16, 17, et 18 août, le célèbre Times londonien publia une longue série d'articles du journaliste Philip Graves qui sont de la même veine. Ses arguments sont ceux des sionistes dont les gens naïfs sont abreuvés jusqu'à plus soif.

Les Protocoles des Sages de Sion, dit Graves, seraient une énorme tromperie agencée par un faussaire sans vergogne et peu doué puisque, pour lui, il s'agissait du plagiat d'un livre qui avait paru déjà en 1864 sous le titre "Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu". Son auteur était un avocat français nommé Maurice Joly.

Dans les trois articles du Times se trouvaient pluieurs colonnes d'extraits concordants des deux livres. On voulait démontrer ainsi que les Protocoles étaient un plagiat fondé sur l'écrit de Joly. Pour un observateur superficiel, il peut sembler que le faux est prouvé ainsi.

La série du Times se termine sur ces mots :

"Ce que notre journal fait comme révélation sur cette escroquerie sert uniquement à servir la vérité parce qu'il est extrêmement important que la légende des Protocoles soit liquidée. Maintenant que le faux est démontré de façon claire et nette, cette légende disparaîtra, nous l'espérons, dans les oubliettes de l'histoire."

Les sionistes naturellement jubilèrent à ces propos qui résonnent encore à nos oreilles aujourd'hui. Opiniâtrement, ils répètent la thèse que les Protocoles seraient un misérable faux reconnu comme tel, créé par un cerveau malade, haineux, aliéné d'un fanatique détestant les juifs.

Pourtant, l'affaire n'est pas si simple. Car, pour citer le grand Shakespeare : "Il y a quelque chose de pourri dans le royaume du Danemark". Il est interessant d'aller voir plus profond dans cette histoire et d'établir la vérité effective et pas seulement un semblant de vérité apparente.

Admettons qu'il s'agisse d'un faux et examinons point par point les arguments :

1) Le fait que le Times reconnu pour sa crédibilité et sa bonne renommée, s'intéresse précisément avec tant d'ardeur au problème et se présente en faveur du faux peut fort bien se comprendre si l'on sait qu'au moment même de la publication, à la mi-août 1921, la famille de banquiers juifs Samuel & Samuel acquit au sein du Times une influence économique prépondérante. Les séries pourraient avoir ainsi pour cause un motif économique.

2) Le Times déclara que le faux avait été découvert par un hasard étonnant et par un correspondant étranger au journal qui aurait habité Constantinople.Par un caprice du hasard, celui-ci aurait rencontré un Russe désirant garder l'incognito qui serait désigné à cause de cela Mister X. Le mystérieux Mister X d'origine inconnue aurait remis au reporter du Times un

livre paru 57 ans auparavant à Bruxelles en quelques centaines d'exemplaires.Alors l'homme du Times a vu clair, comprenant que les Protocoles des Sages de Sion étaient un pitoyable faux ; qu'un journal sérieux comme le Times n'ait jamais dévoilé l'identité des deux personnages clefs, celle du correspondant de Turquie de même que celle du Russe, le fameux Monsieur X démontre qu'il pourrait y avoir quelque chose de louche dans cette histoire.

3) Les citations rencontrées dans les deux écrits concordent quant au contenu mais non par l'expression. Si un texte présente des concordances de contenu et de sens avec un autre cela ne signifie pas qu'il soit nécessairement l'oeuvre d'un plagiaire. A qui viendrait sérieusement à l'esprit de qualifier de plagiaire le curé qui prend un extrait de la Bible et l'exprime ensuite avec ses propres termes ? Il s'agit de la même chose, mutatis mutandis pour un article de journal dans lequel un journaliste transcrit les déclarations de ses correspondants, etc.

Des personnes versées dans l'étude des textes bibliques peuvent prouver ici que le texte complet du premier livre de Moïse, chapitre 36, v. 31 et 32, correspond au premier chapitre des Chroniques 1, v.43. Y a t'il plagiat, faux ou duperie ?

Ne serait -il pas plus juste de parler de paraphrase ? Différents auteurs n'ont-ils pas parlé du même sujet en plusieurs occasions ?

D'après la tradition juive, le premier livre de Moïse a été écrit par Moïse lui-même tandis que la première Chronique fut couchée sur le papier seulement environ 860 ans après sa mort et a été redigée par Isaïe et Néhémie suite à la captivité à Babylone. Pourtant une personne sensée pourrait aussi peu parler ici d'un plagiat que dans le cas des correspondances de contenu entre l 'écrit de Joly et les Protocoles de Sion.

Qui était donc en réalité ce monsieur Maurice Joly, auteur du Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu ? Un avocat français si nous voulons bien croire le Times. Pourtant un chercheur allemand du nom de Gottfried von Beck affirme que ce Joly serait d'origine juive et qu'il a été circoncis suivant un rituel fort ancien sous le nom de Moses Joel. Il est né en France en 1831et, d'après les Mémoires de René Maureuil qui fut en France membre du gouvernement Polignac, il reçut déjà un poste en 1849 au ministère de l'Intérieur français. Maurice Joly alias Moses Joel était un ami intime d'Adolphe Isaac Crémieux, le célèbre fondateur de l'ordre franc maçon juif "Alliance israélite universelle"

Joly écrivit plusieurs pamphlets dont seul le Dialogue entre Machiavel et Montesquieu aux Enfers est encore connu aujourd'hui. Cet écrit satirique critique Napoléon III. En fait c'était aussi un plagiat : il paraphrase un texte paru 14 ans auparavant à Berlin sous le même titre dont l'auteur était le juif Jakob Venedy. Ce Venedy né à Cologne en 1805 résidait depuis 1835 à Paris. Comme Joly, il entretenait des relations intimes avec Crémieux et entra dans la Ligue mondiale israélite qui publia le joyeux message suivant : "Un nouveau royaume mondial,

une nouvelle Jérusalem règnera à la place des rois et des nations détronés !"

Ces deux textes qui présentent de telles analogies avec les Protocoles de Sion proviennent donc de la plume de sionistes pur sang !

5) La Ligue mondiale israélite fondée par Crémieux à Paris possédait en Allemagne une plus vieille filiale, l'Association pour la culture et la science juives. Un de ses membres fut un certain Baruch Lévy qui désirait réussir à amener le juif Karl Marx à collaborer avec cette association. Dans une lettre à Marx, Levy écrit :

"Le peuple juif est dans sa totalité son propre messie et acquerra la domination sur tous les autres peuples, domination dans laquelle fusionneront toutes les races et qui abolira toute frontière. Ceci est le véritable internationalisme. Une république universelle sera créée et dans cette nouvelle organisation, le peuple d'Israël représentera l'élément dominant car les juifs s'entendent le mieux à diriger les masses et à les faire progresser. Par la victoire du prolétariat, les gouvernements des nations tomberont peu à peu dans les mains des juifs. Toute propriété privée reviendra de cette manière aux princes d'Israël et à eux appartiendront les richesses des nations. Ceci est l'accomplissement d'une prophétie du Talmud où il est dit qu'à l'avènement du Messie, les clefs de la chambre du Trésor de tous les peuples seront dans les mains des juifs".

On pourrait ajouter ici que cela concorde entièrement avec le texte d'Isaïe 60 déjà cité où il est dit que les princes de tous les pays viendront à Jérusalem et y livreront leurs trésors. C'est aussi conforme au ton des Protocoles.

6) Les Protocoles durent être écrits d'abord en langue hébraïque et ont été traduits ensuite en français et en russe, avant qu'ils ne commencent à faire sensation d'une manière si fantastique peu après la première guerre mondiale. Dans le livre de l'Américaine Louise Fry, Les auteurs des Protocoles, il est affirmé qu'il s'agit d'un écrit qui aurait été esquissé au début du 19e siècle par Kahal, le gouvernement secret juif et qu'il aurait été remanié par le juif sioniste Ahad Haam alias Asher Ginsburg à Odessa. En l'an 1886, ce Ginsburg fonda une communauté juive nommée Beni Mosheh, les Fils de Moïse. Les Protocoles étaient bien connus dans ce cercle fermé. Entre autres, un juif russe Bernstein, émigré plus tard aux USA a attesté en 1922 devant le secrétaire de Henri Ford, William Cameron, avoir déjà lu les Protocoles en 1895 en russe à Odessa. Au cas où ceci serait vrai, cela contredit l 'affirmation de la Princesse Radziwill qui dit que les Protocoles auraient été fabriqués après la révolution d'Octobre par l'Ochrana.

7) Examinons cette Princesse Radziwill de plus près. Bien que son témoignage fut considéré comme crédible au Procès de Berne, elle était cependant une personne peu digne de confiance. Ceci ressort d'une étude accomplie par la défense même si, d'une façon étonnante,

le tribunal n'y accorda aucune importance. La Princesse aurait épousé un prince nommé William Radziwill qu'elle aurait envoyé promener en 1914. Ensuite elle épousa un ingénieur du nom de Karl Emil Kolb, divorça également d'avec lui aussi vite et saisit finalement un monsieur Danvin dans les liens du mariage. Son passé démontre, au bas mot, un caractère douteux. Déjà avant ses différents mariages, elle ne fuyait pas du tout la compagnie des hommes surtout si ses soupirants étaient puissants financièrement. Aux alentours de 1900, elle avait eu une liaison amoureuse avec le roi du diamant Cecil Rhodes avant de partir pour l'Afrique du Sud et la Rhodésie, pays qui doit son nom à ce même Rhodes (l'actuel Zimbabwé). Tout à fait en accord avec Cecil Rhodes, elle publia un journal intitulé "Greater Britain". Dans celui-ci, elle interviewe Lord Salisbury sur la situation politique en Afrique du Sud. Salisbury déclara dans cette interview que Rhodes devait être nommé premier ministre de la Colonie du Cap de ce temps-là. Elle montra au secrétaire privé de Rhodes une déclaration écrite signée par Salisbury de même qu'un télégramme émanant soi- disant de lui qui l'invitait à l'interviewer. Il fut établi plus tard qu'il s'agissait d'un faux que la princesse Radziwill se serait adressé à elle-même, la signature de Lord Salisbury étant imitée !

Ce ne fut pas la seule escroquerie que commit la dame ! En 1901, elle aurait falsifié la signature de Cecil Rhodes sur un chèque de plus de 29 000 livres ce qui représentait à l'époque une somme assez considérable. L'histoire éclata très vite et à cause de cette grave falsification de chèque elle alla passer 18 mois derrière les barreaux. On peut lire tout ceci dans le livre de Cecil Rhodes "His private life by his private secretary Philip Jordan" qui parut à Londres en 1910. L'oeuvre de Cecil Rhodes "The man and his work by one of his private and confidentials secretaries, Gordon le Sueur", parle du même sujet. A peine l'aventurière avait-elle quitté sa prison qu'elle recommença ses machinations frauduleuses. Entre autres elle fut arrêtée à New York à cause de deux affaires de fraude commises dans des hôtels. Devons-nous, même si elle a été un moment l'épouse d'un prince, considérer cette dame comme un témoin crédible lorsque elle affirme que les Protocoles sont un faux ?

8) Allons vers le témoin suivant, le comte du Chayla. Au procès de Berne, la défense put prouver que celui-ci avait été démasqué par le général russe blanc Wrangel comme agent bolchevique et condamné à mort ; grâce à l'intervention de l'ambassade française, il fut grâcié. Le comte affirmait que les Protocoles auraient été un instrument de propagande tsariste ; ceci doit être accepté avec la plus extrême méfiance car le gouvernement bolchevique affirmait déjà la même chose. Le régime rouge aussi dénonçait les Protocoles comme un faux. Le même régime condamna l'antisémitisme à la peine de mort.

9) Au procès de Berne de 1934-1935, on reprocha aux propagateurs des Protocoles de s'être servi d'une infâme falsification présentée comme un authentique écrit juif. Ce reproche fut exprimé surtout par l'Alliance juive de la Suisse et de la juiverie de Berne. Comme experts, les organisations juives avaient choisi un certain docteur A. Baumgarten, professeur de Droit à l'Université de Bâle ainsi qu'un écrivain pro-sioniste nommé A. Loosli. Fin octobre

1934, 16 mois après la déposition de la plainte, le tribunal invita 16 témoins qui s'exprimèrent dans le sens des plaignants juifs. Le 14 mai 1935, le tribunal rendit son jugement : les Protocoles seraient un faux et en plus de la littérature ordurière. Le président du tribunal avait refusé catégoriquement d'examiner la véracité des témoignages de la princesse Radziwill et du comte de Chayla et avait pris leurs affirmations pour argent comptant. A cause de cela, le procès tourna à la farce. Cela aussi parce que le tribunal refusa d'écouter 40 témoins produits par la défense. Les plaignants juifs purent agir à leur guise comme il leur plaisait.

10) C'est seulement deux ans et demi après le jugement, le 27 octobre 1937,qu' un des accusés, Silvio Schnell, réussit à faire reprendre l'affaire grâce à son avocat juridique Hans Ruef. La Cour d'Appel de Berne accéda à sa requête. Les deux avocats de la défense, Ruef et Ursprung, purent prouver entre autres que les témoignages produits par les plaignants juifs ne portaient en aucun cas la signature requise des témoins. En outre, il put être prouvé que les pièces russes que M. Loosli avait présentées au Tribunal étaient des copies non certifiées conformes qui comportaient un grand nombre de fautes de traduction et cela constamment au désavantage des accusés. L'avocat général déclara les objections des deux avocats tout à fait fondées. En novembre 1937, la Cour d'Appel de Berne, fit savoir que l'accusé Silvio Schnell était acquitté sans poursuite pénale parce que aucune preuve n'avait pu être produite contre lui par l'accusation.

Dans l'ordonnance du jugement, le président de la Cour d'Appel soutint que toutes les expertises tentant de prouver la véracité ou la fausseté des Protocoles étaient sans signification. A cause de cela, le plan de l'organistion juive fut contrecarré, elle qui avait espéré que la justice d'un état internationalement reconnu pour neutre comme la Suisse, à cette époque siège de la société des nations, reconnaisse comme juste la version sioniste sous la pression juive. Qu'elle y soit parvenue en première instance montre combien la puissance sioniste était forte déjà bien avant le prétendu holocauste et depuis cette puissance est devenue encore plus effrayante !

11) Le triomphe espéré par les juifs fut détruit par la décision de la Cour d'Appel qui confirma clairement que le juge en première instance n'avait en aucune manière compétence d'examiner l'authenticité ou la fausseté des Protocoles et de s'exprimer à ce sujet vu que ceci ne relevait absolument pas de sa compétence. Il s'agissait uniquement d'établir s'il était question de littérature obscène ou non.

Le fait que les héraults de la propagande sioniste piaillent sans arrêt dans le monde encore aujourd'hui que la fausseté des protocoles aurait été établie juridiquement à Berne est dans tous les cas une inexactitude puisque le jugement de la première instance a été annulé en deuxième instance. On pourrait seulement en conclure que les Protocoles sont de la littérature ordurière, verdict qui retomberait sur leurs auteurs !

12) Trois juifs orthodoxes- dont l'un s'est converti à vrai dire au christianisme- ont confirmé l'authenticité des Protocoles. Le premier fut Rudolf Fleishmann, (au nom prédestiné !) boucher de profession. et aide de rabbin. Il résidait dans la ville polonaise de Skoki et était l'ami de l'avocat général chrétien M. Noskowics. Déjà en 1901, Fleishman en la présence de celui-ci fit une déclaration solennelle.Le deuxième juif orthodoxe qui confirma l'authenticité des Protocoles - et cela même indirectement - fut le rabbin Grünfeld de la ville polonaise de Swarzedz. Celui-ci fournit la déclaration suivante typiquement juive à la demande de l'avocat général Noskowicz en 1906 :

"Mon cher Noskowicz, Vous êtes trop curieux et vous voulez en savoir trop. Nous n'avons pas la compétence voulue pour parler de ces choses et vous ne pouvez pas prétendre à apprendre quoi que ce soit : Soyez donc prudent pour la volonté de Dieu sinon vous mettrez en danger votre vie et celle de ceux qui vous sont chers !"

Le troisième juif qui confirma l'authenticité des Protocoles par une déclaration fut Sawelij Konstantinowitsch Efron qui avait fui en Yougoslavie devant les bolcheviques. Là il fit la connaissance d'un officier russe blanc, émigré lui aussi, du nom de Gregorij Dschepanowitsch. Efron avait été du temps des tsars rabbin à Vilnius en Lituanie. Cependant il se convertit au christianisme orthodoxe puis fit une formation d'ingénieur de mine. Il fut aussi un homme de lettres et écrivit sous le pseudonyme de Litwin entre autres dans la revue mensuelle "La Lumière" qu'il dirigeait lui-même comme rédacteur en chef. De plus Efron travailla pour la revue tsariste "Le Messager" et se créa une certaine renommée avec sa pièce de théâtre très anti juive : "Les contrebandiers". Par suite de ses activités publiées, il fut vilipendé par une campagne de haine juive ciblée et fut même un jour roué de coups par des gibiers de potence juifs.

Lorsque par la suite les bolcheviques arrivèrent au pouvoir et que les juifs purent à loisir passer leur colère contre leurs adversaires, Efron trouva le sol trop brûlant sous ses pieds et s'enfuit en Serbie où il trouva refuge dans un monastère proche de Petkovic. Il y mourut dans l'année du Seigneur 1926. Ce juif converti fit à l'officier russe blanc Gregorij Dschepanowitsch une déclaration formelle suivant laquelle lui, Efron, aurait connu le contenu des Protocoles déjà longtemps avant leur publication dans la presse chrétienne.

Les déclarations de ces trois juifs suivant lesquels l'authenticité des Protocoles était réelle furent présentées au procès de Berne par l'avocat de la défense Fleischhauer. Pourtant, comme d'autres témoignages, ils furent ignorés par le tribunal. Plus tard, il fut établi qu'Efron, en l'an 1921, avait soutenu dans un journal d'immigrés russes paraissant à Paris, qu'il s'agissait pour les Protocoles d'un véritable écrit juif. Il attirait l'attention sur le fait que tout juif croyant doit dire trois fois par jour la prière suivante : "Schaketz Tischakzenu, Sawe Tissawenu, Ki Cherem, Hu." C'est de l'hébreu et cela signifie : "Tu dois (il s'agit indubitablement de la croix) l'exécrer le plus profondément, elle doit te dégoûter le plus

profondément parce qu'elle est damnée. Pfui !". D'après les dires de ce juif Efron converti au christianisme, la haine des juifs envers le christianisme est enracinée si fortement que les juifs croyants sont poussés par leurs rabbins à dire tous les mensonges imaginables et à fomenter toutes les machinations possibles pour faire du tort aux croyants chrétiens. Rien que cela parle en faveur de la véracité des Protocoles.

13) Après avoir disserté aussi longtemps sur l'origine et la véracité des Protocoles, nous désirons à présent citer un extrait. Il s'agit du Protocole n° 7 qui s'occupe de la course à l'armement.

"L'intensification de l'armement et l'augmentation des forces de police sont essentielles à la réalisation des plans mentionnés ci-dessus. Nous devons arriver à ce que dans tous les états du monde sauf dans le nôtre, que seules les masses du prolétariat quelques millionnaires dévoués à notre cause fournissent policiers et soldats.

Dans toute l'Europe et avec l'aide de l'Europe sur les autres continents, nous devons exciter la sédition, les dissensions et l'hostilité mutuelle. Il y a à cela un double avantage : d'abord nous tenons ainsi en échec tous les pays qui savent bien que nous avons le pouvoir de créer les soulèvements à volonté et de restaurer l'ordre. Tous ces pays voient en nous une tyrannie inévitable. En second lieu nous embrouillerons par des intrigues tous les fils ourdis par nous dans les ministères de tous les gouvernements non seulement au moyen de notre politique mais par des contrats économiques et des obligations financières.

Pour atteindre ces fins, il nous faudra recourir à beaucoup de ruse et d'artifices pendant les négociations et les débats ; mais dans ce qui s'appelle le "langage officiel", nous semblerons adopter la tactique opposée et paraîtrons honnêtes et conciliants. Ainsi les peuples et les gouvernements des Gentils à qui nous avons appris à ne regarder que le côté brillant des affaires telles que nous les leur présentons, nous considèreront même comme les bienfaiteurs et les sauveurs de l'humanité. Nous devons être en mesure de contrer toute résistance d'un pays à notre égard avec des guerres contre les pays voisins. Si ces mêmes voisins devaient s'allier contre nous, alors nous devrons leur résister par une guerre mondiale."

Tout ceci fut écrit avant la première guerre mondiale ! Qui lit ce texte éprouvera un étonnement sans borne en voyant combien tout ce qui est annoncé s'est accompli dans les grandes lignes.

Cela ne s'accorde-t-il pas avec le fait que les sionistes ont accaparé la Palestine. et ont créé là-bas un état juif, Israël, qui mène, sous le couvert d'une politique démocratique, une politique de guerre tyrannique ?

Cela ne s'accorde-t-il pas en outre avec le fait qu'Israël a à ses ordres la superpuissance des

Etats Unis, qu'un démocrate ou un républicain siège à la Maison Blanche ? L'influence de la cinquième colonne n'est-elle pas ainsi qu'en Suède, d'une force inouïe ? Je me souviens du fait qu'avant les élections de 1988, les 4 grands partis démocratiques en Suède ont signé par la société Suède Israël interposée, un traité de confiance envers l'état sioniste. La suprématie du sionisme n'est-elle pas écrasante dans les medias occidentaux, dans les films, les théâtres, la littérature populaire et l'industrie des loisirs ?

Qui pourrait encore parler de hasard si on a devant les yeux le fait que le plus grand quotidien scandinave, l'Express, n'est que l'interprète des sionistes ? Cela ne s'accorde-t-il pas avec le fait qu'Israël attise les dissensions et l'hostilité entre les différents états non juifs, qu'il a jeté abondamment de l'huile sur le feu du conflit entre l'Irak et l'Iran, que cela sert la guerre froide entre les superpuissances pour se présenter comme un avant-poste occidental contre le soi-disant danger soviétique au Proche Orient, et s'assurer ainsi le soutien inconditionnel des USA ?

Point par point, nous voyons la véracité du 7e Protocole de Sion confirmée par les événements.L'information de telles réalités est d'une énorme importance puisque ces Protocoles ne sont pas disponibles ou même interdits de vente dans la plupart des états européens !

LE CINQUIEME PROTOCOLE

Le cinquième Protocole s'exprime comme suit :

" Quel genre de gouvernement peut-on donner aux sociétés pénétrées de toutes parts par la corruption, au milieu desquelles les richesses ne s'acquièrent que par les surprises de tricheries astucieuses, où règne la licence des moeurs, où la moralité est maintenue par des châtiments et non par des principes acquis, où les sentiments patriotiques et religieux sont remplacés par des idées cosmopolites ? Quelle autre forme de gouvernement peut-on donner à de telles sociétés si ce n'est la forme despotique que je vais vous décrire ;

Il faut que nous créions une centralisation très ferme du gouvernement de façon à tenir entre nos mains toutes les forces sociales. Ensuite nous réglerons automatiquement, par de nouvelles lois, toutes les fonctions de la vie politique de nos sujets. Ces lois aboliront les uns après les autres tous les privilèges et toutes les franchises, et notre règne sera marqué par un despotisme si majestueux qu'il sera en état d'écraser, en tout temps et en tout lieu, les récalcitrants ou les mécontents.

On nous dira que le despotisme dont je parle ne s'accorde pas avec le progrès moderne, mais je vais prouver le contraire :

Au temps où les peuples considéraient leurs souverains comme une pure manifestation de la volonté divine, ils se soumettaient sans murmure à l'autorité des monarques, mais du jour où nous leur avons suggéré la notion de leurs propres droits, ils commencèrent à considérer leurs souverains comme de simples mortels, l'onction sacrée cessa d'être regardée comme divine par le peuple auquel nous avons enlevé sa foi ; dès que nous eûmes ébranlé la croyance en Dieu, le pouvoir fut jeté au ruisseau, il devint la propriété publique dont nous nous emparâmes. De plus, l'art de gouverner les masses et les individus au moyen de théories, de grandes phrases, de soi-disant préceptes de vie sociale, d'étiquette et de toutes sortes d'artifices dont les Goïm ne peuvent saisir ni comprendre le but, cet art est une des particularités de notre génie administratif nourri d'analyse, d'observation et de telles subtilités de raisonnement que, dans ce domaine, nous ne pouvons avoir de rivaux, non plus que dans celui de l 'élaboration des plans d'activité politique et de solidarité.

A notre connaissance, la seule société capable de lutter avec nous dans cette science serait celle des jésuites. Mais nous sommes parvenus à la discréditer aux yeux de la foule stupide, comme étant une organisation apparente, tandis que nous sommes restés dans la coulisse, tenant occulte notre organisation.

En outre, qu'est-ce que cela pourra bien faire au monde que celui qui doit devenir son maître soit le chef de l'église catholique ou un despote du sang de Sion ? Mais à nous, le "Peuple élu", la chose ne peut être indifférente.

Une coalition universelle des Goïm aurait pu, à un moment donné, avoir raison de nous. Mais nous sommes désormais protégés de ce côté par des dissensions si profondément enracinées chez eux, qu'on ne peut plus les extirper. Nous avons mis en conflit leurs intérêts personnels et nationaux et aussi leurs haines de religion et de race, tous sentiments entretenus par nous dans leurs coeurs depuis de longs siècles. Grâce à cela, aucun Etat n'obtiendra nulle part de secours pour nous combattre, parce que chaque Etat croira qu'une coalition contre nous lui sera personnellement désavantageuse. Nous sommes trop puissants, il faut compter avec nous.

Les puissances ne peuvent conclure le moindre traité sans que nous n'y participions secrètement.

Le Seigneur a dit : "Par moi règnent les rois." Nos prophètes nous ont dit que nous avons été choisis par Dieu Lui-même pour régner sur toute la terre. C'est pourquoi Dieu nous a doués de génie ; il faut que nous puissions mener à bonne fin notre tâche qui est la conquête du monde par des moyens pacifiques. S'il se trouvait un génie dans le camp ennemi, il pourrait

cependant, nous combattre, mais un nouveau venu ne pourrait se mesurer à de vieux lutteurs de notre espèce et le combat serait entre nous d'une nature si désespérée que le monde n'en a encore jamais vu de semblable. Il est déjà trop tard pour leur génie

Actuellement, tous les rouages des mécanismes gouvernementaux sont mis en mouvement par un moteur qui est entre nos mains ; ce moteur, c'est l'or. La sceince de l'économie inventée par nos Sages a déjà prouvé que la puissance du capital surpasse le prestige de la couronne.

Le capital pour avoir le champ libre., doit obtenir le monopole de l'industrie et du commerce. Ceci est en voie d'être réalisé, dans toutes les parties du monde, par une main invisible. Un tel privilège donnera un pouvoir politique aux industriels qui, s'enrichissant de profits excessifs, opprimeront le peuple. De nos jours, il importe plus de désarmer complètement les peuples que de les mener à la guerre, d'utiliser à notre profit les passions qui s'éveillent que de les éteindre, de saisir et d'interpréter les idées des autres dans le sens voulu par nous plutôt que de les supprimer.

Le problème essentiel et secret de notre gouvernement est d'affaiblir l'esprit public par la critique, de lui faire perdre l'habitude de la réflexion qui détermine une opposition à surmonter, d'orienter ses forces vers la vaine éloquence.

De tous temps, les peuples, comme les individus, ont pris les paroles pour des actes. Ils se contentent des apparences et font rarement attention si les promesses touchant la vie sociale ont été tenues. C'est pourquoi dans le seul but de parader, nous avons organisé des institutions présentant une belle façade, c'est à dire des loges maçonniques qui démontreront éloquemment leur contribution au progrès.

Nous nous sommes approprié la physionomie de tous les partis à tendances libérales et nous leur avons fourni des orateurs qui ont tant parlé qu'ils ont fatigué leurs auditeurs et les ont dégoûtés d'eux ;

Afin de prendre en main l'opinion publique, il faut la rendre perplexe et exprimer de toutes parts tant d'opinions contradictoires que les Goïm non initiés soient perdus dans leur labyrinthe et finissent par conclure qu'il vaut mieux ne pas avoir d'opinion politique, que les questions politiques ne doivent pas être connues du public sous leur vrai jour, que cela appartient à celui-là seul qui dirige.Ceci est le premier secret.

Le second moyen de réussir à gouverner est de multiplier les coutumes, habitudes, passions, conventions populaires, de telle façon que personne ne puisse plus rien démêler dans ce chaos et que, par suite, les hommes voyant tout sous un aspect différent et donnant à toute chose une interprétation personnelle, cessent de se comprendre réciproquement.

Sur un tel terrain, l'inimitié des Goïm les amènera à se trahir entre eux à notre profit. La différence des points de vue est la meilleure créatrice des malentendus et des haines. Par ce moyen, nous sèmerons les dissensions dans tous les partis ; nous désagrégerons toutes les forces collectives qui refusent de nous obéir et de se soumettre à nous, et nous découragerons toute initiative personnelle, susceptible d'entraver notre oeuvre.

Il n'y a rien de plus dangereux que l'initiative personnelle ; si elle est géniale en quoi que ce soit, elle peut avoir plus d'action que n'en auraient les millions d'individus parmi lesquels nous avons jeté la dissension. Nous devons éduquer les Goïm de telle façon que, devant toute tâche qui exigerait une initiative personnelle, les bras leur tombent de découragement

La pression émanant de la liberté d'action que nous avons inculquée aux Goïms, affaiblit les forces quand elle se heurte à la liberté d'autrui ; il en résulte de sérieux échecs, des déceptions et des secousses morales.

Tout cela à la fin des fins, nous servira à lasser les Goïm à ce point que nous les obligerons à nous offrir le pouvoir international, pouvoir qui, par ses tendances et sa préparation, est susceptible d'englober sans heurts toutes les forces gouvernementales du monde et de former un supergouvernement. Alors, à la place des souverains régnants, nous mettrons un dictateur que tous considèreront comme l'administration supergouvernementale : Ses mains s'étendront dans toutes les directions, comme des tenailles, et son organisation sera si colossale qu'elle ne pourra manquer de dominer les peuples du monde ".

MON COMMENTAIRE SUR

LE 5e PROTOCLE

Dans le cinquième Protocole, il est mis en évidence que dans une société matérialiste, la corruption tout autant que la violence, est une manifestation courante qui doit forcément être dirigée par un gouvernement centralisé qui impose un contrôle sévère des particuliers. Puisque la morale générale a déjà été depuis longtemps décomposée, personne ne peut plus se fier à qui que ce soit.

Pense-t-on ici à l'état communiste au parti unique ou à l'état pluripartis démocratique muni de son appareil de contrôle qui surveille tout, par lequel de multiples informations sur chaque individu sont recueillies et emmagasinnées sur ordinateur ? C'est plus que probable ! et cela était déjà programmé dans le 5e Protocoleil y a presqu'un siècle car il y est dit : "Nous créerons une centralisation très ferme du gouvernement de façon à tenir entre nos mains toutes les forces publiques. Nous réglerons automatiquement par de nouvelles lois toutes les

fonctions de la vie politique de nos sujets."

Cette prédiction ne s'est-elle pas réalisée par le menu ? Déjà, il y a 20 ans, au Parlement suédois, deux nouvelles lois étaient décrétées par an. Aujourd'hui, environ mille nouvelles lois sont décrétées par an. De combien d'entre elles, le peuple est-il informé correctement et comment les apprécie-t-il ?

Il n'y a naturellement qu'une poignée de juristes capables de se retrouver approximativement dans ce fouillis de paragraphes et à savoir comment expliquer les lois toujours nouvelles. La majorité écrasante de nos concitoyens est livrée sans défense à ce déferlement juridique continu. Un citoyen qui n'enfreindrait pas quotidiennement une loi n'est pas encore né ! C'est tout à fait logique que le développement absurde du droit ne cesse de prendre de l'extension.

Plus loin, il est dit dans le 5e Protocole : "L'art de gouverner les masses et les individus au moyen de théories appliquées habilement, de grandes phrases, de soi-disant préceptes de vie sociale, d'étiquette et de toutes sortes d'artifices dont les Goïm ne peuvent ni saisir ni comprendre le but, cet art est une des particularités de notre politique."

Cela s'accorde-t-il avec les événements en cours ? De quelles théories et de quels raisonnements incompréhensibles aux Goïm s'agit-il ?

Nous avons d'abord le marxisme, création du juif Karl Marx avec ses nombreuses variantes comme la social-démocratie créée par le juif Lassalle et le marxisme révisé du juif Edouard Bernstein comme le flot continu de nouvelles formes marxistes fondées par les juifs Adorno, Reich, Marcuse et Fromm nommées "Ecole de Francfort" dont l'influence remarquable atteint même les Etats Unis.

Ensuite nous avons eu droit au libéralisme dont les initiateurs étaient en grande partie juifs comme Daniel Bell en Amérique, Isaac Berlin en Angleterre et ainsi de suite. L'école monétariste avec son gourou, Milton Friedmann, prix Nobel d'économie et conseiller du gouvernement chilien de Pinochet ne doit pas être oubliée. Très significative également est toute la troupe des philosophies anti-marxistes, néo-conservatrices, à commencer par celle du juif Friedrich A. Hayek, connu aussi comme prix Nobel d'économie, jusqu'au juif Karl Popper qui a rédigé la bible néo-conservatrice, néo-libérale, "La société ouverte et ses ennemis". Pire encore, nous avons la psychanalyse juive initiée par son fondateur le juif Sigmund Freud, puis par le juif Alfred Adler avec leur enseignement sur les complexes d'infériorité compensés et Arthur Janov avec ses thèses d'introspection approfondie, sa thèse du cri originel : il suffit de crier assez fort et de manière suffisamment furieuse pour jeter tout son lest d'états d'âme par dessus bord et pouvoir ainsi comme un jeune homme plein de vigueur recommencer sa vie pour se rendre, et le monde avec, heureux !

Une autre citation du 5e Protocole peut de prime abord rester incompréhensible : "Les nations ne peuvent pas agir individuellement sans que nous tenions toutes les ficelles dans nos mains."

Quelle signification profonde se cache sous ces mots ? Mais c'est évident ! Qu'on pense seulement aux puissantes organisations internationales riches d'influence comme l'Organisation mondiale du Sionisme et le Congrès Mondial Juif qui travaille étroitement en liaison avec Israël comme avec toutes les communautés juives répandues dans le monde, on s'apercevra que cette citation convient admirablement. Ecoutons ce que notre vieil ami, Nahum Goldmann, président de longue date du Congrès juif Mondial a dit dans son livre paru aussi en suédois en 1978, "Le paradoxe juif" :

"Un des buts principaux du Congrès mondial juif consiste à représenter chaque communauté juive peu importe l'endroit où elle se trouve, si elle n'est pas assez forte pour se défendre elle-même. Voilà pourquoi la plupart de nos interventions sont tenues secrètes. Par exemple, une vague d'anti sémitisme déferle-t-elle dans un quelconque état latino-américain, les juifs de là-bas nous prient d'intervenir rapidement. Nous nous adressons alors au ministère des Affaires étrangères des Etats Unis ainsi qu'à l'ambassade du pays concerné à Washington ou à Paris. Personne, ni l'état concerné ni les Américains, ne désire que notre intervention soit rendue publique. Il s'agit pourtant en l'occurence d'états formellement indépendants."

Nahum Goldmann ne confirme-t-il pas l'existence d'une puissance sioniste répandue sur le monde, qui se mêle des affaires intérieures d'états étrangers de la façon la plus éhontée qui soit pour imposer la volonté des sionistes ?

Dans le livre de Nahum Goldmann, on trouve plein de citations qui valent leur pesant d'or, par exemple :

"Les juifs sont les plus grands spéculateurs du monde. N'importe où une nouvelle citadelle du monde civilsé s'érige, les juifs ne sont pas loin. Lorsque cette citadelle s'est trouvée au Proche Orient, les juifs furent d'abord en Palestine, puis à Babylone et enfin à Alexandrie. Lorsque les Romains soumirent le Proche Orient, les juifs émigrèrent vers l'Europe, vers Rome et en Rhénanie. Plus tard, ils gagnèrent l'Amérique. Aujourd'hui, le Proche Orient est à nouveau un territoire précieux et c'est pourquoi les juifs sont à nouveau là-bas. On les rencontre partout où de grosses affaires de spéculation ont lieu dans l'histoire. .. A mon avis, la présence juive ne se limite ni à Israël ni à la diaspora seule, mais comprend les deux parties également. Mais Israël et la diaspora doivent être indépendants l'un de l'autre. Si le système scolaire juif dont j'ai parlé, devait devenir réalité, chaque étudiant juif devrait passer un an en Israël. Aujourd'hui déjà beaucoup d'universités ont accepté un tel accord et reconnaissent cette année d'études. Cela ne peut que conduire à un contact permanent et nécessaire entre Israël et les juifs de la Diaspora. La condition nécessaire est que l'hébreu devienne la seconde

langue parlée pour tous les juifs. La nouvelle culture hébraïque deviendra dans ces conditions une manière de civilisation mondiale qui empêche qu' Israël ne devienne un pays à mentalité provinciale. 18 % du peuple juif habite en Israël et plus de 80 % ailleurs. D'autres peuples, par exemple l'Arménie, ont connu le phénomène de la diaspora mais pas de la même manière.La diaspora juive est unique en son genre. Les juifs de la diaspora décident-ils demain qu'Israël ne les intéresse plus, le rêve s'effondrerait et Israël s'écroulerait aussitôt aussi bien économiquement que politiquement. L'Amérique continuerait-elle à soutenir Israël si les juifs des USA délaissaient leur propre pays ?

Lors de la création de notre état tout comme de notre armée, nous avons pu nous baser sur des modèles Cependant pour régler les relations entre Israël et la Diaspora nous ne disposions d'aucun modèle. Nous avons dû le créer nous-mêmes" (trad. du suédois, p. 91, 92de l'édition suédoise)

Et c'est le président de longue date du Congrès mondial Juif qui dit ceci ! Que désirez-vous de plus ?

Continuons notre examen du 5e Protocole Il est dit : "Le principal problème de notre gouvernement consiste à affaiblir le sens critique du public, à lui faire perdre l'habitude de la réflexion qui pourrait conduire à éveiller de la résistance, et à orienter leur esprit combatif vers la lutte fictive de la vaine éloquence."

Lorsque l'on lit cela, on se souvient des débats officiels parus dans les medias lors des campagnes électorales comme des manifestations des syndicats sur les lieux de travail ou des cours donnés dans les universités populaires : ces professionnels adroits n'utilisent comme cartouches que de vaines paroles, de la rhétorique. On ne trouve jamais une question importante débattue à chaud. A peine lui accorde-t-on un renseignement précis. Qui de nous n'a pas vécu cela une centaine de fois !

Dans le 5e Protocole il est aussi avoué sans fard quelle intention se cache derrière tout cela : on veut fatiguer les auditeurs et ainsi les dégoûter des discours. On peut trouver là la cause des discussions politiques si fastidieuses !

Il est dit plus loin dans le 5e Protocole : "Afin de prendre en mains l'opinion publique, il faut la rendre perplexe et exprimer de toutes parts tant d'opinions contradictoires et cela pendant si longtemps que les Goïm perdront la tête dans ce labyrinthe et arriveront à la conclusion qu'il vaut mieux n'avoir aucune opinion politique et que seuls peuvent comprendre la politique ceux qui les dirigent. Ceci est le premier secret."

Je pose ici une question de pure rhétorique : Peut-on imaginer un énoncé plus juste de la réalité sociale actuelle dans laquelle nous vivons ? Le secret qui se trouve dans le 5e

Protocole prend forme dans le chaos des exposés les plus confus et les points de vue les plus divergents sur le monde et sur Dieu qui sont répandus à dessein pour conduire la société toute entière dans l'obscurité la plus totale et pour faciliter à la clique dirigeante d'exercer le pouvoir auquel le nigaud participe en imagination ! En quoi consiste le deuxième secret ? Les Protocoles ne laissent pas cette question sans réponse : "Le deuxième secret dont nous avons besoin pour la réussite de notre gouvernement est le suivant : enflammer les tendances et les passions, exacerber les faiblesses nationales, rendre confus les objectifs des partis de telle sorte que personne ne puisse plus se retrouver dans ce chaos de manière à ce que finalement les hommes du peuple en arrivent à ne plus se comprendre mutuellement" C'est bien ainsi que l'on se comporte ! Voici notre société faiblarde dans laquelle ne règne pas seulement une surabondance de denrées et de services, mais également toutes imbécillités et camelotes imaginables présentées tantôt comme culture tantôt comme divertissement.jusqu'à ce que les hommes en perdent le sens commun. Mais les relations entre les humains dans la société moderne se perdent bel et bien et conduisent à une sorte d'homme névrosé de telle sorte que l'homme normal est regardé aujourd'hui comme une exception. De véritables troupes de psychologues et de psychothérapeutes sont lâchées aujourd'hui sur nos écoliers innocents. Mais les efforts de ces plombiers de l'âme changent-ils quelque chose au fait qu'environ ¾ des enfants peuvent être classés comme "perturbés psychologiquement" ? Comment a-t-on pu en arriver là ? Qui avait intérêt à ce que cela arrive ?

Où trouver le remède ?Aucune des questions primordiales n'est même posée car elle mettrait dans l'embarras ceux qui devraient donner la réponse. A la place, on nous offre un tas énorme de débats apparents qui peuvent à l'occasion effleurer les questions primordiales mais sans jamais aller à l'essentiel.

La situation critique que les Protocoles nous livrent dans leur description comme un phénomène, un nombre illimité de sociologues, de politologues et de médiologues. ne peuvent pas et ne veulent pas en tenir compte.

Comment se termine le 5e Protocole ? "Nous pouvons mener l'instruction des Goïm de telle sorte que devant toute tâche qui exigerait une initiative personnelle, les bras leur tombent de découragement. Avec tous ces moyens, nous lasserons les Goïm au point que nous les obligerons à nous offrir le pouvoir international, pouvoir qui, par ses tendances et sa préparation, est susceptible d'englober sans heurts toutes les forces gouvernementales du monde et de former un supergouvernement. A la place des souverains régnants, nous mettrons un dictateur. Il nommera l'administration supergouvernementale. Ses mains s'étendront comme des tenailles dans toutes les directions et son organisation sera si colossale qu'elle ne pourra manquer de dominer les peuples."

Ainsi cette vision de cauchemar est l'avenir que les sionistes nous ont concocté, le résultat d'une politique orientée. Atteindront-ils leur but ? Aucun mortel ne peut le prédire.

Cependant beaucoup de sonnettes d'alarme indiquent depuis longtemps que le sionisme travaille à instaurer une dictature mondiale totalitaire. Et le lobby sioniste des Etats Unis et de beaucoup d'autres pays est devenu tellement fort et influent !

LA PORNOGRAPHIE "DURE" EST BIEN AUX MAINS DES JUIFS !

Y a t-il une raison de supposer que les juifs occupent une place prépondérante dans le domaine de l'obsession sexuelle et que, bien plus que d'autres groupes ethniques ou religieux, ils s'attachent à toutes les variantes imaginables des débauches sexuelles ?

Si je parle ici des juifs ce n'est pas en raison de leur race ni en tant que peuple, mais bien comme d'un groupe d'hommes liés par une même idéologie ou religion.

Je veux considérer le judaïsme comme le communisme, le christianisme et l'Islam, comme une communauté universelle à laquelle on peut adhérer alors qu' on ne peut être juif qu'héréditairement, par le sang et la race.

D'après les chiffres officiels livrés par les synagogues des Etats Unis, il y aurait en Amérique quelques 6 millions de juifs, ce qui représente environ 2,5 % de la population.

Malgré leur nombre relativement peu élevé dans l'ensemble de la population, les juifs sont prédominants d'une façon incontestable dans certains domaines à l'intérieur de la communauté des Etats Unis.

Par exemple, dans l'industrie cinématographique, la télévision, la radio, la presse et la vie culturelle. De même qu'ils ont sous leur contrôle une bonne partie de la publicité et des maisons d'édition. Ce n'est pas une affirmation gratuite mais on peut la vérifier sans difficulté.

On ne peut reprocher aux juifs d'avoir acquis un tel pouvoir mais dans une démocratie, ceux qui gouvernent doivent admettre l'existence d'une opposition !

Mais peut-on parler de démocratie lorsqu'il s'agit d'une affaire aussi mal famée que la pornographie la plus dégoûtante qui n'est plus l'objet d'une quelconque censure depuis le milieu des années 60 ?

Est-ce que ce sont les juifs qui, ici aussi, donnent le "la" ?

L'importante revue pronographique américaine Screw qui propose à ses lecteurs toutes les

perversions sexuelles imaginables, dégoûtantes, est totalement aux mains des juifs. Elle est rédigée par des juifs et ses collaborateurs : journalistes, photographes et dessinateurs sont en majorité juifs.

Al Goldstein, le producteur et le rédacteur en chef de ce torchon disait, le 25 septembre 1989, dans l' interview d'une actrice porno, parue dans son propre journal: "Comme vous le savez, 85 % des acteurs dans les films pornographiques sont juifs."

Nous ne mettrons pas en doute une affirmation venant d'un spécialiste reconnu et qui est de plus lui-même juif.

Cet Al Goldstein a écrit un éditorial dans le même numéro de Screw, où il condamnait le président Bush pour sa décision de mener une campagne contre les bandes de la drogue et les drogués, sous prétexte que derrière cette campagne se cacherait en réalité une chasse contre la porno et le sexe. Par ce dernier terme, l'homme entend clairement toutes les déviations et les perversions sexuelles qu'il encourage lui-même avec tant de zèle. Apparemment il craignait qu'une lutte menée avec succès contre le mauvais usage de la drogue ne mette sa branche en difficulté !

Si l'on jette un oeil dans ce journal pornographique ou un production de cette espèce ou si l'on regarde un film pornographique "dur", dans lequel 85 % des acteurs principaux appartiennent au Peuple élu, on est facilement persuadé que c'est dans une tradition et une "religion" juives enracinées que s'expriment ici cette obsession sexuelle.

Cette impression se renforce encore si on lit quelques articles de cette presse ou que l'on parcourt le flot d'annonces dans les journaux émanant de clubs pornos.

Ainsi la réponse à la question de savoir si les juifs sont impliqués plus particulièrement comme groupe "religieux" dans le domaine de l' obsession sexuelle est "oui". La prédominance écrasante des juifs dans l'industrie pornographique s'est exprimée dans la suprématie juive de la psychanalyse attachée au sexe depuis Sigmund Freud, de même que par le nombre très élevé de juifs parmi les psychanalystes et sexologues ainsi que parmi leurs clients

LE REVISIONNISME HISTORIQUE

Par révisionnistes, on entend des personnes qui soumettent à un examen critique des représentations de faits connus à la lumière de connaissances nouvelles ou méconnues quant à leur importance. Des historiens qui méritent ce nom ne s'occupent ni d'opportunisme ni de propagande. C'est pourquoi ils sont souvent gênants pour le pouvoir en place qui aimerait

tellement les réduire au silence même si des méthodes comme la liquidation ou l'emprisonnement ne sont plus à la mode.

Dans le monde arabe et musulman, les représentants de la conception révisionniste ne sont pas taxés d'esprits confus, comme c'est le cas en Suède et dans les autres pays occidentaux à cause du contrôle sioniste sur les medias, quand ils examinent de plus près la thèse sioniste inlassablement répétée suivant laquelle 600 000 de juifs de même que quelques millions de non juifs auraient été gazés ou exterminés d'une autre façon durant la deuxième guerre mondiale par les Allemands.

En définitive, le monde arabe composé aujourd'hui approximativement d'1 milliard de personnes n'est pas soumis à la propagande sioniste. Là-bas, on conserve une vision des choses saine vis à vis des sionistes et de leur propagande.On sait là-bas combien souvent les sionistes changent la couleur du ciel en fonction de leurs intérêts et comment ils noircissent impudemment leurs adversaires.Par amère expérience, on est conscient dans le monde islamique qu'Israël et le sionisme international qui protège cet état usurpateur sont bâtis sur des mensonges. C'est pourquoi on n'y tient pas pour invraisemblable que les sionistes racontent des mensonges lorsqu'ils parlent des 6 millions de juifs assassinés dans l'Allemagne nazie. Pourqoi diraient-ils la vérité sur ce point alors qu'ils mentent comme des arracheurs de dents à d'autres occasions ?

A cause de cela, les productions de la recherche des auteurs révisionnistes occidentaux sont publiées et lues avec intérêt dans les états musulmans. On y lit aussi les Protocoles des Sages de Sion afin de mieux comprendre la prise de pouvoir des sionistes sur le monde entier.

Chez les Musulmans, il n'existe aucune censure sioniste qui décide de ce qui peut être imprimé ou non et les juifs ne décident pas ce qu'on doit croire et ce pour quoi il faudrait éprouver une "repentance" appropriée. on regrette seulement que le monde occidental soit tombé si bas, lui qui possède un passé culturel immense et un formidable développement technique, qu'il croit les centrales de propagande sionistes qui prennent les gens de l'Occident pour des imbéciles grâce à leurs histoires à dormir debout.

Une de ces histoires les plus absurdes raconte comment des millions de juifs ont dû marcher comme des moutons vers les chambres à gaz qu'ils pensaient être des salles de douches ! Les myriades de gazés auraient dû être brûlés dans des crématoires sans que les juifs qui attendaient au dehors ne remarquent quoi que ce soit ! Et cependant un nombre incalculable de juifs auraient survécu d'une façon miraculeuse aux camps d'extermination. Rien qu'en Israël, il y avait par moment plus d'une centaine de milliers de survivants d'Auschwitz !

Nous, Arabes, nous racontons volontiers des contes concernant le destin merveilleux de personnages et leur sauvetage miraculeux-qu'on songe seulement aux Contes des Mille et une

Nuits- mais nous sommes conscients que ce ne sont que des contes. C'est pourquoi tout ce qui est imprimé à ce sujet ne nous paraît pas forcément crédible. Lorsque les révisionnistes occidentaux considèrent les histoires sur les camps d'extermination comme un gigantesque mensonge, nous les écoutons avec intérêt sans trop nous étonner. Ils confirment même ce que nous avons toujours soupçonné : que l'histoire de l'Holocauste doit être quelque chose d'absolument faux. Cela sentait dès le début, le mensonge concocté par la propagande sioniste !

Nous, à Radio Islam, nous avons exposé par le détail les arguments que les révisionnistes avancent à l'encontre de la propagande sioniste. Nous avons entre autres donné un résumé de l'exposé de John Bennet bien connu en Australie, juriste très estimé en droit civil de même que nous avons exposé des déclarations entières de révisionnistes.

Celui qui écoute ces arguments sans idée préconçue, devra instantanément considérer la soi-disant extermination de 6 millions de juifs - la majorité d'entre eux auraient été tués dans des chambres à gaz - comme rien d'autre qu'un mensonge énorme de propagande que les sionistes et l'enseignement, grâce à leur pouvoir incroyable sur les medias occidentales, ont pu maintenir jusqu'à aujourd'hui.

Ce pouvoir est exercé par un terrorisme moral, psychologique et social. Ce qui signifie que celui qui ne croit pas à la légende de l'Holocauste est considéré comme un menteur dangereux qui doit être rejeté moralement et banni de la société.

Ce terrorisme ignoble, sournois (dont le mécanisme a été exposé dans les Protocoles des Sages de Sion) a été dépeint par l'écrivain génial britannique, Georges Orwell, dans le roman du siècle "1984" avec une clarté qui fait frémir. Nous devons absolument triompher de ce mensonge en toutes circonstances sous peine de perdre notre condition d'hommes libres ; notre démocratie dégénererait en farce grotesque, nous aurions seulement une démocratie de façade où les gens ne pensent plus librement, n'ont pas le droit de parler librement et n'osent plus défendre leur point de vue.

Une société dans laquelle les citoyens sont soit totalement dépourvus de sens critique soit intimidés au point de ne plus oser user de leur faculté de penser n'est plus une véritable démocratie, mais seulement une pseudo-démocratie.

Après ces brèves réflexions, tournons-nous vers les questions primordiales qu'a posées John Bennet.

1) Pourquoi devons-nous avoir foi en une histoire qui n'a jamais été prouvée mais seulement affirmée par une des parties concernées ? Aucun tribunal jugeant des causes de droit commun ne rend par exemple un jugement dans une affaire de meurtre si des preuves claires

comme le jour ne sont pas retenues contre l'accusé

Dans le cas de l'Holocauste, il s'agit d'un meurtre sans précédent commis par les Allemands, en fait l'extermination de 6 millions de juifs et en plus de quelques millions de non-juifs qui a été avancé sans que des preuves n'aient été présentées. Il n'y a rien d'autre que certaines affirmations, certains indices qui ne peuvent être considérés par un tribunal de droit commun, jamais, au grand jamais, comme des preuves de culpabilité. Il faut ajouter que le tribunal des vainqueurs à Nuremberg qui était chargé du jugement de l'équipe nationale socialiste n'était pas un tribunal impartial et qu'il n'a jamais présenté de preuves véritables.

2) Il n'existe pas un seul document prouvant que le gouvernement national-socialiste a ordonné de tuer les juifs parce qu'ils étaient juifs. Pourtant après la guerre, les Alliés ont saisi des tonnes de documents allemands qui prouvent clairement que dans le Reich rien ne fonctionnait sans preuves écrites.

Le président du Centre de Documentation juif de Tel Aviv, le docteur Arjek Probovi, lors du procès d'Eichmann à Jérusalem, le 15 décembre 1960, publia dans le journal juif de Paris "La Terre retrouvée", le texte suivant :

"Il n'existe aucun document signé ou d'Hitler ou d'Himmler ou d'Heydrich, qui parle d'une extermination des juifs.Les mots "extermination" ou "destruction" n'apparaissent pas dans la cékèbre lettre de Goering à Heydrich (du 31 juillet 1941) dans laquelle il s'agit de la solution finale de la question juive." Pourquoi ? Poser la question, c'est déjà y répondre : le gouvernement allemand n'a jamais publié un ordre pour l'extermination physique des juifs.

3) Mise en face de ce pénible dilemne, la propagande sioniste cherche à nous prouver qu'Hitler aurait donné un ordre oral à Goering pour l'extermination des juifs et que celui-ci aurait transmis l'ordre au SS Reichsführer Heinrich Himmler qui l'aurait transmis pour sa part oralement aux SS de grade inférieur.

A l'occasion de la conférence de Wannsee le 20 janvier 1942, cet ordre aurait été dissimulé sous la dénomination "déportation des juifs vers l'Est" La propagande sioniste affirme donc que le mot "déportation" aurait été un mot de code grâce auquel on a pu cacher au monde entier ce qui était planifié en réalité : un gigantesque massacre collectif des juifs.

Comment une aussi énorme opération a pu être possible sans directives écrites : là dessus les autorités gardent volontairement le silence. N'importe quel agent ennemi aurait pu répandre des rumeurs fantastiques du genre de :

"Tuez tous les généraux de la Wehrmacht. C'est un ordre oral du Führer. Il est strictement interdit de vérifier son authenticité pour des raisons de sécurité. Celui qui n'obéit pas, est un

homme mort."

Rien que la supposition qu'Hitler aurait donné oralement un ordre d'une telle importance est, et c'est un euphémisme, complètement idiote Les choses ne se passent spas si simplement dans un état autoritaire surtout en temps de guerre. Ceci doit être pris en considération par n'importe qui a un tant soit peu de réflexion. Mais on exige que nous croyions à cette idiotie !

4) Comment se fait-il que le mouvement de résistance allemand contre le national-socialisme, au premier rang pour les informations, en contact permanent avec l'état major d'Hitler, dont faisait partie Canaris, chef de l'Abwehr, n'ait pas su la moindre chose au sujet de cette gigantesque opération, l'extermination des juifs ?.

Comment se fait-il qu'ils n'aient pu donner aucune preuve permettant de stopper instantanément le massacre collectif ou au moins pourquoi n'ont-ils pas donné des informations aux alliés ? Poser la question, c'est à nouveau y répondre : il n'y a jamais eu de massacre collectif organisé de juifs ou d'autres hommes !

5) Comment se fait-il que le Vatican qui était en contact permanent avec le mouvement de résistance catholique polonais n'ait rien appris sur cette sanglante boucherie ? Pourquoi de même la Croix Rouge internationale à Genève n'a-t-elle rien su de cette extermination d'êtres humains à la chaîne ? Elle avait finalement envoyé en 1944, à Auschwitz qui se trouvait dans la Pologne occupée, une délégation d'observateurs spéciaux à cause de rumeurs de massacre collectif provenant de l'Organisation juive. cependant les délégués durent s'en tenir aux rumeurs. Dans ce cas aussi, la solution s'impose d'elle même : On n'a pas pu trouver une seule preuve d'un massacre collectif qui n'a eu lieu que dans les cerveaux malades des menteurs sionistes professionnels !

Il est terriblement important de démasquer l'imposture du gigantesque holocauste, selon laquelle durant la seconde guerre mondiale, 6 millions de juifs auraient été gazés ou exterminés. Radio Islam s'y emploie du mieux qu'elle peut. Elle a présenté une longue liste d'arguments dont chacun porte un rude coup au mythe. Chacun de ces arguments doit être examiné en détails

Voyons les plus importants :

1) On affirma après la guerre que tous les camps de concentration, ou au moins les plus grands, avaient été des camps d'extermination dans lesquels les juifs auraient été assassinés dans des chambres à gaz ou par d'autres moyens meurtriers. On affirma cela également au Procès de Nuremberg. : Des milliers de prétendues preuves, entre autres de témoignages visuels, et surtout les aveux des gens de la SS eux-mêmes, auraient étayé cette thèse. En conséquence de quoi, des hommes de la SS et d'autres Allemands furent condamnés à mort

et souvent exécutés

Dans les année suivantes, des faits nouveaux apparurent à la lumière, qui démontraient que les fondements du jugement de Nuremberg - pour parler avec réserve - avaient été fragiles. Toutes les preuves apportées là-bas se révélaient sans valeur ou fabriquées de toutes pièces. Les témoignages visuels étaient ostensiblement faux ou se contredisaient sur tous les points possibles. Les aveux des hommes de la SS avaient été obtenus par la brutalité des bourreaux. Ceci était particulièrement le cas pour les déclarations du témoin clef, Rudolf Höss, le premier commandant du camp d'Aushwitz

Son aveu obtenu dans une prison anglaise de même que ses notes écrites dans la prison de Cracovie servaient de preuves irréfutables de l'extermination collective. Il faut ajouter que l'ensemble du procès de Nuremberg a été une farce mise en scène par les sionistes.

Dernièrement, la preuve fut donnée par le meilleur des témoins que les révisionnistes auraient pu souhaiter, le Président du Congrès Mondial juif, Nahum Goldmann avec une candeur rafraîchissante. Nahum Goldmann écrit en effet dans son livre : Le Paradoxe juif, éd. de l'Europe, 1978, p.166,167, ce qui suit :

"Durant la guerre, le Congrès Mondial juif avait créé à New York, un institut pour les affaires juives dont le siège se trouve aujourd'hui à Londres. Ses chefs étaient 2 juifs lituaniens importants, Jacob et Nehemiah Robinson. D'après leur plan, furent développées deux idées révolutionnaires : le tribunal de Nuremberg et la restitution des biens par les Allemands.

L'importance de la cour du Tribunal international de Nuremberg n'est pas estimé aujourd'hui à sa juste valeur. Puisqu'il s'agissait de droit international, il lui était en fait impossible de juger des militaires qui avaient simplement obéi aux ordres qui leur étaient donnés. Ce fut Jacob Robinson qui eut une idée géniale : Lorsqu'il la soumit aux juristes de la cour suprême de justice américaine, ils le priprent pour un fou : "Qu'ont donc fait les officiers nazis de si extraordinaire ? demandèrent-ils. On pourrait s'imaginer Hitler ou à la rigueur Goering devant le Tribunal, mais tout de même pas de simples militaires qui ont suivi les ordres et se sont comportés en loyaux soldats. Nous avions la plus grande peine à convaincre les Alliés."

Parmi les plaignants "américains" de Nuremberg, la plupart étaient des juifs allemands qui avaient quitté le Reich durant les années trenteplus ou moins volontairement et qui à présent, essayaient de faire passer leur colère sur les Nationaux- Socialistes vaincus.

L'exemple le plus connu est Robert Kempner, décédé en 1993, qui entre autres mensonges, était probablement l'auteur du bluff du protocole de Wansee. Celui-ci aurait été découvert par un de ses collaborateurs. Les juifs, à Nuremberg, étaient à la fois plaignants, juges et bourreaux dans une même affaire, ce qui est totalement inconciliable avec les bases du droit

Au début des années 60, tant de faits avaient été mis en lumière que la situation devenait intenable pour les sionistes. Ils ne pouvaient pas s'empêcher d'avouer que quelque chose n'allait pas dans l'histoire de l'Holocauste. alors ils réagirent par une de leurs manoeuvres typiques de mystification : Eh bien, dirent-ils, c'est vrai les histoires sur les chambres à gaz dans le Reich allemand (avec le frontières de 1937) dans des camps de concentration comme Dachau, Bergen Belsen, et Buchenwald, ne tiennent pas debout. Mais tout ce qui a été dit sur les camps de la mort en territoire polonais est vrai à 100% !

Les sionistes avouent ainsi que les histoires de chambres à gaz de l'Allemagne de l'Ouest et les jugements qui s'y rapportent étaient des mensonges. D'innombrables personnes innocentes furent condamnées à cause de ces histoires, dont beaucoup à mort et une grande partie des condamnations à mort fut exécutée. En même temps, on nous somme de croire que sous l'occupation soviétique des condamnations qui eurent lieu étaient irréfutablement valides. Les menteurs sionistes désirent que nous croyions ces contes à dormir debout.

Dans beaucoup de cas, la même personne fut condamnée pour des crimes commis à l'Ouest comme à l'Est. Les plaintes pour crimes, en Occident seraient injustifiées alors que celles pour des crimes commis à l'Est seraient justifiées ! Cette thèse soulève des centaines de questions qui appellent chacune une réponse appropriée.

Si nous devons croire les racontars sur "les usines de mort" en Pologne, est ce à dire que la justice soviétique était meilleure que le justice démocratique anglo-saxonne ?

Devons-nous faire confiance à l'appareil judiciaire soviétique même si nous savons tous que la justice stalinienne était responsable de parodies de procès absurdes à Moscou et qu'en outre, de nombreux juifs au cours de ces séries de semblant de procédure, furent condamnés à mort et mis au poteau ?

Quelle personne sensée conserve aujourd'hui la moindre confiance dans la justice de Staline ?

2) Rien qu'à Auschwitz Birkenau, 4 millions de jifs auraient été gazés ou assassinés d'une autre manière. Ceci est confirmé entre autres par le juif Philippe Friedmann, ancien détenu d'Aushwitz, dans son livre : "This was Oswiecim" (London, 1946) Les régimes communistes de Pologne et d'URSS défendaient également le chiffre de 4 millions même s'ils affirment qu'une grande partie des 4 millions de victimes auraient été des non juifs et surtout des communistes.

D'après des statistiques allemandes précises, le nombre total des prisonniers transportés à Auschwitz entre 1940 et 1945, se monte à 363 000. e chiffre est avancé par le chercheur Gérald Reitlinger, juif britannique, auteur du livre de poche : "Die Endlösung" ("La solution finale"). Franciczek Piper, directeur du Musée d'Auschwitz, donne un chiffre supérieur :

environ 400 000, dans sa brochure publiée en 1992 : "Ilu ludzi zginelo w KL Auschwitz ?" Wydawnictwo Panstwowego Muzeum w Oswiecimu.) D'après cela, 4 millions ni même un seul million - nombre avancé aujourd'hui par les historiens officiels - ne pouvaient pas avoir été exterminés là.

De toutes façons, la mortalité à Auschwitz et surtout dans le camp annexe de Birkenau fut extrêmement élevée. A cause de la surpopulation du complexe des camps et du manque d'hygiène qui favorisa la propagation de graves épidémies de typhus exanthématique périodiques. La direction des camps ne parvenait pas à maîtriser les épidémies.En été 1942, jusqu'à 300 personnes par jour moururent de typhus et parmi elles des gens de la SS, ce qui conduisit à la fermeture momentanée du camp le plus à l'Est, situé à Monowitz, ainsi que de ses usines.

Qu'on se réfère au protocole du procès des usines IG- Farben. En 1943 aussi, 2 graves épidémies sévirent à Auschwitz et en 1944, le camp fut frappé d'une épidémie de typhus particulièrement dévastatrice. Le nombre définitif des victimes d'Auschwitz n'a pas encore été établi. En tous cas, les révisionnistes ne se fient pas aux chiffres sacrés qui ont été affirmés juridiquement et qui ne peuvent plus être discutés. Le débat est encore en cours !

3) On ne trouve pas en arrivant à Auschwitz ou dans n'importe quel camp national socialiste, une chambre à gaz qui d'après sa construction aurait pu être utiliséedans ce but. On n'a trouvé aucun ordre de construction, aucun dessin, aucun plande construction. Les prétendues chambres à gaz n'auraient pas fonctionné. En 1988, Fred Leuchter a entrepris avec une petite équipe la première recherche chimique des crématoires et des "chambres à gaz" d'Auschwitz d'Auschwitz Birkenau et de Majdanek. Il arriva à la conclusion que les "chambres à gaz" n'en étaient pas. L'étude "Gutachten uber die Bildung und Nachweisbarkeit von Cyanidverbindungen in den "Gaskammern" von Auschwitz" du chimiste diplômé allemand, Germar Rudolf fournit plein de détails et des preuves indiscutables. Elle peut être commandée aux Cromwell Press, 27, Old Gloucester Street, London. Rudolf y expose que tous les témoignages sans exception des témoins oculaires du gazage d'êtres humains contredisent les lois naturelles concernant le Zyclon B et que les chambres à gaz n'ont jamais été en contact avec le poison Zyclon B. Enfin on peut vérifier à travers cette recherche par des échantillons prélevés dans les chambres à gaz qui auraient dû contenir une quantité élevée de cyanide encore aujourd'hui, qu'il n'y en a aucune trace ou seulement une infime quantité telle qu'on peut la trouver à l'état naturel dans chaque demeure puisque le cyanide est un produit naturel.par contre, les échantillons prélevés dans les chambres de désinfection en contiennent encore aujourd'hui. L'expertise de Rudolf fut exposée en 1993 devant 306 professeurs de chimie d'université allemands. Aucun ne décela une erreur et il en fut de même pour l'Institut Max Planck.)

4) Les crématoires d'Auschwitz-Birkenau n'auraient jamais pu brûler 4 millions ou même

seulement 1 million de cadavres. Il n'y avait pas de fosses collectives dans les environs. Où sont donc passés, s'il vous plaît, les cadavres des victimes ? Le révisionniste italien Carlo Mattogno publiera en 1994 un ouvrage sur les crématoires d'Auschwitz qui présente les résultats des recherches effectuées durant de longues années. Selon Mattogno, le nombre théorique le plus probable de crémations est de 170 000)

5) Qu'il y ait eu un gazage collectif de juif planifié est tout aussi incroyable puisque on a vérifié que pluieurs centaines de milliers de détenus juifs des camps se sont exilés après leur libération en Israël et aux Etats Unis. Encore en 1967, il y avait, comme l'a fait remarquer le premier ministre israélien Levy Eskol seulement en Israël, 120 000 anciens détenus d'Auschwitz.

Sur l'aspect démographique de la question, on lira avec profit l'étude fracassante de Walter Sannings : "La dissolution" Edition Grabert, 1983 qui s'appuie presque uniquement sur des sources juives et alliées, qui montre tous les chiffres concernant l'exil juif d'avant guerre, de pendant la guerre et d'après-guerre et vérifie qu'une grande partie des juifs polonais "gazés" a été absorbée par l'URSS. Sannings arrive à la conclusion que, dans le Reich allemand, quelques centaines de milliers de juifs ont trouvé la mort.

Beaucoup de ces survivants ont écrit ensuite des livres dans lesquels ils décrivent l'exécution collective d'une manière grotesque. Nous désirons offrir un morceau de choix : la description de l'extermination des juifs par le juif hongrois, le Docteur Phil. Stefan Szende émigré en Suède durant les années trente dans son livre "Le dernier juif de Pologne" éd. Europa, 1945, p. 290 et s

Szende se réfère à un personnage témoin du nom d'Adolf Folkmann devenu le dernier juif de Pologne qui arriva en personne à l'abattoir de Belzec :

"L'abattoir se compose d'une aire d'environ 7 km. de diamètre. Ce terrotoire est gardé par des fils de fer barbelés et par quelques autres dispositifs de sécurité.. Personne ne peut s'en approcher. personne ne peut le quitter. Les trains chargés de juifs passent à travers un tunnel vers les chambres souterraines, lieux d'extermination capitale.

Tout leur est retiré. Les affaires sont nettoyées, inventoriées et naturellement envoyées pour satisfaire les besoins de la race des Seigneurs. Pour simplifierce travail compliqué et qui prend beaucoup de temps,plus tard tous les transportés furent livrés nus.

Les juifs nus étaient conduits dans d'immenses halls. Plusieurs milliers de personnes à la fois pouvaient remplir ces halls. Ceux-ci n'ont aucune fenêtre, ils sont en métal avec un plancher escamotable. Le sol de ces halls avec les milliers dejuifs était plongé dans un bassin d'eau qui se trouvait dessous, cependant pas assez profondément afin que les personnes sur le plateau

métallique ne disparaissent pas sous l'eau. Lorsque tous les juifs se trouvaient sur la plate-forme de métal, plongés jusqu'aux hanches dans l'eau, un courant électrique était envoyé à travers l'eau. après quelques moments, tous les juifs, des milliers en tout, étaient morts.Alors le plateau métallique s'élevait hors de l'eau. Sur lui gisaient les cadavres des exécutés. Un autre courant était envoyé et le plateau devenait brûlant afin de servir de cercueil de crémation jusqu'à ce que tous les corps soient réduits en cendres. Des grues puissantes soulevaient alors le cercueil de crémation et vidaient les cendres. De grandes cheminées d'usine aéraient la pièce. La procédure était terminée. Le prochain train attendait déjà empli de nouveaux juifs à l'entrée du tunnel. Chaque convoi transportait 3 à 5 000juifs parfois plus encore. Il y avait des jours où la ligne vers Belzec a conduit 20 ou plus de tels convois. La technique moderne triompha sous le règne des nazis. Le problème de savoir comment exécuter des millions de personnes était résolu."

Cette histoire bien caractéristique disparut bientôt après la fin de la guerre dans les oubliettes de l'histoire et le moulin à personnes fut transformé en chambres à gaz.

Mais le comble, c'est que, d'après la nouvelle version, les juifs auraient été tués dans les camps d' "extermination" de Belzec, de Treblinka et de Sobibor par des gaz d'échappement de moteurs diesel ! Alors qu'il est pratiquement impossible d'asphyxier des êtres humains avec des gaz d'échappement de moteur diesel parce que ceux-ci ne contiennent que très peu de CO et possèdent en outre suffisamment d'oxygène pour permetre de survivre. N'importe quel moteur à essence ordinaire serait bien plus efficace comme arme du crime ! Les escrocs de la propagande siçniste ont donc remplacé une absurdité par une autre. Sur le problème des gaz d'échappement des moteurs diesel, voir Friedrich P. Berg, "The Diesel Gas Chambers. Myth within a myth", Journal of Historical Review, Vol. 5, n°1, printemps 1984, p. 15 et sv.

Si nous examinons un peu attentivement les nombreuses biographies des "survivants" professionnels, nous trouvons quantité de choses très instructives ! Ainsi le socialiste autrichien et juif authentique Benedikt Kautsky a passé plusieurs années dans des camps de concentration sans encourir le moindre danger d'être gazé ! Sa mère mourut fin 1944, octogénaire, à Birkenau, de mort naturelle. Philip Auerbach,condamné pour haute trahison, ne fut cependant pas gazé, mais passa deux ans à Auschwitz ! Après la guerre, il fut traîné en justice en RDA pour cause de détournement de fonds et il mit fin volontairement à ses jours.

Le juriste américain, Stephen Pinter, lui-même juif, qui travailla pour le ministère de la Défense des Etats Unis et qui travailla après la guerre dans l'Allemagne de l'Ouest occupée et qui passa entre autres 17 mois à Dachau, a écrit dans le courrier des lecteurs au grand journal catholique "Our Sunday Visitor", le 16 juin 1959, : "C'est un mythe de propagande que d'affirmer que des millions de juifs ont été gazés par les Nationaux-Socialistes. De ce que j'ai appris pendant six années d'après-guerre en Allemagne et en Autriche ; j'ai pu conclure

qu'un certain nombre de juifs ont été tués mais on n'a même pas atteint le chiffre de 1 million.

J'ai interrogé des milliers de juifs, d'anciens déportés de camps en Allemagne et en Autriche et je me considère en ce cas comme qualifié."

Auschwitz et les autres camps "d'extermination" ou "camps de la mort" situés en Pologne ne furent jamais visités après leur libération par des enquêteurs ou des experts techniciens occidentaux ou neutres, parce que les soviétiques ne le voulaient pas. Seulement en 1988, à la demande des révisionnistes, la toute première visite de chercheurs eut lieu grâce à Fred Leuchter et à son équipe !

6) Il est très instructif que la propagande concernant l'extermination fonctionnait déjà pendant la guerre du côté juif dans les sommets. Déjà, en février 1942, le journal clandestin juif de la résistance "Veker" parlait d' une liquidation des juifs planifiée. Un autre journal juif de la Pologne occupée continua sur la même veine en 1942. Qu'on compare cela aux déclarations de Lucy Dawidowicz dans son livre "The War against the Jews"

Ces rumeurs furent dirigées vers les cercles sionistes en Suède, en Angleterre et aux USA de même qu'à l'Agence juive dans l'ancien territoire sous mandat britannique, la Palestine.

Le 29 juin 1942, des journaux occidentaux, entre autres le New York Times, publièrent un télégramme émanant de l'United Press dans lequel le Congrès Mondial Juif accusait les Allemands d'avoir installé en Europe de l'Est une gigantesque "schlachthaus" (abattoir) pour les juifs dans laquelle ceux-ci étaient exterminés, non pas gazés, mais fusillés !

Le 22 juillet de la même année, la presse annonça que Rooseveld aurait dit devant 20 000 personnes à New York, que les nazis s'apprêtaient à exterminer les juifs, mais qu'ils n'y réussiraient pas de même qu'ils ne réussiraient pas à rendre esclave toute l'humanité

Le 23 novembre 1942, un télégramme de l'United Press de Jérusalem annonçait que la presse de langue hébraïque avait parlé le même jour d'extermination en masse de juifs en Pologne, et des communiquésen provenance de l'Agence juive confirmaient une extermination systématique de la population juive avec une "commission spéciale d'extermination" dans les territoires frontaliers entre les parties de la Pologne occupées respectivement par les Allemands et les Russes. Des milliers de juifs à la chaine auraient été jetés dans un fleuve et se seraient noyés.

Le 13 décembre, on lisait dans le New York Times : "Rabbi Israël Goldstein déclare selon des documents authentiques qu'il y a déjà 2 millions de juifs assassinés par toutes sortes de méthodes sataniques et barbares et qu'il existe des plans pour une extermination systématique des juifs qui tombent aux mains des les nazis. Le massacre d'un 1/3 des juifs dans l'empire

d'Hitler et la ruine planifiée de tous les juifs résidant là-bas constitue un génocide sans précédent."

Dès lors les sionistes exercèrent sur tous les gouvernements une pression de plus en plus forte pour leur faire admettre l'existence d'une extermination collective. Dans des communiqués de presse du 18 décembre, il fut annoncé à Washington, que le jours avant, des membres des Nations Unies ont fait une déclaration commune dans laquelle la politique bestiale des Allemands d'extermination de sang froid des juifs était condamnée. Ainsi les deux démocraties dirigeantes, c'est à dire les Etats Unis et l'Angleterre, furent impliquées dans la propagande sur l'Holocauste. Le 20 décembre, la presse récidiva. Cette fois elle parlait de 5 millions de juifs qui étaient sur le point d'être exterminés. Les exécutions collectives sont réalisées entre autres par du courant électrique.

Plus tard on laissa tomber ces histoires de même que celles des chambres à vapeur dans lesquelles, au camp de Treblinka, plusieurs centaines de milliers de juifs auraient été assassinés (doc. de Nuremberg PS 3311). Les chefs sionistes qui avaient répandu cette absurdité sortie de leurs cerveaux dérangés utilisèrent la propagande d'atrocités pour favoriser une immigration massive de juifs vers la Palestine.

Ceci peut être prouvé par diverse déclarations publiques.

Ainsi Chaïm Weizmann, président de l'Agence juive, a dit, le 1er mars 1943, à Square Madison Garden, que les démocraties avaient maintenant, après l'extermination de 2 millions de juifs, le devoir incontournable de traiter, via les pays neutres, avec l'Allemagne pour arriver à ouvrir la Palestine aux juifs venant des pays occupés par l'Allemagne.

Le combattant pour la liberté

Le texte suivant, paru dans le "**Judisk Häxprocess i Sverige**" est du professeur Faurisson, le chercheur révisionniste le plus renommé aux côtés de l'Américain Arthur Butz. Faurisson a été professeur de Littérature française et critique littéraire à l'Université de Lyon. Il a produit plusieurs articles et plusieurs livres. Il s'occupe de la question des chambres à gaz depuis les années 60. Ses recherches donnèrent l'impulsion pour effectuer des expertises qui prouvèrent l'impossibilité technique par les lois naturelles des prétendus gazages d'Auschwitz. Dans ce texte, Faurisson dénonce le "saint" numéro 1 du sionisme international, l´escroc Elie Wiesel, comme un menteur malade et un propagateur de haîne notoire. Nous nous sommes servis de la brochure publiée par "Journal of Historical Review" (Post Office Box 2739, Newport

Beach, CA 92659, USA) :

"Ahmed Rami, le combattant pour la liberté marocain qui participa en tant que jeune officier à deux tentatives de putsh contre la dictature de la royauté corrompue de son pays, arriva comme réfugié politique en Suède.

Lorsqu'il arriva en Suède, il crut avoir réussi à atteindre un pays utopique où la démocratie sociale était une réalité, comme on pouvait le désirer à juste titre : avec une sécurité sociale gratuite, un soin permanent des personnes âgéespour tous, ainsi qu'une liberté de pensée complète, rafraîchissante.

Il voulait naturellement poursuivre son combat pour son idéal : la liberté et la justice, par sa parole et ses écrits, en tant que citoyen suédois.

Dans plusieurs livres et par le biais de ses émissions sur Radio Islam qu'il avait créée, il exprima des arguments en faveur des droits des Arabes opprimés en Palestine et s'opposa aux valeurs sionistes d'Israël.

Mais il n'avait pas compté avec la puissance sioniste dans les medias suédoises et il fut bientôt accusé de "manque de respect envers le groupe ethnique juif" et condamné à une peine d'emprisonnement de 6 mois !

Il ne passa pas sous silence l'offense à la liberté de pensée infligée par les puissants, au contraire, il dénonça dans un livre ce procès en sorcellerie dans notre temps moderne. En voici un passage ici traduit en français:"

LE PROCES EN SORCELLERIE INTENTE A RADIO ISLAM

En 1977, Radio Islam commença à émettre sur ondes courtes à Stockholm sous ma direction. Son but déclaré était d'informer sur la question palestinienne et de permettre la discussion sur des thèmes tabous du sionisme, l'usurpation et l'occupation juives de la Palestine.

Le judaïsme avec ses revendications politiques sur la Palestine et ses lobbys politiques repose en fait sur une idéologie politique, c'est évident. Le judaïsme joua un rôle tout à fait prépondérant dans la fondation et la continuité de l'existence actuelle de l'état d'Israël. Il s'en suit que les juifs sont des acteurs politiques sur la base de leurs organisations représentatives et par leur soutien à Israël. Pour cette raison, Israël et le judaïsme qui lui est associé doivent être examinés et soumis à une analyse sérieuse par leurs adversaires.

Dès le début, je poursuivais le but très ambitieux de faire de Radio Islam un forum pour le dialogue et la compréhension mutuelle de la Chrétienté, de l'Islam et du judaïsme. Pour atteindre ce but, j'avais interviewé sur mes ondes des leaders et des défenseurs connus des différentes églises et communautés, comme l'archevêque du diocèse de Stockholm, le directeur des programmes religieux de la Radio suédoise, Krister Hedin, et Soeur Marianne du couvent d'Alsike.

Soeur Marianne fut victime d'une campagne de sorcellerie haineuse menée par les medias dirigées par les sionistes à cause de sa position claire et courageuse en faveur de la justice au Proche Orient.Cette femme pieuse qui avait été considérée comme une sainte auparavant par les medias suédoises, fut bannie de facto de ces mêmes médias après son interview à Radio Islam. Un peu avant cet entretien,lors d'un sondage qui devait déterminer quelles sont les personnalités les plus influentes sur l'opinion publique, elle était arrivée en deuxième position après le Ministre de l'Etat.

J'avais désiré également avoir un entretien avec le rabbin supérieur émigré des USA à Stockholm, Morton Narrowe, au cours duquel je l'invitai à débattre sur les questions d'intérêts communs dans une émission sur Radio Islam. Pourtant la seule chose que je pus obtenir de ce leader juif fut une lettre laconique dont le contenu consistait en une seule phrase : "Je n'ai pas de temps à vous consacrer".

Ainsi le rabbin refusa de se mesurer dans un combat oral avec ses adversaires politiques parce qu'il ne voulait leur accorder aucun débat dans les medias habituellement dominées par les sionistes Par ce comportement prétentieux, il prouvait que les sionistes n'ont pas l'intention de se laisser entraîner dans un dialogue constructif et civilisé concernant le conflit palestinien.Les autorités sionistes ne se sentent à l'aise que là où des monologues stériles sont tenus par des sympathisants. Si un débat a lieu dans les medias occidentales sur la question palestinienne, on s'assure au départ que les participants sont des amis d'Israël, qu'ils soutiennent Israël et ne souhaitent que du bien à l'état hébreu.

On ne peut donc pas être un adversaire d'Israël ! Par exemple, une "critique" de l'invasion du Liban par Israël peut, lors d'un tel débat fictif entre sionistes et amis des sionistes, être justifiée et excusée car elle "fait du tort à Israël et menace son existence ainsi que sa morale."

Le conflit entre l'état juif et les Arabes est très rarement vu dans la presse occidentale du point de vue des Arabes et de leurs intérêts. Ce conflit représente un puzzle compliqué dans lequel la partie arabe reste tout à fait ignorée dans le monde occidental. Seule la sécurité d'Israël - jamais celle des Arabes ! -est prise en compte et provoque du souci. Les "groupes palestiniens" eux-mêmes en Suède, au sommet desquels se trouvent quelques trotskystes juifs et d'autres radicaux de gauche, ont publié une déclaration publique suivant laquelle ils s'inquiétaient de la morale d'Israël à cause de la politique de Shamir- si tant est que l'état

d'Israël puisse posséder quelque chose qui s'apparente à une morale !

Au milieu de ce débat stérile dû à la propagande sioniste, tout à coup, Radio Islam fait entendre sa voix ! Sans doute les circonstances décrites furent - elles la cause que Radio Islam a pris la liberté d'éclairer l'histoire du sionisme autant que celle de la Palestine d'une façon critique et ce, dans la perspective inhabituelle pour les Suédois, du point de vue islamique et arabe. Radio Islam parle des intérêts et de la sécurité des Palestiniens, des Arabes et des musulmans.

Etant musulmans et victimes du sionisme, les Palestiniens et Arabes rejettent en bloc la version juive qui est présentée sur le conflit palestinien. D'après cette version juive, l'existence même d'un peuple palestinien est niée de sorte qu'aux Palestiniens chrétiens et musulmans sont refusés les droits de l'homme légitimes.

Dans ses programmes, Radio Islam reflète le nouveau mouvement de réveil islamique et fait sienne sa prise de position. Chaque reconnaissance de l'état colonisateur d'Israël est désigné comme la reconnaissance du viol et de l'occupation de la Palestine par les juifs. (Le ministre suédois des Affaires Etrangères, Sten Andersson, a désigné le président de l'Irak de "voleur". Quel politicien suédois aurait le courage de désigner un leader israélien de "voleur" quoique Israël soit aujourd'hui le plus grand état gangster du Proche Orient ?)

La supériorité militaire des juifs et l'infériorité technologique des musulmans sont des phénomènes provisoires qui peuvent s'expliquer par des circonstances historiques déterminées. En principe, il n'y a qu'une seule solution au problème d'occupation et de colonisation et c'est la décolonisation !

Dans tout conflit entre juifs et non juifs, que ce soit en Palestine ou ailleurs, il y a au moins deux partis. Dans le domaine politique des mass media ou de l'histoire écrite, on doit se tenir au courant des versions émanant des deux côtés et s'informer sur les droits, l'histoire et les points de vue des deux camps.

Si dans les temps anciens il était d'usage que les vainqueurs écrivent l'histoire des anciens royaumes sous forme de contes et de légendes a pris fin avec l'histoire moderne dont nous pouvons situer le début sous Ibn Khaldoun qui séparat l'histoire des "histoires"

Dans le cas du conflit actuel, on se comporte de telle façon que les juifs vendent leurs légendes religieuses juives comme "histoire". Le judaïsme représente un anachronisme, reliquat de la nuit des temps !

Pour obtenir une paix juste et durable, il est tout à fait indispensable de corriger la version de propagande sioniste de l'histoire qui est en cours, de la mettre en question et finalement de la

rejeter. Il s'agit là des fondements mêmes de la liberté de pensée et de recherche. L'histoire ne peut être avilie parce que au service de la politique et être compressée dans un corset de paragraphes. Il n'existe pas d' "histoire sainte". Une histoire digne de ce nom ne peut pas être transformée en croyance religieuse.

On ne peut pas interdire à des gens et à des chercheurs habituels de poser des questions, d'entreprendre des recherches et de discuter certains thèmes historiques et politiques. Les méthodes scientifiques doivent pouvoir être utilisées dans tous les domaines de la recherche historique et politique, indépendamment de l'hégémonie et de la supériorité militaire d'Israël.

Si la supériorité militaire actuelle des juifs empêche une solution pacifique, civilisée, rationnelle et juste du conflit palestinien, alors, on doit au moins se préoccuper de poser correctement le problème. Mais si les medias et l'histoire sont aux mains des juifs, la présentation du problème du même coup est par conséquent déformée

Pour paraphraser un mot célèbre de de Gaulle après la première victoire des Allemands en France : "Les musulmans ont perdu une bataille mais pas la guerre. La résistance contre l'occupant est un droit légitime, oui, même un devoir pour toutes les communautés jetées sous la domination coloniale".

La chasse aux sorcières contre Radio Islam illustre parfaitement le terrorisme intellectuel juif. Aussitôt que quelqu'un fait montre de courage ouvertement contre un tabou sioniste pour démolir ou critiquer radicalement le sionisme, le lobby juif bat le rappel de ses amis et des amis de ses amis pour faire taire la voix du gêneur.

Pour les sionistes, Radio Islam était un phénomène entièrement nouveau puisque quotidiennement un quelconque ami des Arabes avait le courage de parler sur les ondes, en suédois, de la concentration du pouvoir juif dans le monde occidental et de leur soutien à l'occupation barbare de la Palestine !

Qu'on se représente la scène : un musulman qui exerce son droit garanti par écrit de l'expression libre d'opinion et qui réellement le revendique !

De la même manière que les medias sionistes avaient mobilisé l'opinion publique en 1989 pour défendre le malheureux Salman Rushdie, les sionistes mobilisèrent peu après les intellectuels sur cette affaire, les cliques médiatiques ainsi que la justice pour mettre une muselière à Radio Islam.

L'éminent trompettiste de la propagande sioniste, Elie Wiesel, fit jouer ses batteries. Dans un article du journal l' "Express", il appela les medias et les auditeurs à boycotter Radio Islam et à l'assigner devant un tribunal.

La campagne de sorcellerie intentée contre Radio Islam commença dès les premières émissions. De toute la Suède,des centaines de plaintes affluèrent vers le Ministère de la Justice. Un "auditeur" juif de Göteborg (loin de Stockholm de 350 Km) où il était impossible de capter les émissions de Radio Islam, fit paraître une plainte de douze pages pleines avec citations tirées de l'émission de Radio Islam !

Partout, même aux Etats Unis, des délégations juives dansèrent devant les ministères de la Justice pour demander la fermeture immédiate du poste émetteur. Déjà en 1987, nous avions été sérieusement attaqués à la télévision par l'autorité sioniste, Per Ahlmark, un Suédois converti au judaïsme et on m'avait interdit le droit de réponse.

Le 27 janvier 1988, le journaliste Sune Olofson écrivit dans le journal "Svenska Dagbladet" ce qui suit : "Le ministre de la Justice hans Stark connaît le contenu des émissions de Radio Islam. Les personnes et organisations suivantes lui ont fait part de leur préoccupation : Gabriel Romanus, le Comité suédois contre l'anti sémitisme, Stefan Meisels, le Conseil central de la communauté juive, Gabriel Stein, l'ADL de même que le politologue Svante Hansson, résidant à Paris. Ils veulent tous arrêter Radio Islam."

Le Chancelier de la Justice Stark dit au journal "Svenska Dagbladet" : "Dans les émissions de Radio Islam, a lieu un débat sur la question palestinienne et nous devons pouvoir le tolérer. De telles questions ne peuvent être dissimulées en aucune manière. C'est ce que nous pourrions faire de plus dangereux."

Svante Hansson a examiné soigneusement pour le compte de la communauté juive les émissions de Radio Islam. Le représentant israélien auprès de l'ONU à New York, critiqua le gouvernement suédois dans un entretien public avec Per Ahlmark paru dans le journal sioniste suédois l' "Express" parce qu'il tolérait cette station de radio islamique.

Elie Wiesel, le prédicateur ambulant sioniste et le survivant professionnel de l' "Holocauste", plein de haine, s'en prit à moi dans l'Express ainsi que dans des journaux sionistes américains.

La loge franc maçonne juive du B'naï Brith tint en 1989 un congrès à Stockholm avec 500 participants, au cours duquel elle prit position contre Radio Islam derrière la campagne sioniste.

Puisqu'il m'était impossible de placer un mot dans les medias dirigées par le sionisme, j'ai publié trois livres : "Vad är Israël ?", "Israëls makt i Sverige" et "Ett liv för frihet". En 1988, le ministère de la Justice capitula finalement sous la pression juive devant leurs désirs et décida de porter plainte contre moi

Per Ahlmark, le porte - parole suédois numéro 1 des sionistes, déclara, le 31 mars de cette

année-là, dans le journal "Sydsvenska Dagbladet" que la campagne contre Radio Islam avait conduit "à une victoire pour nous. Nous avons enfin réussi à avoir les autorités de notre côté !"

Le point d'accusation était : "outrage à un groupe ethnique juif ". J'avais ouvertement fait sentir mon mépris pour l'occupation juive de la Palestine. On déposa aussi une plainte pour mon livre "Vad är Israël ?", entre autres parce que j'avais fait une caricature qui comparait l'ancien ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis Kissinger aux nationaux socialistes. "Par là, Ahmed Rami avait blessé le peuple juif en la personne de Kissinger"!

En plus du livre "Vad är Israël ?", les plaintes s'étendirent à 64 citations tirées des émissions de Radio Islam. Le procès commença le 5 septembre 1989 et dura plus de deux mois, en fait jusqu'au 14 novembre.Ce fut probablement le plus long procès de l'histoire suédoise. Tous les passages du programme furent joués devant le jury et les juges sur bande magnétique. Un acteur, Leif Stålhammar, lut le texte concerné de "Vad är Israël ?".

L'accusation avait appelé 4 témoins à la barre :

a) Le grand rabbin Morton Narrowe. Celui-ci approuva, entre autres, le fait que des soldats israéliens avaient fusillé des enfants palestiniens lors de l'Intifada parce que "les pierres que les enfants jettent sur les soldats juifs sont trop grosses." Le pieux rabbin montra avec les mains la grosseur présumée des pierres.

b) Le professeur en médecine juif Georges Klein. Un des arguments présenté comme témoignage fut que beaucoup de survivants juifs de l' "Holocauste" avaient souffert d'un traumatisme psychologique parce qu'ils avaient écouté les émissions de Radio Islam ! Le profeseur Klein se présenta lui-même comme une "victime de l' "Holocauste" donc comme un "exterminé". Il se lamenta : "Hitler nous a volé la vie par son holocauste et à présent Rami veut nous voler notre mort puisqu'il conteste cet holocauste."

c) L'historien pro-sioniste Jörgen Weibull donna le témoignage suivant : la critique d'Ahmed Rami contre les juifs était "inspirée par le nazisme et l'antisémitisme" et "la critique du judaïsme de Rami concordait tout à fait avec la critique du judaïsme par Hitler. Par conséquent le livre de Rami "Vad är Israël ?" devait être interdit comme avait été interdit "Mein Kampf" d'Hitler."

Les citations qui étaient selon le professeur Weibull inspirées d'Hitler étaient en fait des citations de l'Ancien Testament ainsi que des citations sur les juifs qui provenaient de Karl Marx, de Jésus, de Luther, de Voltaire, de Mahomed et d'autres personnalités et qui avaient été reprises par Radio Islam. Weibull objecta alors que les citations anti-juives de Karl Marx avaient été inspirées par Hitler ! On voit qu'un professeur d'histoire peut tenir en réserve

toutes sortes de surprises et qu'on peut attendre de lui de nouvelles connaissances scientifiques fort intéressantes !

d) L'ancien évêque, ami des sionistes, Krister Stendahl, professeur émérite des Universités de Boston et d'Harvard. Il fut appelé de Boston à Stockholm pour témoigner contre Radio Islam. Stendahl fit valoir entre autres, que l'interprétation de Rami de l'Ancien Testament qui faisait partie de sa critique d'Israël, était fausse et criminelle ; seuls les juifs possèdent le droit de se définir eux-mêmes et d'interpréter leur Ancien Testament !

Suivant cette contre-logique, les nationaux-socialistes seuls pourraient interpréter leurs propres textes et expliquer leur idélologie ! L'auto-définition des juifs ne contient-elle pas aussi le "droit" de revendiquer la Palestine, d'opprimer le peuple palestinien et de le détruire si besoin ? Cette auto-définition des juifs n'est-elle pas déjà une déclaration de guerre contre le peuple musulman et un acte d'agression contre les Palestiniens ?

En tant qu'ancien évêque de Stockholm, Krister Stendahl affirma que l'écrit de Luther sur les juifs et ses mensonges, de même que les thèses qui y étaient exprimées étaient une honte pour la chrétienté ! Le luthéranien Stendahl se montra pour l'auto-définition sioniste qui qualifie le sionisme de "mouvement de libération du peuple juif".

La définition par Radio Islam s'exprime, au contraire, un tout petit peu différemment : nous définissons le sionisme comme "une doctrine qui justifie l'annexion d'un pays étranger". Cette définition qui ne s'accorde absolument pas avec celle des sionistes indigna Stendahl

Plus loin, Radio Islam dit que la religion juive légitime le génocide des Palestiniens qui représentent une partie du monde arabe et de l'humanité en général et que le sionisme est un sous produit raciste, nationaliste et colonialiste du judaïsme.

Il tend à réaliser un commandement qu'on trouve dans le judaïsme et ses écritures saintes, dans la Torah et le Talmud,à savoir : réaliser dans les faits le "retour", de la "diaspora" dans la "terre promise". Le proverbe "L'an prochain à Jérusalem" comme les termes "retour", "diaspora", "terre promise" jouent un rôle central dans la religion juive.

Le plaignant appela Krister Stendahl à Stockholm pour qu'il puisse prouver que "l'interprétation de Rami de la bible était inepte !"

La défense produisit deux témoins : le professeur Jan Hjärpe de l'Université de Lund et le professeur Jan Bergman de l'Université d'Uppsala. Le premier dit entre autres, devant le tribunal, que les points de vue exprimés par Rami apportaient la position anti-sioniste dans le débat entre la Palestine et les juifs.

Bergman fit savoir que 6 membres féminins du parlement de tous les partis représentés au

gouvernement avaient demandé que lui, le professeur Bergman, écrive la préface d'une nouvelle traduction suédoise de l' Ancien Testament de même que ses commentaires sur l'image de la femme dans la bible juive

Les réactions du lobby juif ne se firent naturellement pas attendre. Le 2 mars 1990, la feuille juive "I Dag" écrivit : "Les organisations juives sont révoltées par cette proposition. Jackie Jakubowski, rédacteur du journal "Judisk Krönika" (Chronique juive) dit :

"C'est comme si on demandait aux Nazis d'écrire un chapitre sur la deuxième guerre mondiale. Le fait qu'un antisémite du Reichtag soit proposé pour faire des commentaires sur un des textes les plus sacrés des juifs constitue une énorme provocation. Le professeur Bergman a soutenu Radio Islam durant le procès. Maintenant il s'engage davantage et reconnaît ouvertement son antisémitisme."

Jakubowski est très bien placé pour faire de la propagande et pour parler de "révolte" et de "consternation" ! S'il désigne le professeur Bergman comme antisémite, c'est totalement inexact ! Il s'agit ici d'une truc éculé utilisé depuis belle lurette par les sionistes à l'aide duquel on diffame, faute de meilleurs arguments, les adversaires des sionistes et ce faisant on occulte la vérité sur ce qui se passe aujourd'hui en Palestine. Celui qui dit un mot contre les sionistes et leurs mensonges dans le monde occidental est tout de suite estampillé comme "antisémite".

Durant le procès qui m'était intenté, le gouvernement israélien envoya une dame haut placée du Mossad,organisation terroriste d'espionnage, en Suède. Elle s'appelait Hadassa Ben Itto et devait instruire le plaignant Per Håkan Bondestam sur les méthodes efficaces à utiliser pour réduire au silence Radio Islam.

Bondestam qui représentait au procès le Ministère de la Justice ne fit aucun mystère de sa partialité scandaleuse puisqu'il avait participé pendant le procès à un rassemblement sioniste organisé durant le congé du 4 octobre 1989 par les politiciens israéliens au centre juif de Stockholm.

Hadassa Ben Itto révéla après sa visite en Suède dans une interview accordée à la radio israélienne qu'elle avait invité le plaignant suédois en Israël où il devait participer à un cours sur le "combat contre l'antisémitisme" auquel des amis des sionistes de toute l'Europe ainsi que des USA avaient été conviés.

Je protestai clairement conte le fait qu'un plaignant se soit engagé politiquement durant le procès. Il rectifia le 5 octobre affirmant qu'il avait seulement voulu "s'informer". Pourquoi cet individu n'a-t'il visité aucune mosquée ni aucune ambassade arabe s'il leur accordait autant de valeur pour "s'informer" ? Pourquoi n'a-t-on pas envoyé le plaignant en Iran où il aurait pu s'informer sur la vision islamiste du cas Rushdie ?

L'accusateur principal s'était laissé égarer consciemment ou inconsciemment. Par ce fait il avait perdu son indépendance et entaché son honnêteté.Il s'était laissé manipuler par un certain lobby contre un adversaire politique. De cette manière, le jury ainsi que les juges ont été mal informés par de fausses informations qui lui ont été transmises par la machine de propagande sioniste et la propagande sioniste les avait transformer en point d'accusation contre moi

PARAGRAPHES CONTRE ARGUMENTS

Dans le monde occidental, les sionistes se servent de différentes lois formulées de façon nébuleuse et de formules toutes faites comme "incitation à la haîne contre une ethnie" ou comme en suédois : Hets mot folkgrupp, c'est à dire "provocation contre un groupe en raison de son origine ethnique ou raciale" afin d'étrangler toute critique de leurs objectifs. Dans beaucoup d'états occidentaux, des lois adaptées ont été promulguées sous la pression sioniste durant la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Dans pratiquement tous les pays où ils exercent leur influence, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, les sionistes ont fait promulguer des lois conformistes.

Depuis longtemps déjà, les sionistes avaient ainsi forgé des armes au moyen desquelles ils pouvaient réduire leurs adversaires au silence. Nous voyons ici combien le plan concocté dans les Protocoles des Sages de Sion est scrupuleusement suivi. Des lois qui musèlent sont votées afin d'interdire la parole à celui qui oserait critiquer l'état d'Israël et sa cruelle domination sur la Palestine.

On doit reconnaître sans ambage que les sionistes mettent en pratique leurs lois d'une façon vraiment diabolique. Grâce à elles, ils ne font pas qu'empêcher toute critique à leur encontre mais comme manoeuvre de diversion, on applique ces mêmes lois à d'autres minorités sans existence politique effective tels les tziganes.

Ainsi les sionistes peuvent se poser comme de véritables humanistes qui sont hors de tout soupçon de s'adonner à des préjugés racistes et autres vulgaires parti pris. Ce sentiment de supériorité des juifs à ce sujet est psychologiquement de grande importance pour beaucoup de Goïm.

Voici maintenant un autre coup génial des sionistes. Ils ont exlu de la protection par leurs lois antiracistes deux groupes de population : les Allemands et les musulmans, les Arabes et les Palestiniens. Ainsi le goy peut se féliciter de son manque d'à priori envers les juifs et les tziganes et laisser le champ libre à sa haine envers les Allemands et les musulmans.

Les mass media controlées et dirigées par les sionistes ont pour mission d'orchestrer la propagande juive. Nous en avons la confirmation chaque jour sous les yeux. Jour après jour, nous sommes, par le biais des media asservies, confrontés à des descriptions pleines de haine envers les Allemands. Qu'on s'imagine que ce soient les juifs qui soient présentés de cette façon dans des films et dans la presse ! Les employés des PTT devraient faire des heures supplémentaires pour arriver à endiguer le flot de lettres de protestations contre la haine raciale !

On excite de la même manière la haine envers les musulmans, les Arabes et les Palestiniens.

Le 24 mai 1989, le grand journal suédois "Dagens Nyheter" donna le compte rendu d'un discours sous le titre "L'apartheid musulman se propage". L'Islam représenterait une menace contre notre idéal d'égalité non encore réalisé et les musulmans sont décrits comme un groupe possédant une grande influence politique. "Les buts qu'ils cherchent à atteindre dépendent du degré de résistance qu'on leur oppose." Il s'agit ici d'un bel exemple du "nous" et du "ils" idéologiques que les sionistes condamnent pourtant sans relâche.

Plus loin, il est écrit : "La loyauté religieuse a chez eux une place prépondérante sur la loyauté envers leur nouvelle patrie." On reproche aux musulmans leur double loyauté. Qu'on agisse seulement ainsi vis à vis des juifs, cela serait qualifié d'ignominie !

Quelle hypocrisie répugnante ! L'article se termine sur l'affirmation que les musulmans veulent vivre en Suède selon leurs propres coutumes. Qu'on remplace dans cette affirmation les termes "musulmans" et "Islam" par "juifs" et "judaïsme" ! Nous nous trouverions devant la plainte qui a conduit au procès contre Radio Islam et mon livre "Vad är Israël ?" (Qu'est-ce qu'Israël ?)

Où se situe la différence entre mon livre et celui de Salman Rushdie ? Mon livre critique l'état oppresseur d'Israël et son idéologie. Pour cela, il doit, il faut, il est absolument évident qu'il doit être interdit ! Le livre de Rushdie "Les Versets sataniques" raille les musulmans opprimés, faibles et humiliés. Pour cela, il doit être, au nom de la liberté de pensée, loué et soutenu !

LA GLOIRE FUTURE DE SION

Après que la Cour de Justice m'ait acquitté en 1989 pour mon livre "Vad är Israël ?" et qu'elle ait déclaré au terme d'un procès qui dura deux mois que les plaintes à mon encontre étaient irrecevables, les sionistes se mirent en effervescence avant le procès important qui devait se passer le 4 septembre 1990 devant le tribunal de l'Oberland contre ma personne.

Le but principal de ce procès était de faire taire Radio Islam et moi-même. Les sionistes

voulaient créer un précedent pour détruire la liberté de pensée sur toutes les questions concernant la puissance juive et le sionisme.

Il est totalement impossible de défendre Israël dans un débat ouvert et libre ! Ma condamnation devait conduire à ce que les discussions publiques ne soient autorisées que dans des conditions dictées par les sionistes. Leur but était de donner le coup de grâce à la liberté d'expression et de pensée en Suède, cette liberté qui les gêne tellement ! Un débat libre n'admet pas une concentration des forces politiques, culturelles et médiatiques dans les mains des seuls sionistes. Une parole libre est l'ennemie mortelle de la dictature juive.

Le procès commença comme déjà dit le 4 septembre 1990 à Stockholm. Il dura 5 semaines et eut un très grand retentissement jusqu'au delà des frontières de la Suède. Il n'est pas exagéré d'affirmerqu'à ce procès, la direction a "été donnée pour l'avenir de la démocratie en Suède. Ma condamnation signifiait que les forces juives qui désirent créer une dictature totalitaire se heurtaient à peine à une certaine résistance. Il ne s'agissait pas seulement de défendre la domination sioniste en Palestine mais aussi leur pouvoir occulte en Occident et donc en Suède.

Pour Radio Islam et moi, il ne s'agit pas uniquement de la libération de la Palestine mais aussi de la libération de la Suède puisque nous luttons pour la démocratie, la liberté, l'égalité et les droits de l'homme pour tous les citoyens et que nous nous opposons à toute discrimination.

La liberté de pensée et l'égalité sont aujourd'hui menacées au premier chef par la franc maçonnerie dirigée par les juifs. Les sionistes essaient d'imposer dans le monde entier le modèle israélien de la "liberté de pensée" sélective et raciste dont les juifs et leurs complices profitent exclusivement.

Au procès, il ne s'agissait pas moins que d'exiger le droit d'exprimer librement son point de vue et de pouvoir dire la vérité. Personne ne m'a reproché la diffusion d'informations inexactes. Ma documentation s'appuie en premier lieu sur ceux qui se sentent insultés, c'est à dire les sionistes. Personne non plus n'a soutenu que j'avais raconté des absurdités sur des questions vaines. Les thèmes de mon livre sont : le pouvoir des sionistes comme le conflit du Proche Orient. J'y ai traité de ces sujets et des questions qui s'y rapportent. Seuls des gens peu consciencieux pourraient hésiter à classer ces questions parmi celles qui sont les plus importantes pour le destin de l'humanité. Il s'agissait de défendre la justice, la liberté, la démocratie de même que le droit des peuples et des gens face à l'injustice et à la barbarie.

Me suis-je rendu coupable d'autres infractions qui justifieraient une condamnation ? Ai-je répandu des choses contraires aux bonnes moeurs ou qui représenteraient un danger pour l'état ? Ai-je blessé l'intégrité morale de certaines personnes ? Non ! Rien de ce genre ne me fut reproché.

Il s'ensuit que mon unique crime avait consisté à dire la vérité. J'ai sorti de l'ombre des documents qui appartenaient aux sionistes eux mêmes. Pour cela, j'ai été cité devant le juge ! J'ai osé dire tout haut que le roi était nu !

Pour trouver quelque chose d'analogue à ce procès intenté contre moi, nous devons retourner au temps de l'Inquisition et aux procès de sorcellerie de la même époque qui eurent lieu en Europe du Nord protestante.

Comme procès semblable, il y eut le procès Dreyfuss qui a soulevé des tourbillons sans fin. Ceci malgres que Dreyfuss était coupable. Ce sont les juifs - Dreyfuss était juif- qui ont voulu annuler la première décision puis qui ont fait traîner le procès jusqu'à l'acquittement.

Cependant il y a une différence importante : il y avait alors encore en France des tribunaux libres et avant tout une presse libre. L'influence des juifs y était déjà très forte mais elle était plus cachée au public. Ces conditions n'existent plus du tout en Occident à nottre connaissance. Toute la puissance politique, culturelle, juridique et tout spécialement médiatique se trouve aux mains des juifs.

Comme exemples vécus en France, on trouve les nombreux procès concernant l'égalité des droits menés contre le Professeur Faurisson.

Faurisson est très estimé en tant que savant et professeur d'Université. Par ses travaux de recherche, il a prouvé avec une exactitude scientifique que le journal d'Anne Franck était un faux grossier. En outre il a démontré que l'affirmation suivant laquelle les Allemands auraient planifié la destruction des juifs et auraient exterminé 6 000 000 de juifs principalement dans des chambres à gaz était complèteùment fausse.

Personne ne peut contredire Faurisson d'une manière purement scientifique. Ses thèse reposent sur des documents invulnérables. Mais certains auraient été contents si Faurisson avait gardé ses connaissances pour lui. Cela Faurisson ne le fit pas. Il dit publiquement la vérité. Cela provoqua un chahut de tous les diables. (au sens propre comme au sens figuré) Les sionistes firent en sorte qu'il predit sa place à l'Université. Il fut agressé plusieurs fois dont une fois si gravement qu'il faillit mopurir, et sa famille fut accablée de toutes sortes d'embêtements. Bref, on connaît les méthodes sionistes ! Bien sûr il fut trainé plusieurs fois devant les tribunaux. Cependant en dépit de leurs efforts et de leur grande influence sur les gens de la Justice, les sionistes n'arrivèrent pas à faire condamner Faurisson pour la divulgation de fausses informations. Mais il fut condamné pour avoir osé divulguer la vérité.

L' "affaire Faurisson" commença en France fin 1978 et n'est toujours pas terminée. Un aspect intéressant de l'affaire est qu'aucuh Français n'est censé ignorer l'Inquisition du Moyen Age ou les procès en sorcellerie du 17e siècle, le procès Dreyfuss et les méthodes utilisées

aujourd'hui par les "dictatures". Et pour cause ! Ces désinformations sont propagées par les juifs ! Par contre un Français ou un Suédois même s'il occupe une situation importante au point de vue social ne connaît rien du cas Faurisson et du cas Rami. Et pourtant là, il s'agit de deux procès très importants de notre époque ! L'explication se trouve naturellement dans le fait que les sionistes ont créé un blocus total sur ces affaires dans les medias.

Les medias suédoises ont obéi servilement aux ordres que leur ont donnés leurs maitres sionistes. Elles n'ont donné sur les procès contre Faurisson et Rami qu'une image grossièrement déformée. Un écrivain sioniste suédois, Per Wästberg, marqua au fer rouge Faurisson avec le terme d' "antisémite mal famé".

Pour ce Per Wästberg, il ne s'agissait pas d'un poète anonyme mais du président de longue date du Pen Club international des intérêts des écrivains. Il profita ainsi d'une organisation très influente pour répandre ses mensoges sur une personn qui lui était livrée pieds et mains liées.

Ahmed Rami



Histoire, du Maroc, libérée, vue par Ahmed Rami, telle qu'elle devrait être enseignée dans les écoles d'un Maroc libéré !

Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami:

Autopsie de l'état parasitaire

- Hassan II est le fils de Glaoui
- La fille juive de Hassan II, et soeur de M6
- في الأيام المغربية: عن الإنقلابات
- Qund "moulay" Hafid se convertit au judaïsme...
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- رسالة الى محمد السادس
- في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
- في الخبر الجزا&رية: عن الإستعمار الجديد

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?
- Hassan II, agent du Mossad
- Ben Barka, Agent du Mossad

- Nouveau livre d´Ahmed Rami: "Une monarchie coloniale au Maroc"
- Le règne de Mohamed VI: Est-il différent de celui de son père?
- L'idéalisme d´Ahmed Rami

- Balafrej, agent du Mossad
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Le Mossad, une agence criminelle
- Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Political Cartoons

Pour contacter Ahmed Rami:
Stockholm, Sweden, Tél: + 46-708121240

HOME



AHMED RAMI:

L´occupation juive, les dictatures corrompues, les injustices et les persécutions des peuples sont

LE VRAI TERRORISME

Interview de l´hebdomadaire marocain *Almichaal* avec Ahmed Rami, publiée le 29 mars 2007

ألقاعدة - الإرهاب - المغرب - الصحراء - الدار البيضاء - البوليزاريو - احمد رامي - السويد - الديموقراطية - الدكتاتورية

Almichaal: **Quelle est votre analyse de l´explosion qui s´est produite dans un cybercafé de l´un des bidonvilles de Casablanca, le 11 mars 2007 ?**

Ahmed Rami: La situation économique, politique et sociale de notre peuple est tellement explosive que le Maroc, lui-même, est devenu, aujourd´hui, une véritable bombe prête à exploser à n´importe moment. Il ne lui manque plus qu´un détonateur! Les vrais responsables en sont ceux qui ont créé cette situation explosive. Les exécutants de cette explosion du 11 mars n´en sont que des " fusibles ", des "détonateurs" et des victimes. Je suis sûre que si la Suède était aujourd´hui occupée ou sous la dictature, elle aurait certainement connu les mêmes problèmes que nous vivons actuellement au Maroc! Alors, ce qui s´est passé à Casablanca, le 11 mars, n´est qu'un symptôme, parmi d'autres, de la grave calamité abattue sur notre pays et du mal dont il souffre. Au lieu de s ´attaquer à l´infection, le pouvoir essaye d´exploiter cet événement pour détourner l´attention des vrais problèmes.

Almichaal: **Quelle est votre lecture de l´apparition des actes "terroristes" en Afrique du Nord et au Sud du Sahara ?**

Ahmed Rami: Notre nation islamique est constamment agressée et humiliée, surtout par l´arrogance et l´occupation terroriste juive en Palestine . Nos peuples sont persécutes et violentés par des dictatures stupides au service de nos ennemis. Nous sommes occupés militairement (mécaniquement) en Palestine, en Irak, en Afghanistan, en Tchétchénie et en Somalie etc. Le reste de nos pays islamiques, et de nos peuples, vivent dans des grandes prisons et sont politiquement, c´est-à-dire "chimiquement" occupés . Donc, ce sont les dictatures terroristes locales - alliées à la domination étrangère - qui constituent le problème essentiel dont découle notre crise générale. Face à cette inacceptable et insupportable situation - qui n´a que trop durée - notre jeunesse ne voit aucun espoir d´un avenir meilleur ni aucun moyen ou instrument démocratique et civilisé de changement ou d´alternance du pouvoir. Nos peuples vivent sous des dictatures imposées par des régimes illégitimes et terroristes qui ne représentent ni leurs peuples ni les intérêts de leurs pays. En réalité, ce sont les régimes terroristes et les occupations terroristes étrangères qui exercent le véritable terrorisme: physiquement, policièrement, intellectuellement, politiquement et militairement. Ce qui me surprend, ce n´est pas l´explosion du 11 mars, c´est plutôt cette étrange et honteuse passivité de nos sociétés ainsi que l´absence d´une véritable résistance - à la hauteur des défis - de la part de notre société civile face à cette catastrophique situation qui menace notre existence même en tant que peuple et nation! Il y a eu - par exemple - des manifestations , en Occident, contre la guerre sioniste et l´occupation en Irak: car - en Occident - les citoyens ont la liberté d´expression. Chez nous, l´on terrorise des journalistes, au Maroc, parce qu´ils ont osé critiquer un président algérien ou libyen! Ainsi, par manque de liberté, on transforme nos sociétés et nos peuples en des cadavres qui ne réagissent plus et qui ne sentent plus la douleur! Dans les médias tolérés par ces régimes terroristes on développe actuellement une hypocrisie qui voit le monde à l´envers! Le terrorisme des dictatures des régimes au pouvoir et des occupations étrangères, les invasions et la trahison deviennent normaux, alors que la résistance et le patriotisme deviennent "terrorisme"! C´est ce qu´on appelle "la normalisation"... avec Israël!

Almichaal: **L´organisation d 'Al-Qaeida , existe -t-elle dans la région? Et quels sont les objectifs qu´elle espère atteindre?**

Ahmed Rami: À mon avis, il n´y a pas d´*Al-Qaeida* dans la région. Ce qu´il y a vraiment, dans la région, ce sont des régimes dictatoriales terroristes et illégitimes qui font le lit des mouvements qui leur parlent leur langage! Les conditions que ces régimes, fondés sur la violence, instaurent dans nos pays, développent une culture de violence et légitiment le " terrorisme ". En réalité, la vraie question qu´il faut se poser est: de savoir quels sont les objectifs des régimes actuels et d´Israël qui les manipulent ? Et quelle est la résistance adéquate qu´il faut leur opposer? La meilleure critique doit être par l´action! C´est-à-dire de faire mieux! En plus, cette résistance doit nécessairement se faire sur plusieurs fronts complémentaires. Le front politique ou le front médiatique - par exemple - ne sont que des fronts complémentaires et non uniques dans la résistance totale face à cette guerre totale que les ennemis de la liberté nous imposent!

Almichaal: **L´on dit qu´il y a des relations entre l´organisation d´Al-Qaeida et le front " Polisario ". Qu´en pensez vous?**

Ahmed Rami: Il y a certainement des individus et des groupes idéalistes qui essayent d´exercer leurs devoir de résistance face aux régimes corrompus, pourris et face à l´occupation politiques et militaire juive. Mais le "Polisario" n´existe absolument pas - ni dans sa création ni dans ses buts - comme un mouvement indépendant. Il n´est qu´un ramassis de méprisables vulgaires mercenaires politiquement prostitués . Il est la création et la marionnette du régime terroriste stupide algérien. En 1976 Boumédiene m´a invité en Algérie pour me proposer de prendre le commandement militaire du Polisario!! Ma réponse a été que: "si je voulais travailler pour un régime, je n´aurait pas tenté de renverser celui du Maroc et je n´aurai pas quitté mon pays". En plus, le régime terroriste algérien collabore officiellement aujourd´hui avec la grande marionnette

d´Israël, les États Unis, pour lutter contre ce qu´ils appellent le "terrorisme". Évidemment, Israël - en alliance avec le régime algérien et les autres régimes arabes - est "capable" d´infiltrer et de manipuler n´import quelle organisation dans le climat actuel - de manque de liberté et du "secret" - propices à tous les complots possibles pour diviser et anéantir nos états comme l´on voit aujourd´hui en Palestine, en Irak, en Afghanistan et en Somalie! On n´a qu´à se rappeler de l´*affaire Lavone* en 1954, pour savoir de quoi, de quelle perversion, les juifs sont capables pour atteindre leurs objectifs sataniques! La seule solution - pour sauver notre pays de tous ces conspirations - est d´y instaurer une vraie démocratie, la liberté d´expression et d´organisation politique pour tous les citoyens, y compris pour les islamistes!

Almichaal: **Considérant l´état actuel des choses dans la région , est-ce qu´Al-Qaeida pourrait infiltrer le Polisario et s´installer au sein des Sahraoui? La pensée Jihadiste d´Al-Qaeida existe-t- elle au sein des Sahraoui?**

Ahmed Rami: Ce qu´on appelle "Al-qaeida" n´est pas une organisation unie, centralisée, structurée et hiérarchisée avec un leadership et une stratégie définie. Nous pouvons même affirmer qu'*Al-qaeida* - telle qu´elle est présentée par les médias sionistes - n´existe pas. N´importe quel groupe ou individu peut se dire d´Al-qaeida , et n´importe quel action peut être accréditée à "Al-qaeida". Donc le Mossad et la" Sécurité Militaire "du régime algérien peuvent aussi abuser de ce nom pour intoxiquer, infiltrer et manipuler! Dans toutes les sociétés - même en Suède démocratique d´aujourd´hui - le pouvoir, pour être démocratique, a toujours besoin d´une vraie opposition sincère et forte. Donc - à mon avis - l´esprit Jihadiste (qui vient du devoir de Jihad) n´est autre chose que cette nécessité vitaleet ce droit démocratique de lutte oppositionnelle contre le mal, l´injustice et la tyrannie. La référence suprême - de tous les musulmans - est le Saint Coran, et non pas un individu, une organisation ou un mouvement politique. Dans les circonstances actuelles, le Jihad - tel qu´il est énoncé dans le Coran - est, et doit être, un devoir personnel pour tout musulman.

Almichaal: **Des journalistes étrangers prétendent qu´il y a une collaboration entre Al-Qaeida et le Polisario. À votre avis, s´agit-il là de simples spéculations ou d´une réalité?**

Ahmed Rami: C´est de la pure intoxication. Les médias juifs en collaboration avec le régime algérien essayent de mélanger les cartes et de semer la confusion. Il ne peut pas y avoir de relation ou de rapport entre un mouvement révolutionnaire islamiste et des putes mercenaires. Le "Polisario "ressemble beaucoup aux mercenaires traîtres "irakiens "qui sont venus sur les chars de l´invasion et de l´occupation américano sioniste et qui se sont, encore aujourd´hui, retranchés - en tant que "gouvernement" - à l´intérieur de l´ambassade américaine à Bagdad appelée "La zone verte". Ces mercenaires là , savent bien que leur sort est lié à celui de l´occupation elle même! Le "juge" kurde - qui a condamné Saddam à mort - vient de demander asile et protection à Londres! Et ces mercenaires du "Polisario", aussi, savent bien que leur sort est également liée á celui du régime terroriste "algérien" qui se comporte en force occupante en Algérie.

Almichaal: **Un "spécialiste" étranger, Aymeric Chauprade, parle d´un processus de métamorphose du "Plisario" qui est en train de se transformer du marxisme au fondamentalisme religieux. Cela est-il vrai?**

Ahmed Rami: Ces putes de lux - du Sahara - sont plutôt en train de passer du nomadisme géographique au "nomadisme" prostitutionnel politique! Les membres du " Polisario" - qui ont pris le maquis, comme les putes en général, dans les grands hôtels algériens - comme leur "zone verte" - et dans les hôtels de luxe européens - ne sont que mercenaires au service de l´impérialisme du régime stupide algérien. Les mercenaires n´ont ni idéologie ni religion! Ils vendent leurs services souvent au plus offrant! Si le régime terroriste algériens cessait de payer leurs soldes, ils déserteraient vers d´autres acheteurs

.

Almichaal: **À votre avis, pourrait il y avoir, dans un avenir proche, des négociations entre le Maroc et le "Polisario" en vue de résoudre le problème du Sahara? Et dans le cas où les Nations Unies acceptent le projet de l´autonomie, quelle sera, à votre avis, la position du "Polisario"?**

Ahmed Rami: L´on sait que le "Polisario" n´existe pas et qu´il n´est qu´un bluff du régimes algérien. À mon avis, le Maroc doit continuer à résister fermement aux sales et sottes manœuvres du régimes terroriste algériens qui visent notre intégrité territoriale nationale. Si le régime algérien décide de mettre fin à sa sotte politique contre l´unité territoriale du Maroc, et d´œuvrer intelligemment à l´unité du grand Maghreb, il n´y aura plus aucun "problème du Sahara". Je suis convaincu que c´est seulement la position et l'attitude du régime algérien qui vont compter. Et - même s´il devait y avoir des négociations entre le Maroc et le "Polisario", il ne s´agirait, en réalité, que de négociations indirectes entre le Maroc et le régime algérien. Et si l´organisation des Nations Unies adopte le projet de l´autonomie, seules les positions du régime algérien et celle du Maroc vont être décisives. Le Polisario n´est qu´un instrument du régime terroriste algérien!

Almichaal: **Avec l´accroissement des actes "terroristes" en Afrique du Nord, y a-t- il le risque d´une intervention américaine?**

Ahmed Rami: À mon avis, les États Unies ne pourront et n´oseront jamais intervenir au Maghreb. Ils vont certainement tirer des leçons de leurs expériences en Irak, en Afghanistan et en Somalie. Les américains s´empêtrent stupidement dans des conflits qui ne sont pas les leurs et pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. La légitime résistance - pour libérer la Palestine occupée par les juifs et démocratiser nos pays - ne constitue aucune menace contre les États Unies ou contre leurs intérêts nationaux. Peut-être que les Palestiniens - et nous mêmes – nous n´obtiendront notre indépendance et notre liberté que quand les américains auront eux-mêmes obtenu leur indépendance et leur affranchissement du lobby juif qui les gouvernent, les tyrannise, les trompe et décide ainsi de

leur politique extérieure.

Almichaal: **Le ministre des affaires étrangères algérien a déclaré le refus de son pays d´établire des bases américaines en Algérie. Pensez vous que Washington abandonnerai ses plans ou va - va-t-elle s´adresser à d´autres pays du Maghreb pour cela?**

Ahmed Rami: Dans les circonstances actuelles, les États Unis n´ont pas besoin de bases militaires en Algérie ou au Maghreb. Les régimes en places dans nos pays constituent déjà leurs bases "sécuritaires" "les plus sures" pour la protection d´Israël et non pas pour la protection des États Unis ou de leurs pays! En Palestine les USA et Israël sont en train de financer, d´armer et d´entraîner les mercenaires de Dahlan et d´Abou Mazen pour faire le sal boulot des occupants. En Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Somalie et au Liban, les juifs - manipulant les USA et les occidentaux - sont en train d´installer, d´armer et de financer leurs marionnettes, déguisées en "gouvernements" "démocratiques", qui feront le sale boulot des occupants, pour ne pas avoir besoin de présences ou de bases militaires sur place qui leur coûteraient cher et des victimes.
Voilà la vraie stratégie juive que l´on veut appliquer aussi au Maghreb! Le mot arabe "*Alqaeida*" veut dire "la base". Ben Laden n´a aucune "base" au Maghreb. Par contre Israel, et leurs instruments les USA, ont belle et bien plusieurs vraies "bases" en !Afrique du Afriques du Nord et dans la pluspart des pays arabes

Almichaal: **Quel est le rôle que pourraient jouer le Maroc et l´Algérie dans la stratégie américaine en Afrique du Nord, surtout dans le cadre de l'établissement du "commandement militaire américain en Afrique"?**

Ahmed Rami: Les seules puissances qui pourront, peut-être dans 30 ou 40 ans, devenir militairement concurrents des États Unis, sont la Chine et la Russie ensemble. Mais il semble que, actuellement, même la Russie - séduite par l´Amérique - soit dominée par les juifs.

Aussi, sous la domination juive, l´Union Européenne est-elle devenue une entité vassale des États Unis. L´attaque du 11 Septembre ne doit certainement être qu´une autre "*affaire Lavone*" juive, c´est-à-dire rien qu'une manipulation israélienne visant à pousser les États Unis à déclarer la guerre à l´Islam qui commence à inspirer la résistance contre l´occupation juive de la Palestine et la résistances contre les dictatures arabes, alliées objectives d´Israël. Les états "arabes" vassalisés ne sont pas même sur la voie de "développement", mais plutôt sur celle du "sous développement" et de plus de décadence, "grâce" à ses régimes, corrompus, stupides et agonisants! Donc, il ne s´agit pas d´une stratégie américaine, mais bien plutôt d´une stratégie juive israélienne.

Hassan II est le fils de Glaoui
La fille juive de Hassan II, et soeur de M6
Mohamed VI béni par un rabbin juif
La tare organique du système monarchique

Qund "moulay" Hafid se convertit au judaïsme...
Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
Une "République" qui préfère la monarchie chez les autres
L´on exécute son "Pétain" et l´on décore celui des autres

رسالة الى محمد السادس
في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد
في الجزيرة القطرية: عن محمد السادس
في الأيام المغربية: عن الإنقلابات

Qui gouverne le Maroc?
L´Islam résistant
Lettre à Mohamed VI
Que s´est t-il passé au Maroc?
Hassan II, agent du Mossad
Ben Barka, Agent du Mossad

Nouveau livre d´Ahmed Rami:
"Une monarchie coloniale au Maroc"

Le règne de Mohamed VI:
Est-il différent de celui de son père?

L'idéalisme d´Ahmed Rami

Balafrej, agent du Mossad
La domination juive
Le vrai terrorisme
La répression contre le peuple marocain
Fille juive de Hassan II, soeur de M6
Le Mossad, une agence criminelle
Espionnes marocaines du Mossad

رسوم كاريكاتورية - Caricatures politiques - Politicals Cartoons

Que se passe t-il au Maroc ?

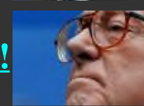
Interview d´"*Almichaal* " avec Ahmed Rami

La France aux Français
La Palestine aux Palestiniens
Le congrès juif mondial à Sarkozy

Ne votez pas juif Sarkozy



Votez français Le Pen !



Sarkozy crée de toutes pièces un "épiscopat" "musulman" pour contrôler la communauté

Voici la photo du terroriste Arno Klarsfel, copain de Sakozi d en uniforme israélien

Les victoires du révisionnisme
Discours du professeur Robert Furisson à la conférence de Tehran du 11au 12 décembre 2006

Kissinger et Wolfowitz conseiellrs du Pape !
Par: Ahmed Rami

Un pape qui déclare la "guerre sainte" à la résistance
Par: Ahmed Rami

Le grand Mufti, Haj Amine Al-Housseini

Une lettre du Mufti de Palestine à Adolf Hitler en 1941

Comment générer des "Kamikazes"

Une arme politique Juive
Par: Lasse Wilhelmson

Paris: Ginette Skandrani
lâchement agressée par deux terrorites juifs

L'Europe doit détruire ses interdits juifs

L'Histoire au pas de lois !
Par: Le Professeur Robert Faurisson

Un Pape qui dénonce la résistance,
et se tait sur la violence de l´occupation juive
Par le professeur Robert Faurisson

Robert Faurisson devant le tribunal juif !
2006

L´inquisition juive en France
contre le professeur Robert Faurisson

Le Yahvé juif juge le professeur Français
Robert Faurisson

Le terrorisme juif en France
Raphaël Schoemann n’est condamné qu’à 1 euro (!!)

Qui se cache derrière les caricatures «danoises» ?
Par: **Ahmed Rami**

La capitulation n'est pas une option
Interview accordée à *Al-Intiqad* par l'intellectuel et écrivain suédois Jan Myrdal
Une autre guerre pour Israël ?
Par: **Ahmed Rami**

L´intifada des historiens français
19 historiens français disent NON au terrorisme intellectuel juif

Débat au parlement suédois sur *Radio Islam* et *Ahmed Rami*
*Par **le professeur Robert Faurisson***

HOME



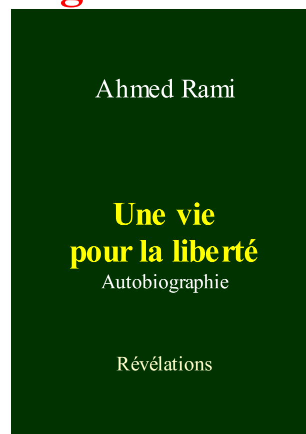
"Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux! Levons-nous!"

Ahmed Rami, writer, journalist, is the founder of the radio station *Radio Islam.*
Sweden Phone:+46708121240

(LIVRE)

Qui gouverne Le Maroc?

La tragédie marocaine



ZIP

The Moroccan Tragedy
A book about Morocco by Ahmed Rami

Un livre sur le Maroc par Ahmed Rami

Cette biographie d´Ahmed Rami est raduite en 4 langues:
Ahmed Rami´s book is translated to:

ENGLISH Morocco and revolution	DEUTSCH Ein Leben für Freiheit
SWEDISH Ett liv för frihet	PORTUGUÊS Marrocos e Revolução

Table des matières:

Quand les grands voleurs gouvernent un pays !

Préface de l'auteur


Ahmed Rami

بسم الله الرحمن الرحيم

Il y a un ensemble, saisissant, des difficultés extrêmes où se debattent tous les pays du Tiers-Monde et que le Maroc, en particulier, a trop tardé à regarder en face.

A l'époque où, officier dans les rangs des "Forces Armées Royales", j'étais conduit à fréquenter les coulisses du pouvoir au Maroc, j'ai moi-même été le témoin direct, chaque jour, des faits et des problèmes que vit encore aujourd´hui notre peuple au Maroc.

Et je n'ai pas été le seul témoin. Des hommes de troupe aux officiers supérieurs et aux généraux marocains, tous ceux qui conservaient une certaine intégrité morale et un certain honneur avaient été conduits à la révolte, contre le pouvoir personnel corrompu et stupide de Hassan II, en découvrant de près la corruption et l'état de putréfaction de son régime.

Les révoltes militaires (de Skhirat en 1971 et du 16 aout 1972), auxquelles j'ai pris part, ont exprimé notre indignation, notre colère et notre révolte face au pillage des richesses nationales exercé par le roi, par ses prostitués politiques locaux et par une clique de profiteurs juifs qui gravite autour de sa personne.

Les priviligiés étaient légion , et cela jusque dans les rangs dc l' Ecole d'Etat-Major de Kenitra où , pour ne prendre que cet exemple, figurait en 1970 une promotion spéciale de quarante officiers qui, dans toute l'armée était appelée "la promotion Ali Baba" !

A la différence des paysoccidentaux, le Maroc ne connaît que peu de hold-up de banques.

C'est que les voleurs d'envergure savent qu'aujourd'hui, dans notre pays, la source d'enrichissement la plus sûre, la plus rapide, la seule à vrai dire, est le pouvoir.

Le systeme féodal (makhzen) que Hassan II pérpétué anachroniquement en plein XXe siècle fait de la corruption généralisée un systhème de gouvernement.

Le régime de Hassan II constitut, pour notre pays, pour notre peuple et pour notre avenir un danger mortel.

Face à ce danger réel, et à ce défi, il n y a, en réalité, devant nous, qu´une seule alternative: une révolution islamique radicale, éclairée, intelligeante et tolérante!

Il s´impose donc urgeance et nécessité vitale de créer un *Front Islamique uni de Liberation du Maroc.*

Il est essentiel de ne pa faire le jeu rusé de Hassan II qui veut - inspiré par ses conseillers juifs - continuer à diviser pour régner !

Ahmed Rami

Ma patrie

Sur une photo satellite américaine, la chaîne de montagnes de l'Anti-Atlas où je suis né, au sud-ouest du Maroc, ressemble à la surface de la lune. Rien que du désert inhospitalier ! Mais l'image se modifie quand on longe les chemins qui s'élèvent en sinuant à travers de profondes vallées entre les hautes montagnes dont les sommets peuvent atteindre trois mille mètres d'altitude. Sans doute les zones supérieures des montagnes et des hautes collines sont-elles pauvres et stériles; la violence des vents et des averses a laissé une trace qui s'étend jusque dans les vallées du bas, mais des deux côtés des chemins, le visiteur discerne qu'il traverse une très ancienne région rurale où apparaissent des bosquets d'amandiers et d'oliviers, et de petits champs de blé.

Ils témoignent que ces guérets ont une histoire, qu'il a existé en ces lieux une antique civilisation et que l'homme n'a pas encore complètement abandonné cette terre. En janvier, quand la blanche splendeur des amandiers en fleur se découpe, éblouissante, sur la terre ocre et quand, après la fonte des neiges, les torrents dévalent en sifflant les parois des ravins et se répandent à grands flots à travers les vertes oasis herbeuses, les profondes vallées de l'Anti-Atlas sont d'une beauté enchanteresse. Un visiteur de passage (?) peut alors supposer que la région est fertile. Mais hélas l'image satellite n'est pas trompeuse. Toute la région souffre gravement du manque d'eau et toutes les conditions propres à assurer véritablement le succès d'une agriculture font défaut.

En outre, le climat n'a cessé de se dégrader au cours des trente dernières années : les intervalles séparant les chutes de pluie n'ont cessé d'augmenter et les périodes de sécheresse sont toujours plus longues, entraînant la pauvreté et la misère. Les résultats de ce changement de climat se font sentir dans de vastes régions d'Afrique du Nord qui, lentement mais sûrement, se tranforment en désert. L'Anti-Atlas constitue, au sud-ouest du Maroc, la frontière avec le Sahara, et, comme partout dans les régions frontalières, ce sont les hommes qui y vivent qui sont touchés les tout premiers quand surviennent des temps calamiteux.

Certes, la croissance du désert n'est pas due exclusivement à des facteurs climatiques inéluctables. Au cours des siècles, alors que les vallées de l'Anti-Atlas étaient habitées, l'homme a lui-même contribué activement à la diminution de ses possibilités de survie. Les troupeaux, en paissant, ont dépouillé le sol de sa protection naturelle et les versants des vallées ont été privés de leur humus dispensateur de vie.

Dans ces zones défavorisées, les hommes n'ont jamais pu vivre de ce que la terre avait à leur offrir. De mémoire d'homme, ils ont toujours essayé de trouver des moyens de survie extérieurs à leur milieu social héréditaire. Pendant les longues périodes de sécheresse et dans les années de catastrophe, la majeure partie de la population devait fuir vers le nord, vers les plaines littorales de l'Atlantique où les chances de survie étaient meilleures.

Cependant, même lorsque les récoltes étaient relativement bonnes, bien des gens - des hommes exclusivement - cherchaient leur bonheur dans le nord, laissant leurs familles derrière eux. Ceux qui maîtrisaient suffisamment l'arabe essayaient souvent de se faire un chemin comme «tulba» ou maîtres de religion, en apprenant aux enfants du nord à lire et écrire l'arabe et à comprendre le Coran. D'autres se mirent à gagner les mines d'Algérie occidentale après la mise en exploitation par les Français des gisements minéraux de leur colonie. Mais la plupart de ceux qui émigraient vers le nord s'installaient dans les villes du Maroc septentrionnal et y faisaient leur vie comme petits commerçants.

Au début du XXe siècle, l'émigration des hommes des régions montagneuses du sud avait pris de telles poportions qu'elle était carrément devenur la règle. Ceux qui s'obstinaient à demeurer dans leurs villages constituqient l'exception. Les émigrants acquirent bientôt une réputation de haute moralité, d'ardeur au travail et de valeur économique.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, le niveau de vie dans les villes du nord était à peu près comparable à celui du paysan et de l'éleveur du sud, mais dix ans plus tard, le commerce du nord avait nettement relégué au second rang l'agriculture du sud. La prospérité relative que l'on rencontre aujourd'hui dans les villages est presque exclusivement importée.

On appelle «Soussi» (pluriel «Souassa») les gens des régions que j'ai décrites. Ce nom vient de la rivière Souss qui traverse les chaînes de montagnes du Haut Atlas et de l'Anti-Atlas et se jette dans la mer juste au sud d'Agadir. Toutefois, quand les Marocains emploient le terme général de «Souassa», ils ne désignent pas les habitants des plaines fertiles qui environnent la rivière, mais la communauté originaire des régions supérieures des montagnes de l'Anti-Atlas.

Les milliers de Souassa qui ont si bien réussi comme marchands dans les grandes villes viennent de la région de Tafraoute et sont issus des tribus dont les villages se situent sur les versants de la grandiose et rustique montagne du djebel Lkist qui culmine à deux mille huit cents mètres et domine cette partie de l'Anti-Atlas.

Au pied de cette montagne, une vallée s'étend du nord au sud. Elle n'est longue et large que de quelques kilomètres, mais, quoique jusqu'à un certain point seulement, il y règne les conditions naturelles nécessaires à l'agriculture et au peuplement. Les villages se sont érigés à proximité des cours d'eau qui dévalent les pentes de la montagne, et les habitants ont aménagé aux alentours de l'eau des surfaces cultivables en forme de terrasses pour le blé, les amandiers et les oliveraies. Mais, maintenant que l'agriculture a été abandonnée en grande partie, les villages sont en ruines et seules quelques maisons se dressent, solitaires et abandonnées, sur des champs que l'homme a rendus à la nature.

Les sept tribus de cette contrée comptent en tout quelque quatre-vingts mille âmes. Deux tribus voisines sont particulièrement réputées pour leur habileté et leur succès, notamment dans le commerce. L'une d'elles est la tribu Tahala à laquelle j'appartiens.

Chacune de ces sept tribus repose sur un groupe apparenté. Leur contexte social et culturel est très semblable. Elles constituent ensemble une unité géographique restreinte qui possède, face à l'extérieur, une identité propre. On donne à l'ensemble de ces tribus le nom de «ammeln».

L'«ammeln» se subdivise donc en unités qui se fondent sur une proche parenté et sur la consanguinité. Ces unités, nommées tribus, mais qu'il serait peut-être plus approprié de désigner sous le nom de clans, s'appellent «afus» en langue berbère, ce qui signifie «main».

C'est un tel «afu» que constitue la tribu Tahala. Actuellement, il est établi au sud-ouest du djebel Lkist. Son centre administratif est la petite ville de Tafraoute. A l'époque où mon arrière-grand-père Rami dirigeait la tribu Tahala, celle-ci s'appelait Ait Rami. Rami signifie «tireur» en arabe, mais «homme» en langue berbère. Le mot «ait» dérive de l'arabe «âila» qui signifie «famille». Quand mon grand-père Moussa Ouhmou devint chef de la tribu, celle-ci prit le nom de Ait Moussa.

Mon grand-père fut choisi comme chef parce qu'il était courageux et bon tireur. Il fut assassiné par un tueur à gages noir. Le meurtre eut lieu sur la place du marché Tahala à cinq kilomètres de notre village. Ce fut un sacrilège inouï, car la tradition interdisait de tuer un homme au marché.

Ce crime était l'oeuvre d'une tribu ennemie qui n'avait rien trouvé d'autre, pour éliminer mon grand-père, que d'embaucher un tueur à gages qui l'abattit lâchement par derrière. Il avait été averti, mais n'avait pas voulu rester planté là comme une poule mouillée, et s'était donc rendu au «souk» (marché). Le mercredi suivant, au grand marché de

Tafraoute - il s'agit du souk Larbâa, situé à dix kilomètres de mon village natal - quelques personnes reconnurent l'assassin et l'abattirent. C'est ainsi que mon grand-père fut vengé.

La vendetta était monnaie courante parmi les Souassa au XIXe et au début du XXe siècle. L'une des raisons du grand nombre d'expéditions punitives résidait dans les tensions qui prenaient naissance au sein d'une catégorie de la population qui croissait sans cesse en nombre sur un sol toujours plus pauvre. Cependant, la vendetta résultait aussi de l'ordre juridique primitif mais efficace qui existe dans les communautés isolées. Quiconque y tue un homme doit le payer de sa vie. En l'absence de tout pouvoir régulateur, les différents clans et familles exerçaient leur propre justice. Ce faisant, ils s'appuyaient sur des usages et des règles qui se transmettaient de génération en génération.

En cas d'assassinat, l'assassin, s'il était connu, devait quitter le pays, et la famille de la victime ne pouvait pas se venger sur celle du coupable. Mais on pouvait désigner par écrit cinq vengeurs proches de la victime, qui avaient alors le droit de rechercher le coupable et de le tuer. Le succès de leur entreprise n'entraînait pas le bannissement. Quand un meurtre avait été commis sans préméditation, le coupable pouvait payer à la famille de la victime le prix du sang. Il arrivait même que la tribu graciât un meurtrier qui avait prémédité son acte.

Bien entendu, il y avait aussi des meurtres dont l'auteur restait inconnu. Si quelqu'un était soupçonné du crime, sa proche famille pouvait jurer de son innocence. Il en allait de même pour d'autres délits non élucidés. Dans certains cas, cinq membres d'un afu se portaient garants sous serment de l'innocence du suspect; dans d'autres cas, ils pouvaient être douze, voire vingt-cinq. En cas de meurtre, le suspect ne s'en tirait pas à moins de cinquante cautions, qui toutes devaient venir de son propre afu. Le serment était habituellement prêté sur la tombe d'un saint, en présence d'un chef religieux muni du Coran.

Le groupement social qui était le mieux à même de régler les querelles intestines était l'afu, qui pouvait englober jusqu'à cinquante familles. Le même village pouvait abriter beaucoup d'afus. Chaque afu et, au-delà, chaque village choisissait un chef, un homme d'un certain âge en général, qui était le plus souvent nommé à vie.

En cas de conflit, ce dernier officiait comme médiateur. Que quelqu'un fît paître ses chèvres dans les champs de son voisin, qu'un vol fût commis ou qu'un litige éclatât à propos de droits d'eau, l'«anfgour» s'efforçait d'apaiser la querelle. On appelle anfgour le représentant élu de l'afu à la «Djamâa» (conseil municipal) du village.

De son côté, l'ensemble de la tribu élisait un chef («anflous») dont les tâches étaient les mêmes, mais à un échelon supérieur. Chaque tribu possédait ses règles («luh», qui signifie en fait «morceau de bois»). Celles-ci prévoyaient des sanctions précises pour tous les délits et fixaient même la façon de tenir les marchés. C'est à l'anflous que revenait la tâche de veiller au respect des luh. Tout avait son prix, même les injures. Si quelqu'un était blessé, on mesurait sa blessure au moyen des doigts d'un homme de taille moyenne et pour chaque longueur de doigt de la blessure, les luh prévoyaient le paiement d'une amende proportionnelle à l'étendue du dommage.

Les us et coutumes de ce genre marquaient de leur empreinte la vie des villages des Souassa. Ils avaient pris naissance au cours d'une existence isolée dans les montagnes, au fil des générations. Personne ne sait quand les premiers Berbères ont atteint les régions de l'Anti-Atlas. On ne sait même pas encore quand ce peuple a commencé à peupler

l'Afrique du Nord. Son histoire est enveloppée de mythes et de légendes et on n'a aucune certitude quant à sa provenance.

Ce sont les Grecs puis les Romains qui ont donné à ce peuple le surnom de «Berbères». Les Grecs considéraient comme tels tous ceux qui ne parlaient pas le grec et restaient ainsi en dehors de la civilisation hellénistique qui dominait alors. Les Berbères se nomment eux-mêmes «Chleuch» et «Amazigh» (pluriel «Imazighn»), ce qui peut se traduire par «hommes libres». Quand les Arabes arrivèrent au Maroc vers la fin du VIIe siècle, le pays était peuplé de Berbères.

C'est dans les plaines et dans les zones partiellement urbanisées que les Arabes établirent leurs premières bases islamiques solides. L'arabe fut adopté dans ces régions, d'abord comme langue de religion, puis comme langue ordinaire.

C'est dans les montagnes que l'Etat naissant se heurta à la résistance la plus violente. De même que dans le désert, la conversion à l'islam y fut acceptée plus facilement que l'adoption de la langue arabe et de la vie urbaine. Si étonnant que cela puisse paraître, les authentiques nomades du Sahara et les tribus semi-nomades des montagnes ont donné à la lutte contre la corruption dans les villes et en faveur d'un islam révolutionnaire renouvelé quelques-uns des combattants islamiques les plus importants.

Berbères de langue hamitique et Arabes de langue sémitique; population urbaine arabisée et Berbères non sédentaires des montagnes, qui passent selon les saisons de leurs champs aux pâturages pour revenir aux champs : telle est la population du Maroc qui peut se comparer à une péninsule. De deux côtés, il est bordé de mers, l'Atlantique et la Méditerranée, du troisième de déserts et de montagnes.

Ce pays s'est arraché jadis à son isolement et a porté sa civilisation mauresque vers le nord, jusqu'en Espagne. Mais il a dû s'en retirer quelques siècles plus tard pour replonger dans l'isolement. Le Maroc constitue l'avant-poste occidental du monde islamique. Il est parcouru en tous sens par des tribus oasiennes du Sahara, nomades animés d'une foi fanatique, qui ont fondé dynatie sur dynastie. Le Maroc a réussi à se soustraire à la civilisation européenne plus longtemps que tout autre pays d'Afrique du Nord.

Pourtant, un jour de l'an 1907, des unités de la marine française ont abordé près d'un pauvre village de de pêcheurs du nom de Anfa. L'endroit s'appelle aujourd'hui Casablanca et compte quatre millions d'habitants.

Le Maroc est un pays qui se compose principalement de montagnes et de déserts. Le temps paraît y avoir coulé plus lentement qu'ailleurs. Si l'on veut fixer à quel moment précis le cours de l'histoire s'y est accéléré, le choix se porte inévitablement sur l'année 1912. C'est alors que les Français et les Espagnols entreprirent de conquérir le Maroc qui devint «protectorat», ce qui signifiait que les puissances européennes s'octroyaient le droit de le dépouiller à coeur joie.

Il fut facile aux forces françaises de prendre possession des villes corrompues et des plaines, mais il leur fallut vingt ans pour «pacifier» et soumettre les peuples montagnards de l'Anti-Atlas. La chose s'explique d'une part par le fait que cette terre était dépourvue de chemins d'accès, d'autre part par la résistance intrépide des montagnards. L'islam est venu de l'est pour libérer les hommes; le colonialisme est venu d'Europe pour les opprimer et les exploiter économiquement, culturellement et politiquement.

C'est au milieu des années quarante, que l'armée française a construit la première route reliant Tafraoute à Tiznit. Les hommes de Souss se sont mis alors à émigrer nombreux à Casablanca qui, par la suite, s'est agrandie démesurément.

Table des matières:

Les années d'enfance

Au moment ou je vis le jour, mes parents étaient paysans, mais l'agriculture ne suffisait pas à assurer à la nouvelle génération une existence décente, de sorte que mon père, M'barek ben Moussa, avait lui aussi gagné Casablanca. Je ne saurais dire en quelle année et ne sais même pas s'il était chez nous lors de ma naissance.

Je sui né au village de Douar Ait-Mar, dans la région habitée par la tribu des Tahalas, non loin de Tafraoute dans l'Anti-Atlas. Mon année de naissance pourrait être 1946, mais ce n'est pas certain. Si j'interrogeais aujourd'hui ma mère Fatima sur cette date, elle serait bien en peine de me répondre. Elle est analphabète et n'a de sa vie possédé un calendrier. La seule chose qui compte est la saison : hiver ou été, c'est cela qui importe. Les saisons reviennent, il n'est pas besoin de les dater. Pour ma mère, le temps est un cycle, non une progression. Quand elle veut préciser une date, elle se réfère à un événement important qui s'est imprimé dans la mémoire des gens, une épidémie, par exemple, ou une catastrophe naturelle.

Que ma mère ne sache ni lire ni écrire n' a rien d'extrordinaire au Maroc. Elle n'est de sa vie sortie de chez elle; pour elle, le monde finit à l'horizon de la montagne la plus proche. Son monde c'est le village, le village voisin et la tribu.

Aussitôt que je fus assez vigoureux pour cela, je dus aider ma mère aux travaux des champs. J'avais un frère aîné qui avait pu accompagner mon père à Casablanca. Si les hommes de mon village étaient si prolifiques, c'est surtout qu'ils leur fallait une main-d'oeuvre aussi nombreuse que possible pour les travaux agricole. Les enfants étaient leur assurance-vieillesse.

Ma mère a mis au monde huit enfants. Il y eut d'abord Mohamed, puis une fille du nom de Khlija qui mourut d'une

maladie quelconque. Il n'y avait au village ni hôpital, ni médecin, ni infirmière. Il n'y en avait pas davantage à Tafraoute, pas plus que n'importe où alentour.

Je fus le troisième enfant à venir au monde. Suivirent Abdallah, Lahcen, Ali, puis deux enfants encore, Brahim et Mustafa qui moururent tous deux de maladie. Abdallah, Lahcen et Ali vivent aujourd'hui à Casablanca. Mohamed est mort vers 1977.

Quand j'eus atteint l'âge de quatre ans à peu près, ma mère m'envoya dans une école coranique où je devais apprendre à parler et à écrire l'arabe, langue de l'écriture sainte. Il y avait dans chaque village une mosquée et un «fqih», maître de religion qui en savait assez pour enseigner les rudiments de la lecture et de l'écriture. Il était aussi responsable de la mosquée, laquelle n'est pas seulement lieu de prière, mais sert aussi d'école pour les enfants, qui y apprennent le Coran par coeur tout en s'initiant à la lecture et à l'écriture.

Notre fqih, Sidi Souleiman, n'était pas originaire du village mais d'une tout autre région, car il n'y avait chez nous personne qui fût assez cultivé pour maîtriser quelque peu l'arabe oral et écrit. Il écrivait les lettres que les habitants de notre village voulaient envoyer - par exemple celles que ma mère envoyait à mon père en séjour à Casablanca -, et leur lisait aussi celles qu'ils recevaient de leur côté.

C'était lui, également, qui enseignait et expliquait le Coran et la religion islamique. L'islam ne connaît pas la prêtrise. Le mot fqih désigne simplement le «savant» qui joue le rôle de maître et d'imam de la mosquée. Par imam, on désigne le directeur de la prière. N'importe quel musulman peut exercer cet office. Tout musulman qui a reçu une instruction est un fqih.

Le village comptait quelque quarante familles. Le savant homme mangeait chaque jour chez l'une d'entre elles; elles pourvoyaient tour à tour à ses repas. Il n'entrait dans une maison que lorsque l'homme était chez lui; dans le cas contraire, la femme lui préparait une assiette de nourriture qu'on lui remettait ensuite.

Un beau jour, ma mère m'envoya donc à lui, comme je l'ai déjà dit. Je n'avais aucune idée du comportement à adopter. Je m'approchai simplement du maître et lui dis que j'étais un nouvel élève. Il me regarda méchamment. «Va-t'en», dit-il, «tu es un rustre. Tu n'es pas fait pour apprendre à lire et à écrire et pour étudier le saint Coran.»

J'appris plus tard que sa fureur venait de ce que je ne lui avais pas apporté de cadeau. Je fus moi-même saisi à la fois de colère et de tristesse et concoctai, ainsi que ma mère me l'a raconté plus tard, un plan de vengeance. Lorsque revint le jour où ma famille devait pourvoir à son repas, ma mère m'envoya à la mosquée avec un paquet. On avait coutume de frapper à la porte de la mosquée, sur quoi le fqih tendait la main pour recevoir l'assiette sans jeter un coup d'oeil au-dehors, car le repas lui était en général apporté par des femmes. Sur le chemin de la mosquée, j'avais jeté le contenu de l'assiette et je l'avais remplacé par de la crotte. Le maître devint littéralement fou de rage et me jeta l'assiette à la tête pendant que je me hâtais de prendre le large. Il en résulta dans le village un énorme scandale.

Si on m'avait admis à l'école coranique, j'aurais pu me lier d'amitié avec les autres enfants, au lieu de quoi je dus travailler aux champs.

De toute mon enfance, je n'ai pour ainsi dire jamais joué, car je devais me lever de bon matin pour préparer le repas et nourrir les animaux. Nous possédions alors un vache et un mouton. Je n'ai jamais possédé l'ombre d'un jouet. Pardon, j'en ai eu un une fois. Alors que mon père creusait un jour un puits à proximité de notre maison, je vis comment il procédait. Il utilisait un frappe-devant et un tourniquet pour creuser des trous. Puis il y introduisait de la poudre à canon et une mèche. Un jour que j'étais seul à la maison, j'imitai mon père , mais je plaçai la poudre à canon et la mèche sous une grosse pierre. L'explosion s'entendit dans tout le village. Autant que je me souvienne, je n'ai jamais plus joué depuis.

Le village était très pauvre mais autarcique. Les gens y plantaient ce dont ils avaient besoin pour vivre et la faim y était inconnue. Tout le monde travaillait dur. Le climat de cette région est hostile et l'eau y était rare à cette époque déjà.

Mais si durement qu'ils dussent trimer pour assurer leur pain quotidien, les gens étaient libres et possédaient la dignité et la fierté que donne l'indépendance. Il n'y avait ni mendiants ni voleurs, et la criminalité était quasiment inexistante. Tout le monde appartenait à la même tribu; aucun étranger ne résidait dans le village. On épousait un homme ou une femme issu du même village ou, le cas échéant, du village voisin, mais jamais un étranger.

La vie des villageois était extrêmement marquée par la religion. L'islam était tout ce dont disposait l'individu pour répondre aux grandes questions de la vie. Si quelqu'un négligeait de prier régulièrement, tout le village en était aussitôt informé. Un tel manquement y est aujourd'hui encore considéré comme une infamie.

Depuis l'arrivée des Français, la puissance «séculière» siégeait à Tafraoute, car c'est là que résidait le chef qui représentait la puissance coloniale. Dix-sept kilomètres séparaient mon village de Tafraoute; un sentier y conduisait à travers la vallée, mais il n'existait pas encore de route. Il n'y avait pas plus de cinq kilomètres à vol d'oiseau. Le mercredi était jour de souk, c'est-à-dire de marché, à Tafraoute. Mais nous nous y rendions rarement, car il y avait à Tahala, qui ne se trouvait qu'à mi-chemin, un marché dominical.

Ces marchés jouaient aussi un rôle social important. On ne se rencontrait pas seulement pour conclure des affaires. Ces jours-là, on portait ses meilleurs habits, car on rencontrait des gens d'autres régions. On parlait «politique», on communiquait des nouvelles et propageait des rumeurs. C'est au cours d'un marché que mon père fur élu «shejk» (chef de tribu) en 1956. Chez nous Berbères, la dignité de chef n'était nullement héréditaire. On élisait le nouveau cheik. Mon père s'était battu contre les Français et, à Casablanca, il s'était intéressé à la politique et avait adhéré en 1953 à l'Istiqlal, parti de l'indépendance. C'est pourquoi les gens du village le révéraient. Lors de l'élection du marché, presque toutes les voix se portèrent sur lui et il devint chef de tribu («Amghar» en berbère). Les villageois me nommèrent alors «Ben Shejk», fils du cheik. C'est par cette voie que mon père devint représentant du pouvoir central de la tribu après l'accession du Maroc à l'indépendance.

Comme tous les villages berbères, le nôtre avait été de tout temps dirigé par une «djamâa». On désigne par là un groupe de douze hommes élus par les villageois et qui formaient une sorte de conseil. Ils se réunissaient aussi souvent que possible et discutaient des affaires du village. Il n'y avait pas de séances formelles; ils se retrouvaient simplement et s'installaient quelque part. En principe, n'importe quel homme pouvait assister à ces rencontres et la plupart de ceux qui le faisaient étaient des hommes d'âge respectable.

L'âge jouait un rôle important, car «les vieux sont plus sages que les jeunes» et ont leur prêtait une attendion plus grande. En raison de l'isolement du village, on discutait le plus souvent de questions pratiques, telles que, par exemple, la possibilité de construire un pont en commun ou la date du début de la récolte. Le terrain qui appartenait à un paysan ne constituait pas nécessairement un tout cohérent; on pouvait posséder une parcelle de terrain ici et là et il convenait de fixer à temps le moment propice aux semailles et à la récolte.

Mon père avait participé à la longue guerre contre les Français, qui voulaient soumettre les régions rurales du Maroc. Cette guerre s'étala sur plus de vingt-cinq ans. Ce n'est qu'au bout de ce laps de temps que les Français parvinrent à assujettir les campagnes. Mon père prit part en 1934 à la dernière bataille près d'Ait Abdallah. C'est alors que les Français triomphèrent; après quoi ils établirent une base militaire à Tafraoute.

La déception de nos combattants fut naturellement immense. Toute notre lutte reposait sur des principes islamiques. C'était une sorte de «jihad», devoir islamique de lutter contre l'injustice. «Jihad» signifie combat. On se méprend en général sur ce concept en Occident. On croit qu'il signifie «guerre sainte», mais cette explication est trop simple. Le mot dérive du verbe «jahada» («se donner du mal»). la jihad est un devoir islamique. C'est la lutte contre le mal et l'injustice; ce n'est pas,comme on se le figure en Occident, une «guerre sainte», mais une guerre au service de la justice, qu'un musulman a le devoir de protéger.

Le principe de justice est la pierre angulaire de l'islam. Il exige de chacun qu'il consente des efforts. On distingue la «grande» et la «petite» jihad. La grande jihad est la lutte contre le mal qui est en nous-mêmes. La petite jihad est la lutte contre le mal en dehors de nous mêmes, le mal dans la société ou dans le monde.

Quand les Français colonisèrent notre pays, la petite jihad fut proclamée contre eux, mais le mal, l'injustice eurent raison de nous. Ce fut pour tous les nôtres une déception indicible, un catastrophe de la pire espèce. Pourtant, le peuple n'abdiqua pas, mais poursuivit la résistance. L'islam lui procura force et énergie, de même que plus tard aux combattants afghans de la liberté contre les Soviétiques ou aujourd'hui encore aux Palestiniens.

La résistance à la colonisation était pour nous chose essentielle. Le colonialisme auquel nous nous heurtions n'était qu'une partie du système colonialiste, qui frappait quasiment l'ensemble du monde islamique et survit aujourd'hui encore sous des formes diverses : indirectement, par exemple, au Maroc, directement en Palestine et au Liban.

En 1936, un fqih, un guide religieux donc, attaqua une garnison française de l'Atlas avec mille hommes. Dieu sera à nos côtés, disait-il, nous n'avons pas besoin d'armes. Bien entendu, les Français abattirent les attaquants ou les firent prisonniers. Le peuple comprit alors qu'on n'affronte pas les conquérants et les colonialistes à mains nues.

On ne possédait alors que des armes anciennes : couteaux, épées, une poignée d'antiques fusils. L'ennemi disposait d'un arsenal ultra-moderne. La technologie occidentale avait vaincu notre mentalité arriérée, pas notre foi ou nos idéaux. Cette supériorité technologique fonde toute la supériorité d'Israël et du monde occidental sur le monde islamique et le tiers-monde en général.

Avant l'ère française, toute la jurispridence du village relevait des douze hommes qui composaient la djamâa. L'islam

offrait pour toute situation des précédents et des règles. Quand les hommes avaient pris une décision, cette dernière se répandait de bouche en bouche à travers le village. On ne mettait rien par écrit. On pouvait parler là d'une sorte de démocratie directe d'hommes libres, système caractéristique des sociétés berbères.

Tout alla bien aussi longtemps que les villages furent isolés et qu'il n'exista pas de puvoir central. Après l'installation des Français, le conseil du village ou djamâa n'eut plus à s'occuper que de questions quotidiennes purement pratiques, le pouvoir effectif étant aux mains des Français, qui décidaient aussi de toutes les questions juridiques importantes. Cet état de fait engendra le mécontentement des Berbères, qui jugeaient cette intrusion contraire aux lois islamiques. Les colonialistes tranchaient désormais des problèmes de droit civil et familial, qui étaient pour les villageois de toute première importance, et dont les Français ne connaissaient pas le contexte.

Les gens du village s'élevaient aussi contre le fait que les Français cherchaient à jouer les Berbères et les Arabes les uns contre les autres. Il existe bien au Maroc une opposition entre campagnards et citadins, mais nullement entre Berbères et Arabes. Pour le Marocain moyen, «arabe» et «musulman» sont synonymes. Il ne peuvent pas comprendre qu'on puisse être arabe sans être musulman. Il n'est pas permis de traduire le Coran, ni de prier en langue berbère. L'arabe est la langue du Coran, langue sacrée par conséquent. Quand ma mère voit sur le sol un papier écrit en arabe, elle en est toute retournée, car une langue sacrée ne doit pas traîner dans la boue. Pour elle, donc, il n'y a aucune différence entre «arabe» et «musulman».

Il n'y avait rien dans notre région, avant l'ère coloniale, qui ressemblât à la corruption institutionnalisée. Il existait naturellement des injustices, mais nous les éliminions nous-mêmes, et celui qui causait du tort à autrui risquait, dans le pire des cas, la mort. C'est de là que le principe de la vendetta tire son origine : si tu as tué un homme, il est normal que tu le paies de ta propre vie.

Les autorités d'occupation instituèrent la collaboration avec des traîtres, qui pouvaient agir à leur guise, selon leur fantaisie, sans avoir à rendre compte de leurs actes. L'injustice et la corruption furent couvertes par des lois nouvelles, par l'Etat et par la police. L'ordre qui régnait avant la colonisation fut remplacé par une sorte d'anarchie organisée. Certains pouvaient assassiner, s'adonner à la corruption, abuser sans vergogne de leur pouvoir et se comporter selon leur bon plaisir sans risquer aucune punition. Ils avaient pour eux la «loi» et le pouvoir politique.

Auparavant, nous étions tous plus ou moins égaux dans la pauvreté, mais dès lors qu'un petit nombre put accéder à la richesse grâce à la corruption ou en trafiquant dans les villes, le fossé social entre pauvres et riches alla grandissant. Citons l'exemple d'un nouveau riche nommé Bouhdar qui vivait à Tahala au début des années cinquante. Il accumula, grâce à la spéculation, d'énormes sommes d'argent, fut mêlé à toutes les affaires de corruption possibles et offrit au commandant militaire une auto luxueuse. En échange, il obtint du pouvoir militaire français la permission d'agir à son gré. Il était devenu collaborateur.

A l'heure où j'écris ce livre, cet homme est toujours en vie. Il n'a pas changé et s'est simplement mis au service des autorités néo-colonialistes du «nouveau» Maroc formellement indépendant. Avant de se retirer, les Français ont abandonné le pouvoir à la clique de traîtres qui gouverne le pays de nos jours. Nous haïssions les traîtres comme ce Boudhar.

Après que les Français eurent gagné la guerre, nous ne vîmes pas trop souvent leurs agents. Il ne vivait dans notre région qu'un seul officier français, commandant militaire de l'armée d'occupation de Tafraoute, qui cumulait les fonctions de gouverneur et de chef d'un bataillon de mercenaires marocains. Mais cette guerre perdue de vingt-cinq ans avait lassé le peuple. Le pessimisme, le découragement et le désespoir allèrent croissant et les traîtres se servirent de cet état d'esprit. Le peuple considérait le Sultan protégé par les colonialistes comme un traître.

Les Français savaient naturellement fort bien que nos régions de montagnes avaient été isolées et autonomes, et qu'elle n'avaient pas grand-chose à voir avec le reste corrompu du pays. Ils entreprirent alors d'utiliser cette situation à leurs propres fins, en associant les Berbères à l'invasion culturelle française. Les Français décidèrent d'instituer d'«authentiques» écoles françaises et proclamèrent la scolarité obligatoire pour tous les enfants.

Leur intention était d'inculquer le français aux enfants berbères. De la sorte, on créerait une fissure entre les Berbères francophones de la campagne et les Arabes arabophones dela ville, mais aussi un fossé entre les Berbères et leurs enfants élevés dans la langue française. A l'époque de ma jeunesse, personne ne savait l'arabe dans notre village, à l'exception du fqih.

Lorsque les Français bâtirent une école à Tafraoute vers1951 ou 1952, l'événement suscita une frayeur terrible. Le bruit se répandit comme l'éclair que les Français voulaient voler les enfants. On voulait dire par là, naturellement, qu'ils voulaient les éloigner de leurs parents sur le plan culturel, mais beaucoup prétendirent qu'ils voulaient littéralement enlever les enfants à leurs parents.

C'est pourquoi, une nuit, ma mère prit secrètement la route avec moi. Je me souviens qu'elle me portait sur ses épaules et que les cheveux de sa nuque me démangeaient l'intérieur des cuisses - les femmes avaient l'habitude de ses raser la nuque.

A l'abri de l'obscurité, ma mère me conduisit dans un village situé à huit kilomètres de notre lieu d'origine. De là, un bus gagnait Casablanca. Elle confia à un ami de mon père le soin de m'emmener : les cours de l'école française devaient commencer le lendemain.

Je ne fus nullement le seul enfant à quitter ainsi clandestinement son village. Il en alla de même dans beaucoup de villages voisins, où les gens se refusaient aussi à envoyer leurs enfants à l'école française.

C'est ainsi qu'on m'expédia pour la première fois à Casablanca. Au lieu de fréquenter l'école, j'allais devoir, petit enfant, travailler dans le commerce de mon père. C'était en 1952. J'avais alors cinq ou six ans.

Quand les premiers soldats français furent envoyés au Maroc pour y fonder un «protectorat», ils accostèrent près d'Anfa, hameau de pêcheurs situé sur la côte atlantique marocaine. Soixante ans plus tard, le hameau de pêcheurs était la quatrième ville du continent africain. En 1968, un Marocain sur dix vivait à Casablanca, métropole en plein développement qui, comme tant d'autres grandes villes du tiers-monde, absorbe littéralement la population rurale.

Casablanca est donc une ville jeune qui ne ressemble à aucune autre ville du Maroc mais présente au contraire un caractère tout à fait particulier. Le centre où se trouvent les grands hôtels et magasins pourrait appartenir à n'importe

quelle autre ville du bassin méditerranéen : on n'y trouve presque rien d'authentiquement marocain. La physionomie de la ville est caractérisée par des édifices de dix à quinze étages construits à l'époque de l'essor économique qui a suivi la deuxième guerre mondiale.

De nos jours, ces bâtiments bordent la large Rue des Forces Armées Royales qui va jusqu'à la Place Mohammed V - son nom était naguère Place de France. De l'autre côté du grand marché s'étend l'ancienne Medina (ce qui signifie «ville» en arabe). A l'arrivée des Français elle comptait environ vingt mille âmes. Aujourd'hui, soixante-dix ans plus tard, pas loin de trois millions d'habitants s'entassent sur la même surface.

Au début, la ville s'étendit dans toutes les directions à partir de la Place de France. Les Européens habitaient le centre. A l'époque coloniale, un district, celui de Maârif, était occupé principalement par des Espagnols. Vers 1930, les Marocains obtinrent la permission de s'établir dans une nouvelle zone «européenne», la Nouvelle Medina, dont la population alla croissant jusqu'en 1960, pour atteindre le chiffre de cent quatre-vingt cinq mille habitants.

La plupart des habitants de ces nouveaux quartiers se recrutaient dans la classe moyenne marocaine, qui englobe presque tous les Marocains qui gagnent leur vie : ouvriers, fonctionnaires, employés de bureau, enseignants et propriétaires de magasins. C'est dans ces quartiers que les mouvements nartionalistes des villes sortirent de terre et recrutèrent leurs premiers partisans.

Peut-être les Français pensaient-ils que l'érection de la Nouvelle Medina leur permettrait d'isoler les indigènes des Européens établis dans le centre, mais ce fut un mauvais calcul. Quand ces quartiers se transformèrent en citadelles de la guérilla urbaine, les autorités françaises eurent toutes les peines du monde à pénétrer dans les bases des résistants.

De même, la croissance rapide, illégale et incontrôlable des bidonvilles des banlieues constituait pour les Français un casse-tête de plus en plus douloureux. Ces quartiers misérables commencèrent à sortir de terre au cours des années vingt, et, dans les années trente, ils se mirent à foisonner comme des métastases. Le mot français de «bidonville» vient de «bidon» au sens de «boîte en fer-blanc». L'essentiel du matériel de construction provenait en effet de boîtes de conserves qu'on aplatissait et utilisait ensuite à la construction des murs et des toits. Les deux bidonvilles les plus grands de Casablanca sont les Carrières Centrales (cinquante-neuf mille habitants en 1959) et Ben M'sik (quatre-vingt dix-sept mille habitants en 1959).

D'autres bidonvilles poussèrent comme des champignons partout où un propriétaire foncier était disposé à louer du terrain, ou sur tout terrain vague rencontré par les nouveaux habitants de la ville. Les autorités communales n'ont jamais reconnu d'existence juridique à ces quartiers et pas un seul propriétaire de cabane en fer-blanc ne se risque donc à tranformer celle-ci en habitation permanente ordinaire - par crainte que les autorités n'envoient un jour les bulldozers raser tout le bidonville. Pas loin de 30% des habitants de Casablanca gîtent dans ces bidonvilles. Ces ghettos dévoreront peut-être un jour la ville entière. Il y existe une subculture dans laquelle les gens vivent depuis des décennies, très isolés de la ville et de ses habitants.

Les habitants de ces bidonvilles sont hostiles aux autorités, sans pour autant envisager de se défendre, du fait qu'ils sont si incroyablement vulnérables et qu'ils ont tant à perdre. A leur idée, la ville vaut toujours mieux que le village, avec ou

sans travail. Ils ne veulent à aucun prix retourner dans les régions appauvries dont ils sont issus.

On peut dire que leur vie entière est soumise au contrôle des autorités : autorisation de séjour dans le ghetto, permis de travail, carte d'identité, permission d'envoyer leurs enfants à l'école, et j'en passe. Ils doivent se montrer extrêmement prudents pour ne pas mettre en péril le peu que leur offre la ville.

La lutte pour la survie est à ce point meurtrière dans ces quartiers misérables qu'aucun «extrémisme politique» ne peut s'y implanter. Les ventres creux ne se risquent que rarement à exprimer de la sympathie pour les solutions radicales, surtout quand celles-ci se fondent sur des idées importées de l'étranger. Ils ne peuvent pas se permettre d'être révolutionnaires. D'un autre côté, des explosions de haine et de terreur peuvent se produire dans ces bidonvilles le jour où les ventres creux n'auront plus rien à perdre. C'est ce qui s'est produit à Casablanca en 1965.

«L'homme ne vit pas seulement de pain », dit bibliquement l'un des protagonistes d'un roman - en français - de l'écrivain marocain Driss Charibis.

Il pouvait s'autoriser l'expression. Bien sûr, ce n'était qu'une image, mais il pouvait se la permettre. Les socialistes pouvaient s'offrir le luxe de réclamer plus que du pain. Dans les bidonvilles, il n'y avait pas de pain. Pas même quelques miettes.

Il n'y avait rien d'autre que des opprimés, des déracinés, qui pouvaient survivre avec un peu de chance, mais rien d'autre. Et les enfants, ces ribambelles d'enfants déjà debout avant le lever du soleil, nus, le ventre boursouflé par la faim et les yeux immenses, qui fouillaient les immondices en quête d'un peu de nourriture. La découverte de quelques miettes était un don de Dieu. En lieu et place, ils trouvaient des tracts politiques.

Ils ramenaient chez eux des trachomes et des staphylocoques, et manifestaient cette soumission à la volonté de Dieu que leur avait inculquée l'idéologie des adultes. Dans ces quartiers, les enfants et ceux qui attendent le retour des enfants n'ont qu'un seul but : pouvoir dire un jour qu'ils ont eu assez de pain pour vivre.

Quand on ne trouvait pas de pain, on pouvait trouver des déchets dont la société n'avait pas eu l'usage : des boîtes de conserve rouillées et de vieux cartons pourris. Les cartons servaient à fabriquer des murs et les boîtes écrasées des toits. Mais tous ces morts vivants attendaient une idéologie révolutionnaire qui les métatmorphoserait en guerriers. Assis devant leurs misérables cahutes, ils voyaient le soleil se lever à l'est et se coucher à l'ouest, entendaient les criailleries de la radio qui les inondait de mysticisme et de statistiques, de normes de production, d'hymnes et de publicités diverses pour des marchandises qui leur étaient aussi inaccessibles que le soleil.

A la campagne, la résistance contre le colonialisme était menée sur tous les fronts : politique, culturel et aussi armé. Les nationalistes des villes répandaient leurs idées, fondaient des partis, des journaux, des syndicats, et se livraient à la propagande idéologique. La résistance y revêtait des formes civiles «modernes» et subissait l'influence de la mentalité occidentale. En 1934, les Souassa de l'Atlas déposèrent les armes pour poursuivre la résistance sous d'autres formes et nombre d'entre eux participèrent à la première grande grève industrielle de 1936. Casablanca, ville presque entièrement édifiée par des migrants, parmi lesquels les Berbères du Haut-Atlas et de l'Anti-Atlas étaient fortement représentés,

devint alors la base d'opérations principale des Souassa. Et comme Casablanca était le centre commercial et industriel du pays, son évolution politique donnait le ton à celle du Maroc tout entier.

Ma mère me fit donc prendre le bus pour Casablanca où mon père travaillait. Quelque temps plus tard, mon père rentra à Tafraoute, mais je restai en arrière et travaillai dans différents magasins d'alimentation, pour toutes sortes de gens que mon père ne connaissait pas.

J'avais cinq ou six ans et on me traitait comme un esclave. On m'arrachait au sommeil à quatre heures du matin. Je devais mettre en ordre le magasin, puis livrer journaux ou lait à des gens qui habitaient les quartiers les plus huppés de la ville. Je devait soulever des objets plus lourds que moi. Pendant un certain temps, je fus employé dans un magasin qui vendait des produits chimiques destinés à la teinture des textiles. A force de respirer des produits chimiques, je fus atteint dans mes voies respiratoires et mes poumons. Je fus alors licencié. Je ne gagnais pour ainsi dire rien et ne travaillais que pour manger.

Je fus un enfant cruellement traité. Les marchands berbères les tout premiers, et parfois même les membres de ma propre tribu, m'exploitaient de la pire façon et je devais trimer jour et nuit comme un esclave. Je travaillais et habitais au magasin. Je dormais sous le comptoir.

En 1956 survint alors l'«indépendance». Mes parents séjournaient à Tafraoute, alors que j'habitais Casablanca chez mon frère Mohamed qui, déjà adolescent, avait ouvert un petit commerce. Mais, quelques mois plus tard, il regagna lui aussi Tafraoute et je dus travailler chez d'autres gens.

J'occupai mon dernier emploi d'enfant dans une famille juive qui possédait un magasin d'alimentation à Casablanca et s'apprêtait à émigrer en Israël ou au Canada. Il envoyèrent une fille en Israël et un fils au Canada pour tâter le terrain. C'est chez eux que je découvris combien les juifs sont haineux et racistes envers les musulmans et les chrétiens. Je n'avais pas le droit de manger à leur table. Ils ne considéraient pas les non-juifs comme des êtres humains.

C'est à cette époque que je me mis en tête d'aller à l'école pour m'instruire, et je demandai à un cousin de me ramener au village. Mon père en conçut une violente colère. Il voulait absolument que je fisse une carrière d'«homme d'affaires» comme tous ceux de notre région. La voie vers une telle carrière consistait à travailler, enfant déjà, dans un commerce. «Tu me parais un drôle d'oiseau», fulmina-t-il. Mais je voulais aller à l'école à tout prix, bien qu'il eût décidé que, au village ou en ville, je devais travailler et ne jamais mettre les pieds dans une salle de classe.

Sans demander à mon père sa permission, je parcourus alors quelque quinze kilomètres à pied pour gagner Tafraoute et rendre visite au gouverneur, au Caïd, chef de l'administration du district de Tafraoute. Son nom était Hadj Ahmed Ougdourt. Il était unique en son genre au Maroc. Plus de quatre vingts mille personnes dépendaient de Hadj Ahmed Ougdourt; en tant que cheik, mon père était lui aussi son subordonné. Je me rendis donc chez cet homme et lui dit que je voulais aller à l'école mais que mon père s'y opposait.

Hadj Ahmed Ougdourt était quasiment analphabète. Cependant, les bruits les plus extravagants couraient sur sa vie, des bruits fabuleux. Il s'était montré si récalcitrant durant l'époque coloniale qu'on l'avait mis sous les verrous à Tafraoute.

En réalité, il était issu de la tribu des Issy qui vivait à trois lieues de Tafraoute, et avait possédé précédemment un petit commerce à Rabat. En prison, il s'était conduit fièrement et hautainement à l'égard du chef français, le «Qbtann», comme on l'appelait - c'était le gouverneur militaire de Tafraoute. On racontait que, prisonnier, Hadj Ahmed Ougdourt avait dit à ce chef : «Quand mon pays sera libre, c'est moi qui serai chef à ta place ici !»

Très rares étaient alors ceux qui osaient espérer que le Maroc accéderait un jour ou l'autre à l'indépendance. Le peuple était à ce point découragé et la force militaire des Français si grande que seuls quelques-uns croyaient au fond d'eux-mêmes à une victoire sur l'oppresseur, mais Hadj Ahmed Ougdourt en faisait partie. Son unique idéologie, son unique force était la foi au Coran. Celui qui ne reconnaît pas de force supérieure vit souvent selon la loi de la jungle. Mais pour un musulman pieux, la force doit s'appuyer sur la justice et la justice doit être forte, afin qu'on puisse créer un monde plus humain.

Lorsque l'indépendance devint effective, on libéra cet homme et le nouveau gouverneur marocain le nomma caïd de Tafraoute. Ce n'était pas un conformiste, c'était par nature un original, un adversaire de toute injustice et un ennemi acharné de toute corruption.

Il mobilisa aussitôt la population pour construire une école dans chaque village et des routes entre les villages, et fit planter des milliers d'oliviers. C'est même à son initiative que fut créée la première coopérative de la région. Il veilla à la réalisation de tout cela sans avoir reçu d'ordres de l'autorité supérieure. Tous ces bienfaits naquirent de son initiative.

Il s'avéra qu'en leur accordant l'«indépendance» les Français avaient trompé les Marocains. Ils avaient transmis le pouvoir au sultan, mais continuaient à tirer les ficelles en coulisse, et lui fournissaient des officiers formés en France et qui avaient aussi servi dans l'armée française - des hommes comme Oufkir et Dlimi, par exemple - , avec toute une armée issue directement de l'armée française. La police se recrutait principalement parmi les traîtres et les collaborateurs qui avaient été les suppôts des colonialistes français et s'installaient désormais aux postes de commande.

Le caïd de Tafraoute, résistant déclaré à la puissance coloniale, était peut-être la seule exception du Maroc. On disait de lui qu'il dansait sur une autre musique que celle du sultan. Il nous montrait comment les choses se seraient passées si nous avions acquis une indépendance authentique. Il avait le don de mobiliser spontanément le peuple et savait persuader les gens de se porter volontaires pour construire des écoles ou des routes sans qu'il fût besoin d'une administration ou d'un budget. La construction terminée, il envoyait une lettre au ministère de l'éducation de Rabat et lui faisait savoir qu'il y avait désormais à tel et tel endroit une école et même des maîtres.

Les procédés autoritaires du caïd choquaient et inquiétaient aussi bien les autorités provinciales d'Agadir que les autorités centrales de Rabat. Il commettait l'erreur de prendre au pied de la lettre le mot «indépendance». Il construisit aussi un grand foyer pour orphelins et enfants pauvres, et fit même aménager une école pour les enfants qui ne pouvaient pas fréquenter les écoles officielles. Il s'y présenta trois cents élèves.

Je fus un des enfants qui, grâce à ce foyer et à l'école construite par Hadj Ahmed, purent suivre des cours. Enfant, je voyais en lui un modèle et un héros. Il possédait un sentiment profond de la justice et un sens de la démocratie et des droits de l'homme qui se manifestait non seulement dans ses paroles, mais aussi dans ses actes.

Hadj Ahmed fonda en outre à Tafraoute une coopérative, une fabrique de tapis où des douzaines de femmes trouvèrent du travail. On n'avait encore jamais vu pareille chose dans notre région. Nous n'avions jamais eu non plus de bibliothèque, mais il veilla à nous en fournir une. Il fit même construire les premières toilettes publiques, au centre de Tafraoute, sur la place du marché du Souk Larbâa. Les gens de l'endroit n'avaient jamais vu quelque chose qui ressemblât à des toilettes modernes. Ils assouvissaient leurs besoins quelque part à l'air libre, mais ils se rendirent alors en foule aux toilettes flambant neuves.

C'était un mercredi et jour de marché. Lors de l'inauguration de l'édicule, le caïd fit un discours. Peu après, on remarqua que les gens se soulageaient partout sur le sol mais pas dans les trous pratiqués à cet effet. Aussi, le jour de marché suivant, le caïd fit-il à nouveau assembler la foule et prononça-t-il derechef une allocution. Homme profondément religieux, il commença comme d'habitude ses exhortations en glorifiant Dieu. Puis il continua : «Pourquoi ne placez-vous pas vos trous sur les trous des toilettes ?» Il poursuivit furieux : «Dieu puisse-t-il vous montrer la voie !» et s'en fut.

Le caïd plaça à la tête de la nouvelle bibliothèque du centre de Tafraoute un fqih d'une cinquantaine d'années. Celui-ci n'avait de sa vie lu d'autre livre que le Coran. Il s'appelait Sidi Mahfoud. La lecture des nouveaux livres de la bibliothèque ébranla fortement sa foi jusqu'alors solide. Il était incapable de répondre aux nombreuses questions épineuses des lecteurs de la bibliothèque. Les journaux à disposition faisaient état des satellites russes envoyés vers la lune et du voyage de Gagarine dans l'espace. Tout cela finit par dépasser les facultés intellectuelles de Sidi Mahfoud. Au bout de quelques mois, il perdit la tête.

Un jour de marché, il rassembla plusieurs centaines de personnes à l'extérieur de la bibliothèque, pour prononcer un discours «important». Il fit savoir à ses auditeurs étonnés que, la nuit précédente, «avec l'aide de Dieu», il s'était envolé dans l'univers et vers la lune, et qu'il y avait rencontré notamment le démon («djinn») Jamharosh.

Le caïd Hadj Ahmed n'aimait pas les charlatans, eussent-ils perdu la tête. Il fit arrêter et enfermer Sidi Mahfoud pendant deux jours en le sommant de faire venir Jamharosh du cosmos pour libérer son astronaute. Puis le vaillant cosmonaute fut confié aux soins d'une clinique psychiatrique d'Agadir. La bibliothèque fut fermée deux mois. Après sa réouverture - avec un nouveau directeur - nombreux furent ceux qui ne s'y risquaient plus, par crainte du démon que Sidi Mahfoud avait rencontré.

Hadj Ahmed était un homme absolument original et le bien qu'il a fait aux gens de la région est proprement incommensurable. Il réalisa une véritable révolution culturelle. Il traitait dédaigneusement les anciens collaborateurs de la puissance coloniale de «traîtres à la cause du peuple» et de «néo-colonialistes». Ils ne reçurent de lui aucun privilège, contrairement à ce qui se passait ailleurs, mais durent faire la queue comme n'importe qui quand ils lui demandaient audience. Pareil traitement ne fut nullement du goût de ces messieurs, car il était unique dans le pays. Les riches étaient habitués à pouvoir tout acheter, y compris les fonctionnaires.

Partout ailleurs au Maroc, l'«indépendance» tourna à la farce, avorta en quelque sorte. Le roi Mohamed V était le cheval de Troie des Français. Les traîtres et les néo-colonialistes remplacèrent les maîtres français. On aurait dit que les Français avaient simplement dépouillé leurs vêtements européens pour revêtir en lieu et place la «djebella», costume national marocain. Les fonctionnaires de la police, par exemple, restaient ceux-là même qui, par le passé, avaient

complaisamment servi les Français.

Toutes les organisations de résistance nées de la lutte contre les Français furent progressivement dissoutes et beaucoup de leurs membres se retrouvèrent derrière les barreaux. Le Coran dit avec raison : «Quand les rois prennent le pouvoir dans un pays, ils le corrompent et le détruisent et transforment ses hommes libres en esclaves. C'est ce qu'ils font en vérité.» L'actuelle monarchie marocaine a été mise en place par le colonialisme, non par le peuple marocain. De toute façon, l'islam interdit le régime monarchique.

Le caïd de Tafraoute, Hadj Ahmed, put exercer son activité quatre ans, de 1956 à 1960, avant d'être mis à pied par le gouverneur d'Agadir, sur ordre du roi. Un an plus tard, il fut assassiné par des agents du monarque, parce qu'il avait refusé de s'intégrer dans le système corrompu. Le caïd était membre de l'orchestre, mais il troublait la symphonie en jouant à son rythme personnel. C'est pourquoi il fut relevé de ses fonctions et remplacé par le pantin Abdelaziz qui avait été secrétaire du gouverneur militaire français de l'époque coloniale. C'était donc le type même du traître et un pur produit du colonialisme ancien et nouveau.

C'est au caïd Hadj Ahmed, qui croyait à la démocratie islamique («shora»), que mon père dut son élection à la fonction de cheik de la tribu des Tahalas. Dans le reste du pays, les cheiks n'étaient pas élus mais désignés par les gouverneurs de provinces. Un dimanche de janvier 1956, jour de marché, le caïd rassembla les membres de la tribu des Tahalas au marché du souk Lhad pour qu'ils élisent leur cheik. C'est mon père qui fut choisi parmi de nombreux candidats. Lorsque, début 1958, il refusa de me laisser aller à l'école, je me rendis donc, comme je l'ai dit plus haut, chez le caïd.

Je n'étais qu'un petit enfant, mais il me reçut. L'un des boutons de ma chemise était différent des autres. Le caïd était tâtillon et perfectionniste. Il blâmait tout ce qui ne trouvait pas grâce à ses yeux et qu'il voulait réformer. «Qui donc a cousu ce bouton ?», me demanda-t-il. «C'est moi, je n'ai pas trouvé de bouton assorti», répondis-je. «Alors il te faut en chercher un. Il faut tout faire convenablement, ainsi que l'a ordonné le prophète. Tout ce qui mérite d'être fait doit être fait correctement et avec soin.» Il me donna un opuscule contenant un choix de paroles du prophète («hadith») et poursuivit : «Il ne suffit pas de lire et de réfléchir, il faut aussi agir comme le prophète Mahomet.» Le caïd me parlait comme à un adulte. «Il va de soi que je vais t'envoyer à l'école», dit-il. «Tu pourras loger gratuitement à l'orphelinat.» Il m'inscrivit à l'école. Mon père n'en fut pas peu fâché, mais il ne pouvait rien faire contre une décision venue de son supérieur.

Je devais avoir onze ou douze ans, soit plusieurs années de plus que les autres élèves. Je n'avais pas de véritable sac d'école, mais un simple sac tressé semblable à ceux que les femmes utilisent pour faire leur marché. Je travaillais jour et nuit. Je m'étais acheté des bougies stéariques afin de pouvoir continuer à m'instruire après l'extinction des feux, qui avait lieu à dix heures du soir. A l'aide de deux cartons et de ma couverture, je construisais autour de mon lit une sorte de tente dans lquelle je pouvais étudier à loisir.

Nous devions sortir du lit à quatre heures du matin. Un ancien sous-officier de l'armée française était responsable de la discipline de l'internat et réglait l'ordonnance de nos journées avec une précision militaire. Au lever, nous devions nous laver à l'eau glacée avant le petit-déjeuner, puis venait la prière du matin. Certains élèves n'aimaient pas se laver en hiver, à cause du froid, et se contentaient de faire semblant. Un jour, le caïd pénétra inopinément dans la mosquée à

quatre heures et demie du matin et s'aperçut que quelques-uns des enfants portaient leur chaussures, ce qui est interdit dans une mosquée. Il fut très irrité contre nous. Mais c'était une homme fantastique à qui j'étais infiniment attaché.

Au bout de quelques semaines en première seulement, je fus autorisé, en raison de mon zèle infatigable, de mes connaissances préliminaires et de mon âge, à passer directement en troisième. Trois mois plus tard déjà, je me retrouvais en quatrième et dernière année.

A cette époque, soit fin 1958, le ministre de l'éducation s'appelait Mohammed el-Fassi. Il appartenait au parti Istqlal et c'était un homme très convenable. El-Fassi était favorable à une arabisation rapide de l'enseignement et avait décidé que les enfants devaient suivre les cours d'histoire et de géographie marocaine en arabe et non plus en français comme par le passé.

Le seul ennnui, c'était qu'il n'y avait pas de maîtres arabophones pour enseigner ces branches. Les maîtres de religion des mosquées n'avaient jamais étudié l'histoire ou la géographie ni reçu de formation pédagogique dans ces disciplines. Comment auraient-ils pu les enseigner copnvenablement ? Ils n'avaient pas la moindre notion d'histoire et de géographie. Leur pédagogie consistait à faire répéter indéfiniment aux élèves ce qu'ils avaient dit précédemment du haut de leur pupitre.

Mon premier maître de géographie s'appelait Hadj Mohamed. Il venait d'un village situé à cinq kilomètres de Tafraoute. En dépit de sa mauvaise vue, il se refusait absolument à porter des lunettes, car il rejetait tout ce qui n'était pas création de Dieu. Il désapprouvait absolument, par exemple, l'usage du bus, et préférait se rendre à l'école perché sur une créature de Dieu, en l'occurrence un âne. Il parcourait chaque jour à dos d'âne les cinq kilomètres qui le séparaient de l'école. Il suspendait au tableau une carte du Maroc et disait simplement : «Voici le Maroc, répétez tous, voici le Maroc. Voici Casablanca, répétez après moi, voici Casablanca. C'est ainsi que Dieu a créé le Maroc, répétez-le tous trois fois.» Et ainsi de suite. Nous répétions comme des perroquets tout ce que nous soufflait le maître. Pendant les récréations, nous taquinions son âne. Mais un beau jour, il vint à l'école sans son âne et nous apprîmes qu'il s'était marié et que sa femme lui avait fixé un ultimatum : l'âne ou moi ! Elle était plus jeune que lui et c'était une femme émancipée. Un mois plus tard à peu près, il revint à l'école sur sa monture. Il avait opté pour l'âne et divorcé.

Je ne fréquentai cette école que deux ans au lieu des quatre ans habituels. On me remit une attestation qui prouvait que j'avais terminé l'école primaire marocaine et que je pouvais poursuivre ma formation. Il n'y avait pas de lycée à Tafraoute. Le lycée le plus proche se trouvait à Tiznit, à quatre-vingts kilomètres plus au nord, et si le séjour en internat y était payant, les cours eux-mêmes étaient gratuits.

Je pus donc fréquenter le lycée. Celui-ci durait six ans et se subdivisait en deux degrés. Le premier degré de trois ans, ou école secondaire, était couronné d'un brevet; le second, ou cours complémentaire, qui durait également trois ans, conduisait au baccalauréat. Il n'y avait à Tiznit que le premier degré. Pour suivre le second, il fallait se rendre à Agadir, à cent cinquante kilomètres au nord de Tafraoute, ou à Casablanca, à sept cents kilomètres plus au nord.

Mon père continuait à s'opposer unguibus et rostro à ce que je fréquente l'école, mais je m'adressai à nouveau au caïd qui se déclara prêt à payer les quatre cents dirhams trimestriels que coûtait l'internat de Tiznit. C'était pour l'époque une

somme énorme et il la payait de sa propre poche. Il m'envoyait tous les mois une lettre dans laquelle il m'exhortait à étudier avec beaucoup d'assiduité.

A la fin de ma première année scolaire à Tiznit, le caïd fut révoqué. Comment allais-je dès lors poursuivre ma formation ? Le recteur, un Français malfaisant et brutal du nom de Pruvost, me dit que la seule possibilité d'obtenir une bourse consistait à signer un contrat par lequel je m'engageais à devenir instituteur après achèvement des trois premières années de lycée. Mais cela impliquait que je ne pourrais pas suivre les trois années supérieures du lycée et que je devrais donc renoncer au baccalauréat. Je repoussai cette proposition, mais il se fâcha et me contraignit à l'accepter.

Mon idée n'était nullement d'instruire des bambins. Je voulais suivre les traces de Nasser et, comme lui, me battre pour la liberté et lutter contre les injustices sociales en abattant la monarchie. Je signai donc le contrat comme on l'exigeait de moi, bien résolu toutefois, dans le secret de mon coeur, à tourner le dos à l'école de Tiznit le moment venu.

Toute l'injustice que j'avais vécue enfant m'avait précocement mûri. Ma conscience politique s'était éveillée inhabituellement et je pris dès l'époque de ma scolarité à Tiznit une position politique tout à fait claire. Ce n'est pas dans les livres que j'avais découvert les injustices sociales, je les avais subies dans ma chair.

J'ai déjà mentionné que Hadj Ahmed fut relevé de sa fonction à la fin de ma première année au lycée de Tiznit. Il mourut quelques années plus tard dans des circonstances obscures, dans son villag d'Issy, à quarante kilomètres au sud de Tafraoute. La rumeur publique attribua ce meurtre aux agents du roi. Sur le plan local, Hadj Ahmed m'avait apporté la preuve qu'il est possible de s'engager activement en faveur de la justice sociale et de la démocratie.

Mais en ce qui concerne la politique nationale et internationale, mon modèle était Nasser. Il avait prouvé par ses actes qu'il est possible de triompher du colonialisme et du néo-colonialisme et de briser la monarchie, fer de lance d'un système pourri et tyrannique. Les partis politiques du Maroc font partie de ce système. Il ont à leur tête une élite corrompue, colonisée et pervertie jusque sur le plan culturel et intellectuel. Lorsque j'écoutais à Tafraoute les discours politiques radiodiffusés de Nasser dans l'émission du Caire «Voix des Arabes», je sentais que cet homme exprimait mes idées, que son rêve était aussi le mien et qu'il était le chef né des Arabes et des musulmans. A cette époque déjà, je sentais que, quoique encore enfant, je devais lutter avec Nasser pour une société plus juste et pour un avenir meilleur, donc pour un monde nouveau.

Mais comment ? Je devais, pensais-je, commencer par acquérir une instruction solide, comme Nasser, mon idole et mon guide. Mais la fréquentation du lycée de Tiznit me permettant tout juste de devenir instituteur, mes chances de réaliser mon rêve et de m'engager à fond en faveur de ma patrie s'en trouvaient sensiblement amoindries.

Je me sens citoyen du monde. Je suis contre le nationalisme borné, particulièrement quand il est agressif et raciste. Le nationalisme est une arme nécessaire à la lutte pour la libération de son pays ou de son peuple, mais on devrait ensuite le passer par-dessus bord. Le nationalisme agressif et raciste qui a constitué en Europe la base du chauvinisme, de l'expansionnisme et de la haine raciale est une injure à la nature et une ignominie.

Mon admiration pour le combat que menait Nasser en Egypte me conduisit à triompher de bonne heure d'un

nationalisme étroitement marocain. Cette attitude m'a permis de ne pas me sentir étranger lorsque je suis venu en Suède par la suite. Je suis au tout premier chef un homme, et c'est à la lutte en faveur de l'homme qu'est vouée toute mon existence.

Comme je ne pouvais pas discuter raisonnablement avec le recteur despotique qui voulait limiter à trois ans ma fréquentation du lycée, je décidai dans le plus grand secret de tenter un petit coup. Ce recteur français était un personnage parfaitement antipathique, qui battait les enfants sans pitié. J'allais jouer un tour à cet individu. Mais il me fallait préalablement le brevet prouvant que j'avais suivi les trois ans du degré inférieur du lycée.

Un beau jour d'octobre 1960, je dis au professeur que je comptais nettoyer la classe. J'obtins les clés du bâtiment scolaire et me allai droit à une armoire qui contenait les dossiers et nos brevets. J'en sortis mes papiers et, le lendemain, je me levai de très bonne heure pour quitter l'école sans espoir de retour. Je n'avais pas un sou en poche, mais un chauffeur de bus qui connaissait mon père m'emmena à Casablanca.

Table des matières:

Le néo-colonialisme

Avant que les Français n'eussent brisé le mouvement de résistance des campagnes, l'idée d'un Maroc indépendant était déjà très populaire parmi les intellectuels des villes. Au début des années cinquante, les autorités françaises d'occupation n'étaient plus en mesure d'étouffer efficacement ce rêve de liberté, malgré un recours assidu aux moyens de répression éprouvés que sont la prison, l'exil et la censure de la presse. Le bannissement du Sultan Mohamed V, accusé de jouir du soutien des nationalistes, constitua une ultime tentative désespérée de reprendre le contrôle du pays. Cette mesure engendra des protestations massives et entraîna une série d'attentats terroristes aussi bien dans les villes que dans les campagnes - il existait deux petits mouvements clandestins. Le parti de l'indépendance Istiqlal, contrôlé par des forces «bourgeoises», tentait de canaliser la vague nationale. Il réclamait l'indépendance, mais «assortie du maintien de relations étroites avec la métropole», Paris. Le parti exigeait de surcroît l'introduction de la démocratie si, en même

temps, le sultan remontait sur le trône.
Après deux ans de protestations croissantes, les Français inaugurèrent inopinément une nouvelle tactique, et le Maroc devint formellement indépendant sous la direction du palais. La France était alors soumise à une très forte pression en raison d'une série de guerres d'indépendance qui avaient éclaté dans diverses parties de son empire. La guerre d'Indochine avait démoralisé l'armée française. 1954 avait vu la chute de Dien Bien Phu, alors que les mouvements nationaux du Maroc, de Tunisie et surtout d'Algérie intensifiaient leurs activités.

Il n'était pas possible de mener la guerre sur tous ces fronts à la fois. La reconnaissance par la France de l'indépendance marocaine en 1955, suivie l'année suivante de l'indépendance officielle, entraîna pour le colonialisme deux autres défaites : l'indépendance de la Tunisie et les accords de Genève sur l'Indochine.

Pour Paris, l'essentiel était de protéger les énormes capitaux français investis au Maroc en concentrant simultanément toutes ses forces sur la répression du mouvement de résistance d'Algérie, qui prenait de la vigueur. Avant l'époque coloniale, le Maroc était dirigé par des sultans, qui étaient élus par un groupe de «Ulama» (théologiens; au singulier : «Alim»). Le Maréchal Lyautey, ancien commandant militaire du Maroc et monarchiste convaincu fit du sultanat une monarchie à l'européenne et du sultan un roi à la française.

La monarchie est prohibée par l'enseignement islamique. Le premier pas vers la colonisation du Maroc consista à établir ce régime, à quoi vint s'ajouter la signature d'un accord de protectorat entre le Maroc et la France. Les paysans se soulevèrent et investirent la ville de Fès où le sultan résidait à l'époque. L'armée française pénétra alors au Maroc pour sauver la monarchie en danger. L'analogie avec l'entrée des Soviétiques en Afghanistan en décembre 1979 est absolument manifeste.

L'époque coloniale marocaine dura quarante-cinq ans. Lorsque le colonialisme français se vit sérieusement menacé, il s'appuya sur la monarchie pour établir un ordre néo-colonialistes aux formes économiques, culturelles et politiques nouvelles. C'est ainsi que le «protectorat» perdura en quelque sorte, mais dans le cadre d'un «nouvel ordre mondial» qui permettait aux grandes puissances de s'épargner des interventions militaires directes aussi longtemps que des garçons de course comme Hassan II, Najibullah ou Pinochet se chargeaient de leurs affaires.

Après l'indépendance, le Roi Mohammed V, ancien sultan, concentra tous les pouvoirs entre ses mains. Il maîtrisa solidement les politiciens bourgeois en faisant miroiter des élections générales aussitôt que le pays serait «mûr». Il les appâtait aussi parfois en leur offrant une place dans son gouvernement. En fait et en vérité, l'ancien ordre colonial subit bien peu de changements. Il fut simplement pourvu d'une façade nationale. En 1958, trois ans après l'indépendance, les tribunaux étaient toujours présidés par des juges français.

Des officiers français et juifs occupaient des positions clés dans l'armée; les grands propriétaires français restaient tranquillement sur leurs terres; les patrons français de l'économie dirigeaient quasiment la totalité du secteur industriel moderne : transports, mines, industrie de transformation, presse quotidienne, banques, industrie alimentaire, et j'en passe.

Le commerce était toujours tributaire de la France. Les oranges et les phosphates constituaient comme par le passé nos

biens d'exportation principaux. Les précieuses devises nécessaires au développement d'une infrastructure industrielle étaient gaspillées dans l'importation de produits agricoles, blé et sucre, qu'on aurait dû tout simplement cultiver sur place. L'agriculture était au contraire axée exclusivement sur l'exportation. Les devises étaient en outre bradées en grande partie dans l'achat d'articles de luxe destinés à une classe privilégiée de plus en plus nombreuse, formée exclusivement de riches étrangers.

Le parti Istiqlal collaborait quasiment avec le Palais et les intérêts financiers étrangers au maintien de l'ordre établi. De nombreux groupes indépendants nés de la lutte pour l'indépendance se retrouvaient sous le contrôle de l'Etat. Les politiciens bourgeois s'avéraient totalement incapables de ravir le pouvoir à la monarchie.

A la suite de la crise économique engendrée, après l'indépendance, par la fuite croissante des capitaux, les grèves augmentaient en nombre et en violence. Les ouvriers des villes qui avaient constitué l'épine dorsale du mouvement de libération étaient prêts à monter aux barricades pour que l'indépendance ne dégénérât pas en une façade nationale. La réponse des partis bourgeois consistait à placer les antigrévistes sous la protection de la police. Aussi les chefs syndicalistes se détournaient-ils toujours davantage de l'Istiqlal. Tout cela finit par aboutir à la scission du parti, et l'aile gauche prit alors le nom d'UNFP (Union Nationale des Forces populaires). Mais ces luttes partisanes internes n'étaient en vérité nullement de nature idéologique. Il s'agissait tout simplement d'une course au pouvoir que le roi en personne et son fils, le prince héritier Hassan, l'actuel roi Hassan II, avaient orchestrée pour diviser un parti qui aurait pu remettre en question la prétention de la monarchie à exercer le pouvoir.

L'aile «gauche» du parti dont était issue l'UNFP était, elle aussi, formée d'opportunistes et d'amateurs de charges qui collaboraient joyeusement avec la monarchie quand ils récoltaient quelques miettes de la table royale.

Le palais parvint longtemps à se concilier les nouveaux chefs «militants» de la gauche en leur offrant quelques postes importants dans un nouveau gouvernement royal formé en décembre 1958. Abdallah Ibrahim de l'UNFP devint premier ministre. Mais les positions clés comme le ministère de l'intérieur, le ministère de la police et celui de la défense restèrent sous contrôle royal. C'est précisément à l'époque de ce gouvernement UNFP qu'Hassan, alors prince héritier, à qui l'armée était subordonnée, réprima le soulèvement populaire de la région du Rif et que des milliers d'innocents furent massacrés dans d'innombrables villages de ce territoire.

Quelques mois plus tard, l'UNFP était abattue à son tour. Ses journaux furent interdits, beaucoup de ses fonctionnaires furent mis sous les verrous, et Ben Barka, qui se trouvait alors à l'étranger, fut empêché de rentrer au Maroc, accusé qu'il était d'avoir participé à une conjuration contre le prince héritier Hassan. Ben Barka avait été le professeur de mathématiques d'Hassan. Il avait considérablement contribué à donner à la monarchie un semblant de légitimité en proposant, alors qu'il était porte-parole de la première «Assemblée consultative» du pays - sorte de pseudo-parlement sans compétences effectives -, que Mohamed V désignât le prince Hassan comme prince héritier, alors que le Maroc n'avait jamais été une monarchie héréditaire ! En 1960, le roi procédait à la dissolution du gouvernement et s'attribuait le poste de chef du gouvernement.

Le palais s'opposait au développement de l'industrie et à l'extension des villes, car tous deux auraient pu conduire à un élargissement de la base sociale des anti-monarchistes. De plus, l'aile nationale aurait pu s'en trouver renforcée au sein

de la bourgeoisie marocaine.

Tout cela aurait pu entraîner une aspiration à un pluralisme et à un parlementarisme véritables, qui aurait mis en danger le pouvoir de la cour. C'est pourquoi le roi avait opté pour une politique visant à réaliser, à la campagne, des projets importants et coûteux qui renforçaient l'influence des grands propriétaires féodaux aux dépens des petits paysans.

La réalisation d'énormes barrages et systèmes d'irrigation procurait pour un temps du travail au prolétariat rural, mais une fois la construction terminée, les principaux bénéficiaires en étaient les grands propriétaires, qui pouvaient dès lors cultiver des produits d'exportation dans des champs plus grands et plus fertiles.

Le grand capital européen était hautement satisfait de ce programme. Il avait au Maroc trois intérêts principaux : un flot de main-d'oeuvre à bon marché pour les pays industrialisés d'Europe, un proche débouché pour ses produits industriels et la protection des investissements déjà opérés. Le tourisme était en outre systématiquement favorisé et avait pris la deuxième place dans l'ordre des investissements. Il stimulait la construction d'hôtels, la production d'appareils de conditionnement d'air, la construction d'aéroports, la fabrication d'autobus, entre autres.

Le programme économique royal bénéficiait également du soutien plein et entier d'autres puissances importantes : des gouvernements français et américain, des milieux industriels français, sans parler des organisations financières internationales comme le FMI et la banque mondiale.

Février 1961 vit la mort du roi Mohamed V. Le pouvoir passa alors à Hassan II, roi autoproclamé. Au cours de la première moitié de 1962, la victoire de la révolution algérienne se trouva à portée de la main, tandis que l'idée de former un Etat libre et uni du Maghreb, qui aurait englobé le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Lybie, devenait de plus en plus populaire au Maroc. Ben Barka rentra en mai 1962, et se fit le porte-parole des efforts tendant à regagner l'influence perdue de l'UNFP, surtout à la campagne.

Le Palais répondit par toutes sortes de manoeuvres qui devaient lui assurer l'initiative politique. Il fit un projet de nouvelle constitution qui devait être soumis au peuple. La votation fut fixée à décembre 1962. Elle fut manipulée d'un bout à l'autre. Le parti de Ben Barka cria au boycottage, mais sans le moindre succès : la constitution fut acceptée «à une écrasante majorité» par une population qui espérait en des jours meilleurs, qui vivait dans la pauvreté, qui ne savait rien des artifices de la politique électorale, des votations manipulées et des fraudes électorales.

L'été 1962 fut la période la plus agitée depuis l'indépendance. Dans diverses régions rurales, les paysans s'emparèrent des terres. Dans les villes, les campagnes politiques et les manifestations se succédaient. Les bruits les plus fous se répandaient sur une libération imminente du Maroc avec l'appui algérien.

Le Palais réagit par la répression ouverte. Des centaines de fonctionnaires UNFP furent arrêtés; beaucoup furent torturés et condamnés à des peines sévères. Ben Barka qui se trouvait à l'étranger fut derechef interdit de retour. Seuls les étudiants continuaient à protester. Ils ne cessaient de provoquer le régime à coups de grèves, de manifestations et de protestations. En mars 1965, les étudiants réussirent à s'allier les ouvriers et on en vint à des tumultes qui ébranlaient à journée faite les grandes villes du pays, Casablanca en tête. Mais la faiblesse de l'opposition facilita la brutale

répression de l'insurrection par les forces royales de sécurité.

Un mois plus tard ou peu s'en faut, Ben Barka était assassiné en France. Il fut généralement admis que l'attentat était à porter au compte de la cour marocaine, en collaboration avec le Mossad et la police d'Etat française. Ce fut alors au Maroc le début d'un long hiver politique. Seules les manifestations estudiantines et les ripostes du régime créaient régulièrement de l'agitation. Il fallut attendre 1970 pour qu'un dégel s'amorçât.

Table des matières:

La première révolte

Ce jour-là - c'était jour férié -, je me trouvais dans ma chambre d'officier, au stationnement de Moulay-Ismail à Rabat. J'étais plongé dans un livre intitulé «La technique d'un coup d'Etat»; j'ai oublié le nom de l'auteur. L'officier du jour, le Capitaine Mazouz, entra chez moi en coup de vent et m'annonça que l'état d'alerte venait d'être proclamé.

Je sautai dans ma tenue de combat, rassemblai mes hommes et leur ordonnai de sauter dans leurs chars. Il était à peu près trois heures de l'après-midi. Il se trouva que le soldat détenteur des clés était justement absent. Je fis enfoncer la porte du dépôt de munitions pour faire équiper les dix-sept chars qui composaient mon unité de munition à balle.

A cet instant, je vis le lieutenant-colonel Saad, chef d'état-major de la brigade des chars, franchir la grand porte de la caserne à bord d' une automobile noire. Il était suivi du colonel Abaroudi, commandant de la marine royale. Ils étaient tous deux en civil. Bouleversé et pris de panique, Saad me cria : «Nous venons du palais de Shkirat. Le palais royal a été attaqué par des civils armés. Il y a beaucoup de morts. Filez au palais. Suivez la route principale et abattez tous les gens armés qui vous barreront la route.»

Je savais que les «officiers Libres» avaient donné mission au lieutenant-colonel Mohamed Ababou de faire tomber le roi avec l'aide du général Madbouh. Mais seuls les participants directs à l'opération étaient au courant du moment, du lieu et des conditions exactes du putsch. Aussi ne savais-je pas exactement ce qui s'était passé.

Je quittai le stationnement de Moulay-Ismail à la tête de ma colonne, debout dans la tourelle ouverte de mon char. Je me sentais heureux à la pensée que la citadelle du tyran avait été attaquée, quand bien même je ne voyais pas très bien qui exactement pouvait avoir monté le coup. En même temps, j'avais honte d'être resté les bras croisés pendant que se décidait le sort de ma patrie. Que n'avais-je pu participer à l'assaut du palais ! Avoir part à la chute du régime du tyran aurait été un honneur pour tout combattant de la liberté.

Bien décidé à ignorer tous les ordres et à me ranger avec mes propres chars du côté des rebelles, je décidai de rallier le palais par la route de la côte qui est un peu plus courte. Il se peut qu'en prenant cette décision malheureuse et fatale j'aie sauvé le roi.

J'ai appris plus tard que les camions transportant les soldats rebelles rentraient à Rabat par la route principale pendant que ma colonne de chars empruntait la route de la côte reliant Rabat à Skhirat. Si j'avais choisi le même chemin qu'eux, mes dix-sept chars auraient opéré leur jonction avec eux et, grâce à ce renfort, le putsch de Skhirat aurait probablement réussi. L'histoire du Maroc aurait alors pris un autre cours !

Skhirat est le nom de la résidence d'été du roi. Elle se trouve sur la côte atlantique à quelques kilomètres au sud de Rabat, sur la route de Casablanca. En cet après-midi d'été, les abords de la route de la côte étaient bondés de baigneurs et de touristes. Des foules de badauds surgissaient devant mes chars. Savaient-ils déjà qu'une tragédie se jouait au palais royal ?

Sur le chemin du palais, j'appris que les soldats rebelles étaient des cadets de mon ancienne école militaire d'Ahermoumou où l'on instruit les sous-officiers. J'y avais été commandant de compagnie, instructeur et chef de mes anciens camarades de classe de l'Académie militaire. Elle était dirigée par l'un de mes anciens chefs, le lieutenant-colonel Ababou. Une vague de désespoir s'empara de moi. C'est à ses côtés que j'aurais dû me trouver au moment de l'assaut du palais. Et je n'allais être qu'un témoin de la dernière phase d'une catastrophe.

On m'apprit que l'un des meneurs du putsch, le général Madbouh, était mort. C'était lui qui m'avait permis naguère d'accéder à la carrière militaire. Le destin m'avait rapproché de deux hommes, Ababou et Madbouh, qui nourrissaient dans le secret de leur coeur la même chimère que moi : abattre la monarchie, qui incarnait pour moi tout ce que le Maroc avait de pire.

Comment le général Madbouh avait-il trouvé la mort ? Et pourquoi le colonel Ababou avait-il commis l'erreur de rallier Rabat si précipitamment, abandonnant le roi au palais presque sans surveillance ? Ces deux questions se sont posées aussitôt après l'échec du putsch. Peut-être n'obtiendront-elles jamais de réponse. Je n'étais pas sur les lieux au moment de la mort de Madbouh, je l'ai déjà dit. Mais, grâce aux déclarations des témoins, on peut se faire une image assez exacte de ce qui s'est passé à l'intérieur du palais.

Les membres du corps diplomatique avaient été invités à l'anniversaire du monarque. Avaient été invités également des hommes d'affaires étrangers influents en séjour au Maroc, ainsi que, naturellement, le gouvernement royal et les différents ministres. La fête témoignait du luxe incroyable dans lequel nagent le roi et son entourage.

Alors que les invités conversaient gaiement par petits groupes tout en se passant de petites assiettes de saumon fumé, des coups de feu retentirent au-delà des murs du palais. Des soldats firent irruption dans le palais en tirant furieusement. L'ambassadeur de Belgique s'effondra frappé à mort. Les gardes du palais, les invités, le roi, tous les assistants semblaient foudroyés.

On a soulevé plus tard une autre question quasiment insoluble : comment le colonel Ababou avait-il réussi à déplacer d'Ahermoumou à Skhirat via Fès, Meknès, Kenitra et Rabat une troupe qui ne comptait pas moins de mille quatre cents hommes, sans que le roi eût vent le moins du monde ?

Quel officier supérieur, ou plutôt quels officiers supérieurs avaient-ils négligé d'annoncer au chef militaire le plus haut placé du pays, le roi, le vaste mouvement de troupes qui avait eu lieu au travers du pays une nuit entière ? L'état-major de l'armée savait simplement que l'école de sous-officiers d'Ababou serait en manoeuvres d'été à Ben Slimane, à quelques kilomètres au sud de Skhirat.

Avant l'attaque du palais, Ababou avait subdivisé ses cadets en deux groupes. Le premier se concentra sur le côté sud du bâtiment, à droite du terrain de golf qui sépare le palais de la route, le second avança vers le nord du palais, depuis la gauche. La garde royale ouvrit le feu. Les hommes d'Ababou qui opéraient au nord reçurent l'ordre de tirer en l'air pour semer la panique dans ses rangs. Le groupe du sud, croyant que la garde l' avait pris pour cible, se mit à tirer de son côté. Alors qu'ils assaillaient le palais, les cadets, dans leur désarroi et leur panique, se tirèrent les uns sur les autres, car gardes et cadets portaient le même uniforme. Ce furent les premiers morts. Les invités se dispersèrent précipitamment. Quelques-uns d'entre eux portaient des armes à feu et en firent usage. Les cadets ripostèrent.

Ababou était un homme dur, court sur pattes, râblé, foncé de peau, qui passait pour absolument inflexible. Il s'agissait pour lui d'abattre le roi, d'exiler sa famille et de coller au mur quelques ministres. Bref, il voulait une révolution sanglante, sans quartiers. L'autre chef du putsch, le général Madbouh, nourrissait des projets tout à fait différents. Il voulait investir le palais, désarmer les gardes, se saisir du roi et exiger de lui qu'il abdiquât en faveur d'une junte de jeunes officiers.

De fait, un putsch sans effusion de sang eût été possible. Mais un malentendu catastrophique entre Ababou et Madbouh lors de l'attaque du palais engendra un chaos et des fusillades qui firent prendre à la révolte un tour sanglant. Aussi n'est-il pas étonnant que le putsch se soit soldé par un fiasco.

Le général Madbouh voit les gardes et les invités fauchés par le tir des mitrailleuses et il comprend que l'opération tourne mal. Soucieux d'avoir en main un atout, répugnant peut-être aussi à tuer, il tient absolument à ce que le roi survive. Il se met à sa recherche dans la foule prise de panique, le trouve et le pousse à se cacher en compagnie d'une dizaine d'invités dans des toilettes situées derrière la salle du trône.

Dehors, devant le palais, les coups de feu claquent. Madbouh s'entretient brièvement avec le monarque. Il l'exhorte à abdiquer.«Vous pouvez vous réfugier en France via Rabat ou Casablanca», lui dit-il. Le roi donne son accord. Hassan II signe un acte d'abdication qu'on trouvera plus tard, paraît-il, sur le cadavre de Madbouh La déclaration officielle du palais ne mentionne pas ce document et pour cause, pas plus qu'elle ne souffle mot de l'abdication réclamée au roi.

On raconte que le roi a assorti son accord d'une condition : la garantie que sa famille serait protégée. Madbouh accepta cette condition et envoya le docteur Ben Aich, médecin du roi, dans les appartements royaux avec mission de s'occuper des quatre enfants du monarque. Oufkir, qui s'était trouvé aux toilettes avec le roi, me raconta plus tard qu'Hassan avait accepté d'abandonner le trône sans discuter. Il était paralysé par la peur et ne songeait plus qu'à sauver sa vie et celle des siens.

C'est à ce moment que surgit le colonel Ababou en quête du roi. Madbouh lui apprit tranquillement que ce dernier était prêt à abdiquer et que lui, Madbouh, l'avait déjà envoyé à Rabat sous escorte. Ababou entra dans une colère noire. Il se tourna vers son garde du corps, Akka, géant au crâne tondu et aux bras de gorille et lui dit : «Madbouh est un traître, tue-le !». Akka tira et Madbouh s'affaissa sur le sol. Le docteur Ben Aich, revenu entre-temps, fut touché lui aussi et s'effondra.

Personne ne savait plus alors au Palais où se trouvait le roi. Ababou, fermement convaincu que le monarque avait pu s'échapper, rassembla, écumant de rage, ses derniers soldats et prit en toute hâte le chemin de Rabat pour intercepter le fuyard, occuper la station de radio et mener à bien son projet. Il laissait toutefois derrière lui à Skhirat une petite troupe de vingt cadets munis d'instructions : ils avaient jusqu'à 19h. pour mener les invités au stationnement militaire du palais. Les hôtes étrangers devaient y être séparés des autres. D'ici là, tout serait gagné ou perdu.

Il ne se passait plus grand-chose au palais à ce moment-là. Tout le monde était encore sous le choc. Un soldat obligé de se rendre aux toilettes finit par découvrir le roi tout à fait fortuitement, sans le reconnaître. Il embarqua l'homme vêtu d'une chemise beige-rose et le conduisit auprès de quelques autres prisonniers à un mur où il s'assit docilement. Au bout d'un moment, le soldat commença à y voir clair et identifia le prisonnier. Mais les soldats n'étaient pas instruits du but de l'opération. Ils se contentaient d'obéir aux ordres.

Le roi comprit qu'il n'était pas sous la menace d'une exécution, du moins de la part du cadet qui se trouvait devant lui. La situation tournait progressivement en sa faveur. Personne ne sait exactement ce qui se passa. Selon Oufkir, quelques gardes oubliés dans les autres toilettes libérèrent le monarque et tuèrent les vingt cadets. La version officielle pourrait bien être falsifiée pour des raisons de propagande et ne repose sur aucune preuve. Le colonel Dlimi qui se tenait lui aussi dans les cabinets avec Hassan me confirma que ce qui restait de la garde royale avait surgi tout à fait inopinément et abattu les cadets. L'espace de quelques heures, l'histoire du Maroc s'est jouée dans les toilettes du palais de Skhirat.

J'atteignis Skhirat par un petit pont où cinq gendarmes refoulaient des véhicules non autorisés. Arrivés à proximité du palais, nous nous avançâmes vers le bâtiment en coupant directement par le terrain de golf où gisaient de nombreux morts et blessés. Des ambulances faisaient la navette. Le chaos était quasiment total.

A mon arrivée, le roi avait déjà repris le contrôle du palais. Mais il paraissait désorienté et anxieux. Je fis arrêter ma

colonne de chars, sautai à terre et me hâtai vers la porte principale où se tenait un groupe bouleversé. Le roi s'y trouvait en compagnie du ministre de l'intérieur Oufkir, du chef de l'armée Bachir Bukali et d'un autre ministre, le général Driss Ben Omar.

De toute évidence, l'arrivée des dix-sept chars était un événement tout à fait inattendu. «D'où venez-vous, Lieutenant ?» me demanda le roi sur un ton courtois et nerveux. «Du stationnement de Moulay-Ismaïl. Où est le général Gharbaoui ?», interrogeai-je à mon tour, car je tenais absolument à savoir ce qui était arrivé à mon chef suprême, commandant des forces blindées et très proche collaborateur d'Hassan. «Il est blessé», répondit Oufkir.«Que se passe-t-il à Rabat ?» Je dis que je n'en savais rien et m'informai de ce qui était arrivé au palais.

Le roi était absolument atterré et ne cessait de regarder Oufkir et Bachir. Ofkir me demanda s'il pouvait rentrer à Rabat avec moi et le général Bachir réclama un char pour rallier l'état-major de l'armée à Rabat. Je donnai naturellement mon accord et priai Oufkir de monter avec moi dans mon propre char qui prit le chemin de Rabat. C'est ainsi que je me trouvai assis dans la tourelle du char à côté de celui qu'on disait être l'éminence grise du despote, de l'homme que je haïssais le plus après Hassan lui-même. A notre arrivée au stationnement de Moulay-Ismaïl, Oufkir me félicita de ma pondération et me demanda de lui téléphoner à l'occasion : il aurait plaisir à me revoir.

La vengeance qui s'exerça sur les soldats rebelles d'Ababou fut d'une incroyable cruauté. Des cadets blessés furent jetés vivants dans une fosse commune. Hassan fit amener des instruments de torture et prit part en personne à l'interrogatoire et à la torture des détenus de la caserne de Moulay-Ismaïl. Treize des seize généraux que comptait l'armée figuraient au nombre des prisonniers.

A plusieurs reprises, le roi frappa le colonel Chelouati au visage, alors que ce dernier était attaché sur une chaise, les yeux bandés. «Qui est le lâche qui frappe un homme ligoté ?», demanda Chelouati. «Otez-lui son bandeau», ordonna le tyran. Quand il le vit, Chelouati lui cracha au visage. «Demain, je cracherai sur ton cadavre», promit le roi.

Le 13 juillet 1971, le champ de tir de Temara situé à 6 kilomètres au sud de Rabat fut le théâtre d'une exécution massive. Liés à des poteaux, treize officiers furent fusillés de treize balles chacun par treize soldats. Le roi assistait à l'exécution en compagnie du roi Hussein de Jordanie qui lui avait rendu une visite-éclair. Le premier ministre Laraki fut le premier à cracher sur les cadavres. Le commandant Salmi, soucieux de se mettre en valeur auprès du roi, trancha la main de l'un des fusillés à l'aide de son couteau et s'empara de ses menottes comme d'un trophée. Un bulldozer broya les cadavres et les enfouit dans une fosse commune.

Ce fut la terreur au Maroc. Rares étaient les officiers ou sous-officiers qui n'étaient pas apparentés à l'une des victimes, voire à plusieurs. Au stationnement, c'est tout juste si nous osions nous parler. Chacun se méfiait de chacun.

Table des matières:

Jeune combattant de la liberté

Lors de mon premier séjour à Casablanca, j'avais dû trimer comme un esclave : sans salaire, sans logis décent, sans amis, sans le moindre droit de l'homme. Il en allait de même pour des millions d'enfants dans tout le pays. Maintenant que je revoyais la ville, je voulais aller à l'école. J'étais arrivé de nuit et ne pouvais loger nulle part. Je dormis donc dans la rue, mon sac en guise d'oreiller. Je devais avoir alors quatorze ou quinze ans.

Le lendemain matin, je me rendis chez un homme connu et fortuné qui avait trouvé le pactole au marché noir pendant la deuxième guerre mondiale. Il était originaire de Souss et ne savait ni lire ni écrire. J'avais entendu dire qu'il y avait à Casablanca un internat pour enfants sans foyer et que le Crésus en question siégeait au comité de l'association à laquelle appartenait l'internat. Il s'appelait Hadj Abd et était un représentant typique de la catégorie parasitaire des nouveaux riches.

Tout le monde savait à Souss où se trouvait sa maison de Casablanca. Je m'y rendis donc et frappai à la porte. Je lui dis que j'étais un enfant sans foyer et que je souhaitais continuer à fréquenter l'école, mais que je ne possédais pas un sou vaillant. Hadj Abd n'en fit pas une affaire. Nous commençâmes par prononcer ensemble une prière, puis il me fit savoir qu'à sa connaissance l'internat était complet. Il me remit toutefois un chiffon de papier à l'intention du directeur.

Contre toute attente, je fus admis, mais dus dormir à même le sol. J'étais néanmoins comblé. La nourriture était misérable, les conditions d'hygiène lamentables. Je partageais la chambre de deux autres élèves. L'un d'eux s'appelait Adel. Ils m'avaient donné une couverture dans laquelle je m'enveloppais pour dormir sur le plancher. Au bout d'une semaine, on m'attribua un lit. Il y avait donc désormais un endroit où je pouvais manger et dormir. Je me mis alors en quête d'un lycée disposé à m'admettre.

Je me présentai dans un grand lycée qui s'appelait «Lycée Moulay Hassan», du nom de l'ancien prince héritier. Comme je détenais les titres nécessaires, on m'autorisa à suivre les cours de deuxième année. Les professeurs étaient en dessous de tout, et j'eus tôt fait de remarquer que je perdais mon temps dans les cours. Aussi étudiais-je jour et nuit en autodidacte. Les autres enfants avaient fréquenté huit ans l'école ordinaire et n'étaient pas, par conséquent, aussi pressés que moi. Contrairement aux enfants des familles riches, je n'allais pas à l'école par obligation, mais par choix. Je

ne concevais pour moi ni sécurité ni avenir sans baccalauréat. Obtenir le baccalauréat était carrément pour moi une question de vie ou de mort.

C'était l'année scolaire 1960/61. Je voulais passer mon baccalauréat le plus tôt possible. Aussi m'y préparais-je tout seul. De fait, j'aurais dû fréquenter l'école cinq ans encore, mais au bout d'une année scolaire déjà, je me sentis mûr pour l'examen. Je demandai donc au ministère de l'éducation de m'admettre à l'épreuve du baccalauréat comme étudiant particulier. Ma requête fut acceptée. Aussitôt l'année scolaire terminée, je pus me présenter et, à ma grande surprise, je réussis mon baccalauréat du premier coup.

Mes camarades de classe avaient alors devant eux quatre ans d'école encore. En 1963, après deux ans de séminaire pédagogique, je devenais professeur de lycée ! En vérité, je ne pouvais pas me plaindre d'une scolarité trop longue, car j'avais franchi en trois ans seulement le degré élémentaire, le degré moyen et le degré secondaire. Deux ans plus tard, j'avais également derrière moi une formation universitaire, le séminaire pédagogique.

Mes études au lycée et au séminaire pédagogique étaient certes très astreignantes, mais je me livrais simultanément à de nombreuses lectures politiques. Plusieurs des livres que j'ai dévorés à cette époque m'ont fortement marqué et ont approfondi ma conscience des choses. J'ai lu alors le Coran et quelques livres de Nasser (Philosophie de la révolution), Chakib Arsalan («Pourquoi les musulmans sont-ils aujourd'hui sous-développés ?» et Khalid Mohamed Khalid («Citoyens, non pas esclaves»).

Je dégustais en outre de nombreuses oeuvres sur Nasser, Ben Bella, Abdelkrim al-Khatabi, Abdelkader al-Jazairi et bien d'autres. Je me mettais souvent aussi à l'écoute de la radio pour entendre la «Voix des Arabes» diffusée par Le Caire; la radio marocaine était à mes yeux un pur instrument de diffusion d'une propagande mensongère et hypocrite.

Le grand roman de Victor Hugo, «Les Misérables», m'a laissé également une impression durable, car je me considérais moi-même comme une sorte de laissé-pour-compte du destin. Mais le livre de Hugo se contente d'émouvoir jusqu'aux larmes, sans proposer de solutions ou indiquer comment supprimer les injustices sociales qui engendrent les laissés-pour-compte du destin dans mon genre. Ce sont le Coran, le petit livre de «Hadith» que le caïd m'avait offert autrefois, et la révolution de Nasser contre la tyrannie, le capitalisme et le communisme qui ont constitué ma plus grande source d'inspiration.

Mais toute l'élite politique marocaine, mise en place et formée par le colonialisme, portait l'empreinte idéologique et politique de l'Occident. Aussi tous les partis fondés par cette élite après l'indépendance étaient-ils de type occidental. Ils étaient libéraux, capitalistes ou marxistes. Par suite de cette tendance, il n'y avait ni mouvement islamique indépendant, ni parti islamiste. Nous nous voyions confrontés au fait que le colonialisme français avait réussi, provisoirement du moins, à nous imposer sa tutelle culturelle, linguistique et idéologique.

Tous les partis marocains «modérés» autorisés sont en quelque sorte importés de France. Quarante-cinq ans de domination française ont fait naître plusieurs générations francophones qui ont perpétué la mentalité du colonialisme. Il faut donc au Maroc devenu indépendant une nouvelle période de quarante-cinq ans pour secouer le joug intellectuel du néo-colonialisme et créer une société libérée, véritablement indépendante et islamique, qui incarne nos propres valeurs

et traditions du point de vue culturel, idéologique et politique.

Voilà tout ce que je ressentais lorsque j'entrepris de lutter pour la liberté, la démocratie et la justice sociale en me fondant sur l'islam. Tous les partis et organisations légaux étaient dirigés par de riches privilégiés acquis au néo-colonialisme, et par leurs enfants qui se réclamaient du marxisme ou du libéralisme.

En 1960, je rejoignis les rangs de l'UNEM (Union nationale des étudiants du Maroc), organisation politique estudiantine. En 1961, je devins membre de l'UNFP, quoique sachant parfaitement que la direction du parti était composée d'opportunistes. Il n'y avait tout simplement pas d'alternative. L'année suivante, en 1962 donc, je prononçai mon premier discours politique et cela à l'occasion d'un grand rassemblement à la foire de Casablanca. Ainsi que je l'ai dit plus haut, le roi avait proposé au peuple une nouvelle constitution qu'il allait devoir adopter ou rejeter. Toute l'affaire était farce pure et je m'exprimai en faveur d'un boycottage. Nous voulions une assemblée choisie par le peuple et non par le monarque. Il n'y avait pas de garantie contre la fraude électorale.

Ma première arrestation comme militant de base de l'UNFP eut lieu à un moment où certains dirigeants du parti se trouvaient au palais, occupés à jouer au poker - et ce n'est pas une métaphore - avec le roi. Le lendemain de mon discours, je représentais le parti à Maârif, quartier de Casablanca, pour surveiller le vote. J'avais beaucoup appris sur les questions de technique électorale et connaissais les règles.Toute propagande était interdite le jour même de la votation, mais cette règle n'était pas appliquée à l'école dans laquelle était installé le local de vote de notre district - pas plus que dans les autres locaux de vote du pays, d'ailleurs. Dans le préau s'étirait une longue file de gens venus pour voter, visiblement effrayés à l'idée d'être punis s'ils refusaient leur voix au roi. Ils étaient pour la plupart analphabètes. Quelque soixante-dix pour cent de la population marocaine ne sait ni lire ni écrire. Aussi le oui et le non étaient-ils indiqués par des couleurs.

La couleur blanche signifiait oui. En arabe, nous utilisons le même mot pour «blanc» que pour «oeuf», à savoir «beda». Je vis un policier en civil déambuler dans le préau et distribuer des oeufs aux gens faisaient la queue. C'était sa manière de les inciter à voter «blanc». Je lui fis observer qu'il n'était pas permis d'influencer ainsi les votants le jour du scrutin. «Si tu continues», m'écriai-je, «je vais chercher du pain et je le coupe pour le peuple» - en arabe, le verbe couper» s'utilise aussi pour «boycotter».

Un peu plus tard survinrent deux autres policiers, également en civil, qui m'appréhendèrent. Au poste, les policiers se gaussèrent du sérieux avec lequel je prenais les scrutins. Ma détention à la police dura trois jours. On me maltraita, notamment en m'entourant les doigts de câbles électriques à travers lesquels on faisait passer des décharges de courant. Les sévices infligés aux suspects sont monnaie courante dans la police marocaine.

La section de l'UNFP à laquelle j'appartenais avait son siège dans le quartier de Derb Ghalef à Casablanca. A la vérité, je n'adhérais pas à la ligne idéologique du parti. J'étais avant tout islamiste, ce qui veut dire que je voulais m'engager au service d'un Etat qui défendrait le panislamisme et la panarabisme, les valeurs islamiques et une démocratie aussi bien politique qu'économique - nous utilisons pour cette dernière le terme de «shoran».

Ces points ne figuraient pas au programme de l'UNFP. Le parti n'était ni ouvertement socialiste, ni ouvertement

panarabe, ni ouvertement islamique. Il avait à sa tête une élite marxiste camouflée. Le parti était né d'un compromis entre différentes personnes issues de différents groupes d'intérêts. Il lui manquait une ligne idéologique claire, mais il jouissait d'un certain soutien populaire, le peuple n'ayant simplement rien de mieux à s'offrir.

Cette orientation idéologique imprécise était par ailleurs aussi une force. L'UNFP était au fond plus un front qu'un parti. L'idéologie des élites marocaines est imprégnée d'hypocrisie et d'opportunisme.

En 1963, toute la partie non marxiste de la direction du parti fut mise derrière les barreaux sur ordre du roi, à la suite de quoi les communistes prirent les rênes, et l'UNFP se transforma en un authentique parti communiste, exactement comme l'avait voulu le roi. J'étais contre le communisme et les communistes, qui ne cherchaient qu'à copier le système soviétique, étaient par conséquent anti-islamiques, détruisaient notre culture et voulaient remplacer la dictature en place par une dictature pire encore. La tragédie qui s'est déroulée plus tard en Afghanistan illustre parfaitement les buts et méthodes des communistes.

Enfant déjà, j'étais entré en contact avec la pensée de Nasser grâce aux émissions «Voix des Arabes» de Radio Le Caire. J'avais entendu parler de cet officier égyptien qui, avec l'appui du peuple, avait renversé le roi Farouk, aboli la monarchie et tenu tête aux Anglais. Avant Nasser, les Anglais et les Français se partageaient le monde arabe et voilà que nous entendions pour la première fois une voix arabe, la voix d'un homme qui n'était ni pour l'Ouest ni pour l'Est, mais qui se battait pour une véritable indépendance. «La capitale de l'Egypte n'est ni Londres, ni Paris, ni Washington, mais Le Caire», disait Nasser.

La révolution égyptienne eut lieu en juillet 1952, année de mon premier séjour à Casablanca. Cette même année éclatait en Tunisie une grève à la suite de laquelle les Français assassinèrent le leader tunisien Farhat Hachad. Ces événements eurent au Maroc un retentissement considérable, car ils prouvaient qu'il y avait encore des gens qui osaient se dresser contre les seigneurs coloniaux. La révolution égyptienne allait mettre le feu aux poudres !

J'admirais Nasser surtout parce qu'il avait, en 1956, nationalisé le Canal de Suez, puis résisté à l'agression anglo-franco-israélienne. Mais mon admiration était due aussi au fait qu'il avait mis fin à la monarchie pourrie de son pays. Cet exemple me paraissait tout à fait applicable au Maroc.

Pour nous les jeunes, les émissions de «Voix des Arabes», qui s'adressaient à l'ensemble du monde arabe, constituaient la principale source d'informations sur la pensée de Nasser. Les gens écoutaient ces émissions dans tous les pays arabes et la voix de Nasser paraissait me crier à moi aussi que je devais m'élever contre l'injustice. Les révolutions de Nasser en Egypte et de Ben Bella en Algérie, la résistance victorieuse du peuple afghan à l'impérialisme soviétique, la révolution islamique d'Iran et l'Intifada palestinienne sont les plus grandes révolutions de l'époque moderne et elles resteront à jamais sources d'inspiration pour les générations islamiques futures.

En dépit des fautes commises, elles se fondaient toutes sur une conviction sincère, et elles ont montré de quoi les musulmans sont capables, à condition de parvenir à s'unir en une Jihad islamique visant à établir la liberté, la démocratie (shora) et la justice sociale. Seul celui qui ne fait rien est à l'abri des erreurs. La critique est aisée. La meilleure critique consiste à agir, à montrer le bon exemple.

Lorsque j'ai entrepris mon combat politique, il n'y avait pas de parti islamique au Maroc. Pour tout dire, aucun des partis existants ne faisait mon affaire. C'est encore l'UNFP, malgré tous ses défauts, qui m'était la plus proche. Depuis la sécession de l'UNFP, l'Istiqlal était devenue un parti réactionnaire et ne se battait plus guère que pour les privilèges de la classe dirigeante. Ce parti était en outre dominé par des gens de Fes ou «Fassi» qui avaient réussi à s'arroger un pouvoir et des prérogatives bien trop importants, et à acquérir une influence bien trop grande dans la société et l'appareil de l'Etat. - Il va de soi que j'entends par «Fassi» un groupe politique et économique privilégié et non un groupe ethnique.

Je demeurai donc deux ans à l'internat. Ma vie n'était pas une partie de plaisir : je n'allais jamais au cinéma, mais me consacrais entièrement à ma formation. Il s'agissait en fin de compte de rattraper le temps que j'avais perdu enfant pour avoir dû travailler.

Je n'ai jamais fumé, jamais bu ni vin ni eau-de-vie, jamais consommé de haschisch. Je mangeais très simplement, absorbais tout ce qu'on me servait quel qu'en fût le goût, pour survivre. Je menais donc une vie toute simple, bien que Casablance, comme toutes les grandes villes, fût un repaire de la corruption.

Pendant ma dernière année d'études au séminaire pédagogique, je vécus chez un cousin, à Derb Galef, quartier pauvre de Casablanca qui ressemble fort à un bidonville. Mon cousin, Moh-Ohles possédait un petit commerce et je partageais une minuscule chambre, comparable à une tombe, avec l'un de ses fils. Mon seul bien était une bicyclette. J'étais très solitaire, n'avais guère d'amis et entretenais peu de contacts avec autrui. Je n'ai jamais été un individu très sociable.

Lorsque, en octobre 1963, je devins professeur au lycée même où j'avais étudié précédemment, j'eus à donner des cours à mes anciens camarades de classe qui étaient alors en dernière année. J'ai été professeur trois ans, soit d'octobre 1963 à octobre 1966, et cela dans quatre écoles différentes en tout : au Lycée Mohamed V, au Lycée Fatima Zahra, au Collège Chaouki et à l'Ecole Normale de Casablanca.

Parallèlement, je m'adonnais à des activités politiques et m'efforçais de mettre sur pied, parmi les lycéens de Casablanca, une organisation clandestine islamiste et nassériste. C'est au Lycée Mohamed V - ex-Lycée Moulay Hassan - où j'enseignais que l' agitation estudiantine de 1964 et 1965 prit naissance. C'est moi qui en tirais les ficelles. L'agitation commença en 1964 et atteignit son point culminant en mars 1965. Je fus arrêté le 23 mars 1964, puis une nouvelle fois un an plus tard exactement.

Notre action était dirigée contre les injustices sociales, la dictature, un gouvernement tyrannique, c'est-à-dire contre des phénomènes caractéristiques du prétendu tiers-monde. Mais nous n'avons jamais réussi, au Maroc, à semer la révolte dans la classe moyenne, qui est pourtant concernée au premier chef.

Le parallèle avec avec les Etats de l'Est sautait aux yeux. Les dictatures sont partout les mêmes. On y serine au citoyen moyen qu'il ne possède pas de droits et que le chômage, l'injustice, la corruption et une élite privilégiée relèvent d'une fatalité naturelle, inéluctable. A la vérité, il n'y avait pas de loi au Maroc. La corruption y avait été érigée en système. Les fonctionnaires intègres y constituaient l'exception.

L'atmosphère politique s'était considérablement tendue et la révolte fut déclenchée par un nouvelle ordonnance qui

restreignait pour certains élèves les possibilités de poursuivre leurs études. L'Etat ne pouvait pas ouvrir les études au premier venu. Il fut facile de mobiliser les élèves contre cette nouvelle ordonnance et c'est ainsi qu'on en vint à de violents désordres.

Le cortège des manifestants partit de notre école. Au bout de quelques centaines de mètres déjà, nous nous mîmes à protester contre le «plan quinquennal» de l'Etat pour l'enseignement. Nous nous dirigeâmes vers la section régionale du Département de l'éducation. En tant que maître connu des élèves, j'étais en mesure de contrôler la manifestation. Beaucoup souhaitaient que je prononce un discours et que j'explique de quoi il retournait. Des épaules me servirent de tribune. Je prononçai le discours réclamé et en profitai pour partir en guerre contre la dictature, l'Etat policier, le gouvernement et le roi.

Pendant que je parlais, on m'apprit que la police était en route. Je répondis que nous ne devions pas craindre la police et nous enfuir comme des lâches, mais nous préparer à un affrontement. Aussitôt arrivés, les policiers tombèrent à bras raccourcis sur les étudiants. Nous nous repliâmes en direction des quartiers pauvres. Beaucoup de chômeurs se joignirent à nous et la manifestation prit un caractère nettement politique. Tout se passa très vite. La prison centrale et de nombreux autres édifices publics furent bientôt pris d'assaut. Au bout de quelques heures déjà, Casablanca échappait au contrôle de l'Etat.

C'est ainsi que tout commença. Mon rôle dans la révolte consistait à orgnaniser la distribution par mes élèves de tracts destinés à en mobiliser d'autres. Nous avions formé un groupe qui devait conduire les différents cortèges de manifestants vers différents objectifs. On a raconté plus tard toutes sortes d'histoires à dormir debout et mon rôle dans la révolte a été fortement exagéré; les bruits les plus extravagants ont couru sur mon compte.

Un élève rapporta une rumeur selon laquelle je m'étais emparé d'un bus et l'avais lancé contre la porte de la prison centrale pour la défoncer. C'était complètement faux. Mais, après mon arrestation, je fus interrogé sur ces bruits que la police considérait comme des faits. Je pus prouver que j'étais loin de la prison au moment de l'événement.

Cinq cents personnes au moins perdirent la vie dans l'émeute; il y eut d'innombrables blessés. Les arrestations se comptèrent par milliers.

Ces événements me renforcèrent dans ma conviction qu'on ne peut pas, dans un Etat dictatorial, résister sans armes à l'armée, à la gendarmerie et aux chars. Nasser avait déjà tenté de combattre le système par des moyens civils, mais il avait échoué. J'avais caressé l'idée qu'on pouvait parvenir à un résultat en mobilisant l'opinion publique et en manifestant, mais les conditions démocratiques nécessaires faisaient défaut.

Lorsque, après l'examen final, j'avais entamé ma carrière de professeur, il avait fallu six mois pour que mes collègues et moi-même touchions notre traitement. Avec quelques collègues, je décidai alors de manifester contre cet état de fait. Nous nous rendîmes à Rabat et nous assîmes sur le sol devant le ministère de l'éducation. Les participants à cette grève sur le tas étaient au nombre de trente. Au bout de quelques minutes, une unité de la police s'avança pour nous encercler. Un commissaire arrogant s'approcha de nous et nous demanda ironiquement : «Messieurs, vous croyez-vous donc en Suède ?»

C'était la première fois que le nom de Suède frappait mon attention. Je compris à cette occasion combien il était absurde en effet de s'attaquer à une dictature par des moyens démocratiques.

Mais, pensai-je, si nous ne pouvons pas arrêter les tanks, c'est donc qu'il nous faut les conduire. On avait besoin de nous, jeunes hommes, pour prendre les commandes des tanks. C'est pourquoi je conçus le projet de me faire admettre à l'Académie militaire. J'allais devenir officier.

En réponse à la grève sur le tas, je fus arrêté à mon domicile et incarcéré provisoirement. En une précédente occasion, en mars 1964, la police était venue m'arrêter à mon école après une manifestation. J'avais alors eu de la chance, car mes élèves, voyant qu'on m'emmenait, s'étaient mis en grève, à la suite de quoi j'avais été libéré après avoir subi les inévitables sévices de routine. La fille du commissaire de police s'appelait Husseini et faisait partie de mes élèves.

Mais en mars 1965, la police me rendit visite à mon domicile sans que mes élèves fussent au courant des événements. Ma profession me fut d'un grand secours, car une absence prolongée de ma part eût été remarquée immédiatement. Le écoliers et les étudiants du Maroc sont en général beaucoup plus fortement politisés que le reste de la société. Si j'avais été un travailleur ordinaire, j'aurais peut-être disparu à jamais, comme des centaines de Marocains. Le délit le plus grave dont on puisse se rendre coupable au Maroc consiste à «se mêler de politique».

Quand on est arrêté de ce chef, l'interrogatoire comporte les questions d'usage. Mais le suspect est sans cesse maltraité, même lorsqu'il ne s'agit que de questions toutes simples portant, par exemple, sur l'appartenance à une organisation ou sur des actes. On me reprochait d'avoir incité mes élèves à la grève et organisé des manifestations. J'avais en outre tenu des propos incendiaires contre le roi et vilipendé la monarchie; j'avais trop parlé de la Révolution française et fait mention de Louis XVI en termes injurieux; j'avais prétendu, de plus, que l'islam rejette la monarchie et dépeint les rois comme les corrupteurs de la société.

Je garde encore un souvenir très vif des circonstances de mon interrogatoire. Les conditions de détention étaient barbares. Dix hommes étaient parqués dans une cellule ne dépassant pas quatre mètres carrés. Toutes les demi-heures, un des coins était aspergé d'eau. Tous les quarts d'heure, le gardien ouvrait la lucarne percée dans la porte métallique et éclairait la cellule de sa lampe. Nous nous sentions pareils à des rats. Il n'y avait pas d'électricité, et le seul bruit qui nous parvenait était celui de l'eau qui coulait de temps à autre à travers l'orifice des toilettes creusé dans le sol.

Je fus libéré au bout d'une semaine, car on voulait se prémunir contre de nouvelles protestations d'écoliers. En fin de compte, les troubles étaient partis des écoles et les autorités voulaient éviter que les désordres et le grèves ne se reproduisent.

Chaque fois que je quittais le poste de police après une arrestation, je sentais un peu plus la faiblesse et l'impuissance du civil désarmé que j'étais. Avec quelle facilité les policiers auraient pu me tuer pendant mon séjour en cellule ! C'est ce qui était arrivé à des centaines d'autres prisonniers.

Le moment était donc venu pour moi d'opter pour la carrière d'officier. La seul voie normale qui y conduit passe par l'Académie militaire royale de Meknès. C'est là que je me fis inscrire en automne 1965.

Quelques jours plus tard, Ben Barka était enlevé en pleine rue à Paris. Ben Barka était, sous l'habit marocain, le type du socialiste français cultivé. Il était en quelque sorte un mélange de François Mitterand, machiavéliste de gauche, et d'Edgar Faure, machiavéliste de droite.

Opportuniste, il avait contribué activement à l'accession de Hassan II au pouvoir, et voilà qu'il devenait victime du despote. «Non», pensai-je, «la voie de Ben Barka ne conduit qu'au Palais marocain et à Paris. Je dois me rallier à l'armée afin que s'offre à moi la chance de résoudre radicalement les problèmes du Maroc !»

A l'Académie militaire, on m'expliqua qu'il me faudrait l'autorisation du ministre de l'éducation pour entreprendre une carrière militaire. Après tout, j'étais professeur. Ma requête fut rejetée. A contrecoeur, je pris mon parti de ce refus et continuai à enseigner à Casablanca.

A la fin de l'année scolaire 1965/1966, je réitérai ma demande d'admission à l'Académie militaire. Je me rendis au minstère de la défense et y rencontrai le ministre Ahrdan, un francophile qui avait été officier dans l'armée française à l'époque coloniale. Après l'indépendance, il était devenu une sorte de clown politique et de charlatan idéologique. Ahrdan me renvoya au secrétaire de cabinet et secrétaire général du ministère de la défense qui était en contact direct avec le roi.

Il s'appelait Ben Haroche, avait rang de major et était juif sioniste. C'était lui qui, après le roi, était le véritable maître du ministère de la défense. Le Major Ben Haroche me reçu pour me communiquer que je n'avais pas la moindre chance d'être admis à l'Académie militaire, mais que j'étais libre d'entrer en contact avec son directeur.

Je suivis ce conseil, mais sans succès. Je me rendis alors directement au Palais royal où je demandai audience au chef de l'état-major militaire du roi. C'était le Général Madbouh. La voie du succès au Maroc passe par les contacts personnels et la corruption. Je réussis à convaincre Madbouh de ma vocation de militaire de carrière.

Je fus pendant deux ans un aspirant officier parfait, ce qui eut notamment pour conséquence ma nomination au poste de rédacteur en chef du journal de l'Académie, «Le Flambeau». Je devins officier en 1968. Je n'avais été réprimandé qu'une seule fois durant mon séjour à Meknès, et cela pour avoir refusé, avec quelques camarades, de participer à une marche de nuit. Ce refus d'ordre, qui entraîna pour vingt-sept aspirants une mutation disciplinaire à Ahermoumou, avait été organisé par les «officiers indépendants.

Il faut dire que, pendant mon séjour à l'Académie militaire, j'étais entré en contact avec avec d'autres opposants à la monarchie marocaine corrompue. De toute évidence, seul un coup d'Etat pouvait amener un changement, et c'est dans ce but qu'on avait constitué dans l'armée une organisation secrète nommée «les officiers indépendants». Je m'étais affilié à cette organisation.

Ahermoumou abritait l'école de sous-officiers qui était stationnée sur un plateau de la montagne à quatre-vingts kilomètres de la ville. C'est le lieutenant-colonel Ababou qui était alors commandant d'école. Une fois de plus, mon destin mettait sur mon chemin un homme qui allait s'illustrer dans la lutte contre la monarchie. Ababou était né au nord

du Maroc, dans la région du Rif, alors que j'étais originaire du sud, de Tafraoute.

Il importait, en cas de coup d'Etat, de prendre le contrôle de la capitale, Rabat, de l'état-major de l'armée, du ministère de l'intérieur, ainsi que des stations de radio et de télévision. Toute cette opération était certes très risquée, mais, convenablement organisée, elle avait de réelles chances de succès. Je fus personnellement impliqué dans les deux véritables tentatives de putsch, quoique moins directement dans la première.

Le premier putsch eut lieu le 10 juillet 1971. Pour des raisons de sécurité et dans le souci de protéger les putschistes qui appartiennent à l'armée marocaine aujourd'hui encore, je dois m'abstenir de révéler tous les détails de nos plans et le rôle qui fut le mien, mais il est désormais possible de dévoiler pas mal de choses.

Table des matières:

Le général Oufkir

Une semaine après la sanglante répression de la tentative de putsch, mon commandant de brigade m'informa que le général Oufkir m'attendait dans sa résidence de Souissi. C'est avec des sentiments fort mitigés que j'accueillis la nouvelle. Mais j'appris par le colonel Mimoun Oubeja, commandant en second de la brigade blindée, qu'Oufkir se trouvait au quartier général de l'état-major de l'armée. Je m'y rendis directement à bord de mon automobile. Je portais ma tenue de combat comme le jour où j'avais raccompagné Oufkir dans mon char. Oufkir venait d'être nommé commandant en chef de l'armée et ministre de la défense.

Arrivé à destination, j'aperçus une dizaine d'officiers - des majors, des colonels, des généraux - attendant, assis dans l'antichambre, l'arrivée d'Oufkir. J'allai m'annoncer au secrétariat du général. Je fus reçu par son secrétaire, le major Aroub. Ce dernier ne put dissimuler son ébahissement face à ce petit lieutenant qui venait voir le ministre de la défense et commandant en chef de l'armée, sans lettre d'invitation officielle et en tenue de combat. Je l'informai que le ministre

m'avait fait appeler. Aroub m'apprit qu'Oufkir avait parlé de moi en termes élogieux le matin même, à l'occasion d'un grand rassemblement d'officiers venus de tous les coins du pays. Puis Aroub gagna le bureau d'Oufkir. Celui-ci en sortit aussitôt, m'étreignit et m'invita à le suivre. Il fit comprendre à son secrétaire qu'il n'avait pas le temps de recevoir les officiers qui attendaient dans l'antichambre.

Nous prîmes la route de compagnie dans la voiture de service d'Oufkir, une grade DS française noire. Le chauffeur était adjudant. Durant le trajet, le commandant en chef de l'armée me dit en français : «J'ai beaucoup entendu parler de toi ces derniers temps. Tu as été un professeur de valeur, un excellent cadet et un officier courageux.» Puis il ajouta, un large sourire aux lèvres : «Les Français ne m'ont pas appris l'arabe. Serais-tu disposé à m'arabiser comme tu as tenté de le faire pour le général Gharbaoui ?» Que deux Marocains s'entretiennent en français me faisait un drôle d'effet. Il faut dire qu'Oufkir avait passé par le système scolaire français et parlait l'arabe misérablement.

Je répondis, souriant moi aussi : «Il n'est pas facile de se libérer du colonialisme français qui continue à nous dominer par la langue, la culture et la politique.»

Oufkir, qui était en civil et portait comme toujours ses lunettes noires, m'invita à entrer dans sa villa. Il fit l'éloge «du calme et de la présence d'esprit» dont j'avais fait montre selon lui le 10 juillet, et m'interrogea sur mon enfance et ma carrière militaire. Il me présenta ses enfants et son lionceau qui - curieux hasard - s'appelait Skhirat. Sa femme était absente. Il me posa aussi toutes sortes de questions sur l'état d'esprit de l'armée et de mes camarades officiers, ce qui me mit quelque peu sur mes gardes. Afin de me donner le temps de la réflexion, je proposai de rédiger dans les trois jours un rapport circonstancié sur le sujet. J'ajoutai : «Ce que je peux dire d'ores et déjà, c'est que l'armée est totalement corrompue.»

Oufkir jouait de son charme indéniable pour me séduire, moi jeune officier. J'étais extrêmement curieux de savoir ce qu'il avait réellement en tête et lui demandai sans détours : «Que pensez-vous donc de la corruption institutionnalisée qui règne partout dans le pays ?» «Le Maroc traverse une crise profonde», répondit-il. «Si le roi ne procède pas à des réformes sociales radicales, je crains que l'armée ne se livre à d'autres tentatives de putsch», ajouta-t-il d'un air rusé.

Bien que la réputation de mon hôte ne fût pas des meilleures, ma méfiance fondait peu à peu. «Beaucoup de généraux et de ministres sont totalement corrompus», dit-il. Il cita l'exemple particulièrement fâcheux d'un colonel dont on savait qu'il avait détourné une énorme somme d'argent appartenant à l'Etat. «Cet homme est une crapule qu'on devrait raccourcir. Mais ce n'est que l'un des milliers de vampires qui dévalisent notre pays», souligna Oufkir.

Je pris congé du général et quittai sa luxueuse villa, bien décidé à m'allier avec lui au besoin, pour renverser le despote aux mains sanglantes.

La révolte de Skhirat avait transformé Oufkir, mais je ne le savais pas encore à ce moment-là. L'image que je me faisais moi-même d'Oufkir commençait à subir un changement fondamental.

A l'époque où, très jeune encore, j'avais senti s'éveiller en moi une conscience politique, Oufkir était déjà sous les feux de la rampe. Il était chef de la police et la police incarnait l'oppression. Mais, du fait que tous les «dignitaires» du Maroc

aiment à se présenter eux-mêmes comme esclaves ou instruments du roi, afin de faire carrière, je le considérais simplement comme un esclave et un instrument aux mains du monarque, bien que je n'eusse pas approfondi la question. Le roi du Maroc était, comme autrefois Louis XIV en France, l'Etat personnifié, et tous les autres étaient ses valets. Hassan prend plaisir à ce que ses ministres prononcent le traditionnel «Majesté, je suis votre esclave».

Il n'y a pas au Maroc un seul ministre digne de ce nom. Il n'y a que des esclaves. Je hais le grotesque culte de la personnalité dont le roi fait l'objet, et l'idée qu'on doive obéir aveuglément à un homme me répugne. On doit être fidèle à un idéal et à son pays. Mais les monarchies et dictatures tyranniques ne peuvent pas s'attacher les services d'hommes libres. Aussi l'esclavage - sous des formes diverses - fait-il partie de la monarchie marocaine. D'ailleurs, la garde royale, formée de Noirs, se compose d'esclaves stricto sensu, que les parents d'Hassan ont achetés en Afrique noire pour une bouchée de pain.

Hassan ne peut en aucun cas se fier aux Marocains. Mais le pire, avec les esclaves du roi, c'est que leur servilité à son égard n'a d'égale que leur cruauté et leur arrogance à l'égard du peuple ! Les policiers et les soldats ne sont rien d'autre pour Hassan que des chiens d'attache privés.

La police marocaine fait régner un véritable régime de terreur. Comme Oufkir était à la tête de la police, le peuple le rendait naturellement responsable de tout.

Mais le principal responsable était naturellement le roi. Un homme lui était proche parmi les proches, un homme qui avait été longtemps ministre de l'intérieur et s'appelait Gdira («petit pot» en arabe). Hassan est bien entendu le «grand pot» («gedra»), disait-on, alors que Gdira était ministre de l'intérieur.

Eh bien ! Je crois que mes opinions sur Oufkir étaient partagées par la plupart des officiers. Mais il faut se rappeler qu'en fait Oufkir n'avait jamais servi dans l'armée marocaine. Après l'indépendance, il avait passé directement de l'armée française au palais comme aide de camp particulier du roi, pour devenir ensuite chef de la police, puis ministre de l'intérieur.

Ce n'est qu'après la révolte de Skhirat et sa nomination à la fonction de commandant en chef de l'armée - après son retour à la carrière militaire donc - que l'image que nous nous faisions de lui se modifia. Nous commençâmes à pressentir que ses sentiments à l'égard du roi n'étaient guère cordiaux. Nous constatâmes aussi qu'il n'était nullement aussi puissant que nous ne l'avions imaginé.

Je compris qu'il se passait dans l'armée des choses importantes dont Oufkir n'était nullement au courant. C'est ainsi, par exemple, qu'il avait appris d'abord par la radio sa nomination au poste de ministre de la défense, immédiatement après le putsch de Skhirat. Il se trouvait à ce moment-là à la caserne de Moulay-Ismaïl où je l'avais conduit en quittant Skhirat. En même temps, Hassan avait nommé, notamment, un nouveau chef des forces blindées (le colonel Hatimi) et un nouveau chef de l'aviation (le colonel Lyoussi) sans en informer préalablement Oufkir. Ils avaient tous reçu leur brevet de promotion et leurs ordres directement du roi. Je compris alors que le despote organisait la police de la même manière. Je vis aussi clairement qu'Oufkir lui servait uniquement de façade. Le petit peuple ne sait rien de tout cela.

Il n'est sans doute pas besoin d'expliquer que, au début, j'étais profondément sceptique à l'égard d'Oufkir. Il doit être vraiment naïf, pensais-je, s'il s'imagine pouvoir me rallier à ses projets. Mais, lors de notre première rencontre, il se montra très modeste et sympathique. Il n'était pas du tout la brute que je m'étais représentée.

Sa conduite en privé était diamétralement opposée à sa fonction. Il émanait de lui un puissant rayonnement. Je crois que son sens de la justice était très marqué. Il éprouvait une haine instinctive à l'égard des politiciens marocains et de la classe dominante uniquement préoccupés de leurs privilèges et de happer les miettes de la table d'Hassan. Il était aux premières loges pour observer leur hypocrisie et les regarder lécher les bottes du roi afin d'obtenir ses faveurs. Il va de soi qu'il n'ignorait rien de sa mauvaise réputation. «Le peuple croit», reconnut-il un jour sincèrement, «que c'est moi qui tiens la vache pendant que les voleurs la traient».

Mais Oufkir était militaire de carrière; ses idées politiques étaient rudimentaires et instinctives. Il était totalement dépourvu d'une philosophie politique consciente. A son retour dans l'armée, il se sentit attiré par les officiers radicaux. En fin de compte, c'était un soldat de la vieille école française, avec tout ce que cela implique de bon et de mauvais. Quoi qu'il en soit, il y avait eu en France une révolution et, depuis lors, aucun officier français ne pouvait supporter longtemps d'être traité en esclave.

Quatre jours après ma première visite, je revins à sa villa de Souissi. Je lui apportais un rapport de trente pages plein de chiffres et de faits. Ce rapport était explosif au plus haut point. J'y dévoilais la corruption qui régnait parmi les officiers et y montrais comment ils avaient fait carrière grâce au népotisme et au trafic d'influence. Oufkir lut le rapport avec attention puis l'enferma dans un coffre-fort encastré dans le mur du salon.

Il me demanda avec un peu de nervosité si quelqu'un d'autre avait lu ce rapport, à quoi je répondis par la négative. «Que cette affaire reste entre nous», m'intima-t-il. Il garda un moment le silence et poursuivit : «Voici six mois, j'ai rédigé à l'intention du roi un rapport semblable sur la corruption qu sévit au ministère de l'intérieur. Il m'a répondu : Tu n'as pas à contester le système.»

Oufkir m'emmena dans son jardin - car il craignait que des microphones ne fussent dissimulés à l'intérieur - et me dit : «J'étais ministre de l'intérieur sur le papier, mais en fait et en vérité, c'était le roi en personne qui dirigeait les gouverneurs, la police et - par l'intermédiaire de Bel-Alem, secrétaire du cabinet et secrétaire général du ministère de l'intérieur - tout le département. Il est certain qu'il procédera exactement de la même manière dans l'armée et au ministère de la défense. Je n'y peux pas grand-chose, mais cette fois je prouverai aux officiers par mes actes que j'en ai soupé de la corruption.»

Après le déjeuner, Oufkir raconta sur la cour une série d'anecdotes qui mettaient en lumière la flagornerie des ministres à l'égard du tyran. Il fumait cigarette sur cigarette tout en s'attaquant au régime avec une violence croissante. C'est ainsi qu'il me rapporta que le ministre noir Snoussi avait dit lors d'une conférence ministérielle : «Je suis votre esclave, Majesté», sur quoi Hassan l'avait apostrophé d'un : «Il ne suffit pas que tu le dises. Il te faut l'être réellement.» Oufkir ajouta en guise de commentaire : «C'est toujours ainsi que cette dynastie a considéré ses subalternes.»

Au dessert, «le deuxième homme du royaume» me pressa de devenir officiellement son plus proche collaborateur, son

adjudant. Nous devions collaborer pour sauver le Maroc. J'acceptai son offre à la condition que je pourrais conserver ma troupe de blindés. Oufkir donna son accord. A dater de ce jour, je fus son confident et devins un familier de sa maison.

J'étais reçu à sa table en compagnie de ministres et de généraux qui courtisaient cet homme puissant. Tous avaient coutume de l'appeler «Général». Le redouté Dlimi, nommé entre-temps chef du contre-espionnage, n'était jamais invité. Je croyais pourtant les deux hommes amis. Mais je découvris plus tard qu'ils étaient rivaux et que le roi jouait de cette rivalité sans égards ni pour l'un ni pour l'autre. Oufkir m'ouvrait souvent son coeur lors de nos déplacements en auto. Nous nous servions alors de la langue française que le garde du corps qui nous accompagnait ne maîtrisait pas. il nous arrivait aussi de rouler sans chauffeur et sans garde du corps.

Une nuit de septembre, à trois heures du matin, pour être précis - car Oufkir était un couche-tard -, le général en vint à parler du complot de Skhirat :«Mille aspirants sous-officiers auraient pu orienter l'histoire du Maroc vers des temps meilleurs. Notre développement aurait alors fait un bond en avant de cent ans. Nous devons nous débarrasser de la monarchie à n'importe quel prix. Hassan est le porte-drapeau d'une dynastie qui a vendu notre patrie aux Français et l'a conduite à la catastrophe au début du XXe siècle.

Au lieu de s'occuper des affaires de l'Etat, à l'heure qu'il est, le roi s'envoie ses putes à Fès. Il a un harem de cent cinquante femmes, dont quelques-unes ont été enlevées en pleine rue par ses sbires. En plus, il se drogue. Son palais est devenu le paradis du haschisch. Son fils de sept ans participe à des réunions où on doit lui baiser la main. C'est bien pire qu'à l'époque de Louis XIV.»

Hassan règne sur le Maroc comme sur une propriété privée. «Une anecdote remontant à sa jeunesse jette une lumière significative sur sa personnalité», remarqua Oufkir. «Alors qu'il était prince héritier, son professeur de géographie lui demanda de montrer quelques pays sur la carte. Lorsqu'il désigna le Maroc, le futur Hassan II dit : "Ça, c'est la cour de mon père."» Au Maroc, il n'y a pas de séparation entre la caisse de l'Etat et la cassette du palais. Hassan possède tout. Il gouverne son pays sur le modèle du moyen âge et considère tous ses ministres comme des esclaves. Il détient le pouvoir absolu.

C'est en outre un buveur doublé d'un drogué irrécupérable. C'est surtout au haschisch qu'il s'adonne chaque jour que Dieu fait. Mais le LSD figure aussi sur la liste de ses drogues préférées. De plus, il mène une vie sexuelle scandaleusement dissolue. Son plus grand plaisir est de violenter de jeunes vierges et il lui arrive de faire enlever à Rabat des jeunes filles qui, plus tard, font surface dans son palais. Il ne voyage qu'en compagnie de cinaquante à soixante femmes et les gardes du palais n'ont même pas le droit de les regarder. Ils doivent se détourner quand les voitures transportant ces femmes franchissent le portail.

Il est à ce point obsédé par le sexe que les épouses de ses ministres doivent passer dans son lit. C'est une sorte de tradition. Chaque fois qu'il donne une fête, il convie les ministres avec leurs femmes. En guise de préambule, il jette sur le sol une poignée de pierres précieuses que se disputent les invités. Ensuite, il invite l'un ou l'autre femme dans sa chambre. Pendant que les ministres tout heureux attendent à l'extérieur, il couche avec leurs épouses. Les ministres sont fiers comme des paons quand ils peuvent évoquer la bonne entente qui règne entre le roi et leurs femmes.

Et ce n'est pas tout : il entretient encore une «section spéciale» chargée de lui procurer des jeunes filles européennes. Cette section spéciale se compose de deux proxénètes dont l'un se nomme le «Docteur Robert», alors que l'autre, un Grec, est connu sous le nom de «Mehdi». Ils ont rang d'«ambassadeurs itinérants», sont munis de passeports diplomatiques et disposent de deux avions privés pour amener les jeunes filles d'Europe. On chuchote que l'un est spécialiste des blondes et l'autre des brunes.

Mais les courtisans d'Hassan ne valent pas beaucoup mieux que lui. Son défunt frère, Moulay Abdallah, qui était homosexuel, choisissait de péréférence ses «amis» parmi les fils des ministres. «Un jour, il a emmené mon propre fils, Raouf, dans son château. Quand j'ai appris la chose, je suis entré dans une colère noire et j'ai fait un foin de tous les diables», se souvint Oufkir.

Il me révéla en outre que le roi contrôlait la presque totalité du marché de la drogue au Maroc. C'est un secret de polichinelle. Tout le monde sait, à la tête de l'armée et dans l'administration, que le palais royal est depuis de longues années une plaque tournante pour les narcotiques et que toutes les plantations de pavot et de haschisch sont propriété personnelle du monarque. Les élèves de l'Académie militaire royale de Kenitra sont tous fils des officiers de la garde personnelle d'Hassan. On les surnomme «fils du haschisch». Lorsque j'étais instructeur chez Ababou, à l'école de sous-officiers d'Ahermoumou, il en était venu toute une cohorte qui avaient ocasionné les pires ennuis par la quantité de haschish qu'ils détenaient et qu'ils distribuaient sans le moindre scrupule.

A l'occasion des fêtes privées du roi, tout le monde se bourre de drogues, et un ministre qui refuse poliment passe immédiatement pour un drôle d'oiseau à qui on ne peut pas se fier. Quand la corruption et la décadence font partie intégrante du système, on doit hurler avec les loups si on veut faire carrière.

Hassan rencontre souvent de gros trafiquants. Je garde encore le souvenir très vif de la visite qu'Oufkir reçut un jour d'un individu qui s'appelait le «Docteur Bihi». Oufkir me le présenta comme «ambassadeur itinérant de sa Majesté». Il ne m'échappa pas que son apparition donnait la colique au ministre de la défense. Après son départ, Oufkir m'apprit que le titre de notre visiteur pouvait se traduire par «ambassadeur de la drogue». Le «Docteur Bihi» était le manipulateur de divers réseaux de distribution internationaux. Il habitait le palais et avait une occupation régulière. Le Maroc est un paradis pour les truands de tout poil. Les gibiers de potence et les requins s'y sentent chez eux.

En une autre occasion, Oufkir m'entretint de l'affaire Ben Barka. Ce qu'il me rapporta me fut confirmé bien des années plus tard par Dimli. Selon Oufkir, le meurtre de Ben Barka avait été ordonné par le roi en personne. Il s'était servi d'une police spéciale secrète qu'il avait mise sur pied, alors qu'il était encore prince héritier, pour intriguer contre son père adoptif Mohamed V. Elle portait le nom de «Special security service», SSS en abrégé. Grâce au SSS, le monarque contrôle le service de renseignements et même l'armée.

C'est le général Moulay Hafid Alaoui, membre de la famille royale et l'un des plus proches conseillers d'Hassan, qui est à la tête de cette unité spéciale. L'entraînement du SSS a été parrainé par des experts de la CIA et du Mossad. Personne, à part Hassan et ses plus proches collaborateurs , n'est informé des particularités de cette organisation; beaucoup en ignorent même l'existence.

C'est au SSS quon doit l'assassinat du Cheik Al-Arab, important chef nationaliste, en 1964, l'enlèvement d'un opposant au régime en exil, Hussein Al-Manuzi à l'aéroport de Tunis en 1973 et le guet-apens qui coûta la vie à Omar Ben Jeeloun, rédacteur en chef du journal marxiste «Al Moharir». C'est aussi le SSS qui est responsable de l'assassinat de Ben Barka.

Quelques jours avant le meutre, Hassan convoqua Oufkir et Dlimi et les chargea de prendre l'avion pour Paris afin d'y négocier avec Ben Barka son retour au Maroc. Cette rencontre devait être un piège aussi bien pour Ben Barka que pour Oufkir et Dlimi.

A leur arrivée à Paris, les deux ministres découvrirent que Ben Barka avait déjà été enlevé et assassiné. Les assassins étaient des tueurs professionnels français qu'Hassan avait recrutés par l'intermédiaire du SSS. De toute évidence, l'intention du roi était de ruiner la réputation d'Oufkir et de Dlimi en les faisant apparaître comme complices du meurtre. De la sorte, ils seraient plus dépendants de lui encore. Ils rentrèrent au Maroc furieux, et furent obligés de tolérer que le gouvernement français les impliquât dans le meurtre. Bien entendu, le général De Gaulle savait exactement à quoi s'en tenir, et déclara franchement que le véritable responsable était Hassan II lui-même.

Oufkir m'apprit que, sur ordre du roi, le cadavre de Ben Barka avait été décomposé à l'aide de produits chimiques et sa tête envoyée à Rabat dans une valise diplomatique par des agents SSS de l'ambassade marocaine de Paris. La tête fut enterrée à l'intérieur des murs du palais, tout près de la Faculté de droit. C'est une fort ancienne tradition de cette famille royale, issue d'une vieille lignée de pirates et de bandits, que de couper la tête d'un ennemi et de l'enfouir dans les murs de sa propre maison.

Ben Barka avait été, ainsi que je l'ai déjà dit, professeur de mathématiques d'Hassan. C'est lui qui l'avait proposé comme prince héritier. On supportait mal, dans la famille d'Hassan, d'avoir une dette de reconnaissance envers un simple mortel.

C'est ainsi que le grand-père du roi avait tué un soldat qui l'avait sauvé de la noyade, alors qu'il était tombé de cheval en traversant la rivière Souss. Hassan lui-même se débarrassa des soldats qui l'avaient préservé de la mort à Skhirat. Il fit dégrader le major Assari qui, à la suite du putsch manqué de Skhirat, avait conduit l'attaque contre Ababou à Rabat et par là même sauvé la monarchie. Finalement, il fit exécuter aussi tous les agents étrangers et marocains mêlés à l'assassinat de Ben Barka, et qui s'étaient ensuite réfugiés au Maroc.

D'aucuns auront peut-être l'impression que je peins en rose le rôle d'Oufkir et de Dlimi dans le meurtre de Ben Barka. Mais il faut considérer qu'ils m'ont rapporté tout cela en confidence et n'ont jamais pensé que les faits tomberaient un jour dans le domaine public. Oufkir avait en outre établi sur l'affaire Ben Barka un dossier qui devait être publié en temps utile. Au reste, il était de notoriété publique qu'Oufkir aussi bien que Dlimi n'avaient fait longuement carrière que comme suppôts de la dictature et de sa lutte contre l'opposition.

Nous autres les «officiers libres» savions bien que ni l'un ni l'autre ne jouerait jamais un rôle important dans un futur Maroc libéré, mais ils nous étaient nécessaires. Notre «mariage» avec Oufkir et Dlimi fut d'entrée de cause un «mariage de raison». Tous deux étaient, à l'origine, des militaires de carrière formés en France, à la solde de la puissance

coloniale. Il en allait de même pour l'ensemble de l'armée marocaine. En régime démocratique, ils auraient été eux aussi démocrates, mais Hassan les exploitait exactement comme l'avaient fait les Français avant lui.

Au fond, seuls les politiciens comme Ben Barka, par exemple, étaient responsables de la mauvaise gestion du régime; les soldats se contentaient d'exécuter les ordres. Mais les politiciens songeaient exclusivement à leur avantage personnel, et recherchaient par conséquent la faveur du roi.

Quand Dlimi et Oufkir découvrirent peu à peu qu'ils n'avaient à jouer aux yeux du souverain que le rôle de chiens d'attache, et que l'armée n'était pas grand-chose de plus qu'une garde du corps d'Hassan, ils s'amorça en eux un changement. Le roi les utilisait comme marteaux, mais un marteau prend exactement autant de coups que le clou sur lequel il tape, et n'en sort pas non plus indemne en fin de compte. Lorsqu'ils eurent pris pleinement conscience de la déchéance du roi et de son régime, ils se décidèrent à assumer leur responsabilité de citoyens et d'êtres humains en tentant d'abattre la clique au pouvoir.

J'étais moi-même farouchement déterminé à ne jamais me prostituer politiquement, et je ne voulais en aucun cas me laisser atteler à la charrette de la caste néo-colonialiste au pouvoir. Je n'avais jamais été tellement convaincu de l'innocence de Dlimi et Oufkir dans l'affaire Ben Barka. Mais Ben Barka et Oufkir n'étaient pour ma génération que les deux faces de la même médaille; ils s'étaient commis bien trop profondément avec le régime, malgré leur changement ultérieur. Si mon pays devait jamais abattre la monarchie et passer à la démocratie, il serait bien temps alors de se distancier d'Oufkir, et de le combattre au besoin.

Ce qu'Oufkir m'avait rapporté de l'état de la cour m'avait profondément secoué. Le jour vint où je ne fus plus capable de dissimuler mes sentiments et je lui dis : «Vous m'avez fait grand honneur en vous confiant à moi. Je suis prêt à me lancer dans une attaque suicide pour exécuter le roi.» «Non», refusa-t-il, «c'est mon affaire. Je ne suis pas disposé à abandonner à un autre l'honneur d'avoir abattu le tyran.» La haine du potentat terroriste et de l'oppression est très profondément enracinée au Maroc, et Hassan porte la responsabilité de tout ce qui est pourri dans notre pays.

A dater de ce jour, nous fûmes alliés, Oufkir et moi. Je dormais dans une chambre de la villa d'Oufkir à Souissi et, de là, je gagnais tous les matins le stationnement de Moulay-Ismail où je continuais à commander mon unité blindée.

Mon puissant allié était tantôt très loquace, tantôt extrêmement taciturne. Il me parlait souvent de Nasser et de son manifeste idéologique ou «charte nationale» qu'il avait étudié à fond.

Il était d'avis que les base américaines du Maroc devaient disparaître. «La plus grande de toutes ces bases est le palais royal», disait-il. «Très juste», approuvais-je. «Les bases essentielles du néo-colonialisme ne sont plus de caractère militaire comme dans le cas du colonialisme traditionnel, mais de nature économique, culturelle et politique.»

Nouveaux projets de révolte

Les préparatifs de notre première tentative de putsch commencèrent trois mois après l'insurrection manquée de Skhirat. Tant Oufkir que moi-même avion élaboré toutes sortes de plans. C'est à l'occasion d'une promenade en voiture que le général me mit au courant de l'un de ses projets qui me parut simple et prometteur. «Hassan, qui est aussi commandant en chef des forces armées, vient presque tous les jeudis à l'état-major présider la réunion des commandants de corps. Il y a dans la salle de conférences un coffre-forts scellé dans le mur. J'y enferme un pistolet mitrailleur. Lorsque Hassan entre, il me suffit de saisir l'arme pour pouvoir m'emparer de lui. Je lui ordonne de lever les mains, puis je prononce un discours improvisé dans lequel j'exige son abdication immédiate.»

Il confectionna un croquis qui montrait la disposition de la salle, et sur lequel on pouvait voir où se trouvait le coffre-fort et où prenaient place les commandants de corps et le chef de l'état-major. «Dès qu'Hassan a signé l'acte d'abdication, je dis aux officiers que j'ai agi au nom du peuple. Je suis muni d'un magnétophone sur lequel est enregistré un communiqué que tu rédigeras.

Là-dessus, j'appelle le général Driss Ben Omar, ministre des postes et télécommunications, et lui demande de se mettre à ma disposition. Il y consent certainement avec empressement. Le prince Moulay Abdallah, frère d'Hassan, reçoit lui aussi un appel téléphonique de ma part. Je le fais venir sous un prétexte quelconque et je l'arrête. Pour finir, je convoque les comandants de toutes les unités militaires qui se trouvent dans la région de la capitale.

Pendant ce temps, tu m'attends dans le bureau qui jouxte la salle de conférences. A mon signal, tu fonces avec ta troupe de blindés vers la station de radio et de télévision. Tu t'en empares et, là-dessus, tu diffuses le premier communiqué révolutionnaire dont tu détiens l'enregistrement.»

A l'aide d'un magnétophone simple, acheté dans un magasin de Rabat, j'enregistrai une déclaration en langue arabe que j'avais précédemment soumise au général. Il l'approuva sous réserve de quelques modifications insignifiantes. A sa demande, je donnai un relief particulier aux mots «révolution» et «au service du peuple». Voici les passages les plus importants de cette déclaration :

République islamique du Maroc !

Liberté, démocratie politique et économique,
unité islamique !

Au nom de Dieu et du peuple, de la justice et des droits de l'homme, au nom de tous les martyrs, pour le droit à l'autodétermination du peuple et en raison de sa volonté de choisir lui-même la forme de son gouvernement et de décider lui-même de son destin, nous proclamons une république islamique et l'abolition de la monarchie interdite par le Coran !

Nous faisons savoir que le tyran, le dictateur, le fou Hassan a été condamné à mort par un tribunal révolutionnaire provisoire pour les crimes et les assassinats qu'il a perpétrés contre notre peuple, et qu'il a été passé par les armes. Jusqu'à nouvel ordre, un Conseil de la révolution provisoire gouvernera le pays, en attendant qu'un Conseil de la révolution ait été désigné au moyen d'élections générales directes. L'armée a désarmé le roi pour armer la volonté du peuple.

Les hommes qui sont aujourd'hui à la tête de la révolution ne peuvent pas concrétiser les aspirations du peuple par magie. Nous avons fait tomber le roi, c'est tout. C'est au peuple qu'il appartient maintenant d'en finir avec l'oppression et l'exploitation dont se rendent coupables partout dans le pays des milliers de roitelets. Nous tournerons désormais nos baïonnettes contre les tyrans et non contre le peuple.

Tout était prêt pour le grand jour. C'était un jeudi de novembre. La veille, Oufkir avait déposé le pistolet mitrailleur et le magnétophone dans le coffre-fort. Nous prîmes place dans une auto pilotée par un sous-officier. Nous en descendîmes aux abords de la caserne de l'état-major et fûmes salués par la garde d'honneur. J'étais prêt à tout et rempli d'un

enthousiasme farouche. Le calme d'Oufkir m'impressionnait.

Il me serra la main et pénétra dans la salle de conférences. Dans le bureau attenant, j'attendis une demi-heure, peut-être même une heure entière, je ne sais pas exactement, car le temps me paraissait interminable. La porte s'ouvrit enfin. Le général s'avança vers moi et me dit d'un air troublé : «Notre plan tombe à l'eau. Le roi vient de téléphoner pour se décommander.»

Suivirent sept jours d'une attente épuisante pour les nerfs. Mais le jeudi suivant, le monarque ne parut pas non plus à la rencontre fatidique. Ainsi que me l'apprit Oufkir, le roi avait décidé que les réunions auraient lieu désormais au palais royal. «Alors, réglons-lui son compte là-bas», proposai-je. «Beaucoup trop risqué», objecta-t-il. «Nous devons concevoir un nouveau projet.»

Peu avant la fin de l'année, Oufkir invita Hassan à visiter la caserne dans laquelle était stationnée la Brigade légère de sécurité (BLS). A l'évidence, Hassan avait flairé le piège, et il ne parut pas. Une autre fois, nous l'attendîmes en vain à la caserne Moulay-Ismail où était cantonnée ma propre compagnie de blindés. C'était la fête du mouton, «Aid el Kebir». Encore une occasion manquée !

Peu après, à Agadir, Oufkir échappa de justesse à un accident d'hélicoptère. «C'est Hassan qui a fait saboter l'hélicoptère», m'assura-t-il. On dit au Maroc que les hélicoptères servent à faire mordre la poussière aux généraux.

Nous crûmes puvoir remplir notre mission en mars 1972. Hassan devait participer à une conférence au mess des officiers. La salle de conférences comportait aussi un local de projection. Oufkir y cacha son arme. Mais le roi devenu méfiant ne vint pas à la réunion.

La tentative suivante eut lieu début juin 1972. Ce jour-là, le prince Moulay Abdallah donnait dans sa résidence d'été située à dix kilomètres au nord du palais de Skhirat une réception privée, à l'occasion de sa promotion au rang de «représentant personnel du roi». Selon Oufkir, Hassan devait assister à la réception. Un soir de juin, Oufkir me téléphona pour me demander de me rendre à sa villa de Souissi.

A mon arrivée, il m'apprit que le monarque était attendu au palais d'été d'Abdallah vers vingt-deux heures. avec une escorte de gardes du corps réduite. Il fut décidé que nous déclencherions une attaque surprise en plein milieu de la fête. Notre groupe ne devait comporter que quatre personnes : le général, deux de ses gardes du corps et moi-même.

Je plaçai dans le coffre de la BMW du général quatre fusils mitrailleurs tirés de son arsenal, dont un équipé d'un silencieux, quatre pistolets mitrailleurs, quelques caisses de munitions, deux tenues de camouflage et deux casquettes portant des insignes de grades - nous étions tous quatre en civil. Les invités ne savaient pas que le roi allait les honorer de sa visite.

J'ai déjé indiqué qu'un tribunal militaire secret avait condamné Hassan II à mort pour crimes contre l'humanité, l'islam et le peuple maraocain; le roi devait être exécuté tout au début du coup de main; quant aux autres invités, nous voulions les arrêter. Puis nous irions à Rabat où je devais achever l'opération avec mes troupes blindées.

Au moment où nous nous apprêtions à quitter la chambre à coucher d'Oufkir où nous avions réglé les derniers détails - il était alors vingt-deux heures environ -, le général baisa le Saint Coran et déclara : «C'est pour mon pays que je fais cela.» Après quoi je m'emparai du Coran, y posai la main et jurai d'aller jusqu'au sacrifice de ma vie pour le service de Dieu et du peuple en lutte contre la tyrannie, l'injustice et l'esclavage.

Arrivés à la résidence du prince à Fallouka, sur la route qui conduit de Skhirat à Rabat, nous fûmes épouvantés d'apercevoir devant le bâtiment une bonne douzaine de voitures de police. Quand le roi se déplaçait incognito, il n'était pas, d'habitude, accompagné d'une pareille escorte. L'essentiel des divertissements royaux de ce genre consiste, pour les invités, à se remplir la panse de vin et d'eau-de-vie.

De l'autre côté du palais était garé un camion de soldats appartenant à la garde personnelle du roi. Oufkir, qui n'avait pas été invité, entra seul dans le bâtiment pour reconnaître les lieux. Pendant ce temps, j'attendais dehors. Il revint deux heures plus tard. «C'est techniquement impossible», m'annonça-t-il avec accablement.

Une autre tentative échoua deux semaines plus tard. Elle se rapprochait de la première qui aurait dû avoir pour théâtre la caserne de l'état-major de l'armée. Oufkir avait demandé à Hassan de donner aux officiers une conférence sur la «stratégie moderne» - il faut dire qu' Hassan est fermement convaincu qu'il s'y connaît en stratégie, alors que les seuls ouvrages qu'il a étudiés sérieusement sur le sujet sont «Le Prince» de Machiavel et «Les Protocoles des Sages de Sion», notre roi étant un fervent admirateur de Machiavel et des juifs.

La conférence devait être présentée à la cantine de l'état-major de l'armée. Il était prévu, cette fois encore, qu'Oufkir surprendrait le monarque pendant la réunion; la suite devait se dérouler conformément à notre premier projet. Le roi ne vint pas, on ne sait pourquoi.

Pour que le monde comprenne immédiatement le sens de notre révolution, nous avions projeté d'inviter le jour même du coup d'Etat le journaliste égyptien Mohamed Heykal, qui est un partisan notoire de Nasser. Il était alors rédacteur en chef du journal cairote Al-Ahram. Le mouvement de réveil islamique n'était pas encore à ce moment-là la force révolutionnaire que l'on connaît aujourd'hui. La communauté islamique d'alors était plus proche des monarchies d'Arabie séoudite et du Maroc que des révolutionnaires.

L'absence d'Hassan aux différents rendez-vous s'expliquait principalement par le fait qu'il était trop absorbé par sa vie privée. Ses intérêts principaux sont le haschisch, les femmes et le golf, ce qui signifie qu'il est très occupé et n'a malheureusement plus guère de temps à consacrer aux fastidieuses obligations de la vie publique.

Voici à peu près son programme quotidien habituel : il se lève aux alentours de onze heures, se rend au terrain de golf où il joue jusque vers douze heures trente. Pendant qu'il s'adonne au golf, les ministres et les officiers supérieurs le suivent pour lui faire signer toutes sortes de documents. A seize heures, il reçoit des invités dans le bourdonnement des caméras de télévision - apparaître à la télévision chaque jour est pour lui de toute première importance. Quand vient le soir, il est grand temps de songer aux poules et au hasch. Ces plaisirs l'occupent jusque très avant dans la nuit.

Avant la rencontre au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, qui se tint à Rabat en 1972, le roi fit mettre toutes

les unités de l'armée en état d'alerte. Même les officiers furent consignés. Je proposai à Oufkir de tenter un nouveau coup d'Etat le 10 juillet, jour de l'anniversaire d'Hassan, soit un an jour pour jour après la révolte de Skhirat. Une cérémonie devait réunir en grande pompe au palais de Skhirat les invités habituels. Le général rejeta mon projet, mais je me rendis au palais de mon propre chef pour assister à cet honteux anniversaire.

Pour la seconde fois, je me retrouvai au palais en présence de l'exploiteur et considérai son visage sur lequel mille vices avaient laissé leurs traces. Déguisé en cow-boy, il badinait avec ses invités rampants. En guise de mise en train, il leur demanda en français d'observer quelques minutes de silence à la mémoire des victimes de la trahison commise au même endroit l'année précédente.

Le lendemain soir, le roi invita Oufkir à une réception baptisée «Nuit des femmes». A son retour, le général raconta avec le plus profond dégoût qu'Hassan s'était enivré à mort. Il avait baisé la main de toutes les femmes présentes et leur avait ensuite jeté une poignée de joyaux. Ces grandes dames, femmes ou maîtresses de ministres et de hauts fonctionnaires, s'étaient jetées dessus, se disputant les précieux cailloux. Hassan était à ce point gorgé d'alcool et de drogue qu'il avait peine à tenir sur ses jambes. Il était constamment soutenu par deux gardes du corps qui psalmodiaient inlassablement : «Longue vie à Amir al Mouminen» («au saint commandeur des croyants»).

C'est au cours d'un déjeuner chez Oufkir que furent réglés les derniers détails du projet qui devait entraîner la chute du roi Hassan II. Le monarque devait être contraint à l'abdication le lendemain ou, en cas de refus, être condamné à mort par un tribuanl révolutionnaire secret et exécuté. C'est donc au déjeuner que fut prise la décision définitive : le jour suivant, 16 août 1972, devait être le dernier jour du règne sur le Maroc d'un homme que nous considérions tous deux comme un despote et un tyran, et que nous détestions du fond du coeur.

Cela faisait un an que nous réfléchissions en secret et que nous peaufinions notre projet. L'heure de la chute du dictateur était venue. Les deux hommes attablés étaient d'accord sur tous les détails de l'imminent coup d'Etat; la clandestinité de l'année écoulée nous avait soudés. Notre confiance réciproque était celle de deux hommes plongés dans une situation comportant pour tous deux le danger d'un échec dû à l'erreur ou à la trahison, et d'une longue agonie sous la torture.

Notre but était le même, tout au moins à court terme : abattre le roi. Cependant, même si je saisissais les avantages d'une collaboration, je ne perdais jamais de vue que nous étions en réalité deux être fondamentalement différents : on ne voit guère comment notre collaboration aurait pu survivre, ne serait-ce qu'aux premières heures du triomphe consécutif à une révolution réussie.

La luxueuse villa où nous déjeunions était située dans le quartier chic de Souissi, dans la banlieue de la capitale, Rabat. L'amphitryon était le général Mohamed Oufkir, ministre de la défense et commandant en chef de l'armée, l'homme le plus puissant du Maroc après le roi. Le général Oufkir avait cinquante-deux ans, c'était un Berbère né dans le village d'Ain Chair près de Ksar-Souk dans le Haut-Atlas, où son père avait été chef de tribu.

Moi, son invité, j'étais un jeune lieutenant des troupes blindées âgé d'environ vingt-cinq ans. Je ne connais pas mon âge exact, du fait que le petit village berbère du Maroc du sud où j'ai vu le jour ne tenait pas de registre des naissances. Un

an plus tôt, j'étais devenu le plus proche collaborateur du général et son aide de camp, de sorte que mon influence était bien plus grande que ne le laissait soupçonner mon rang d'officier subalterne.

En ce jour fatidique, nous étions tous deux obligés de nous fier l'un à l'autre, car nous avions décidé de collaborer dans une opération qui pouvait nous coûter la vie à tous deux, si elle était éventée. Et pourtant : à peine plus d'un an auparavant, le général Oufkir avait été l'homme que je détestais le plus au monde à part le roi.

Oufkir représentait alors tout ce que j'abhorrais le plus : l'arbitraire, le despotisme, l'oppression et tout particulièrement l'immoralité. Le général couvrait un système qui était en contradiction avec toutes les valeurs fondamentales de la foi islamique, qui ne parlent ni de rois ni de princes, mais d'hommes égaux en condition.

Le général était à la tête d'une armée qu'on n'engageait pas où, à mon point de vue, il aurait fallu l'engager, à savoir dans la lutte pour l'unité des musulmans et des Arabes, pour les droits des Palestiniens et contre l'occupant, l'Etat d'Israël.

Non, les forces armées étaint retenues au Maroc pour protéger l'injustice et la stagnation, et aussi pour étouffer la moindre ébauche de protestation populaire contre des maux sociaux qu'on pouvait littéralement toucher du doigt si l'on prenait seulement la peine de s'éloigner de quelques centaines de mètres du palais royal pour pénétrer dans l'effroyable bidonville de Chella, situé dans une vallée, juste au pied des murs du palais; ou si l'on mettait les pieds dans le quartier misérable de Jaacob el Mansour, en bas, près de la plage, où trente-cinq mille personnes tentent de survivre à quelques kilomètres seulement du quartier chic.

Oui, les injustices étaient manifestes pour quiconque voulait les voir. Les gens vivaient dans l'avilissement le plus profond et tout espoir leur était interdit. Ils avaient peur du lendemain : leur existence pouvait prendre fin brusquement sans laisser la moindre trace, et rien n'indiquerait alors qu'un être avait vécu et respiré là, qu'il avait osé espérer en un monde plus juste, libéré des soucis. L'existence de ces gens s'apparentait à une lumière vacillante qui pouvait s'éteindre d'un instant à l'autre, car les sbires du roi pouvaient les découvrir et leur demander compte de leur aspiration à une vie meilleure.

Depuis que, étudiant, j'avais acquis au milieu des années soixante une conscience politique, j'avais détesté, combattu et redouté Oufkir. Il avait été dans un premier temps chef de la police. En 1965, il avait conduit les troupes chargées de réprimer une révolte spontanée en faveur des droits de l'homme, de davantage de pain et peut-être aussi d'un peu plus de liberté. J'avais moi-même été arrêté à l'époque et torturé pour avoir été l'un des meneurs.

Et voici que le 15 août 1972 j'étais attablé en face du même Oufkir et discutais les derniers détails d'un projet destiné à mettre fin à la tyrannie, d'un projet que le général lui-même avait élaboré. C'est Oufkir qui avait changé, pas moi.

Nous étions maintenant associés dans une aventure qui pouvait se terminer pour nous par le supplice et la mort. Dans vingt-quatre heures, nous pouvions être morts tous les deux. Mais si notre audacieuse entreprise était couronnée de succès, nous nous retrouverions inévitablement adversaires. Notre position, notre expérience, nos convictions idéologiques étaient par trop différentes. Oufkir était un homme du passé. J'incarnais l'avenir. J'étais prêt à m'allier

avec le diable lui-même si cela pouvait conduire à la chute du régime de tyrannie du Maroc, ai-je pensé plus tard.

Nos propos de table nous avaient permis de régler un point obscur de notre projet. Le roi avait fait savoir qu'il rentrerait le lendemain par avion d'un voyage en France. Oufkir avait appris la nouvelle dans le courant de la matinée.

Le plan de rechange consistant à attaquer le bateau du monarque pouvait donc être classé. La responsabilité de l'action incombait dès lors à l'aviation militaire. Au moment où le Boeing 727 du roi Hassan approcherait de la côte marocaine, trois avions de combat devaient le rejoindre comme pour lui servir d'escorte. Mais l'ordre des pilotes était de contraindre l'avion du roi à se poser sur l'aérodrome militaire de Kenitra. Là, les troupes rebelles devaient décider du sort du souverain.

Pour clore le déjeuner, nous récitâmes, selon le rite ancien, la sourate Al Fatiha.

A six heures du matin le 16 août 1972, les premiers rayons du soleil tombèrent sur les treize chasseurs stationnés sur l'aérodrome de Kenitra, à douze kilomètres au nord de Rabat. C'était un temps idéal pour voler.

Les appareils étaient des avions américains de type Northrop F. 5. C'étaient presque tous des chasseurs mis à la disposition de l'armée de l'air marocaine. Ils étaient armés de canons fixes qui constituaient une arme de premier ordre pour les attaques sur des objectifs terrestres, mais étaient nettement moins adaptés aux combats aériens.

De tout le personnel de la base aérienne, y compris les quatre cent cinquante militaires du secteur américain chargés, notamment, de la formation des pilotes marocains, un seul homme était au courant du coup d'Etat tout proche. Cet homme était le major Kouera, commandant du secteur marocain de la base.

La veille au soir, Kouera et l'un de ses supérieurs, le commandant en second de l'armée de l'air Mohamed Amkrane, avaient rencontré le général Oufkir dans un bar de Casablanca pour recevoir les dernières instructions que j'avais préparées avec Oufkir. Kouera et Amkrane étaient nés l'un et l'autre dans le Rif, région montagneuse déshéritée du nord du Maroc.

Tous deux étaient berbères, et ils n'avaient pas oublié la brutalité avec laquelle l'ancien prince héritier et commandant en chef de l'armée aujourd'hui roi avait réprimé, en 1958, une tentative de soulèvement de la population locale. Ce fut la dernière des nombreuses révoltes parties du Rif contre le pouvoir central néocolonialiste. Il n'avait pas fallu beaucoup de force de persuasion pour les enrôler dans le mouvement de résistance des «officiers libres».

Amkrane avait eu connaissance du plan de l'«Opération survol» en avril déjà. Il avait alors annoncé à Oufkir qu'il ne pourrait pas piloter de F 5 en raison de l'aggravation de sa néphrite. Il avait proposé de se faire remplacer par le commandant de la base aérienne de Kenitra, le major Kouera.

Le 15 août, la veille du putsch donc, ils s'étaient réunis tous trois chez Madame Lazrak, épouse d'un ancien ministre des finances. Oufkir avait révélé les derniers détails du projet, ajoutant que le succès était assuré à cent cinquante pour cent. Toutefois, en cas de complication, Oufkir se trouverait à l'aérodrome de Rabat-Salé et prendrait lui-même en main le commandement des troupes du champ d'aviation.

Restaient deux autres militaires stationnés à la base aérienne, le capitaine Lhjad Larabi et le lieutenant Hassan Midawi, qui ignoraient encore en ce matin fatidique du 16 août qu'ils avaient été choisis pour piloter les deux autres avions de l'escorte.

Pour des raisons de sécurité et de strict maintien du secret, Oufkir et moi avions décidé de ne mettre au courant du projet que les participants directs à l'opération. A part Oufkir et moi, seuls Amkrane et Kouera connaissaient l'«Opération survol».

Durant la nuit du 15 au 16 août, le général Oufkir n'avait pas fermé l'oeil. Il était resté debout jusqu'à l'aube, puis était parti sans un mot pour Temara, tout près de Rabat, au sud. Il avait regagné sa villa de Souissi vers onze heures.

En compagnie du commandant en second del'armée de l'air Amkrane, il avait rencontré le colonel Lyoussi, commandant en chef des forces aériennes. Le colonel Lyoussi s'était laissé persuader d'envoyer trois appareils F 5 escorter le roi à son retour au Maroc.

Au château du roi Hassan, près de la ville de Beauvais, à vingt-quatre kilomètres au nord de Paris, on préparait ce matin-là le retour au Maroc. Le monarque avait passé trois semaines au château dans le cadre d'une visite privée.

Il était accompagné, notamment, du colonel Ahmed Dlimi, commandant des aides de camp royaux et ancien chef suprême de la police. En comptant les courtisans, les concubines, les membres du gouvernement et les gardes du corps - ces derniers commandés par un mercenaire français, le commissaire Sassia - c'étaient bien cent personnes qui, les vacances d'été terminées, allaient rentrer au Maroc avec le roi.

Ce jour-là, je me levai comme d'habitude à six heures et pris mon petit déjeuner. Je ne vis pas le général de la matinée. Après le petit déjeuner, je gagnai le stationnement au volant de ma Fiat. Sur le siège arrière se trouvait ma tenue de campagne verte que j'allais endosser au stationnement. Je pensais à ce que le général avait dit en me réveillant à trois heures et demie. Il venait de rentrer de Casablanca où il avait eu une ultime conversation avec Amkrane et Kouera dans un bar de l'Avenue Hassan II.

«A la grâce de Dieu», avait dit le général. «Tout est prêt et la situation se présente bien.» Il avait voulu entendre une dernière fois l'enregistrement du communiqué que j'avais rédigé et dont nous comptions donner lecture à la radio après la réussite du coup d'ETat.

Curieusement, je n'éprouvais ni nervosité ni crainte. Au contraire, je me sentais heureux. Toute ma vie, j'avais attendu ce jour qui me verrait participer à la chute du régime tyrannique qui opprimait le Maroc. Aussi étais-je rempli d'enthousiasme, quoique extérieurement tout à fait calme et froid.

Je n'envisageais aucunement la possibilité d'un échec. Il paraissait aller de soi que tout se déroulerait conformément au plan. La perspective de participer en personne au changement du cours de l'histoire de mon propre pays m'emplissait d'un sentiment fantastique et j'étais reconnaissant à la destinée du rôle qu'elle m'attribuait. C'est avec joie que j'acceptais tous les risques pour libérer mon pays de la domination des fripouilles qui le tenaient asservi.

Je passai les heures de la matinée à vérifier la quantité de munitions dont disposait mon unité composée de dix-sept véhicules blindés du type EBR. J'ordonnai ensuite à mon ordonnance d'inspecter les hommes, le matériel et les armes. Ce faisant, je m'efforçais de donner l'impression qu'il s'agissait d'une simple affaire de routine. Il ne se passa plus rien de particulier jusqu'au déjeuner avec Oufkir.

A deux heures, ayant mangé, nous convînmes que je devais retourner à la caserne comme prévu, pour m'y tenir prêt avec mes véhicules. Le général devait gagner l'aérodrome de Salé à une quinzaine de kilomètres au nord de Rabat. Il devait se rendre directement à la tour de contrôle et y attendre que le contact radio avec le Boeing du roi soit établi.

Ausitôt annoncé le succès de la première phase de l'opération, il devait venir me rejoindre à la caserne Moulay Ismail qui dépendait également de l'état-major des troupes blindées de l'armée. C'est là que le putsch devait être déclenché. Dès l'arrivée d'Oufkir, je devais prendre le commandement de la caserne et arrêter le commandant des forces blindées, le colonel Hatimi, s'il y apparaissait. Sa capture ne devait présenter aucune difficulté.

D'autres «officiers libres» devaient venir d'autres villes pour nous apporter leur concours et je devais leur indiquer les arrestations à effectuer. Compte tenu de l'état d'esprit de l'armée et du peuple, nous comptions que tout le monde se joindrait à la révolte pour peu que quelqu'un la mette en branle. C'est notre base qui devait jouer ce rôle. Une fois le roi évincé, il n'y aurait plus à craindre de résistance sérieuse. Oufkir était, sur le papier tout au moins, commandant en chef des forces armées, et il était avec nous.

Ministre de la défense depuis un an, Oufkir était devenu très populaire parmi les jeunes officiers. Je devais arrêter les officiers dirigeants de la caserne Moulay Ismail, puis prendre le commandement des quarante tanks, des mille hommes et des vingt «officiers libres» qui devaient venir renforcer nos effectifs à partir d'autres unités. Nous avions prévu qu'Oufkir mettrait toutes les unités de l'armée, y compris celles de la capitale, en état d'alerte.

J'étais à peine rentré à la caserne, le déjeuner terminé, que les premières consignes arrivaient, et je pus donner l'ordre d'équiper les chars de munitions de combat sans que personne ne s'en étonnât. L'ordre arriva du quartier général à quatorze heures trente. Avant de quitter le QG pour gagner l'aérodrome, Oufkir téléphona au colonel Hatimi, commandant des forces blindées, pour l'envoyer à l'aérodrome où nous voulions rassembler toutes les personnalités dirigeantes et les ministres, sous couleur d'accueillir le roi, ce qui nous premettrait de les arrêter tous ensemble aussitôt le roi en notre pouvoir.

Je causais avec quelques officiers et plaisantais avec eux à porpos du putsch de Skhirat. Il fallait que tout parût normal, routinier, et pourtant j'éprouvais le sentiment déchirant que les choses allaient mal tourner. La décision d'envoyer les trois pilotes ne me plaisait guère. Qui pouvait donc exclure que le roi aurait vent de toute l'affaire par contact radio durant le vol et qu'il donnerait alors l'ordre de poser l'avion ailleurs ?

«Je vois une meilleure solution», avais-je dit à Oufkir au cours du repas. «Laissons le roi atterrir sans entrave à l'aéroport de Rabat-Salé que j'aurai déjà cerné avec mon unité blindée. Je l'arrêterai alors moi-même à l'aéroport avec tous les ministres et officiers supérieurs qui l'attendront. Nous les enfermerons dans un hangar à avions jusqu'à ce que nous ayons la situation en main. Tout le monde pourra assister à l'arrestation du roi et comprendra alors que c'en est fait

de son pouvoir.»

Oufkir avait rejeté cette proposition. Si les trois pilotes ne parvenaient pas à contraindre l'appareil du roi à l'atterrissage, ils l'abattraient purement et simplement, avait-il déclaré. «Il n'y a pas l'ombre d'un danger d'échec. Notre plan est sûr à cent cinquante pour cent», avait dit Oufkir. Ce furent ses dernières paroles avant que je ne reparte pour la caserne Moulay Ismail. Dès quinze heures, installé dans mon char, j'attendais la nouvelle escomptée.

A la même heure, le commandant en second de l'armée de l'air, le lieutenant-colonel Mohamed Amkrane, se trouvait dans la tour de contrôle de la base aérienne de Kenitra, à la tête d'un groupe d'officiers. De là, ils pouvaient entendre ce qui se passait dans l'espace aérien séparant Kenitra de la Méditerranée. Le major Keroua et deux autres jeunes officiers s'étaient déjà envolés à la rencontre du Boeing du roi.

Table des matières:

Coup d'Etat manqué

Le 16 août 1972 aux alentours de seize heures, le Boeing 727 privé du roi, un avion civil ayant appartenu à la compagnie aérienne marocaine «Royal Air Maroc» (RAM) , survole la côte marocaine près de la ville de Tetouan, en provenance de France via Barcelone, avec à son bord cent passagers - le monarque et sa cour.

Le pilote civil, Mohamed Kabbj, voit soudain approcher trois chasseurs du type Northrop 15. Les appareils forment une escorte de protection pour l'avion royal. Assis à son bureau, Hassan II joue aux cartes avec le mercenaire français Sassia, son garde du corps. Le major Keroua, qui pilote un des trois appareils, donne à Kabbaj par radio l'ordre d'atterrrir à l'aérodrome militaire de Kenitra, mais Kabbaj s'y refuse, après avoir consulté le roi.

Brusquement, les trois chasseurs attaquent le Boeing à la mitrailleuse. La partie inférieure du Boeing et l'un de ses moteurs sont endommagés, mais il réussit à poursuivre son vol. Quittant précipitamment son bureau , le roi se hâte de

rejoindre le pilote dans le cockpit. Il se saisit du microphone de la radio.

Entrant en communication avec les pilotes des avions attaquants, il se fait passer pour l'opérateur radio du Boeing. «Le roi est grièvement blessé et à l'article de la mort.», dit-il en demandant la permission d'atterrir à l'aéroport de Rabat-Salé, afin que soient évités d'autres dégâts et d'autres pertes en vies humaines.

Il devait s'avérer plus tard que les soldats chargés d'équiper les chasseurs en munitions avaient confondu les fusées explosives et les munitions d'exercice. En outre, la mitrailleuse de Kouera s'était enrayée. Dans un ultime effort désespéré pour le forcer à atterrir, Kouera tenta d'éperonner le Boeing avec son propre avion, mais sans succès. Son chasseur fut gravement endommagé, lui-même s'éjecta et descendit en parachute.

Blessé et souffrant d'une fracture, il fut immédiatement appréhendé par la police au voisinage d'Oulad Khalifa, et conduit prisonnier à Rabat

sur les chapeaux de roues. Les deux autres avions de chasse regagnèrent la base aérienne de Kenitra pour charger des munitions de guerre.

L'appareil du roi atterrit à Rabat-Salé grâce au seul moteur encore en état de fonctionner. Il était alors seize heures dix. Hassan était muet de terreur et totalement désorienté. Il débarqua, inspecta une garde d'honneur qui attendait là, puis se retira dans le bâtiment principal de l'aérodrome où il resta environ cinq minutes.

Vers seize heures quarante, quatre chasseurs firent leur apparition et se mirent à mitrailler les bâtiments de l'aéroport et les pistes d'atterrissage. Les avions attaquaient par vagues successives. Huit personnes furent tuées, et quarante-sept autres blessées, dont quatre ministres membres de la délégation venue accueillir le monarque. Hassan, son frère, le prince Moulay Abdallah et un groupe de policiers s'étaient réfugiés dans un bois proche de l'aérodrome. Puis Abdallah et les policiers prirent le chemin de l'ambassade de France, pendant que le roi lui-même cherchait asile à l'ambassade du Liban.

Pendant ce temps, huit autres avions de la base aérienne de Kenitra - placée sous les ordres du colonel Amkrane - s'attaquaient au palais royal de Rabat. A seize heures quarante-cinq, huit chasseurs surgirent dans le ciel de Rabat et se mirent à bombarder le palais royal. Les deux pilotes qui avaient accompagné Kouera et regagné Kenitra. après l'attaque manquée contre le Boeing. pour charger de la munition à balles avaient ordonné à dix autres avions de les suivre pour tenter d'intercepter tout de même le Boeing. Mais celui-ci avait atterri depuis longtemps. Ils essayaient dès lors d'attaquer le roi là où il était présumé se trouver : à l'aéroport ou au palais.

A la suite de l'attaque aérienne contre le palais royal et ayant appris l'échec de l'opération, le commandant en second de l'armée de l'air Mohamed Amkrane et le lieutenant Hassan Midawi, qui avaient été mêlés tous deux à l'attaque contre le Boeing et le palais, quittèrent l'aérodrome de Kenitra à bord d'un hélicoptère dont les trois membres d'équipage avaient reçu l'ordre de rallier Gibraltar. A l'arrivée, les trois hommes de l'équipage expliquèrent à l'officier britannique qui les recevait qu'ils n'avaient rien à voir avec la tentative de putsch et voulaient regagner le Maroc sans délai.

Amkrane et Midawi demandèrent l'asile politique à la Grande-Bretagne. Le gouvernement marocain exigea en

revanche leur extradition immédiate. Ils furent gardés en détention jusqu'à ce que le gouverneur de Gibraltar, Sir Varyl Begg, prît la décision, après consultation avec le ministère des affaires étrangères de Londres, de les extrader, au motif que la présence des deux officiers marocains à Gibraltar «n'était pas dans l'intérêt général», de l'avis du gouvernement conservateur anglais.

Les cinq Marocains furent rapatriés à bord d'un avion de la Royal Air Force, aussitôt tombée la décision de renvoi, le soir du 17 août. Quelques mois plus tard, Amkrane et Midawi allaient être collés au mur avec onze autres pilotes.

A son arrivée au Maroc, Amkrane fut conduit au palais devant le roi. «Tu es un cadavre ambulant», lui dit Hassan. «Savais-tu que tu n'avais plus que dix-huit mois à vivre ? - «Je savais bien que je devais mourir un jour comme tout le monde, mais la date de ma mort ne m'était pas connue», répliqua l'officier. Interrogé sur l'instigateur de l'attentat, Amkrane répondit qu'il avait reçu ses ordres du général Oufkir.

Le ministre de l'intérieur Mohamed Benhima raconta quelques jours après l'attentat que lui-même et les autres ministres venus accueillir le roi à l'aérodrome avaient été extrêmement surpris de voir le général Oufkir les quitter brusquement pour se rendre à la tour de contrôle. A son atterrissage, le roi avait réclamé la présence immédiate d'Oufkir, mais ce dernier était déjà sur le chemin de la caserne Moulay Ismail.

J'étais assis dans mon char dans la cour de la caserne. Il était entre seize et dix-sept heures. Je disposais d'une mitraillette et d'une masse de grenades à main, et j'étais farouchement décidé, au besoin, à résister avec ma compagnie des jours entiers. Mais qu'était-il arrivé ?

Vers quatre heures et demie, je vis tout à coup Oufkir, accompagné d'un capitaine, franchir à toute vitesse le portail de la caserne à bord une automobile noire. Je n'avais aucune idée des événements des dernières heures. Je crus que l'opération avait réussi et qu'Oufkir me rejoignait pour la suite du programme. Comme Oufkir descendait de voiture, j'entendis quelqu'un l'appeler d'un bureau voisin et lui annoncer que le roi le demandait au téléphone. Je vis Oufkir entrer dans ce bureau d'un air nerveux, sans savoir, naturellement, ce qu'il disait au roi. Deux minutes plus tard, il remontait précipitamment en voiture et quittait l'aire de la caserne sans m'avoir seulement adressé la parole.

Je ne comprenais rien à ce qui se jouait et me trouvais condamné à l'attente : je n'osais pas prendre d'initiative, de peur de compromettre toute l'affaire. Un quart d'heure plus tard, à peu près, je vis huit avions attaquer le palais à la roquette.

Au Maroc, le palais royal de Rabat symbolise la corruption, l'exploitation et l'oppression. C'était une expérience extraordinaire que de pouvoir assister en direct au bombardement de ce symbole de la pourriture. Certes, cela n'entrait pas dans le projet initial, mais je crus qu'Oufkir en avait décidé spontanément, sans m'en informer.

Mes camarades officiers, retenus à la caserne, s'approchèrent de moi pour me demander ce que tout cela signifiait. «N'y a-t-il rien que nous puissions faire ? Faut-il que nous restions là à traînasser et à bayer aux corneilles ?» me demandèrent-ils plaintivement. Mais je gardai mon secret.

J'appris plus tard ce qui s'était passé. Alors qu'Oufkir se trouvait à la tour de contrôle de l'aéroport de Rabat-Salé, il

avait appris par un message radio en provenance de l'avion royal qu'Hassan était mort. Selon notre plan, il devait alors me rejoindre. Je devais prendre le commandement de la caserne, puis m'emparer de la station de radio, après quoi je diffuserais notre déclaration et Oufkir donnerait ses instructions à toutes les unités de l'armée.

Mais, pendant qu'Oufkir parcourait les quinze kilomètres qui séparaient l'aéroport de ma caserne, le Boeing avait atterri. Alors qu'il survolait le Rif, au nord du Maroc, il avait reçu de Kouera l'ordre de se poser à Kenitra. Comme on l'a vu, le pilote avait refusé d'obéir et Kouera avait tenté d'abattre l'avion royal. Par radio, il avait dit aux deux autres pilotes : «Je sacrifie ma vie à mon pays et à mon peuple.»

Il avait compris qu'une erreur fatale avait été commise dans l'approvisionnement des chasseurs en munitions. Il avait bien donné l'ordre d'équiper les avions de munitions de combat explosives, mais, étant le commandant, il ne l'avait pas fait lui-même. On peut seulement supposer que les simples soldats chargés d'exécuter l'ordre s'étaient trompés. C'étaient des analphabètes et ils pouvaient avoir choisi la mauvaise caisses de munitions, à moins qu'ils n'eussent mal compris l'ordre et pensé qu'il s'agissait d'un exercice ordinaire.

Kouera ne contrôlait jamais l'exécution de ses instructions et ç'avait été une erreur fatale. Si son chasseur avait été équipé de fusées explosives et de munitions de guerre, une seule fusée ou une seule salve de mitrailleuse aurait suffi à abattre le Boeing.

Après qu'il eut sauté en parachute, les deux autre pilotes, ayant eux aussi manqué leur attaque contre l'avion royal faute de munitions appropriées, avaient regagné la base aérienne. La nouvelle du putsch s'y était répandue comme une traînée de poudre et les autres pilotes avaient porté un toast à la «République islamique». Dix d'entre eux avaient pris l'air à bord de leurs avions; c'est à leur attaque contre le palais que j'avais assisté. Il s'était donc agi d'une action improvisée qui m'avait surpris et déconcerté, tout comme Oufkir, certainement.

Comme je l'ai dit, pendant qu'Oufkir se dirigeait vers ma caserne, le roi avait atterri. Lui et son frère avaient quitté l'aéroport presque aussitôt. Le monarque s'était réfugié à l'ambassade du Liban, son frère à l'ambassade de France. Entre-temps, les chasseurs avaient attaqué l'aéroport et le palais, l'idée étant qu'Hassan y avait cherché asile.

Le téléphone avait sonné à la caserne au moment précis où le général Oufkir y faisait son entrée. L'appel provenait du roi, bien vivant. Comment diable avait-il pu savoir qu'Oufkir se trouvait là ? L'avait-il simplement deviné ? Mon stationnement était le plus grand et le plus important de Rabat. L'appel du roi coïncidant avec l'arrivée d'Oufkir pouvait être l'effet du hasard.

Qu'a-t-il pu se passer alors dans la tête d'Oufkir ? Nul ne le sait et toute spéculation serait oiseuse. Mais, en tout cas, il a dû comprendre que la première phase de notre plan avait été un échec total, de sorte qu'on ne pouvait passer à la seconde sans autre forme de procès. Oufkir m'a-t-il ignoré pour éviter d'attirer l'attention sur moi ? A-t-il pensé que le roi ne savait pas que lui et moi étions les instigateurs du putsch ? Ou a-t-il voulu savoir, avant toute chose, où se trouvait Hassan, afin de commencer par le liquider ? Il se peut qu'il ait agi ainsi. Quoi qu'il en soit, Oufkir se rendit au quartier général de l'armée situé juste à côté du palais.

Il se peut qu'il ait cru que l'attaque des avions visait non seulement le palais mais aussi le quartier général. Aussi se réfugia-t-il avec d'autres officiers dans l'abri antiaérien du QG. Peut-être aussi a-t-il pensé, les attaques aériennes ayant eu lieu sans son accord, que nous autres jeunes officiers tentions à son insu un putsch parallèle.

En voyant les chasseurs attaquer le palais, j'avais été moi aussi heureux et furieux à la fois, car j'avais soupçonné un instant qu'Oufkir avait ordonné tout cela derrière mon dos. Nous nous défiions l'un de l'autre comme s'étaient déjà défiés l'un de l'autre Ababou et Madbouh treize mois plus tôt, à l'occasion du putsch de Skhirat !

Quoi qu'il en soit, le désordre était total. Je restai auprès de ma compagnie de chars pour apprendre autant que possible ce qui s'était réellement passé. L'annonce que le major Kouera était tombé aux mains de la police apporta quelque lumière dans l'obscurité. Kouera était blessé et souffrait d'une fracture de la jambe. On l'amenait de suite à Rabat.

Officiellement, Oufkir était toujours commandant en chef de l'armée; il fit mine de ne pas connaître l'auteur de l'attentat. Mais Kouera fut torturé au palais et avoua qu'Oufkir était l'instigateur de la tentative de putsch. Le roi fit alors semblant de son côté d'ignorer l'identité du meneur. Il entra en communication téléphonique avec Oufkir, sans lui dire, naturellement, où il se trouvait, ni lui révéler que Kouera était en son pouvoir et avait «chanté». Hassan ordonna à Oufkir d'arrêter les putschistes.

Il était alors entre dix-huit et dix-neuf heures. Les choses évoluaient désormais très vite. Oufkir essaya de gagner du temps en prétextant être à la recherche des officiers coupables de l'attaque. Il avait appris qu'Amkrane et l'un des deux officiers qui avaient attaqué l'avion avec Kouera s'étaient enfuis à Gibraltar par hélicoptère, et en avait déduit que Kouera devait être mort. Il était bien persuadé - et moi aussi au début - que Kouera avait trouvé la mort dans la chute de son avion.

Aux environs de vingt heures, le commandant des troupes blindées, le colonel Hatimi, se présenta à ma caserne en provenance du palais. Il convoqua les officiers et nous annonça que des traîtres avaient attaqué l'avion royal, mais qu'une partie d'entre eux étaient déjà sous les verrous, et que la situation était sous contrôle. Selon toute vraisemblance, Hassan avait ordonné à Oufkir de se trouver au palais de Skhirat à ce moment-là. Oufkir obéit à l'injonction. Pourquoi au monde le fit-il ? Comptait-il assassiner lui-même le roi ? Ou voulait-il poursuivre son jeu ?

La nuit était tombée. Je donnai mes consignes à mes soldats. Personne ne devait s'approcher de notre unité blindée. Ils ne devaient obéir à personne d'autre qu'à moi. J'essayai d'atteindre Oufkir par téléphone, mais il n'était ni chez lui ni au quartier général.

Parallèlement, je faisais de mon mieux pour m'informer de la situation par l'intermédiaire des postes émetteurs étrangers. Au Maroc, la presse, la radio et la télévision sont à la solde du mensonge d'Etat. C'est le cas, on le sait, dans toutes les dictatures. Tous les media marocains sont aux ordres du roi. Pour obtenir des informations relativement objectives sur l'état du pays, on recourt à des postes émetteurs étrangers comme la BBC ou France Inter. Il n'est pas rare actuellement qu'on m'appelle à Stockholm de Rabat pour me demander s'il y a du nouveau au Maroc ! Cependant, la plupart du temps, les media étrangers ne font eux-mêmes état que des nouvelles «officielles» qu'on leur a livrées en priorité.

A une heure du matin, j'entendis sur un émetteur français qu'une tentative de putsch avait eu lieu au Maroc. Selon la radio, cette tentative avait été le fait d'officiers de l'armée de l'air. Le général Oufkir s'était suicidé. La nouvelle me secoua violemment. Il me fallait dés lors prendre une décision de toute urgence. Si Oufkir avait réellement attenté à ses jours sans que le roi ne sût rien du rôle que j'avais joué, je pouvais continuer à servir dans l'armée, pensai-je. La radio marocaine ne parlait pas des événements.

De grand matin, je quittai la caserne par une porte de derrière peu connue. Je traversai un hôpital voisin pour me rendre à ma voiture qui était parquée dans un garage proche, et pris le chemin du domicile d'Oufkir.

Comme de coutume, un garde en défendait l'entrée. «Le général est-il chez lui ?», demandai-je. Horrifié, j'entendis le garde me répondre : »Quel général ?» «Oufkir», répliquai-je. «Oui, ils ont ramené son cadavre cette nuit. Vous pouvez aller le voir.»

J'entrai. La première personne que j'aperçus fut le frère d'Oufkir, Moulay Hachem, mortellement triste, comme il se doit. Je rencontrai aussi Coco, la domestique noire. Muette et en pleurs, elle m'accompagna dans la «chambre arabe» où le général Oufkir gisait mort sur un lit. Il était couché sur le dos, recouvert d'un drap blanc. Je rabattis le drap et vis abondance de sang. Un de ses yeux avait été projeté hors de son orbite par un cou de feu tiré par derrière, comme je pus le constater. Un beau suicide ! Le cadavre était criblé d'au moins cinquante balles. Aucun suicidé n'a jamais réussi un tour pareil.

Je demandai à Coco ce qu'était devenue la serviette du général. Cette dernière contenait bien sûr l'enregistrement de notre communiqué et le texte complet que j'avais écrit à la main. Cette pièce à conviction ne devait évidemment pas tomber en de mauvaises mains. Mais Coco n'avait pas vu la serviette. Je demandai aux deux gardes du corps d'Oufkir un compte rendu des événements. Ils me racontèrent qu'ils avaient accompagné le général au palais, mais qu'on leur avait ordonné d'attendre dehors. Au bout d'une heure environ, le général Sefrioui, commandant de la garde royale noire, les avait rejoints et leur avait enjoint de se retirer. Le général viendrait plus tard, leur avait-il dit.

Une heure après leur retour à la villa du général à Souissi, une ambulance était arrivée, dans laquelle se trouvait notamment Hsouni, policier spécialisé dans la torture. Il avait été l'un des assassins de Ben Barka. Il ramenait le cadavre d'Oufkir.

Table des matières:

La fuite

Je compris que je n'avais pas une minute à perdre. Ils avaient l'enregistrement et savaient tout. La bande n'était pas dans la voiture, que j'avais fouillée moi-même. Elle se trouvait, je le savais de science certaine, dans la serviette du général.

Il y avait dans ma chambre de la caserne quelques documents secrets qui pouvaient compromettre d'autres officiers, mes amis. C'est pour cette raison que je regagnai la caserne où je pénétrai par le chemin que j'avais emprunté pour la quitter. Je m'apprêtais à brûler mes documents quand le commandant des troupes blindées fit son apparition pour m'annoncer que le degré de préparation avait été abaissé. Je devais ordonner à mes hommes de déposer les armes et leur accorder quarante-huit heures de permission.

Je dis à mon officier d'ordonnance que ma compagnie ne devait accepter d'ordres que de moi-même et qu'elle devait attendre mes consignes. Puis je brûlai les documents dans le lavabo. Ensuite, je donnai à mon officier d'ordonnance l'ordre d'inspecter les soldats et de recueillir les armes. Quant à moi, lui expliquai-je, je devais passer aux toilettes avant d'assister à l'inspection. Les toilettes donnaient sur la sortie côté hôpital. Elle était pourvue d'un poste de garde. J'apostrophai la garde et lui passai un savon pour manque de vigilance. Il fallait qu'elle crût que j'étais en tournée d'inspection.

En quittant la caserne, mon premier soin fut de me rendre chez mon amie française. Je n'avais pas d'argent sur moi et il me fallait par conséquent lui emprunter une petite somme. Je lui fis mes adieux et conduisis ma voiture à un garage situé hors de la ville. J'y troquai mon uniforme contre un maillot de bain, des jeans et un pullover. J'abandonnai également mon pistolet et tous les papiers susceptibles de révéler mon identité.

Je devais apprendre beaucoup plus tard que la police avait envahi le logement de mon amie et m'y avait guetté pendant des jours, armée jusqu'aux dents. On espérait bien que je finirais par y apparaître.

Mon amie fut arrêtée et interrogée, mais on la libéra sur l'intervention de l'ambassadeur de France. Elle n'avait pas été mêlée à mes projets et les policiers durent la relâcher. Mais il lui fut provisoirement interdit de quitter le pays. Elle a cru longtemps que j'étais mort.

Après avoir quitté le garage, je pris un taxi à destination d'un bidonville nommé Yakoub-el-Mansur. Ce fut la première étape de ma fuite.

Je longeai la côte vers le sud, loin de la capitale. La plage était pleine de joyeux baigneurs qui ne se préoccupaient pas le moins du monde des événements du jour précédent, mais faisaient les fous dans le sable et se rafraîchissaient dans les

vagues. Vêtu de mon seul maillot de bain, je m'éloignais toujours davantage vers le sud, mes jeans et mon pullover à la main. C'était tout ce que j'emportais dans ma fuite. J'avais abandonné tout le reste : mon travail, mon salaire, mon appartement, mon automobile et ma riche bibliothèque, mais pas mes rêves audacieux d'un avenir plus conforme à la dignité humaine et d'un monde meilleur.

Mais ces rêves ne me faisaient pas oublier les problèmes pratiques que je devais affronter. Tout au long de la journée, je longeai la côte en évitant autant que possible les grands axes. La police et l'armée avaient sans aucun doute établi des barrages routiers un peu partout.

Ma première idée avait été de chercher refuge au sud, dans le Sahara. Je pourrais peut-être y vivre parmi les Bédouins, jusqu'à ce que la situation s'améliore. Je me souvenais des Bédouins du Sahara qui passaient à proximité de mon village natal. Mon père leur offrait de reprendre gratuitement les maisons et les champs abandonnés par les villageois partis pour la ville. Les Bédouins remerciaient et déclinaient : ils avaient pour seul bien leur liberté et ne voulaient pas se laisser enchaîner à une portion de terre et de béton.

Je n'avais donc pas de but vraiment défini. Je ne m'étais de ma vie trouvé dans pareille situation et il ne m'était jamais venu à l'esprit que la chose pût se produire. Les événements s'étaient déroulés à une vitesse inouïe, et je n'avais pas songé un seul instant que le putsch pût échouer et moi m'en sortir vivant. La victoire ou la mort, telle avait été l'alternative.

Je savais que je devais essayer de quitter le pays, mais cette perspective me semblait aussi illusoire qu'un voyage vers la lune. Je pensais aux nombreux officiers qui avaient tenté de se réfugier à l'étranger après la révolte de Skhirat. Tous avaient été arrêtés et exécutés.

C'était le 17 août. Je poursuivais une marche qui me paraissait ne devoir jamais finir. Entre Rabat et Skhirat, une des routes les plus importantes du pays conduit à un pont qui franchit une rivière juste au nord de Skhirat. Je flairai que la police procédait à des contrôles auprès du pont, et décidai en conséquence de traverser la rivière à la nage entre le pont et l'embouchure. J'y parvins, bien que je sois piètre nageur. Après tout, c'était une question de vie ou de mort. Près de Skhirat, je fus contraint d'abandonner la côte pour longer les grandes routes conduisant vers l'intérieur du pays.

Alors que je m'apprêtais à traverser la grande route qui relie Rabat à Casablanca, mon regard tomba sur un homme qui vendait du raisin au bord de la chaussée. J'étais affamé et fis halte pour acheter quelques grappes. «Où conduit donc cette route?», demandai-je en pointant le doigt vers l'intérieur du pays. «Aucune idée; je ne suis pas d'ici», répondit le marchand. Juste à ce moment, un cyclomotoriste fit son apparition et le marchand me conseilla de l'interroger.

«Que veux-tu savoir ?», me demanda le cyclomotoriste.

- Je ne connais pas la région. Hier, je suis venu de Marrakesch à Rabat pour rendre visite à un ami. Mais il n'était pas là et j'ai donc pensé que je ferais mieux de rentrer à Marrakesch. Malheureusement je n'ai presque pas d'argent. Je voyage en stop, ou à pied s'il n'y a pas moyen de faire autrement.

- As-tu une pièce d'identité ? interrogea-t-il d'un ton arrogant.

- Non, je n'en ai malheureusement pas emporté. Je ne pouvais pas savoir que j'en aurais besoin.

L'homme était policier. Je fus saisi d'une peur du diable. Je suis perdu, pensai-je, tout en m'efforçant de dissimuler mon angoisse autant que faire se pouvait.

«Où comptes-tu dormir cette nuit ?», insista-t-il.

- Je ne sais pas trop. Peut-être qu'une âme accueillante m'ouvrira sa porte.

- Tu peux dormir en taule, proposa-t-il aimablement en me lançant un regard aigu.

- Je peux bien passer la nuit n'importe où, répliquai-je.

- J'ai perdu assez de temps avec toi, drôle, dit-il de manière tout à fait inattendue. Tu peux t'estimer heureux que j'aie mieux à faire que de m'occuper de vagabonds comme toi. Si tu continues sur cette route, tu atterriras de toute façon en prison. Aux barrages routiers, on s'intéresse sûrement de plus près aux oiseaux de ton espèce.

Au Maroc, comme dans tous les Etats policiers, la profession de défenseur de l'ordre confère à celui qui l'exerce une grande autorité. La police inspire aux gens une peur bleue. Le moindre policier se donne des airs de despote et ravale les simples mortels au rang d'animaux. Le marchand de raisin fut pris de terreur et offrit à notre policier la moitié de ses fruits.

Je me hâtai de décamper et suivis la route que j'avais précédemment désignée. Mais au bout de quatre kilomètres, je fus à nouveau envahi par la fatigue. Je me dis que la police avait certainement barré les accès aux villes et aux grandes zones d'habitation. Le mieux était de faire de l'auto-stop et de débarquer avant la prochaine ville importante, Bouznika.

Je regagnai la grand-route et arrêtai une voiture qui s'avéra être un «taxi particulier» clandestin. Le chauffeur fixa le prix de la course. «D'accord», lui dis-je, « mais à condition que tu me déposes à un kilomètre de Bouznika». «Pourquoi donc ?» s'enquit-il. Parce que je n'ai pas de papiers d'identité», expliquai-je. A un kilomètre de la ville environ, je le priai de s'arrêter, mais il ne voulut rien entendre. Je réitérai ma demande, mais il fit la sourde oreille. Il roula jusqu'au barrage de police. Il y avait peut-être dix voitures dans la file qui nous précédait. Mon chauffeur, au lieu de prendre la queue, se dirigea droit vers les policiers dont le chef, furieux, l'apostropha :«Déguerpis, imbécile, la prochaine fois, tu attendras comme les autres.» Le chauffeur ne se le fit pas dire deux fois. Je n'ai pas encore compris à ce jour pourquoi ils ne m'ont pas contrôlé.

Sans autre commentaire, je me fis conduire et déposer au centre de Bouznika d'où je pris immédiatement la direction d'un bois. Mes sandales étaient en lambeaux et je pousuivis mon chemin pieds nus. J'avais mal aux pieds, mais je ne m'accordai aucun repos. L'obscurité se faisait si opaque que c'est tout juste si je me voyais encore les mains, mais j'entendais le mugissement de l'Atlantique, car je m'étais rapproché de la côte.

Je me laissais aller à toutes sortes de rêveries. Que n'étais-je un oiseau ! De l'autre côté de l'Atlantique, la liberté

m'appelait ! Comment faire pour partir ? Un désert liquide infini me séparait de la liberté. Aujourd'hui encore, alors que tant d'années ont passé, ce rêve me revient parfois, et je fuis devant la police marocaine qui me talonne. Cette expérience a eu pour conséquence de me faire détester toutes les frontières qui séparent les pays et les peuples, et je n'attends que le moment où ces frontières appartiendront au passé.

C'est encore une utopie, bien entendu. Mais beaucoup de droits de l'homme qui ont pris corps aujourd'hui furent autrefois des utopies. Lorsque, longtemps aprés les événements relatés ici, j'ai quitté la ville suédoise de Dalarna pour me rendre en Norvège par la route sans rencontrer l'ombre d'un garde-frontière, j'ai éprouvé un véritable bonheur. Je rêve du jour où les frontières qui séparent les Etats islamiques disparaîtront. L'Europe a déjà considérablement progressé dans cette voie. Toutes les civilisations, toutes les cultures et toutes les religions devraient aspirer à davantage de liberté et à moins d'interdictions. Je me suis toujours considéré comme un citoyen du monde et j'appelle de mes voeux un front contre les puissants qui asservissent leurs peuples. Après tout, les dictateurs s'entendent eux aussi, par-delà les frontières, pour mettre en échec les aspirations des peuples à la liberté.

Après l'échec du putsch de Skhirat, la police algérienne a livré au Maroc deux officiers qui avaient réussi à franchir la frontière algérienne. Et même l' Angleterre, modèle de démocratie, a renvoyé au Maroc deux officiers qui s'étaient réfugiés à Gibraltar à bord d'un hélicoptère. Ces deux officiers ont été fusillés par la suite pour avoir commis le crime de se battre en faveur de la liberté.

Les chiens aboyaient dans la nuit noire. J'étais mort de fatigue et m'étendis sur la plage pour me reposer. Il faisait très froid et le sable était un peu humide. En dépit des continuels aboiements des chiens et du grondement de l'Atlantique, je dormis profondément durant quelques heures. Il faisait encore sombre à mon réveil. Je recommençai à me creuser la cervelle au sujet de ma situation. Dieu seul peut me sortir d'affaire, pensai-je. Je me levai, malgré l'obscurité, fis ma prière du matin et implorai l'aide de Dieu.

En fin de compte, me dis-je, je me suis contenté d'accomplir mon devoir de musulman en me ralliant au «Jihad», qui est le devoir suprême imposé aux croyants par le Coran. L'histoire de l'islam commence par une fuite, celle du prophète Mahomet de Mekka à Medine, où il chercha refuge contre ses adversaires.

Les envoyés de Dieu Jésus et Mahomet ont toujours été mes modèles. Ils ont mené leur combat contre le mal dans un monde hostile où les forces des ténèbres prévalaient et où les masses vivaient dans l'indifférence et la passivité. La situation dans les actuels Etats «islamiques» s'apparente sur bien des points à celle de la «Jahilia», cette société corrompue et décadente dans laquelle les gens adoraient des idoles et que Mahomet a combattue. Le mot «Jahilia» signifie «ignorance» ou «obscurantisme».

Enfant déjà, puis étudiant, professeur et finalement officier, j'avais mené un combat permanent, dont le but n'était pas de faire carrière et d'accéder aux sphères supérieures de la société au détriment des pauvres, mais de changer le système en luttant contre la tyrannie et la dictature, pour la liberté et la justice. J'avais découvert que le mot «justice» n'avait pas de sens au Maroc. Aucun être conscient ne pouvait se sentir heureux dans une société gouvernée par des voyous, des fous et des gibiers de potence. Les chiens que j'entendais aboyer dans le noir me rappelaient les hyènes qui pillaient mon pays et qui étaient maintenant à mes trousses.

Au petit jour, je repris ma fuite vers le sud. Vers dix heures, j'arrivai à Mohamedia, petite ville côtière assez proche de Casablanca. J'avais l'air d'un vagabond. Mes vêtements étaient humides et sales. Je gagnai le centre de la ville pour m'acheter une djebella - c'est ainsi qu'on appelle le vêtement national marocain - et manger un morceau dans un restaurant à poisson crasseux que je découvris dans un quartier misérable. Les gens attablés étaient étroitement serrés les uns contre les autres et j'entendis alors parler du «putsch». La terreur policière a pour effet que les gens sont obligés de déguiser leur pensée, car ils se craignent mutuellement, se méfient les uns des autres et n'osent pas parler «politique».

Vêtu de ma djebella qui me donnait l'aspect d'un jeune paysan sur le chemin du marché, je poursuivis mon voyage vers Casablanca. J'y arrivai vers le soir. Je repensai à ce jour de mon enfance où j'y étais venu pour la première fois : sans logis, sans droits, avec pour tout avenir l'inconnu.

Je me rendis à la plage dans l'intention de louer une tente qui abriterait ma première nuit. Il était hors de question de louer une chambre d'hôtel, car même les caboulots les plus misérables étaient sous surveillance policière et, d'ailleurs, je n'avais pas assez d'argent. Il m'était également interdit de m'adresser à des parents ou à des amis, c'était bien trop risqué : la police avait certainement déjà repéré mes parents et mes connaissances, et on pouvait parier qu'elle les surveillait avec un soin tout particulier. Au Maroc, tout le monde s'efforce d'être en bons termes avec la police et les puissants, mais on fuit les opposants comme la peste.

Il était déjà très tard quand j'arrivai à la plage. L'endroit s'appelle Ain Diab. Je m'étendis simplement à même le sable, près de la mer. Je pouvais être arrêté à tout instant. J'avais eu de la chance jusque-là, mais je savais que ma vie ne tenait qu'à un fil terriblement ténu.

Il m' était très difficile d'élaborer un plan à long terme, du fait, surtout, que j'étais presque sans ressources. Je n'avais pas non plus de papiers d'identité. Je devais littéralement improviser d'heure en heure.

Le lendemain, je fis l'acquistion d'une perruque qui engloutit les quatre cinquièmes de mes disponibilités. Je n'avais plus dès lors en poche qu'une somme insignifiante. Coiffé de ma perruque, je longeai la côte en direction d'un lieu où s'alignaient plusieurs rochers. L'endroit se trouve au sud de Casablanca et se nomme, comme je l'ai déja dit, Ain Diab. En journée, on peut atteindre ces rochers à pied sec, mais la nuit, l'eau monte au point d'en faire un îlot. Je me dis que j'y passerais la nuit en sécurité. Au milieu des rochers se trouvait la tombe d'un saint «marabout». Il y avait aussi des tentes à louer. J'essayais de me rassurer en me persuadant que c'était certainement un lieu où les policiers et autres importuns vous laissaient en paix.

La location de la tente me coûta une somme très modeste, quarante fois inférieure à celle que j'avais payée pour la perruque. Je m'endormis immédiatement, mais fus brusquement tiré de mon sommeil - manifestement, des gens passaient d'une tente à l'autre. Je les entendis réclamer des papiers d'identité. Ils avaient une lampe de poche. Que faire ? Si je quittais ma tente, ils me découvriraient sur-le-champ. Il ne me restait pas d'autre solution que de les attendre. Je résolus de ne pas me rendre sans résistance. Je tenterais d'arracher son arme à l'un des gendarmes. Si je tombais entre leurs mains, mes jours étaient comptés et je ne mourrais pas sans avoir été cruellement torturé. Je me jurai qu'ils ne prendraient pas vivant.

Je les entendis s'approcher de ma tente. A leur entrée, je fis semblant de dormir. Ils me braquèrent la lampe de poche sur le visage. Je portais ma perruque. Miracle ! la lampe de poche s'éteignit, l'entrée de la tente se referma et les hommes se dirigèrent vers la tente d'à côté où, derechef, ils réclamèrent impérieusement des papiers d'identité. Je n'ai pas encore compris, à l'heure qu'il est, pourquoi ils ne m'ont pas demandé mes papiers. Je me me suis dit que c'était la volonté de Dieu.

Le lendemain, je retournai au centre de Casablanca. Avant toute chose, il me fallait un peu d'argent. Mon intention était de m'adresser à un camarade nommé Mesfioui, membre de l'UNFP. Nous avions appartenu, avec un autre militant, Omar Ben Jelloun, à la même section du parti, celle du quartier de Derb Ghalef. Miesfiou avait été un résistant notoire, à l'époque coloniale déjà. Devenu officier, je l'avais perdu de vue. Depuis lors, nous ne nous étions rencontrés qu'une seule fois à une manifestation du parti, et encore par pur hasard. Comme il n'était pour moi qu'un camarade militant au sein d'une petite section du parti, je pouvais supposer que les autorités ignoraient tout de nos relations. Je me rappelais qu'il habitait le quartier de Maarif à Casablanca, où j'avais travaillé enfant.

Je me rendis chez lui coiffé de ma perrruque. Je sonnai. Un enfant ouvrit la porte. Je lui fis part de mon désir de voir Mesfioui. «Qui êtes-vous ?», me demanda l'enfant. «Mohamed Alaoui», lui répondis-je. C'était le nom d'un fameux journaliste du journal «d'opposition» Al-Moharir. Je ne le connaissais pas personnellement, mais je savais que Mesfioui était en relations avec lui et que son nom pouvait me servir.

Mesfioui ne me reconnut pas. Il me regarda d'un air surpris. J'entrai sans en être prié, ôtai ma perruque et lui dis que j'étais Ahmed. Puis je lui racontai toute l'histoire. Il fut saisi d'émotion et de frayeur, et s'écria exaspéré :«Tu veux ma perte. Tu veux ma mort. Pourquoi moi ?» «J'ai besoin de ton aide, d'un peu d'argent et d'un bon conseil. Peux-tu me dire comment je dois m'y prendre pour me sortir d'affaire ?», lui dis-je. Il réfléchit un moment et répondit un peu plus calmement, mais toujours d'un ton irrité : «OK, peux-tu revenir dans une heure ?»

Je ne suis jamais retourné chez lui.

J'appris quelques mois plus tard que le roi avait fait de lui son représentant personnel à un quelconque congrès de Beyrouth. Sans doute n'avait-il rien eu de plus pressé, après mon départ, que de courir me dénoncer à la police. Mon intuition ne m'avait pas trompé.

Je m'adressai alors à une autre connaissance que je n'avais pas rencontrée trop souvent. C'était un avocat, profondément religieux et foncièrement honnête. Il n'était pas engagé dans la politique. Il me reçut très amicalement, mais ne disposait que d'une petite sonmme - quatre cents dirhams. Il me dit que si je revenais le lendemain il pourrait me donner davantage. Je pris les quatre cents dirhams, mais refusai de revenir.

Je redescendis à la plage, à un autre endroit toutefois. Là aussi, il y avait des tentes à louer. Mais le gardien m'expliqua qu'on ne pouvait les louer qu'en journée et non la nuit. Je lui fis valoir que j'étais un étudiant de Marrakesch totalement démuni, et que je n'avais pas assez d'argent pour me payer l'hôtel. Il me proposa alors de passer la nuit dans sa propre tente, qui était plantée près de sa maison. J'acceptai immédiatement. Il m'invita même à dîner.

Pendant que nous étions à table, son frère fit son apparition. Je lui fus présenté comme un étudiant de Marrakesch en visite. Les deux frères se mirent à parler de la «tentative de putsch» qui était alors sur toutes les lèvres. Il s'avéra que le frère appartenait à la police secrète. Il nous raconta que les gendarmes étaient à la poursuite d'un officier qui avait été mêlé au putsch et avait ensuite «déserté». «Il n'y a pas dans tout le Maroc un seul flic qui ne soit à la recherche de ce coquin», dit-il en riant.

Au lieu de me joindre à la conversation, je leur laissai entendre que la politique ne m'intéressait pas. Alors que je me levais de table pour gagner ma tente, mon hôte s'offrit à m'abriter quelques jours si je le souhaitais. Il y avait assez de place. J'acceptai l'invitation sans hésiter. Je ne pouvais rêver meilleur refuge que la maison d'un policier. Là au moins, il ne viendrait à l'idée de personne que je pouvais être, en fin de compte, l'officier fugitif. Mon hôte était célibataire et travaillait à la police de sûreté en qualité d'inspecteur.

Je séjournai chez lui deux jours. Il me fallait simplement veiller à n'être pas reconnu en ville pendant la journée. Je ne me séparais jamais de ma perruque et me faisais pousser la barbe.

Après avoir pris congé du policier, je rejoignis un groupe de jeunes que j'avais pris en stop quelques mois plus tôt à destination de Rabat. Je savais où ils habitaient et personne n'était au courant de notre rencontre.

Il s'agissait de deux jeunes gens et de trois jeunes filles qui vivaient ensemble durant les vacances d'été. Ils recevaient beaucoup le soir. Ils vivaient dans une villa; leurs parents étaient à l'étranger. Ils se disaient tous «maoïstes». C'était alors la grande mode, tout comme les jeans et les cheveux longs. Les murs étaient ornés de photos de Mao Tsê-Tung et de Che Guevara. Drôles de maoïstes que ces jeunes gens ! Ils s'adonnaient à la drogue. La plupart d'entre eux avaient été élevés dans du coton, et leur parents nageaient dans le pactole.

Je refusai poliment le haschisch qu'ils me proposaient. Me voyant faire mes prières, ils se moquèrent de moi. Ils me traitèrent de «réactionnaire». «La religion est l'opium du peuple», déclarèrent ces blancs-becs. Le soir, ils organisaient des séances de spiritisme et tentaient de soulever des verres par la seule force de la pensée. Ils n'avaient en tête que les tours de passe-passe, le hasch, l'eau-de-vie et le vin. Ils me demandèrent si je connaissais Mao. «Oui», leur répondis-je. «Mais si le Chinois Mao s'était adonné au haschisch, il n'aurait pas réussi sa révolution.»

L'état d'esprit de la jeunesse marocaine me donna longuement matière à réflexion. A l'époque où Mao et Lin Piao s'affrontaient en Chine, les marxistes de l'université de Rabat se scindaient, la nuit tombée, en deux groupes : les maoïstes et les linpiaoïstes. Mais on n'a jamais entendu dire que la rupture, au Maroc, entre Ben Barka et Ben Sedik ait causé en Chine une brouille entre Benbarkistes et Bensedikistes. L'exemple illustre bien à quel point les pays du tiers-monde sont dépendants des idéologies importées, et combien l'ancrage dans notre réalité propre y fait défaut à la gauche.

Nos adolescents gauchistes étaient fiers des révolutions de Mao et de Castro, mais eux-mêmes se contentaient de palabrer en fumant du haschisch. Ils étaient des cibles idéales pour l'invasion idéologique de l'Occident. Si nos universités produisent des jeunes gens de cette sorte, il vaut bien mieux fermer les universités et les écoles, et déclencher une révolution culturelle et idéologique radicale.

Je ne suis bien entendu nullement hostile à la culture et à la civilisation occidentales. Mais avant de pouvoir coexister en paix avec elles, nous devons, nous autres musulmans, nous souvenir de nos propres racines. Ce que nous empruntons à l'Occident, ce ne sont pas ses aspects positifs, mais ses aspects négatifs, les scories et la décadence. Au lieu de produire, nous nous contentons de consommer. Nous ne sommes pas les acteurs de l'histoire, nous en sommes les objets. Nous n'avons pas d'existence culturelle et politique propre.

En dépit de tous les portraits de Mao et de Che Guevara accrochés aux murs, de tous les doctes ouvrages de référence, les activités de nos gauchistes n'avaient rien à voir avec la réalité. Assis devant leurs portraits de Mao et de Che Guevara, ils se figuraient avoir une activité politique. Une fois dépassée cette heureuse phase de romantisme, il allaient devenir fonctionnaires du roi et «guides du peuple» dans les partis reconnus par le régime.

Je restai chez eux trois jours. Ils m'apprirent comment donner à des jeans neufs un aspect vieux et usagé à l'aide de produits décolorants, de brosses métalliques et d'eau. Ils étaient riches comme Crésus mais prenaient plaisir à se donner des airs de pauvres diables. Ils appartenaient à cette jeunesse privilégiée - un pour cent peut-être de la jeunesse du pays - à qui étaient ouvertes toutes les possibilités de formation, et ils se préparaient à leur tâche de chefs révolutionnaires, de futurs guides des misérables réactionnaires que nous étions. C'est ainsi qu'après la «révolution» le pouvoir reste aux mains des mêmes familles et des mêmes couches sociales.

Je les quittai pour ne pas attirer sur moi l'attention des voisins. Mais mon bref séjour auprès d'eux m'avait donné un aperçu de la façon dont les forces conservatrices exploitent le marxisme pour conserver le pouvoir en renouvelant les mots d'ordres et les étiquettes.

Je ne peux ni ne veux dévoiler la suite des événements. Je trouvai à m'abriter un peu partout dans le pays, dans des conditions très difficiles il est vrai. Il importe aujourd'hui encore de protéger ceux qui m'ont alors porté secours, de sorte que je ne puis livrer le moindre détail. Je relaterai les incidents de cette époque dès que les circonstances le permettront.

Jusqu'en mars 1973, je participai aux prépartifs de diverses actions de guérilla dans les montagnes de l'Atlas. Des extrémistes de l'UNFP avaient formé de petits groupes de partisans qui s'attaquaient aux bases des forces de sécurité extra-urbaines. La première de ces actions eut lieu le 3 mars 1973 quand les résistants assaillirent un poste de police du Moyen Atlas. L'entreprise échoua et vingt partisans y laissèrent la vie. Mon rôle à moi était celui de conseiller idéologique et d'instructeur en matière de tactique de la guérilla. Je me méfiais des chefs de l'UNPE, parce qu'ils étaient marxistes et qu'il était facile à la police de les infiltrer. Je jugeais absolument inacceptable toute forme de régime marxiste-léniniste au Maroc.

C'est l'islam qui est l'idéologie, la culture et la religion de notre peuple. C'est lui qui nous garantit l'indépendance culturelle et politique. Le marxisme fait partie de la pensée et de la civilisation judéo-chrétiennes européennes. Chez nous, il n'engendre que tragédies, les exemples dramatiques de l'Afghanistan et du Yémen du Sud sont là pour le prouver. Dans ces pays, les régimes marxistes ne se maintiennent au pouvoir que grâce à l'aide militaire étrangère.

L'échec de l'action de guérilla que j'ai mentionnée s'expliquait par le fait que les groupes de résistants armés étaient infiltrés par des «marxistes» qui n'étaient autres que des indicateurs de la police.

Je me cachai quelque temps dans les montagnes. Ma situation devenait de plus en plus périlleuse, du fait que plusieurs autres partisans s'étaient retrouvés en prison. De plus, l'antagonismes politique qui m'opposait à mes camarades de combat allait s'aggravant. Le marxisme n'avait pas pénétré dans le monde arabe à l'époque de Lénine, mais beaucoup plus tard seulement, au moment où l'URSS s'était lancée dans une politique d'expansion impérialiste. Il revêtait donc bel et bien un caractère colonial. Ses apôtres étaient comparables aux missionnaires armés de leur bible.

Les marxistes ne se donnent pas la peine d'analyser scientifiquement les problèmes rééels dans le but d'y porter remède. Ils arrivent avec des solutions toutes faites, puis se mettent avec beaucoup de zèle en quête des problèmes qui s'y adaptent. Ils détectent au Yémen du Sud, à Oman et dans le Sahara marocain une «lutte des classes», alors que n'y vivent que de pauvres Bédouins.

Nos marxistes sont des perroquets à la tête vide. Il se peut que le marxisme soit en Europe un élément organique de la culture et de la philosophie judéo-chrétiennes, mais, dans le monde arabe et dans le monde islamique en général, les marxistes constituent simplement un contingent de l'armée d'invasion coloniale; ce sont, pour prendre une image, des soldats et des missionnaires. Bien qu'ils n'en aient pas conscience, ils sont les instruments d'un impérialisme culturel, intellectuel et philosophique.

Je rêvais de me réfugier en Suède. Je n'avais jamais oublié les paroles du chef de la police qui m'avait emmené, avec d'autres maîtres, le jour où nous réclamions le paiement de nos salaires. «Messieurs, vous croyez-vous donc en Suède ?», avait -il demandé d'un air moqueur. Depuis lors, la Suède avait occupé une partie de mes pensées; je m'étais un peu documenté sur le pays; je voulais désormais m'y réfugier et y demander l'asile politique en attendant des temps meilleurs. Si je me faisais prendre, j'entraînerais dans l'abîme mes camarades qui servaient toujours dans l'armée : je les trahirais sous la torture.

Je réussis à gagner la Suède via Paris par des voies qu'il m'est interdit de révéler ici.

Table des matières:

Le destin du général Dlimi

Après avoir fui le Maroc, j'ai communiqué à la presse des versions diverses des circonstances dans lesquelles j'avais quitté le pays. Mon but était de donner le change à la police, afin de protéger ceux qui m'avaient aidé, parmi lesquels figuraient même quelques officiers de haut rang, le général Dlimi, par exemple.

Certes, je n'avais pas été en contact direct avec ce dernier, mais il appartenait au mouvement de mes vieux amis les «officiers indépendants» qui lui avaient parlé de ma situation. Beaucoup d'officiers avaient de bonnes raisons de redouter mon arrestation, et leur intérêt personnel ne fut pas pour rien dans les efforts qu'il déployèrent pour me venir en aide.

En décembre 1982, le général marocain Ahmed Dlimi fit un séjour à Stockholm sous une fausse identité. Nous évoquâmes les courants politiques qui agitaient l'armée à la veille du putsch programmé pour juillet 1983. Nous avions l'intention de nous revoir à Londres en février de l'année suivante : Dlimi devait y accompgner le monarque en visite officielle.

Le 25 janvier 1983, la radio et la télévision marocaines diffusèrent le communiqué officiel suivant : «Accident de la circulation à Marrakesch. Sur le chemin de son domicile, le général Dlimi a trouvé la mort en percutant un camion.» Hassan exprima la tristesse que lui causait le décès de Dlimi. En réalité, il l'avait fait assassiner.

Le général Ahmed Dlimi travaillait en collaboration avec les «officiers indépendants», mouvement pour qui la révolution devait commencer par l'abolition de la monarchie. Les responsables du mouvement sont de jeunes officiers capables d'une réflexion politique et qui peuvent le plus souvent se prévaloir d'avoir milité au sein d'un parti. Lycéens, nous avions fait nos premières expériences avec l'armée à l'occasion des tumultes et des révoltes des années soixante. Plus tard, dans les années soixante-dix, nous avions infiltré cette armée. C'est là que se déroulaient les luttes politiques les plus importantes.

Dlimi était chef du service de sécurité de l'armée à l'étranger et, de surcroît, commandant en chef de la zone militaire sud où l'armée marocaine se battait contre le Polisario. Il appartenait également au «conseil militaire» du roi. Selon la propagande officielle, il n'était inférieur au monarque que de quelques degrés, et c'était le soldat le plus célèbre du régime.

Comme beaucoup d'officiers supérieurs, Dlimi s'était lancé dans un double jeu : il était fidèle au roi, alors que son hostilité au despote allait grandissant. Sa situation lui interdisait d'entretenir des rapports personnels directs avec les officiers de l'opposition. C'est pourquoi j'assumais la fonction d'agent de liaison.

Selon toute vraisemblance, Dlimi avait été surveillé. A Stockholm, il n'avait rencontré que moi. Lors d'un précédent

séjour dans la capitale suédoise où il était venu sous son propre nom, muni de son propre passeport, il était notamment descendu au Grand Hotel. Il se pouvait que, malgré toutes les précautions, nous ayons été pistés.

A mi-janvier, une série d'officiers supérieurs avaient été appréhendés. Il avait eu l'intuition que son double jeu pouvait avoir été précocement découvert. Un dossier le concernant avait été remis au roi. On peut supposer que ce dossier contenait aussi des photographies attestant notre rencontre de Stockholm.. Le 25 janvier, à l'occasion d'une visite au palais, Dlimi fut confronté au dossier. Il mourut au palais royal après avoir été interrogé et torturé. L'accident d'auto nne fut organisé que plus tard dans la soirée.

J'ai reçu ces informations directement du Maroc. Le proche entourage d'Hassan, qui compte aussi des agents secrets étrangers, connaît très bien les circonstances de la mort de Dlimi. La fable de l'accident d'auto a été servie pour camoufler le fait que l'armée et même certains des plus proches collaborateurs d'Hassan sont en ébullition.

Le correspondant du «Monde» à Rabat émit des doutes quant à l'authenticité de l'histoire de l'accident d'auto, ce qui lui valut d'être expulsé sur-le-champ. Selon la version officielle, l'auto de Dlimi était pilotée par le directeur d'une agence de voyage. Par la suite, ce directeur, membre de la police secrète, fut envoyé par le roi en pèlerinage à la Mecque et finit par disparaître sans laisser de traces.

Le camion et son conducteur s'évanouirent de même. Le cercueil de Dlimi fut conduit directement du palais royal à un cimetière particulier. Il court même au Maroc des rumeurs selon lesquelles Dlimi serait toujours en vie, emprisonné dans l'un des cachots privés d'Hassan.

J'ai dévoilé la vérité sur l'«accident» de Dlimi et le putsch projeté pour juillet 1983 sur les ondes des radios arabophones, à la télévision française et dans le «Monde» du 24 février 1983.

Après sa visite secrète à Stockholm, Dlimi aurait voulu avancer la date du putsch, car il nourrissait le soupçon que le roi s'apprêtait à opérer de vastes mutations au sein de l'armée. Hassan II n'est pas un roi d'opérette. C'est un membre actif de l'état-major général et il s'entoure de nombreux services de sécurité : police, gendarmerie, armée et enfin service secret de la cour. Chacun travaille en étroite collaboration avec les autres. Le Maroc est une dictature personnelle et le monarque est anxieux de s'assurer une sécurité optimale.

A la suite de la mort violente de Dlimi, une quinzaine d'officiers furent arrêtés et trois d'entre eux exécutés. La censure empêche le peuple de mesurer l'ampleur de la terreur. J'espère seulement que mes révélations finiront par atteindre mon pays, en dépit des obstacles, qui tomberont tôt ou tard. La vérité est l'arme de l'opposition.

Table des matières:

Le roi est nu!

Jusqu'aux tentatives de putsch de 1971 et 1972, le roi avait été bien plus qu'un simple mortel. Le roi du Maroc, Mohamed V d'abord, puis Hassan II était une institution indissociable de l'histoire, de la religion et des traditions. La monarchie était, aux yeux du citoyen ordinaire, sublime et inaccessible, d'autant plus fascinante qu'elle s'entourait de luxe et d'opulence.

Mais en quelques heures, l'après-midi du 10 juillet 1971, l'illusion était partie en fumée. Tout le Maroc officiel avait pu voir le demi-dieu quitter les toilettes où il avait tenté de se cacher, les mains en l'air, sous la menace d'une mitraillette pointée sur lui par un simple soldat. On avait vu aussi le même roi s'asseoir sur le sol près d'un mur, se faisant tout petit au milieu d'une foule bouleversée, au point que ceux qui le cherchaient dans l'intention de le tuer et de filmer son exécution ne l'avaient pas reconnu ! Humiliation indicible !

Le récit de ces événements mémorables s'était répandu comme une traînée de poudre dans tout le Maroc, impressionnant fortement les masses. Il était donc possible de forcer l'entrée du palais, d'humilier le roi et de l'effrayer mortellement pendant des heures ! Hassan pouvait bien avoir survécu, il n'en était pas moins nu comme un ver, si l'on peut dire, sur le devant de la scène.

Sa gloire allait continuer à se ternir. Les premiers signes du phénomène s'étaient manifestés juste après le putsch manqué : partout, à tous les échelons de la société, l'événement avait fait l'objet de commentaires francs et acerbes. Tout ce qu'on savait, mais dont on n'osait pas parler - les scandales, la corruption, les gâchis politiques - s'était alors discuté ouvertement. On avait évoqué avec un luxe de détails tout particulier la vie privée du roi, tantôt sur le mode compatissant, tantôt sur le mode haineux, mais jamais sur le mode respectueux. Adieu la vénération parfois quasi religieuse qui avait entouré sa personne.

Les événements d'une seule journée avaient provoqué la remise en cause radicale de tout le système. Comment ce dernier allait-il pouvoir se maintenir ? Il reposait sur le pincipe d'un roi infaillible qui décidait lui-même de tout et exerçait un pouvoir personnel, les institutions comme le prétendu parlement n'étant là que pour la façade.

Ce «parlement» ne représentait aucune force politique originale et n'avait au fond pas plus d'utilité qu'une verrue. C'était Hassan qui choisissait, mutait et déposait les ministres, et il en usait exactement de même avec les hauts fonctionnaires de l'Etat. Les pouvoirs exécutif et législatif fonctionnaient en principe par deux voies : la voie administrative normale, qui était d'ailleurs constamment bloquée, et une voie parallèle qui conduisait directement du roi à ses exécutants, lesquels agissaient sans en référer aux responsables officiels.

Il en allait largement de même pour l'armée. Cette dernière avait son état-major, sa hiérarchie et ses grades. Mais, parallèlement à l'organisation classique, le roi avait établi son propre système de liaisons directes avec les différentes régions militaires. Le chef de l'état-major n'était qu'une sorte de marionnette. Les compétences réelles étaient aux mains du général Madbouh qui allait se révéler le «meurtrier de César» à l'occasion du putsch.

Pour les affaires courantes telles que l'achat de pommes de terre ou d'essence, l'état-major était compétent. Mais s'il s'agissait d'approvisionnement à grande échelle, de grandes manoeuvres ou de vente d'armes, on se tournait directement vers Hassan par l'intermédiaire de Madbouh. Les officiers coupables de manquements graves étaient punis par le roi en personne.

Ce mode de fonctionnement du système s'appliquait également à tous les autres secteurs. Et le système dépendait du rayonnement, de l'aura de l'homme qui occupait le trône et du fait qu'il était à la fois «commandeur des croyants» et souverain moderne, éclairé.

Cette double qualité engendrait sans cesse des situations effarantes. C'est ainsi qu'un jour, Hassan, lors d'une assemblée à laquelle il n'avait pas daigné assister lui-même, fit lire un discours inaugural. A cette occasion, il avait ressuscité un usage datant du XVIe siècle. Le ministre délégué devait baiser deux fois texte du discours, qui symbolisait la présence du roi. Parallèlement, deux équipes de domestiques envoyées tout exprès du palais s'inclinaient bien bas en s'écriant : «Allah protège le roi.» La télévision diffusa ce spectacle exaltant, pour l'édification des masses. Mais on peut supposer que le peuple fut quelque peu surpris de voir le ministre couvrir de baisers trois pages de statistiques.

Passons sur d'autres anecdotes mémorables. Je voudrais plutôt tenter brièvement de montrer comment fonctionnait le système. Il était fondé sur un retour à des valeurs traditionnelles décadentes, sans rapport avec l'islam.

Comme on l'a déjà dit, l'Etat monarchique est incompatible avec l'islam. On avait incorporé au système de gouvernement ces valeurs décadentes non islamiques, en revenant tout simplement au système féodal marocain «Makhzen» - qui datait de bien avant l'époque coloniale et convenait à une société tribale et féodale - et en lui donnant extérieurement une forme moderne. Le système «Makhzen» reposait sur le principe que les serviteurs du sultan - caïds, chefs des tribus berbères, gouverneurs des provinces - recevaient leur salaire «directement du peuple». Transposé dans une société moderne, ce système ne pouvait qu'engendrer une corruption colossale.

Après la révolte de Skhirat, les digues s'étaient rompues. Une succession d'affreux scandales avaient éclaté. Si encore il ne s'était agi que de scandales, même énormes, on aurait pu calmer le jeu. On aurait orchestré contre les responsables quelques procès à grand spectacle et on en serait resté là. Le drame était que la corruption proliférait comme un cancer et infectait tout le système. C'était une hydre. Le maître universellement reconnu en la matière était le roi en personne.

Comment le pays pouvait-il donc se développer ?

Le paysan le plus démuni savait parfaitement qu'il devait faire don d'une poule s'il voulait emprunter une parcelle du domaine public. Tous les travailleurs savaient que la «taxe» à payer pour un passeport se montait à cinq cents dirhams qu'on remettait discrètement au fonctionnaire compétent du ministère de l'intérieur. Tous les Marocains savaient que le roi lui-même était le plus gros producteur d'agrumes du pays. Quiconque détenait une part de responsabilité comprenait nécessairement qu'un budget qui servait principalement à remplir des poches ne pouvait maintenir un service public digne de ce nom..

La corruption avait pour conséquence que tout, absolument tout, était falsifié. On ne pouvait se fier à aucun chiffre officiel. Personne ne savait dans quels sombres canaux s'engloutissaient les deniers publics - ou plutôt on ne le savait que trop bien. Alors que quatorze millions de paysans et d'ouvriers bénéficiaient de quarante-cinq pour cent du revenu national, huit cent mille privilégiés se partageaient les cinquante-cinq pour cent restants. Et le fossé entre pauvres et riches ne cessait de s'agrandir.

«Les événements de Skhirat n'ont pas été pour nous une bombe, mais un réveil», déclarèrent certains Marocains. «Nous savions qu'il était urgent d'opérer des changements. Le seul problème était que nous ne savions ni quand, ni comment.» Mais la nouvelle des deux tentatives de putsch de 1971 et 1972 plongea d'autres habitants du Maroc dans un étonnement incrédule.

Table des matières:

Pourquoi l'armée?

Il est certain que la monarchie marocaine ne paraissait guère plus solide que celles des autres pays arabes, mais l'étonnant était que les tentatives de révolutions étaient venues d'un côté vraiment imprévu. Tout le monde savait que

Mohammed V, puis Hassan II, étaient extrêmement soucieux de contrôler personnellement les forces armées. Aussi veillaient-ils à ce que les soldats n'eussent pas de raisons de se plaindre. Naturellement, la nécessité de s'assurer la loyauté des fonctionnaires de l'Etat faisait aussi l'objet de quelques soins. Si l'on devait s'attendre à de mauvaises suprises pour le trône de ce côté-là, ce n'était pas de la part des instances dirigeantes, mais bien plutôt de la part de subalternes.

Les révolutions d'Egypte, d'Irak et de Libye avaient été menées par des capitaines, et non par des généraux. Ces jeunes officiers issus de la plèbe et parfaitement au fait, en raison de leur modeste solde, des conditions de vie du peuple s'inspiraient d'une idéologie islamique plus ou moins maqrquée. Quelle idéologie faisait-elle donc courir les généraux et colonels qui avaient tenté d'abattre la tyrannie le 10 juillet 1971 et le 16 août 1972 ? En fin de compte, le système en vigueur procurait à ces officiers de haut rang un luxe considérable !

Qu'est-ce qui poussait à l'action ces hommes qui non seulement possédaient tout ce qui est nécessaire à une vie confortable et même bien davantage, mais qui pouvaient espérer chaque jour une abondance de luxe beaucoup plus grande encore ? Ils étaient littéralement comblés d'honneurs, mais, pour y atteindre, ils avaient dû ramper devant leurs supérieurs hiérarchiques et s'humilier. Ce constant abaissement de soi avait-il fini par les lasser ? Voulaient-ils davantage que la seule richesse et des décorations sans cesse renouvelées, à l'instar de tant d'autres officiers des autres pays arabes ? La réponse à ces questions se trouve peut-être dans les procès-verbaux d'interrogatoires des hommes arrêtés, puis exécutés. Il peut encore couler beaucoup d'eau sous les ponts avant que nous soyons en mesure d'accéder à ces procès-verbaux.

Encore une fois : quels étaient les motifs des chefs des putschs et de leurs auxiliaires ? Je compte au nombre des auxiliaires ceux qui, certes, ne participèrent pas activement aux putschs, mais ne firent rien non plus pour les déjouer, et se contentèrent de rester l'arme au pied, se mettant ainsi objectivement du côté des putschistes. Ce n'est que grâce à ces auxiliaires silencieux qu'une colonne de mille quatre cents soldats put parcourir le long trajet qui conduit d'Ahermoumou à Skhirat via Fès, Meknés et Rabat, sans que le roi en fût informé le moins du monde.

En ce qui concerne les soldats mêlés au putsch de Skhirat, Hassan proposa deux explications contradictoires. D'une part, il allégua l'influence de la drogue, d'autre part, il déclara que leurs chefs avaient fait croire aux soldats que le roi était menacé d'une rébellion, et que leur devoir était de le libérer et de le protéger.

Il est hautement improbable que les soldats aient été soumis à l'influence de la drogue. Le drogué peut ne pas reconnaître la menace d'un danger, mais il est difficile de l'amener à agir à l'encontre de ses convictions les plus profondes. Il se peut que les témoins qui ont défendu la thèse de la drogue l'aient fait de bonne foi. Mais leurs déclarations ne se fondent que sur l'impression que les soldats rebelles avaient laissée derrière eux : ils avaient paru anormalement excités.

Mais il faut penser que de fortes émotions - violence contenue, haine ou douleur - peuvent aisément conduire à un comportement comparable à celui qu'engendrent les narcotiques. Quiconque a assisté aux explosions hystériques du public lors des funérailles de Nasser pourrait facilement se figurer que ces gens étaient eux aussi sous l'influence de la drogue.

La seconde théorie paraît encore plus invraisemblable. A l'en croire, les jeunes soldats se figuraient que les personnes présentes au palais royal conspiraient contre le monarque. Mais les invités étaient tous de hauts fonctionnaires de l'Etat, armés de coupes de champagne et d'assiettes de saumon fumé.

Il se peut que quelques-uns des soldats mêlés à la révolte aient été astucieusement dupés, mais ce n'était très certainement pas le cas de ceux qui se rendirent à la radio pour y proclamer la République. Il serait intéressant d'apprendre ce qui poussait ces hommes à l'action. Lorsqu'il se produit un putsch de ce genre, on commence naturellement par chercher les meneurs au sein de l'opposition politique. Il en alla tout autrement dans ce cas et Hassan admit sans détours que l'opposition n'avait strictement rien à voir avec les préparatifs du putsch, quand bien même il fit allusion au lien indirect qui unissait la critique de son régime à la tentative de putsch.

Il est notoire que le parti Istiqlal continue à soutenir le système monarchiste. Il est plus difficile de définir la position de l'UNFP marxiste. Bien entendu, cette dernière est officiellement favorable à la monarchie - sinon elle ne pourrait pas avoir d'existence légale -, mais la conviction qui prévaut parmi les membres du parti est que la monarchie est la protection la plus sûre des potentats féodaux que, justement, on veut dépouiller de leur puissance, et qu'elle est en outre la plus grande pierre d'achoppement sur la voie du système «socialiste» auquel on aspire. De l'avis du parti, ce dernier est l'unique solution aux problèmes économiques et sociaux du pays. Les autres partis «légaux» ne sont que des marionnettes dont le roi tire les fils : partis d'opposition par la grâce d'Hassan, ils jouent le rôle de fous du roi.

Cette opposition mal organisée, faible, en grande partie dépourvue de toute crédibilité ne constitue qu'une fraction des véritables opposants au régime. Quiconque entretient des contacts avec les écoliers et les étudiants sait de science certaine ce que la jeune génération, dans sa grande majorité, pense non seulement du système gouvernemental, mais aussi du roi lui-même. Mais par quoi les jeunes veulent-ils remplacer l'ancien système ? Bien entendu, il n'y a pas d'unanimité à ce sujet. Certains voient la solution dans l'islam, d'autres placent leur espoir dans un «socialisme arabe». Mais ils sont tous inquiets de l'avenir et ils sentent tous le douloureux contraste qui existe entre le luxe provocant des quelques privilégiés et l'amère pauvreté des grandes masses.

Les cadets qui soutinrent la tentative de putsch de juillet 1971 et les rebelles d'août 1972 ne semblent pas avoir disposé d'une base idéologique clairement identifiable. Ceux qui parlaient en leur nom n'avaient pas esquissé de programme défini. Quand bien même ils se servaient du concept de «socialisme», il s'agissait là dans une large mesure d'un mot vide de sens - le parti gouvernemental du premier «parlement» monarchiste du pays ne s'était-il pas qualifié lui aussi de «parti démocrate-socialiste ? Pourtant, on ne met pas sa vie en jeu comme l'avaient fait ces jeunes rebelles sans de fortes convictions.

L'idéologie populaire que partagent la quasi-totalité des Marocains, à savoir l'islam, est révolutionnaire par nature et a pour conséquence que l'idée de révolution éveille un sentiment positif au Maroc. L'islam exhorte les croyants à s'opposer à l'injustice par tous les moyens.

Le compte rendu de l'un des témoins oculaires des événements dramatiques du 10 juillet 1971 fait aparaître un détail frappant : les soldats qui rendaient aux invité du roi une visite inattendue et malvenue n'empochaient pas d'argent, mais s'emparaient des objets de luxe, tels que bijoux et briquets en or, qui leur tombaient sous la main, les jetaient sur le sol et

les piétinaient avec fureur.

Il convient de considérer cet épisode, mineur mais révélateur, à la lumière d'un autre phénomène symptomatique, de dimensions incomparablement plus grandes, dont l'importance fait jaser partout dans le monde, à Alger, Tunis, Paris, et même à Washington.

Il est impossible de passer un seul jour au Maroc sans se heurter à ce phénomène en toute occasion, car indigènes et étrangers le mettent aussitôt sur le tapis : il s'agit de la corruption. La puissance du bakchich s'étend partout dans la société et le sous-développement du pays lui offre naturellement un terreau idéal. Dans un pays pauvre, le pouvoir constitue toujours pour beaucoup le plus sûr moyen d'accéder à la richesse.

Désormais, le Maroc paraît battre vraiment tous les records dans ce domaine. Il se peut qu'il ne détienne pas le record mondial, mais on saurait en aucun cas lui contester le record d'Afrique du Nord et même du monde arabe. Dans les six premiers mois de 1971, les scandales colossaux s'étaient succédé. Même les USA qui soutiennent généralement les dictatures conservatrices semblent en avoir été gênés, car le gouvernement américain fit reporter une visite officielle de Nixon au Maroc. La cause immédiate en fut un scandale de la corruption dans lequel étaient impliqués des Marocains haut placés. L'influence et le nombre de ces derniers étaient tels que l'affaire fut étouffée. Toutes les pistes conduisaient au roi, à sa famille et à son entourage.

Hassan II a déclaré que Madbouh était «un privilégié parmi les privilégiés». Mais qui donc lui avait procuré cette position, ainsi, d'ailleurs qu'à tous les autres meneurs des tentatives de soulèvment de 1971 et 1972 ?Aucun de ceux qui connaissent la situation de mon pays n'ignore que tout le trafic des privilèges et du népotisme repose sur le consentement du monarque. On a l'impression - malgré certaines mesures spectaculaires à l'encontre de quelques individus particulièrement corrompus - qu'il s'agit là d'une stratégie gouvernementale destinée à enchaîner au régime la caste dirigeante et à neutraliser les personnages clés - les jeunes principalement - qui, sans cela, seraient portés à rejoindre l'opposition.

Bien des étudiants marocains d'intelligence brillante, qui avaient été pendant leurs années d'études à Paris ou à Stockholm des maoïstes ou des trotzkystes enflammés, acceptaient sans la moindre répulsion, à leur retour, un poste bien rémunéré de haut fonctionnaire, avec villa à Souissi - le quartier chic de Rabat - et compte bancaire en Suisse. C'est un fait auquel on ne peut rien changer. Et comment des fonctionnaires syndicaux haut placés, des «guides de la classe ouvrière» auraient-ils pu déclencher une révolution, alors qu'eux-mêmes roulaient dans des voitures offertes par la cour ? A cela non plus, on ne peut rien changer.

Passons sur quelques autres particularités du système. D'éminents experts du Maroc qui, avant les rébellions de 1971 et 1972, avaient appris de moi que je ne croyais pas aux chances de succès du système à long terme répliquèrent que cette politique avait finalement fonctionné pendant des siècles; les Marocains continueraient à l'avenir à mettre sur pied d'égalité le pouvoir et la richesse, et ceux qui exprimaient leur indignation devant la corruption n'hésiteraient pas une seconde à faire leur pelote à la première occasion. Cette conviction sous-tend également toute la stratégie politique d'Hassan.

Du point de vue historique, cette argumentation pèche par de sérieux défauts. Tout d'abord, on néglige les traditions islamiques profondément enracinées, qui enseignent le mépris du luxe terrestre; l'histoire islamique regorge de réformateurs qui se sont élevés contre les riches et les puissants - les uns se confondant avec les autres. Ils sont souvent parvenus à entraîner les masses nécessiteuses dans des croisades révolutionnaires.

L'histoire musulmane ne manque pas de fanatiques de la trempe de Savonarole. Ces réformateurs et prédicateurs de la pénitence n'ont cessé de croître en nombre, du fait qu'ils devaient toujours repartir à zéro : les nouveaux maîtres succombaient aux mêmes tentations que leurs prédécesseurs. Au Maroc, ces réformateurs - les Almoravides et les Almohades, ainsi qu'au XXe siècle El-Hilba et d'autres - sont venus le plus souvent des territoires sahariens arides et pauvres du sud du pays. De nos jours, on trouve ces hommes du sud - Arabes et Berbères, la race ne joue à cet égard aucun rôle - aux portes des villes où ils ont planté leurs tentes. Ils forment un tiers de la population des quartiers insalubres qui bordent les grandes villes.

La méconnaissance des impulsions révolutionnaires inhérentes à l'islam constitue donc la première faute commise par les "spécialistes du Maroc" et par le roi Hassan. La deuxième consiste à négliger les changements radicaux qui se produisent au Maroc de nos jours.

Il n'y a plus de "muraille de Chine" pour protéger les vieilles dictatures. Le conte merveilleux du pauvre diable qui devenait sultan était autrefois, dans l'imagination collective, le seul moyen de triompher de la pauvreté. Mais aujourd'hui, chacun sait, jusque dans le taudis le plus misérable des bidonvilles qu'il y a d'autres possibilités et que d'autres peuples nous ont montré la voie.

Il était admis autrefois qu'un riche devait sa richesse à Dieu. Aujourd'hui, on tient sur les gens cousus d'or un tout autre langage, on ne mâche plus ses mots et on les traite de voleurs. Comment donc de pauvres étudiants pourraient-ils éprouver autre chose que de la haine à l'égard de ceux qui nagent dans une opulence acquise par des moyens illicites, quand eux-mêmes n'ont aucune chance raisonnable d'obtenir un poste dans la fonction publique - soixante-dix pour cent des fonctionnaires d'Etat ont moins de quarante ans ! -, ni grand espoir de trouver un emploi dans le secteur privé - même dans les années de prospérité économique, on n'a créé que cent à cent dix mille emplois par année, alors qu'il en aurait fallu au moins le double, ne serait-ce que pour suivre la rapide croissance de la population.

En mars 1965, les habitants des bidonvilles de Casablanca se rebellèrent contre l'oppression. Selon un témoin oculaire, le soulèvement fut réprimé avec une telle brutalité que, de l'avis de ce témoin, la population "ne se révoltera plus de très, très longtemps". Mais le chômage qui sévit parmi les jeunes universitaires et la rébellion des gens cultivés constituent pour le régime un autre danger, moins évident, mais de plus en plus explosif. C'est la raison pour laquelle la plupart des révolutions du tiers-monde prennent naissance dans les casernes et non dans les faubourgs, comme ce fut le cas en Europe au siècle passé.

Un autre aspect frappant des événements étrangement incohérents de ce dramatique 10 juillet fut cette violence à l'égard des étrangers, totalement atypique du Maroc, car le Marocain, quoi qu'on puisse lui reprocher par ailleurs, est des plus accueillants.

Quand on en était venu, des années plus tôt - par exemple en 1907, en 1912 et en 1953-1955 -, à des explosions de violence contre des étrangers, c'était dans le cadre de la lutte pour l'indépendance. Que des hôtes étrangers - ambassadeurs, médecins, hommes d'affaires - aient été attaqués à Skhirat et, comme c'est arrivé dans quelques cas, fauchés au pistolet mitrailleur, est naturellement inexcusable, mais s'explique par l'intensité des sentiments des putschistes.

Pour comprendre ces choses, il faut considérer le contexte d'un plus près. L'indépendance politique n'a nullement pour conséquence automatique l'indépendance économique, surtout pas quand le secteur industriel moderne qui constitue la clé du développement d'un pays reste aux mains de l'ancienne puissance coloniale qui a créé cette industrie.

Dans les "pays socialistes", le problème a été "résolu" par l'étatisation. Au Maroc, qui s'est décidé en faveur de la voie "libérale", une politique visant à une autonomie économique authentique aurait exigé impérieusement que la bourgeoisie du pays prît possession des biens des capitalistes étrangers. Mais le fait est que notre bourgeoisie ne le voulait ou ne le pouvait pas. Les négociants en gros de Fès - nommés "Fassi" -, point trop nombreux, n'ont nullement évolué vers des entreprises capitalistes modernes comme l'avaient fait en général avec succès leurs prédécessseurs du XIXe siècle. Aux investissements à long terme du secteur industriel, ils ont préféré des projets et des spéculations à court terme. Ou alors ils ont opté pour des investissements "sûrs" dans l'achat de terrains, d'immeubles, d'or ou de bijoux.

Aussi le capital étranger a-t-il pu prendre en main lui-même l'industrialisation, avec tous les risques et profits qu'elle comporte. Si bien que c'est l'Etat "libéral" qui a dû bon gré mal gré financer de ses propres deniers de nouveaux projets industriels qui sans cela auraient été assumés exclusivement par des capitalistes étrangers. Lors de la crétion de la BNDI (Banque nationale de développement industriel) qui, comme son nom l'indique est chargée de promouvoir le développement industriel, le capital nécessaire a été mis à disposition par l'Etat et par des financiers étrangers. Selon le projet, dix our cent des actions devaient être proposées à des capitalistes du pays. Mais ces derniers ont manifesté si peu d'intérêt que les financiers étrangers ont dû prendre en charge ces dix pour cent eux-mêmes.

La "marocanisation" du secteur des services - ou secteur tertiaire - correspond pleinement aux désirs de la bourgeoisie du pays. Pendant que l'Etat et les représentants des intérêts étrangers s'occupent de l'industrialisation, le secteur des services se développe à l'abri de l'industrie et engrange de juteux profits - on s'enrichit plus facilement et plus rapidement dans la publicité que, par exemple, dans l'industrie de la fonte.

Les employés participent eux aussi activement à la danse autour du veau d'or. Beaucoup d'entre eux sont issus de familles bourgeoises, ou y sont entrés par mariage. D'autres ont compris qu'un diplôme universitaire pouvait ouvrir les portes de la trésorerie de l'Etat. Dans la France du roi bourgeois Louis-Philippe, les bourgeois étaient par nature très économes et évitaient soigneusement de faire étalage de leurs biens. Au contraire, les nouveaux riches marocains manifestent la très nette tendance à la vantardise - tout ou rien - propre aux Bédouins. Dans beaucoup de milieux de la capitale, on est gêné de recevoir des visiteurs quand on ne peut pas au moins se targuer d'avoir une piscine dans son jardin.

Il était bien difficile aux exclus de la "fête du roi" de réprimer des sentiments de jalousie à l'égard des invités entourés

d'un luxe inouï. Ils devaient éprouver une peine énorme à ne pas ressentir de rancoeur envers tous ceux, nationaux ou étrangers, qui vivaient dans un confort totalement inaccessible non seulement aux masses, mais aussi à la petite bourgeoisie. Les gens qui disposaient d'une certaine instruction et étaient suffisamment intelligents pour détecter les causes de cette situation aboutissaient inévitablement à la conclusion que les Marocains qui s'étaient enrichis dans le secteur des services avaient amassé leur fortune en servant de laquais aux capitalistes étrangers qui administraient le secteur industriel.

Cette thèse est souvent défendue par les journaux marocains progressistes. Leurs rédacteurs solidement endoctrinés ont lu leur Marx à fond et fustigent la bourgeoisie, pilier du régime, comme valet du «capitalisme occidental». Mais, fidèle à ses habitudes, le régime achète la loyauté de ces intellectuels, et cela pour un plat de lentilles.

Les cadets d'Ahermoumou n'avaient pas lu Marx et les journaux progressistes ne faisaient pas non plus partie de leurs lectures de chevet. Mais ils savaient que la bourgeoisie et les profiteurs de la corruption avaient fait fortune à l'étranger et que leurs avoirs reposaient dans les coffres-forts des banques occidentales. Ils n'avaient pas encore d'idéologie bien définie et n'éprouvaient qu'une sourde indignation et une colère morale. Ajoutés à l'inspiration puisée dans l'islam, ces sentiments se révélèrent suffisants pour conduire le régime au bord de l'abîme et dévoiler ainsi sa vulnérabilité.

Un Français établi au Maroc a raconté qu'il se trouvait justement chez des amis autochtones lorsque la nouvelle du putsch de Skhirat se répandit. Chaque heure apportait de nouvelles informations. A la joie générale des premiers moments succéda l'embarras, lorsque chacun s'empressa de protester de son loyalisme envers le roi.

Un régime décline inévitablement quand il n'est plus capable de tenir compte des traits psycho-sociaux de son peuple. Ce n'est pas seulement le cas pour les monarchies, mais aussi pour bien des républiques. On ne peut plus gouverner un pays au XXe siècle comme on le faisait autrefois, si vivantes que soient les traditions. Un «royaliste" marocain a déclaré à propos d'Hassan II : «Il se veut un monarque moderne, éclairé, et prétend simultanément gouverner le pays comme le faisait Moulay Ismaïl qui fut sultan de 1672 à 1727. C'est impossible.»

Le «gouvernement» marocain ne se compose pas de ministres au sens actuel du terme, mais d'esclaves d'un souverain de droit divin, dont la volonté fait loi.

Le pouvoir personnel absolu conduit tout naturellement, depuis la nuit des temps, à de grands dangers et inconvénients. Je me permets de douter qu'il soit encore viable dans le monde actuel, qui se complique toujours davantage. Celui qui règne seul est condamné à un isolement croissant, pour devenir finalement le prisonnier désemparé de sa propre solitude. «Il n'écoute plus personne. On ne peut plus lui dire la vérité.» C'est en ces termes que se plaignait l'un des plus proches conseillers d'Hassan, et l'on entend sans cesse des propos de ce genre dans les couloirs du palais royal - sotto voce, bien entendu. Mais que faire quand la corruption régit le gouvernement et l'Etat ?

Certains chefs compensent la solitude du pouvoir absolu par leur rayonnement charismatique qui les relie aux masses presque magiquement. A défaut de génie, les rois français pouvaient se prévaloir de leur sacre de monarques de droit divin. Les sultans "alawites" pouvaient se référer à la "baraka" ou bénédiction divine. Mais ces choses-là ont de moins en moins d'impact de nos jours. Y a-t-il encore, dans le Maroc actuel, un lien entre le roi et son peuple ? Il n'y en a plus

guère. C'est pourquoi un nombre croissant de citoyens jugent le régime illégitime.

Ceux qui ont suivi de près les événements du 10 juillet 1971 et du 16 août 1972 n'ont pu s'empêcher d'être frappés par la passivité de la population. Aucune vague humaine n'a déferlé pour manifester pour ou contre le roi. On aurait dit que toute l'affaire se jouait dans un monde étranger, infiniment loin des simples mortels, qui n'avaient ni l'envie ni la possibilité d'y participer.

Il est vrai que le rythme précipité des événements ne laissa guère au peuple le temps de réagir. Mais le soulagement causé par l'annonce que le roi s'en était sorti sain et sauf et que le putsch avait échoué aurait dû déclencher de véritables explosions de joie dans les milieux royalistes. Il n'en fut rien. L'absence de toute réaction spontanée constitue une autre preuve de la terrible solitude dans laquelle les détenteurs du pouvoir absolu vivent en réalité. La déception engendrée par l'échec du putsch fut finalement plus discernable que la joie.

Un autre aspect encore destentatives de putsch mérite considération, bien que son interprétation présente quelque difficulté. Il s'agit du rôle disproportionné joué par les Berbères à cette occasion. Tout le monde sait que les forces armées du roi se composent en grande partie de Berbères. On trouve des Berbères non seulement dans les positions subalternes, mais aussi parmi les dirigeants. La plupart des généraux qui furent collés au mur le 13 juillet 1971 étaient berbères. Cela peut s'expliquer : l'enthousiasme pour le métier des armes et la gloire militaire est depuis toujours particulièrement fort au sein d'une population montagnarde habituée à une existence rude, et la plupart des habitants des montagnes appartiennent à des tribus berbères. Mais il serait tout à fait erroné d'interpréter la rébellion comme un insurrection des Berbères contre les Arabes. Il est vrai, en revanche, qu'Hassan avait repris à son compte la stratégie de l'ancienne puissance coloniale : il voulait s'appuyer sur les Berbères, qu'il considérait comme plus fiables, du fait qu'ils étaient plus attachés à leur traditions et moins touchés par les «bienfaits» de la modernité. Le mythe du «bon sauvage», en l'occurrence du «bon Berbère» a la vie dure. Mais celui qui compte sur les Berbères pour défendre une forme de société rétrograde risque une vilaine désillusion. Certes, les Berbères sont fidèles, mais ils aiment aussi leur liberté et attachent une grande valeur à la justice. Pour eux, Hassan est un homme impie.

Les Berbères se sont rarement entendus au cours de leur histoire. Ils forment une mosaïque de tribus et de clans qui se sont parfois combattus. Les aides de camp du roi tombés à Skhirat étaient aussi berbères pour une bonne part. Madbouh et les chefs suprêmes de la révolte étaient berbères, originaires du Rif de surcroît, où le peuple s'était soulevé en 1958. L'insurrection avait été réprimée par les forces armées royales commandées par le prince Moulay Hassan avec une impitoyable brutalité.

Le douloureux souvenir de ce bain de sang a-t-il joué un rôle dans l'action des chefs de la rébellion ? Je n'en sais rien. Ce qu'on peut dire, en revanche, en toute certitude, c'est que les orgueilleuses tribus des montagnes n'oublieront sûrement pas les généraux qui étaient leur fierté et leur espoir. Elles n'oublieront pas leurs cadavres criblés de balles profanés par la populace. La vengeance est un plat qui se mange froid , dit un proverbe français.

Lors du soulèvement de 1958, les gens du Rif scandaient : "Nous en avons assez d'être dominés par les gens de Fès." Il convient de mentionner ici que les capitalistes de Fès sont en partie des juifs convertis à l'islam. Ces derniers sont certainement fortement surreprésentés au sein de l'élite au pouvoir et possèdent une part absolument excessive de la

fortune nationale. Mais quand les rebelles scandaient des slogans hostiles aux "gens de Fès", ils utilisaient l'expression plutôt au sens figuré. Ils désignaient par là, de manière très générale, la ville corrompue, avec son accumulation de luxe tapageur et de richesse, qui excite à la fois la convoitise des pillards, la haine des pauvres et la répulsion des puritains.

Tous ces facteurs entrèrent en jeu plus tard, lors de la révolte de Skhirat. Les Berbères, qui sont plus belliqueux, plus pauvres et plus puritains que le reste de la population rurale, forment peut-être le fer de lance de l'armée des paysans marocains, qui n'a cessé, au cour du siècle, de s'insurger contre le luxe et la tyrannie des villes, et qui voit de plus en plus clairement que sa pauvreté n'est pas un sort inéluctable, imposé par Dieu. Des statistiques objectives confirment à cet égard les pressentiments instinctifs du petit peuple, en montrant que la hausse du niveau de vie de la population urbaine, ou à tout le moins d'une partie de cette population, se fait au détriment de la population rurale.

Pour comprendre l'origine d'un mouvement politique, il est souvent utile de rechercher comment il s'est développé plus tard. Dans le cas d'un mouvement étouffé dans l'oeuf comme celui que l'on a décrit ici, cette possibilité nous est naturellement refusée. On peut toutefois se demander à bon droit où le putsch aurait mené s'il avait été couronné de succès. D'aucuns ont tiré des parallèles avec les événements de Grèce qui conduisirent en 1967 aux sept années de dictature des colonels. La comparaison avec un régime d'orientation nassérienne serait sans doute plus appropriée. Si la balle qui atteignit Madbouh l'avait touché quelques centimètres plus à gauche ou plus à droite, le Maroc serait peut-être aujourd'hui gouverné par un groupe d'officiers islamo- nassériens.

Ceux qui croient que les deux tentatives de putschs de 1971 et 1972 furent de simples révolutions de palais se trompent : elles avaient de tout autres racines. Restent les problèmes qui étranglent presque tous les pays dits du tiers-monde et à la solution desquels le Maroc ne s'attaque pas sérieusement.

Pendant des siècles, le peuple du Maroc a vécu dans la pauvreté, parfois dans le dénuement. La population n'augmentait pas notablement, en raison de la faible espérance de vie. Aujourd'hui, le nombre d'habitants du pays augmente de 3,2% par année, ce qui revient à dire qu'il double tous les vingt ans. Et tous ces gens, qui n'ont le plus souvent aucune perspective d'existence conforme à la dignité humaine, peuvent aller à l'école et écouter la radio, car il y a dans chaque tente et dans chaque baraque un transistor. L'ère de la résignation est révolue.

Le système ébranlé jusque dans ses fondements le 10 juillet 1971 et le 16 août 1972 était le vieux système féodal Makhzen qui avait survécu longtemps - à travers quarante-cinq ans de domination coloniale et trente ans de pseudo-indépendance à caractère néo-colonialiste, durant lesquels les richesses du pays avaient été exploitées au profit des potentats et de leurs suppôts.

Les principes du développement économique sont à la fois très simples et très compliqués. Pour produire davantage, il faut investir. Pour investir, il faut épargner. Pour épargner, il faut consommer moins qu'on ne produit, ce qui signifie qu'on doit accepter les privations.

Pendant des siècles, seule la grande masse était disposée à accepter les privations. De nos jours, la masse renâcle de plus en plus, d'autant qu'elle voit une minorité de coquins parasites nager sans vergogne dans la richesse et le luxe. Peut-être est-il illusoire de croire que le fardeau des privations peut être réparti équitablement sur toutes les épaules, la

justice absolue n'existant pas. Mais on peut à tout le moins exiger que les injustices ne soient point trop criantes et que les pauvres, qui supportent la plus grande partie de la charge, reçoivent une compensation à la mesure de leurs sacrifices.

Il se peut que tout cela paraisse évident, mais, pour que ces revendications naturelles soient satisfaites, il faut une révolution. Si celle-ci ne peut être menée à bien par des moyens pacifiques et dans l'ordre - de telles révolutions sont possibles, comme le montre l'exemple de la Suède -, elle se fera dans le sang et la violence, et ce sont une fois encore les petites gens qui en souffriront le plus.

Mais le peuple marocain n'a pas le choix. C'est le sort de tout un pays qui est en jeu. Ou bien la révolution est couronnée de succès et la monarchie sera abolie, ou bien les révolutionnaires mourront en musulmans libres. Le Coran dit que là où règnent des rois, la corruption se propage et transforme les hommes libres en esclaves. L'islam a été dès le début une idéologie et un mouvement révolutionnaires dirigés contre la tyrannie et la monarchie héréditaire.

Les portes de l'avenir sont ouvertes. Le 10 juillet 1971 et le 16 août 1972 ont été des signaux d'alarme pour la caste dominante. Hassan II et ses chiens d'attache n'arrêteront pas le cours de l'histoire. Le destin du shah d'Iran devrait servir d'avertissement à notre despote, et non seulement à lui, mais à tous les Marocains et étrangers qui profitent d'un régime taré.

L'intervention de l'armée dans l'évolution de la politique intérieure d'un pays n'est pas un phénomène limité au prétendu tiers-monde. A mon arrivée en Suède, je me suis intéressé quelque peu à l'histoire de ma nouvelle patrie. J'ai appris que, le 13 mars 1809, sous la direction du général Adlercreutz, un groupe d'officiers suédois avait mené à bien un coup d'Etat contre le roi Gustave Adolphe, parce que celui-ci pratiquait une mauvaise politique intérieure et extérieure. Il fut arrêté par les officiers dans son château de Stockholm, et déposé le 10 mai de la même année. Les réformes politiques qui suivirent forment la base de la constitution et de la démocratie suédoises actuelles.

Table des matières:

Le monde islamique

Le monde arabe, dont je suis issu, est avant tout une communauté culturelle enracinée dans un héritage commun, dans un monde intellectuel très profond qui se fonde sur la religion musulmane. Mais le rôle joué par l'islam n'est pas seulement de nature religieuse. L'islam est un facteur historique qui, sur le plan intellectuel et idéologique, a contribué de manière décisive à la naissance d'une nationalité "arabo-islamique".

Font partie de cette "nationalité arabo-islamique" appelée aussi "monde arabe" :

1) Ceux qui parlent une variante de la langue arabe et considèrent cette dernière comme leur langue "naturelle"; ce peut être le cas de gens qui ne savent pas du tout l'arabe, de beaucoup de Berbères, par exemple.

2) Ceux qui considèrent comme leur héritage l'histoire et les caractéristiques culturelles du peuple qui se désigne lui même comme peuple arabe et est ainsi nommé par les autres. Ces caractéristiques culturelles comprennent au tout premier chef, depuis le VIIe siècle, la religion musulmane qui constitue dans une certaine mesure l'âme de l'arabisme.

3) Ceux qui revendiquent leur identité arabe et l'assument consciemment.

Le monde arabo-islamique se compose des peuples des pays dont la constitution fixe leur appartenance à ce monde, ou qui sont Etats membres de la Ligue Arabe et ont signé ses traités. La nation islamique - nous autres musulmans utilisons constamment cette notion au singulier même si un non-musulman aurait plutôt tendance à recourir au pluriel - se rassemble autour de la religion musulmane qui constitue simultanément la source d'inspiration décisive de son idéologie politique. Abstraction faite des frontières culturelles, tous les pays arabes forment un bloc idéologique et politique doté d'une civilisation arabo-musulmane commune. Le monde arabe considère l'islam comme une révélation divine de l'homme, du monde et de Dieu, et comme un trésor inestimable, commun à tous les Arabes. Même les Arabes chrétiens le reconnaissent comme tel, et révèrent le prophète Mahomet comme celui qui a réalisé l'unité des Arabes et les a éveillés à la spiritualité. On peut ranger l'islam au nombre des religions séculières si le mot «séculier» signifie que les masses prennent conscience de leur responsabilité face à leur histoire. Le Coran ne cesse de souligner combien il est important d'éveiller dans la communauté populaire la conscience de sa responsabilité.

La tendance générale du nationalisme arabo-musulman est révolutionnaire, du fait qu'il doit mener un combat aussi bien défensif qu'offensif contre des circonstances extérieures adverses et contre l'hégémonie coloniale, qu'elle soit de nature capitaliste ou communiste. Aussi les courants qui naissent des aspirations des masses et qui forment la base d'une idéologie politique nationale sont-ils captés et canalisés, épurés et façonnés dans le sens de l'islam. Celui-ci marque de son empreinte les paroles et les actes des castes dominantes.

Les Etats arabes actuels ne peuvent pas être qualifiés d'Etats nationaux. Il n'y a qu'une nation islamique, l'«umma». Selon l'idéologie arabe et islamique actuelle, le seul Etat national absolument légitime serait celui qui engloberait la totalité de la nation islamique. La loyauté du musulman orthodoxe s'adresse bien plutôt à l'Etat idéal, qui reste à créer, qu'à l'Etat réellement existant.

Selon le Coran, un musulman ne doit fidélité à l'Etat que si celui-ci est une organisation politique légitime, reposant sur

d'authentiques principes islamiques, qui ne reconnaît pas de frontières entre musulmans. Si tel n'es pas le cas, c'est le règne de l'oppression («zulm»), qui justifie la révolte, c'est-à-dire la révolution. La force issue de la foi met davantage encore en lumière le caractère provisoire, au fond illégitime, des Etats islamiques et arabes aujourd'hui désespérement éparpillés, et affaiblit la loyauté du croyant à leur endroit.

Tous les régimes actuellement en place dans le monde arabe sont illégitimes, mais essaient de se donner par toutes sortes de voies tortueuses l'apparence de la légitimité islamique.

On peut en outre observer à présent, et c'est un phénomène du plus haut intérêt, deux choses qui, à la vérité, ont toujours existé, mais qui revêtent dans les circontances présentes une importance particulière. On remarquera tout d'abord la vitalité politique et sociale extrêmement grande de l'islam, et on notera ensuite avec quelle détermination celui-ci opère depuis peu sa rentrée dans l'histoire - comme sujet et non comme objet. Cependant, l'islam renonce à se donner à tout prix un visage moderniste et il juge tout aussi inutile de se justifier par des arguments intellectuels empruntés à des manières de penser qui lui sont étrangères. Il trouve sa justification en lui-même, dans ses propres textes sacrés.

Le Professeur Jacques Bercque souligne : «L'islam ne peut être porteur que d'une utopie, l'utopie de la restauration de l'harmonie entre l'homme et le monde... A mon avis, la puissance du monde islamique et arabe ne réside pas dans son pétrole, mais dans la force de son identité ou, si l'on veut, dans la force de son authenticité. Si on veut vraiment comprendre ce qui se passe actuellement dans le monde islamique, on doit se défaire de toutes les catégories empruntées à la sociologie, qui nous contraignent à penser en termes politiques ou matérialistes. On doit en revanche remettre à l'honneur la dimension fondamentale de l'imaginaire, et comme l'islam se trouve en pleine révolution, on ne peut en aucun cas perdre de vue qu'il s'agit au premier chef d'une révolution culturelle.»

La «modernité», qu'elle se pare des plumes orientales ou occidentales, a montré qu'elle n'était qu'une singerie, une forme caractéristique de dépendance culturelle, intellectuelle et économique indéfendable et extrêmement illusoire. Il est totalement impossible de comprendre la révolution musulmane si l'on n'a pas auparavant étudié et compris l'islam, qui en est l'âme et l'idéologie nationale.

Beaucoup d'occidentaux confondent les notions de musulman et d'arabe; c'est ainsi que l'Iran est parfois qualifié d'«Etat arabe», ce qui, bien entendu, est une absurdité. Il n'est nullement nécessaire d'être arabe pour être musulman. La nation islamique («umma»), qui a pris forme à partir du VIIe siècle, repose au premier chef sur la culture arabe, laquelle, de son côté, se fonde sur l'islam.

Les Arabes authentiques relativement peu nombreux qui participèrent à l'origine à la diffusion de l'islam eurent tôt fait de se fondre dans les nouvelles sociétés locales. Ce que l'on appelle aujourd'hui «monde arabe» est une création de l'islam et non d'un colonialisme arabe. Le monde arabe englobe les Etats islamiques qui ont l'arabe pour langue nationale. Les autres Etats islamiques, de la Turquie au Pakistan, de l'Iran à l'Indonésie, ont leurs propres langues.

Les quelque deux cent millions d'Arabes qui vivent dans les Etats s'étendant du Maroc à l'Irak ne constituent qu'une minorité au sein du monde islamique qui compte un milliard d'individus. L'arabe étant la langue du Coran - on prononce

ses prières dans cette langue -, il est pour chaque musulman une langue sacrée. Le Coran, texte sacré, n'est pas traduit, contrairement à la Bible. Les traductions du Coran qui existent néanmoins n'ont pas valeur de textes sacrés, mais uniquement d'interprétations.

Tout musulman doit lire et réciter le Coran en arabe. Il s'agit du texte original, totalement inchangé, mis par écrit au VIIe siècle de la chronologie occidentale. Il n'est naturellement pas nécessaire de savoir l'arabe pour être musulman. Ma mère, par exemple, ne sait pas l'arabe. Elle s'est contentée d'apprendre par coeur quelques versets du Coran qui lui suffisent pour dire ses prières.

Table des matières:

En Suède

Le 25 août 1973, Je quittai Paris par avion à destination de Stockholm, muni d'un faux passeport. Je n'étais absolument pas préparé à ce qui m'attendait en Suède. Selon mon faux passeport, je m'appelais Idrissi. J'avais ôté moi-même la photographie du véritable détenteur et collé la mienne à la place.

A bord de l'avion, je me trouvai assis à côté d'un jeune Suédois. Il s'appelait Håkan Fredén et venait de passer des vacances en France. Je me présentai comme «Idrissi d'Algérie». Håkan travaillait en qualité d'ingénieur à l'hôpital universitaire d'Upsala. C'était la première fois que j'entendais le nom de cette ville. Ayant appris que je ne fumais ni ne buvais, Håkan me demanda de me charger pour lui d'une ration supplémentaire de marchandises exemptes de droits de douane. Tel fut mon premier contact avec un Suédois.

A l'aéroport, je passai la douane sans encombres. Håkan m'offrit de passer la nuit chez lui à Upsala et de poursuivre ma route vers Stockholm le lendemain. Je lui avais expliqué que je voulais m'offrir une semaine de tourisme dans la capitale de son pays. Il habitait une maison bonne pour la démolition, sans eau chaude et sans cuisine. Les toilettes se trouvaient à l'extérieur, dans la cour. Il était pourtant ingénieur ! Il dépensait le moins possible pour son logement, afin d'avoir davantage d'argent pour ses voyages.

Le lendemain, je pris le train pour Stockholm. J'avais promis à Håkan de lui téléphoner avant mon départ. Devant la gare centrale, je demandai à quelques personnes si elles connaissaient un hôtel bon marché où je pourrais passer quelques nuits. J'allais me tourner vers une jeune dame quand un monsieur d'une cinquantaine d'années m'adressa la parole et me demanda si j'avais besoin d'aide. Nous prîmes le bus à destination du foyer d' étudiants de Domus. J'y obtins une chambre, mais sans literie. L'homme qui m'avait aidé dans ma recherche d'une chambre s'offrit aussi à me fournir le nécessaire, mais je lui fis comprendre que je pouvais sans autres dormir à même le matelas.

Il revint plus tard dans la soirée, mais je refusai de lui ouvrir ma porte. J'avais bien reconnu sa voix, mais j'étais extrêmement soupçonneux, car, en fin de compte, j'étais toujours en fuite. Il s'en alla donc, mais non sans avoir introduit par l'ouverture destinée au courrier des draps de lit et une taie d'oreiller. Comme je n'avais, en dehors de mon faux passeport, pas l'ombre d'un papier d'identité, je n'osais me rendre à la police pour annoncer mon arrivée. Je craignais aussi d'être arrêté pour être entré dans le pays muni d'un passeport qui ne m'appartenait pas. Comment allais-je donc m'y prendre pour pouvoir rester en Suède ?

Il me fallait absolument trouver quelqu'un qui me procurât un premier contact avec la police. Durant les premiers jours, je ne révélai mon identité à personne. Au milieu de la semaine, je fis la connaissance d'un juriste suédois du nom de Lennart Aspegren, qui travaillait pour l'aide suédoise aux réfugiés, ainsi que pour Amnesty International. C'est à lui et à un autre membre actif des de ces deux organisations, un Grec nommé Poniridis - il allait devenir plus tard ambassadeur de Grèce en Suède ! - que je dévoilai ma situation et manifestai que je voulais rester dans le pays comme réfugié politique. Ni l'un ni l'autre ne savait très bien comment la police réagirait à mon faux passeport.

Poniridis proposa que nous nous rendions néanmoins au poste de police de Kungsholmen où je déposerais une demande d'asile. Mais il y avait le risque que les policiers m'arrêtent et m'expulsent. J'avais compté avec cette possibilité et décidé d'emporter quelques manuels d'anglais. J'aurais au moins quelque chose à étudier si je devais me retrouver sous les verrous.

Le dernier jour de ma première semaine en Suède, c'était un vendredi, je me rendis avec Poniridis au poste de police susmentionné. J'avais emporté dans ma petite valise rouge des vêtements et des livres. Nous fûmes reçus par une femme très séduisante qui s'appelait Kerstin et occupait la fonction d'inspecteur de la police criminelle. J'étais naturellement nerveux et inquiet.

Poniridis expliqua en suédois ce qu'il savait de moi, mais l'inspecteur ne tarda pas à l'interrompre pour m'interroger directement en français. Je restai seul avec elle dans son bureau. Elle se montra très amicale et affable. Lorsqu'elle apprit que j'étais venu muni d'un faux passeport, elle voulut en connaître la raison. Après que je lui eus raconté mon histoire, elle me félicita spontanément d'avoir réussi à m'échapper vivant du Maroc. Elle voulut savoir aussi si je préférais loger à l'hôtel ou dans une famille pendant que j'attendrais l'interrogatoire officiel de la police. Pour diverses raisons, je choisis la seconde possibilité.

Après consultation avec un service social, elle prit contact avec une famille qui habitait Axelberg, au sud de Stockholm. Elle prit aussi des dispositions pour que je reçoive de l'argent et me demanda de revenir le lendemain avec quelques photos toutes neuves, afin que je puisse obtenir une carte d'identité pour étranger. Le service social me donna l'adresse

de la famille chez laquelle j'allais habiter momentanément, de l'argent pour des vêtements et un abonnement mensuel de métro.

La famille Hedell d'Axelberg se composait de la mère, Ann-Sofie, de la fille, Cecilia, du fils, Niklas, et de cinq chiens. On me fournit ma propre chambre et je fus autorisé à utiliser la cuisine et la salle de bains à ma guise. Ils furent tous extrêmement amicaux à mon endroit. Ann-Sofie savait le français - je savais à peine l'anglais à l'époque - et me servait d'interprète.

Je téléphonai à mes amis Lennart Aspegren et Poniridis pour leur raconter comment les choses s'étaient passées et leur dire que j'allais être bientôt interrogé officiellement par la police.

C'est par la police que les media apprirent mon évasion du Maroc et mon arrivée en Suède. La plupart des gens que j'avais connus au Maroc me croyaient bel et bien mort et la nouvelle du succès de ma fuite vers le nord de l'Europe ne fut pas une mince surprise pour beaucoup d'entre eux.

L'Agence France Presse (AFP) fut la première à annoncer la nouvelle. Le directeur de cette agance à Stockholm, Georges Herbouse, était un ancien officier français qui avait été stationné au Maroc et s'était fait journaliste après sa mise à la retraite. Il était bien renseigné sur la situation de mon pays et savait fort bien qui j'étais, bien que nous ne nous fussions jamais rencontrés aupravant.

A peine les media français, qui s'intéressent ardemment à la situtation du Maroc, eurent-ils appris, par une dépêche AFP, où je me trouvais, qu'une activité journalistique trépidante se déchaîna. La nouvelle de mon arrivée à Stockholm s'étala en grosses lettres dans les quotidiens et les hebdomadaires français. La radio, la télévision françaises et Radio Luxembourg annoncèrent elles aussi la nouvelle. Des reporters de Paris Match, de l'Express, du Nouvel Observateur, du Monde et de RTL (Radio Télévision Luxembourg) vinrent m'interviewer dans la capitale suédoise. Bref, mon évasion réussie provoqua d'énormes remous. Les journaux marocains eux-mêmes imprimèrent l'interview de l'AFP à la une.

C'est ainsi que mes parents, frères, soeurs et amis du Maroc apprirent que j'étais toujours parmi les vivants. Mon amie française prit elle aussi la nouvelle en pleine figure. C'est en feuilletant une édition de Paris-Match dans un commerce de la ville de Beauvais qu'elle tomba sur des photos de moi et lut ce qui m'était arrivé. Elle s'évanouit au milieu du magasin.

Au cours de la première période de mon séjour en Suède, je fis aussi la connaissance d'un homme qui allait devenir mon meilleur ami. C'était un réfugié politique polonais du nom de Stanislaw Romanow. Ce fut la rencontre d'un demandeur d'asile issu d'un Etat dictatorial pro-américain et capitaliste avec un demandeur d'asile issu d'une dictature pro-soviétique et communiste. Il me fut d'un grand secours au début, car il était arrivé en Suède queques années plus tôt et maîtrisait la langue du pays.

En septembre 1973, je fus aussi interviewwé par la télévisin suédoise. Le reporter était Lars-Ola Borglid. Mes premières expériences m'avaient donné une excellente impression de la Suède et des Suédois. La société, le pays, les gens, la nature - tout cela me plaisait énorméement. J'étais tout particulièrement impressionné par le système politique, avec tous ses droits de l'homme et ses libertés, qui, loin de n'être que des slogans creux, existent bel et bien dans la

pratique.

Si je m'étais réfugié en Algérie ou dans l'un des Etats communistes comme la Pologne, la Russie ou Cuba, moi qui rêvais de liberté et de démocratie, j'aurais sans doute éprouvé très vite une énorme désillusion - une désillusion telle que j'aurais peut-être conçu le soupçon que les idéaux pour lesquels je m'étais tant battu au Maroc n'étaient que vaines chimères impossibles à concrétiser. La réalité m'aurait dégrisé. Mais une heureuse destinée m'avait amené en Suède où je constatais que mes rêves étaient tout à fait réalisables.

En Suède, les droits de l'homme et la liberté d'opinion, le pluralisme et la tolérance étaient des réalités, tout comme la démocratie et l'égalité politiques et économiques, ce qui était le plus important de tout. Bien des principes fondateurs de l'islam, comme la dignité humaine, le liberté et la justice sont incomparablement mieux appliqués en Suède que dans un Etat prétendument islamique comme le Maroc.

J'eus même une vision du paradis, tel qu'il est décrit dans le Coran et tel que je me l'étais peint dans mon imagination, en arrivant en Suède par un beau jour de l'arrière-été et en voyant la splendeur de la nature. En apercevant le Skärgarden pour la première fois, j'eus du paradis une image encore plus belle que par le passé.

Toutefois, malgré l'admiration sans limites que je portais à la Suède, mes pensées allaient toujours aux habitants de ce Maroc où j'avais mes racines. J'étais hanté par le rêve d'y changer le système, afin que les gens puissent espérer en un avenir digne d'être vécu. Je voulais y accomplir une révolution démocratique, afin que nous, Marocains, bénéficiions aussi de ces droits de l'homme jugés si naturels en Suède.

Mes racines se trouvant au Maroc, et mes espérances étant liées à ce pays, je considère aujourd'hui encore mon séjour en Suède comme provisoire. Je n'étais pas venu dans ce pays en immigrant, dans l'intention d'y rester à jamais, et ne m'étais nullement préparé à y demeurer longtemps. Je tablais toujours sur une révolution rapide au Maroc, qui me permettrait de rentrer chez moi.

Au bout d'une attente de plusieurs semaines, je fus convoqué par la police pour un interrogatoire approfondi. C'était mon deuxième contact avec la police suédoise. Quelle différence avec la police du Maroc ! On dit là-bas qu'un policier est comme un scorpion qui pique tout ce qui l'approche de trop près. Un policier ne fait pas de différence entre l'ami et l'ennemi : son dard menace tout le monde. Les instruments de torture, dont l'usage est constant au Maroc lors des interrogatoires des prisonniers politiques, n'existent plus en Suède que dans les musées d'histoire médiévale.

La première fois que j'avais eu affaire à la police suédoise, j'éprouvais encore la crainte qui m'avait toujours submergé au Maroc quand je me trouvais devant un policier. Mais cette peur me quitta très vite et je fis bientôt pleine confiance à la police suédoise.

Lors de mon premier interrogatoire effectif conduit par deux jeunes policiers, j'eus l'impression qu'ils ne me posaient que les questions qui figuraient sur leur formule imprimée, car ils paraissaient plutôt indifférents. Ils s'étaient assuré le concours d'une interprète, une juriste, pour qui ce travail était un emploi accessoire. Elle était très spontanée et très franche. Elle portait sur sa robe un insigne du parti conservateur et ne cessait de souligner qu'elle était conservatrice.

Mais cela ne l'empêchait pas d'éprouver une vive sympathie pour ma cause. Pendant que nous attendions les policiers, elle me montra deux autres porteurs d'uniformes qui étaient là et me dit : «Celui-là est conservateur, l'autre est un sozi.» C'était la première fois que j'entendais le mot sozi, et j'appris qu'on désignait par là un social-démocrate.

Lorsqu'elle apprit que je m'étais adressé à l'avocat Hans-Göran Franck, l'interprète se fâcha tout rouge. «Pourquoi diable êtes-vous allé chez un communiste ? Ce n'était vraiment pas une bonne idée. Il défend des déserteurs américains du Viet-Nam !», éclata-t-elle. Après l'interrogatoire, elle se déclara très satisfaite de ce que j'avais fait au Maroc. «Ce sont des gars courageux comme vous qu'il nous faut pour nous débarrasses d'Olof Palme», me dit-elle en guise de compliment.

Je lui racontai toute mon histoire. Malheureusement, ses capacités d'interprète laissaient à désirer et elle commettait des fautes grossières. A l'évocation, par exemple, du commandant Saad qui était fantassin, elle traduisit le mot par «fantastique». De mon père le cheik, elle fit un prince ! Je fis remarquer les fréquentes incorrections de sa traduction et c'est dès lors un ancien ambassadeur qui assuma le rôle d'interprète.

Deux membres importants de la police de sécurité assistaient désormais à l'interrogatoire. On cessa de me poser les questions qui figuraient sur la formule imprimée pour m'interroger sur mon cas personnel.

Je reçus un permis de séjour, valable dès le 12 décembre 1973. Comme je ne connais pas ma date de naissance, mais qu'il m'en fallait une absolument pour mon numéro matricule, je choisis le 12 décembre, date de ma renaissance. J'avais pu, par une sorte de miracle, quitter mon pays vivant, et possédais désormais une nouvelle patrie !

Je n'ai jamais songé à abandonner la partie, pas même dans les moments les plus sombres qui ont suivi le putsch manqué et marqué ma fuite. Je n'aurais jamais eu l'idée de renoncer à mon combat en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Même si le coup d'Etat avait réussi et engendré une véritable révolution, il ne me serait pas venu à l'esprit de me croiser les bras.

L'homme reste l'homme, et un changement dans le cours de la politique ne suffit pas à le débarrasser de ses défauts et de ses faiblesses. Abus de pouvoir, injustices sociales et vulgaire égoïsme auraient évidemment survécu, même dans une société révolutionnaire.

Le combat que nous menons contre la tyrannie et l'abus de pouvoir, contre l'oppression et l'injustice n'aura pas de fin. Il n'y a jamais de victoire définitive dans la lutte en faveur de la liberté. Il lui faudra se poursuivre tant qu'il y aura des hommes.

Ma volonté de continuer à me battre est d'autant plus forte que les injustices sont plus criantes. Même en Suède où les droits de l'homme sont si largement respectés, il y a des gens pour réclamer une amélioration du système.

Je suis plus que jamais convaincu que des changements profonds et une révolution démocratique au Maroc ne sont qu'une question de temps. La révolution viendra, avec ou sans moi. Je continue à considérer comme mon devoir et mon droit de poursuivre la lutte pour que ma patrie se libère du règne de la violence et qu'elle connaisse un avenir meilleur. Je me suis juré de ne pas trahir les amis qui sont tombés dans ce combat.

Ce voeu, je l'ai fait à la mémoire de mes quinze camarades officiers qui, après la deuxième tentative de putsch, sont tombés sous les balles du peloton d'exécution, mais aussi du millier d'hommes qui croupissent encore en prison, dans des conditions inhumaines, pour avoir participé à la première tentative de putsch. Jamais je ne souillerai leur mémoire en reniant mes idéaux!

Table des matières:

MAROC hebdo International

"*Maroc Hebdo international* ", journal marocain (proche du régime) a publié l´article ci-dessous (un interview avec Ahmed Rami) dans son numéro du vendredi 22 Juillet 1994. Cet article a été partiellement **republié** (avec commentaire) par la revue française "*Courrier International* " du 1 septembre 1994.

MAROC-HEBDO INTERNATIONAL

Interview

Cet article est traduit en

Anglais
Suèdois



Ahmed Rami

Le lieutenant Ahmed Rami

Après un exil de vingt deux ans, l´acteur de deux tentatives de coup d´Etat militaire parle..

.

Propos recueillis par

Mustapha Tossa

Ahmed Rami est né en 1946 à Tafraout au Maroc. Il a fait ses études secondaires à Tiznit au sud du Maroc.
De 1963 à 1966, il est professeur d´arabe à Casablanca au Lycée Mohamed V, au Lycée Fatima Zahra et à l´Ecole Normale des Institutrices.
En 1966 il rentre à l´Académie militaire marocaine de Meknès pour être muté, deux années plus tard, à l´Etat-major des blindés au camp Moulay Ismaïl de Rabat.
Il participe aux deux tentatives de coup d´Etat militaire au Maroc: celle de Skhirat en 1971 et celle de l´attaque du Boeing royal en 1972.
Après une année de disparition dans la cladestinitée, il gagne la Suède en 1973 où il obtient l´asyle politique et la nationalité suédoise.
Après avoir été militant UNFP (Union Nationale des Forces Populaires), Ahmed Rami se présente aujourd´hui comme militant islamiste, mais d´un "islamisme [dit-il] qui dépasse le débat sur le folklore et les rites".
Autodidacte, il a publié de nombreux ouvrages, en suédois, langue de son pays d´accueil, sur la question palestinienne, l´Etat d´Israël et les rapports conflictuels entre Musulmans et Juifs.
Vingt ans ont changé Ahmed Rami. Aujourd´hui, il croit au dialogue politique pacifique à condition que "toutes les libertés soient garanties au sain d´un Etat de droit".

Maroc-Hebdo

Maroc- Habdo: ***Comment avez-vous perçu le discours royal du 8 juillet 1994 et vous sentez-vous concerné ?***

- Ahmed Remi: J'ai pour habitude de ne croire qu'aux actes et non pas aux discours. Si les propositions et les initiatives ne sont pas suivies d'actes concrets, elles deviennent vides de sens.

Je me sens évidemment concerné par tout ce qui se passe dans mon pays. J'ajouterai que la société marocaine traverse, actuellement, une période décisive de son histoire.

Quant à ma situation personnelle, vous n'êtes pas sans savoir que je ne suis pas un réfugié politique comme les autres.

J´ai participé directement ou indirectement aux deux tentatives de coup d'Etat des années 70, [Attaque du palais royal de Skhirat le 10 juillet 1971 et attaque de l´avion de HassanII le 16 août 1972] après avoir été un militant de l'UNFP [Union nationale des forces populaires]. Mon cas ne peut être traité qu'au niveau de la plus haute autorité militaire.

Votre retour au Maroc, est-il donc imaginable dans ces conditions et comment ?

- A. R.: Il faut que vous sachiez que je ne fais pas de mon retour au Maroc une exigence immédiate.

Bien sûr, mon souhait le plus ardent est de pouvoir retrouver les miens, ma mère et mon frère notamment qui - et cela est à mettre à l'actif du pouvoir - n'ont jamais été inquiétés. Mon père non plus qui d'ailleurs s'est éteint tranquillement chez lui au Maroc, il y a près de deux ans. Etant donné mon exil, je n'ai pas pu le voir une dernière fois.

Etes-vous décidé à regagner le pays?

- A. R.: Si vous me garantissez ma sécurité et la liberté d'exprimer mes opinions, je prendrais le premier avion : Vous savez, tout exil est souffrance mais cette souffrance est moins dure quand l'exilé milite pour la réalisation de son idéal et de ses convictions.

A vous entendre, votre retour au Maroc reste hypothétique ?

- A. R.: Je vous répète que je ne -suis pas un réfugié politique ordinaire, mon cas ne peut être traité que par la plus haute autorité militaire, à savoir le chef de l'Etat.

Çela dit, mon rêve est de pouvoir rentrer dans un pays où règne l'Etat de droit et la liberté. Le Maroc peut si les responsables le désirent devenir modèle de transition douce et pacifique vers la démocratie pour l'ensemble du monde arabomusulman.

Les coups d'Etat sont les pires choses qui puissent arriver à un pays. A présent, il n'y a plus de regrets à avoir, le temps a fait son œuvre. Mais les conditions d'oppression et de corruption, à l'époque, étaient telles que le coup d'Etat était la seule manière d'exprimer son mécontentement.

A l'époque d'Oufkir, j'avais à peine 25 ans, donc jeune, impatient, dynamique, fougueux. Comme la plupart des jeunes de m a génération, je voulais changer le monde. Comment ? Certains ont essayé de le faire par le discours idéologique, d'autres comme moi, par l'action. N'oubliez pas que je faisais partie de l'armée, cette grande muette. Le devoir de réserve était de rigueur.

Alors vous vous êtes exprimé par les armes, était-ce la bonne solution ?

- A. R.: C'était la pire des solutions. C'est un signe de faiblesse de notre société que d'avoir eu besoin au recours à la violence. Mais tout cela est vieux de 22 ans. Evitez-moi de remuer davantage ce passé révolu. Maintenant, l'Islam représente, pour moi, un nouvel engagement moral.

Mais ces opinions, vous pouvez toujours les exprimer au soin d'un parti politique au Maroc ?

- A. R.: Les partis politiques marocains ne sont guère représentatifs. Il y a une rupture réelle entre ces "partis" en tant qu'"organisations" et le Peuple marocain. Et puis, vous savez, au Maroc, on n'a pas encore la liberté de fonder le parti politique que l'on veut.

Ce n'est pas par caprice que je dis cela, mais c'est un constat réel.

Le problème n'est pas dans la forme du régime mais dans sa nature et ses intentions.

Les partis politiques actuels sont artificiels - pour la forme - et font partie intégrante du régime dont ils sont le produit et qui les utilise pour camoufler sa vraie nature. Ce régime - comme tous les régimes arabes actuels - manque de légitimité. C´est le problème essentiel. Donnez-nous la liberté d'expression, d'opinion et d´organisation (même pour les islamistes), donnez-nous un pluralisme politique authentique, donnez-nous une véritable alternance - sous n´impore quelle forme - et appelez cela ce que vous voulez. En arabe, nous devons utiliser un mot arabe pour qualifier cela, au lieu d´utiliser un vocabulaire importé. Il faut définir la liberté et la démocratie en tant que méthode (régles de jeu politique définies par une constitution appliquée) et non en tant que contenu. La démocratie n´est pas une idéologie (politique, économique ou religieuse, l´Islam est notre seule religion et notre seule idéologie), mais une méthode neutre (comme les mathématiques) nécessaire au bon fonctionement de toutes les sociétés humaines, de tous les Etats, de toutes les organisations et associations politiques, sociales ou religieuses pour gerer et résoudre leurs probèmes de gestion.
.

Vous êtes réfugié politique en Suède, parlez. nous de vos activités dans ce pays ?

- A.R: En tant qu'islamiste, il faut penser globalement et agir localement. Quand je suis arrivé en Suède, j'avais constaté que notre identité musulmane était, tous les jours, bafouée. J'ai créé "Radio Islam". Je dois vous dire que dans cette radio, je n'ai jamais dénigré mon pays, car j'estime que nous devons laver notre linge sale en famille.

Les thèmes de la radio sont, entre autres la question palestinienne, la Guerre du Golfe et la situation des musulmans dans le monde...

Sur la question palestinienne, je suis entré en conflit direct avec le lobby sioniste suédois et mondial. J'ai écrit quelques livres, en suédois, sur ces questions.

Le lobby juif a réussi à me faire condamner à six mois de prison, officiellement « pour manque de respect au peuple juif ». Cette lutte, ce combat sont, en vérité, à armes inégales.

Vous êtes connu pour entretenir des relations priviligiés avec le pouvoir Iranien...

- A. R.: Justement, à l'issue de mon procès qui a eu un retentissement médiatique

important, j'ai été invité par les Iraniens à me rendre à Téhéran. Mon affaire a été discutée au plus haut niveau de la République islamique d'Iran. Le parlement iranien a discuté des tenants et aboutissants de ma condamnation.

L´Iran a-t-il financé vos activités en Suède?*

- A. R.: Si j'avais touché le moindre centime des Iraniens, croyez-moi que le lobby juif suédois ne se serait pas gêné de le crier sur les toits.

Je n'ai jamais touché un centime de qui que ce soit. "Radio Islam" est financée par ses auditeurs. Mes livres ont été imprimés par des bénévoles suédois connus. J'ai choisi cette voie pour ne dépendre de personne, et conserver ainsi ma liberté d'expression, de critique et surtout ma dignité de musulman libre.

Entretenez-vous. des rapports avec des Islamistes marocains ?

- A. R.: J'ai des rapports avec certains d'entre eux, mais je ne fais partie d'aucun mouvement.

Qu'est-ce qui vous empêche d'adhérer à tel ou tell mouvement Islamiste marocain?

- A. R.: Mes contacts avec eux me permettent de rester à l'écoute de leurs préoccupations. Une révolution islamique, éclairée et radicale, est la seule voie pour sauver l ´existence même de notre nation. Les mouvements islamistes sont notre seule chance pour réaliser cette révolution. Et ils sont aujourd´hui les seuls à résister à la décadence et à la capitulation culturelle. Ceci dit, certains des mouvement islamistes n'ont pas encore réussi à apprendre à établir des priorités en vue de s´occuper, d´abord, de l´essentiel.

Si en tant qu'islamiste, je milite pour le réveil et la rennaissance de l'Islam et l'instauration d'un Etat islamique, ce n'est pas pour confier le pouvoir à des gens fanatiques et stupides - tels certains en Afghanistan et et au Koweit - motivés par des obsessions folkloriques superficielles et intolérantes qui portent tort à l´Islam. Certains de ces "islamistes" connaissent plus sur le sixième siècle que sur le 20 ème siècle.

En fait, le but essentiel de l´Islam est la liberation de l´homme. Dans l´Islam la liberté est la régle, l´interdit est l´exception. Dans l'Etat islamique idéal que je préconise, le principe fondamental est celui de la liberté qui garantit le pluralisme des idées guidées par le Coran, la Sunna, le bon sens et l' ijtihade.

Les mouvements islamistes,- et je parle ici en tant qu´islamiste - présentent encore une grande carence en cadres politiques INTELLIGENTS, éclairés et compétants, capables d'opérer une synthèse entre un souci islamique réel et la capacité à comprendre et résoudre les problèmes de notre époque. Le seul mouvement qui me paraît relativement doté d'une telle ossature est le Hizbollah au Liban. J'ai rencontré à trois reprises son leader spirituel Mohamed Hussein Fadlallah qui présente les qualités d'un grand leader éclairé. Au Liban - il est vrai - il y a un système de démocratie relative, de pluralisme et de liberté d´expression relativement favorable à un dévelopement politique sain et à l´apparition des dirigenats capables et compétants. Mais cette démocratie libanaise n´est pas tombée du ciel. Elle a été arrachée par le Jihad et par une lutte héroïque. La liberté ne se donne pas, elle s´arrache.

Il y a risque que certains des mouvements - qui se disent "islamistes" - portent (en eux-même) les mêmes maladies qu´ ils prétendent combattre. Des "leaders" charlatans et machiavelistes - produits des régimes actuels - peuvent facilement s´infiltrer et exploiter la nature de l´ action secréte - imposée par les dictatures stupides - pour excuser et légitimer l´exercice de la dictature interne dans leurs organisations. Pour éviter cela il faut instaurer - au sein des mouvemets islamistes - la démocratie interne; c´et à dire le pluralisme, la transparance, l´altérnance des dirigeants, l´ouverture, la liberté, le débats francs et libres pour y encrer des régles de jeux politiques intelligeantes et efficaes. (Cela est déjà appliqué dans certains associations musulmanes quant - par exemple - à la gestion et l´éléction du "bureau" et du "président" de l´association). Pour cela il est d´une nécessité vitale de permettre la création des partis politiques islamistes, de leur garantir la liberté de s´organiser et de se développer ouvertement.

Il est bien connu dans l'histoire politique des peuples que l'oppression, le manque de liberté enfantent la dictature. Etre obligé d'œuvrer et de comploter dans l'ombre ne fait pas, forcément, de vous un fervent partisan de l'Etat de droit, encore moins un soldat de la liberté. Les dictatures d´aujourd´hui - par leur stupidité - sont en train de couver les dictatures stupides de demain. Les organisations et les partis politiques qui n´exercent pas les régles de jeux de la démocratie - au sein de leurs mouvements - ne seront pas capables d´instaurer la liberté et la d´mocratie dans leurs pays.

Revenons à l´ essentiel: l´ennemi principal et le danger mortel immédiat qui menacent actuellement l´existence de notre nation, sont les régimes tyraniques corrompus en place dans nos pays. Face à notre situation catastrophique actuelle, seuls les islamistes sont capables d´en relever le défi. Et c´est dans l´action et l´expérience que les islamistes et leurs

organisations vont mûrir. L´ expérience, globalement très positive, de la révolution islamique en Iran en est une preuve. Seule à être fondée sur l´Islam (et un fontionnement démocratique civilisé) la République Islamique en Iran constitue, aujourd´hui, le seul régime représentatif et le seul Etat légitime dans le monde musulman.

Avez-vous des liens politiques avec d'autres exilés marocains à l'étranger ?

- A. R.: Il m'arrive souvent d'en rencontrer. J'ai des relations d'amitié avec Abdelmoumen Diouri. Par le passé, j'ai rencontré Fkih Basri. Mais je suis en désaccord total avec lui.

Mais mes relations avec les Marocains ne se limitent pas aux exilés. J'ai, à plusieurs reprises, rencontré Abderrahmane Youssoufi pour lequel j'ai une grande estime à la fois pour son honnêteté et sa droiture.

Quelle est votre position sur l´affaire du Sahara ?

- A. R.: Ma position sur ce sujet a toujours été claire et nette. Je partage l'opinion du peuple marocain sur la marocanité indéniable et éternelle du Sahara. Et dans mon schéma de lécture, même la Mauritanie devraient s´unir avec au Maroc.

Si j'étais resté au Maroc, j'aurai combattu aux côtés de mes camarades pour l´unité du Maroc, des pays musulmans et pour la marocanité de nos provinces sahariennes. Je me rappelle qu'après avoir quitté le Maroc, j'ai été invité par le président Boumediene en Algérie. J'avais été reçu en grande pompe et le chef d'Etat algérien m'avait dit « Toi, tu es opérationnel » et m'a proposé de devenir "chef militaire" du Polisario. Ma réponse fut: "si je voulais me prostituer pour un Etat je n´aurai pas quitté le Maroc".

Au cours de mes nombreux déplacements à l´étranger, j'avais toujours refusé de participer aux réunions où il y avait un représentant des mercenaires du "Polisario".

"Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux ! Levons-nous!"

L'article suivant, ici traduit en français, fut publié dans le journal russe Pravda, le 15 juillet 1997. Il est traduit en 5 langues

 English  Swedish  Russe  Portug.

L'idéalisme de Radio Islam



Ahmed Rami

Pravda:

Rami n´est pas achetable...

Il y a plus de 25 ans de cela, le roi Hassan II donnait l'ordre de traquer et de ramener au Maroc le lieutenant Ahmed Rami. Rami avait en effet participé au moins à deux tentatives de coup d'Etat militaire, visant à abolir la monarchie et fonder une République Islamique. Les services secrets marocains ne furent pas capables d'exécuter l'ordre royal.

Aujourd'hui, cet homme sympathique, plein d'une jeune vigueur et incroyablement énergique, est à la fois l'une des personnes les plus populaires et les plus haïs de Suède. Ses prises de positions politiques sont discutées au Parlement suédois, et aussi, nous a t'on dit, dans les réunions gouvernementales.

Rami a écrit et publié quatre livres épais. Dans ces ouvrages, il démontre avec des arguments convaincants qu' en Suède, et dans tous les autres pays occidentaux, les bases de la vie nationale sont minées. Les pays de l'Ouest sont gouvernés en réalité par des conspirations mafieuses qui n'ont rien en commun avec la vraie démocratie, mais essayent de réaliser leur but machiavélique, l'introduction d'un "Nouvel Ordre sioniste Mondial" totalitaire. Rami, aujourd'hui citoyen suédois, n'a jamais cessé de le répéter sur les ondes de Radio Islam.

Bien évidemment, de tels points de vue entraînent une irritation sensible dans l'Etablissement. Il y a quelques années, Rami (Arabe et par conséquent lui-même sémite), fut poursuivi pour antisémitisme (!) et envoyé en prison, où il dut rester durant six mois. Assez curieusement, il devint ainsi le seul prisonnier politique en Suède.

Malgré tout cela, Ahmed Rami n'est pas un homme brisé, et n'a en aucune façon renié ses

idéaux. La condamnation à la prison n'a vraisemblablement que renforcé sa conviction d'avoir raison. La retransmission de Radio Islam continue, et le courageux marocain n'a pas l'intention d'abandonner son combat. Pour lui, le plus important est que "les peuples de tous les pays devraient avoir le droit d'être indépendants sans avoir à se soumettre aux oligarchies qui ont usurpé le pouvoir pour leur propre compte".

Quelle est alors la base de ses convictions? Qu'est-ce qui lui donne la force de dire tout haut ce que la plupart des gens n'osent même pas penser? A t'il bien compris contre qui il a levé la main, qui il a défié? Quand j'ai rencontré Ahmed Rami, je ne pouvais naturellement pas m'empêcher de lui poser ces questions. Sa réponse:

- Ahmed Rami: "Depuis mon plus jeune âge, je suis resté fidèle à mes convictions islamiques. J'ai toujours lutté pour l'égalité et la justice. C'est pour cette raison que j'ai rejoind (déjà en 1960) l´Union des Forces Populaires (l´UNFP), fondé par Ben-Barka, qui fut kidnapé et assassiné un peu plus tard par la police royale secrète. Le roi Hassan II est totalement responsable de cette mort. Hassan II gouverne le pays avec une cruauté toute médiévale depuis plusieurs décennies, et il n'est principalement qu'une marionnette aux mains de puissances étrangères, en premier lieu Israël ses Etats-Unis.

Vous entendez dire parfois que le Maroc est une "monarchie démocratique". Cela signifie en fait, comme souvent de nos jours, que ce n'est rien d'autre en réalité qu'une judéocratie. Vous avez le droit de critiquer qui cela vous chante, excepté ceux qui détiennent le pouvoir réel. Ils prennent soin de rester dans l'ombre, et ne doivent surtout pas être nommés ou critiqués. Le roi ne peut faire un pas sans le juif André Azoulay, un escroc commerçant et "conseiller" sioniste "spécial" venu d´Isrël et portant la nationalité Canadienne. Derière la façade du "Prnce héritier et d´autres "institutions" formelles, Azoulay, et d'autres individus comme lui dirigent l´Armée et prennent aujourd'hui les décisions réelles. L'éducation, les médias de masse et l'ensemble de la vie politique, économiques et sociale sont régulés par ces hommes, et non par les marocains eux-mêmes. Ils ont le pouvoir de décider quels sont les idéaux auxquels les citoyens doivent se soumettre afin d'être guidés dans leur vie de tous les jours. Dans ce pays musulman arabe prime le vrai pouvoir juif et la vraie censure sioniste, appelée "démocratie". Le libre-arbitre des individus et la liberté d'expression n'existe simplement pas. A vrai dire, mon expérience m'a montré que la situation actuelle dans d'autres pays n'est pas bien fameuse non plus.

En Suède, le lavage de cerveau prend de l'ampleur, et des valeurs anti-suédoises sont imposées au peuple. Seul un aveugle pourrait ne pas le constater. Le terrorisme intellectuel sioniste et la désinformation ont pour effet de pousser les individus à nier l'existence du pouvoir juif. En même temps ils ont terriblement peur de ce pouvoir qui "n´existe pas"! Les suédois peuvent être fiers de leur niveau de vie élevé, il ont bien raison de l'être, mais ils refusent obstinément de comprendre ce qui leur a été volé.

Le pouvoir sur les banques, les médias de masse, et la vie commerciale et industrielle est aux mains d'un petit groupe "d'élus" juifs. Toute l'éducation dans les écoles et les universités est à sens unique, favorable à "la race supérieure". En plus de cela l'histoire d'événements qui ne sont pas si éloignés dans le temps est réinterprétée dans l'intérêt du "peuple élu ". Mais la réalité et la vérité sont différentes de ce qui est montré à la télévision et enseigné à l'école. Et quelle sorte de liberté, d'indépendance et de

démocratie est-ce donc, quand le pouvoir tout entier et l´avenir des peuples est entre les mains d'une minorité? Telle est la situation en Suède. Au sein du précédent gouvernement, le poste très important de ministre de la coordination gouvernementale était occupé par Jan Nygren, un représentant de la mafia sioniste. Il ne chercha à dissimuler d'aucune façon qu'il se considérait comme le maître de la Suède. Dans le "Judisk krönika" ("La Chronique Juive",organe de la Communauté Juive), il publia un article dans lequel il utilisa très ouvertement le titre "ma Suède juive". Cet individu avait beaucoup d'influence sur ceux qui pouvaient être admis au gouvernement! A présent, Nygren est hors du gouvernement, mais on a eu en retour Leif Pagrotsky le plus proche collaborateur de l´actuel Premier Ministre et un autre membre du "peuple élu" qui occupe aujourd'hui le poste du ministre du commerce extérieur, et comme tel un important représentant de l'internationale dorée.."

Sous quel gouvernement, social-démocrate ou conservateur, cette influence d'une minorité s'est le plus mise en avant?

- Ahmed Rami: "Peu important quel gouvernement dirige le pays. La différence entre la gauche et la droite n'est rien d'autre qu'un leurre. En réalité, le pouvoir est détenu par ceux qui possèdent et contrôlent les capitaux financiers du pays et les médias de masse. Je le dis ouvertement: En Suède, tous les partis politique sont entièrement juivés. Le combat actuel n'est pas une lutte entre la droite et la gauche comme le pense les gens, mais entre les différents clans sionistes. Ils ne luttent pas pour le bien du pays, mais pour leurs propres gains personnels. Tous les partis politiques suédois sont dominés par les juifs"

Y a t'il de nombreuses personnes en Suède qui partagent votre point de vue?

- Ahmed Rami: "Non, pas tant que ça. Vous savez, sous l'influence d'un tel terrorisme intellectuel juif qui domine, il est très difficile pour la plupart des gens de prendre leur courage à deux mains. C'est probablement leur instinct de conservation primaire qui fonctionne. Chacun est attaché à ses petites commodités, à ses bons repas bien arrosés, et souhaite être le moins possible accablé par les problèmes. Mais il y a toujours un certain nombre d'individus qui réagissent positivement aux émissions de Radio Islam. Je reçois des dizaines, pour ne pas dire des centaines de lettres, et parmi elles plusieurs provenant d'autres pays. Grâce à l´ Internet, il est devenu plus facile de communiquer et d'échanger des informations. J'espère être à même de trouver aussi des gens en Russie qui partagent mes convictions. Les nouveaux esclavagistes continuent de craindre votre pays, bien qu'ils aient réussi à le morceler."

Aimeriez-vous voyager en Russie?

- Ahmed Rami: "Je pense que cela serait vraiment dangereux. Dans votre pays, la criminalité aujourd'hui est pire encore qu'aux Etats-Unis. D'après les informations que j'ai, beaucoup d'antisionistes

sont morts dans d'étranges circonstances. Morts au cours d'une visite médicale banale (bien qu'ils n'aient jamais eu aucun problème de santé), ou ils ont été écrasés et tués par un car, tandis que d'autres ont été retrouvés pendus. Dans aucun des cas les meurtriers n'ont été pris, plus exactement ils n'ont pas été poursuivis.

Les journaux suédois (et vous savez à qui ils appartiennent et qui les contrôle) parlent constamment de votre pays comme "une menace". Il est décrit comme "un paradis pour la mafia" et est "un danger pour la Suède". La Russie a toujours été, et demeurera toujours la plus grande menace pour le "peuple élu", qui la craindra toujours, même si elle semble aujourd'hui vaincue et difficilement capable de respirer après tant d'expériences menées sur elle par ces surhommes "élus".

Je suis parvenu à cette conclusion en lisant les articles russophobes qui grouillent dans la presse suédoise. Certains d'entre eux sont écrits par un goy (un non-juif et un non-humain d'après le judaïsme), un idiot utile pour Israël en Suède, Per Ahlmark. Et ce n'est absolument pas une coïncidence si Israël a donné en son honneur son nom à une forêt nouvellement plantée sur des terres volées aux palestiniens. Ahlmark a été aussi gratifié de la qualité d'Etre Humain ("Ben Adam") par la communauté juive du Danemark!"

N'avez-vous pas peur de vivre en Suède?

- Ahmed Rami: "Un croyant n'a peur de rien. Je suis habitué aux menaces, et depuis peu une violente campagne presse juive est menée contre moi et Radio Islam. Mais à Stockholm, vous pouvez toujours dire ce que vous pensez, même si vous n'avez pas tant de sympathisants que cela. Partout dans le monde, pour les mafieux, les jeux sont fait et ils se considèrent comme victorieux. Pour eux, la question est classée une fois pour toutes, et manifestement, vous ne pouvez être en sécurité nulle part si vous défendez la vérité.

Encore aujourd'hui, j'ai reçu une lettre dont le contenu était le suivant: "Sale porc d'arabe, qu'est-ce que tu crois pouvoir accomplir? Nous rions de tes efforts minables. Nous adorons écouter tes émissions après une bouteille de vodka. Nous avons le monde entier à notre poigne. Et quand nous le voudrons, tu disparaîtras de la surface de la terre comme une mouche, et personne ne n'élèvera la voix, ni même ne remarquera ta disparition."

Mais quelle est la vraie cause pour laquelle vous luttez?

- Ahmed Rami: "Je lutte pour une cause pour laquelle chaque homme devrait à mon avis lutter, à savoir la liberté et la justice. Dans ce monde, créé par Allah, nul ne devrait avoir de monstrueux privilèges, et cela comprend la mafia sioniste, qui s'est appropriée d'incroyables richesses à l'aide des mensonges, des ruses insidieuses, des fraudes et d´escroqueries. Agissons pour que les palestiniens, les suédois, les russes, les français, les arabes et les autres peuples puissent devenir les égaux de ceux qui se sont auto-proclamés le "peuple élu" supérieur à tout autre!

Je suis un musulman, et cela signifie que je suis opposé à tous les privilèges, spécialement ceux qui sont uniquement fondés sur le pouvoir et la loi du plus fort. J'espère m'être exprimé simplement et clairement, et j'espère que vous comprenez quelles sortes d'individus qui n'apprécient pas mes pensées et mes actes."

***

D'aucun pourrait peut-être qualifier Ahmed Rami de paranoïaque, ou de personne obsédée par une idée fixe. Pour ma part, je le vois comme une personne qui, grâce à sa dévotion personnelle exceptionnelle, nous aide à différencier toujours le bien du mal, la vérité du mensonge, la liberté de l'esclavage. Nous pouvons seulement trouver regrettable que des idéalistes comme Rami soient si peu nombreux dans notre monde trop pragmatique, là où il est toujours plus avantageux d'être fourbe et de s'adapter plutôt que d'être fidèle à soi-même.

Ahmed Rami ne peut pas être acheté. Pour cette raison, il est détesté et il est un danger pour tout ceux qui défendent le "Nouvel Ordre Mondial", à la fois en Suède et partout ailleurs.

Valentin Prussakov

La résistance islamique
L´Islam: sens, buts et definition
Par **Ahmed Rami**

Quand les libertés sont bafouées
Et quand les bouches sont muselées...
Par **Ahmed Rami**

Les livres - en suédois - publiés par Ahmed Rami:



Vad är **Israel?**
101 fakta istället för propagandan
Av A. Rami
ZIP



Israels makt
i Sverige
Av A. Rami
ZIP



Ett liv
för frihet
Självbiografi
Av A. Rami
ZIP



Israel
Falsk Varudek-laration
Judisk myt om rasen
Av A. Rami.
ZIP



Judisk
häxprocess
i Sverige
Av A. Rami
ZIP

AHMED
berber-
pojken
Barnbok

A. Rami

Ahmed
berber-pojken
(Barnbok)
Av **A. Rami**
ZIP

Help *Radio Islam* Now

No hate. No violence. Races? Only one Human race.
United We Stand, Divided We Fall.
Only one ennemy
Know Your enemy

Maroc Liberté

Radio Islam (en 11 langues)

- Qui gouverne le Maroc?
- L´Islam résistant
- Islam: la liberté est la règle
- Lettre à Mohamed VI
- Que s´est t-il passé au Maroc?

- "Une monarchie coloniale au Maroc",
  Extraits du nouveau livre d´Ahmed Rami

- Est-il différent de celui de son père?,
  Le règne de Mohamed VI

- L'idéalisme d´Ahmed Rami

- Hassan II est le fils de Glaoui
- Hassan II, agent du Mossad
- La domination juive
- Le vrai terrorisme
- Moulay Hafid se convertit au judaïsme
- La répression contre le peuple marocain
- Fille juive de Hassan II, soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif
- Le Mossad, une agence criminelle
- Ben Barka, Agent du Mossad
- Balafrej, agent du Mossad
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !
- Espionnes marocaines du Mossad

رسالة الى محمد السادس
في المشعل المغربية: عن ظاهرة إبن لادن
في الخبر الجزائرية: عن الإستعمار الجديد

- Hassan II est le fils de Glaoui
- La fille juive de Hassan II, et soeur de M6
- Mohamed VI béni par un rabbin juif

- Qund "moulay" Hafid se convertit au judaïsme...
- Le drapeau "alaouite" n'est pas marocain !

في الأيام المغربية: عن الإنقلابات







Royal Moroccan Army

Like

Royal Moroccan Army



Save / Feedback

The **Royal Moroccan Army** (Arabic: الجيش الملكي, French: Armée royale, Spanish: Ejército Real, "Royal Army") is the branch of the Royal Moroccan Armed Forces responsible for land-based military operations.

The army is about 175,000 troops strong, In case of war or state of siege, an additional force of 150,000 Reservists and paramilitary forces, including 20,000 regulars of the Royal Moroccan Gendarmerie and 30,000 Auxiliary Forces come under the Ministry of Defense command.



Army forces from Morocco have taken part in different wars and battles during the twentieth century, from World War I, to the recent Central African Republic conflict.[3]

The Moroccan army has existed continuously



since the rising of Almoravid Empire in the 11th-

